



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

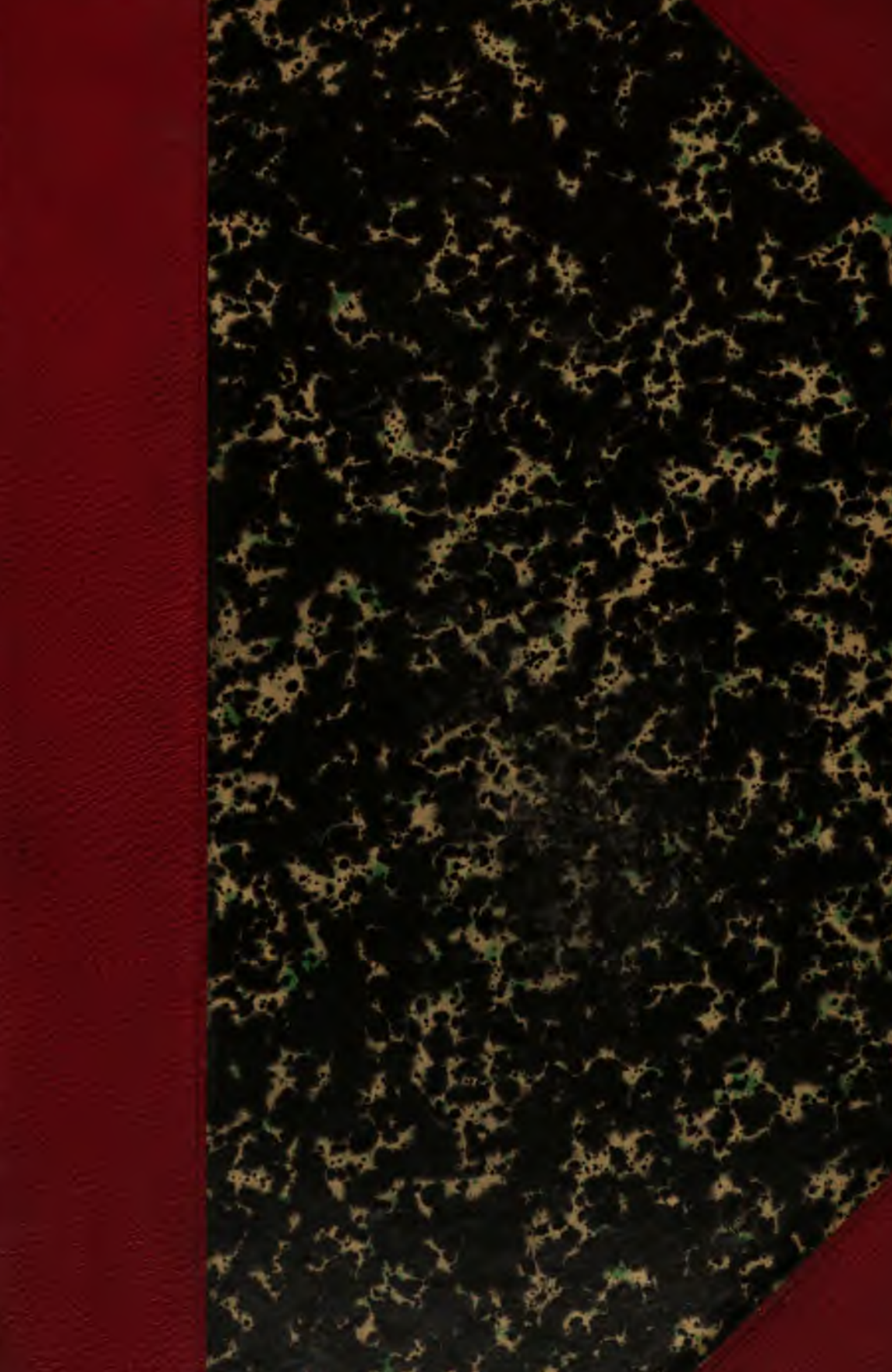
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



Soc 1654.1

Received

Nov 15 1885



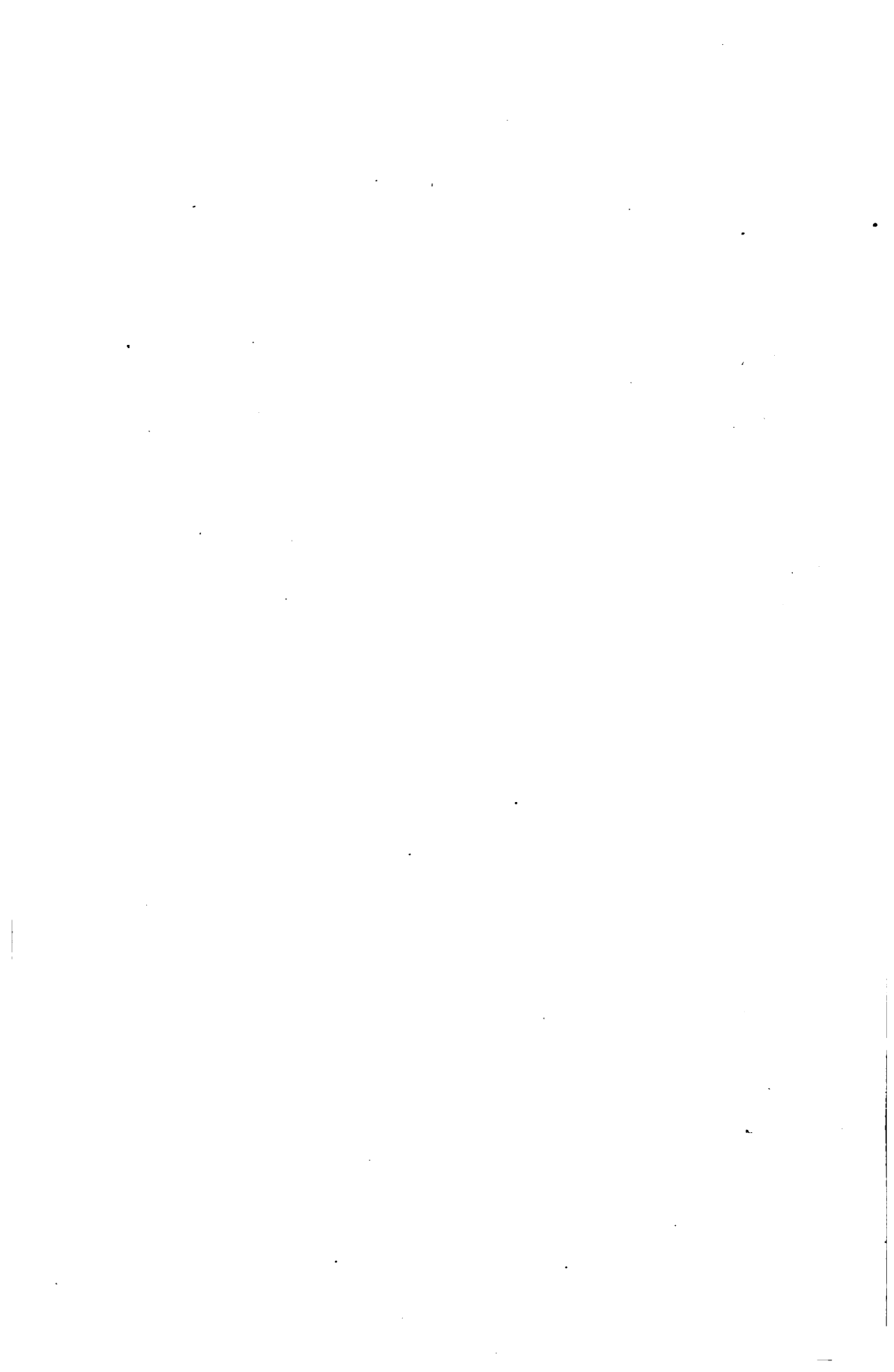
Harvard College Library

FROM

The Congress









Congrès international
des
Accidents du Travail
et des
Assurances Sociales

Bulletin
du Comité permanent

TOME QUINZIÈME

1904

IMPRIMERIE
CONTANT-LAQUERRE



BAR-LE-DUC

Congrès international
des
Accidents du Travail
et des
Assurances Sociales

Bulletin
du Comité permanent

TOME QUINZIÈME

1904

PARIS

Secrétariat général du Comité

20, Rue Louis-le-Grand, 2^e

1891

1892

Soc 1654.1

Titte page

Congrès international

des

Accidents du Travail

et des

Assurances Sociales

Bulletin

du Comité permanent

QUINZIÈME ANNÉE — 1904

N° 1. — JANVIER-AVRIL

PARIS

Secrétariat général du Comité

20, Rue Louis-le-Grand, 2°

COMITÉ PERMANENT DU CONGRÈS INTERNATIONAL DES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET DES ASSURANCES SOCIALES.

BUREAU :

Président :

M. Linder, Inspecteur général des Mines en retraite.

Vice-Présidents :

M. Darcy, Président du Comité central des Houillères.

M. Ricard, ancien ministre.

Secrétaire Général :

M. E. Gruner, Ingénieur civil des Mines, Secrétaire du Comité central des Houillères,
Membre de l'Institut International de Statistique.

Secrétaire Général Adjoint :

M. M. Bellom, Ingénieur au Corps des Mines.

PRÉSIDENTS D'HONNEUR :

Allemagne. — M. le Dr **Bödiker**, ancien Président de l'Office impérial des Assurances.

Belgique. — M. **Beernaert**, Ministre d'État, Président de la Chambre des Représentants.

Espagne. — M. **Segismundo Moret**, ancien Ministre des Finances.

États-Unis. — M. **Carroll D. Wright**, Chef du Département du Travail, à Washington.

France. — M. **Engel-Gros**, ancien Président de l'Association de Mulhouse pour prévenir les accidents.

Italie. — M. **Luzzatti**, Député, Professeur à l'Université de Padoue, Ministre du Trésor, membre associé de l'Institut de France.

MEMBRES :

Allemagne. — MM. **A. Dollfus**, Président de la Société Industrielle de Mulhouse.

Krabler (geheimer Bergrath), Président de la Corporation minière.

le Dr **von Mayr**, ancien Sous-Secrétaire d'État.

Dr **Zacher**, Conseiller intime de Gouvernement, Président de Sénat à l'Office impérial des Assurances.

Angleterre. — MM. **Alfred Edward Bateman**, Principal du Département commercial au Board of Trade, Secrétaire honoraire de la Société royale de Statistique de Londres.

Geoffroy Drage, ancien Secrétaire de la Commission du travail.

Autriche. — MM. le Dr **Kaan**, Chef du Service des assurances au Ministère de l'Intérieur, à Vienne.

Kögler, Directeur de l'Établ. d'Assurances de la Basse-Autriche, à Vienne.

Belgique. — MM. **Ch. Dejace**, Professeur à l'Université de Liège, Président de la Société belge d'Economie sociale.

Ch. Lagasse, Ingénieur en chef, Directeur des Routes et Bâtiments civils de Belgique.

O. Leproux, Directeur général de la Caisse générale d'Épargne et de Retraite.

Morisseeux, Directeur général de l'Office du travail (en congé).

États-Unis. — M. le Dr **E.-R.-L. Gould**, Statistical Expert du Département du Travail, Membre de l'Institut International de Statistique, Professeur à l'Université de John Hopkins, à Baltimore.

France. — MM. **Aguillon**, Inspecteur général des Mines.

Arquebourn, Directeur de l'Association des Industriels du Nord de la France, pour prévenir les accidents.

Aynard, Député, ancien Président de la Société d'Écon. polit. et sociale de Lyon.

(Voir la suite page 3 de la couverture).

LÉGISLATION

ITALIE

ACCIDENTS DU TRAVAIL

LOI DU 29 JUIN 1903

modifiant la loi du 17 Mars 1898 ⁽¹⁾.

I

RAPPORT

PRÉSENTÉ LE 25 JUIN 1903 A LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Par M. FERRERO DI CAMBIANO, rapporteur.

La Commission, à laquelle vous avez renouvelé le mandat de faire un rapport sur le projet de loi qui tend à modifier la loi du 17 mars 1898

(1) Nous avons annoncé, dans le Bulletin de 1903, p. 512, le vote de la loi du 29 juin 1903 qui modifie sur certains points la loi du 17 mars 1898 sur les accidents du travail (dont la traduction se trouve dans le Bulletin de 1890, p. 229).

Nous donnons cette fois-ci le texte de la nouvelle loi. La Chambre avait voté un premier texte le 23 avril 1902; il fut modifié par le Sénat le 3 avril 1903. Nous croyons utile de donner à titre de commentaire de la nouvelle loi, le texte du rapport déposé le 25 juin 1903, par M. Ferrero di Cambiano, au nom de la commission de la Chambre, présidée par M. Chimirri, rapport qui approuvait purement et simplement le texte du Sénat; ce texte fut ensuite voté par la Chambre, sans discussion.

Une circulaire ministérielle du 13 juillet 1903, publiée dans le *Bollettino di notizie sul credito e sulla previdenza*, n° 7, donne une intéressante analyse de la nouvelle loi. On pourra également se rapporter au rapport présenté par M. le directeur Magaldi au Congrès de Dusseldorf.

sur les accidents des ouvriers pendant le travail, projet qui a été modifié et approuvé par le Sénat au mois d'avril dernier et est retourné à la Chambre, s'est posé avant toutes choses la question de savoir s'il convenait de reprendre l'examen de toute la loi et de discuter ensuite les questions les plus controversées pour provoquer une réforme plus complète.

On a reconnu de suite qu'en procédant ainsi on courrait le risque de retarder et peut-être d'empêcher pour longtemps la réforme de la loi de 1898 qui, si elle n'est pas aussi entière et complète que quelques-uns le voudraient, est cependant adaptée aux conditions de l'industrie et aux fins d'une juste tutelle et garantie de l'ouvrier.

Pour vouloir le mieux on aurait encore une fois perdu l'avantage du bien.

Dans ces conditions nous avons cru bon de limiter notre étude aux modifications apportées par le Sénat au texte approuvé par la Chambre, et nous avons proposé de les approuver toutes les fois qu'ont paru fondées les raisons qui les ont conseillées et provoquées, et qu'il a semblé que la loi en sortirait améliorée, soit en ce qui concerne les intérêts des ouvriers soit en ce qui regarde ceux de l'industrie.

Deux considérations nous ont guidé dans cette manière de voir : le vœu exprimé dans ce sens par le ministre lui-même qui, dans le rapport accompagnant le projet de loi voté par le Sénat, conseille et recommande son approbation intégrale, soutenant et approuvant les nouvelles modifications qui y sont introduites, et le désir commun à tous d'assurer ainsi au plus tôt aux ouvriers auxquels nous entendons donner de meilleures garanties, le bénéfice des nouvelles dispositions et une plus ample application de la loi sur les accidents, sans faire retourner ce projet au Sénat et du Sénat peut-être de nouveau à la Chambre.

Du reste, comme personne n'est convaincu que cette loi, telle qu'elle est formulée, soit en tous points parfaite, nous sommes tous persuadés que, suivant les conseils de l'expérience, dans un temps peu éloigné, elle devra être examinée de nouveau, amendée encore et complétée. Il est dans la nature de ces lois sociales d'avoir un caractère de développement graduel et de perfectionnement progressif, de comporter des degrés dans leur application et dans leur extension, comme cela est arrivé, et nous nous le rappelons tous, dans les autres pays et particulièrement en Allemagne où ces lois ont reçu la plus large application et le plus grand développement.

Mais en attendant mieux, si la Chambre approuve tel qu'il est le projet de loi qui lui est soumis, un million d'ouvriers environ jouiront sans retard du bénéfice les uns de garanties plus étendues et les autres de l'extension de l'obligation de l'assurance à plusieurs nouvelles catégories d'industries. On aura ainsi immédiatement augmenté les indemnités dans

le cas d'invalidité permanente absolue et partielle sur la base de six fois le salaire annuel et supprimé la déduction des cinq premiers jours après l'accident; et tout cela sans imposer à l'industrie une charge excessive qui la trouble et qu'il lui serait malaisé de supporter; on aura réglé plus aisément et suivant le but social de la loi, la répartition de l'indemnité entre les parents, survivant à la victime de l'accident; on aura favorisé les groupements ou syndicats avec faculté laissée au Gouvernement de les rendre obligatoires là où cela sera nécessaire, en se fondant sur l'expérience dans certaines industries et certaines régions. Telles sont les principales et meilleures dispositions de la nouvelle loi, sans parler des moins importantes que nous passons sous silence.

Il importe d'en hâter l'approbation. Cependant, bien que convaincus qu'il convienne d'assurer avec la plus grande sollicitude ces avantages à nos ouvriers, en accueillant tel qu'il nous vient du Sénat, le projet de loi, il convient que nous nous empressions de montrer que les modifications apportées par lui ne sont pas en contradiction mais, au contraire, sont d'accord avec les idées de la loi sur les accidents et comblent les lacunes qui sont dans la loi en vigueur de façon à ce qu'elle réponde mieux aux fins qu'elle se propose.

Nous serons très brefs dans cette démonstration parce qu'elle a déjà été faite très complètement dans les rapports très étudiés que le Bureau central du Sénat a consacrés aux modifications proposées par lui et accueillies par le Sénat et dans celui que l'honorable ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce a présenté à la Chambre en déposant ce projet de loi modifié par le Sénat.

Commençons par les limites nouvelles fixées à l'application de la loi, c'est-à-dire par l'extension à d'autres industries de l'assurance obligatoire. Le Sénat a été à cet égard plus large que la Chambre; il a non seulement admis toutes les nouvelles catégories d'ouvriers que le projet de la Chambre ajoutait à celles visées par la loi de 1898, et reconnu que ces adjonctions étaient pleinement justifiées par le développement actuel des industries et par la plus grande gravité des risques, ce qui avait pour conséquence un plus grand besoin de tutelle pour les ouvriers qui y sont soumis; mais encore il a étendu la garantie d'assurance aux ouvriers quel qu'en soit le nombre, fût-il même inférieur à cinq, qui sont employés aux chargement, transport et débarquement des matériaux extraits des mines; aux entreprises pour le chargement, le transport et le déchargement des matériaux pour les constructions ou provenant de démolitions.

Partout où la Chambre avait favorisé seulement les ouvriers employés aux entreprises de transports de marchandises par voie de terre, il a généralisé la disposition en supprimant les mots : « de marchandises »; et alors que le projet de loi de la Chambre s'appliquait seulement aux

ouvriers employés dans les ateliers industriels où l'on faisait usage de machines mues par des agents inanimés ou des animaux, le Sénat a voulu, par l'emploi d'une expression plus générique, que la loi s'appliquât toutes les fois que les machines ne sont pas mues directement par l'ouvrier qui les emploie, en comprenant ainsi les cas où les machines ont comme moteur, non seulement un agent inanimé ou un animal, mais l'homme, parce que, également dans ce cas, et ce raisonnement est fort juste, il peut arriver de graves dangers aux ouvriers qui travaillent autour de ces machines.

Dans un seul cas le Sénat a voulu restreindre la portée d'une disposition adoptée par la Chambre, c'est celui des entreprises de construction d'édifices. La Chambre avait prescrit que quiconque ferait exécuter pour son propre compte des travaux de l'espèce de ceux qui forment l'objet des entreprises de construction d'édifices, devrait assurer les ouvriers occupés par lui, même si le nombre était inférieur à cinq, lorsque l'exécution des travaux demande l'emploi d'échafaudages, de ponts fixes ou mobiles ou d'autres moyens analogues.

Le Sénat au contraire a limité l'obligation de l'assurance au cas où il s'agit de travaux exécutés à l'extérieur des édifices avec l'emploi d'échafaudages, ou de ponts fixes ou mobiles. Il s'est prononcé dans ce sens parce que l'expression « ou d'autres moyens analogues » semblait trop indéterminée et qu'il ne voulait pas donner prise à un double sens dans l'application de la loi, et que dans les travaux exécutés à l'intérieur d'un édifice il ne pouvait pas y avoir assez de risques pour imposer l'obligation de l'assurance. Les lois danoise et anglaise ont aussi des restrictions semblables et on ne peut pas dire que le Sénat ait été mal intentionné en limitant comme il l'a fait l'obligation que voulait imposer la Chambre. Comme cette restriction est raisonnablement motivée et comme les extensions accueillies par le Sénat, sont encore plus recommandables, restrictions et extensions ne peuvent pas et ne doivent pas être contredites et repoussées par la Chambre.

Passons aux modifications apportées par le Sénat à l'article 5 du projet de loi. Quelques-unes sont de forme et d'autres de fond.

Pour ce qui a trait à la forme, le Sénat a divisé en trois l'article unique de la Chambre; il a groupé dans le premier les dispositions qui concernent le calcul des indemnités, les soins médicaux et pharmaceutiques à donner par les entrepreneurs et les industriels aux ouvriers blessés, en plus de l'obligation d'assurance; dans un second article, les dispositions qui désignent les ayants droit à l'indemnité en cas de mort et établissent les règles pour la répartition de cette indemnité; dans un troisième article, les dispositions qui fixent les modalités et les termes pour le paiement des différentes indemnités et celles relatives aux acomptes.

Nous approuvons cette répartition qui répond mieux à l'ordre logique et rend les dispositions de la loi plus claires.

Les modifications de fond concernent trois points : la désignation des ayants droit à l'indemnité en cas de mort ; les règles pour la répartition de l'indemnité entre ceux-ci ; les termes pour le paiement de l'indemnité même.

Le Sénat a admis le principe adopté par la Chambre d'après lequel, en cas de mort de l'ouvrier, l'indemnité ne doit pas avoir le caractère d'héritage comme dans la loi en vigueur, mais plutôt le caractère d'une réparation de dommages au bénéfice de ceux qui, par la mort de l'ouvrier, ont été effectivement privés de son aide ; il a admis que l'indemnité serait attribuée aux enfants légitimes et naturels ou autres descendants se trouvant à la charge du défunt, au conjoint survivant, aux ascendants et aux frères et sœurs, si ces derniers étaient à la charge du défunt, et a spécifié que les parents les plus proches doivent exclure les plus éloignés parce que l'aide à eux donnée est plus efficace. Mais le Sénat a cru devoir mieux préciser que ne l'avait fait le projet de la Chambre la désignation de ceux qui sont appelés à jouir de l'indemnité et à se la répartir entre eux.

Le Sénat a réduit la part du conjoint survivant en lui attribuant seulement la moitié de l'indemnité quand il concourt avec les ascendants dont la part est ainsi augmentée ; en lui assignant seulement les trois cinquièmes de l'indemnité quand il concourt avec des frères ou sœurs à la charge du défunt, mineurs de 18 ans ou impropres au travail pour défaut d'esprit ou de corps : la condition de ces derniers a été ainsi améliorée parce que le projet de la Chambre ne les admettait pas à la répartition de l'indemnité lorsque le conjoint était survivant.

Le Sénat a ensuite voulu distinguer, tant dans les descendants que dans les frères ou sœurs mineurs de 18 ans, ceux qui n'auraient pas atteint leur douzième année, en assignant à ceux-ci une part plus forte. Il a cru ainsi mieux appliquer le principe admis comme point de départ, que l'indemnité doit être une réparation du préjudice causé.

Puisque ce préjudice consiste essentiellement dans la perte éprouvée par les ayants droit, c'est-à-dire par les membres de la famille les plus proches, de cette aide, de ces secours que l'ouvrier défunt aurait pu leur fournir annuellement, il a semblé au Sénat qu'en maintenant fermement le principe du paiement de l'indemnité en capital, les parts d'indemnités devraient représenter la valeur d'annuités viagères égales entre elles pour les ascendants, et d'annuités temporaires continues et égales entre elles pour les descendants ou frères ou sœurs jusqu'à l'âge de 12 ans et réduites de la moitié pour les 6 autres années successives jusqu'à l'âge de 18 ans. Si l'un des descendants ou des frères ou sœurs est impropre au travail pour défaut d'esprit ou de corps, le PrétEUR

sera appelé à fixer la part d'indemnité qui devra lui être attribuée et cela en tenant compte des diverses circonstances qui peuvent avoir une influence, comme les probabilités de vie, la possibilité de guérison et ainsi de suite.

Tel est l'ensemble imaginé par le Bureau central du Sénat et accueilli par le Sénat lui-même, pour mieux appliquer le principe qui était posé, mais d'une façon un peu diverse, dans le projet sorti des délibérations de la Chambre.

On pourrait faire des objections aux excessives complications et aux difficultés qui résulteront de l'application pratique de ces dispositions. et on pourrait préférer le système plus simple adopté par la Chambre. Mais on ne peut pas d'un autre côté méconnaître que le système du Sénat paraît plus rationnel et tient compte des nécessités de famille et du dommage effectivement souffert à la suite de l'accident par ceux qu'il appelle à l'attribution et à la répartition de l'indemnité.

Il a ainsi paru à votre commission que le système du Sénat n'était pas à repousser, et qu'il fallait réserver à l'expérience d'en mettre en lumière les avantages et les inconvénients et remettre ainsi la correction des imperfections à une loi future qui viendra sûrement.

Pour ce qui concerne les termes de paiement des indemnités, des acomptes aux ouvriers blessés et des provisions aux ayants droit en cas de mort, le Sénat a modifié le projet voté par la Chambre d'une façon plus favorable aux ouvriers.

Les indemnités dans le cas d'incapacité permanente et dans le cas de mort doivent être liquidées dans les 3 mois à partir du jour de l'accident, 8 jours après la présentation des documents nécessaires, et payées dans les 8 jours qui suivent celui de l'acceptation de la liquidation de la part de l'ouvrier ou des ayants droit; passé ce délai, en cas de retard dans le paiement, l'intérêt commercial de la somme liquidée sera dû de ce fait même.

En outre, dans les conditions et limites qui seront établies dans le règlement, l'industriel ou l'entrepreneur ne pourra se refuser à donner des acomptes sur les indemnités journalières dues dans les cas d'incapacité temporaire absolue ou partielle, lorsqu'il en sera requis par l'établissement d'assurance.

Le règlement devra pourvoir aussi à la remise d'acomptes aux ayants droit à l'indemnité dans le cas de mort.

Ces sages dispositions qui assurent mieux un secours proportionné et rapide à l'ouvrier et à sa famille quand ils sont atteints d'accident n'étaient pas dans le projet qui a été voté par la Chambre, et nous devons louer le Bureau central de les avoir imaginées et le Sénat de les avoir accueillies; puisque, sans charge sensible pour l'industrie, elles donnent un avantage très sensible pour les blessés, justement quand ils en

ressentent le plus grand besoin et qu'une aide leur est le plus nécessaire.

Le Sénat a introduit des modifications de moindre importance sur lesquelles il n'y a pas lieu de trop s'arrêter à l'art. 6 du projet de loi approuvé par la Chambre relativement à la détermination du salaire annuel; il a distingué, en outre des deux cas dans lesquels les ouvriers ont été occupés dans les entreprises et dans les établissements pendant les 12 mois écoulés avant l'accident, ou l'ont été pendant moins de 12 mois, mais pas moins de 6, le cas où, par la nature du travail ou pour d'autres raisons, les ouvriers ont été occupés moins de 6 mois.

Pour les deux premiers cas le Sénat a accueilli les dispositions votées par la Chambre; pour le troisième cas, il a cru au contraire opportun de renvoyer à un règlement la détermination du salaire journalier et du salaire annuel, parce qu'il pourra tenir compte, mieux qu'on ne peut le régler et le faire par la loi, des conditions d'exercice des industries, des divers modes de rétribution et de la durée éventuellement brève du travail, circonstances que l'on n'aurait pas pu évaluer avec toute l'équité voulue par la disposition générale du projet de la Chambre.

Le Sénat a introduit des modifications très opportunes à l'art. 7 du projet de loi. Cet article modifie l'art. 11 de la loi en vigueur et a trait au jugement de révision sur la nature des indemnités, jugement qui, dans le délai de 2 ans à partir du jour de l'accident, peut être demandé lorsqu'il est prouvé que le premier jugement était erroné et que l'ouvrier est mort des suites de l'accident, ou lorsqu'il se sera produit dans les conditions de santé de l'ouvrier des modifications provenant de l'accident.

Le Sénat a assigné à la demande de révision, sous peine de déchéance, le délai de 2 mois à partir du décès; délai opportun, soit pour rendre les constatations nécessaires moins difficiles, soit pour ne pas trop retarder le paiement des indemnités aux intéressés. Pour coordonner les conséquences de ce jugement en révision avec la disposition qui prescrit de convertir en rentes viagères à la Caisse nationale de prévoyance pour l'invalidité et la vieillesse des ouvriers, les indemnités liquidées dans les cas d'invalidité permanente absolue et dans les cas d'incapacité permanente partielle, dans lesquels la réduction à faire sur le salaire pour la détermination de l'indemnité ne descend pas au-dessous de la moitié du salaire même, le Sénat a sagement prescrit de surseoir pendant ce délai de 2 ans et éventuellement jusqu'au jugement en révision, la conversion de l'indemnité en rente viagère.

Autrement, le capital étant éteint par l'attribution de la rente, la Caisse nationale n'aurait rien pu restituer à l'établissement d'assurance, et le jugement de révision n'aurait pas non plus pu servir aux intéressés.

Cependant, pour que l'ouvrier ne souffre pas de ce retard, la Caisse nationale devra lui remettre à titre de subside une allocation mensuelle égale à la rente viagère qu'elle lui aurait liquidée sur la base de l'in-

demnité versée par lui. Si l'ouvrier meurt avant le délai de deux ans ou éventuellement avant la fin de l'instance en révision, l'indemnité, à lui attribuée, sera dévolue aux ayants droit selon la loi ou autrement à ses héritiers testamentaires ou légitimes conformément aux dispositions du Code civil, suivant que la mort aura ou non été une conséquence de l'accident.

Si l'ouvrier survit au delà des délais susdits, l'indemnité sera définitivement convertie en rente viagère en sa faveur par la Caisse nationale de prévoyance.

Dans tous les cas, on pourra ainsi tenir compte des circonstances nouvelles survenues et des stipulations du jugement en révision pour l'augmentation et la diminution corrélatives des indemnités. Dans des cas exceptionnels, le Prêteur pourra, sur la demande de l'ouvrier, présentée dans les quinze jours de l'échéance du délai de deux ans ou éventuellement du jugement de révision — délai sage et nécessaire — autoriser le paiement en capital de tout ou partie du reste de l'indemnité appartenant à l'ouvrier.

La seule énonciation de ces modifications apportées par le Sénat en montre la raison d'être et nous engage à proposer à la Chambre de les accueillir favorablement.

Sans nous arrêter aux modifications de peu d'importance introduites par le Sénat dans plusieurs articles du projet de loi voté par la Chambre, nous mentionnerons seulement l'adjonction faite à l'art. 13 d'après laquelle c'est le règlement qui devra fixer les modalités, garanties et règles qui doivent mettre le Gouvernement et l'établissement d'assurance en mesure de connaître à n'importe quel moment quels sont les ouvriers compris dans l'assurance, leurs salaires respectifs et les journées de travail qu'ils auront faites. Nous citons cette modification non seulement pour la recommander comme véritablement opportune pour donner une plus grande valeur aux prescriptions du règlement, mais surtout pour recommander au Gouvernement de rechercher les plus sûres modalités et les plus grandes garanties qui seront possibles pour assurer l'exactitude des déclarations et la connaissance du montant effectif des salaires. Sur eux se basent les primes d'assurance, et nous ne dirons pas une chose nouvelle ni mal fondée en affirmant que des fraudes fréquentes font un tort injuste aux établissements d'assurance. La Caisse nationale pour les accidents du travail qui en souffre aussi, a eu plus d'une fois à s'en plaindre, parce que non seulement l'établissement d'assurance en souffre, mais encore il en résulte l'obligation de surélever les tarifs des primes, conséquence nécessaire et regrettable mais imposée par la nécessité de se défendre et qui est tout au désavantage des industriels et des entrepreneurs les plus honnêtes.

Venons ensuite à l'art. 15 du projet du Sénat qui apporte une des

plus importantes modifications au projet de loi adopté par la Chambre.

L'art. 16 du projet de la Chambre modifiant le premier paragraphe de l'art. 22 de la loi en vigueur disposait que la responsabilité civile devait rester à la charge du propriétaire ou chef ou gérant de l'entreprise, de l'industrie ou de la construction, quand la sentence pénale établissait que l'accident était survenu par un fait imputable à ceux qu'il « a chargés de l'exécution » et non pas seulement préposés à la direction ou à la surveillance du travail comme il était établi par l'art. 22.

Il étendait ainsi outre mesure la portée et détruisait la première conception initiale de la loi de 1898, c'est-à-dire la doctrine du risque professionnel. L'entrepreneur par le fait de l'assurance ne doit que lorsqu'il est atteint par une condamnation pénale, répondre civilement du fait qui a occasionné l'accident ou du fait de ceux dont il doit répondre suivant le Code civil. Par la modification apportée par la Chambre, il devait au contraire, répondre et être obligé à la réparation des dommages envers l'ouvrier lésé, quand l'accident aurait été causé par une grave imprudence d'un compagnon de travail. Ce qui aurait signifié, puisqu'un ouvrier quelconque peut être regardé comme préposé par l'industriel pour l'exécution du travail, que la responsabilité civile aurait réapparu dans tout accident ou pour le moins dans tous ceux, et c'est la majeure partie, dans lesquels l'accident est occasionné par la négligence et le mauvais vouloir des ouvriers.

Étant donné le système du risque professionnel et de l'assurance obligatoire, cette disposition, improvisée en vérité à la Chambre comme l'a bien noté le rapport du Bureau central, et votée, il convient de l'observer, presque inaperçue, sans contestation et sans discussion, est dépourvue de tout fondement juridique et contraste avec tout le système de notre loi sur les accidents du travail. Et si l'on veut vraiment tenir compte des nécessités de l'industrie, des autres charges imposées aux entrepreneurs par l'assurance, des avantages procurés aux ouvriers par l'indemnité qui leur est garantie, quel que soit l'accident, même occasionné par leur faute, que c'est tout un ensemble de concessions et d'expédients se balançant, on ne peut pas accueillir une disposition si peu fondée et aussi dangereuse.

On comprend donc que le Sénat se soit insurgé contre cette disposition et ne l'ait pas laissée subsister dans la loi qu'il a votée.

Pour rester fidèle au système et au principe, nous ne pouvons qu'approuver l'œuvre du Sénat et proposer à la Chambre de revenir à la saine et juste disposition de l'art. 22 de la loi en vigueur.

Étant donné que c'était là un des points les plus importants de la loi et notant seulement que le Sénat a accueilli sans y toucher les deux autres principales innovations de l'assurance des gens de mer et des groupements obligatoires, il resterait peu ou rien à dire des modifica-

tions plus légères apportées au projet de loi qui se justifient d'elles-mêmes et nous en aurions terminé avec ce modeste et succinct rapport si nous ne croyions nécessaire de rappeler encore à l'honorable ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce, les ordres du jour délibérés en termes divers mais avec les mêmes intentions par la Chambre et le Sénat et qui constituent un engagement que le Gouvernement a accepté et auquel nous souhaitons et pensons avec confiance qu'il restera fidèle.

La Chambre et le Sénat, en reconnaissant que la loi sur les accidents du travail délibérée par nous, marque un nouveau pas dans le bon chemin, que d'autres devront suivre, ont signalé au Gouvernement une des plus grandes lacunes de cette loi, celle d'une procédure plus simple, plus expéditive et plus économique pour régler les différends qui surgissent dans son application.

Le Sénat a jusqu'à présent fixé un délai au Gouvernement pour présenter le projet de loi s'y rapportant, délai qui ne doit pas dépasser 1904. Et dans deux ordres du jour présentés à la Chambre et qui se sont traduits en recommandation sur la prière du ministre qui en a accueilli les termes avec la promesse d'en tenir compte promptement, on a invité le Gouvernement à présenter le plus tôt possible les projets voulus pour l'institution d'une juridiction et de règles de procédure spéciales pour la détermination des indemnités dues dans les cas d'accident et pour la solution des différends dérivant de l'application de la loi sur les accidents du travail. Ces requêtes répondent à un besoin uniformément exprimé par les hommes d'étude et communément ressenti par l'expérience quotidienne.

A ce droit nouveau qui se crée, conviennent des formes et des règles nouvelles, procédant de l'équité et de l'expérience de la vie économique et industrielle; les codes de procédure déjà anciens ne suffisent plus et les magistrats ordinaires, si intègres et si cultivés qu'ils soient, ne peuvent y pourvoir.

L'exemple des autres nations nous instruit et nous devons les suivre vaillamment en étudiant et préparant des innovations ultérieures. A cette seule condition nous nous contentons de la présente loi, et la Chambre voudra bien l'approuver comme elle est.

Ainsi, la Chambre et le Sénat reconnaissant encore que la loi sur les accidents du travail doit être complétée avec une sage sollicitude par d'autres dispositions législatives tendant à pourvoir à l'assurance contre les maladies professionnelles ou non des ouvriers, ont invité le Gouvernement à les étudier et à les proposer. De cette façon on fera un autre pas puissant et courageux dans la voie des assurances sociales dans laquelle les autres nations civilisées nous précèdent de beaucoup.

On contribuera toujours ainsi de plus en plus à atteindre la paix

sociale, la garantie et la tutelle de l'ouvrier, ce qui est dans l'esprit et dans le cœur de tous et ne trouve pas d'adversaires dans nos assemblées législatives, de même que ce n'est ni le privilège ni l'honneur d'aucun parti de les réclamer et de les provoquer, mais c'est la réalisation d'un idéal depuis longtemps nourri et poursuivi qui doit seulement être réglé et adapté aux progrès de l'industrie et à la condition des ouvriers.

Que le Gouvernement hâte donc la présentation au Parlement de ces projets qui lui sont demandés, qu'il utilise toutes les institutions de prévoyance et de secours mutuels existant déjà en Italie; qu'il affermis et réalise dans ses projets la liaison entre les accidents, les maladies, l'invalidité et la vieillesse comme il a été fait ailleurs en unissant les assurances qui s'y rapportent. Ainsi s'accomplira la plus sage et la plus prévoyante des réformes.

A son appel répondront les industriels toujours prêts d'après nous à aider le Gouvernement dans cette voie depuis le jour où ils ont les premiers provoqué l'assurance obligatoire et la prévention des accidents.

Et ainsi réunissant en un faisceau toutes ses forces, notre Italie saura aussi et pourra dignement et justement pourvoir aux plus grands besoins de nos travailleurs, qu'ils soient frappés d'accident ou que leurs forces soient épuisées par la maladie ou qu'après une vie laborieuse l'invalidité et la vieillesse les attendent.

II

TEXTE DE LA LOI DU 29 JUIN 1903.

TITRE I

Limite d'application de la présente loi.

ARTICLE PREMIER.

L'ARTICLE 1^{er} de la loi du 17 mars 1898, n° 80, est modifié de la manière suivante :

La présente loi est applicable aux ouvriers occupés :

1° A l'exploitation des mines, carrières et tourbières, et aux chargement, transport et déchargement des matières extraites; aux entreprises de constructions et démolitions d'édifices et à celles de chargement, transport et déchargement de matériaux de constructions ou provenant de démolitions; aux entreprises de production de gaz ou de force électrique et aux entreprises téléphoniques, aux entreprises de pose, réparation et déplacement de conduits électriques et paratonnerres; aux industries qui traitent ou emploient les matières explosives; aux arsenaux ou chantiers de construction maritime;

2° Aux constructions et entreprises ci-dessous désignées, à condition qu'il y soit employé plus de cinq ouvriers : construction ou exploitation de chemins de fer ou de tramways à traction mécanique ; entreprises de transport par voie terrestre, par les fleuves, les canaux et les lacs ; entreprises de navigation maritime y compris celles qui s'occupent de pêche au delà de dix kilomètres du rivage et celles des éponges et du corail ; entreprises de chargement et déchargement ; travaux d'améliorations hydrauliques, travaux nécessaires pour la régularisation des mouvements de terrain dans les montagnes ; entreprises pour la coupe et l'élagage d'arbres dans les bois et leur transport jusqu'au lieu ordinaire de dépôt sur les bords des fleuves et torrents ou près de chemins carrossables et pour leur lancement des lieux de dépôt dans les fleuves et torrents ; constructions et restaurations de ports, canaux et digues ; constructions, réparations et démolitions de navires ; constructions et restaurations de ponts, tunnels et routes ordinaires nationales, provinciales et communales ;

3° Aux établissements industriels où il est fait usage de machines quand les deux conditions suivantes sont réunies, à savoir que : les machines ne soient pas mues directement par l'ouvrier qui les emploie, et qu'il y soit employé plus de cinq ouvriers ;

4° A des postes de service auprès de machines mues par des agents inanimés ou près de leur moteur, que les machines soient destinées à un emploi industriel ou agricole ;

5° A des postes de service auprès de canons et autres appareils luttant contre la grêle par des décharges.

Elle s'applique aussi aux commis aux vivres dépendant des entreprises de fournitures de vivres pour la marine militaire.

ART. 2.

A la fin de l'ARTICLE 2 de la loi est ajouté le paragraphe suivant :

4° Celui qui est employé aux travaux agricoles en tant qu'il est employé à des postes au service des machines dont il est parlé au n° 4 ou des canons et autres appareils dont il est question au n° 5 de l'article précédent.

ART. 3.

A la première partie et au premier alinéa de l'ARTICLE 6 de la loi est substituée la disposition suivante :

Doivent être assurés contre les accidents du travail, conformé-

ment aux prescriptions de la présente loi, les ouvriers dont il est question à l'art. 1.

ART. 4.

A la fin de l'ARTICLE 7 sont ajoutés les alinéas suivants :

Aux effets de la loi on considère aussi comme entrepreneur celui qui fait exécuter pour son propre compte des travaux qui font l'objet des entreprises énoncées à l'art. 1^{er} lorsqu'il y a plus de cinq ouvriers employés.

Pour les constructions d'édifices cette disposition s'applique même si le nombre des ouvriers est inférieur à cinq, lorsqu'il s'agit de travaux exécutés à l'extérieur des édifices avec emploi d'échafaudages ou de ponts fixes ou mobiles.

Au sujet des ouvriers dont il est question au n° 4 de l'art. 1^{er}, l'obligation de l'assurance est à la charge de celui qui fait fonctionner les machines lui-même ou de celui qui les fait fonctionner par ses préposés.

Les dispositions de l'art. 15 de la loi du 9 juin 1901 n° 211 ne sont pas modifiées en ce qui concerne les ouvriers dont il est question au n° 5 de l'art. 1^{er}.

Quiconque, moyennant des retenues directes ou indirectes sur les salaires, fait concourir les ouvriers à la dépense de l'assurance stipulée aux termes de la présente loi, est puni d'une amende dont le maximum peut être porté à 4.000 liras.

ART. 5.

A l'ARTICLE 9 de la loi sont substitués les 3 suivants :

Art. 9.

Les indemnités assurées aux ouvriers dans les cas d'accident dont il est question à l'art. 7 devront être calculées de la manière suivante :

1° Dans le cas d'invalidité permanente totale, l'indemnité sera égale à six fois le salaire annuel et jamais inférieure à 3.000 liras ;

2° Dans le cas d'incapacité permanente partielle, elle sera égale à six fois la part dont a été ou peut être réduit le salaire annuel, qui, aux effets du présent alinéa, ne pourra jamais être inférieur à 500 liras ;

3° Dans le cas d'incapacité temporaire absolue, l'indemnité sera journalière et égale à la moitié du salaire que gagnait l'ouvrier au

moment de l'accident, et devra être payée pendant toute la durée de l'incapacité;

4° Dans le cas d'incapacité temporaire partielle, l'indemnité sera journalière et égale à la moitié de la réduction que, du fait de cette incapacité, devra subir le salaire de l'ouvrier au moment de l'accident, et elle devra être payée pendant toute la durée de l'incapacité;

5° Dans le cas de mort, l'indemnité sera égale à cinq fois le salaire annuel.

Les indemnités dues aux apprentis seront calculées sur la base du salaire le plus bas des ouvriers occupés dans la même industrie et de la catégorie à laquelle appartient l'apprenti.

A chaque accident, le chef ou gérant de l'entreprise, de l'industrie ou de la construction est obligé de subvenir aux dépenses des premiers soins, d'assistance médicale et pharmaceutique et aux frais du certificat médical.

Art. 9 bis.

L'indemnité assurée en cas de mort sera dévolue selon les règles suivantes :

a. — Si le défunt laisse des enfants légitimes ou naturels, ou s'il laisse d'autres descendants à sa charge, qu'ils soient mineurs de 18 ans ou impropres au travail pour défaut d'esprit ou de corps, l'indemnité sera répartie entre eux suivant les dispositions ci-après :

Lorsqu'aucun des descendants ne sera impropre au travail pour défaut d'esprit ou de corps, l'indemnité sera répartie entre eux de manière que les parts de chacun représentent la valeur en capital d'annuités viagères temporaires continues et égales entre elles jusqu'à l'accomplissement de leur douzième année, et réduites de 50 0/0 pour les 6 autres années successives jusqu'à l'âge de 18 ans.

Lorsque l'un des descendants sera impropre au travail pour défaut d'esprit ou de corps, une ordonnance du Préteur déterminera d'une façon définitive et sans appel, la part d'indemnité qui devra lui être attribuée, et le reste sera distribué entre les autres descendants suivant les règles précédemment indiquées;

b. — Si le défunt ne laisse pas de descendants dans les conditions du paragraphe (a), mais des ascendants à sa charge, l'indemnité sera répartie entre eux de manière que les parts de chacun représentent des annuités viagères égales entre elles;

c. — Si le défunt ne laisse ni descendants ni ascendants dans les conditions indiquées aux lettres (*a*) et (*b*), mais, des frères ou sœurs à sa charge, mineurs de 18 ans ou impropres au travail pour défaut d'esprit ou de corps, l'indemnité sera répartie entre eux suivant les règles établies au paragraphe (*a*) pour les descendants;

d. — Quand il y a un conjoint survivant, il aura droit :

1° Aux deux cinquièmes de l'indemnité s'il concourt avec les descendants dont il est question au paragraphe (*a*), et les autres trois cinquièmes seront comme ci-dessus attribués aux descendants;

2° A la moitié de l'indemnité, s'il concourt avec les ascendants dont il est question au paragraphe (*b*), et l'autre moitié sera comme ci-dessus attribuée aux ascendants;

3° Aux trois cinquièmes de l'indemnité, s'il concourt avec des frères ou sœurs dans les conditions indiquées au paragraphe (*c*) et les deux autres cinquièmes seront comme ci-dessus attribués aux frères et sœurs.

Quand il n'y a ni descendants ni ascendants, ni frères ou sœurs dans les conditions indiquées aux paragraphes (*a*), (*b*), (*c*), l'indemnité entière sera dévolue au conjoint.

Aucun droit n'appartiendra au conjoint s'il a été prononcé une sentence de séparation de corps passée en force de chose jugée contre le conjoint survivant ou contre chacun d'eux.

A défaut des ayants droit dont il est question aux paragraphes (*a*), (*b*), (*c*), (*d*), l'indemnité est dévolue au fonds spécial établi à l'art. 26.

Par décret royal du ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce, rendu après avis du Conseil de la prévoyance, seront établies les tables de coefficients pour la répartition de l'indemnité suivant les dispositions dont il est question aux paragraphes (*a*), (*b*), (*c*) du présent article.

Art. 9 ter.

L'établissement d'assurance, outre les indemnités dont il est question aux paragraphes 1 et 2 de l'art. 9, paiera l'indemnité pour incapacité absolue temporaire pendant tout le temps durant lequel l'ouvrier devra s'abstenir de travailler avec un maximum de trois mois à partir du jour de l'accident. Les sommes lui revenant après les trois premiers mois seront considérées comme provisionnelles

sur l'indemnité lui appartenant suivant le sens des paragraphes 1 et 2 de l'art. 9.

Quand l'indemnité revenant à l'ouvrier pour incapacité permanente partielle est inférieure à la somme à lui payée ou à celle qui devrait lui être payée comme indemnité journalière aux termes des n^{os} 3 et 4 de l'art. 9, l'ouvrier a droit à la somme la plus forte au lieu de l'indemnité qui lui est due pour invalidité permanente.

Les indemnités journalières seront payées à terme échu par période n'excédant pas sept jours.

Les indemnités pour le cas d'incapacité permanente et pour le cas de mort, doivent être liquidées dans les huit jours de la présentation des documents nécessaires, et payées dans les huit jours qui suivent celui où les ouvriers ou leurs ayants droit dont il est question à l'art. 9 *bis* ont accepté la liquidation proposée par les établissements d'assurance.

En cas de retard dans le paiement de l'indemnité dont il est question à l'alinéa précédent, on y ajoutera l'intérêt suivant le taux commercial.

Suivant les règles et dans la mesure qui seront établies dans le règlement, le chef ou gérant de l'entreprise, de l'industrie ou de la construction, ne pourra se refuser à donner des acomptes sur les indemnités journalières dont il est question aux n^{os} 3 et 4 de l'art. 9 lorsqu'il en sera requis par l'établissement d'assurance. Il sera établi dans le règlement, des prescriptions pour la délivrance des acomptes comme provisions aux ayants droit dont il est question à l'art. 9 *bis* dans le cas de mort de l'ouvrier.

L'entrepreneur ou gérant qui délivre des acomptes à l'ouvrier ou à ses ayants droit suivant l'art. 9 *bis*, aura droit de se payer dans la mesure consentie par la loi et par le règlement, sur la somme due par l'établissement d'assurance à l'époque de la liquidation de l'indemnité, ou encore à l'échéance de chaque mois si on retardait la liquidation définitive.

ART. 6.

Aux deux alinéas de l'ARTICLE 10 de la loi sont substitués les suivants :

Par salaire annuel dont il est question aux n^{os} 1, 2 et 5 de l'art. 9 on entend, pour les ouvriers occupés dans les entreprises ou dans les établissements pendant les douze mois écoulés avant

l'accident, la rémunération effective qui leur est remise pendant ce temps, soit en argent, soit en nature, jusqu'à la limite maximum de 2.000 livres. Pour les ouvriers occupés dans les entreprises ou dans les établissements pendant moins de douze mois avant l'accident, mais non moins de six mois, le salaire annuel s'évalue à une somme égale à 300 fois le salaire ou la paye journalière, jusqu'à la limite maximum de 2.000 livres; à moins que le salaire ne soit fixé à l'année, auquel cas on prendra pour seule base le salaire ainsi fixé jusqu'à la limite maxima susdite.

Le salaire journalier s'obtient en divisant la somme des gains réalisés par l'ouvrier dans la période de travail des douze mois qui ont précédé l'accident, par le nombre des jours effectifs de travail dans la même période.

Par journée effective de travail on entend la période de travail faite aux heures habituellement en usage dans l'entreprise ou dans l'établissement, et qui, suivant ces usages, correspond à une journée de travail.

Lorsque, par la nature du travail ou pour d'autres raisons, l'ouvrier est occupé dans les entreprises ou les établissements pour moins de six mois, quelle que soit la forme suivant laquelle il est rétribué, le salaire journalier et le salaire annuel seront déterminés suivant les règles qui seront fixées dans le règlement.

ART. 7.

A la première partie de l'ARTICLE 11 de la loi sont substitués les deux alinéas suivants :

Dans le délai de deux ans à dater du jour de l'accident, l'ouvrier et les établissements d'assurance auront la faculté de demander la révision de l'indemnité, à la condition qu'il soit prouvé que la première décision était erronée, ou lorsqu'il se sera produit dans l'état de santé de l'ouvrier des modifications provenant de l'accident.

En cas de décès de l'ouvrier avant la fin dudit délai de deux ans à partir du jour de l'accident, les ayants droit dont il est question à l'art. 9 *bis* de la loi, et les établissements d'assurance, auront la faculté de demander la révision de l'indemnité; mais la demande devra être faite, à peine de déchéance, dans les deux mois à partir du décès et toujours dans le délai indiqué de deux ans à partir du jour de l'accident.

ART. 8.

A l'ARTICLE 12 de la loi est ajouté le paragraphe suivant :

En cas de contestation sur le droit à l'indemnité et sur l'importance de celle-ci, les transactions qui s'y rapportent ne seront valables qu'après l'homologation du tribunal.

ART. 9.

A l'ARTICLE 13 de la loi est substitué le suivant :

Dans tous les cas d'invalidité permanente totale, et dans ceux des cas d'incapacité permanente partielle où la réduction à faire sur le salaire annuel pour la détermination de l'indemnité est au moins de la moitié du salaire même, l'indemnité liquidée conformément à l'art. 9, n° 1 et 2, sera versée, par les soins de l'établissement d'assurance, à la Caisse nationale de prévoyance pour l'invalidité et la vieillesse des ouvriers aux effets dont il est question dans les dispositions du présent article.

Dans le délai de deux ans dont il est question à l'art. 11 et au cas éventuel de jugement en révision, la Caisse nationale de prévoyance paiera à l'ouvrier un secours mensuel égal à la rente viagère correspondante à l'indemnité versée par lui.

Dans le cas de décès de l'ouvrier avant le délai de deux ans à partir du jour de l'accident et éventuellement avant la fin de l'instance en révision, l'indemnité versée au début, et éventuellement diminuée ou augmentée en exécution dudit jugement susénoncé, déduction faite de la somme déjà payée à titre de secours selon la disposition du paragraphe précédent, sera dévolue aux ayants droit dont il est question à l'art. 9 *bis* et, à leur défaut, au fonds spécial dont il est question à l'art. 26, lorsque, à la suite du jugement de révision, il est prouvé que la mort est due aux suites de l'accident.

En dehors de ce cas, cette indemnité sera dévolue aux héritiers testamentaires ou légitimes, suivant les dispositions du Code civil.

Quand l'ouvrier survit au delà des termes susindiqués, l'indemnité versée au début et éventuellement diminuée ou augmentée par suite du jugement de révision, déduction faite des sommes déjà payées, comme il est dit ci-dessus, à titre de secours, sera convertie en rente viagère par la Caisse nationale de prévoyance.

Dans des cas exceptionnels seulement, le Prêtre dans la juridiction duquel l'ouvrier est domicilié pourra, sur la demande de celui-ci, dans les quinze jours du délai de deux ans, ou éventuellement de celui du jugement de révision, autoriser le paiement en capital de tout ou partie du reste de l'indemnité dont il est parlé au paragraphe précédent.

ART. 10.

A l'ARTICLE 16 de la loi est substitué le suivant :

Les ouvriers employés aux travaux, entreprises ou établissements sous les ordres directs de l'État, des provinces, des communes, ou donnés par eux en concession ou en adjudication, doivent être assurés à la Caisse nationale d'assurance pour les accidents du travail des ouvriers, créée par la loi du 8 juillet 1883 n° 1473 (série 3^a) quand il n'y a pas lieu à l'application de l'art. 17, n° 2 et 3.

Les autres ouvriers peuvent être assurés aussi à une société ou compagnie d'assurance privée autorisée à fonctionner dans le royaume, suivant les règles spéciales et cautions qui seront établies dans le règlement, sauf toujours ce qui est prescrit par l'art. 17, n° 2 et 3 pour les caisses et les syndicats.

Seront nuls les contrats d'assurance des ouvriers dont il est question dans la première partie du présent article lorsqu'ils seront passés avec des sociétés ou entreprises d'assurance privées. La nullité pourra être invoquée seulement par les entrepreneurs ou industriels; la société ou entreprise d'assurance privée ne pourra répéter aucune somme à titre de réparation du dommage.

ART. 11.

Aux dispositions du 1^{er} paragraphe du n° 2 et du 1^{er} paragraphe du n° 3 de l'ARTICLE 17 de la loi sont substituées les suivantes :

Le cautionnement ne pourra jamais être inférieur à cinq fois le montant de la prime qui devrait être payée annuellement à la Caisse nationale pour assurer les ouvriers dont s'occupe la Caisse privée, si ces ouvriers ne sont pas plus de 2.000, et à trois fois le montant de la prime même, et dans tous les cas à 40.000 liras si le nombre des ouvriers est supérieur à 2.000.

Les syndicats pour se constituer doivent comprendre au moins

4.000 ouvriers et avoir versé en titres émis ou garantis par l'État, dans la Caisse des *depositi e prestati*, un cautionnement s'élevant à la somme de 10 liras par ouvrier assuré, jusqu'à un maximum de 250.000 liras.

ART. 12.

Au dernier paragraphe de l'ARTICLE 19 de la loi sont substitués les deux suivants :

Les chefs ou gérants d'entreprises, d'industries ou de constructions nouvellement installées, devront assurer leurs ouvriers avant le commencement des travaux ; et, dans un délai de dix jours, devront faire la déclaration prévue dans la première partie du présent article.

Quand la nature des travaux mettra dans l'impossibilité de faire courir l'assurance depuis leur début, les ouvriers qui y sont employés devront cependant être assurés dans le plus bref délai et dans tous les cas dans un délai de cinq jours au plus du commencement des travaux si ces travaux continuaient au delà de ce terme. Si avant l'assurance arrivait un accident, les chefs ou gérants seraient tenus de répondre de l'indemnité due ; et la créance des ouvriers ou de leurs familles, dans ce cas comme dans tous les autres où il n'y aurait pas d'assurance, serait garantie par le privilège dont il est question à l'art. 1956 du Code civil avec inscription au n° 5 du même article.

ART. 13.

A l'ARTICLE 20 de la loi est substitué le suivant :

Le chef ou gérant d'entreprises, d'industries ou de constructions devra déclarer la conclusion du contrat d'assurance dans les formes et les délais qui seront établis au règlement dont il est question à l'art. 27.

Il devra aussi, avec les modalités, garanties et règles qui seront établies dans le règlement, mettre le Gouvernement et l'établissement d'assurance en mesure de connaître à tout moment quels sont les ouvriers compris dans l'assurance, leurs salaires respectifs et les journées de travail qu'ils auront faites.

Les omissions et les irrégularités qui seraient relevées dans la déclaration ci-dessus, dans l'observation des modalités, garanties et règles dont il est question au paragraphe précédent, seront punies d'une amende de 50 à 100 liras, sans préjudice, quel que soit le lieu, des peines édictées par l'art. 24

ART. 14.

A l'ARTICLE 21 de la loi est substitué le suivant :

Ceux qui n'auront pas accompli les formalités obligatoires de l'assurance dans les délais prescrits, ou qui ne renouvelleront pas leurs polices échues ou résolues ou ne les compléteront pas quand le nombre de leurs ouvriers augmentera, seront punis d'une amende de 5 livres par ouvrier et par jour de retard dans la conclusion, le renouvellement ou le complément du contrat jusqu'au maximum de 2.000 livres; en outre, en cas d'accident, ils seront tenus de payer à l'ouvrier une indemnité conforme à celle qu'aurait liquidée l'établissement d'assurance et à verser en outre la même somme à la Caisse qui est établie par l'art. 26 de la présente loi.

Ceux qui, étant coupables de n'avoir pas payé la prime convenue ou celle qui leur est imputable pour tout autre motif, donnent lieu à la suspension du contrat d'assurance, seront punis d'une amende qui pourra s'élever jusqu'à 2.000 livres; et en outre, en cas d'accident pendant la période de suspension, ils seront tenus de payer les indemnités aux ouvriers comme l'aurait fait l'établissement d'assurance, et de verser une somme égale à ces indemnités dans la Caisse désignée ci-dessus.

ART. 15.

Aux deux derniers paragraphes de l'ARTICLE 22 de la loi sont substitués les suivants :

Il ne sera pas accordé de réparation si le juge reconnaît que celle à fixer ne s'élèverait pas à une somme supérieure à l'indemnité que recevraient par application de la loi, l'invalidé ou ses ayants droit, dont il est question à l'art. 9 *bis*, ou ses héritiers dans le cas prévu par l'art. 13.

Quand il y aura lieu à réparation, qu'il soit question de l'invalidé ou de ses ayants droit mentionnés à l'art. 9 *bis*, ou de ses héritiers suivant l'art 13, il ne sera payé que la partie excédant les indemnités liquidées conformément à la présente loi.

ART. 16.

Seront exempts des taxes d'assurance, timbre et enregistrement les contrats d'assurance conclus suivant les termes de la présente

loi, et tous les actes se référant tant à ces contrats qu'aux paiements d'indemnité, y compris les procès-verbaux, les certificats, actes de notoriété et tout autre document nécessaire pour l'exécution de la loi même.

Seront en outre exemptés de la taxe de dépôt les sommes ou les valeurs déposées à la Caisse des *depositi e prestiti* par les établissements d'assurance, caisses privées ou syndicats, en garantie des obligations énumérées par la présente loi.

ART. 17.

A l'ARTICLE 25 de la loi est substitué le suivant :

Les chefs ou gérants d'entreprises, d'industries ou de constructions, même ceux qui ne sont pas visés par l'art. 1^{er}, doivent, dans le délai de 3 jours, notifier à l'autorité locale de la sûreté publique tous les cas d'accident résultant du travail et qui auraient occasionné la mort, ou une incapacité de travail de plus de 5 jours, sous peine d'une amende de 50 à 100 liras.

TITRE II

Dispositions spéciales aux transports maritimes.

ART. 18.

Seront considérés comme ouvriers aux effets de la présente loi, toutes les personnes composant l'équipage d'un navire sous le pavillon italien, qu'ils soient payés à la journée ou qu'ils aient des salaires mensuels, exception faite pour le pilote habituel. Ceux cependant dont le salaire ou les appointements annuels dépasseront 2.400 liras ne jouiront pas des dispositions de la présente loi.

Seront considérés comme entrepreneurs aux effets de la présente loi, les armateurs des navires, ou ceux qui sont reconnus comme tels par la loi.

ART. 19.

L'obligation de l'assurance, imposée par la présente loi, ne dispense pas de l'obligation de donner des soins, ni du paiement des salaires dans les cas et modes établis par les art. 537 et 539 du Code de commerce.

L'indemnité journalière, telle qu'elle est établie par l'art. 9 n^{os} 3 et 4, court, dans les cas dont il est question à l'art. 537 du

Code de commerce, depuis le jour où cesse le paiement des salaires dus suivant les règles de ce dernier article.

Dans les cas prévus aux n° 1, 2 et 3 de l'art. 9, le montant des indemnités pour le personnel marinier est réduit dans les proportions suivantes :

1° Dans le cas d'invalidité permanente absolue, l'indemnité sera égale à quatre fois le salaire annuel sans être jamais inférieure à 2.000 liras ;

2° Dans le cas d'incapacité permanente partielle, l'indemnité sera égale à quatre fois la part dont a été ou peut être réduit le salaire annuel, sans que, par application du présent alinéa, elle puisse jamais être inférieure à 500 liras ;

3° Dans le cas de mort, l'indemnité sera égale à trois fois le salaire annuel.

A partir du jour de la mise à exécution de la présente loi, les versements pour la Caisse des invalides de la marine marchande seront à la charge exclusive des armateurs auxquels s'applique également le dernier alinéa de l'art. 4.

ART. 20.

Si le navire est perdu ou peut être considéré comme tel suivant l'art. 633 du Code de commerce, et si, à partir du jour du naufrage ou de celui des dernières nouvelles du navire, il s'est écoulé six mois sans qu'il soit parvenu de nouvelles données par les personnes composant l'équipage, les ayants droit dont il est question à l'art. 9 *bis* pourront obtenir l'indemnité prévue pour le cas de mort.

Le délai d'une année, fixé par l'art. 15 pour la prescription de l'action en demande d'indemnité, court du jour où tombe ledit délai de six mois.

Le paiement de l'indemnité n'aura lieu qu'avec les garanties qui seront convenues ou à défaut établies par le Prêteur.

Ces garanties devront être maintenues pendant une période de trois ans à partir de l'échéance des six mois. Passé ce délai elles seront dégagées.

Si le navire qu'on croyait perdu revient, ou que l'on vienne à avoir de lui des nouvelles sûres, en tenant compte des conséquences résultant de l'accident, on réglera la situation relative de l'établissement d'assurance, de ceux qui auront encaissé l'indemnité et de celui que l'on croyait perdu.

ART. 21.

L'indemnité est due également si l'accident arrive pendant le voyage de retour, même si ce retour, pour une cause indépendante de la volonté de l'ouvrier, s'effectue par voie de terre ou sur un navire autre que celui sur lequel l'ouvrier était enrôlé.

ART. 22.

L'obligation de la déclaration dont il est question à l'art. 25 regarde le capitaine ou patron du navire.

Le capitaine ou patron doit tenir procès-verbal de toutes les circonstances qui ont produit et accompagné un accident du travail survenu à bord du navire, en en faisant mention dans le journal du bord.

Le procès-verbal doit être signé par deux témoins.

Dans le cas où un médecin serait à bord, le procès-verbal sera signé aussi par lui.

Le procès-verbal sera joint à la déclaration d'accident.

En cas d'accident en cours de route, le délai de trois jours pour la déclaration court du premier jour d'escale dans un port de l'État ou dans un port étranger où il existe un bureau royal consulaire.

Dans ce dernier cas la déclaration sera présentée au bureau royal susdésigné.

TITRE III

Syndicats obligatoires.

ART. 23.

Le gouvernement du Roi a la faculté de rendre obligatoire par décret royal, après avis des chambres de commerce, des conseils provinciaux et du Conseil d'État, la constitution d'un syndicat d'assurance mutuelle entre ceux qui exercent une industrie déterminée, quand, par suite de la nature de l'industrie et des conditions locales il est reconnu nécessaire et convenable de recourir à ce moyen pour mieux assurer l'exécution de la loi sur les accidents du travail.

Les syndicats obligatoires devront comprendre au moins 15.000 ouvriers.

ART. 24.

Les syndicats obligatoires sont exempts du versement du cautionnement fixé par l'art. 17 n° 3. La nature et la forme de la garantie qu'ils devront fournir seront déterminées par le décret royal dont il est question à l'article précédent. Ils devront constituer graduellement un fonds de réserve dans la mesure et les limites à fixer par le même décret royal.

Sur tout ce qui se rapporte à ces garanties et au fonds de réserve à constituer, le Conseil d'État devra être entendu.

L'encaissement des contributions dues par les syndiqués sera fait par l'Administration du syndicat avec les formes, les privilèges et les règles en vigueur pour l'encaissement de l'impôt direct.

S'appliquent aussi pour tout le reste, aux syndicats obligatoires, les dispositions contenues dans la loi du 17 mars 1898 n° 80 se rapportant aux syndicats volontaires, à moins qu'il n'en soit disposé autrement par le décret royal susdit.

ART. 25.

A ceux qui exercent l'industrie pour laquelle est constitué un syndicat obligatoire et qui contreviendraient à l'obligation de participer audit syndicat, s'applique la disposition de l'art. 21; et pour eux, ne serait pas valable, pour les effets de la présente loi, l'assurance qu'ils auraient contractée avec la Caisse nationale d'assurance contre les accidents ou avec les sociétés d'assurance privées.

Le syndicat n'est pas tenu, à défaut des ayants-droit dont il est question à l'art. 9 *bis*, de verser les indemnités qui leur reviendraient au fonds spécial mentionné à l'art. 26, lorsque, par la disposition de ses statuts, le syndicat s'oblige à payer, en cas d'insolvabilité de ceux qui sont soumis aux sanctions de l'art. 21, les indemnités dues pour accidents survenus à leurs ouvriers.

Est également dévolue au syndicat qui assume l'obligation ci-dessus une somme égale au montant de celle qui reviendrait à l'ouvrier ou à ses ayants-droit, et qui, aux termes de l'art. 21, devrait être versée au fonds spécial établi par l'art. 26.

ART. 26.

Dans la première partie de l'art. 26 de la loi sont supprimés les mots :

« Et dans l'ordre prévu ci-dessous ».

ART. 27.

Les dispositions de la présente loi entreront en vigueur six mois après sa publication par la gazette officielle du Royaume.

ART. 28.

Le gouvernement du Roi aura la faculté de prendre les dispositions nécessaires pour que soient modifiés, en conformité des règles établies dans la présente loi, les contrats d'assurance déjà en cours, ainsi que les autres dispositions transitoires nécessaires pour sa mise en application.

Le gouvernement du Roi aura aussi la faculté de coordonner en un texte unique les dispositions de la loi du 17 mars 1898, n° 89, et de la présente loi, et de publier le règlement pour son exécution.

RUSSIE

INSTRUCTION

donnée aux

BUREAUX DE L'INSPECTION DES FABRIQUES

et des entreprises métallurgiques, aux Inspecteurs des fabriques et des mines, ainsi qu'aux institutions et fonctionnaires qui en tiennent lieu

POUR L'APPLICATION

DE LA

LOI DU 2 JUIN 1903

SUR LA RÉPARATION DES ACCIDENTS

(Bulletin des lois, art. 912) (1).

ARTICLE PREMIER.

Les Bureaux ⁽²⁾ de l'Inspection des fabriques et des entreprises métallurgiques et minières doivent dresser et tenir à jour les listes de tous les établissements industriels de leur ressort qui tombent sous le coup de l'application de la loi du 2 juin 1903 (Avis du Conseil de l'Empire, section I, art. 1 et art. 11 de la loi; cf. les sections III et XVI de l'Avis).

ART. 2.

Ces listes sont établies en projet par les fonctionnaires compétents de l'Inspection des fabriques et des mines, qui les soumettent, pour approbation, aux Bureaux ⁽²⁾.

ART. 3.

Sont portés sur les listes visées aux art. 1 et 2, sauf les exceptions établies à la section III de l'Avis du Conseil de l'Empire du 2 juin 1903 :

(1) Traduction de MM. Leblanc et Salomon. Voir le texte de la loi du 2 juin 1903 dans le Bulletin des assurances sociales, 1903, page 525.

(2) *Prisoutsvia.*

tous les établissements industriels qui, en vertu des art. 1 et 2 du Code industriel (cf. l'art. 270 du même Code), peuvent être classés parmi les fabriques, usines ou manufactures, même s'ils ont été, conformément à l'art. 156 dudit Code, soustraits à l'Inspection des fabriques;

toutes les entreprises minières et métallurgiques (art. 1 et 2 du Code minier), même si, par application du § 2 de l'art. 660 du Code minier, elles n'ont pas été soumises à l'application des règles édictées par les art. 128 à 155 du Code industriel.

Les ateliers d'artisans, soumis à l'Inspection des fabriques conformément à l'art. 156 du Code industriel, ne sont pas portés sur les listes.

ART. 4.

Les projets de listes (art. 2) doivent comprendre même les établissements dont le classement parmi les entreprises soumises à l'application de la loi du 2 juin 1903 fait l'objet d'un doute de la part des fonctionnaires de l'Inspection des fabriques ou des mines. Dans ce cas, lesdits fonctionnaires doivent joindre aux projets de listes un exposé détaillé des motifs qui les font hésiter. Les Bureaux de l'Inspection des fabriques et des entreprises métallurgiques (art. 6) soumettent à la décision de l'Administration Centrale de l'Inspection des fabriques et des entreprises métallurgiques les cas qui leur paraissent douteux.

ART. 5.

Les listes (art. 1 et 2) indiquent le nom sous lequel l'établissement est désigné, l'endroit où il se trouve et donnent le nom du patron.

Elles énoncent les raisons qui existent de faire rentrer l'établissement dans la sphère d'application de la loi du 2 juin 1903.

ART. 6.

Les listes (art. 1) sont approuvées par les Bureaux de l'Inspection des fabriques et des entreprises métallurgiques; lesdits Bureaux se décident d'après les données que leur fournissent

les projets de listes (art. 2 et 4) et d'après les renseignements dont ils disposent habituellement ou qu'ils ont réunis à cette occasion.

ART. 7.

L'inspecteur des fabriques notifie au patron ou au chef de l'entreprise que son établissement est compris sur la liste approuvée par le Bureau (art. 6); il indique à l'intéressé la procédure à suivre et les délais à observer en cas de recours contre cette décision (art. 21 du Statut sur l'Administration Centrale de l'Inspection).

ART. 8.

Les listes des établissements industriels soumis à la loi du 2 juin 1903 sont révisées et complétées, conformément à la procédure réglée aux art. 2 et 7 pour les établir en projet et les approuver.

ART. 9.

Les fonctionnaires de l'Inspection des fabriques et des mines n'ont à remplir les obligations qui leur incombent en vertu de la loi du 2 juin 1903 qu'à l'égard des établissements compris sur les listes approuvées par les Bureaux de l'Inspection des fabriques et des entreprises métallurgiques (art. 1, 6 et 8).

REMARQUE. — Tant que les listes n'ont pas été approuvées, les fonctionnaires de l'Inspection des fabriques et des mines remplissent les obligations visées à l'art. 9 dans tous les établissements qui, à leur avis, doivent être portés sur les listes.

ART. 10.

Dans les régions où l'Inspection des fabriques ne fonctionne pas, les droits et obligations des inspecteurs des fabriques et des Bureaux de l'Inspection des fabriques et des entreprises métallurgiques, visés aux articles précédents, reviennent ou incombent aux techniciens (*Mékhaniik*) de la province et aux Bureaux de l'Inspection des entreprises métallurgiques; là où ces Bureaux n'existent pas, aux administrations de gouvernement ou de province ou aux institutions qui en remplissent les fonctions,

suivant leur compétence. Dans lesdites régions, les listes sont communiquées aux juges de paix du ressort, aux chefs de canton ruraux et aux juges de ville.

ART. 11.

L'inspecteur des fabriques (là où il n'y a pas d'inspecteur, le fonctionnaire qui en tient lieu ⁽¹⁾) ou l'ingénieur d'arrondissement doit prendre toutes les mesures qui peuvent concourir à déterminer les circonstances et les conséquences de l'accident survenu dans son ressort, même si l'établissement qui faisait exécuter les travaux, cause de l'accident, se trouve en dehors de son ressort. Dans ce cas, tous les renseignements recueillis doivent être communiqués à l'inspecteur des fabriques ou à l'ingénieur d'arrondissement dans le ressort duquel se trouve l'établissement.

ART. 12.

L'inspecteur des fabriques ou l'ingénieur d'arrondissement est tenu, dès qu'il apprend qu'un accident suivi de mort ou entraînant des blessures graves s'est produit, de se rendre sur les lieux, si possible sur-le-champ, sans attendre la déclaration du patron ou du chef de l'entreprise (art. 20 de la loi du 2 juin 1903) pour faire une enquête sur les circonstances dans lesquelles s'est produit l'accident et sur la nature de la blessure qu'il a occasionnée.

ART. 13.

Si, contrairement aux prescriptions de l'art. 20 de la loi du 2 juin 1903, le patron ou le chef de l'entreprise a négligé de prévenir la police, l'inspecteur des fabriques ou l'ingénieur d'arrondissement doit, immédiatement après son arrivée sur le lieu de l'accident, prévenir d'office la police afin qu'elle dresse le procès-verbal exigé (art. 21 à 23 de loi du 2 juin 1903).

(1) Ce fonctionnaire s'appelle *Mékhanik* (Technicien). Pour éviter des répétitions inutiles, nous le passerons dorénavant sous silence ; mais il reste bien entendu que partout où l'inspection des fabriques n'a pas été organisée, un fonctionnaire appelé *Mékhanik* remplit le rôle que la loi assigne à l'inspecteur des fabriques, là où existe l'inspection.

ART. 14.

Les inspecteurs des fabriques et les ingénieurs d'arrondissement, s'ils le jugent utile, rédigent des conclusions sur les circonstances, révélées par leur enquête, dans lesquelles l'accident s'est produit. Ces conclusions sont transmises aux fonctionnaires de la police pour être annexées au procès-verbal.

ART. 15.

Si le patron ou le chef de l'entreprise ne s'est pas conformé aux prescriptions de l'art. 24 de la loi du 2 juin 1903, les fonctionnaires mentionnés à l'article précédent (art. 14) font procéder d'office à la constatation médicale de l'accident; ils avisent en temps utile le patron ou le chef de l'entreprise des mesures prises par eux à cet effet.

ART. 16.

L'original des certificats médicaux visés aux art. 26 et 27 de la loi du 2 juin 1903 est remis à celle des parties sur la demande de laquelle il a été établi; la partie adverse a le droit d'en réclamer une copie.

ART. 17.

On doit considérer comme originaux ⁽¹⁾ des procès-verbaux et des certificats médicaux, aux termes de l'art. 29 de la loi du 2 juin 1903, les copies prévues à l'art. 25 de la même loi.

ART. 18.

Au cas où l'accident s'est produit dans un établissement qui tombe sous le coup de la loi du 2 juin 1903 et dans les conditions requises pour que la loi soit applicable, la question de savoir si le demandeur appartient bien à la catégorie des personnes qui ont droit à une indemnité en vertu des dispositions de ladite loi n'a pas à être examinée par les inspec-

(1) C'est-à-dire expéditions authentiques.

teurs des fabriques ou des mines, tant qu'il n'y a pas eu constatation à ce sujet de la part du patron; et le cas ne peut être considéré comme soustrait à l'application de la loi du 2 juin 1903 pour ce seul motif que procès-verbal n'a pas été dressé conformément aux art. 20 et 21 de la loi du 2 juin 1903.

ART. 19.

Au cas de refus de visa de l'accord (art. 31 de la loi du 2 juin 1903), les motifs du refus doivent être consignés en détail dans l'acte dont parle l'art. 34.

ART. 20.

Le refus du visa ne saurait être motivé par la raison :

1° que l'accord entre les parties est intervenu après la rédaction de l'acte prévu à l'art. 34 de la loi du 2 juin 1903;

2° que l'affaire fait ou a fait l'objet d'une action judiciaire entre les parties (art. 19 et 45 de la loi);

3° que la demande de visa a été faite après expiration des délais fixés aux art. 11 et 36 de la loi.

ART. 21.

Les demandes en visa d'accord et les requêtes des parties qui sollicitent d'être éclairées sur leurs droits et obligations sont examinées par l'inspecteur des fabriques ou l'ingénieur d'arrondissement dans le ressort duquel se trouve l'établissement où était occupé l'ouvrier ou l'employé victime de l'accident; les requêtes irrégulièrement adressées sont transmises à qui de droit par celui qui en a été saisi : le requérant est avisé de la transmission (cf. art. 11 de l'Instruction).

ART. 22.

Les inspecteurs des fabriques et les ingénieurs d'arrondissement ne peuvent opposer un refus à la demande qui leur est faite par les parties de rédiger par écrit un accord verbal conclu entre elles (art. 31 de la loi du 2 juin 1903), si une requête

leur est présentée par les deux parties personnellement ou par les représentants des parties dûment munis de pouvoirs à cet effet.

ART. 23.

Les accords constatés par écrit sont visés sur requête orale ou écrite des parties ou de l'une d'entre elles, présentée personnellement ou par un fondé de pouvoir dûment autorisé à cet effet. Si l'accord n'a pas été passé devant notaire, dans la forme d'un acte notarié, ou n'a pas été présenté au notaire pour être légalisé, et si l'une des parties est absente, sa signature doit être légalisée dans les formes habituelles.

ART. 24.

L'inspecteur des fabriques ou l'ingénieur d'arrondissement doit s'assurer de l'identité des parties présentes ou des fondés de pouvoir qu'il ne connaît pas personnellement.

ART. 25.

Sont considérés comme constituant une infraction évidente et essentielle aux prescriptions de la loi du 2 juin 1903 (art. 31 de cette loi), les accords par lesquels le patron se dégage de l'une quelconque des obligations qui lui incombent soit en vertu d'une disposition précise de la loi du 2 juin 1903, soit en conséquence d'une décision de justice, ou par lesquels la victime renonce à bénéficier de l'indemnité dans son intégralité.

ART. 26.

Avant de refuser de viser un accord pour non-conformité aux prescriptions de la loi du 2 juin 1903, les inspecteurs des fabriques ou les ingénieurs d'arrondissement doivent proposer aux parties d'y apporter les modifications voulues, et, si elles le demandent, fixer un délai le plus court possible pour y donner leur approbation.

ART. 27.

L'inspecteur des fabriques ou l'ingénieur d'arrondissement n'a pas le droit, sans le consentement écrit des deux parties, de donner son visa pour les points de l'accord qui ne violent pas les prescriptions de la loi du 2 juin 1903, quand bien même ces différents points pourraient faire l'objet d'un accord indépendant.

ART. 28.

Chacune des parties a le droit de dénoncer l'accord soumis au visa, tant que visa n'a pas été donné.

ART. 29.

Le visa résulte de l'inscription sur l'original de l'accord d'une mention, suivie de la signature et munie du cachet du fonctionnaire qui doit donner le visa, constatant qu'après avoir examiné l'accord en vertu de l'art. 31 de la loi du 2 juin 1903, il l'a trouvé conforme aux prescriptions de ladite loi.

Dans le cas des art. 26 (visa après modification) et 27 de l'Instruction (visa pour partie), l'inscription doit indiquer en détail quelles sont les clauses modifiées, quelle est la substance des modifications, quels points ont été visés et quels autres ne l'ont pas été.

Les copies de l'accord, certifiées conformes, reproduisent littéralement les inscriptions de l'original.

ART. 30.

Si la nature du cas au sujet duquel des éclaircissements sont demandés par les parties sur leurs droits et obligations rend nécessaire une enquête préalable, les inspecteurs des fabriques ou les ingénieurs d'arrondissement fixent pour l'examen de l'affaire un délai le plus court possible et indiquent aux parties les renseignements et documents que chacune doit fournir.

ART. 31.

Si les éclaircissements ne sont demandés que par l'une des parties, il sera fixé à la partie adverse un délai dans lequel elle aura à se présenter en personne ou à se faire représenter par un fondé de pouvoir dûment autorisé.

La partie qui n'a pas pris l'initiative de la demande d'éclaircissement, mais qui a été convoquée pour l'examen de l'affaire, peut demander l'ajournement pour des raisons valables; si elle fait défaut sans raisons valables, son absence sera interprétée comme prouvant qu'elle ne désire pas se prêter à un accord (art. 34 de la loi du 2 juin 1903); si l'une des parties ne fournit pas les documents et renseignements dont la production lui a été demandée par le fonctionnaire chargé d'examiner l'affaire (art. 30 de l'Instruction), cette abstention sera interprétée dans le même sens.

ART. 32.

La demande d'éclaircissement est classée et l'affaire reste en état :

1° en cas de non-comparution des deux parties dans le délai fixé pour l'examen de l'affaire;

2° si, dans le même délai, la victime auteur de la demande ne s'est pas présentée;

3° si dans le mois qui a suivi la demande dont le patron est l'auteur il a été impossible de prévenir la victime, dont l'adresse est inconnue, qu'il allait être procédé à l'examen de l'affaire. Dans ce cas, l'affaire n'est close que si le patron en fait la demande.

Sur la requête des parties, on leur délivre un certificat constatant que l'affaire est classée.

ART. 33.

Le classement d'une demande d'éclaircissement n'empêche pas qu'elle soit présentée à nouveau.

ART. 34.

Lors de la rédaction de l'acte constatant qu'un accord n'est pas intervenu (art. 34 de la loi du 2 juin 1903), l'inspecteur des fabriques ou l'ingénieur d'arrondissement n'a pas à vérifier les dires des parties, même si elles ne s'entendent pas sur :

la prescription (art. 36 de la loi);

le degré de parenté entre le demandeur et la victime ou le fait que celui-là était à la charge de celle-ci (art. 12 de la loi);

l'expiration du délai de prescription établi à l'art. 11 de la loi du 2 juin 1903.

Les déclarations des parties sont consignées dans ledit acte. Les conclusions prévues à l'art. 34 § 1 ne sont données que sous condition, c'est-à-dire sous réserve que le bien-fondé ou l'inexactitude de chacune des déclarations des parties pourra être ultérieurement établi.

ART. 35.

Le fonctionnaire qui rédige ses conclusions conformément à l'art. 34 de la loi du 2 juin 1903, ou qui éclaire les parties sur leurs droits et leurs obligations (art. 32 de la même loi), doit attacher une importance toute particulière aux considérations suivantes :

le degré d'incapacité permanente de travail ressort des données fournies par l'examen médical de la victime, jointes à l'ensemble des circonstances qui, en raison des conditions particulières du sexe et de l'âge de la victime, de la nature de son travail professionnel et des conditions essentielles à son exécution, la privent de la faculté de continuer ce même travail ou entraînent une diminution du salaire qu'elle touchait avant l'accident.

ART. 36.

Par application de l'art. 35 de la loi du 2 juin 1903, il appartient aux inspecteurs des fabriques et aux ingénieurs d'arrondissement non seulement d'indiquer au chef de canton compétent, ou au juge, sur sa requête ou à la demande de l'enfant

mineur, à quelles personnes peuvent être confiées les fonctions temporaires de tuteur ou de curateur, mais aussi de provoquer la nomination d'un tuteur ou d'un curateur. Les fonctionnaires ci-dessus désignés peuvent, dès que les droits du mineur à une indemnité ont été déterminés par eux, provoquer cette nomination sans attendre que le mineur ait fait lui-même une démarche à cet effet ou que le patron ait demandé l'examen de l'affaire aux termes de l'art. 32 de ladite loi.

REMARQUE. — La capacité des parties pour conclure un accord relatif à l'indemnité ou pour intenter une action en revendication d'indemnité est déterminée par les dispositions du Code civil sur la capacité des mineurs, exclusivement, sans tenir compte des articles du Code industriel sur la capacité des mineurs d'engager eux-mêmes leurs services et de poursuivre ou de répondre dans les actions nées de ces contrats d'engagement.

ART. 37.

Il n'est pas interdit aux inspecteurs des fabriques et aux ingénieurs d'arrondissement de s'entendre avec les personnes ou les établissements compétents pour faire nommer des tuteurs ou des curateurs aux majeurs qui, par suite du dérangement de leur esprit ou de leur mauvais état physique, sont empêchés de faire valoir le droit à indemnité qu'ils tiennent de la loi du 2 juin 1903.

ART. 38.

En cas de fermeture volontaire d'une entreprise industrielle ou de cession amiable à un tiers, les inspecteurs des fabriques et les ingénieurs d'arrondissement doivent, lorsqu'ils en sont informés, rappeler aux patrons, de vive voix ou par écrit, les obligations qui, en vertu des art. 46 et 47 de la loi du 2 juin 1903, leur incombent à l'égard des titulaires d'indemnité. Ils doivent aussi informer du nouvel état de choses chacun de ces derniers dont l'adresse est connue.

ART. 39.

Les inspecteurs des fabriques et les ingénieurs d'arrondissement doivent leur entier concours aux parties qui s'adresse-

raient à eux pour évaluer les sommes nécessaires à assurer le paiement des indemnités suivant les modes de garantie prévus à l'art. 46 de la loi du 2 juin 1903. Ils sont également tenus de leur expliquer quel est le mode de garantie qui répond le mieux aux intérêts réciproques des parties.

ART. 40.

Sans attendre d'en être sollicités par les institutions ou les individus qui procèdent à la liquidation ou à la vente de l'entreprise, les inspecteurs des fabriques et les ingénieurs d'arrondissement leur fournissent l'état des obligations qui incombent au patron à titre d'indemnité. Ils doivent le faire immédiatement, dès qu'ils apprennent la liquidation forcée ou la vente publique de l'entreprise pour cause d'insolvabilité du patron ou pour tout autre motif. Il leur appartient de prévenir de la liquidation ou de la vente qui se prépare tous les titulaires de pension dont l'adresse leur est connue.

ART. 41.

Dans le cas où, conformément à l'art. 52 de la loi du 2 juin 1903, les obligations des patrons d'établissements industriels ont passé à des sociétés ou établissements d'assurances, ces institutions sont également au bénéfice de tous les droits des patrons que consacre en même temps la présente instruction.

INSTRUCTIONS

concernant

LA TENUE ET LE MODÈLE DU REGISTRE DES ACCIDENTS

REGISTRE DES ACCIDENTS ⁽¹⁾

N°

Dénomination exacte
et siège de l'établis-
sement auquel ap-
partient le registre.

.....
.....
.....
.....

PREMIÈRE PARTIE

Inscription des accidents et des documents qui les concernent.

Instructions pour la tenue du registre des accidents.

Pour la tenue du présent registre on devra tenir compte des observations suivantes :

§ 1. — Dans le cas où l'ouvrier est assuré et où le paiement de l'indemnité est effectué, conformément à l'art. 52 de la loi du 2 juin 1903 sur les accidents, par une société d'assurances, le chef de l'entreprise n'est pas tenu de tenir la seconde partie du registre.

§ 2. — Dans la première partie du registre, le chef de l'entreprise est tenu de remplir toutes les rubriques qui se trouvent au recto de chaque folio, et cela dans tous les cas, aussi bien pour les ouvriers et employés assurés conformément à l'art. 52 de la loi sur les accidents que pour ceux qui ne sont pas assurés. Toutefois, si l'ouvrier était assuré, sous la rubrique « Observations sur les suites de l'accident... », le chef de l'entreprise n'est tenu de consigner que les observations relatives à la mort de la victime et au premier certificat médical (art. 21 et 24 de la loi du 2 juin 1903).

(1) Ce registre désigné en russe par le terme « Чnoupovaia Kura » est décrit plus loin au § 6.

§ 3. — Sous la rubrique « Substance des accords conclus » (verso de chaque folio de la première partie du registre), le chef de l'entreprise n'est tenu de consigner que les accords conclus entre la victime ou les membres de sa famille et le patron ou le chef de l'entreprise. Il n'est pas tenu d'y mentionner les accords conclus entre la victime ou les membres de sa famille et la société à laquelle l'ouvrier était assuré conformément à l'art. 52 de la loi du 2 juin 1903.

§ 4. — En cas d'accident, chaque victime est inscrite sur un folio spécial du registre et désignée par un numéro spécial d'accident (sous la rubrique « Accident n°..... »).

Toutes les pièces concernant cet accident et annexées au registre (art. 29 de la loi du 2 juin 1903) doivent porter le même numéro.

§ 5. — Si une rubrique n'offre qu'une place insuffisante pour les inscriptions à y consigner, on continuera la suite des inscriptions sous la rubrique correspondante du premier folio disponible qui suivra. Mention du report effectué sera consignée tant à la fin du folio d'où il est fait qu'au commencement de celui où il est effectué.

Tous les folios concernant une même victime doivent porter un numéro d'ordre d'accident identique (§ 4).

§ 6. — Le registre doit se composer de folios reliés ensemble par un cordon. Il doit être présenté à l'inspecteur des fabriques ou à l'ingénieur régional compétent qui le cote et y appose son cachet.

FOLIO N°.....

ACCIDENT N°.....

Quand s'est produit l'accident?	Année.....	à..... heures de l'après-midi.
	Mois.....	à..... heures du matin.
	Quantième.....	

Nom de famille (ou surnom)
prénom, patronymique et
classe sociale de la victime.
Quelles fonctions remplissait ou
quel travail exécutait la vic-
time?
(Souligner le nom de famille).

La victime était-elle assurée et
à quelle société?

La victime était âgée de....
ans.

Indiquer brièvement ce qui s'est
passé, quand et où le fait s'est
produit et quelle est la bles-
sure?

Quand et par qui a été établi le
procès-verbal?

Année Mois Quantième	Observations sur les suites de l'accident pour la santé de la victime avec indication des certificats médicaux.	Année Mois Quantième	Observations sur les suites de l'accident pour la santé de la victime avec indication des certificats médicaux.

Année Mois Quantième	Substance des accords conclus, verbaux ou écrits, ou des sentences judiciaires relatifs à l'indemnité allouée à la victime et aux mem- bres de sa famille. Consigner également les observations relatives aux accords qui n'ont pas abouti lors de l'examen de l'affaire par l'inspecteur des fabriques (ou par les institutions ou fonctionnaires correspondants) avec renvoi aux actes et documents qui les con- cernent.

En cas d'insuffisance de place, indiquer :

Report au folio n°..... de ce registre (le numéro d'ordre d'accident sur le
folio où se fait le report doit être le même que celui inscrit sur le présent folio).

Le compte du paiement de l'indemnité se trouve dans la deuxième partie de
ce registre aux folios, pages, n°s

REGISTRE DES ACCIDENTS

N°.....

(Mêmes mentions concernant la dénomination et le siège de l'établissement que pour la première partie).

DEUXIÈME PARTIE

Compte des indemnités payées aux victimes et aux membres de leur famille.

Instructions pour la tenue du registre des accidents.

(Ces instructions sont les mêmes que celles placées en tête de la première partie du registre).

FOLIO N°.....

COMPTE DES INDEMNITÉS PAYÉES

pour l'accident dont a été victime (nom de famille, prénoms et patronymique de la victime) :

Dans la première partie de ce registre, l'accident porte le n°.....

En cas de mort de la victime, indiquer ici les membres de sa famille auxquels une indemnité est payée (on peut ouvrir un compte spécial pour chacun d'entre eux).

INSTRUCTIONS

concernant

LES DÉCLARATIONS RELATIVES AUX ACCIDENTS ET LES MODÈLES DE CES DÉCLARATIONS.

Instructions concernant les déclarations relatives aux accidents.

§ 1. — Conformément à l'art. 20 de la loi sur les accidents du 2 juin 1903, pour chaque victime d'un accident, suivi de mort immédiate ou d'une blessure quelconque, causé par les travaux de l'entreprise ou survenu à l'occasion de ces travaux, le patron ou le chef de toute entreprise tombant sous l'application de ladite loi est tenu de faire sans retard une déclaration, modèle N° 1, au fonctionnaire de la police compétent pour dresser les procès-verbaux, en même temps qu'à l'inspecteur des fabriques ou à l'ingénieur d'arrondissement compétent dans le ressort duquel s'est produit l'accident.

La déclaration doit porter le même numéro que celui sous lequel la victime est inscrite dans le registre des accidents (art. 29 de la loi du 2 juin 1903).

§ 2. — Outre la déclaration spécifiée ci-dessus au § 1, des déclarations complémentaires, modèles N° 2 et 3, doivent être envoyées dans les délais fixés plus loin (§§ 3 et 4), à l'inspecteur des fabriques ou à l'ingénieur d'arrondissement du ressort.

§ 3. — La déclaration modèle N° 2 est établie sur les données du procès-verbal de la police et du certificat médical, si ce dernier (art. 24 de la loi du 2 juin 1903) a été rédigé séparément; elle est envoyée dans un délai maximum de trois jours après l'établissement du procès-verbal et du certificat médical.

§ 4. — La déclaration modèle N° 3 est envoyée dans un délai maximum de 3 jours après la rédaction des actes constatant soit la mort de la victime, soit la cessation du traitement et de l'incapacité de travail, soit la permanence et le degré de l'incapacité de travail (art. 26 de la loi du 2 juin 1903).

REMARQUE. — Dans le cas où le délai d'envoi de la déclaration modèle N° 3 expire en même temps ou plus tôt que le délai d'envoi de la déclaration modèle N° 2, ces deux déclarations sont envoyées en même temps.

MODÈLE N° 1.

Registre des accidents N°

DÉCLARATION D'ACCIDENT

(Recto).

(A N°, fonctionnaire de la police, ou à N°, inspecteur des fabriques).

AVIS. — La déclaration modèle n° 1 doit être envoyée immédiatement après l'accident au fonctionnaire de la police compétent ainsi qu'à l'inspecteur des fabriques ou à l'ingénieur d'arrondissement compétent dans le ressort duquel s'est produit l'accident. L'infraction aux prescriptions relatives aux déclarations est passible d'une amende de 25 à 100 roubles pour le patron ou le chef de l'entreprise (art. 30 de la loi du 2 juin 1903).

1° Dénomination de l'établissement (genre d'industrie et raison sociale ; prénom et nom de famille du patron).....

2° Siège de l'entreprise ou lieu de l'exécution des travaux où s'est produit l'accident (gouvernement, district, canton (*volost*), village, ville (quartier) rue).....

(Verso).

3° Prénom, patronymique et nom de famille de la victime.....

genre de travaux, fonctions.....

4° Quand s'est produit l'accident?	Quantième (la journée est comptée de minuit à minuit) et mois.	Jour de la semaine.	Heures	
			du matin.	de l'après-midi.

5° Brève description de l'accident et du caractère de la blessure avec indication des parties du corps blessées et observations relatives à la gravité de la blessure.

6° Si la victime est décédée avant l'envoi de cette déclaration, indiquer le mois et le quantième de la mort.....

7° a) La victime a-t-elle été transportée dans un hôpital et dans lequel?.....

b) Si elle se trouve à domicile, à quel endroit? (adresse).....

8° Énumérer les témoins de l'accident avec indication de l'endroit où ils demeurent.....

Signature du chef de l'entreprise,

MODÈLE N° 2.

Registre des accidents N°

DÉCLARATION RELATIVE A LA VICTIME D'UN ACCIDENT

AVIS. — La déclaration modèle n° 2 est envoyée pour toute personne décédée ou blessée à la suite d'un accident, même si, dans ce dernier cas, la victime a repris son travail aussitôt après la blessure. Cette déclaration doit être établie sur les données du procès-verbal de la police et du certificat médical, même si ce dernier (art. 24 de la loi du 2 juin 1903) a été établi séparément; elle est envoyée en un seul exemplaire à l'inspecteur des fabriques ou à l'ingénieur d'arrondissement du ressort, dans un délai maximum de trois jours, après l'établissement desdits certificat et procès-verbal. Si, avant l'expiration du terme fixé, la victime a repris son travail habituel et si le certificat médical atteste que l'accident n'aura pour la victime aucune conséquence fâcheuse, on envoie en même temps que la déclaration modèle n° 2, une déclaration modèle n° 3. Les infractions à cette prescription sont passibles d'une amende.

Dénomination de l'établissement (genre d'industrie, raison sociale, prénom, patronymique et nom de famille du patron).....

Siège de l'entreprise (gouvernement, district, canton, village, ville).....

1° Quand s'est produit l'ac- cident?	Année.	Mois.	Quantième (jours comptés de mi- nuit à minuit).	Jour de la semaine.	Heures	
					du matin.	de l'après- midi.

2° Dans quelle section de travaux s'est produit l'accident? Dans quel bâtiment? Ou bien s'est-il produit au dehors?.....

52 RUSSIE. — LOI DU 2 JUIN 1903 SUR LA RÉPARATION DES ACCIDENTS.

3° Prénom, patronymique et nom de famille de la victime.	Age de la victime.	Genre de travail qu'exécutait ou fonctions que remplissait la victime au moment de l'accident.	Depuis combien de temps occupait-elle le poste où l'accident lui est arrivé?
--	--------------------	--	--

Prénom.....			Années.....
.....			Mois.....
Patronymique.....			Jours.....
.....			
Nom de famille.....			
.....			

4° Si le même accident a occasionné des blessures à d'autres personnes, en même temps qu'à celle pour laquelle est établie la présente déclaration, on doit, indépendamment des déclarations faites pour chacune des victimes, indiquer ici les numéros d'ordre sous lesquels sont inscrites dans le registre ces personnes, et énoncer leurs prénoms et noms de famille.....

.....

.....

« Écrire lisiblement ».

5° Description détaillée des circonstances dans lesquelles s'est produit l'accident.

- a) Au cours de l'exécution de quels travaux et dans quelles circonstances.
- b) Avec quelle machine (ou partie de machine), quel appareil, quelle transmission de force, quel instrument ou quel objet s'est produit l'accident.
- c) Causes immédiates de l'accident. En quoi elles consistaient.

6° Description détaillée de la nature de la blessure et indication exacte des parties du corps blessées (contusion sans déchirure des tissus ; blessure des parties molles ; fracture des os, etc...), indiquer le côté du corps (droit ou gauche).

Année..... mois..... quantième.....
de l'établissement du folio.

Signature du chef de l'entreprise,

(Papier jaune).

MODÈLE N° 3.

Registre des accidents N°

(Recto).

DÉCLARATION RELATIVE AUX SUITES D'UNE BLESSURE CAUSÉE PAR UN ACCIDENT

AVIS. — La déclaration modèle n° 3 doit être envoyée dans un délai maximum de trois jours après la rédaction des actes constatant soit la mort de la victime, soit la cessation du traitement et de l'incapacité de travail, soit la permanence et le degré de l'incapacité de travail. Cette déclaration est établie sur les données des certificats médicaux. L'infraction à ces prescriptions est passible d'une amende.

Dénomination de l'établissement (genre d'industrie, raison sociale; prénom, patronymique et nom de famille du patron) _____

Siège de l'entreprise (gouvernement, district, canton, ville ou village) _____

Prénom, patronymique et nom de famille de la victime _____

Quand s'est produit l'accident? _____

année _____ mois _____ quantième _____

1° Mort de la victime :

année _____ mois _____ quantième _____

α) Combien de jours, et si la victime est décédée dans les 24 heures qui ont suivi l'accident, combien d'heures se sont écoulés du moment de l'accident à celui de la mort _____

β) Où la victime a-t-elle été soignée? (À domicile, dans un poste de secours (*ambulatoria*) ou dans un hôpital? lequel)? _____

(Verso).

Écrire lisiblement :

2° Description détaillée des résultats du traitement :

a) Les blessures se sont-elles cicatrisées sans suites fâcheuses pour la victime ?

b) Quelles suites apparentes ont subsisté (Déformation, cal vicieux, ankylose, immobilité des articulations avec l'indication exacte des parties du corps et du côté, droit ou gauche).

c) État maladif consécutif à l'accident (étourdissements, affaiblissements ou perte de la vue, etc.).

d) Quelles parties du corps a perdues la victime ?

3° L'incapacité de travail n'a-t-elle été que temporaire, et

combien de jours se sont écoulés entre celui de l'accident et celui de la cessation de l'incapacité de travail ?

4° L'incapacité de travail a-t-elle été reconnue permanente ?

a) Partielle ?

b) Absolue ?

c) Nombre de jours qui se sont écoulés entre le jour de l'accident et celui de la fin du traitement et de la constatation de la permanence de l'incapacité de travail (absolue ou partielle).

Année..... mois..... quantième.....
de l'établissement du folio.*Signature du chef de l'entreprise.*

APPENDICE

Taux du salaire journalier moyen d'un ouvrier ordinaire dans les gouvernements de Kherson et d'Ekatérinoslav.

L'art. 18 de la loi du 2 juin 1903 charge les Bureaux de l'Inspection des fabriques et des entreprises métallurgiques et minières de déterminer le salaire journalier moyen de l'ouvrier ordinaire.

Voici les taux qui ont été arrêtés pour trois ans (1^{er} janv. 1904-1^{er} janv. 1907) par les bureaux des gouvernements de Kherson et d'Ekatérinoslav.

Gouvernement de Kherson.

Le salaire journalier moyen est évalué :

	Par jour.	Par année de 260 jours.	En cas d'incapacité permanente absolue, l'ouvrier a droit, par an, aux 2/3 de cette somme.
Hommes.....	0 R. 90 K.	234 R.	156 R.
Femmes.....	0 R. 60 K.	156 R.	104 R.
Adolescents des deux sexes.	0 R. 40 K.	104 R.	69 R.
Enfants.....	0 R. 30 K.	78 R.	52 R.

Gouvernement d'Ekatérinoslav.

Hommes.....	1 R. »	260 R.	173 R. environ
Femmes.....	0 R. 80	208 R.	138 R. —
Adolescents des deux sexes.	0 R. 65	169 R.	112 R. —
Enfants.....	0 R. 50	130 R.	86 R. —

ESPAGNE

ÉTUDE SUR LA LOI DU 30 JANVIER 1900 (1)

SUR

LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

Par M. DELÉARDE,

Chef de la Branche-accidents de la Foncière-Transports (Paris).

INTRODUCTION

L'Espagne ne fut pas, parmi les nations européennes, la dernière à s'occuper des questions de législation du travail : dès 1884, la Commission des réformes sociales, instituée près le ministère de l'Intérieur par décret gouvernemental du 5 décembre 1883, fut chargée d'élaborer un projet de loi tendant à protéger les victimes d'accidents du travail. Le 7 juin 1897, cette Commission présenta au Gouvernement son premier projet.

Nous n'entrerons pas dans l'examen de ce projet, pas plus que de ceux qui suivirent pour aboutir à la loi du 30 janvier 1900(2), car tous ces projets ne présentent plus, aujourd'hui, qu'un intérêt rétrospectif : nous en donnerons seulement l'énumération.

Ces divers projets avaient évidemment pour but de remplacer les effets de la responsabilité patronale en cas d'accidents, jusqu'alors régie par les art. 1902 et suivants du Code civil : les dispositions de ces articles rappellent exactement celles des art. 1382 et suivants du Code civil français, à savoir que la réparation du dommage

(1) Voir le texte de la loi dans le *Bulletin des assurances sociales*, 1900, page 4 et le texte des arrêtés et règlements dans le même *Bulletin*, 1903, page 609.

(2) Consultez à ce sujet l'important ouvrage de M. Maurice Bellom, Ingénieur des mines, *Les lois d'Assurance ouvrière à l'Étranger, Assurance contre les Accidents*, pages 959 à 969 et 1953 à 1968, Arthur Rousseau, Paris, auquel nous avons emprunté ces renseignements.

incombe à l'auteur, tout en laissant à la victime la charge de la preuve de la faute ou de la négligence de l'auteur de l'accident.

Le premier projet en date du 7 juin 1887 fut soumis au Sénat ; la Commission nommée par cette Assemblée conclut au retrait du projet, dans son rapport daté de juin 1890 et recommanda au Gouvernement la recherche des moyens préventifs contre les accidents occasionnés par les machines ainsi que la création d'associations libres d'assurance contre les accidents.

La Commission des réformes sociales se remit à l'œuvre et fut en mesure de soumettre au Gouvernement, dans l'ordre d'idées qui lui avait été indiqué, un projet de loi qui fut présenté par le Gouvernement au Parlement, le 5 juin 1894.

A quelque temps de là, le 1^{er} février 1895, M. Edouard Maluquer saisit le Sénat d'une proposition tendant à la création, dans chaque province, de Caisses de prévoyance et de secours pour la classe ouvrière. Ces Caisses, dans l'esprit de l'honorable sénateur, devaient, non seulement garantir des indemnités en cas d'accident, mais aussi pourvoir aux autres nécessités de la classe ouvrière dans la mesure que le Conseil d'administration de chacune aurait jugée convenable. Ces Caisses devaient être alimentées dans des proportions diverses par les participants et les industriels assujettis.

Le Sénat prit la proposition de M. Maluquer en considération ; mais le Gouvernement se réserva de l'amender.

Le projet du Gouvernement du 5 juin 1894, pas plus que celui de M. Maluquer du 1^{er} février 1895, ne fut discuté par le Parlement espagnol et la question dormit jusqu'au 2 décembre 1899, date à laquelle M. Dato, ministre de l'Intérieur, présenta au Sénat, au nom du Gouvernement, le projet qui, après examen et discussion à la Chambre des députés et au Sénat, devint la loi promulguée, le 30 janvier 1900, sous la dénomination de *Loi sur les accidents du travail dans les établissements industriels et commerciaux*.

ANALYSE DE LA LOI

Dans les différents pays qui ont entrepris de réglementer par une loi le risque professionnel en ce qui concerne les accidents du travail, l'expérience a démontré que la première loi élaborée est restée forcément incomplète et a nécessité des retouches successives. En général la jurisprudence a été chargée du soin d'aménager la loi et d'éclairer les points obscurs subsistant dans le texte légal.

En Espagne, les décisions judiciaires relatives à l'application de la loi du 30 janvier 1900 sont très peu nombreuses, et si l'on cherche l'interprétation que les juridictions d'ordre élevé ont été amenées à donner de cette loi, les textes deviennent absolument rares. Ce fait tient à ce que les explications, les modifications même rendues nécessaires par l'application pratique de la loi sont apportées sous forme de décrets royaux et d'ordonnances royales. Ces décrets et ordonnances sont rendus à la requête des intéressés après que la Commission des réformes sociales a été appelée à donner son avis sur la question soumise à son appréciation. Le patron, l'ouvrier, les sociétés d'assurances, en un mot, toute personne civile ou morale, pouvant justifier qu'elle se trouve intéressée dans la solution à intervenir est admise à présenter une requête de cette nature : c'est ainsi que l'ordonnance royale du 14 juin 1902 a été rendue à la requête du directeur de la Compagnie du chemin de fer du nord de l'Espagne ; celle du 25 février 1903 à la requête de la Compagnie d'assurance « Banco Vitalicio » ; celle du 12 mai 1903 à la requête de l'Assemblée générale de la ligue maritime. Dans l'examen de ces requêtes la Commission des réformes sociales agit en somme un peu comme le comité consultatif des assurances institué en France près le ministère du Commerce pour l'application de la loi du 9 avril 1898 ; mais, alors que les avis émis par le Comité consultatif français restent soumis à l'interprétation souveraine des tribunaux, les avis de la commission espagnole des réformes sociales sont, en général, sanctionnés par le Gouvernement sous forme d'ordonnances ou de décrets royaux.

Parmi ces différents décrets et ordonnances, il en est qui règlent des questions de détail et d'autres dont l'importance est de beaucoup plus considérable : il convient de remarquer surtout à ce point de vue le décret royal du 28 juillet 1900 qui a le caractère d'un véritable règlement d'administration publique français et qui a complété la loi sur bien des points très importants, spécialement en ce qui touche les obligations du patron, les formalités de déclaration à remplir en cas d'accidents, les réclamations des victimes d'accident, etc. D'ailleurs, ce décret-règlement, ainsi qualifié dans la suite, se trouvera en grande partie expliqué par l'analyse de la loi elle-même puisque les articles du décret-règlement reportent pour la plupart aux articles de la loi dont ils précisent ou éclairent les termes. A la différence de certains commentateurs, nous avons suivi pour l'explication de la loi du 30 janvier 1900 l'ordre même

des articles de cette loi et nous avons cru préférable de ne pas réunir sous différents titres les dispositions présentant entre elles des liens de connexion plus ou moins étroits : en respectant la classification préférée par le législateur, nous avons pensé pouvoir donner une idée plus exacte de la loi dont nous entreprenons l'étude.

Article premier. — Dans cet article sont définis les trois éléments principaux du risque professionnel : l'accident, le patron et l'ouvrier.

Dans la définition de l'accident, il a été apporté lors du vote de la loi une modification sur le texte primitivement adopté, et cette modification est susceptible de faire naître des difficultés d'interprétation concernant l'admission des maladies professionnelles au bénéfice de la loi. En effet, l'accident avait été tout d'abord défini : toute lésion corporelle produite par l'action subite et violente d'une force extérieure ; la loi définit, dans son article premier, l'accident : toute lésion corporelle atteignant l'ouvrier dans son travail. Cette définition beaucoup trop large est évidemment sujette à critique en raison des difficultés pratiques auxquelles elle ne manquera pas de donner naissance et malgré ce qu'elle a d'indéterminé, elle ne saurait autoriser à étendre l'application de la loi du 30 janvier 1900 aux maladies professionnelles ou aux maladies contractées à l'occasion du travail : le titre même de la loi « *contra los Accidentes del Trabajo* » suffit, à défaut même d'assimilation avec les législations étrangères, à limiter le bénéfice de cette loi aux seules victimes d'accidents du travail. Il eût été toutefois préférable que le décret-règlement ait résolu cette difficulté afin d'éviter toute contestation et toute incertitude. On est d'autant plus surpris de ne trouver aucune disposition sur ce point dans ledit décret-règlement que les mots « patron » et « ouvrier » font dans ce même décret-règlement l'objet de définitions très précises dans les art. 1 et 2.

Ces textes sont d'une précision telle que l'interprétation de la jurisprudence devient superflue : le risque professionnel est mis, sans aucune restriction, à la charge de celui qui *utilise le travail*, qu'il soit un patron, un particulier, l'État, une société administrative ou commerciale ; mais il est un fait à relever, c'est la création d'une responsabilité *subsidaire* incombant au *propriétaire* de l'industrie ou de l'entreprise lorsque, à la suite d'une convention de nature quelconque, l'exécution du travail de cette industrie ou entreprise

aura été confiée à une autre personne qui, utilisant directement le travail, reste, au premier degré, responsable dans les termes de la loi. Dès lors, le sous-traitant, le marchandeur, le tâcheron dans certains cas, deviennent débiteurs des indemnités dues en cas d'accidents aux ouvriers qu'ils emploient, qu'ils commandent et qu'ils dirigent.

L'*ouvrier* (art. 2) du décret-règlement est tout individu *qui exécute habituellement un travail manuel hors de son domicile pour le compte d'autrui*, sans qu'il y ait lieu de tenir compte, soit du taux ou du mode de la rémunération, soit de la forme du contrat de louage. L'art. 2 susvisé comprend les apprentis parmi les ouvriers et y ajoute les employés de commerce. Cette addition a pour résultat d'étendre, sans aucune contestation possible, les effets de la loi à toutes les entreprises commerciales sans distinction. Une seule classe de profession nous paraît exclue, ce sont les professions purement libérales.

Le créancier et le débiteur de l'indemnité légale due en cas d'accidents ont été également désignés très clairement dans le décret royal du 26 mars 1902 qui réglemente l'application de la loi du 30 janvier 1900 à la branche de la guerre et aux accidents survenus, soit aux militaires, soit aux ouvriers civils coopérant à des manœuvres ou travaillant dans les ateliers militaires. Dans ce cas, le patron responsable est l'État représenté par l'officier commandant l'établissement ou le chantier dans lequel se produit l'accident (Voir Décret du 26 mars 1902, art. 1^{er} et suiv. (Bulletin 1903, p. 637).

Art. 2. — Cet article met à la charge du patron la responsabilité de l'accident survenu « au sujet et dans l'exercice de la profession ou du travail » (1), et établit ainsi le principe du risque professionnel supporté tout entier par l'industrie : c'est d'ailleurs le principe que les différentes législations européennes ont tour à

(1) Dans l'application, la jurisprudence a eu à se prononcer sur les caractères de l'accident professionnel et a reconnu comme tel : le fait pour un terrassier d'être tué par l'explosion d'un pétard employé à un dérochement, même lorsque l'ouvrier, croyant la mèche éteinte, commet l'imprudence de prendre le pétard dans sa main (Jugement de Durango, 22 décembre 1900), — le fait par un fondeur en fer qui, monté sur un échafaudage pour charger les fourneaux, se tue dans une chute provoquée par une contusion que l'ouvrier s'était faite en maniant sa pelle (Jugement de Madrid, 11 mars 1901), — le fait pour un charretier d'avoir été contusionné dans une chute de voiture provoquée par des matériaux de démolitions encombrant la voie publique (Jugement de Hénarès, 28 mai 1901).

tour admis et les motifs qui l'ont fait adopter sont maintenant assez connus pour qu'il soit inutile de les exposer à nouveau.

La loi espagnole apporte un tempérament à cette obligation en ce sens qu'elle exonère le patron des accidents qui surviennent au cours du travail, mais qui sont dus à une force majeure étrangère au travail, telle que la foudre, l'inondation, etc.⁽¹⁾.

Il est évident que la preuve de cette force majeure est à la charge du patron et que, jusqu'à preuve contraire, l'ouvrier blessé au cours de son travail est réputé victime d'un accident du travail. Néanmoins, même dans le cas où l'accident est dû à une force majeure ou à un cas fortuit étranger au travail, le patron est tenu d'en faire la déclaration à l'autorité gouvernementale et de pourvoir à l'assistance médicale et pharmaceutique (art. 12 du décret-règlement).

En résumé, l'*accident du travail*, tel qu'il est prévu et garanti par la loi du 30 janvier 1900, doit, pour donner droit au profit de la victime à l'application de ladite loi, présenter obligatoirement les caractères suivants : il doit déterminer une *lésion corporelle*, atteignant à l'occasion et comme conséquence du travail un ouvrier exécutant un *travail manuel hors de son domicile pour le compte d'autrui* (art. 1^{er} de la loi); il faut, en outre, que cet accident n'ait pas été causé par une *force majeure étrangère au travail* (art. 2 de la loi) et qu'il frappe un *ouvrier* employé dans l'une des *industries assujetties* aux termes de l'art. 3 de la loi ou un *employé de commerce* (art. 2 du Décr.-rèlem.); enfin, il est nécessaire que la réclamation d'indemnité soit produite dans l'*année qui suit la date de l'accident* (art. 15 de la loi).

Art. 3. — La liste des professions assujetties qui figure à cet article ne saurait être considérée comme limitative et il serait au moins hasardeux d'affirmer qu'une entreprise non inscrite dans ladite liste devrait être considérée comme non astreinte aux charges de la loi spéciale aux accidents du travail pour être régie par les principes ordinaires du droit commun. D'ailleurs, les paragraphes 4^o et surtout 16^o de l'art. 3 sont tellement larges qu'il serait difficile d'imaginer une profession ne comportant aucune transfor-

(1) Un jugement de Viscaye a considéré comme occasionné par un cas de force majeure l'accident mortel survenu à un aiguilleur traversant la voie, malgré les avertissements d'un témoin au moment où un train se mettait en marche. Cette décision a été fort critiquée, car elle est sans nul doute le résultat de la confusion entre le cas de force majeure et la faute inexcusable admise par certaines législations, comme justifiant la réduction, ou la suppression de l'indemnité.

mation industrielle, si légère soit-elle, qui ne soit pas susceptible d'y entrer. Il convient donc de tenir cette liste pour purement énonciative et de conclure que le législateur espagnol a entendu étendre le bénéfice de la loi à tous les ouvriers sans exception.

D'après l'alinéa 7°, la loi a prévu les travaux agricoles et forestiers, mais en assujettissant seulement ceux qui comportent l'emploi d'un moteur actionné par une force autre que celle de l'homme, en limitant la responsabilité patronale à l'égard du personnel exposé au seul danger des machines : à prendre donc à la lettre, la rédaction de cet alinéa, tout accident causé par une machine agricole ou forestière mue par un animal quelconque donne droit aux indemnités légales.

Il est intéressant de remarquer au sujet du paragraphe 8°, qu'une ordonnance royale a été rendue le 12 mai 1903 à la requête de l'assemblée générale de la Ligue maritime et des associations des capitaines et pilotes de la marine marchande de Bilboa et de Gijon. Cette ordonnance, tout en concluant à l'extension de la loi du 30 janvier à la marine marchande, entend exclure du bénéfice de ladite loi, les pilotes et capitaines qui, représentant directement le chef d'entreprise, ne sauraient être assimilés à des ouvriers. Cette exclusion prête à la critique ⁽¹⁾, tout au moins en ce qui concerne les capitaines de navires, en ce sens que, dans les industries terrestres, le gérant et le directeur des sociétés ou compagnies, bien que représentants du patron, ont droit au même titre que les ouvriers aux indemnités légales.

Le dixième alinéa vise les magasins de dépôts et les dépôts en gros de charbon, bois à brûler et bois de construction : il sera, en pratique, parfois délicat de distinguer un « dépôt en gros », d'un dépôt en détail ; mais, à notre avis, il y a lieu de conclure que tous les dépôts de marchandises ou matériaux sont assujettis, indépendamment de leur importance, par application du § 16° du même art. 3.

Le onzième alinéa, relatif à l'assujettissement du personnel salarié des théâtres, nous paraît susceptible de donner également lieu à controverse. Car s'il est difficile de contester le caractère d'ouvrier, tel qu'il est défini à l'art. 2 du décret-règlement, au personnel fixe des théâtres (machinistes, ouvreuses, receveurs, contrôleurs), on ne doit pas étendre le bénéfice de la loi aux artistes

(1) Voir note page 650 (Bulletin 1903).

dramatiques, lyriques et chorégraphiques non plus qu'aux musiciens, figurants et choristes : en effet, ces artistes et auxiliaires, bien que courant des risques au moins égaux à ceux courus par les receveurs, contrôleurs et ouvreuses, et réunissant les conditions de rémunération et de contrat prévues à l'art. 2 du décret-règlement, n'exécutent pas un *travail manuel*, condition nécessaire à joindre aux précédentes pour la définition légale du mot « ouvrier ».

Les corps des pompiers sont assujettis en vertu du douzième alinéa : ici se pose la question de savoir quel sera, pour cette catégorie, le salaire devant servir de base au calcul des indemnités. Si le corps n'est ni enrégimenté ni embrigadé, sera-ce pour les officiers, sous-officiers et sapeurs, la rémunération fixe ou par sortie que leur accordent les communes ou le salaire qu'ils touchent dans la vie civile ? S'ils sont formés en corps de troupe, les assimilera-t-on à des ouvriers de la guerre (voir décret du 26 mars 1902) ? Si les sapeurs sont indemnisés sur la base du salaire moyen dans la commune, sur quelle base indemniserait-on les officiers ? Il nous semble qu'une ordonnance royale est indispensable pour mettre fin à ces hésitations.

Art. 4. — Cet article établit les indemnités dues en cas d'accident et dispose, en premier lieu, que l'indemnité journalière due pour incapacité temporaire est payée depuis le jour de l'accident. Il y a là un excès fort regrettable que toutes les législations européennes relatives au risque professionnel ont évité avec soin : la statistique a démontré, en effet, d'une façon péremptoire que les premiers jours de chômage étaient de beaucoup les plus onéreux parce que c'est pendant cette période que les accidents simulés ou exagérés sont le plus fréquents. D'ailleurs, il est difficile d'admettre que l'indemnité quotidienne soit due pour le jour même de l'accident, puisque, la journée de travail étant commencée, l'ouvrier a droit tout au moins à une partie de son salaire et il ne subit pas en conséquence un préjudice égal à la privation totale de son salaire. Sur ce point, la législation espagnole appelle donc une modification dont l'expérience ne tardera pas sans doute à démontrer la nécessité. Une ordonnance royale en date du 5 novembre 1902 a tranché au profit des ouvriers la question controversée dans d'autres pays, de savoir si l'indemnité temporaire était due pour tous les jours y compris les dimanches et fêtes : cette indemnité doit donc être payée pour chaque jour de chômage, sans aucune distinction.

Quant aux époques de paiement de l'indemnité, l'art. 41 du décret-règlement prescrit qu'au cas où il n'est pas assuré, le patron doit servir l'indemnité à l'ouvrier *par semaine*; cette disposition doit être également étendue en cas d'assurance en raison de la substitution de l'assurance au patron, aucun texte n'autorisant une différence de traitement entre les deux cas. D'ailleurs, en pratique l'avance de cette indemnité est faite par le chef d'entreprise qui en effectue le recouvrement auprès de sa compagnie d'assurance par compensation avec les primes dues. La question se trouve donc en fait résolue au mieux des intérêts de l'ouvrier. En outre, la durée de l'incapacité temporaire est *a priori* limitée par l'art. 4-1° de la loi à un an : c'est le second inconvénient, car la pratique a souvent donné à constater que certaines lésions susceptibles de se guérir d'une façon radicale, sans laisser trace d'aucune infirmité, tardaient cependant plus d'un an à se guérir. Cette disposition de la loi espagnole est d'autant plus fâcheuse qu'elle est aggravée par une seconde disposition aux termes de laquelle au bout d'un an la lésion est considérée comme entraînant une incapacité permanente de travail et comme donnant droit à l'indemnité due à ce titre. Lors donc que l'année est expirée, l'ouvrier victime d'un accident entraînant une simple incapacité de travail a touché 12 mois de demi-salaire pour incapacité temporaire; à supposer qu'il gagne 100 pesetas par mois, il a touché 600 pesetas; à ce moment il est en droit de réclamer à son patron une indemnité au titre de l'incapacité permanente, soit au minimum 12 mois de salaire ou 1.200 pesetas : un mois après, soit *treize mois* après l'accident, il peut être parfaitement guéri et reprendre son travail; le compte d'indemnité s'établit donc :

Indemnité pour incapacité temporaire pendant		
12 mois.....	600	pesetas
Indemnité pour incapacité permanente exigible		
à partir du 13 ^e mois.....	1.200	—
Indemnité totale pour 13 mois de chômage.....	1.800	—

Alors que, par hypothèse, cet ouvrier gagne 1.200 pesetas par an, lorsqu'il travaille. Ce résultat illogique est évidemment un encouragement à la simulation de la part des blessés. Cet encouragement est d'autant plus grave que le dernier paragraphe de l'art. 4 prévoit et autorise d'une façon formelle le cumul des indemnités dues en cas d'incapacité temporaire avec celles dues en

cas d'incapacité permanente et que la révision autorisée par les différentes législations européennes en cas d'atténuation de l'infirmité n'est pas prévue et par conséquent pas admise par la loi espagnole. Cette faculté de révision permet, dans l'intérêt des deux parties, ouvrier et patron, une modification du régime de l'indemnité lorsque l'aggravation ou l'atténuation ultérieure de l'infirmité vient justifier cette modification : ainsi l'ouvrier ne reste pas sans réparation pécuniaire des conséquences de l'accident qui se révèlent parfois après le règlement de l'indemnité et le patron n'a pas à craindre de supporter d'une façon définitive les charges d'une infirmité qui vient à diminuer ou même à disparaître. Le droit à la révision de l'indemnité est un droit que l'on regrette de ne pas voir sanctionné par la loi espagnole, en raison des effets régularisateurs de son application, car cette lacune empêche dans bien des cas que la réparation pécuniaire reste absolument proportionnelle au préjudice causé par l'accident.

Cette loi innove encore sur un point relativement à l'infirmité permanente : alors, en effet, que la législation particulière aux autres nations divise en deux classes les infirmités de cette classe, selon qu'elles entraînent une incapacité absolue ou seulement une incapacité partielle, la législation espagnole crée, par une distinction assez subtile, l'incapacité absolue pour la victime de continuer la profession habituelle exercée au moment de l'accident. Cette seconde classe d'incapacité permanente très nettement établie par l'art. 4-2° de la loi et par l'art. 24-2° du Décret-Règlement, est placée entre l'incapacité permanente totale définie à l'art. 24-1° du Décret-Règlement et l'incapacité permanente partielle : elle donne droit à une indemnité égale à 18 mois de salaire, soit les trois quarts de l'indemnité allouée en cas d'incapacité permanente absolue de tout travail (2 annuités de salaire). En cas d'incapacité permanente partielle, le patron a le choix entre deux solutions : soit verser à la victime une indemnité égale à une annuité de salaires, soit reprendre le blessé dans ses ateliers en lui fournissant un travail en rapport avec son état et en lui payant un salaire égal à celui touché au moment de l'accident. Il est évident que le chef d'entreprise n'optera pas pour la dernière de ces solutions dans le cas le plus ordinaire, où il se trouve couvert par une assurance et où il lui est, par conséquent loisible de ne pas se charger d'un ouvrier diminué dans sa capacité professionnelle. L'abrogation de la disposition de la loi autorisant le patron à reprendre dans ses ateliers

l'ouvrier au lieu de lui payer un capital, en cas d'infirmité permanente, avait été demandée par certaines sociétés ouvrières aux termes d'une requête présentée au Gouvernement portant également sur d'autres points sanctionnés par l'ordonnance royale du 5 novembre 1902 : cette abrogation n'a pas été accordée et la disposition visée a, en conséquence, été maintenue.

En ce qui concerne les indemnités dues en cas d'incapacités permanentes de travail, soit absolues, soit partielles, il est à remarquer que la loi espagnole a prévu exclusivement le paiement sous forme de capital et qu'elle n'a admis la constitution de rentes qu'au profit des ayants-droit de la victime d'un accident mortel. Il y a là une différence à retenir, car les raisons qui ont pu la motiver sont difficiles à dégager : sans chercher à la justifier, nous tenons cependant à faire observer cette différence de traitement imposé à deux catégories de bénéficiaires de la loi du 30 janvier 1900.

Un décret royal en date du 8 juillet 1903 ⁽¹⁾ a homologué un tableau officiel donnant la classification des différentes infirmités ; dès lors, les incertitudes ou les contradictions de jurisprudence ne sont plus à craindre sur ce point, puisque pour déterminer les cas d'incapacité permanente, les cas d'incapacité temporaire, il suffira aux parties de se reporter à ces textes. Une source abondante de contestations fréquentes se trouve donc tarie par la publication de ce décret et du tableau y annexé.

Enfin l'art. 4 de la loi du 30 janvier 1900 met à la charge du patron l'organisation de l'assistance médicale et pharmaceutique pour assurer à la victime les soins nécessités par les lésions subies. Le patron conserve d'ailleurs la charge de veiller à la continuation du traitement et il a par suite seul qualité pour choisir le médecin traitant : telle est l'interprétation indiscutable, donnée par les art. 5 et 6 du Décret-Règlement, de l'expression un peu vague de la loi : « le patron doit également *faciliter* l'assistance médicale et pharmaceutique ». En attribuant au patron seul, ou plutôt au médecin désigné par lui, la direction du traitement, la loi espagnole a rendu, non seulement aux intérêts du chef d'entreprise, mais surtout aux intérêts des ouvriers, un service dont l'expérience antérieure des autres nations permet d'apprécier toute l'étendue. Cette disposition a pour résultat immédiat, en effet, d'empêcher les ouvriers de se dérober soit par pusillanimité, soit par calcul frauduleux, aux

(1) Voir page 652 (Bulletin 1903).

chances de guérison ou tout au moins d'amélioration que les travaux modernes de la science rendent sans cesse plus nombreuses et plus complètes.

C'est, en somme, la consécration d'un principe qui a été admis par toutes les lois européennes — sauf la loi française — réglementant le risque professionnel au point de vue des accidents du travail. Cette disposition de la loi espagnole protège l'ouvrier contre lui-même en l'empêchant d'avoir recours à des traitements empiriques ou à des médecins malhabiles et elle oblige le patron à assurer les soins médicaux et pharmaceutiques, au mieux de ses propres intérêts, c'est-à-dire de façon à obtenir, sinon la guérison parfaite, tout au moins le minimum d'incapacité de travail. Cette disposition offre, en outre, l'avantage sérieux de permettre aux chefs d'entreprises importantes et aux Compagnies d'assurances de créer des hôpitaux et des dispensaires dans le but de soigner le mieux possible les ouvriers dans des conditions particulièrement appropriées aux intérêts de chacun. Elle a pour résultat, aussi, d'éviter des contestations fréquentes et parfois difficiles à résoudre au sujet du coût des frais médicaux et pharmaceutiques, de faire ressortir le montant de ces frais à un taux sensiblement réduit et enfin de faire bénéficier les ouvriers de tous les progrès de la chirurgie moderne appliquée aux accidents du travail.

En ce qui concerne le droit pour le patron de surveiller, par l'intermédiaire du médecin de son choix, le traitement du blessé, il importe de remarquer que ce droit subsiste même en cas d'hospitalisation de la victime (art. 17 du Décret-Règlement) : en conséquence, l'accès auprès d'un blessé hospitalisé ne saurait être refusé au médecin, même étranger à l'établissement hospitalier, désigné par le patron du blessé.

L'obligation d'assurer le traitement de la victime, si elle crée des droits au profit du chef d'entreprise, impose également à ce dernier des charges : c'est ainsi notamment que si le patron néglige de choisir son médecin, la victime peut se faire soigner à son gré par tel ou tel médecin, les frais de traitement restant néanmoins entièrement à la charge du patron ; dans ce cas, l'ouvrier ne doit payer aucune note, le médecin choisi par lui devenant créancier direct du patron, qui seul a qualité pour discuter et régler les notes d'honoraires. Malgré le silence des textes, la même solution s'impose évidemment pour l'assistance pharmaceutique.

Art. 5. — En cas d'accident ayant entraîné la mort de la vic-

time, le patron est tout d'abord tenu aux frais funéraires évalués au maximum à 100 pesetas. Il doit, en outre, aux différentes catégories d'ayants-droit énumérés dans cet article, une indemnité déterminée en tenant compte du sexe, du lien de parenté et du nombre d'ayants-droit.

Le mode de paiement de cette catégorie d'indemnité a donné lieu jusqu'à présent à deux demandes d'interprétation auxquelles le Gouvernement a répondu par deux ordonnances royales : la première, en date du 14 juin 1902 ⁽¹⁾ a été rendue à la requête de la Compagnie du chemin de fer du Nord de l'Espagne et régleme la répartition des indemnités entre les descendants de deux lits différents ; la seconde ordonnance, en date du 25 février 1903 ⁽²⁾ précise le droit de la veuve en cas d'existence d'enfants de plus de 16 ans et le droit à indemnité des descendants âgés de moins de 16 ans : c'est la Compagnie d'assurances « Banco Vitalicio » qui a provoqué cette ordonnance.

Il convient de remarquer d'autre part, qu'aucun droit n'est reconnu aux descendants naturels même reconnus et que seuls les descendants légitimes sont admis à l'allocation d'une indemnité. D'autre part, les ayants-droit de la victime reçoivent une indemnité moins élevée lorsque cette victime est une femme : la justification de cette différence de traitement se trouve évidemment dans ce fait que le salaire des femmes étant, d'une façon normale, inférieur à celui des hommes, les secours donnés par une femme à ses ascendants ou descendants sont par le fait même plus réduits et que, en conséquence, la mort de celle-ci cause à ses ayants-droit un préjudice pécuniaire moindre. Quant à la proportion admise pour cette différence de traitement, elle est sans nul doute forfaitaire et il serait exagéré d'en chercher la justification statistique. L'indemnité allouée aux ascendants, à défaut de conjoint ou de descendant, n'est acquise qu'autant que les ascendants justifient de certaines conditions d'âge et de manque de ressources qui doivent les faire considérer comme ayant été à la charge de la victime au moment de l'accident ; si ces conditions ne se trouvent pas réalisées en fait, le ou les ascendants ne sont donc pas fondés à se prévaloir des dispositions de la loi pour l'obtention d'une indemnité.

Quant au salaire de base qui, aux termes de la loi doit servir pour

(1) Voir page 640 (Bulletin 1903).

(2) Voir page 647 (Bulletin 1903).

les indemnités dues en cas de mort, en cas d'infirmité permanente ou en cas d'incapacité temporaire, il fera l'objet d'observations ultérieures, lors de l'examen de l'art. 11 de la loi et des décrets ou ordonnances qui ont contribué à l'interprétation dudit article et à la fixation d'un point quelque peu controversé.

Enfin, le fait pour le patron de ne point se conformer aux dispositions des art. 6, 7, 8 et 9 de la loi, articles interprétés par le chapitre V du Décret-Règlement et par l'ordonnance du 6 novembre 1902, est assimilé à une faute et augmentée de moitié au profit de la victime, les indemnités légales. Bien que cette stipulation soit inscrite dans l'art. 5 traitant spécialement des accidents mortels, il est hors de doute que la majoration prévue s'applique à tous accidents, quelles qu'en soient les conséquences, pourvu qu'ils se produisent dans un établissement dans lequel n'auraient point été observées les mesures préventives imposées par les loi et décrets.

En raison de ce caractère absolument général, la disposition dont s'agit aurait plus logiquement fait l'objet d'un article distinct au lieu d'être insérée comme simple alinéa à l'art. 5 qui traite spécialement des indemnités dues à raison d'accidents mortels.

Au surplus, cette disposition, éminemment salubre, constitue une pénalité justement infligée au chef d'entreprise qui, par sa propre négligence expose ses ouvriers à des risques professionnels d'une intensité anormale et elle doit avoir, sans nul doute, pour effet d'obliger le patron à prendre toutes les mesures possibles pour éviter les accidents, alors qu'en France aucune corrélation n'existe entre la loi du 9 avril 1898 réglementant le risque professionnel et les lois des 2 novembre 1892 et 12 juin 1893, complétées par les décrets de 1893, relatives à l'hygiène et à la sécurité des ateliers.

Art. 6. — Cet article prévoit la constitution d'une Commission chargée d'étudier les dispositifs susceptibles d'éviter les accidents et de diminuer le plus possible les risques inhérents à l'emploi des machines industrielles.

Il est intéressant de remarquer que la législation espagnole, en ce qui touche le risque professionnel, ne s'est pas seulement préoccupée de la réparation des conséquences des accidents du travail, mais qu'elle a cherché à prévenir ces accidents et à en réduire le nombre comme la gravité. Les mesures préventives ont fait de la part du législateur espagnol, l'objet de prescriptions très catégoriques et très complètes : le soin de protéger les ouvriers contre eux-mêmes ou contre les dangers de l'industrie n'a pas été

abandonné, en effet, comme dans d'autres pays, soit à l'initiative privée, soit à des associations professionnelles quelconques, soit même à des lois dont les sanctions restent en pratique illusoires. En outre, l'Espagne a innové sur les systèmes législatifs adoptés par les différentes nations européennes en réglementant par la même loi deux principes qui, tout en étant absolument connexes, font en général l'objet de dispositions distinctes : d'une part, la prévention, d'autre part, la réparation des accidents professionnels. Ces deux principes ont été inscrits nettement dans la loi du 30 janvier 1900, et les mesures d'application pratique ont été précisées par cette même loi et par des ordonnances et décrets royaux. C'est ainsi que tout un chapitre (le chapitre V, art. 53 à 66) du Décret-Règlement⁽¹⁾ est spécialement consacré à la prévention des accidents du travail. Ce texte traite à la fois de l'organisation des mesures préventives et des sanctions civile, pénale et criminelle que fait naître, soit pour le patron, soit pour l'ouvrier, le fait d'avoir négligé ces mesures. C'est en un mot, la prévention obligatoire et légale jointe à la réparation également obligatoire et légale, avec une sanction pénale, en cas d'infraction aux mesures préventives imposées par la loi. En outre, le Gouvernement a tenu à se faire représenter parmi les techniciens composant la Commission prévue par l'art. 6 de la loi : en effet, deux des trois ingénieurs membres de ladite Commission, doivent appartenir au Comité des réformes sociales ; or, ce comité est évidemment une émanation du Gouvernement puisqu'il est constitué et fonctionne près le ministère de l'Intérieur.

Art. 7. — Les fonctions de cette Commission sont déterminées par l'art. 7 et consistent dans une nomenclature des appareils préventifs les mieux qualifiés et particuliers à chaque nature d'industrie ou à chaque espèce de machine. Cette nomenclature d'après le texte susvisé devait être transmise au ministère de l'Intérieur dans un délai de quatre mois à dater de la promulgation de la loi du 30 janvier 1900 ; elle a été publiée par une ordonnance royale du 2 août 1900⁽²⁾. Cette nomenclature ne doit pas être d'ailleurs considérée comme un travail établi une fois pour toutes et il résulte de l'art. 65 du Décret-Règlement que la Commission technique instituée par l'art. 6 de la loi aura pour mission de tenir ladite

(1) Voir page 616 (Bulletin 1903).

(2) Voir page 619 (Bulletin 1903).

nomenclature au courant des inventions nouvelles et des perfectionnements soit des machines, soit des appareils préventifs eux-mêmes, afin que les ouvriers soient les premiers à profiter de ces améliorations. Dans ce sens, deux ordonnances royales, l'une en date du 6 novembre 1902, l'autre en date du 14 janvier 1903⁽¹⁾, sont venues imposer aux entrepreneurs de travaux publics des mesures préventives toutes spéciales pour les chantiers de construction, de démolition ou de réparations établis dans les centres habités : ces mesures de prévention sont de deux sortes, les unes visent la sécurité des ouvriers employés sur les chantiers, les autres sont destinées à sauvegarder les tiers appelés à circuler sur les chantiers ou à leurs abords.

Ces ordonnances emportent comme sanction à la fois des amendes et la suspension des travaux, sanctions dont l'efficacité pratique est peu douteuse. En outre, bien que l'exécution des mesures préventives prescrites soit soumise au contrôle de l'État, ce contrôle n'a nullement pour effet de dégager la responsabilité de l'entrepreneur en cas d'accident, alors même que toutes les mesures préventives auraient été prises : la responsabilité de l'entrepreneur reste, dans ce cas, entière et régie par les dispositions légales spéciales à chaque espèce particulière (loi du 30 janvier 1900, si la victime est un ouvrier; droit commun, si la victime est un tiers). La liste, déjà fort complète rendue publique par l'ordonnance royale du 2 août 1900, est donc appelée à réaliser un premier bienfait pour augmenter la sécurité des ouvriers et la sollicitude dont a fait preuve le législateur espagnol à cet égard permet évidemment d'affirmer que les encouragements ne seront pas ménagés à l'ingéniosité des particuliers pour le développement et l'efficacité des mesures préventives prescrites par la loi.

Art. 8. — A côté des dispositions déjà rendues obligatoires par les articles précédents pour parer, dans la mesure du possible, aux accidents, l'art. 8 de la loi vise la question de l'hygiène des ateliers qui est également de nature à préoccuper le législateur soucieux des intérêts de l'ouvrier. La solution de cette question d'hygiène nécessite moins que celle de la prévention des accidents le concours de techniciens; aussi elle tient bien plus dans l'exercice d'une surveillance avertie des locaux et des heures du travail que dans l'adoption de mécanismes ou d'appareils spéciaux. D'au-

(1) Voir page 642, et page 646 (Bulletin 1903).

tre part, les différentes catégories d'ouvriers ne se présentent pas comme justifiant toutes une égale attention et il est hors de doute que le travail des femmes et des enfants nécessite une réglementation spéciale : c'est dans ce sens que la loi du 13 mars 1900 complétée par les ordonnances royales des 9 juin 1900 et 29 janvier 1903 ⁽¹⁾ est intervenue et a organisé la surveillance des conditions d'hygiène et de sécurité dans lesquelles s'exécute le travail des femmes et des enfants dans les manufactures et les établissements industriels. — Cette surveillance a été dévolue par ladite loi aux assemblées locales et provinciales constituées spécialement pour connaître des questions soulevées par les accidents du travail.

Les éléments composant ces assemblées sont déterminés par l'ordonnance royale du 21 juin 1902 ⁽²⁾ qui précise également le mode de fonctionnement et la mission propre de ces assemblées.

Art. 9. — La Commission technique, aux termes de cet article, doit créer un cabinet d'expérience et un musée où seront essayés et conservés les divers procédés pour la prévention des accidents du travail que l'industrie privée aura imaginés. Cette prescription est la reconnaissance d'une nécessité qui s'est fait sentir dans tous les pays qui se sont souciés de la réglementation du risque industriel : c'est ainsi que les musées de cette nature existent à Vienne depuis 1890, et à Amsterdam depuis 1891 ; les villes de Munich en 1901 et de Charlottenbourg, près de Berlin, en 1903 ont suivi cet exemple ; la France, ayant depuis 1898 organisé la législation du risque professionnel, aura très prochainement son musée de prévention des accidents du travail au Conservatoire des arts et métiers à Paris ⁽³⁾. L'organisation d'un musée analogue

(1) Nous publierons ultérieurement, une analyse de ces différents textes spéciaux à l'hygiène des ateliers, car cette question ne se rattache que d'une façon indirecte à la législation spéciale aux accidents du travail et c'est pourquoi elle a fait l'objet en Espagne, comme en France d'ailleurs (loi de 1892 et décrets de 1893), de dispositions légales distinctes.

(2) Voir page 641 (Bulletin 1903).

(3) Un mouvement dans ce sens a été créé en 1903 par une association puissante et déjà ancienne, l'« Association des industriels de France contre les accidents du travail » et à la tête de ce mouvement se sont mis M. P. Buquet, directeur de l'École centrale des arts et manufactures, M. Cheysson, membre de l'Institut, inspecteur général des ponts et chaussées, M. Honoré, directeur des grands magasins du Louvre, M. C. Dumont, président de l'Association des industriels de France contre les accidents du travail, M. Mamy, directeur de la même association et M. Périssé, président honoraire de cette même association et ingénieur-expert. La notoriété des promoteurs de l'entreprise ré-

en Espagne ne saurait donc tarder et la compétence toute particulière des membres de la commission chargée par l'art. 9 de la loi, de la création de ce musée rendra évidemment précieux les enseignements pratiques que tous les intéressés pourront tirer de cette institution; il y aura là comme une illustration et une démonstration pour les yeux des dispositifs décrits dans la nomenclature publiée en vertu de l'art. 7 de la loi ainsi que des nouveaux procédés dus à l'invention moderne.

Art. 10. — Ce texte prévoit la faculté, pour le chef d'entreprise, de remplacer le paiement des indemnités en capital, acquises aux représentants des victimes d'accidents mortels en vertu de l'art. 5, par le service de rentes dont la quotité et la durée sont déterminées par ledit art. 10 et varient selon la situation particulière des ayants droit de chaque sinistré.

Avant tout commentaire, il convient de relever, parmi les termes de cet article, la présence d'un mot dont l'explication semble malaisée : le patron peut en effet, octroyer les pensions dont s'agit mais à la condition « qu'il les garantisse à la satisfaction de la victime ou de ses ayants droit ». Comment la victime peut-elle être appelée à donner son avis sur les garanties nécessaires à assurer le service de rentes qui ne sont dues qu'à raison de son propre décès et qui ne deviennent exigibles qu'après ce décès? Faut-il conclure que par cette disposition, le législateur a prévu l'hypothèse où le blessé, mortellement atteint, survit quelque temps encore et qu'il passe avec son patron une convention en vue de régler la situation des représentants dont sa mort imminente va faire naître les droits? Mais un semblable pacte serait-il régulier aux termes de la loi du 30 janvier 1900 et la victime serait-elle en droit de traiter au sujet d'une indemnité qui par définition, ne lui appartient essentiellement pas? Quelle serait d'ailleurs la situation respective des contractants si le décès prévu ne se produisait pas ou s'il se produisait après qu'une modification serait survenue

pond évidemment de son succès; d'ailleurs, dans l'une de ses séances du mois de décembre 1903, le conseil municipal de Paris s'est hautement prononcé en faveur du projet dont s'agit et l'appui des pouvoirs publics lui étant ainsi acquis, ce projet ne va sans doute pas tarder à entrer dans la voie de la réalisation. La création du musée de prévention des accidents du travail au Conservatoire des arts et métiers est donc une éventualité très prochaine et les personnes tout spécialement intéressées à cette création qui ont été pressenties en vue de la souscription nécessaire (le musée devant rester œuvre d'initiative privée) ne sauraient en effet méconnaître la haute portée et l'utilité d'une initiative au succès de laquelle tant d'intérêts divers se rattachent.

dans la situation des ayants droit qui aurait servi de base au contrat? Ce dernier serait à réviser? les événements permettraient-ils toujours aux parties de le faire? Certes, il n'est pas difficile d'imaginer des cas, même peu complexes, où l'admission de l'hypothèse exposée plus haut — la seule qui nous paraisse expliquer le texte littéral de la loi — conduirait à des illogismes, même à des impossibilités matérielles.

Quant à la nature des garanties que le patron est susceptible de proposer et que « la victime » ou ses ayants droit peuvent exiger, ni la loi du 30 janvier 1900, ni le Décret-Règlement, ni aucun texte ultérieur n'est venu apporter sur ce point les éclaircissements qui auraient été nécessaires. Si, en effet, en cas d'assurance du chef d'entreprise, la situation même de la compagnie d'assurance et le cautionnement de 225.000 pesetas, que cette dernière a dû constituer aux mains de l'État (Décret-Règlement, art. 71), peuvent être considérés par les intéressés comme une garantie suffisante de la régularité du service des rentes, il est permis de se demander quel sera le mode de garantie à adopter en cas de non-assurance du chef d'entreprise. Sera-ce un titre de rente sur l'État? Mais, ainsi que nous le verrons plus loin, la capitalisation des rentes prévues à l'art. 10 fait ressortir pour chaque cas spécial une somme de beaucoup supérieure à celle fixée à chacun des paragraphes de l'art. 5. Sera-ce le dépôt d'un capital à débattre versé à titre de caution aux mains d'une tierce personne ou dans les caisses d'un établissement public financier? Aucun texte ne permet d'appuyer telle ou telle autre de ces différentes hypothèses et il convient donc d'attendre que la pratique soit venue solutionner cette difficulté et interpréter une disposition bien peu précise de la loi.

D'ailleurs, il est à croire que la faculté mise à la disposition du chef d'entreprise par l'art. 10 de la loi sera d'un usage peu fréquent, car l'obligation de garantir les pensions prévues audit article entraîne une aggravation très sensible de charges pour le chef d'entreprise par comparaison avec les indemnités allouées par l'art. 5 de la loi. Un exemple fera nettement ressortir cette différence : une femme sans enfants, âgée de trente ans perd par suite d'un accident du travail son mari dont le salaire annuel est de 1.500 pesetas par exemple; le patron peut, à son choix, payer à cette veuve, soit un capital, une fois payé, de 1.500 pesetas égal à une annuité du salaire (art. 5, § 3), soit une rente viagère de 300 pesetas

(20 0/0 du salaire, art. 10, § 2) dont la garantie exigerait le versement d'un capital de 5.763 pesetas à fonds perdu ⁽¹⁾. Il est évidemment douteux que le patron adopte cette dernière et onéreuse solution; dans la majorité des cas mortels, ce seront donc les indemnités en capitaux prévues par l'art. 5 qui seront allouées et les pensions autorisées par l'art. 10 seront sans doute, seulement servies lorsque l'âge ou la santé du bénéficiaire permettra d'escompter un très prochain décès ou comme on va le voir lorsque le mariage de la veuve sera certain et proche.

Deux dérogations sont apportées au principe viager des rentes établies par l'art. 10. La première est relative au remariage de la veuve : dans ce cas, le service de la rente cesse à la date du nouveau mariage — à quelque époque que ce dernier ait lieu — et sans compensation d'aucune sorte. La seconde exception vise les enfants ou petits-enfants et stipule qu'ils n'ont droit aux pensions légales que jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge de seize ans : à dater de ce moment, ils sont réputés en état de subvenir personnellement à leurs besoins et n'avoir plus nécessairement besoin d'aide pécuniaire. Ces principes ont d'ailleurs été consacrés également par les autres législations européennes.

Art. 11. — Cet article fixe la base qui doit servir au calcul des indemnités légales dues en cas d'accident : cette base est le salaire touché par l'ouvrier sous quelque forme que ce soit, aussi bien en espèces, qu'en nature. Pour les salaires en nature, l'art. 3 du Décret-Règlement a pris soin de déterminer le mode d'évaluation de ces salaires dont la valeur est d'une appréciation parfois délicate; cet art. 3 dispose que l'évaluation sera faite d'après la moyenne de la valeur que l'avantage en nature (logement, nourriture, chauffage, etc.) représente dans la localité : malgré l'imprécision de la rédaction de l'article, il est évidemment permis de conclure que cette évaluation moyenne et approximative ne doit intervenir qu'à défaut d'éléments d'appréciation plus certains et de conventions intervenues à ce sujet entre les parties. Une disposition analogue du même art. 3 sur les travaux à forfait appelle évidemment des observations semblables.

En somme, le principe très important qu'il importe de bien dé-

(1) Le calcul a été fait d'après les barèmes en vigueur, en France, à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse et l'écart n'est sans doute pas sensible avec les taux admis en Espagne.

gager, c'est que, à l'exemple des différentes législations européennes, la loi espagnole du 30 janvier 1900 considère comme salaire légal de l'ouvrier *toute rémunération du travail, indépendamment de la forme sous laquelle elle peut être allouée*.

Cependant on aurait pu souhaiter que l'art. 11 réglementant le « salaire de base » fût un peu plus explicite en ce qui touche la période de salaire qu'il convient de prendre pour déterminer le chiffre d'après lequel sera déterminé le montant de l'indemnité. En effet, le § 1^{er} de cet art. 11 prescrit de déduire les dimanches et jours fériés, ce qui laisse supposer que le compte doit être établi d'après le salaire *annuel* de la victime, l'année étant alors ramenée à 300 jours ouvrables : le salaire journalier se trouvera résulter de la division par 300 du salaire annuel. Cette façon de procéder est d'ailleurs fort acceptable, car il est certain que l'ouvrier ne touchant aucun salaire pour les jours régulièrement chômés (dimanches et fêtes), on ne peut comprendre ces jours dans le décompte du salaire. Cette disposition entraîne comme conséquence que, pour les ouvriers et employés salariés soit au mois, soit à l'année, le mois et l'année devront être respectivement comptés pour 25 et 300 jours. Mais il convient de rapprocher de ces considérations les explications données plus haut (Voir *suprà*, p. 63), relativement au paiement de l'indemnité journalière : si, en effet, les jours fériés et dimanches ne doivent point être comptés pour le calcul du salaire de base, l'indemnité journalière n'en doit pas moins être servie dimanches et jours fériés, comme jours ouvrables ; la justification de cette mesure se trouve dans le caractère essentiellement alimentaire de l'indemnité dont s'agit.

Une ordonnance royale du 3 novembre 1902 ⁽¹⁾ dont nous avons eu déjà l'occasion de parler à propos de l'interprétation de l'art. 4 (Voir *suprà*, p. 63) est venue trancher, sur l'initiative de certaines sociétés ouvrières — dont toutes les demandes formulées au cours de la même requête n'ont d'ailleurs pas eu un égal succès, — une difficulté relative au calcul du salaire des ouvriers ne travaillant pas toute l'année : la solution n'est d'ailleurs pas intervenue à l'avantage des patrons : le texte susvisé dispose en effet que le salaire de base sera celui gagné par l'ouvrier le jour de l'accident. Dans ce cas, faisant donc l'opération inverse de celle indiquée plus haut, on multipliera par 300 le salaire journalier de la victime

(1) Voir page 644 (Bulletin 1903).

pour obtenir le salaire annuel : le résultat fera, dans la plupart des cas, ressortir un chiffre très supérieur non seulement au salaire réellement touché par la victime en un an, mais encore au salaire moyen des ouvriers de la même profession. Les industries dont les travaux sont intermittents paient, en effet, des salaires élevés en raison même du peu de durée des travaux et de l'intensité particulière de ces travaux : tels les déchargeurs de navires par exemple qui touchent des journées élevées mais subissent nécessairement des chômages plus ou moins prolongés.

C'est sans doute en s'inspirant de motifs analogues à ceux ci-dessus exposés que le juge de paix de Durango, dans une décision déjà citée (voir *suprà*, p. 60), a décidé que bien que la victime touchât 44 réaux 1/2 par jour au moment de l'accident, le salaire de base ne pouvait être compté, en l'espèce au-dessus de 8 à 10 réaux par jour, salaire moyen dans la localité pour les travaux du genre de celui auquel la victime était occupée lors de l'accident. Il faut toutefois remarquer que cette décision, en date du 22 décembre 1900 est antérieure à l'ordonnance royale du 5 novembre 1902 et qu'elle ne saurait, par suite être opposée à cette dernière.

Certaines compagnies d'assurances ont cru néanmoins devoir former contre l'ordonnance du 5 novembre 1902 un pourvoi dont l'issue reste fort douteuse, car si le salaire de base imposé par ladite ordonnance est critiquable en ce qui concerne les indemnités d'une annuité de 18 mois ou de deux annuités de salaires dues en cas d'incapacité permanente ou de mort, il paraît difficile d'admettre une autre base que le salaire touché le jour même de l'accident pour ce qui est de l'incapacité temporaire.

Le § II de l'art. 11 fixe à 4 p. 50 par jour le salaire minimum de base pour les ouvriers ou apprentis ne recevant aucun salaire et pour ceux dont le salaire ressortirait à un taux inférieur à ce chiffre : cette disposition, fort équitable, a pour but à la fois d'éviter les indemnités dont la quotité réduite équivaldrait à une suppression et aussi d'étendre effectivement le bénéfice de la loi aux apprentis exposés, comme les ouvriers, au risque professionnel. Toutefois, il ne faut pas se dissimuler que cette disposition généreuse doit nécessairement, en pratique, entraîner des abus, en cas d'accidents, de la part d'apprentis et d'ouvriers touchant des salaires minimes, les blessés de cette catégorie ayant un intérêt évident à prolonger un chômage plus rémunérateur pour eux que le travail.

Enfin, si le législateur espagnol a pris soin de déterminer le sa-

laire minimum de base, il n'a pas fixé, de même un salaire maximum de base : cette lacune est susceptible d'avoir en pratique des conséquences fort onéreuses pour les patrons et chefs d'entreprise, car l'art. 1^{er} de la loi accordant le bénéfice des dispositions légales indistinctement à tout salarié remplissant les conditions énumérées ci-dessus (page 60), il se trouve que le propriétaire (société ou particulier) d'une industrie ou d'un commerce se trouve obligé d'indemniser, en cas d'accident, son gérant ou le directeur de son entreprise d'après le montant intégral des appointements touchés par la victime ; or, ces appointements sont susceptibles d'atteindre parfois des sommes fort élevées et il semble que, sur ce point, un tempérament analogue à celui introduit dans certaines législations européennes eût été à désirer.

Art. 12. — Les patrons, aux termes de cet article, ont la faculté de se faire relever par un assureur, choisi parmi ceux autorisés par l'État, des charges légales définies aux art. 4, 5 et 10 de la loi ou de l'une quelconque de ces charges. L'assurance, qui dans certains pays européens, est rendue obligatoire pour les patrons en ce qui concerne le risque professionnel, n'est, en Espagne qu'une mesure de prévoyance dont les intéressés peuvent faire usage, sans même que l'adoption en soit indirectement imposée par des sanctions onéreuses menaçant le chef d'entreprise incapable de remplir les obligations légales. Il résulte d'autre part du texte même de l'art. 12 que l'assureur ne peut se substituer au patron pour toutes les charges légales sans distinction : l'assurance ne peut exclusivement porter que sur les indemnités et frais prévus aux art. 4, 5 et 10 de la loi, c'est-à-dire sur les indemnités dues en cas de mort, d'incapacité permanente et d'incapacité temporaire (y compris la majoration éventuelle prévue par le § 3 de l'art. 5) ainsi que les frais d'assistance médicale et pharmaceutique et les frais funéraires. Mais il est hors de doute que les condamnations pénales pouvant résulter de l'application de l'art. 17 de la loi doivent, en raison même de leur caractère, rester personnelles au chef d'entreprise qui les a encourues et, en aucun cas, elles ne peuvent être couvertes par l'assureur.

La loi espagnole, en mettant l'assurance à la disposition du patron comme mesure de prévoyance, édicte très nettement que le patron doit *seul* faire les frais d'une mesure prise surtout dans son propre intérêt. En conséquence, les ouvriers appelés à bénéficier des dispositions de la loi du 30 janvier 1900 ne sauraient valable-

ment être tenus de contribuer au paiement de la prime d'assurance sous quelque forme que ce soit et toute convention, intervenue entre le patron et ses ouvriers et ayant ce résultat pour but direct ou indirect, devrait être déclarée radicalement nulle, conformément à l'art. 19 de la loi, comme contraire aux dispositions de ladite loi. Il convient d'observer que, sur ce point, la législation espagnole a consacré l'usage adopté par les autres législations européennes. Les ouvriers d'un patron assuré se trouvent donc dans une situation particulièrement privilégiée, puisque, sans qu'il leur en coûte rien, ils se trouvent garantis contre les risques d'insolvabilité du patron, et qu'ils sont ainsi certains d'être indemnisés en cas d'accident, quel que soit le succès de l'entreprise à laquelle ils sont employés.

L'art. 12 dispose également que l'indemnité allouée à l'ouvrier, lorsqu'il y a assurance, ne doit pas être inférieure à celle prévue par la loi : ceci paraît un peu une superfétation puisque du moment où l'assureur garantit par son contrat l'exécution des obligations de la loi, il ne pourra évidemment se libérer par l'allocation d'une indemnité différente de celle prévue par les textes dont il a assumé la charge.

La loi du 30 janvier 1900, dans son art. 12, s'est bornée à prévoir et à autoriser l'assurance. Des ordonnances et des décrets royaux sont venus ultérieurement réglementer les conditions précises dans lesquelles les différentes sociétés et compagnies d'assurances seraient admises à exploiter cette nouvelle branche offerte à leur activité.

La première en date de ces décisions est le Décret-Règlement en date du 28 juillet 1900 qui, dans son art. 71 énumère les conditions que doivent remplir les sociétés d'assurances désireuses d'obtenir l'approbation ministérielle pour traiter les assurances ouvrières en exécution de la loi du 30 janvier 1900 : ces conditions peuvent se résumer dans une gestion spéciale pour les affaires d'assurances contre les accidents corporels, le dépôt d'un cautionnement, l'acceptation des dispositions légales spéciales aux accidents du travail et la communication au ministère de l'Intérieur des statuts, bilans, polices, tarifs et documents en usage dans lesdites sociétés.

Ce premier Décret-Règlement a été complété par un décret royal en date du 27 août 1900⁽¹⁾ qui est de beaucoup le plus im-

(1) Voir page 628 (Bulletin 1903).

portant et qui constitue une réglementation complète tant des formalités nécessaires pour l'obtention de l'autorisation ministérielle que des relations ultérieures entre la société autorisée et le Gouvernement. Ce décret fixe notamment à 225.000 pesetas le cautionnement que doivent déposer les compagnies à primes fixes et à 5.000 pesetas celui auquel sont tenues les compagnies dites « mutuelles » ; il détermine également les conditions dans lesquelles s'effectue le versement de ce cautionnement ; enfin il énumère les documents et renseignements que les sociétés autorisées doivent fournir au Gouvernement pour éclairer celui-ci sur le fonctionnement d'une loi nouvelle encore. Par son art. 11, § 6, il autorise les compagnies à présenter au Gouvernement « les observations qu'on estimera convenables sur les réformes à apporter dans le fonctionnement des assurances du travail ». Cette disposition très libérale a permis à certaines compagnies avisées de signaler au Gouvernement des imperfections, des dangers même que leur expérience de lois ouvrières analogues à la loi espagnole leur avait fait apercevoir. Nous donnons ci-dessous⁽¹⁾, à titre de document, une intéressante

(1)

MONSIEUR LE MINISTRE,

Le décret royal du 27 août 1900 concernant les obligations des compagnies d'assurances inscrites au registre des associations autorisées à se substituer aux patrons dans les charges déterminées par la loi du 30 janvier 1900 sur les accidents du travail, permet à ces compagnies, par le dernier alinéa de l'art. 11, de présenter, avec le bilan de l'exercice, les observations qu'elles estimeraient convenable d'exposer sur les réformes à apporter dans le fonctionnement des assurances du travail.

Bien que l'époque ne soit pas encore venue de vous adresser les résultats de l'exercice 1901, nous croyons devoir profiter de la faculté qui nous a été si obligeamment accordée pour avoir l'honneur de vous soumettre quelques points qui, pour tous les intérêts en jeu, nous paraissent de nature à attirer votre bienveillante attention et recevoir une prompt solution.

Le plus important concerne le tarif minimum des primes que, par l'art. 16 du décret royal susrappelé, votre ministère s'est réservé d'établir et de publier.

L'idée inspiratrice de l'établissement de ce tarif minimum est des plus louables ; en l'exprimant et en lui donnant force de loi, votre ministère a voulu imposer son pouvoir tutélaire dans une mesure égale aux victimes des accidents, aux patrons assurés et aux compagnies d'assurances. Il a voulu que la garantie donnée aux premiers par les secondes soit telle que celles-ci ne puissent faillir à leurs engagements et que les patrons qui ont eu recours à elles ne soient point exposés à supporter une partie des charges qu'ils ont voulu faire totalement couvrir ; en un mot que l'assurance soit aussi réelle qu'efficace et que les victimes des accidents ne soient point exposées à subir les aléas de la mauvaise fortune de ceux (patrons ou compagnies d'assurances) qui ont mandat légal de les indemniser.

La mesure prévoyante prévue à l'art. 16 du décret royal du 27 août 1900 a malheureusement été jusqu'ici perdue de vue par un grand nombre de Compagnies d'assurances qui, poussées par l'âpre concurrence et dans l'ignorance pour la plupart d'entre elles de

requête adressée par une compagnie française opérant en Espagne au ministère de l'Intérieur en exécution des textes susvisés.

l'exploitation de l'assurance ouvrière, sont arrivées à réaliser des contrats à des primes qui ne leur permettront certainement pas de faire face à toutes les charges qu'elles se sont obligées à garantir. Aussi estimons-nous que le moment est venu pour éviter le danger qu'a précisément voulu conjurer l'art. 16 du décret royal qui nous occupe, d'arrêter le tarif minimum et de l'imposer à toutes les compagnies autorisées comme une barrière qu'elles ne sauraient franchir.

L'expérience que la compagnie a acquise tant en France qu'à l'étranger depuis plus de vingt ans qu'elle traite sous toutes ses formes diverses et nombreuses l'assurance contre les accidents l'autorise à vous affirmer, que l'industrie espagnole assujettie à la loi du 30 janvier 1900 éprouvera de sérieux mécomptes avec les polices aux primes réduites qu'il leur a plu de contracter et que les victimes des accidents se trouveront, par voie de conséquence, privées de tout ou d'une partie des indemnités qui leur sont légalement dues. Mais l'assurance n'a du reste pas encore pris tout son essor et bon nombre d'industriels n'ont point encore eu recours à elle ; l'Espagne subira fatalement la loi de tous les pays européens où l'assurance ouvrière est imposée, à savoir que le nombre des accidents et le chiffre des indemnités s'accroissent d'année en année parce que la victime connaît de plus en plus ses droits et qu'elle les exerce avec plus de volonté et d'autorité.

Il convient donc de refréner le mal avant qu'il ne soit plus répandu et c'est dans ce but que nous sollicitons de vous la prompte élaboration et la prochaine publication du tarif minimum.

Pour compléter l'œuvre protectrice de votre ministère vous jugerez sans doute nécessaire de donner une sanction formelle à cette publication.

La sanction qui paraît s'imposer est de confirmer en termes précis l'intention peut-être vaguement exprimée dans l'art. 16 du décret royal du 27 août 1900 : la nullité absolue et légale de toute police souscrite soit antérieurement soit postérieurement à la publication du tarif minimum, à une prime inférieure à celle de ce tarif.

En agissant ainsi vous permettrez aux industriels assurés à une prime jugée trop basse par les actuaire de votre ministère de souscrire un nouveau contrat dans des conditions leur donnant une plus grande sécurité et vous vous conformerez à la législation qu'ont cru sage d'établir les puissances qui ont créé l'assurance ouvrière avant l'Espagne ou qui sont sur le point de la créer.

C'est ainsi : qu'en France à la veille de l'application de la loi du 9 avril 1898 concernant les accidents du travail (elle a eu son effet le 1^{er} juillet 1899), le Gouvernement a homologué le 29 juin 1899 une loi votée par le Parlement par laquelle pourront être résiliées toutes les polices d'assurances portant sur une industrie assujettie, souscrites antérieurement à cette loi ;

Qu'en Belgique le projet de loi sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail déposé à la Chambre des représentants le 22 mars 1901 a prévu un article 32 ainsi conçu : « Les polices d'assurances antérieures à la date de la publication de la présente loi et relatives aux risques d'accidents du travail dans les entreprises soumises à ladite loi, pourront être résiliées, par l'assureur ou par l'assuré, soit au moyen d'une déclaration écrite dont il sera donné reçu, soit par un acte extrajudiciaire. »

Qu'en Hollande, la loi du 2 janvier 1901, depuis mise en vigueur, sur l'assurance officielle des ouvriers contre les conséquences pécuniaires des accidents dans certaines industries stipule dans son art. 108 que le patron qui, à la date qui doit être fixée par la Reine lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, a déjà assuré ses ouvriers auprès d'une société d'assurance contre les conséquences pécuniaires d'accidents survenus à ceux-ci par suite de l'exécution du travail, a le droit, dès le jour où la loi entre en vigueur, de transférer à la Banque royale d'assurance l'obligation au paiement des primes

Bien que cette requête, relative à l'application obligatoire d'un tarif minimum de prime, n'ait point encore provoqué la promulgation du tarif officiel souhaité, nous savons qu'elle a été prise en très sérieuse considération et qu'elle ne sera sans doute pas sans influence sur des modifications légales ultérieures.

Une ordonnance royale du 16 octobre 1900⁽¹⁾ est venue ensuite, préciser certains points relatifs à la garantie du cautionnement, à l'obligation où se trouvent les sociétés d'assurance étrangères autorisées d'avoir un délégué domicilié en Espagne et un délégué à Madrid, centralisant toutes les opérations faites en Espagne et être ainsi en rapport direct avec le Gouvernement et les pouvoirs publics qui peuvent sans dérangement exercer leur contrôle; enfin certaines dispositions relatives aux polices d'assurance antérieures à la loi nouvelle et mises en harmonie avec celle-ci ainsi qu'à l'étendue de la garantie accordée par le contrat d'assurance.

Il convient, en dernier lieu de signaler dans cet ordre d'idées, le décret royal du 10 novembre 1900⁽²⁾ spécial aux sociétés mutuelles d'assurances contre les accidents. Il importe de remarquer que les sociétés mutuelles telles qu'elles sont prévues par ce décret diffèrent sensiblement par la forme des sociétés mutuelles françaises : la société mutuelle espagnole se rapprocherait davantage de nos mutuelles professionnelles ou plutôt même des syndicats de garantie prévus et autorisés par la loi française du 9 avril 1898. Les sociétés visées par le décret royal du 10 novembre 1900 doivent en effet réunir un nombre minimum de patrons (20) et un nombre minimum d'ouvriers assurés (1000), les membres sont solidairement tenus de l'exécution des engagements de la société. Tels sont, avec les compagnies à primes fixes indigènes ou étrangères autorisées, les assureurs auxquels les patrons espagnols peuvent confier leur garantie : l'État, en effet, non seulement ne s'est pas réservé, comme dans certains autres pays, le monopole de l'assurance contre les accidents du travail; mais il n'est même pas entré

qui résulte pour lui du contrat d'assurance. Les Sociétés d'assurances sont tenues d'accepter le transfert.

La sanction légale que nous vous soumettons a donc des précédents et comme elle ne nous semble pas en opposition avec la législation espagnole nous osons espérer que vous voudrez l'introduire dans le décret que nous réclamons de votre sollicitude à la défense des intérêts de l'industrie espagnole et des nombreux ouvriers qu'elle emploie.

(1) Voir page 633 (Bulletin 1903).

(2) Voir page 635 (Bulletin 1903).

en concurrence avec les sociétés privées par la création d'une caisse nationale d'assurance contre les accidents.

Il était à prévoir que les différentes sociétés d'assurances admises à traiter l'assurance des accidents selon la loi du 30 janvier 1900, chercheraient, dans les premiers temps d'application de cette loi nouvelle et en raison de la communauté de leurs intérêts, à former, sinon un syndicat régulier, tout au moins une sorte de réunion où l'expérience individuelle pourrait devenir profitable aux autres dans l'exploitation d'une branche nouvelle et également inconnue de tous. La première réunion, à laquelle la majorité des compagnies autorisées s'étaient fait représenter, s'est tenue à Barcelonne du 17 au 21 avril 1902 et les délibérations des délégués ont porté sur les points suivants :

1° La constitution d'un syndicat régulier des compagnies est ajournée comme projet prématuré.

2° Pour la rémunération des médecins, trois systèmes sont étudiés : le forfait par accident ; les appointements fixes ; un pourcentage à déterminer sur le montant des primes perçues. Le second système semble rallier les suffrages ; mais il est déclaré qu'une décision utile ne peut intervenir sur ce point qu'après une entente avec les intéressés : des démarches devront donc être tentées dans ce sens.

3° L'adoption d'un tarif pharmaceutique arrêté d'accord avec les collèges pharmaceutiques est également reconnue comme une mesure nécessaire et des dispositions doivent être prises en vue de ce résultat.

4° L'échange de statistiques et de jurisprudence entre les différentes compagnies constituerait d'après les délégués un procédé susceptible de rendre des services importants.

5° Enfin, des dispositions sont prises pour la défense à frais communs devant les juridictions supérieures des questions présentant un caractère d'ordre général, pour l'exclusion des contrats d'assurance de la garantie des maladies professionnelles et d'indemnités supérieures aux indemnités légales, pour l'adoption de quelques taux des primes-types, pour la communication aux différentes compagnies des affaires résiliées par l'une d'elles.

En se séparant, les délégués des compagnies se sont donné rendez-vous à Bilbao où s'est tenu en octobre 1902 le premier congrès des assurances sociales dont nous publierons ultérieurement le compte rendu.

Bien que les délibérations du Congrès des assureurs à Barcelonne n'aient pas été sanctionnées par des décisions rendues, en pratique, applicables et imposées aux adhérents, elles dénotent cependant une tendance à un groupement d'intérêts qu'il convenait de signaler.

Article 13. — La définition du « patron » et celle de l'« ouvrier » telles qu'elles résultent pour l'application de la loi du 30 janvier 1900, d'une part de l'art. 1^{er} de ladite loi et d'autre part des art. 1 et 2 du Décret-Règlement étaient susceptibles de faire naître, en pratique, des hésitations et des doutes concernant l'assujettissement aux nouvelles dispositions légales de certaines personnalités morales, telles que l'État et de certains corps administratifs, tels que les députations provinciales et les municipalités : l'État, les députations provinciales, les municipalités devaient-ils, en cas d'accident atteignant l'un de leurs salariés au cours d'un travail commandé être exonérés des charges inhérentes au risque professionnel ou supporter au contraire les conséquences de l'accident conformément au principe de responsabilité consacré par la nouvelle législation ?

L'art. 13 de la loi du 30 janvier 1900 donne la réponse à cette question en termes absolument formels et comprend d'une façon expresse parmi les « patrons » assujettis à ladite loi, d'une part l'État (art. 13, § I) et d'autre part les corps administratifs : députations provinciales et municipalités (art. 13, § II); de son côté, dans son article 1^{er}, § III, le Décret-Règlement vient confirmer, en termes non moins formels, cet assujettissement. La logique d'ailleurs imposait cette solution, car nombreux sont les travaux entrepris par l'État et les municipalités où les ouvriers se trouvent exposés à des dangers et à des accidents professionnels : on n'aurait pas évidemment compris que les victimes de ces accidents eussent été privées sous le prétexte qu'elles étaient salariées par l'Administration ou par l'État, de l'indemnité légale qui leur aurait été acquise si le patron se fût trouvé être un particulier quelconque.

La responsabilité de l'État est donc très nettement établie par le premier paragraphe de l'art. 13 et elle s'étend, non seulement aux entreprises que l'État dirige seul et sans intermédiaire, mais aussi aux entreprises qu'il subventionne et dans lesquelles, par conséquent, son intervention n'est que secondaire. Il y a, dans cette dernière disposition quelque chose d'évidemment analogue aux dispositions de l'art. 1^{er} qui prévoient la responsabilité du propriétaire de l'industrie concurremment à la responsabilité du repré-

sentant de ce dernier (Voir *supra*, page 5) : les ouvriers d'un entrepreneur, d'un soumissionnaire de l'État sont donc, en cas d'accident et pour les indemnités qui peuvent leur être dues, non seulement créanciers de leur patron immédiat, par lequel ils ont été embauchés et sont salariés, mais aussi, éventuellement, créanciers de l'État.

La catégorie spéciale de « patrons » visée par l'art. 13 de la loi n'a fait, jusqu'à présent l'objet que d'un seul décret royal, celui du 26 mars 1902 ⁽¹⁾; précisant les conditions dans lesquelles la loi du 30 janvier 1900 devra être appliquée à la « Branche de la Guerre ». En raison de la situation toute particulière dans laquelle se trouvent les ouvriers employés par l'administration de la Guerre et de la présence simultanée dans les ateliers et sur les chantiers, de l'élément civil à côté de l'élément militaire, il était nécessaire de prévoir et de réglementer la situation de chacun en cas d'accident professionnel. Dans son ensemble et comme texture générale, le décret royal du 26 mars 1902 rappelle beaucoup le Décret-Règlement du 28 juillet 1900, en tenant compte que, puisqu'il s'agit de l'administration de la Guerre, les autorités chargées d'intervenir pour l'application de la loi (constatations, règlements d'indemnités, solutions de contestations ou de différends) ne sont plus les autorités civiles, mais bien les autorités militaires. Il convient toutefois d'ajouter qu'en cas de recours à la voie contentieuse c'est le tribunal civil de première instance qui reste compétent, comme s'il s'agissait d'un patron ordinaire (art. 33 du décret du 26 mars 1902). Ce décret est, en somme, très important car il règle dans ses moindres détails l'application de la loi du 30 janvier 1900 à une branche spéciale de l'industrie pour laquelle l'assimilation avec l'industrie privée était, sur certains points, assez délicate; il a notamment, dans ses art. 1, 2, 3 et 6 donné la solution de questions relatives à la définition du « patron » et de l'ouvrier, à la base de salaire, qui, en pratique, auraient pu susciter des controverses et des divergences de la jurisprudence d'un effet toujours regrettable.

Bien que les difficultés à redouter ne soient pas les mêmes en ce qui touche les députations provinciales, les municipalités et généralement, l'Administration, visées par le second paragraphe de l'art. 13, il serait à désirer qu'un décret ou qu'une ordonnance

(1) Voir page 637 (Bulletin 1903).

analogue au décret royal du 26 mars 1902 vint également préciser les conditions d'application de la loi du 30 janvier 1900 à ces « chefs d'entreprise » d'une essence un peu particulière.

Quoi qu'il en soit, ce qu'il importe de retenir, c'est qu'en vertu de l'art. 13, l'État comme les différents corps administratifs sont assujettis aux obligations de la loi du 30 janvier 1900 et qu'ils sont par suite responsables, dans les limites de ladite loi des accidents survenus à l'occasion du travail au personnel par eux employé.

Une question pourrait être posée en ce qui concerne la faculté de s'assurer laissée par l'art. 12 de la loi aux chefs d'entreprises : l'État et l'Administration peuvent-ils user de cette faculté et passer un contrat avec telle société d'assurances autorisée pour se décharger des responsabilités légales ? Il ne semble pas qu'il y ait un empêchement pour ces chefs d'entreprise expressément assujettis à la loi à profiter d'une mesure de prévoyance éminemment recommandable et nous n'apercevons pas quel argument on pourrait élever contre cette théorie.

Article 14. — Les dispositions de cet article prévoient comme juridiction compétente pour connaître des litiges nés à l'occasion de l'application de la loi du 30 janvier 1900, des tribunaux et des jurys d'un ordre particulier dans la composition desquels les intérêts des ouvriers et les intérêts des patrons seront à la fois représentés : ces tribunaux et ces jurys constitueront une sorte de juridiction spéciale du travail à laquelle il appartiendra de solutionner les différents conflits nés à l'occasion du travail ; cette institution est évidemment inspirée du même principe général qui a incité différents pays européens à créer, les uns, un ministère du Travail, les autres un code des lois ouvrières où sont réunies toutes les lois régissant les droits des ouvriers et tout particulièrement les tribunaux arbitraux.

Mais avant que les tribunaux et les jurys spéciaux prévus par l'art. 14 de la loi du 30 janvier 1900 fussent complètement organisés et fussent à même de fonctionner d'une manière satisfaisante, il était nécessaire de désigner une juridiction compétente pour résoudre les conflits auxquels la nouvelle législation donnerait naissance : aux termes du même art. 14, cette juridiction est le tribunal de première instance ; mais il est nettement stipulé que la compétence des tribunaux de ce degré, en ce qui concerne les affaires « loi du 30 janvier 1900 » est éminemment transitoire et qu'elle cessera

dès que les tribunaux ouvriers et les jurys spéciaux seront organisés d'une façon suffisante. Il semble donc qu'en raison de leur mission essentiellement temporaire, il eût été préférable que les tribunaux de première instance fussent prévus par un décret ou une ordonnance et non pas visés dans la loi elle-même. L'article transitoire inscrit à la fin du Décret-Règlement vient, en effet, restreindre encore en fait les cas d'intervention des tribunaux de première instance, cet article autorise les patrons et les ouvriers à soumettre, en attendant la constitution des tribunaux et jurys spéciaux prévus par l'art. 14 de la loi, leurs différends aux commissions créées par la loi du 13 mars 1900 relative au travail des femmes et des enfants; la juridiction formée par ces commissions comporte deux degrés; le premier degré est représenté par la « commission locale »; le second en cas d'appel, par la commission provinciale. Quant à la composition et au mode de fonctionnement de ces deux catégories de commissions, ils ont été réglementés d'une façon très précise par une ordonnance royale en date du 21 juin 1902 ⁽¹⁾ à laquelle il conviendra de se reporter pour le détail : qu'il nous suffise de rappeler ici que la présidence de la commission locale est dévolue concurremment au maire et au curé tandis que seul le gouverneur civil a la présidence de la commission provinciale. Dans l'une comme dans l'autre de ces commissions figurent des délégués des ouvriers et des patrons. C'est en somme la consécration du principe auquel il a été fait plus haut allusion : le travail et les travailleurs doivent être l'objet d'une législation et de juridictions distinctes des législations et des juridictions de droit commun. Il est intéressant de relever, dans ce sens, la tentative faite sous forme de requête au ministère de l'Intérieur, par certaines sociétés ouvrières de Valence pour que les conflits suscités par l'application de la loi soient soumis à la commission des réformes sociales au lieu et place des tribunaux mixtes prévus à l'art. 14 de la loi. Bien que cette requête ait été rejetée par l'ordonnance royale du 5 novembre 1902 ⁽²⁾, il convenait de la signaler, car elle constitue un nouveau témoignage du souci général de réserver aux intérêts ouvriers des juges d'exception.

Étant donné cette tendance marquée, il était à prévoir que les dispositions relatives à la compétence temporaire des tribunaux de première instance ne seraient pas nombreuses dans les ordonnances et décrets postérieurs à la loi du 30 janvier 1900 : trois arti-

(1) Voir page 641 (Bulletin 1903).

(2) Voir page 644 (Bulletin 1903).

cles seulement du Décret-Règlement (en sus de l'article transitoire examiné plus haut) font allusion aux tribunaux de cet ordre. D'abord, l'art. 27 qui ne fait que confirmer le droit pour l'ouvrier ou ses représentants de poursuivre son patron devant les juges de première instance pour l'obtention des indemnités légales : c'est en somme la répétition de l'art. 14 de la loi. L'art. 34 prévoit une instance, pour les faits ne se rapportant pas directement à l'accomplissement de la loi et constituant des différences d'appréciation entre les parties : cette disposition a évidemment pour but d'éviter les incidents de procédure nés de questions annexes et susceptibles de retarder le jugement sur le fond ; elle est sans nul doute inspirée par le désir de voir les affaires « loi du 30 janvier 1900 » solutionnées très rapidement. Enfin l'art. 35 du Décret-Règlement accorde à l'ouvrier l'assistance judiciaire de plein droit et sans aucune condition : cette disposition n'est d'ailleurs pas spéciale aux tribunaux de première instance et elle doit évidemment, dans le sens le plus large, être étendue aux juridictions de tous ordres appelées à connaître des affaires « accidents du travail ».

Des considérations exposées plus haut, il résulte que la procédure sommaire devant les tribunaux de première instance prévue par l'art. 14 de la loi ne sera employée en pratique que d'une façon exceptionnelle et nécessairement temporaire ; il ne nous a pas paru en conséquence utile de nous étendre sur cette forme particulière de procédure et nous nous bornerons, sur ce point au résumé que nous publions ci-dessous en note ⁽¹⁾.

(1)

PROCÉDURE VERBALE.

Première instance. — Les parties comparaissent assistées de leurs avocats respectifs (un avocat d'office est désigné s'il y a lieu pour assister l'ouvrier). Il n'y a pas d'avoué. — Devant le juge assisté de son greffier, l'avocat du demandeur expose verbalement sa demande ; le défendeur par l'organe de son avocat réplique : la discussion doit uniquement porter sur l'exposé des faits et les appréciations juridiques fondant la demande. — Le juge ne peut admettre les exceptions et si ces moyens de défense étaient opposés, il n'aurait qu'à se déclarer incompétent. Les parties sont autorisées à rapporter des preuves à l'appui de leurs dires et le juge décide de la pertinence de ces preuves : les témoins sont admis comme mode de preuve dans la forme ordinaire. — L'expertise est également en usage dans la procédure dont s'agit ; les experts médicaux spécialement — au nombre de 1 ou 3 — selon l'accord des parties : le ou les experts ont neuf jours pour procéder à leur mission ; ce délai peut être renouvelé une fois ; au jour fixé le ou les experts sont entendus par la voie du plus jeune s'ils sont plusieurs. Toutes les parties, les témoins et les experts ayant été entendus, le dossier est remis au juge qui statue et le greffe publie la sentence rendue. Le délai d'appel est de trente jours de la signification à partie.

Appel. — Les instances sont suivies devant cette juridiction conformément aux art.

Quant aux ordonnances ou décrets royaux qui aux termes de l'art. 16 de la loi doivent arrêter les dispositions relatives aux tribunaux ou jurys spéciaux aux affaires « Accidents du travail », ils n'ont pas encore été promulgués et la solution des litiges nés à l'occasion de l'application de la loi du 30 janvier 1900 appartient donc au système judiciaire provisoire organisé par l'art. 14 sus-visé et par l'article transitoire du Décret-Règlement.

Article 15. — Aux termes de cet article, les actions nées de la loi du 30 janvier 1900 sont prescrites par un an à partir de la date de l'accident. Les motifs de l'adoption de cette courte prescription qui constitue une dérogation évidente au droit commun se trouvent dans la situation particulière qui est faite tant au patron qu'à l'ouvrier par la législation nouvelle : cette législation a en effet pour fondement un forfait tacite intervenu entre les deux parties, employeur et salarié : l'industrie supporte la charge de tous les accidents causés par le travail, sans distinction de ceux qui selon les règles ordinaires de la responsabilité civile ne lui incomberaient pas ; mais, en revanche, l'ouvrier ou ses représentants n'obtiennent pas une réparation intégrale du préjudice causé par l'accident et subissent certaines restrictions dans l'exercice de leur droit : la

735 et 736 du Code de procédure civile et plus spécialement conformément aux art. 705 et 714 de la loi sur les cours d'appel. L'exposé sommaire des faits est adressé à la cour par l'avoué de la partie interjetant appel et la cour se prononce sur la recevabilité du recours : en cas d'admission un juge est commis pour l'examen de l'affaire et après un délai maximum de six jours il convoque les parties. Les avocats respectifs des parties après entente avec les avoués de celles-ci développent leur conclusion et la cour statue dans les cinq jours. Lorsque l'arrêt est définitif, le dossier est rendu au juge de première instance pour l'exécution de la sentence et recouvrement des dépens.

Cassation. — La cassation peut être admise pour violation de la loi, pour vice de forme et enfin lorsque la sentence rendue résout des questions restées en dehors du litige. — D'après l'examen du titre XXI livre II du Code de procédure civile, on peut conclure que les instances relatives aux accidents du travail ne fourniront, en pratique, que le second de ces trois moyens : vice de forme ; il ne paraît pas admissible que la violation de la loi puisse donner ouverture à cassation en ce qui touche les accidents du travail, il convient cependant d'observer que s'il s'agissait d'une espèce dont l'intérêt pécuniaire fût supérieur à 3.000 pesetas, le recours deviendrait admissible selon une jurisprudence qui tend à s'affermir. Enfin, il importe de remarquer qu'en vertu d'une décision du 12 décembre 1898, le recours en cassation n'est pas admis pour infraction aux ordonnances et décrets royaux : cette décision présente un très grand intérêt en raison des nombreux décrets et ordonnances que l'application de la loi du 30 janvier 1900 a nécessités. Quant à la procédure devant la Cour de cassation, elle se déroule en Espagne, dans des formes très analogues à celles usitées pour le même degré de juridiction en France et par suite elle n'appelle pas d'observations particulières ; en effet, une première chambre examine le pourvoi qui lui est soumis et si celui-ci est admis, l'affaire est portée devant une seconde chambre qui statue au fond.

prescription annuelle instituée par l'art. 15 constitue l'une de ces restrictions.

Cet article ne dérogeant au droit commun que relativement à la *durée* de la prescription, il convient d'admettre pour l'*acquisition* de cette courte prescription les mêmes conditions que pour une prescription de droit commun : pour apprécier en conséquence, si tel ou tel acte est ou non interruptif de prescription, il suffira de se reporter aux règles du droit ordinaire, en ne perdant pas de vue, toutefois, que, la loi du 30 janvier 1900 étant une loi conçue éminemment en vue des intérêts ouvriers, les cas douteux seront plus probablement solutionnés par les tribunaux en faveur de la victime de l'accident.

Il ne semble donc pas nécessaire d'examiner successivement les différents moyens qui pourront être invoqués par les intéressés soutenant l'interruption de la prescription et l'on ne rencontrera pas en Espagne les difficultés et les divergences de jurisprudence qui sont nées dans d'autres pays, particulièrement en France, pour l'interprétation de dispositions légales spéciales à la prescription et qui ont été provoquées par le souci d'élaborer pour les affaires « Accidents du travail » un système de prescription entièrement nouveau n'ayant plus aucun point de commun avec les règles jusqu'alors admises en la matière.

Article 16. — On aperçoit difficilement les raisons qui ont fait maintenir cet article dans le texte définitif de la loi du 30 janvier 1900 : il énonce, en effet, une proposition qui semble tout au moins l'évidence même en stipulant que les dispositions de la loi du 30 janvier 1900 s'appliquent exclusivement aux faits prévus dans cette loi et que toutes autres réclamations relèvent du droit commun.

On peut se demander s'il ne s'agit pas là de l'oubli d'une correction justifiée par la longue élaboration de la loi : le fait s'est déjà produit pour des lois analogues dans d'autres pays et ce précédent autorise cette explication.

En tout cas, les termes de l'art. 16 sont d'une clarté telle qu'ils n'appellent évidemment aucun commentaire. Toutefois, il serait sans doute opportun de déduire des termes de cet article, que les réclamations d'indemnités pour des faits non compris dans la loi du 30 janvier 1900 restant *seules* soumises au droit commun, il en résulte qu'un ouvrier ne saurait être admis à réclamer une indemnité pour un fait prévu dans la loi dans des conditions et sous une forme autre

que celles prescrites par la loi; par suite, l'ouvrier assujéti à la loi ne pourrait faire usage des moyens de droit commun ni *a fortiori*, réclamer successivement ou concurremment le bénéfice de la loi du 30 janvier 1900 et le bénéfice du droit commun. Interprété dans ce sens, l'art. 15 se justifie davantage, mais il ne consacre encore que l'évidence.

Article 17. — Cet article réserve exclusivement à la connaissance des juges criminels la connaissance des affaires « Accidents du travail » nées d'un dol, d'une imprudence ou d'une négligence et l'art. 63 du Décret-Règlement précise que les dispositions de l'art. 17 et de l'art. 18 de la loi s'appliquent également à l'ouvrier et au patron, c'est-à-dire que les juges criminels sont seuls compétents du moment où il y a eu dol, imprudence ou négligence sans qu'il y ait lieu de distinguer si c'est l'ouvrier ou au contraire le patron qui s'est rendu coupable de ce dol, de cette imprudence ou de cette négligence.

Quant à la façon dont la juridiction criminelle est saisie, elle est indiquée par l'art. 36 du Décret-Règlement qui dispose que, dans les cas prévus à l'art. 17 de la loi, « on aura directement recours « au juge d'instruction par une déclaration écrite ».

Lorsque l'existence du dol, de l'imprudence ou de la négligence est dûment établie, c'est au juge criminel qu'il appartient évidemment de statuer à la fois sur la sanction que le dol, l'imprudence ou la négligence justifie pour le prévenu et sur l'indemnité due à la victime de l'accident en application de la loi du 30 janvier 1900. En effet, d'après l'art. 2, seuls les accidents dus à une force majeure étrangère au travail sont exclus du bénéfice de la loi; mais, les tribunaux criminels ont la faculté soit de réduire les indemnités légales si l'accident a été occasionné par une faute grave de l'ouvrier, soit de les majorer si, au contraire l'accident est dû à une faute du patron : cette faculté résulte nettement d'une part, de l'art. 17 de la loi qui réserve exclusivement aux juges criminels la connaissance et la solution des affaires « Accidents du travail » comportant un dol, une imprudence ou une négligence et d'autre part, des art. 60, 61, 62, 63 déjà cités et 64 du Décret-Règlement relatifs aux mesures de prévention des accidents du travail.

Bien que le législateur espagnol n'ait nulle part prévu le cas où l'accident serait rationnellement provoqué par la victime — cas dont la pratique offre naturellement de trop fréquents exemples, — il est évidemment permis de conclure que ce cas serait assimilé

par le juge au dol dans ce qu'il a de plus caractérisé; mais pourrait-on conclure que dans ce cas la victime n'aurait droit à aucune indemnité? Le silence des textes ne semble pas autoriser cette solution qui, pour être légitime, n'en reste pas moins rigoureuse surtout si on la rapproche des sentiments essentiellement favorables aux ouvriers qui ont présidé au vote de la loi nouvelle.

Article 18. — Les dispositions de cet article constituent le corollaire obligatoire aux dispositions de l'article précédent. L'art. 17 prévoit bien en effet la solution des affaires soumises aux juges criminels lorsque le dol, l'imprudence ou la négligence ont été reconnus, mais il importait de réglementer la situation des affaires qui, portées devant cette juridiction, aboutissaient à un non-lieu — n'ayant pas eu à statuer sur la sanction à appliquer au dol, à l'imprudence ou à la négligence qui a été reconnu ne pas exister — les juges criminels n'ont pu se prononcer sur l'indemnité légale due à la victime : ils se sont bornés à déclarer que la juridiction criminelle avait été saisie à tort et qu'elle n'est pas compétente en l'espèce. L'art. 18 précise et dispose qu'en cas de non-lieu ou d'acquittallement par les tribunaux criminels, l'affaire rentre dans les affaires « Accidents du travail » ordinaires et l'intéressé conserve le droit de réclamer dans les formes prévues par la loi, l'indemnité légale à laquelle il peut prétendre. La clarté des termes de cet article dispense de commentaires et elle tarira sans nul doute la source de bien des conflits qui, en son absence n'auraient pas manqué de se produire.

Article 19. — Le législateur, qui par la loi du 3 janvier 1900 s'est constitué le tuteur des intérêts des ouvriers, a par l'art. 19 assuré l'efficacité de son œuvre et empêché aussi bien les ouvriers que les patrons de se dérober à l'application des mesures qu'il a prises pour la réparation des accidents de travail. Aux termes de l'art. 19 sont déclarés nuls toute renonciation au bénéfice de la loi de 1900, comme tout pacte contraire aux dispositions de ladite loi, c'est en somme l'ouvrier protégé contre lui-même et cette stipulation est à approuver sans réserve. L'on était en effet, en droit de craindre — et si l'art. 19 n'avait pas existé, les exemples n'eussent pas tardé à apparaître nombreux — que la grande différence de situation sociale, qui sépare le patron de l'ouvrier et met celui-ci dans un état d'infériorité indéniable par rapport à celui-là, ne donnât bientôt naissance à des conventions ou à des pactes d'un caractère privé qui seraient intervenus entre patrons et ouvriers et dont le but

aurait été de diminuer ou même de supprimer les obligations de la loi du 30 janvier 1900 au profit des patrons et aux dépens des ouvriers. Poussés par la nécessité de trouver du travail pour vivre, ces derniers auraient dû souscrire aux conditions plus ou moins léonines qui leur étaient imposées et l'œuvre du législateur de 1900 se serait trouvée absolument vaine.

Quant à la sanction à adopter pour empêcher la conclusion de ces pactes destinés à éluder en fait les charges légales, l'Espagne — à l'exemple d'autres pays — s'est arrêtée à la solution la plus radicale : l'art. 19 déclare ces pactes de nul effet et de nulle valeur, c'est le mal tué dans l'œuf et un système d'amendes plus ou moins élevées eût été sans nul doute moins efficace, tout en restant d'une application plus compliquée.

Il n'est pas possible de prévoir toutes les combinaisons que l'ingéniosité des intéressés aurait pu créer pour écarter ou alléger le joug de la loi du 30 janvier 1900 ; mais il est loisible de citer quelques exemples empruntés à un notable commentateur espagnol, s' Dynelos :

« En cas d'accident, la loi ne sera pas applicable à l'ouvrier qui renonce à son bénéfice ».

« En cas d'accident, les indemnités sont fixées par la loi dans une proportion déterminée ».

« Par la police d'assurance, les indemnités garanties sont inférieures aux indemnités légales, et certaines clauses du contrat sont contraires à la loi ».

« L'ouvrier s'engage à supporter une retenue sur son salaire pour être indemnisé en cas d'accident ».

Au surplus, ce ne sont là que des exemples et les termes précis de l'art. 19 permettent de faire de cette disposition légale une application des plus larges.

Article 20. — Par cet article, le Gouvernement, pour témoigner de son désir d'une prompte mise en vigueur de la loi promulguée le 30 janvier 1900, s'était assigné un délai maximum de six mois à partir de cette date pour publier les règlements nécessaires à l'application de la loi dont il s'agit : cet engagement a été tenu, puisque le 28 juillet suivant paraissait un décret royal, document de la plus haute importance tant par son étendue que par les différents points examinés : au cours de cette étude de la loi espagnole, nous avons eu d'ailleurs à faire très souvent allusion à ce Décret-Règlement qui constitue comme un complément immédiat de la loi.

Puis, successivement ont paru d'autres ordonnances et écrits royaux que nous avons eu également l'occasion d'examiner: les uns étaient dus à la propre initiative du Gouvernement, d'autres étaient provoqués par les requêtes des intéressés: tous concourraient à expliquer, à compléter, à préciser la loi du 30 janvier 1900, car, en Espagne, ainsi que nous l'avons vu, ce n'est pas aux tribunaux qu'il appartient d'éclaircir tel ou tel point obscur d'une loi au moyen d'une jurisprudence plus ou moins constante, c'est le Gouvernement, dont émane la loi, qui se réserve le soin d'achever et de parfaire l'œuvre parlementaire accomplie sous son initiative.

Article 21. — Le dernier article de la loi du 30 janvier 1900 est une disposition d'ordre administratif et elle a pour but d'instruire tous les intéressés des droits nouveaux qui leur sont conférés par ladite loi: dans ce but l'affichage de la loi et de sa réglementation est ordonnée dans tous les établissements, ateliers et chantiers auxquels elle se rapporte.

De cette façon, l'ouvrier ne peut pas plus prétexter l'ignorance de ses droits que le patron ne peut exciper de son oubli de ses obligations; l'un et l'autre doivent, en effet, avoir constamment devant les yeux sur le lieu même du travail, les textes qui régissent leurs droits et devoirs respectifs en cas d'accidents et l'axiome: « Nul n'est censé ignorer la loi » trouve, par suite, en ce qui concerne la responsabilité des accidents du travail, une application logique et parfaite. La mesure prévue par l'art. 21 n'appelle évidemment aucun commentaire: il suffira de constater qu'elle se trouve inscrite également dans d'autres législations étrangères analogues à la législation espagnole et que certaines de ces législations ont sanctionné leurs prescriptions par la prévision d'une amende en cas de contravention aux dispositions relatives à l'affichage: cette sanction eût heureusement complété le texte de l'art. 21 de la loi du 30 janvier 1900.

RUSSIE

NOTE

SUR L'ASSURANCE DES OUVRIERS

CONTRE

LES ACCIDENTS DU TRAVAIL ⁽¹⁾

Par M. A. STOFF

Conseiller privé, membre du Conseil des Mines.

Le Conseil de l'Empire, après délibération, ayant approuvé le projet de loi sur les indemnités à accorder par les patrons des établissements industriels aux ouvriers victimes d'accidents du travail, projet qui est devenu la loi du 2 juin 1903 ⁽²⁾, n'a considéré cette loi, cependant, que comme une mesure temporaire et transitoire. Le Conseil trouvait que l'introduction de l'assurance obligatoire des ouvriers serait assurément de beaucoup préférable au principe de la responsabilité personnelle des entrepreneurs. C'est pourquoi il y avait dans l'avis du Conseil, sanctionné par S. M. Impériale le 2 juin 1903, une clause (section XVIII, qui n'a pas été publiée avec les autres, mais qui l'est maintenant), ainsi conçue :

« Le ministre des Finances est chargé de présenter au Conseil de l'Empire, dans l'ordre établi, pendant le cours de cinq années à partir de la mise en vigueur de la présente loi » (c'est-à-dire dès le 1^{er} janvier 1904), « un projet de loi sur l'assurance obligatoire des ouvriers et des employés des entreprises industrielles atteints d'incapacité de travail ».

(1) M. A. Stoff a bien voulu nous adresser cette note sur les tendances de la législation russe relative aux accidents du travail

Il y a joint quelques observations sur la traduction de la loi que nous avons publiée. On les trouvera plus loin (Note de la rédaction).

(2) Voir *Bulletin des assurances sociales*, 1903, p. 525.

Ensuite, le Comité spécial chargé d'examiner les besoins de l'industrie agricole, en délibérant sur la question de l'assistance aux ouvriers devenus incapables de travail, a trouvé que le principe de l'assurance peut être regardé comme le plus approprié aux conditions économiques de l'agriculture en Russie et qu'il serait opportun d'attirer l'attention particulière des ministres des Finances et de l'Agriculture et des domaines, lorsqu'ils s'acquitteront de la mission dont ils ont été chargés par le Conseil de l'Empire, sur la nécessité de l'extension de l'assurance aux ouvriers agricoles. Cette disposition du Comité a été approuvée par S. M. Impériale le 17 décembre 1903.

Ainsi la législation russe a une tendance marquée à entrer dans la voie de l'assurance obligatoire des ouvriers.

RUSSIE

LOI DU 2 JUIN 1903

SUR

LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

Observations de M. A. Stoff sur la traduction de la loi et des instructions complémentaires ⁽¹⁾.

Nous avons reçu de M. A. Stoff quelques observations de détail sur les traductions que nous avons publiées. Les auteurs de ces traductions, à qui nous les avons communiquées, en ont reconnu la justesse, la haute compétence de M. Stoff lui ayant permis de mieux indiquer ce qu'a voulu dire le législateur russe.

Nous croyons utile de reproduire ci-dessous ces observations. Nous y joignons un erratum de quelques erreurs typographiques qui se sont glissées dans l'impression (Note de la rédaction).

1° Observations sur la traduction de la loi.

Page 541, art. 1357-1. — Au lieu de : « peuvent se terminer en conciliation dans les mêmes conditions que celles prévues aux art... », il eût été préférable de dire « ne peuvent se terminer en conciliation qu'aux conditions proposées par le juge (par le tribunal), comme il est prévu aux art... ».

Page 542, art. 47-1. — Même modification.

Page 542, art. 1890. — Cet article se rapporte seulement aux provinces baltiques.

Page 553, art. 29 ⁽²⁾. — On pourrait remplacer le passage « mention y est faite que les prescriptions relatives aux indemnités des victimes et des membres de leur famille ont été exécutées »

(1) Voir la traduction de la loi dans le Bulletin des assurances sociales, 1903, p. 523, et celle de l'instruction dans le même Bulletin, 1904, p. 31.

(2) Pour ces articles, la traduction de MM. Salomon et Leblanc rendait exactement le texte russe, un peu vague.

On peut considérer la traduction plus claire qu'en propose M. Stoff, comme exacte, M. Stoff ayant collaboré à la préparation de la loi.

par la phrase suivante : « y seront enregistrées les sommes payées comme indemnités aux victimes et aux membres de leur famille. »

Page 560, art. 49 (1). — « Les sommes réalisées dans les cas prévus à l'art. 48 pour assurer le paiement des pensions liquidées ou à liquider, servent à former le capital nécessaire, suivant l'estimation de l'inspecteur des fabriques ou de l'ingénieur d'arrondissement, pour contracter une assurance garantissant une rente égale au montant des pensions; si les sommes ainsi réalisées sont insuffisantes, elles servent, après qu'il a été pourvu aux créances privilégiées ayant, d'après la loi, la priorité sur lesdites pensions, à former un capital constituant un fonds spécial de garantie des pensions. » Il fallait dire : « Dans les cas prévus par l'art. 48, le capital nécessaire, suivant l'estimation de... (etc.)... au montant des pensions sera pris sur les sommes réalisées par la liquidation; si ces sommes sont insuffisantes, il sera pris pour la destination indiquée, ce qui restera après l'acquittement des créances ayant la priorité légale sur lesdites pensions. »

Page 570, loi du 15 mai 1903, art. 27. — « La pension ne peut pas servir à payer le solde des amendes. » Le sens de cette disposition de la loi est que les pensions sont *insaisissables*. Le mot russe *Szyskanié* signifie non seulement une amende, mais toute somme exigée du débiteur par un arrêté judiciaire ou administratif.

2° Observations sur la traduction de l'instruction.

Page 37, art. 25. — Au lieu de « renonce à bénéficier de l'indemnité dans son intégralité », il serait mieux de dire « renonce à bénéficier d'une partie quelconque de l'indemnité qui lui est due d'après la loi », quoique la première traduction soit plus littérale que la dernière.

Page 40, art. 34. — Il est dit : « le délai de prescription ». Ni la loi de 1903, ni la présente instruction ne donnent à ce délai le nom de « prescription », et en effet c'est un délai *préclusif*. Il serait mieux d'omettre toute dénomination de ce délai, en disant simplement « le délai fixé à l'art. 44 ».

Page 42, art. 41. — Au lieu de « les droits des patrons que

(1) Pour ces articles, la traduction de MM. Salomon et Leblanc rendait exactement le texte russe, un peu vague.

On peut considérer la traduction plus claire qu'en propose M. Stoff, comme exacte, M. Stoff ayant collaboré à la préparation de la loi.

consacre en même temps la présente instruction » il faudrait mieux dire « les droits corrélatifs des patrons, prévus par la présente circulaire ».

Page 44, § 6. — Il y est dit : « qui le cote ». — En pratique, le mot russe *skrépa* qui doit être traduit ici, signifie simplement une signature. Il faudrait donc mieux dire « qui le paraphe ».

Page 54, b). — Les mots « immobilité des articulations » n'étant qu'une simple explication du mot précédent « ankylose » doivent être mis entre parenthèses ou supprimés.

Page 54. — Ajouter en marge « à communiquer d'après les certificats médicaux ».

ERRATA

Page 533. — 1^{re} ligne de la note; *lire* : 1 r. 50 » *au lieu de* : « 12 r. 50 ».

Page 542. — 18^e ligne, *lire* : « au douzième rang » *au lieu de* : « au septième rang ».

Page 548. Art. 14. — 2^e ligne, *lire* : « aux art. 1 et 11 » *au lieu de* : aux art. 1 et 2 ».

Page 558, art. 44. — Avant-dernière ligne, *lire* : « stipulée à l'art. 46 » *au lieu de* : « à l'art. 45. »

VARIÉTÉS

FRANCE

L'ASSURANCE DES GENS DE MER CONTRE LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

D. DELÉARDE

PAR

Ch. RENARD

*Chef de la branche-accidents de la Foncière-
Transports.*

*Chef du contentieux des Caisses syndicales
des Forges, des Industries textiles,
et des Industries sucrières de France.*

1. — Nombreuses sont les critiques, les controverses et les propositions de modifications législatives qui préoccupent vivement l'armement et les équipages, le monde maritime et officiel ⁽¹⁾.

Convient-il de modifier la législation en vigueur, pourtant récente (loi du 21 avril 1898)?

Ne faut-il pas au contraire, et dans quelle mesure, appliquer la loi générale du 9 avril 1898 sur les accidents, à la marine marchande, en tout ou en partie?

N'est-il pas cependant indispensable de respecter les principes de notre Code de commerce, notamment en ce qui concerne le bénéfice des art. 262 à 269 et celui de l'abandon du navire (art. 216 du même Code) ⁽²⁾? Telles sont les données du problème.

(1) Une proposition de loi toute récente de M. Brisson vient d'être précisément déposée au Parlement. Session extraordinaire de 1903, Ch. des députés, n° 1346, annexe à la deuxième séance du 4 décembre 1903.

(2) Cet article paraît avoir été le principal obstacle à ce que les marins fussent englobés dans les salariés soumis à la loi générale sur les accidents.

Les difficultés à vaincre, bien que multiples, peuvent se résumer en une seule : — l'industrie maritime est toute spéciale, soumise à des conditions économiques et juridiques particulières et très différentes de celles qui régissent la production terrestre : — quelque désir que l'on ait d'unifier les situations, il faut se convaincre qu'étant diamétralement opposées, elle ne peuvent être identifiées.

Mais il est nécessaire de remonter dans le passé et de parcourir d'un simple coup d'œil les progrès de l'idée de prévoyance et de réparation des accidents dans le domaine maritime.

2. — *Première période (jusqu'au 21 avril 1898)*. — Le régime de l'inscription maritime, qui remonte à Colbert, est à 300 ans de distance un admirable essai de l'organisation de la prévoyance par l'État en faveur des gens de mer.

Les marins « inscrits » c'est-à-dire admis sur les registres de l'Administration (inscription maritime) ⁽¹⁾ sous condition d'un certain nombre de mois de navigation, dont partie sur les navires de l'État; sous condition, aussi, de rappel à l'activité en temps de guerre, jouissaient de certains avantages pécuniaires dont le principal était une pension de retraite.

La Caisse des invalides de la marine alimentée, notamment, pendant de longues années, par une part sur les prises maritimes, était créée.

Le Code de commerce, à côté des avantages de l'inscription maritime laissée entière vint, en remaniant une ancienne ordonnance due à Colbert, et en consolidant les errements antérieurs, favoriser encore la situation des marins ⁽²⁾; il leur assure, en cas de maladie ou d'accident en mer, les soins et le rapatriement (art. 262 à 269 du Code de commerce), et ce, alors même que l'accident ou la maladie, n'est pas dû à la responsabilité de l'armateur (sauf l'exception de l'art. 264 du Code de commerce).

De plus, et quand une faute peut être invoquée contre l'armateur, le marin, même non inscrit, peut suivant le droit commun réclamer une indemnité spéciale supplémentaire réparant le préjudice définitif et l'infirmité qui subsisterait.

Toutefois, l'obligation patronale est limitée par la faculté de faire,

(1) On sait qu'un décret récent a remanié le commissariat de la marine et créé les administrateurs de l'inscription maritime (9 octobre 1902).

(2) En fait, ces avantages des art. 262 à 269 du Code de commerce sont partagés par les non-inscrits.

le cas échéant, l'abandon du navire et du fret (art. 216 du Code de commerce), cet abandon étant un tempérament nécessaire aux risques trop lourds qu'eût entraînés, sans cela, l'industrie maritime.

L'initiative privée, dépassant même les vues du législateur, imagina à côté des polices de responsabilité civile, couvrant l'armateur de ses obligations légales, des polices spéciales, individuelles et collectives, créant soit en faveur de l'équipage, soit d'un marin ou de sa famille, des avantages spéciaux supplémentaires distincts, par exemple : une indemnité ou rente au cas d'infirmité permanente non imputable à l'armateur ou de décès consécutif.

Telle est la situation qui, pendant tout le XIX^e siècle et jusqu'au 21 avril 1898, a régi l'industrie maritime.

3. — *Deuxième période. Régime actuel, combinaison de la loi du 21 avril 1898 et du Code de commerce.* — Alors que la loi du 9 avril 1898 instituait le système du risque professionnel et de la réparation forfaitaire des accidents du travail dans l'industrie terrestre, on eut le désir de faire quelque chose en faveur de la marine marchande, et on imagina la loi du 21 avril 1898⁽¹⁾.

Cette loi, adaptée sur le système de l'inscription maritime, ne s'applique pas aux non-inscrits, que la jurisprudence exclut aussi d'ailleurs du bénéfice de la loi du 9 avril 1898⁽²⁾.

Elle respecte le Code de commerce, art. 262 à 269, le principe de la responsabilité au cas de faute intentionnelle ou lourde imputable à l'armateur, et la faculté d'abandon.

Ses dispositions, au point de vue accidents, ne sont même parfois que subsidiaires puisque les indemnités consenties ou imposées par le droit commun au cas de faute donnant lieu à réparation viennent en déduction des sommes à payer en vertu de ses dispositions (Voir art. 11, § 2, loi du 21 avril 1898).

4. — La loi du 21 avril 1898 a pour objet, grâce à une cotisation

(1) Tandis que la loi du 9 avril 1898 ne s'applique qu'au territoire de la France continentale, la loi du 21 avril 1898 s'applique aux colonies où est organisée l'inscription maritime, Algérie, Martinique, Guadeloupe, Réunion, Guyane, Iles Saint-Pierre et Miquelon.

Elle est en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1899.

(2) Arrêt de principe de la Cour de cassation, ch. civ., 2 février 1903, *Recueil spécial des accidents du travail*, t. 3, p. 369, Compagnie générale transatlantique c. consorts Adnis. On trouvera le texte de l'arrêt d'Aix cassé par l'arrêt précité, avec une *note explicative détaillée* précisant les controverses engagées à ce sujet dans la *Revue internationale de droit maritime*, juillet-août, p. 30 et suiv.

réclamée tant aux participants inscrits qu'aux armateurs, d'alimenter une caisse de prévoyance entre les marins français, si bien qu'en vue du cas d'accident elle complète les obligations légales de l'armateur (ou y supplée).

Elle prévoit pour le cas d'infirmité définitive « de naviguer » la « demi-solde d'infirmité » et, pour le cas d'infirmité temporaire, des indemnités renouvelables (art. 5, loi du 21 avril 1898).

Au cas de décès, la veuve ou les enfants, jusqu'à ce que le plus jeune ait atteint seize ans — voire même les ascendants le cas échéant — reçoivent un secours annuel variable selon le grade du défunt (capitaine au long cours, maître au cabotage, patron d'embarcation, simple inscrit), toujours modique et inférieur sensiblement à la moyenne des pensions qui sont allouées, au cas d'accident, dans l'industrie terrestre⁽¹⁾.

La loi du 21 avril 1898 est d'ailleurs essentiellement différente, non seulement dans son fonctionnement mais même dans son principe de la loi du 9 avril 1898 : elle crée en effet l'assurance obligatoire par l'État, alimentée même par le salarié et non uniquement des deniers patronaux⁽²⁾ (système analogue au système allemand).

Si elle ne confond pas absolument l'assurance accidents, maladie et vieillesse, elle les rapproche dans des cadres à peu près semblables (analogie de fonctionnement entre la Caisse des invalides et la Caisse de prévoyance).

Elle a, sur son aînée, la supériorité d'éviter le déchet considérable que l'abus des procédures et l'indemnisation des innombrables incapacités partielles permanentes légères provoquent dans l'assurance terrestre : son mécanisme est meilleur, en ce sens qu'il prévient les contestations plutôt qu'il ne les suscite⁽³⁾;

(1) Voir cependant les restrictions prévues aux art. 10 et 13 de la loi du 21 avril 1898.

(2) La loi du 1^{er} avril 1902, sur la marine marchande, a, dans son art. 21, décidé que la retenue de 6 0/0 sur les primes à la construction et à la navigation seraient attribuées, pour les deux tiers, à la Caisse de prévoyance, pour diminuer la retenue imposée aux marins et grossir les fonds de secours à distribuer aux victimes de naufrages.

(3) Elle ne satisfait pas la fédération nationale des syndicats maritimes, voir compte rendu du dixième congrès maritime national tenu à Martigues en septembre 1903, brochure publiée chez Wateau, 42, rue Montcaux à Marseille, p. 9 et suiv., 46 et suiv.

Elle est critiquée aussi dans le deuxième congrès des pêcheurs français tenu à Douarnenez en août 1903 (voir comptes rendus dans la dépêche de Brest), congrès qui demande, non pas l'application de la loi du 9 avril 1898, mais l'amélioration de la loi actuelle du 21 avril 1898.

Elle est enfin critiquée par les capitaines au long cours et officiers de la marine mar-

elle détermine un emploi plus judicieux des ressources dont on dispose; cependant (et la faute en est surtout au peu d'élasticité du système, qui a voulu plier nécessairement à un même régime des situations différentes), elle est critiquée par tout le monde (1), notamment par les adversaires de l'assurance obligatoire et de l'assurance d'État; par les marins, qui se plaignent d'être moins bien traités sur certains points que les salariés de terre, et par les armateurs qui, n'étant pas exonérés des charges qui dérivent, en matière d'accidents, du Code de commerce et du droit commun, subissent un double assujettissement.

5. — On est donc unanime à vouloir la réformer (2).

Diverses propositions ont été déposées devant le parlement (3), mais toutes témoignent d'un bon vouloir manifeste, plutôt que d'une étude approfondie du sujet et dans leur rédaction actuelle il semble évident qu'aucune d'elles ne saurait être accueillie sans être renvoyée aux commissions et retouchées par elles; elles se ramènent,

chande : leur association fédérative a, en 1903, élaboré un programme de revendications qui propose la création (voir p. 7 et 12 de la brochure publiée chez Achard, rue Chevalier-Roza, à Marseille), la création d'une société d'assurance mutuelle protégeant tous les marins français du commerce, qui pourrait présenter de l'analogie avec les sociétés ou caisses syndicales créées dans la métallurgie, dans l'industrie textile, et dans l'industrie sucrière (Voir documents du musée social, statuts-types des caisses syndicales d'assurances contre les accidents), et qui rappellerait à certains égards « The British ship-owners mutual protection and indemnity, association limited, 50 line street London ».

(1) Voir à ce propos, règlement d'administration publique du 20 décembre 1898, rendu en exécution de l'art. 21 de la loi.

L'idée d'une caisse mutuelle privée d'assurance entre marins avait d'ailleurs été émise à plusieurs reprises il y a quelques années, notamment par le comité consultatif des pêcheurs maritimes et on disait en 1898 que l'État, en créant sa caisse de prévoyance se bornerait à faire aux inscrits maritimes l'apprentissage de la prévoyance, l'État ne devant intervenir qu'à la période initiale pour protéger les débuts de la mutualité.

(2) Sur le fonctionnement de la Caisse de prévoyance, voir rapports annuels reproduits au *Journal officiel* : pour l'année 1901, *Journal officiel* du 11 novembre 1902, p. 7340; pour 1900, *Journal officiel* du 24 août 1901, p. 5467; — le *Journal officiel* publie aussi, annuellement, un rapport adressé au ministre de la Marine sur la statistique des naufrages et autres accidents de mer qui sera utilement rapproché de celui sur le fonctionnement de la Caisse de prévoyance; le dernier paru est celui qui est relatif à l'année 1902 et qui figure au *Journal officiel* du 18 décembre 1903 (p. 7557). — Voir notamment 3^e partie, p. 7565, des pertes d'existence. Ce rapport réunit dans un même cadre le compte rendu du fonctionnement de la Caisse de prévoyance et la statistique des accidents.

(3) Voir notamment proposition de loi n° 2447 présentée le 18 juin 1901 par M. Carnaud et plusieurs de ses collègues : elle contient un article unique qui serait ainsi conçu : « les principes de la loi générale sur les accidents seront appliqués aux marins ou navigateurs de commerce et aux pêcheurs ».

Voir aussi proposition Brisson et Le Bail.

en somme, à l'un ou l'autre des systèmes que nous allons citer.

La plus intéressante est incontestablement la proposition de M. Brisson, tendant à remanier le système inauguré par la loi du 21 avril 1898; il ne nous paraît pas douteux que le ministère de la Marine (direction de la marine marchande) et le ministre du Commerce (direction de l'assurance et de la prévoyance sociales) suivront de très près la question⁽¹⁾, dès qu'elle se posera devant les Chambres.

Le premier a ouvert une vaste enquête sur les griefs invoqués contre la loi du 21 avril 1898, en a centralisé les résultats (rapport de M. Durassier)⁽²⁾, et a même préparé un projet de remaniement de cette loi du 21 avril dont il propose de maintenir le principe (comparez parmi les documents du ministère de la Marine rapport de M. Bernard⁽³⁾).

Le second ne pourra se désintéresser d'un problème touchant à la matière des accidents, alors que l'on propose éventuellement l'extension facultative ou obligatoire de la loi du 9 avril 1898 au domaine maritime, avec ses conséquences (contrôle des sociétés d'assurance, création d'un fonds de garantie).

6. — Mais il ne suffit pas d'étudier la question : il importe de la résoudre.

L'idée d'une réforme de la législation actuelle étant acceptée en principe, dans quel sens la réalisera-t-on?

Ce serait certes une utopie que de songer à faire table rase du passé pour créer de toutes pièces sur le modèle de la loi allemande⁽⁴⁾ un régime nouveau applicable aux gens de mer et qui ne se rapprocherait ni de nos principes ordinaires ni des règles applicables sur terre; ce serait un excès d'instabilité et de diversité législatives.

Et les idées nouvelles importées de l'étranger soulèveraient probablement plus de controverses qu'une simple retouche apportée à un fonctionnement déjà entré en pratique.

(1) Un décret du 18 mars 1902 instituait une commission composée de MM. Ricard, président; Barbey, Leydet, sénateur, Pams, Guyesse, Mirman, députés; Lyon-Caen, Paulet, Mazerat, Delatour, membres.

(2) Rapport en date du 1^{er} juillet 1901, présenté au nom de la sous-commission des gens de mer, du conseil supérieur de la marine marchande.

(3) Le rapport de M. Durassier, directeur de la marine marchande, adressé au ministre, date des premiers jours de 1902.

(4) Voir loi allemande relative aux accidents des gens de mer, avec la récente modification, dans l'ouvrage de M. Bellom (les lois d'assurance ouvrière à l'étranger); voir notamment le supplément, livre II.

7. — Ne peut-on donc maintenir en principe le système actuel de la loi du 21 avril 1898 c'est-à-dire l'assurance d'Etat, tout en l'amendant? — on se bornerait à augmenter le taux des indemnités et à exonérer en tout ou partie les marins de leur participation pécuniaire : on envisagerait aussi la situation à faire aux non-inscrits. — C'est en ce sens qu'est rédigé le projet annexé au rapport de M. Durassier, rapport qui le documente abondamment (1).

Deux réserves nous paraissent cependant devoir être faites.

D'une part, le projet de M. Durassier s'efforce de parer à tous les inconvénients révélés par la vaste enquête qui l'a précédé et dont il résume les données ; manifestement, il veut donner satisfaction la plus large à tous les desiderata — on ne peut nier qu'il soit très étudié.

Mais, ne va-t-il pas trop de l'avant, en imposant à la marine des charges au-dessus de ses forces? Qu'on n'oublie jamais qu'il s'agit moins en l'espèce d'une question de science que d'une question de mesure.

D'autre part, le projet n'adoucit pas l'antagonisme des lois, lois applicables sur terre (9 avril) ou en mer (21 avril); il ne facilite pas une option susceptible peut-être de désarmer les partisans de systèmes opposés et de les réconcilier; il ne laisse pas place à l'initiative individuelle à côté de l'action de l'État.

La proposition de MM. Brisson, Le Bail et plusieurs de leurs collègues qui n'est en somme que la reprise devant le Parlement, avec certaines modifications(2), du projet élaboré au ministère de la Marine, appelle les mêmes observations — c'est par son organisation financière qu'il nous paraît être insuffisant : les pensions allouées sont si sensiblement majorées qu'il nous semble difficile

(1) Voir l'exposé si complet qui précède le projet de modifications (rapport précité de M. Durassier).

(2) Les principales modifications apportées à la loi du 21 avril 1898 seraient : — admission des non-inscrits au bénéfice de la loi — exonération des petits patrons pêcheurs ou pilotes montant eux-mêmes leur embarcation — allocation d'une indemnité temporaire pendant le chômage et de pensions dites « de premier ou de second degré » au cas et selon l'importance d'infirmités permanentes, — ces pensions seraient en tout cas indépendantes des pensions militaires. — Enfin et par rétroactivité les pensions anciennes seraient majorées aux taux des nouvelles.

Les auteurs de la proposition prétendent que ce système ne serait pas plus onéreux que ne l'eût été l'extension à la marine marchande de la loi du 9 avril 1898.

Ce qui paraît *a priori* certain, c'est que les marins continuant à bénéficier des art. 262 à 269 du Code de commerce, seraient dans une situation bien autrement avantageuse que celle des ouvriers ordinaires.

d'en assurer le service grâce aux cotisations diminuées des participants, aux taxes majorées des armateurs et même à l'aide de la subvention provenant d'une retenue de 0 fr. 50 0/0 qui serait désormais opérée sur les marchés passés par l'administration de la Marine.

N'est-il pas à craindre qu'elle soit trop ambitieuse dans ses vues, sans présenter par contre assez de souplesse dans son fonctionnement ?

8. — C'est le même et double reproche que nous adressons au système diamétralement opposé, qui, supprimant la Caisse de prévoyance, appliquerait uniformément aux marins la loi du 9 avril 1898.

Ce système paraît cependant en faveur, à l'heure présente, dans certains milieux maritimes et parlementaires ; il tendrait à écarter la loi spéciale du 21 avril 1898 et à appliquer tant aux marins inscrits qu'aux non inscrits la loi générale sur les accidents du travail, sauf les modifications de procédure nécessaires.

L'assurance serait libre, sauf institution d'un fonds de garantie comme dans la loi du 9 avril 1898.

On a essayé, notamment M. Léonce Vieljeux (dans une brochure intitulée : *Une loi à refaire*, La Rochelle, imprimerie Masson, 1901), de préparer le texte, nécessairement un peu modifié de la loi du 9 avril 1898, adapté à la marine (inscrits et non-inscrits).

M. Vieljeux admet (en les aggravant encore), les rentes prévues par la loi du 9 avril 1898, pour la mort, l'infirmité permanente absolue et l'infirmité permanente partielle ; il va jusqu'à tolérer la mise en œuvre parallèle contre l'armateur de la responsabilité du risque professionnel et de la responsabilité du droit commun ; tolérance qui heurterait et le droit et l'équité, et qui serait en opposition avec l'idée du régime forfaitaire qui a constitué les bases de la loi du 9 avril 1898.

Pour l'établissement du salaire de base, il décide qu'on se guidera sur les gages inscrits sur le rôle d'équipage, que l'on majorera d'une somme de 500 francs, représentant les allocations en nature reçues par les marins entretenus aux frais du navire.

Enfin l'auteur prévoit un fonds de garantie analogue à celui de la loi du 9 avril 1898.

9. — Mais cette conception est également trop absolue.

Financièrement, d'abord, elle menacerait d'être une cause de

ruine pour l'industrie maritime. Juridiquement, peut-on faire bon marché du Code de commerce et du droit d'abandon ?

Ne conviendrait-il pas, dans ces conditions, d'user de modération et de recourir à un régime mixte ?

Plusieurs ont été indiqués, plutôt que précisés ; l'un d'eux, dit « d'option », peut paraître séduisant, il n'astreint à la loi du 21 avril 1898 que les armateurs qui ne se dérobent pas par une adhésion volontaire à la loi du 9 avril ; de cette façon, il ne serait pas touché aux art. 216, 262 à 259 du Code de commerce, dont l'armateur ne perdrait la protection, en ce qui concerne les accidents, que par un acquiescement voulu et toujours révocable, pour l'avenir, à la loi du 9 avril 1898 (1).

En somme, rien ne nous paraît devoir faire nécessairement écarter une telle conception qui s'accommode assez des tendances actuelles (projet Mirman admettant l'assujettissement facultatif à la loi sur les accidents).

Le régime de la loi du 9 avril 1898 deviendrait ainsi une sorte de régime de faveur que le grand armement pourrait bienveillamment adopter en faveur de son personnel, mais que, à raison des charges qu'il entraîne, on n'imposerait pas au petit armement ; par contre, les personnes bénéficiant de la loi du 9 avril 1898, ne pouvant se prévaloir, d'après un principe général, à raison des accidents dont elles sont victimes dans leur travail, d'aucune disposition autre que celles de cette loi, l'armateur qui y affilierait ses ouvriers devrait échapper à la responsabilité du droit commun et il n'aurait non plus à faire de versement à la Caisse de prévoyance ; cette caisse ne garantirait plus les accidents ainsi régis exceptionnellement par la loi du 9 avril (2).

La loi du 21 avril 1898 resterait donc en principe la base de la législation applicable normalement aux gens de mer, inscrits ou non

(1) Le droit d'abandon n'appartiendrait pas à la Compagnie qui assurerait l'armateur dans les termes de la loi de 1898 ; ce serait, en effet, trop exposer le fonds de garantie.

(2) Les dangers de la concurrence étrangère ne nous permettent pas d'être trop généreux et de prélever sur les sacrifices que consent notre budget (primes à la navigation) des libéralités faites à ceux qui nous concurrencient : d'ailleurs l'étranger blessé ne serait pas sans recours puisqu'il aurait la ressource des voies de recours du droit commun (responsabilité au cas de faute) ou que, si l'armateur soumettait son personnel au risque professionnel, cet étranger bénéficierait, sauf toutefois la restriction de l'art. 3, *in fine*, de la loi du 9 avril 1898.

inscrits, employés sur les navires de nationalité française, pourvu qu'ils soient Français.

Rien n'empêcherait d'ailleurs qu'il soit retouché à l'organisation de la Caisse de prévoyance, afin arriver à donner dans la mesure du possible satisfaction aux vœux présentés.

10. — Quel serait, dans ce système, le fonctionnement de la Caisse de prévoyance?

Au point de vue des cotisations, d'abord (puisque c'est l'un des points de vue le plus souvent envisagés) il ne serait plus prélevé que des sommes minimales sur le salaire des marins inscrits ou des non-inscrits : il ne serait pas davantage réclamé de participation des petits patrons montant eux-mêmes leur embarcation avec un nombre d'hommes restreint.

La Caisse serait alimentée par deux sources principales : 1° les cotisations des armateurs, lesquelles pour faire face aux charges nouvelles ne pourraient cependant être majorées que dans une faible mesure à raison du peu d'élasticité des ressources de l'armement ; il ne faut pas se dissimuler cependant que ces cotisations ne suffiraient pas à parer à toutes les charges alors même que certains armateurs, optant pour la loi du 9 avril et y faisant face de leurs propres deniers, dégrèveraient d'autant la Caisse de prévoyance.

2° Les primes à la marine marchande sur lesquelles seraient prélevées les sommes nécessaires pour alimenter cette caisse, qui grâce à cette subvention budgétaire, pourrait continuer à fonctionner comme maintenant pour le cas de maladie.

11. — On voit ainsi quel serait le rôle de cette caisse de prévoyance modifiée.

Elle supporterait dans tous les cas les conséquences des purs cas fortuits (*act of good*), pour tous les Français embarqués sur des navires français, inscrits ou non inscrits⁽¹⁾.

De plus, et pour tout le personnel que les armateurs n'auraient pas volontairement soumis au risque professionnel, elle donnerait, à côté du Code de commerce, auquel elle ne toucherait pas, et de la responsabilité de droit commun, qui ne peut être invoquée que s'il y a faute, un complément de réparation forfaitaire.

Son rôle, en un mot, serait très analogue à celui d'aujourd'hui, sauf qu'elle ne régirait plus les armateurs qui auraient préféré se

(1) Les charges provenant de ce chef seraient uniquement supportées par la contribution prélevée sur les primes à la marine marchande.

soumettre et se soumettre uniquement au régime du risque professionnel.

Quant aux majorations à apporter aux pensions, elles ne pourraient être fort élevées. Le cas de décès et celui d'incapacité absolue sont les plus intéressants, puisque les décès sont des malheurs relativement fréquents en mer ; pour le premier cas, peut-être pourrait-on augmenter les pensions d'un tiers, et on pourrait assimiler au décès le cas d'incapacité absolue (perte de 2 membres, 2 jambes, 2 bras, 2 yeux, 1 bras et 1 jambe) ; cette assimilation serait peu onéreuse, car la véritable incapacité absolue est rare⁽¹⁾.

Quant aux incapacités partielles, il est beaucoup moins intéressant de les améliorer : la loi de 1898 a montré que la grande majorité des incapacités partielles (lésions des doigts, pertes de phalanges, raideurs, etc...) ne déprécient pas réellement et effectivement l'homme et cependant, dans la loi sur les accidents du 9 avril 1898, ce sont ces cas qui absorbent, surtout quand les procès doublent les frais, le plus clair des ressources patronales qui pourraient être mieux utilisées.

Enfin, pour l'incapacité temporaire, la Caisse de prévoyance ne prendrait pas de dispositions nouvelles : le droit commun du Code de commerce ne suffit-il d'ailleurs pas ?

12. — Tel serait, dans ses grandes lignes, le régime de la Caisse de prévoyance, qui respecterait, comme maintenant et le droit de délaissement, et le Code de commerce et la responsabilité de droit commun.

Mais le régime de la loi du 24 avril 1898 ne serait, ainsi que nous l'avons dit, que subsidiaire, l'armateur⁽²⁾ ayant la faculté de se dérober et aux charges⁽³⁾ de la loi du 24 avril 1898 mo-

(1) Aussi et en passant, faut-il remarquer combien est exagérée la critique que l'on fait souvent quand on compare les situations faites aux travailleurs de la mer et aux travailleurs de la terre ; on dit que l'inégalité est extrême, mais qu'on le remarque en comparant les cas d'incapacité absolue on compare des situations très exceptionnelles ; dans les autres cas, il n'en est pas de même.

(2) C'est à l'armateur que nous donnons le choix ; il est impossible, en effet, dans une grande compagnie maritime d'admettre que chaque marin choisira entre les deux systèmes : d'ailleurs, et comme on le verra plus loin, le marin ayant incontestablement avantage à être couvert par la loi du 9 avril 1898 on ne comprendrait guère qu'il se plaigne du régime de la loi du 9 avril : pratiquement, les grandes sociétés maritimes n'opteront pour ce système plutôt onéreux que si elles savent d'avance qu'il satisfera le personnel.

(3) Seraient exemptés des cotisations à verser à la Caisse de prévoyance les armateurs qui opteraient pour le régime de la loi du 9 avril 1898.

difiée et à la responsabilité de droit commun en optant pour le régime du risque professionnel et en s'y plaçant volontairement par la signature d'une police collective passée dans les formes légales avec une compagnie autorisée du Gouvernement (1).

13. — Nous devons observer dès à présent que dans son fonctionnement vis-à-vis des gens de mer (inscrits et non inscrits), la loi du 9 avril 1898 devrait être nécessairement modifiée, moins dans son principe que dans les détails de son mécanisme (procédure). Il faudrait d'abord exclure (2), les sinistres dus à la colère de l'océan (3), à l'acte de Dieu (act of good) selon le terme anglais consacré.

C'est un point sur lequel, dans le monde de l'armement, il y a quasi unanimité : ce serait, en effet, rendre par l'excès de ses charges, inapplicable à la marine marchande la loi sur les accidents du travail que de ne pas exclure ces cas de force majeure absolument exceptionnels et écrasants qui, à notre avis, doivent rester toujours à la charge de la Caisse de prévoyance et être couverts par un fonds spécial alimenté de ressources ne provenant pas des cotisations des intéressés ou de leurs patrons (prélèvements sur les primes à la marine marchande).

Au surplus, la loi de 1898 ne pourrait être appliquée aux marins qu'avec d'autres modifications de détail : tout d'abord, il y aurait des mesures à prendre en ce qui concerne le cas d'hospitalisation à l'étranger, si, pour des soins immédiats, il fallait y procéder.

Au point de vue de la procédure la déclaration d'accident à la mairie serait remplacée par une mention de rédaction sur le livre de bord : du jour où la permanence de l'incapacité se révélerait, l'enquête devrait être faite par les soins du capitaine; elle serait inscrite et, signée sur le même livre; à l'arrivée au port d'attache, dépôt d'une copie certifiée de cette enquête serait fait au greffe du

(1) Pour que le chef d'industrie se soumette à la loi du 9 avril il ne suffirait pas qu'il indique, dans une forme quelconque, sa volonté à cet égard, il n'échapperait aux charges du droit commun qu'à la date de prise d'effet d'un contrat régulier passé avec une société d'assurances autorisée fonctionnant sous le contrôle ministériel.

(2) En ce sens : loi anglaise.

(3) Reste, il est vrai, une question délicate, une question de preuve — dans les cas de doute, présumera-t-on l'acte de Dieu ou l'accident du travail? — Nous serions d'avis de ne pas déroger aux règles ordinaires de preuve du droit commun et d'admettre que ce sera toujours au demandeur à établir, sauf au tribunal à tenir compte des présomptions graves, le bien fondé de sa demande. Nous sommes convaincus que pratiquement ce sera en respectant les règles ordinaires de droit, que nous arriverons à la solution la meilleure.

tribunal civil, et duplicata pourrait être réclamé par la victime.

La juridiction du port d'attache serait compétente au cas de litige, mais à raison de l'urgence que présente la solution des affaires des marins exposés à un prompt réembarquement, le président du tribunal pourrait, en conciliation, commettre expert par ordonnance et même, au cas de désaccord, statuer au provisoire sur simple explication des parties présentes ou défaut donné contre absents; il fixerait ainsi le salaire de base, attribuerait des rentes; le délai d'opposition serait des plus courts.

Sous réserves des facilités ainsi données, il serait possible, sans injustice, de maintenir les délais ordinaires et assez courts, d'appel, sans les majorer de délais de distance au cas de navigation.

Le salaire annuel s'établirait d'après les chiffres portés au rôle d'équipage; les rentes ne seraient, bien entendu, payables qu'en France ou aux colonies avec faculté pour le chef d'entreprise de faire effectuer le service de ces rentes par la Caisse nationale des retraites sous condition de versement d'un capital une fois payé.

L'assureur n'aurait pas le droit de délaissement : il importe, en effet, que le marin soit sûr de bénéficier des avantages légaux.

Tel serait le jeu de la loi du 9 avril 1898 vis-à-vis des marins.

14. — Au milieu de toutes ces propositions dont il serait désirable de dégager une formule satisfaisante permettant d'aboutir, au mieux des vœux de tous à une solution acceptable, les commissions parlementaires et extraparlémentaires auront à faire un choix que la complexité du sujet et la diversité des connaissances qu'il exige rendent malaisé.

Il importe de ne pas se laisser hypnotiser par le mirage de la loi du 9 avril 1898; il sera prudent, en tout cas, et alors même qu'on ne songerait qu'à un remaniement de la loi du 21 avril 1898, de n'augmenter les charges de la marine qu'avec la plus grande circonspection : il faudra se garder, avant tout, d'exciter les armateurs à recourir aux pavillons étrangers pour échapper à un nouveau et trop lourd impôt; c'est en nous plaçant à ce point de vue que le problème nous paraît présenter surtout l'aspect d'une grave question nationale.

ALLEMAGNE

L'ASSURANCE DES GENS DE MER

CONTRE

LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

RÉGIME SPÉCIAL CRÉÉ PAR LA LOI DE 1900 POUR LES PETITS MARINS
ET PÊCHEURS

Analyse par M. Édouard FUSTER (1).

On sait que la loi de 1887 sur l'assurance des gens de mer a été, comme les autres lois allemandes sur les accidents du travail, modifiée par une loi du 30 juin 1900. En ce qui concerne les gens de mer, le législateur de 1900 a institué un régime tout nouveau pour les petits marins et pêcheurs. La situation de ces personnes au regard de la législation française donne une actualité assez pressante à l'analyse ci-après.

L'art. 1^{er} de la loi de 1900 sur les gens de mer énumère de la façon suivante les bénéficiaires des dispositions générales de la loi :

« Les personnes qui sont occupées :

« 1^o Sur des navires maritimes allemands comme capitaines — pourvu que ces capitaines reçoivent un salaire ou un traitement — comme membres de l'équipage, mécaniciens, signaleurs, ou personnes appartenant à l'équipage à un autre titre (gens de mer);

« 2^o Sur des navires maritimes allemands en station dans les ports allemands sans faire partie de l'équipage, dans la mesure où elles ne sont pas assurées contre les accidents en vertu d'autres lois;

« 3^o Dans des établissements allemands de docks flottants et entreprises ann-

(1) D'après les commentaires de la nouvelle loi (1900) et notamment d'après le recueil de Graeff.

logues, ainsi que dans des établissements allemands destinés au service du pilotage, au sauvetage des personnes ou des marchandises en cas de naufrage, à la surveillance, à l'éclairage ou à l'entretien des eaux qu'utilise la navigation maritime,

« Sont assurées, conformément aux dispositions de la présente loi, contre les suites des accidents survenant dans le travail, y compris ceux qui résultent, pendant le travail, d'événements dus aux éléments.

« La présente loi ne s'applique pas au personnel des entreprises de navigation maritime et autres tombant sous le coup de l'application du § 1, qui font partie intégrante d'une autre entreprise assujettie à l'assurance contre les accidents. Sont de plus exclues des dispositions des art. 3 et suivants de la présente loi les personnes désignées dans l'art. 1^{er} de la loi sur l'assistance en cas d'accidents des employés et des militaires du 15 mars 1886, les employés occupés moyennant un traitement fixe et un droit à pension dans les exploitations d'un état confédéré ou d'une association communale ainsi que les autres employés d'un état confédéré ou d'une association communale admis au bénéfice de l'assistance prévue à l'art. 12 de la même loi.

« L'Office impérial décide, en cas de doute, après avoir entendu le comité directeur de la corporation (art. 41), si une entreprise est au sens de la présente loi, assujettie à l'obligation de l'assurance ».

D'après l'exposé des motifs, le législateur « a supprimé (§ 2 de l'art. 1) la disposition qui excluait l'équipage des barques de pêche et autres bateaux de mer qui ont moins de 50 mètres cubes et qui ne sont pas des dépendances d'un navire plus important, ou bien ne sont pas mus par des machines. Il a paru nécessaire d'assurer ce personnel, car les dangers de ces bateaux sans grande résistance et qui évoluent très près des côtes, sont au moins aussi grands que ceux des navires de haute mer. Comme la corporation maritime est assez bien organisée pour permettre l'affiliation de cette « petite industrie », les objections faites contre l'extension des lois d'assurance à la petite industrie en général sont sans effet ici. Il ne s'agit pas, sans doute, de faire de ces nombreux petits exploitants des membres de la corporation, ce qui entraînerait des difficultés, mais de les assurer par l'intermédiaire d'une institution d'assurance unie à la corporation, comme sont unies aux corporations de la construction les institutions d'assurance qui assurent les travaux faits en régie ».

Voici l'économie du régime nouveau institué pour l'assurance des petits marins et pêcheurs :

Tout le chapitre IX de la loi traite de l'assurance des petites entreprises de navigation maritime et de pêche maritime ou côtière.

Art. 152-164.

« L'assurance, dit l'exposé des motifs de l'art. 152, est tout d'abord étendue à tous les navires maritimes jusque-là exclus, puis aux bateaux jusque-là exclus, qui servent à la pêche en haute mer, ainsi que dans les golfes, baies et anses de la mer, enfin, sous certaines conditions, aux bateaux servant à la pêche dans des eaux reliées à la mer et parcourues par des navires maritimes (ce qui vise surtout les embouchures des grands fleuves). Cette dernière extension est réalisée parce que très souvent la pêche dans ces estuaires est entreprise, non pas d'après les procédés de la pêche dans les eaux intérieures, mais bien avec les procédés habituels de la pêche maritime et par des hommes qui sans cette extension restaient soustraits aux avantages de la législation d'assurance. La fixation de la limite topographique en deçà de laquelle la pêche dans les différents fleuves est considérée comme pêche maritime est une question d'espèce qui sera tranchée dans chaque cas. Il est bon de confier cette délimitation au Conseil fédéral, où les différents États intéressés s'entendront sur les principes à adopter ».

Mais « ces entreprises seront soumises à un régime spécial, tant dans l'intérêt de la corporation maritime (à laquelle on ne pouvait imposer l'adhésion d'un si grand nombre de petites exploitations) que dans celui des entrepreneurs eux-mêmes qui ne peuvent, ni financièrement, ni administrativement, satisfaire à de trop grandes exigences ».

Les grandes entreprises déjà assujetties par les décisions du Conseil fédéral de 1893 (A. N., p. 207) et 1896 (A. N., p. 216), (*navires à vapeur servant à la pêche en haute mer et à la grande pêche du hareng*), se trouvent du reste dans une situation assez satisfaisante pour pouvoir rester affiliées à la corporation.

Dans un mémoire annexé au projet de loi le Gouvernement a évalué à 10.717 le nombre des marins-pêcheurs tombant sous l'application des art. 152 et suivants.

L'art. 153 organise l'assurance obligatoire des entrepreneurs eux-mêmes de ces pêcheries et autres entreprises, s'ils font partie de l'équipage et n'emploient, d'ordinaire, pas plus de deux travailleurs salariés. Ainsi donc, ce n'est plus, comme dans les autres lois allemandes sur les accidents, la corporation qui se voit accorder le droit d'imposer par ses statuts l'assurance aux patrons : c'est la loi qui proclame cette obligation, en tenant compte des circonstances,

c'est-à-dire du fait que ces patrons font d'habitude avec un seul mousse le service de leur bateau de pêche, et qu'ils ont aussi peu de ressources qu'un travailleur salarié ordinaire.

A la différence, d'ailleurs, des grands patrons auxquels l'art. 5 de la même loi permet de s'assurer volontairement, c'est l'établissement annexe d'assurance et non la corporation qui joue le rôle d'assureur des patrons.

Toujours pour tenir compte des faits réels, le législateur considère ici comme *rémunération annuelle du travail* une somme moyenne, à savoir le produit par 300 du salaire quotidien usité dans la localité où est le siège de l'entreprise, pour les journaliers ordinaires. En effet, les bases admises, en ce qui concerne les autres catégories de personnes assurées, pour le calcul de l'indemnité, ont paru, en ce qui concerne ces catégories d'assurés nouveaux, trop compliquées ou absolument inapplicables. L'adoption d'un salaire de base *moyen* simplifiera notablement la gestion de l'assurance (art. 154).

L'art. 155 règle les conditions du *secours pendant les treize semaines* consécutives de l'accident. Ainsi que cela se passe dans l'assurance agricole (art. 27) et l'assurance des ouvriers du bâtiment (art. 10), c'est à la *commune* dans laquelle se trouve le siège de l'exploitation qu'incombe le soin d'accorder les secours nécessaires, à savoir le traitement médical gratuit, les médicaments, ainsi que les lunettes, bandages et autres appareils nécessaires. Les pêcheurs et les petits marins ont trop peu de ressources, en effet, pour qu'il fût possible d'imposer une charge si lourde à l'entrepreneur. Du reste, l'intervention de la commune n'est prévue elle-même qu'à titre subsidiaire, pour le cas où le blessé n'a pas droit, en vertu de la loi sur l'assurance-maladie ou de dispositions ou contrats analogues, à des secours au moins égaux.

Si le blessé se trouve *à l'étranger* (cas assez fréquent à la suite d'accidents survenus en mer), il est difficile de faire supporter à la commune la charge des premiers secours. Mais s'il s'agit de personnes habitant, en Allemagne, en dehors des limites de la commune du siège de l'exploitation, la commune du domicile doit se charger, sur la demande et aux frais de la première, des secours au blessé. Le remboursement est effectué, conformément à ce qui se passe dans l'assurance de l'industrie (art. 25), c'est-à-dire qu'il s'opère d'après un tarif général, à moins que la preuve ne soit faite de dépenses plus élevées.

Les corporations ont, en général, le droit de prendre à leur charge ces premiers secours, afin d'assurer un traitement plus rationnel et intensif; elles ont aussi le droit, à l'expiration des treize semaines, de confier le blessé, jusqu'à la fin du traitement nécessaire, à la commune qui a fourni les premiers secours, sauf à rembourser à ladite commune ses frais supplémentaires. Or, l'art. 155 donne les mêmes droits à l'établissement annexe d'assurance.

L'art. 156 qui règle la *procédure à suivre en cas de contestations* au sujet des droits à indemnité ou à remboursement résultant de l'obligation de secours imposée aux communes, ne fait que reproduire les dispositions contenues dans les art. 31 de la loi sur les accidents agricoles et 11 de la loi sur les accidents des entreprises de construction.

En cas de mort, dit l'art. 157, il est accordé un secours funéraire égal à vingt fois le salaire local moyen visé à l'art. 154 et à 50 marcs au moins, mais cela seulement si l'enterrement a lieu à terre. C'est en somme la reproduction de la disposition correspondante des autres lois sur les accidents, avec le correctif que rend nécessaire l'usage de l'immersion des marins morts en mer des suites d'un accident. Il en est de même, du reste, des autres marins visés par le reste de la loi (art. 21).

Les art. 158-160 parlent de l'assureur, c'est-à-dire de l'*établissement d'assurance* annexé à la corporation. Cet établissement a été constitué comme le sont les établissements annexés aux corporations de la construction, pour les travaux faits en régie (art. 18 et 71 de la loi sur l'assurance des travaux de construction). Les seules différences sont celles-ci : l'art. 160 simplifie l'application de la loi, en laissant de côté certaines obligations prévues par le reste de la loi (obligation d'avoir un fondé de pouvoirs pour chaque navire, art. 33; obligation d'évaluer pour chaque navire le nombre moyen des marins composant l'équipage, art. 49; obligation de tenir un cadastre, art. 59; obligation de tenir des listes spéciales de tous les accidents survenus à bord, art. 65); d'autre part, l'art. 159, § 5 met les *frais d'administration de l'établissement à la charge de la corporation*. Cette dernière disposition est justifiée par le fait que, d'après l'art. 162, § 2, il ne peut se produire de ces non-paiements de contributions (inévitables dans tout autre groupement de petits entrepreneurs). et par cet autre fait que les frais d'administration sont infimes, la gestion étant fort simple et se trouvant surtout assurée dans la plupart des cas par les auto-

rités. La corporation n'a pas les ennuis et les frais qui résulteraient pour elle de l'affiliation de nombreux petits entrepreneurs, ennuis et frais que supportent toutes les autres corporations placées dans une situation analogue : il a donc paru équitable de simplifier la comptabilité en faisant une masse des frais d'administration occasionnés par les deux organes de l'assurance des gens de mer.

En somme, la corporation reste bien l'assureur; son comité directeur et l'assemblée de ses membres sont les administrateurs de l'établissement (sauf dispositions contraires des statuts); les rentes et dépenses de l'établissement sont calculées à part et les fonds disponibles conservés à part; l'actif destiné à couvrir les frais de l'assurance organisée par les art. 152-164 ne peut être affecté aux autres dépenses de la corporation; la corporation doit avancer sur son fonds de réserve, s'il y a lieu, les fonds nécessaires à l'établissement; l'établissement ne peut accepter d'assurances autres que celles prévues aux art. 152 et 153; les frais d'administration de l'établissement sont supportés par la corporation; diverses obligations imposées aux patrons par le reste de la loi sur l'assurance des gens de mer sont abandonnées en ce qui concerne les petits patrons visés ici; des statuts annexes, spéciaux à l'établissement, doivent être élaborés par l'assemblée de la corporation.

L'art. 162 est particulièrement intéressant. Il règle le *régime financier, la constitution des ressources* de cette assurance spéciale. En voici le texte :

« Les ressources nécessaires pour payer les indemnités sont constituées au moyen de contributions, fixées à l'avance au moins tous les cinq ans par l'Office impérial, et calculées de telle sorte qu'elles couvrent, outre les autres prestations à fournir par l'établissement, la valeur en capital des rentes qui sont accordées par l'établissement.

« Les contributions sont, conformément à des règlements de détail émanant de l'autorité centrale de l'Etat intéressé, payées par les associations communales qui comprennent des circonscriptions maritimes; elles sont réparties entre elles d'après le nombre des personnes occupées, dans leurs circonscriptions, par des entreprises visées à l'art. 52. Le Conseil fédéral a la faculté d'ordonner que la répartition sera effectuée en tenant compte de la durée de l'occupation et de la différence des salaires quotidiens moyens de la localité. »

L'introduction et l'application, par cet article, du système de la constitution du capital représentatif des rentes, rappelle les procédés en usage dans l'assurance des travaux de construction. Des contributions constamment croissantes (conséquence inévitable du système de la répartition) peuvent d'autant moins être imposées aux petites entreprises visées ici que la facilité avec laquelle l'entreprise peut être créée puis abandonnée rend vraisemblables de très fréquentes variations du personnel des patrons.

Le § 2 de cet article, complété par l'art. 163, consacre une très importante innovation. Il s'agit du *recouvrement des contributions*. La petite navigation et les petites pêcheries maritimes sont, la plupart du temps, entreprises par des patrons si misérables, et elles leur procurent des gains si infimes, qu'il serait très nuisible de leur imposer entièrement la charge des contributions, — surtout si l'on considère que, le risque étant très élevé, les contributions payables par entreprise seraient considérables. C'est pourquoi le législateur a mis le paiement des contributions à la charge des associations communales, c'est-à-dire des groupements administratifs (cantons, arrondissements, etc...), dans la circonscription desquelles ces petites entreprises ont leur siège. Ces groupements ont un puissant intérêt à l'organisation de l'assurance contre les accidents pour tous les petits marins et pêcheurs qui constituent une partie importante et généralement nécessaire de leur population; ces marins et pêcheurs, s'il n'existe pas d'assurance, tombent, en cas d'accident du travail, presque entièrement à la charge de l'assistance publique, pour laquelle ils constituent une très lourde charge; ils viennent donc compromettre encore davantage le budget des communes, déjà si chargées et si pauvres, des régions maritimes. Il était donc tout indiqué de faire collaborer, pour une part importante, ces groupements de communes aux charges de l'assurance contre les accidents. Cette intervention obligatoire des associations communales n'est pas sans précédent, même dans l'assurance contre les accidents : en effet, d'après les art. 23-b et 32 de la loi sur l'assurance des travaux de construction lorsqu'il s'agit de petits travaux effectués en régie, les contributions sont payées par les communes au prorata de leur population.

La répartition des charges s'effectuera au prorata du nombre des personnes exerçant des travaux prévus à l'art. 152. Cette base de répartition est inexacte en ce sens que, parmi ces personnes

il s'en trouve qui sont marins ou pêcheurs pendant toute ou presque toute l'année, tandis que d'autres le sont seulement pendant quelque temps. De plus différentes catégories (et surtout les pêcheurs) se répartissent inégalement entre les diverses circonscriptions côtières : sur les côtes de la mer du Nord, l'occupation constante est la règle; sur les côtes de la Baltique, c'est au contraire l'occupation temporaire. Il pourrait en résulter, si l'on répartissait les charges uniquement d'après le nombre des personnes employées, une charge excessive pour les associations communales de la Baltique, puisque celles-ci comptent un nombre relativement considérable de pêcheurs, avec une durée totale de l'emploi assuré relativement peu importante, tandis que, pour les pêcheurs de la mer du Nord, la longue durée du risque est la règle pour chacun des assurés. Autre cause d'inégalité : le montant des salaires locaux moyens pris pour base des indemnités, et cela de nouveau au détriment de la Baltique. Dans cette région, on n'aurait à payer que des indemnités relativement faibles, tandis que les associations communales devraient, à cause du nombre considérable des pêcheurs, contribuer au paiement des indemnités, relativement élevées, payables dans la région de la mer du Nord. Dans ces conditions, il convient, sinon de régler dès le début, des barèmes dégressifs de contributions, du moins de rendre possible l'établissement de l'équilibre. La loi laisse donc au Conseil fédéral le droit de régler autrement le mode de répartition des charges. Quant aux détails de la procédure de recouvrement, ils seront fixés par voie de règlements, émanant de chacun des États intéressés.

Nous pouvons mentionner encore le fait que d'après le mémoire mathématique annexé au projet de loi, la contribution moyenne par assuré doit être de *dix marcs* environ.

L'article précédent traitait de la répartition des charges entre les associations communales. L'art. 163 s'occupe de la *répartition des contributions au sein de chacune de ces associations*. La règle est que la moitié en doit rester définitivement à la charge de ladite association, mais que l'autre moitié doit être fournie par les patrons visés à l'art. 152, par l'intermédiaire des associations communales d'ordre inférieur ou enfin des communes; en sorte que les associations ou communes ont la responsabilité du recouvrement de cette portion des contributions, et en transmettent le produit à l'association communale d'ordre supérieur. Toutefois, il peut être admis que les cercles ou communes prennent eux-mêmes

à leur charge cette part des contributions, au lieu et place des patrons. En tout cas c'est aux cercles et communes qu'incombe le paiement des contributions irrécouvrables. La commune garde donc la faculté de n'astreindre que les patrons relativement aisés au paiement d'une contribution et de libérer de cette charge les petits patrons nécessiteux, afin de s'épargner des retards et ennuis et des frais de recouvrement et des poursuites peut-être sans résultat. Dans les communes où la majorité des habitants vivent, dans des conditions de vie à peu près uniformes, de la pêche (villages de pêcheurs), on préférera souvent, pour simplifier, payer sur les fonds de la commune, constitués eux-mêmes par les mêmes petits patrons, les portions de contributions qui incombent aux patrons de l'art. 152.

Si la commune décide de payer elle-même les contributions, la délibération prise doit indiquer le mode de répartition entre les habitants, à moins qu'on ne préfère s'en tenir au procédé des centimes additionnels. Les autorités de surveillance doivent être appelées à approuver cette délibération afin que tous les intérêts en présence soient bien sauvegardés.

Si les patrons sont appelés à payer les contributions, ils sont tenus de déclarer tous changements dans la personne du patron. Les contestations peuvent en général être réglées par l'autorité de surveillance. Il n'est bon de faire intervenir l'Office impérial que lorsqu'on conteste l'obligation elle-même de fournir des contributions en vue de l'assurance. En effet, il ne s'agit d'ordinaire que de la question suivante : le plaignant fait-il ou non partie des patrons visés à l'art. 152?

Le dernier article (164) contient des dispositions relatives aux *déclarations d'accidents et aux enquêtes*; ces dispositions diffèrent naturellement quelque peu de celles contenues dans la partie principale de la loi. Ici « la déclaration d'accident, prévue par l'art. 66, doit être effectuée par écrit ou verbalement à l'autorité locale de police dans la circonscription de laquelle l'accident est survenu ou dans laquelle s'effectue le premier séjour après l'accident. L'enquête (art. 68) est faite par l'autorité de police à laquelle est faite la déclaration. Sur la demande des intéressés l'autorité administrative supérieure peut confier l'enquête à une autre autorité de police ».

STATISTIQUE

ALLEMAGNE

RÉSULTATS SOMMAIRES

DE

L'ASSURANCE - ACCIDENTS

En 1902.

Analyse par E. FUSTER.

Nous avons l'an dernier (*Bulletin* 1903, p. 118 et s.) reproduit, d'après les *Amtliche Nachrichten* allemandes, une série de tableaux, relatifs surtout aux corporations industrielles et indiquant :

1^{er} tableau : le nombre (chiffres absolus et proportion par 1000 assurés) des accidents indemnisés, morts, incapacités permanentes totales, incapacités permanentes partielles, incapacités temporaires (de plus de 13 semaines) : de 1886 à 1901.

2^e tableau : la proportion du nombre de ces accidents indemnisés par rapport au nombre d'ouvriers-types (unités représentant 300 journées de travail effectif) : de 1897 à 1901.

3^e tableau : les dépenses totales, par assuré, par 1000 marcs de salaires, par exploitation, par accident déclaré; les indemnités payées pendant l'année, au total et par accident indemnisé, les frais courants d'administration, au total et par assuré, par 1000 marcs de salaires, par exploitation, par accident déclaré : de 1886 à 1901.

Nous mettons ces tableaux à jour, en indiquant seulement les chiffres de 1901 et de 1902 pour le 1^{er} et le 3^e tableau, et en reproduisant le 2^e qui présente plus d'intérêt pour les nations autres que l'Allemagne.

1^{er} tableau.

	TOUTES LES CORPORATIONS (etc.).		CORPORATIONS INDUSTRIELLES SEULES (etc.).	
	1901	1902	1901	1902
Accidents indemnisés, etc.	116.039	119.901	55.525	57.244
Dont : morts	8.359	7.842	4.979	4.573
— incapacité permanente totale	1.416	1.396	595	605
— — — partielle	54.310	55.264	26.158	26.080
— — — passagère	51.974	55.399	23.783	25.387
Soit par 1.000 assurés : total	6,15	6,28	8,07	8,00
— morts	0,44	0,41	0,72	0,64
— incapacité permanente totale	0,08	0,07	0,09	0,09
— — — partielle	2,88	2,90	3,80	3,76
— — — passagère	2,75	2,90	3,46	3,58

2^e Fréquence des accidents (indemnisés pour la 1^{re} fois) proportionnellement au nombre des ouvriers-types (300 jours de travail effectif) de l'industrie.

	NOMBRE D'ACCIDENTS PAR 1.000 OUVRIERS-TYPES.						1902	
	1897	1898	1899	1900	1901	1902	NOMBRE d'ouvriers- types.	NOMBRE d'accid. considérés
a) Chiffres généraux.								
1. Assurance industrielle dans son ensemble	8 08	8 18	8 47	8 54	9 16	9 13	6.823.203	62.321
2. Corporations	8 07	8 22	8 51	8 58	9 25	9 14	6.226.584	57.244
3. Établissements d'assurance annexes	17 89	13 82	14 14	14 61	15 31	15 50	80.373	1.253
4. Autorités exécutives	6 79	6 82	7 13	7 11	7 24	7 41	516.245	3.824
b) Groupes de corporations.								
I. Mines	12 09	12 77	12 10	12 19	13 06	13 53	601.132	8.132
II. Carrieres	11 94	11 38	12 40	12 44	14 78	15 33	149.274	2.289
III. Verrerie, poterie, briquetterie	5 12	5 13	5 68	6 40	6 28	6 42	318.023	2.042
IV. Fer et acier	8 92	9 76	10 05	10 07	11 39	10 47	1.026.615	10.744
V. Métaux, mécanique fine, instruments de musique	4 67	4 85	4 79	5 »	5 86	5 75	313.812	1.804
VI. Chimie	7 76	7 09	7 79	8 39	9 04	7 85	160.841	1.262
VII. Eau et gaz	5 14	5 39	5 20	5 42	6 10	5 94	52.020	309
VIII. Industrie textile	3 25	3 13	3 34	3 45	3 21	3 01	791.096	2.382
IX. Papier, imprimerie	4 68	4 30	4 36	4 61	4 91	4 69	287.812	1.351
X. Cuir, vêtement	3 07	3 57	3 36	3 02	4 14	3 60	245.898	845
XI. Bois	11 77	12 07	13 »	12 93	13 35	12 35	310.460	3.834
XII. Alimentation, boucherie, tabac	3 12	2 84	3 23	3 40	4 08	4 66	320.553	1.493
XIII. Meunerie, sucrerie, distillation, brasserie et malterie	10 51	10 26	11 12	10 97	11 »	11 56	285.609	3.302
XIV. Bâtiment : y compris les établissements d'assurance annexes	11 59	11 17	11 39	11 22	11 98	12 91	1.016.048	13.114
— Bâtiment : sans ces établissements	11 10	10 93	11 16	10 95	11 71	12 68	935.675	11.861
XV. Chemins de fer privés	5 42	5 23	6 56	5 83	7 07	7 59	78.631	597
XVI. Expéditions et entrepôts, charrois	14 15	14 48	4 97	14 54	16 60	15 97	243.245	3.885
XVII. Navigation intérieure	11 35	10 70	11 73	11 74	13 84	12 97	48.558	630
XVIII. Navigation maritime	8 95	8 01	9 02	8 »	7 30	7 67	57.330	440
c) Groupes d'autorités exécutives.								
I. Marine et armée	5 85	6 18	6 62	6 63	6 04	7 14	53.248	380
II. Travaux publics	6 23	6 35	6 55	6 35	6 91	6 62	82.287	545
III. Chemins de fer d'État, postes et télégraphes	6 99	6 99	7 26	7 29	7 39	7 52	375.055	2.826

3^e tableau.

	TOUTES LES CORPORATIONS		CORPORATIONS INDUSTRIELLES SEULES	
	1901 Marcs.	1902 Marcs.	1901 Marcs.	1902 Marcs.
Dépenses totales.....	123.278.560 68	136.918.088 43	68.736.669 01	98.539.505 52
— par assuré.....	6 53	7 17	12 89	13 88
— par 1.000 marcs de salaires.....	» »	» »	16 03	17 55
— par exploitation.....	» »	» »	83 48	170 22
— par accident déclaré..	960 38	931 93	277 64	301 71
Indemnités payées dans l'année.	97.144.889 51	105.927.370 55	67.318.568 90	73.094.912 77
— par accident indem- nisé.....	150 47	150 81	201 39	202 45
Frais courants d'administration.	9.335.133 77	10.293.136 40	6.832.152 00	7.442.866 72
— par assuré.....	0 49	0 54	0 99	1 05
— par 1.000 marcs de sa- laire.....	» »	» »	1 23	1 30
— par exploitation.....	» »	» »	14 13	12 86
— par accident déclaré.....	19 72	21 19	21 38	22 79

Observations relatives au nombre des accidents. — On sera frappé du fait que la statistique des accidents par 1.000 ouvriers-types de l'industrie (*tableau 2*) accuse enfin une légère baisse. Dans les mines, les carrières, la verrerie-poterie, le bâtiment, les chemins de fer d'État et les postes et télégraphes, l'alimentation et les industries annexes de l'agriculture, la proportion a continué à augmenter, mais tout l'industrie métallurgique, les industries chimiques et textiles, l'eau et le gaz, le vêtement, le bois, la navigation intérieure, les travaux publics ont réduit leur risque.

Si l'on considère non plus les ouvriers-types, mais les assurés réels (*tableau 1*) on constate aussi un arrêt dans la marche ascendante du nombre d'accidents survenus par 1.000 assurés industriels.

Mais il n'en est pas de même en ce qui concerne l'agriculture. Tandis qu'en 1895, par exemple, la statistique accusait 3,04 accidents indemnisés pour 1.000 assurés agricoles (contre plus du double, 6,24 dans l'industrie), la proportion en 1902 a été de 5,18 pour l'agriculture et 8,08 pour l'industrie. Les accidents agricoles tendent donc à charger de plus en plus la statistique générale, et cela explique que, malgré le léger recul du nombre des accidents de l'industrie, le tableau général marque une nouvelle hausse de 1901 à 1902 : de 6,15 à 6,28 pour 1.000 assurés.

Cet accroissement plus que proportionnel des accidents agricoles inspire de vives préoccupations; le Reichstag s'en est entre-

tenu; on se plaint de l'absence ou de l'insuffisance d'ordonnances sur la prévention des accidents.

La même statistique générale nous révèle que de moins en moins volontiers les corporations — ce qui se comprend — mais aussi les tribunaux arbitraux, même sous leur nouveau régime, attribuent un caractère à la fois permanent *et total* aux incapacités. Le nombre des morts, après avoir subi une hausse pendant les années de grande prospérité industrielle où l'on embauchait des ouvriers nouveaux et inexpérimentés, est de nouveau en baisse; on peut dire, d'une manière générale, qu'il oscille autour de 0,40 par 1.000 assurés. Au contraire, le nombre des diverses formes d'incapacités oscille, car il ne s'agit plus là d'un fait patent, mais bien d'un état soumis à l'appréciation de juges; le nombre des incapacités indemnisées augmente, certes, mais, à part un très petit nombre d'infirmités totales évidentes et irréductibles, on admet de plus en plus que les incapacités à indemniser ne sont que partielles si elles sont permanentes, ou bien même qu'elles ne sont que passagères. La courbe des incapacités passagères (de plus de 13 semaines, bien entendu), monte, en effet, bien plus rapidement que celle des incapacités permanentes partielles.

En un mot, le nombre des accidents très graves n'augmente pas : ce qui augmente, c'est le nombre des lésions relativement légères, qui, soit ne se produisaient pas autrefois, soit n'étaient pas retenues par les corporations et tribunaux.

Mais ces observations s'appliquent plus particulièrement à l'agriculture. Tandis que la proportion des incapacités permanentes partielles reste à peu près stationnaire dans l'industrie, elle augmente considérablement dans l'agriculture, et le nombre des passagères de plus de 13 semaines s'accroît plus rapidement dans l'agriculture que dans l'industrie. La proportion des accidents mortels et très graves reste faible : ces accidents agricoles dont le Parlement déplore l'incessant accroissement sont donc des accidents relativement peu graves : les ouvriers sont-ils donc moins prudents ou s'empressent-ils davantage de faire valoir leurs droits, ou les corporations et tribunaux se montrent-ils plus indulgents? Les éléments d'appréciation nous manquent actuellement. Il est probable que ces trois causes concourent au résultat.

AUTRICHE
~~~~~**ASSURANCE CONTRE LES ACCIDENTS**  
—————**NOUVEAU TARIF DE PRIMES**

ET

**CHARGES EFFECTIVES DES DIVERSES INDUSTRIES**Analyse par E. FUSTER.  
—————

Aux termes de l'art. 14 de la loi sur les accidents du travail, la répartition des industries entre les classes de risques doit être révisée tous les cinq ans. La prochaine révision, dont l'entrée en vigueur est fixée au 1<sup>er</sup> janvier 1905, est en préparation. A cet effet, le ministère a élaboré et publié une statistique détaillée des accidents survenus pendant les années 1897 à 1901.

A l'aide des données de cette statistique, il a établi une liste des *charges effectives*, rapportées au salaire, que les principales industries ont subies pendant ces cinq dernières années (valeur en capital des pensions liquidées à la suite d'un accident, y compris les indemnités une fois payées, — telles que les secours funéraires —, et les rentes temporaires). Le tableau ci-après indique ainsi la prime nette ou *e*, exigible de l'industriel. Mais, en outre, il est tenu compte du supplément de sécurité (13 0/0 de la prime nette) jugé nécessaire par le Comité consultatif des assurances et d'un supplément pour frais de gestion (0,07 0/0 du salaire); on obtient ainsi la prime brute indiquée dans la colonne suivante.

D'autre part, le ministère a publié — et nous reproduisons ici — un nouveau *tarif-type* ou *tarif normal des primes*.

Ces documents étaient accompagnés de commentaires sur lesquels nous aurons sans doute l'occasion de revenir.

Tableau I

## Tarif normal de primes

Établi sur la base d'une prime maximum de 7 k. 10 par 100 k. (couronnes).

| CLASSE<br>de<br>risques. | COEFFICIENT<br>de<br>risques. | PRIME<br>payable<br>par 100 k.<br>de salaires<br>entrant<br>en compte. | CLASSE<br>de<br>risques. | COEFFICIENT<br>de<br>risques. | PRIME<br>payable<br>par 100 k.<br>de salaires<br>entrant<br>en compte. | CLASSE<br>de<br>risques. | COEFFICIENT<br>de<br>risques. | PRIME<br>payable<br>par 100 k.<br>de salaires<br>entrant<br>en compte. |
|--------------------------|-------------------------------|------------------------------------------------------------------------|--------------------------|-------------------------------|------------------------------------------------------------------------|--------------------------|-------------------------------|------------------------------------------------------------------------|
| A                        | 1                             | 0k07                                                                   | VII                      | 35                            | 2k49                                                                   | XI                       | 59                            | 4k19                                                                   |
|                          | 2                             | 0 14                                                                   |                          | 36                            | 2 50                                                                   |                          | 60                            | 4 26                                                                   |
|                          | 3                             | 0 21                                                                   |                          | 37                            | 2 63                                                                   |                          | 61                            | 4 33                                                                   |
| B                        | 3                             | 0 21                                                                   | VIII                     | 31                            | 2 20                                                                   |                          | 62                            | 4 40                                                                   |
|                          | 4                             | 0 28                                                                   |                          | 32                            | 2 27                                                                   |                          | 63                            | 4 47                                                                   |
|                          | 5                             | 0 36                                                                   |                          | 33                            | 2 34                                                                   |                          | 64                            | 4 54                                                                   |
| I                        | 4                             | 0 28                                                                   |                          | 34                            | 2 41                                                                   |                          | 65                            | 4 62                                                                   |
|                          | 5                             | 0 36                                                                   |                          | 35                            | 2 49                                                                   |                          | 66                            | 4 69                                                                   |
|                          | 6                             | 0 43                                                                   |                          | 36                            | 2 56                                                                   |                          | 67                            | 4 76                                                                   |
|                          | 7                             | 0 50                                                                   |                          | 37                            | 2 63                                                                   |                          | 68                            | 4 83                                                                   |
| II                       | 8                             | 0 57                                                                   |                          | 38                            | 2 70                                                                   |                          | 69                            | 4 90                                                                   |
|                          | 9                             | 0 64                                                                   |                          | 39                            | 2 77                                                                   |                          | 70                            | 4 97                                                                   |
|                          | 10                            | 0 71                                                                   |                          | 40                            | 2 84                                                                   |                          | 71                            | 5 04                                                                   |
|                          | 11                            | 0 78                                                                   |                          | 41                            | 2 91                                                                   |                          | 72                            | 5 11                                                                   |
| III                      | 10                            | 0 71                                                                   |                          | 42                            | 2 98                                                                   |                          | 73                            | 5 18                                                                   |
|                          | 11                            | 0 78                                                                   |                          | 43                            | 3 05                                                                   |                          | 74                            | 5 25                                                                   |
|                          | 12                            | 0 85                                                                   |                          | 44                            | 3 12                                                                   |                          | 75                            | 5 33                                                                   |
| IV                       | 13                            | 0 92                                                                   |                          | 45                            | 3 20                                                                   |                          | 76                            | 5 40                                                                   |
|                          | 14                            | 1 00                                                                   |                          | 46                            | 3 27                                                                   |                          | 77                            | 5 47                                                                   |
|                          | 15                            | 1 07                                                                   |                          | 47                            | 3 34                                                                   |                          | 78                            | 5 54                                                                   |
|                          | 16                            | 1 14                                                                   | IX                       | 39                            | 2 77                                                                   |                          | 79                            | 5 61                                                                   |
|                          | 17                            | 1 21                                                                   |                          | 40                            | 2 84                                                                   |                          | 80                            | 5 68                                                                   |
|                          | 18                            | 1 28                                                                   |                          | 41                            | 2 91                                                                   |                          | 81                            | 5 75                                                                   |
|                          | 19                            | 1 35                                                                   |                          | 42                            | 2 98                                                                   |                          | 82                            | 5 82                                                                   |
| V                        | 20                            | 1 42                                                                   |                          | 43                            | 3 05                                                                   |                          | 83                            | 5 89                                                                   |
|                          | 21                            | 1 49                                                                   |                          | 44                            | 3 12                                                                   |                          | 84                            | 5 96                                                                   |
|                          | 22                            | 1 56                                                                   |                          | 45                            | 3 20                                                                   |                          | 85                            | 6 04                                                                   |
|                          | 23                            | 1 63                                                                   |                          | 46                            | 3 27                                                                   |                          | 86                            | 6 11                                                                   |
|                          | 24                            | 1 70                                                                   |                          | 47                            | 3 34                                                                   |                          | 87                            | 6 18                                                                   |
|                          | 25                            | 1 78                                                                   |                          | 48                            | 3 41                                                                   | XII                      | 74                            | 5 18                                                                   |
|                          | 26                            | 1 85                                                                   |                          | 49                            | 3 48                                                                   |                          | 75                            | 5 25                                                                   |
| VI                       | 27                            | 1 92                                                                   |                          | 50                            | 3 55                                                                   |                          | 76                            | 5 33                                                                   |
|                          | 28                            | 1 99                                                                   |                          | 51                            | 3 62                                                                   |                          | 77                            | 5 40                                                                   |
|                          | 29                            | 2 06                                                                   |                          | 52                            | 3 69                                                                   |                          | 78                            | 5 47                                                                   |
|                          | 30                            | 2 13                                                                   |                          | 53                            | 3 76                                                                   |                          | 79                            | 5 54                                                                   |
|                          | 31                            | 2 20                                                                   |                          | 54                            | 3 83                                                                   |                          | 80                            | 5 61                                                                   |
|                          | 32                            | 2 27                                                                   |                          | 55                            | 3 91                                                                   |                          | 81                            | 5 68                                                                   |
|                          | 33                            | 2 34                                                                   |                          | 56                            | 3 98                                                                   |                          | 82                            | 5 75                                                                   |
| VII                      | 34                            | 2 41                                                                   |                          | 57                            | 4 05                                                                   |                          | 83                            | 5 82                                                                   |
|                          | 35                            | 2 48                                                                   | X                        | 48                            | 3 41                                                                   |                          | 84                            | 5 89                                                                   |
|                          | 36                            | 2 56                                                                   |                          | 49                            | 3 48                                                                   |                          | 85                            | 5 96                                                                   |
|                          | 37                            | 2 63                                                                   |                          | 50                            | 3 55                                                                   |                          | 86                            | 6 04                                                                   |
|                          | 38                            | 2 70                                                                   |                          | 51                            | 3 62                                                                   |                          | 87                            | 6 11                                                                   |
|                          | 39                            | 2 77                                                                   |                          | 52                            | 3 69                                                                   |                          | 88                            | 6 18                                                                   |
|                          | 40                            | 2 84                                                                   |                          | 53                            | 3 76                                                                   |                          | 89                            | 6 25                                                                   |
|                          | 41                            | 2 91                                                                   |                          | 54                            | 3 83                                                                   |                          | 90                            | 6 32                                                                   |
|                          | 42                            | 2 98                                                                   |                          | 55                            | 3 91                                                                   |                          | 91                            | 6 39                                                                   |
|                          | 43                            | 3 05                                                                   |                          | 56                            | 3 98                                                                   |                          | 92                            | 6 46                                                                   |
|                          | 44                            | 3 12                                                                   |                          | 57                            | 4 05                                                                   |                          | 93                            | 6 53                                                                   |
|                          | 45                            | 3 20                                                                   |                          | 58                            | 4 12                                                                   |                          | 94                            | 6 60                                                                   |
|                          | 46                            | 3 27                                                                   |                          | 59                            | 4 19                                                                   |                          | 95                            | 6 67                                                                   |
|                          | 47                            | 3 34                                                                   |                          | 60                            | 4 26                                                                   |                          | 96                            | 6 75                                                                   |
|                          | 48                            | 3 41                                                                   |                          | 61                            | 4 33                                                                   |                          | 97                            | 6 82                                                                   |
|                          | 49                            | 3 48                                                                   |                          | 62                            | 4 40                                                                   |                          | 98                            | 6 89                                                                   |
|                          | 50                            | 3 55                                                                   |                          | 63                            | 4 47                                                                   |                          | 99                            | 6 96                                                                   |
|                          | 51                            | 3 62                                                                   |                          | 64                            | 4 54                                                                   |                          | 100                           | 7 03                                                                   |
|                          | 52                            | 3 69                                                                   |                          | 65                            | 4 62                                                                   |                          |                               | 7 10                                                                   |
|                          | 53                            | 3 76                                                                   |                          | 66                            | 4 69                                                                   |                          |                               |                                                                        |
|                          | 54                            | 3 83                                                                   |                          | 67                            | 4 76                                                                   |                          |                               |                                                                        |
|                          | 55                            | 3 91                                                                   |                          | 68                            | 4 83                                                                   |                          |                               |                                                                        |
|                          | 56                            | 3 98                                                                   |                          | 69                            | 4 90                                                                   |                          |                               |                                                                        |
|                          | 57                            | 4 05                                                                   |                          | 70                            | 4 97                                                                   |                          |                               |                                                                        |



Tableau II

## Charge subie par les principales industries 1897-1901.

| CATÉGORIES D'ENTREPRISES<br>classées d'après la nomenclature officielle | SALAIRE<br>en 1.000 K. | CHARGE RECTIFIÉE |                 |                                           |
|-------------------------------------------------------------------------|------------------------|------------------|-----------------|-------------------------------------------|
|                                                                         |                        | NETTE (e)        |                 | BRUTE                                     |
|                                                                         |                        | Total en<br>K.   | %<br>du salaire | $1,18 \times e + 0,07$<br>%<br>du salaire |
| 1. Charrues à vapeur . . . .                                            | 580,5                  | 68.946           | 11,88           | 13,49                                     |
| 2. Batteuses à vapeur . . . .                                           | 11.428,4               | 890.728          | 7,79            | 8,87                                      |
| 3. Autres batteuses . . . . .                                           | 25.309,3               | 693.381          | 2,74            | 3,17                                      |
| 3 bis. Batteuses à manège et<br>hacheuses à fourrages .                 | 1.769,7                | 125.982          | 7,12            | 8,12                                      |
| 5. Hacheuses à fourrages . .                                            | 9.431,2                | 1.298.895        | 13,77           | 15,63                                     |
| 7. Semeuses . . . . .                                                   | 879,1                  | 2.581            | 0,29            | 0,40                                      |
| 9. Moulins mécaniques . . .                                             | 41.382,0               | 1.027.662        | 2,48            | 2,87                                      |
| 10. Autres moulins. . . . .                                             | 14.249,5               | 421.262          | 2,96            | 3,41                                      |
| 14. Chemins de fer à vapeur.                                            | 3.529,3                | 140.037          | 3,97            | 4,56                                      |
| 16. Tramways électriques . .                                            | 9.878,7                | 127.942          | 1,30            | 1,54                                      |
| 17. Tamways à traction ani-<br>male . . . . .                           | 25.280,2               | 310.319          | 1,23            | 1,46                                      |
| 20. Entreprises de postes. . .                                          | 9.149,3                | 145.273          | 1,59            | 1,87                                      |
| 21. Entreprises de pompes fu-<br>nèbres . . . . .                       | 3.548,5                | 45.301           | 1,28            | 1,52                                      |
| 22. Entreprises de location de<br>voitures . . . . .                    | 24.949,6               | 424.327          | 1,70            | 1,99                                      |
| 23. Entreprises d'omnibus . .                                           | 8.061,4                | 179.221          | 2,22            | 2,58                                      |
| 24. Lourds charrois. . . . .                                            | 21.402,2               | 1.677.318        | 7,84            | 8,93                                      |
| 25. Légers charrois. . . . .                                            | 3.379,2                | 85.482           | 2,33            | 2,93                                      |
| 26. Transport de fardeaux sans<br>bêtes de trait. . . . .               | 4.425,0                | 42.629           | 0,96            | 1,16                                      |
| 27. Entreprises d'expédition .                                          | 15.356,7               | 553.681          | 3,61            | 4,15                                      |
| 28. Navigation à vapeur . . .                                           | 11.321,6               | 449.122          | 3,97            | 4,56                                      |
| 31. Flottage . . . . .                                                  | 2.981,6                | 84.051           | 2,82            | 3,26                                      |
| 35. Chargement et décharge-<br>ment de navires. . . .                   | 4.077,5                | 345.967          | 8,48            | 9,65                                      |
| 36. Entrepôt avec moteurs. .                                            | 4.550,7                | 75.128           | 1,65            | 1,93                                      |
| 37. Entrepôt sans moteurs. .                                            | 2.300,6                | 41.700           | 1,81            | 2,13                                      |
| 38. Dépôts de bois en gros. .                                           | 9.715,4                | 242.081          | 2,49            | 2,88                                      |
| 38 bis. Dépôts de bois et lourds<br>charrois . . . . .                  | 3.136,5                | 100.782          | 3,21            | 3,76                                      |
| 39. Dépôts de charbons en<br>gros. . . . .                              | 4.578,0                | 81.785           | 1,79            | 2,09                                      |

| CATÉGORIES D'ENTREPRISES<br>classées d'après la nomenclature officielle | SALAIRE<br>en 1.000 K. | CHARGE RECTIFIÉE |                 |                             |
|-------------------------------------------------------------------------|------------------------|------------------|-----------------|-----------------------------|
|                                                                         |                        | NETTE (c)        |                 | BRUTE                       |
|                                                                         |                        | Total en<br>K.   | %<br>du salaire | $1,13 \times c + 0,07$<br>% |
| 39 bis. Dépôts de charbons et<br>leurs charrois . . . . .               | 3.293,1                | 64.180           | 1,95            | 2,27                        |
| 40. Fours à coke. . . . .                                               | 2.655,7                | 48.957           | 1,84            | 2,15                        |
| 41. Usines de puddlage et d'affinage. . . . .                           | 9.385,2                | 223.169          | 2,38            | 2,76                        |
| 43. Aciéries Bessemer, Thomas-Martin . . . . .                          | 7.263,8                | 262.965          | 3,62            | 4,16                        |
| 43 bis. Aciéries avec marteaux-pilons et presses . . . .                | 7.916,4                | 316.218          | 3,99            | 4,58                        |
| 44. Exploitation d'huile minérale . . . . .                             | 13.946,6               | 287.877          | 2,06            | 2,40                        |
| 45. Exploitation d'ozokerite . . . . .                                  | 332,2                  | 19.357           | 5,81            | 6,64                        |
| 46. Marteaux-pilons et presses . . . . .                                | 2.988,4                | 41.940           | 1,40            | 1,65                        |
| 47. Hauts-fourneaux . . . . .                                           | 10.980,1               | 528.941          | 4,82            | 5,52                        |
| 48. Petits trains et tréfilerie . . . . .                               | 14.782,9               | 390.029          | 2,64            | 3,05                        |
| 49. Gros trains. . . . .                                                | 15.820,0               | 499.618          | 3,16            | 3,64                        |
| 50. Tôlerie fine. . . . .                                               | 10.156,9               | 122.881          | 1,21            | 1,44                        |
| 51. Grosse tôlerie. . . . .                                             | 8.577,0                | 237.110          | 2,76            | 3,19                        |
| 52. Cuivre et laiton. . . . .                                           | 6.356,4                | 165.770          | 2,62            | 3,03                        |
| 54. Carrières de marne à ciment . . . . .                               | 2.525,0                | 52.430           | 2,08            | 2,42                        |
| 55. Carrières de granite, de marbre et de grès. . . .                   | 26.149,4               | 1.017.354        | 3,89            | 4,47                        |
| 56. Carrières d'ardoises . . . . .                                      | 184,4                  | 28.099           | 15,24           | 17,29                       |
| 57. Carrières de pierres. . . . .                                       | 6.901,7                | 726.878          | 10,53           | 11,97                       |
| 58. Cassage de pierres à la machine. . . . .                            | 608,7                  | 30.340           | 4,98            | 5,70                        |
| 59. Cassage de pierres à la main. . . . .                               | 527,9                  | 33.740           | 6,39            | 7,29                        |
| 60. Autres carrières de pierres . . . . .                               | 28.038,9               | 2.091.551        | 7,46            | 8,50                        |
| 60 bis. Carrières de pierres à chaux, avec fours . . . .                | 3.176,7                | 94.785           | 2,98            | 3,44                        |
| 60 ter. Carrières de pierres à chaux, sans fours . . . .                | 4.483,5                | 189.283          | 4,22            | 4,84                        |
| 61. Abatage et travail de blocs . . . . .                               | 2.005,2                | 97.343           | 4,85            | 5,55                        |
| 62. Exploitations de sable, graviers et cailloux . . . .                | 3.836,3                | 300.364          | 7,83            | 8,92                        |
| 63. Autres exploitations . . . . .                                      | 3.808,3                | 158.043          | 4,15            | 4,76                        |

| CATÉGORIES D'ENTREPRISES<br>classées d'après la nomenclature officielle | SALAIRE<br>en 1.000 K. | CHARGE RECTIFIÉE |       |                                                 |
|-------------------------------------------------------------------------|------------------------|------------------|-------|-------------------------------------------------|
|                                                                         |                        | NETTE (e)        |       | BRUTE                                           |
|                                                                         |                        | Total en<br>K.   | %     | %                                               |
|                                                                         |                        |                  |       | $1,13 \times e + 0,07$<br>du salaire du salaire |
| 66. Fabr. du ciment . . . . .                                           | 12.063,7               | 196.157          | 1,63  | 1,91                                            |
| 67. Fabr. des objets en ciment                                          | 3.452,1                | 18.116           | 0,52  | 0,66                                            |
| 70. Fabr. des pierres tombales                                          | 3.823,4                | 45.619           | 1,19  | 1,41                                            |
| 72. Cuisson de la chaux avec<br>fours. . . . .                          | 2.221,1                | 52.262           | 2,35  | 2,73                                            |
| 73. Cuisson de la chaux avec<br>autres installations. . .               | 2.130,9                | 49.597           | 2,33  | 2,70                                            |
| 74. Fabr. de meules à moudre<br>et à aiguiser . . . . .                 | 966,1                  | 18.464           | 1,91  | 2,23                                            |
| 78. Taille des pierres . . . . .                                        | 10.228,9               | 229.327          | 2,24  | 2,60                                            |
| 80. Fabr. des objets en cha-<br>motte . . . . .                         | 5.743,8                | 50.891           | 0,89  | 1,08                                            |
| 86. Fabr. de la porcelaine . .                                          | 40.567,3               | 85.953           | 0,21  | 0,31                                            |
| 91. Fabr. des objets en argile,<br>mécanique. . . . .                   | 13.794,1               | 115.686          | 0,84  | 1,02                                            |
| 94. Briqueteries avec machines                                          | 43.065,1               | 1.065.102        | 2,47  | 2,86                                            |
| 95. Briqueteries sans machines                                          | 68.136,6               | 828.921          | 1,22  | 1,45                                            |
| 96. Fabr. du verre (à l'exclu-<br>sion du verre à vitres). .            | 48.932,4               | 370.699          | 0,76  | 0,93                                            |
| 96 bis. Fabr. des vitres . . . .                                        | 9.870,9                | 0.430            | 70,71 | 0,87                                            |
| 98. Fabr. et travail des perles,<br>etc. . . . .                        | 2.083,8                | 9.165            | 0,44  | 0,57                                            |
| 99. Taille du verre . . . . .                                           | 573,8                  | 11.875           | 2,07  | 2,41                                            |
| 100. Polissage du verre . . . .                                         | 9.450,0                | 34.619           | 0,37  | 0,49                                            |
| 101. Glaces et miroirs. . . . .                                         | 3.716,2                | 27.995           | 0,75  | 0,92                                            |
| 102. Verre à vitres. . . . .                                            | 11.847,0               | 198.350          | 1,67  | 1,96                                            |
| 105. Objets en argent, avec mo-<br>teurs. . . . .                       | 5.140,3                | 29.866           | 0,58  | 0,73                                            |
| 109. Toiles métalliques . . . .                                         | 3.994,6                | 73.229           | 1,83  | 2,14                                            |
| 110. Fils et câbles métalliques.                                        | 5.404,5                | 123.126          | 2,28  | 2,65                                            |
| 111. Clous d'épingles . . . . .                                         | 4.326,6                | 24.200           | 0,56  | 0,70                                            |
| 112. Tréfilerie . . . . .                                               | 6.043,2                | 94.357           | 1,56  | 1,83                                            |
| 113. Objets en tôle, avec mo-<br>teurs. . . . .                         | 6.527,6                | 108.530          | 1,66  | 1,95                                            |
| 115. Tournage du fer . . . . .                                          | 1.214,9                | 12.429           | 1,02  | 1,22                                            |
| 116. Objets coulés en fer et acier                                      | 31.439,1               | 654.566          | 2,08  | 2,42                                            |
| 118. Autres gros objets en fer<br>et acier. . . . .                     | 6.939,1                | 86.127           | 1,24  | 1,47                                            |

| CATÉGORIES D'ENTREPRISES<br>classées d'après la nomenclature officielle | SALAIRE<br>en 1.000 K. | CHARGE RECTIFIÉE |                 |                             |
|-------------------------------------------------------------------------|------------------------|------------------|-----------------|-----------------------------|
|                                                                         |                        | NETTE (e)        |                 | BRUTE                       |
|                                                                         |                        | Total en<br>K.   | %<br>du salaire | $1,13 \times e + 0,07$<br>% |
| 119. Menus objets en fer et<br>acier . . . . .                          | 3.792,8                | 48,563           | 1,28            | 1,52                        |
| 120. Polissage du fer et de<br>l'acier . . . . .                        | 936,7                  | 19.126           | 2,04            | 2,38                        |
| 121. Polissage avec pierres de<br>grande dimension . . . .              | 345,6                  | 23.055           | 7,25            | 8,26                        |
| 122. Ustensiles émaillés . . . .                                        | 22.807,2               | 256.321          | 1,12            | 1,33                        |
| 126. Taillanderie . . . . .                                             | 10.200,2               | 300.340          | 2,94            | 3,39                        |
| 127. Coffres-forts et meubles en<br>fer, avec moteurs . . . .           | 6.763,1                | 101.789          | 1,51            | 1,78                        |
| 129. Chaînes . . . . .                                                  | 1.633,0                | 18.921           | 1,16            | 1,38                        |
| 130. Coutellerie avec moteurs.                                          | 4.112,9                | 73.110           | 1,78            | 2,08                        |
| 133. Clouterie avec moteurs . .                                         | 1.720,6                | 13.888           | 0,81            | 0,98                        |
| 135. Serrurerie avec moteurs.                                           | 18.613,0               | 287.857          | 1,55            | 1,82                        |
| 135 bis. Serrurerie avec cons-<br>truction et montage . . .             | 2.119,9                | 77.559           | 3,66            | 4,21                        |
| 137. Vis et rivets . . . . .                                            | 12.028,7               | 125.304          | 1,04            | 1,25                        |
| 138. Faux . . . . .                                                     | 10.634,6               | 148.259          | 1,39            | 1,65                        |
| 143. Objets en bronze . . . . .                                         | 6.173,0                | 33.907           | 0,55            | 0,69                        |
| 144. Objets en alfenide . . . . .                                       | 1.681,7                | 15.934           | 0,95            | 1,14                        |
| 147. Travail du cuivre . . . . .                                        | 2.939,6                | 53.046           | 1,80            | 2,10                        |
| 148. Tôles métalliques . . . . .                                        | 4.713,8                | 24.123           | 1,41            | 1,66                        |
| 150. Tournage des métaux . . .                                          | 883,9                  | 9.291            | 1,05            | 1,26                        |
| 152. Frappe et compression,<br>avec moteur . . . . .                    | 5.633,7                | 114.182          | 2,03            | 2,36                        |
| 154. Fabr. des objets coulés en<br>métal avec moteur . . . .            | 5.076,9                | 106.415          | 2,10            | 2,44                        |
| 156. Boutons métalliques, avec<br>moteur . . . . .                      | 4.664,5                | 45.257           | 0,97            | 1,17                        |
| 158. Menus objets en métal . .                                          | 5.878,2                | 62.598           | 1,06            | 1,27                        |
| 161. Objets métalliques en gé-<br>néral . . . . .                       | 28.786,7               | 206.823          | 0,72            | 0,88                        |
| 162. Enveloppes de cartouches.                                          | 3.380,4                | 42.129           | 1,25            | 1,48                        |
| 162 bis. Enveloppes et fabr. des<br>pétards . . . . .                   | 2.222,9                | 34.991           | 1,57            | 1,84                        |
| 166. Armatures pour pompes, etc.                                        | 5.907,6                | 69.313           | 1,17            | 1,39                        |
| 168. Fabr. et pose de conduites<br>avec moteurs . . . . .               | 6.753,9                | 108.648          | 1,61            | 1,89                        |

| CATÉGORIES D'ENTREPRISES<br>classées d'après la nomenclature officielle                      | SALAIRE<br>en 1.000 K. | CHARGE RECTIFIÉE |                 |                                           |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|------------------|-----------------|-------------------------------------------|
|                                                                                              |                        | NETTE (e)        |                 | BRUTE                                     |
|                                                                                              |                        | Total en<br>K.   | %<br>du salaire | $1,18 \times e + 0,07$<br>%<br>du salaire |
| 169. Fabr. et pose de conduites,<br>sans moteurs. . . . .                                    | 1.723,8                | 13.509           | 0,78            | 0,95                                      |
| 170. Chaudronnerie . . . . .                                                                 | 5.776,5                | 285.278          | 4,94            | 5,65                                      |
| 173. Machines agricoles . . . . .                                                            | 30.369,6               | 628.051          | 2,07            | 2,41                                      |
| 174. Locomotives . . . . .                                                                   | 32.198,0               | 848.700          | 2,64            | 3,05                                      |
| 175. Machines en général . . . . .                                                           | 74.462,7               | 1.592.920        | 2,14            | 2,49                                      |
| 175 bis. Machines avec chaudron-<br>nerie. . . . .                                           | 50.774,0               | 1.299.075        | 2,56            | 2,96                                      |
| 175 ter. Machines avec chaudron-<br>nerie, fonderie, fabrique<br>d'armes à feu, etc. . . . . | 15.237,8               | 341.736          | 2,24            | 2,60                                      |
| 176. Grosse serrurerie, avec<br>moteurs . . . . .                                            | 21.756,3               | 512.960          | 2,36            | 2,74                                      |
| 178. Construction de moulins,<br>avec emploi de machines<br>à bois . . . . .                 | 4.465,2                | 154.209          | 3,45            | 3,97                                      |
| 180. Fabr. de machines à cou-<br>dre . . . . .                                               | 4.797,8                | 36.917           | 0,77            | 0,94                                      |
| 182. Fabr. des pompes et appa-<br>reils à incendie. . . . .                                  | 2.640,8                | 27.859           | 1,05            | 1,26                                      |
| 183. Fabr. des métiers à tisser,<br>et accessoires . . . . .                                 | 2.512,2                | 31.860           | 1,27            | 1,51                                      |
| 184. Fabr. des outils. . . . .                                                               | 7.149,7                | 97.131           | 1,36            | 1,61                                      |
| 185. Fabr. de bicyclettes . . . . .                                                          | 9.550,3                | 63.415           | 0,66            | 0,82                                      |
| 186. Chantiers de constructions<br>navales . . . . .                                         | 40.499,5               | 1.140.786        | 2,82            | 3,26                                      |
| 188. Fabr. des voitures, avec<br>moteurs . . . . .                                           | 9.283,6                | 157.580          | 1,70            | 1,99                                      |
| 190. Fabr. des wagons. . . . .                                                               | 24.268,6               | 550.171          | 2,27            | 2,64                                      |
| 191. Fabr. des carabines et fu-<br>sils, avec moteurs . . . . .                              | 773,7                  | 11.150           | 1,44            | 1,70                                      |
| 191 bis. Fabr. d'armes à feu<br>avec fabr. de bicyclettes. . . . .                           | 27.017,5               | 325.805          | 1,21            | 1,44                                      |
| 195. Matériel de guerre . . . . .                                                            | 2.090,7                | 60.656           | 2,90            | 3,35                                      |
| 197. Instruments et appareils,<br>avec moteurs . . . . .                                     | 4.779,8                | 44.387           | 0,93            | 1,12                                      |
| 198. Instruments et appareils,<br>sans moteurs. . . . .                                      | 846,6                  | 80               | 0,01            | 0,08                                      |

| CATÉGORIES D'ENTREPRISES<br>classées d'après la nomenclature officielle        | SALAIRE<br>en 1.000 K. | CHARGE RECTIFIÉE |                 |                                     |
|--------------------------------------------------------------------------------|------------------------|------------------|-----------------|-------------------------------------|
|                                                                                |                        | NETTE (6)        |                 | BRUTE                               |
|                                                                                |                        | Total en<br>K.   | %<br>du salaire | 1,13<br>e + 0,07<br>%<br>du salaire |
| 201. Éclairage électrique et transport de force . . .                          | 33.286,0               | 564.485          | 1,70            | 1,99                                |
| 203. Fabr. et pose de télégraphes, etc., avec moteurs.                         | 5.561,7                | 55.489           | 1,00            | 1,20                                |
| 505. Lampes et lanternes. . . .                                                | 11.779,5               | 110.195          | 0,94            | 1,13                                |
| 206. Mécanic. travaillant avec des moteurs . . . . .                           | 3.189,0                | 25.362           | 0,80            | 0,97                                |
| 212. Pianos et harmoniums, avec moteurs. . . . .                               | 3.391,3                | 49.157           | 1,45            | 1,71                                |
| 214. Instruments de musique en général, avec moteurs.                          | 2.993,6                | 31.083           | 1,04            | 1,25                                |
| 220. Emplois divers de la vapeur. . . . .                                      | 2.396,0                | 21.227           | 0,89            | 1,08                                |
| 223. Fabr. de produits chimiques. . . . .                                      | 34.981,6               | 508.012          | 1,45            | 1,71                                |
| 223 bis. Fabr. de produits chimiques avec fabr. de dextrine, etc., et d'alcool | 2.430,5                | 50.111           | 2,06            | 2,40                                |
| 227. Crayons . . . . .                                                         | 2.092,7                | 14.924           | 0,71            | 0,87                                |
| 230. Couleurs, avec moteurs. .                                                 | 2.772,6                | 48.877           | 1,76            | 2,06                                |
| 233. Vernis et laque. . . . .                                                  | 2.134,7                | 27.651           | 1,30            | 1,54                                |
| 243. Produits de la distillation des résines. . . . .                          | 910,0                  | 52.641           | 5,78            | 6,60                                |
| 244. Dérivés du goudron. . . .                                                 | 3.364,8                | 62.834           | 1,87            | 2,18                                |
| 252. Poudre noire. . . . .                                                     | 3.863,4                | 46.170           | 1,20            | 1,43                                |
| 256. Allumettes . . . . .                                                      | 4.411,0                | 29.693           | 0,67            | 0,83                                |
| 256 bis. Allumettes et travail du bois . . . . .                               | 3.276,2                | 36.159           | 1,10            | 1,31                                |
| 259. Colle, avec moteurs. . . .                                                | 1.533,8                | 41.248           | 2,69            | 3,11                                |
| 261. Engrais artificiels, avec moteurs . . . . .                               | 3.971,2                | 113.383          | 2,86            | 3,30                                |
| 264. Fonte des graisses . . . .                                                | 3.059,7                | 60.937           | 1,99            | 2,32                                |
| 266. Bougies, avec moteurs . .                                                 | 1.211,1                | 20.231           | 1,67            | 1,96                                |
| 266 bis. Bougies, avec moteurs et fabr. de savons . . .                        | 1.781,2                | 41.798           | 2,35            | 2,73                                |
| 266 ter. Bougies avec moteurs et fabr. de glycérine et stéarine . . . . .      | 1.512,8                | 32.669           | 2,16            | 2,51                                |

| CATÉGORIES D'ENTREPRISES<br>classées d'après la nomenclature officielle                     | SALAIRE<br>en 1.000 K. | CHARGE RECTIFIÉE |                 |                 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|------------------|-----------------|-----------------|
|                                                                                             |                        | NETTE (e)        |                 | BRUTE           |
|                                                                                             |                        | Total en         | 1,13 × e + 0,07 |                 |
|                                                                                             |                        | K.               | %<br>du salaire | %<br>du salaire |
| 266 <i>quater</i> . Bougies avec mo-<br>teurs et fabr. d'huile mi-<br>nérale, etc . . . . . | 2.235,3                | 56.209           | 2,51            | 2,91            |
| 268. Gaz d'éclairage. . . . .                                                               | 23.096,4               | 313.389          | 1,36            | 1,61            |
| 269. Raffineries de pétrole. . .                                                            | 8.655,4                | 131.725          | 1,52            | 1,79            |
| 270. Savons, avec moteurs. . .                                                              | 2.990,7                | 50.353           | 1,68            | 1,97            |
| 272. Glycérine et stéarine . . .                                                            | 1.633,6                | 25.567           | 1,56            | 1,83            |
| 277. Huile d'olive . . . . .                                                                | 3.103,8                | 106.097          | 3,42            | 3,93            |
| 286. Conduite des installations<br>d'éclairage et de force<br>électrique . . . . .          | 16.179,5               | 206.268          | 1,28            | 1,52            |
| 288. Soie à coudre. . . . .                                                                 | 504,9                  | 4.653            | 0,92            | 1,11            |
| 289. Rubans de soie, avec mo-<br>teurs . . . . .                                            | 4.762,7                | 5.084            | 0,11            | 0,19            |
| 291. Soieries et velours, avec<br>moteurs . . . . .                                         | 29.432,7               | 53.278           | 0,18            | 0,27            |
| 294. Filature de la soie . . . .                                                            | 3.679,5                | 13.477           | 0,37            | 0,49            |
| 297. Couvertures de laine . . .                                                             | 3.817,3                | 36.699           | 0,96            | 1,16            |
| 298. Laine artificielle. . . . .                                                            | 1.935,2                | 22.301           | 1,15            | 1,37            |
| 301. Filature de la laine . . . .                                                           | 27.809,7               | 251.810          | 0,91            | 1,10            |
| 302. Articles en laine . . . . .                                                            | 50.216,7               | 297.418          | 0,59            | 0,74            |
| 303. Tissage de la laine, avec<br>moteurs . . . . .                                         | 11.241,3               | 36.595           | 0,33            | 0,44            |
| 304. Tissage de la laine, sans<br>moteurs . . . . .                                         | 1.731,2                | 1.458            | 0,08            | 0,16            |
| 306. Tapis et étoffes d'ameuble-<br>ment, avec moteurs . . . . .                            | 11.103,0               | 43.524           | 0,39            | 0,51            |
| 308. Drap . . . . .                                                                         | 30.252,1               | 253.856          | 0,84            | 1,02            |
| 312. Lin et étoupe. . . . .                                                                 | 32.303,2               | 210.484          | 0,65            | 0,80            |
| 312 <i>bis</i> . Lin et étoupe, avec tra-<br>vail du jute. . . . .                          | 2.993,7                | 22.306           | 0,75            | 0,92            |
| 313. Chanvre et cordages, avec<br>moteurs . . . . .                                         | 6.759,3                | 110.940          | 1,64            | 1,92            |
| 315. Filature du jute et tis-<br>sage . . . . .                                             | 10.503,7               | 168.850          | 1,61            | 1,89            |
| 316. Tissage du jute. . . . .                                                               | 2.932,7                | 32.863           | 1,12            | 1,34            |
| 317. Tissage du lin, avec mo-<br>teurs. . . . .                                             | 5.662,0                | 20.005           | 0,35            | 0,47            |

| CATÉGORIES D'ENTREPRISES<br>classées d'après la nomenclature officielle<br>— | SALAIRE<br>en 1.000 K.<br>— | CHARGE RECTIFIÉE    |                                                |                      |
|------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------|---------------------|------------------------------------------------|----------------------|
|                                                                              |                             | NETTE (e)           |                                                | BRUTE                |
|                                                                              |                             | Total en<br>K.<br>— | $1,13 \times e + 0,07$<br>%<br>du salaire<br>— | %<br>du salaire<br>— |
| 319. Tissage des rubans, avec<br>moteurs . . . . .                           | 6.290,1                     | 5.796               | 0,09                                           | 0,17                 |
| 322. Filature du coton. . . . .                                              | 95.701,3                    | 1.126.505           | 1,18                                           | 1,40                 |
| 322 bis. Filature du coton, avec<br>tissage. . . . .                         | 5.086,4                     | 31.788              | 0,62                                           | 0,77                 |
| 323. Tissage du coton, avec mo-<br>teurs. . . . .                            | 135.443,4                   | 434.513             | 0,32                                           | 0,43                 |
| 325. Articles en coton et mi-<br>laine. . . . .                              | 11.072,0                    | 83.688              | 0,76                                           | 0,93                 |
| 329. Retordage sans filature. . .                                            | 5.729,8                     | 24.903              | 0,43                                           | 0,56                 |
| 330. Apprêt, avec moteurs. . .                                               | 17.834,1                    | 127.919             | 0,72                                           | 0,88                 |
| 330 bis. Apprêt, avec teinture. .                                            | 6.054,2                     | 52.546              | 0,87                                           | 1,05                 |
| 333. Blanchiment, avec mo-<br>teurs (sans fil de lin). . .                   | 2.419,6                     | 34.612              | 1,43                                           | 1,68                 |
| 335. Teinture, avec moteurs. . .                                             | 23.103,5                    | 194.495             | 0,84                                           | 1,01                 |
| 337. Impression, avec moteurs. .                                             | 21.861,0                    | 151.140             | 0,69                                           | 0,85                 |
| 343. Passementeries, avec mo-<br>teurs. . . . .                              | 7.318,0                     | 13.085              | 0,18                                           | 0,27                 |
| 345. Dentelles et tulles, avec<br>moteurs . . . . .                          | 7.132,2                     | 22.756              | 0,32                                           | 0,43                 |
| 352. Tapisseries, avec moteurs. .                                            | 13.352,2                    | 46.135              | 0,35                                           | 0,46                 |
| 356. Fabr. de la cellulose . . .                                             | 13.682,9                    | 300.482             | 2,20                                           | 2,56                 |
| 357. Pâte de bois et carton . .                                              | 14.710,3                    | 275.339             | 1,87                                           | 2,18                 |
| 358. Fabr. du papier. . . . .                                                | 47.687,5                    | 804.824             | 1,69                                           | 1,98                 |
| 358 bis. Fabr. du papier, avec<br>pâte de bois . . . . .                     | 6.187,4                     | 114.600             | 1,85                                           | 2,14                 |
| 361. Reliure, avec moteurs . .                                               | 5.384,6                     | 19.905              | 0,37                                           | 0,49                 |
| 367. Cartonnages, avec mo-<br>teurs. . . . .                                 | 8.062,2                     | 62.092              | 0,77                                           | 0,94                 |
| 369. Fabr. du papier à ciga-<br>rettes. . . . .                              | 4.369,4                     | 37.391              | 0,86                                           | 1,04                 |
| 378. Fabr. du cuir, avec instal-<br>lation mécanique. . . .                  | 33.542,4                    | 462.443             | 1,38                                           | 1,63                 |
| 379. Fabr. du cuir. Autres<br>exploitations. . . . .                         | 5.488,7                     | 83.044              | 1,51                                           | 1,78                 |
| 380. Teinture du cuir, avec mo-<br>teurs. . . . .                            | 4.616,3                     | 28.640              | 0,62                                           | 0,77                 |
| 382. Pilons et moulins à tan. .                                              | 932,9                       | 43.808              | 4,70                                           | 5,38                 |



| CATÉGORIES D'ENTREPRISES<br>classées d'après la nomenclature officielle        | SALAIRE<br>en 1.000 K. | CHARGE RECTIFIÉE |       |                                                 |
|--------------------------------------------------------------------------------|------------------------|------------------|-------|-------------------------------------------------|
|                                                                                |                        | NETTE (e)        |       | BRUTE                                           |
|                                                                                |                        | Total en<br>K.   | %     | %                                               |
|                                                                                |                        |                  |       | $1,18 \times e + 0,07$<br>du salaire du salaire |
| 389. Objets en caoutchouc, avec<br>moteurs . . . . .                           | 12.325,2               | 149.840          | 1,30  | 1,57                                            |
| 391. Tissus en caoutchouc, avec<br>moteurs . . . . .                           | 4.032,9                | 9.046            | 0,22  | 0,32                                            |
| 393. Cassage du bois de chauf-<br>fage . . . . .                               | 520,7                  | 31.281           | 6,01  | 6,86                                            |
| 394. Scies de long à force<br>hydraulique, sans scies<br>circulaires . . . . . | 4.872,1                | 165.284          | 3,39  | 3,90                                            |
| 395. Scies de long à force<br>hydraulique, avec scies<br>circulaires . . . . . | 13.545,6               | 1.048.424        | 7,74  | 8,82                                            |
| 396. Scies de long à force autre<br>que la force hydraulique.<br>. . . . .     | 28.348,5               | 1.112.798        | 3,93  | 4,51                                            |
| 397. Abatage et transport du<br>bois . . . . .                                 | 9.111,5                | 1.156.245        | 12,69 | 14,41                                           |
| 399. Scies circulaires et à ruban.<br>. . . . .                                | 988,0                  | 92.066           | 9,32  | 10,60                                           |
| 400. Tournage, avec moteurs,<br>avec scies circulaires. . . . .                | 2.301,6                | 69.500           | 3,02  | 3,48                                            |
| 404. Fabrication des tonneaux,<br>avec moteurs. . . . .                        | 2.135,4                | 59.790           | 2,80  | 3,23                                            |
| 408. Fabr. des menus objets de<br>bois, avec moteurs. . . . .                  | 1.984,8                | 51.602           | 2,60  | 3,01                                            |
| 410. Fabrication des objets dé-<br>coupés en bois. . . . .                     | 7.019,0                | 395.894          | 5,64  | 6,44                                            |
| 414. Injection du bois. . . . .                                                | 1.600,4                | 40.799           | 2,55  | 2,95                                            |
| 415. Fabrication des caisses,<br>avec moteurs. . . . .                         | 1.200,7                | 61.792           | 5,15  | 5,89                                            |
| 418. Fabr. des meubles en bois<br>courbé à droit fil. . . . .                  | 20.567,9               | 221.217          | 1,08  | 1,29                                            |
| 419. Travaux d'installation de<br>maisons . . . . .                            | 10.651,4               | 104.513          | 0,98  | 1,19                                            |
| 421. Fabr. des cadres et ba-<br>guettes dorées. . . . .                        | 3.577,0                | 34.601           | 0,97  | 1,17                                            |
| 425. Menuiserie, avec moteurs.<br>. . . . .                                    | 21.062,8               | 1.065.288        | 5,06  | 5,79                                            |
| 426. Menuiserie, sans moteurs.<br>. . . . .                                    | 3.573,0                | 8.016            | 0,22  | 0,32                                            |
| 428. Charronnage mécanique .<br>. . . . .                                      | 794,1                  | 40.371           | 5,08  | 5,81                                            |

| CATÉGORIES D'ENTREPRISES<br>classées d'après la nomenclature officielle<br>— | SALAIRE<br>en 1.000 K. | CHARGE RECTIFIÉE |                 |                             |
|------------------------------------------------------------------------------|------------------------|------------------|-----------------|-----------------------------|
|                                                                              |                        | NETTE (e)        |                 | BRUTE                       |
|                                                                              |                        | Total en<br>K.   | %<br>du salaire | $1,18 \times e + 0,07$<br>% |
| 429. Fabr. des bois d'allumettes, avec moteurs . . .                         | 863,6                  | 23.127           | 2,68            | 3,10                        |
| 437. Fabr. des boutons en corne et en nacre, avec moteurs. . . . .           | 9.715,3                | 74.175           | 0,76            | 0,93                        |
| 441. Fabr. du pain et du biscuit . . . . .                                   | 4.964,9                | 73.752           | 1,49            | 1,75                        |
| 442. Fabrication du chocolat.                                                | 7.090,1                | 40.549           | 0,57            | 0,71                        |
| 446. Charcuterie, avec moteurs.                                              | 15.043,6               | 442.170          | 2,94            | 3,39                        |
| 452. Fabr. des dérivés du café, avec moteurs. . . . .                        | 8.203,7                | 58.055           | 0,71            | 0,87                        |
| 454. Triage du café. . . . .                                                 | 1.972,8                | 10.729           | 0,54            | 0,68                        |
| 455. Fabr. du beurre et fromage. . . . .                                     | 3.909,4                | 36.645           | 0,94            | 1,13                        |
| 457. Fabr. du sucre brut. . .                                                | 76.952,8               | 1.025.887        | 1,33            | 1,57                        |
| 457 bis. Fabr. du sucre brut avec raffineries. . . . .                       | 25.172,9               | 409.073          | 1,63            | 1,91                        |
| 459. Fabrication de l'amidon. .                                              | 1.862,7                | 36.503           | 1,96            | 2,28                        |
| 460. Fabr. des pâtes, avec moteurs. . . . .                                  | 1.392,5                | 51.887           | 3,73            | 4,28                        |
| 463. Raffinage du sucre. . . .                                               | 25.592,4               | 399.048          | 1,56            | 1,83                        |
| 464. Distillation de l'eau-de-vie (entreprises agricoles) . . . . .          | 8.319,3                | 117.965          | 1,42            | 1,67                        |
| 465. Distillation de l'eau-de-vie (autres entreprises) . .                   | 2.484,3                | 42.429           | 1,71            | 2,00                        |
| 466. Brasserie et malterie. . .                                              | 137.197,0              | 2.971.550        | 2,17            | 2,52                        |
| 467. Récolte de la glace. . . .                                              | 1.431,2                | 61.128           | 4,27            | 4,90                        |
| 470. Service des caves. . . . .                                              | 3.726,5                | 61.760           | 1,66            | 1,95                        |
| 474. Malterie. . . . .                                                       | 10.973,7               | 123.078          | 1,12            | 1,34                        |
| 477. Fabr. de l'eau de Seltz. . .                                            | 3.012,9                | 108.408          | 3,60            | 4,14                        |
| 478. Fabrication des spiritueux.                                             | 7.753,2                | 114.203          | 1,47            | 1,73                        |
| 481. Châteaux d'eau. . . . .                                                 | 1.978,7                | 30.710           | 1,55            | 1,82                        |
| 482. Fabrication du tabac. . .                                               | 89.487,8               | 78.396           | 0,09            | 0,17                        |
| 486. Fabr. des chapeaux, avec moteurs. . . . .                               | 27.303,8               | 117.689          | 0,43            | 0,55                        |
| 494. Fabr. des souliers, avec moteurs . . . . .                              | 11.127,2               | 33.654           | 0,30            | 0,41                        |

| CATÉGORIES D'ENTREPRISES<br>classées d'après la nomenclature officielle    | SALAIRE<br>en 1.000 K. | CHARGE RECTIFIÉE |                 |                             |
|----------------------------------------------------------------------------|------------------------|------------------|-----------------|-----------------------------|
|                                                                            |                        | NETTE (e)        |                 | BRUTE                       |
|                                                                            |                        | Total en<br>K.   | %<br>du salaire | $1,13 \times e + 0,07$<br>% |
| 495. Fabrication des souliers<br>sans moteurs . . . . .                    | 8.230,3                | 26.017           | 0,32            | 0,43                        |
| 498. Fabrication de la lingerie<br>avec moteurs. . . . .                   | 13.265,4               | 41.894           | 0,32            | 0,43                        |
| 500. Établissements de bains. .                                            | 4.629,7                | 29.126           | 0,63            | 0,78                        |
| 505. Blanchissage : . . . . .                                              | 5.860,4                | 99.849           | 1,70            | 1,99                        |
| 507. Bateaux dragueurs. . . .                                              | 1.167,1                | 17.380           | 1,49            | 1,75                        |
| 508. Entreprise de forage (tra-<br>vail mécanique). . . . .                | 1.167,9                | 21.088           | 1,81            | 2,12                        |
| 510. Construction des ponts. .                                             | 3.733,5                | 227.491          | 6,09            | 6,95                        |
| 511. Construction des canaux. .                                            | 10.811,3               | 255.622          | 2,36            | 2,75                        |
| 512. Creusements d'étangs et<br>terrassements . . . . .                    | 16.441,1               | 639.148          | 3,88            | 4,45                        |
| 513. Travaux de démolition. .                                              | 991,8                  | 117.827          | 11,88           | 13,49                       |
| 515. Constr. de chemins de fer. .                                          | 53.715,7               | 1.857,213        | 3,46            | 3,98                        |
| 515 bis. Construction de che-<br>min de fer avec tunnels. .                | 5.353,8                | 96.512           | 1,80            | 2,10                        |
| 516. Fabrication et montage de<br>constructions en fer. .                  | 12.755,4               | 493.215          | 3,87            | 4,44                        |
| 517. Travaux de ports. . . . .                                             | 1.608,6                | 101.355          | 6,30            | 7,19                        |
| 518. Construction des ouvrages<br>au-dessus du sol. . . . .                | 323.343,59             | 9.168.787        | 2,84            | 3,28                        |
| 518 bis. <i>Idem</i> dans les villes. .                                    | 153.874,0              | 4.663.176        | 3,03            | 3,49                        |
| 519. Construction des routes. .                                            | 12.160,5               | 390.584          | 3,21            | 3,70                        |
| 520. Construction des tunnels. .                                           | 2.368,4                | 77.573           | 3,28            | 3,78                        |
| 521. Régularisation des fleuves. .                                         | 5.327,3                | 227.944          | 4,28            | 4,91                        |
| 522. Régularisat. des rivières. .                                          | 15.469,8               | 351.812          | 2,27            | 2,64                        |
| 523. Régularisation des petits<br>cours d'eaux et ruis-<br>seaux . . . . . | 12.078,2               | 258.377          | 2,14            | 2,49                        |
| 524. a) Autres travaux hydraul-<br>iques (d'après 521). . .                | 1.650,5                | 87.658           | 5,31            | 6,07                        |
| 524. b) Autres travaux hydrau-<br>liques (d'après 522). . .                | 1.992,7                | 36.436           | 1,83            | 2,14                        |
| 524. c) Autres travaux hydrau-<br>liques (d'après 523). . .                | 6.527,7                | 172.011          | 2,64            | 3,05                        |
| 525. Puitsiers. . . . .                                                    | 1.626,5                | 190.614          | 11,72           | 13,31                       |
| 526. Couvreurs . . . . .                                                   | 6.028,4                | 486.371          | 8,07            | 9,19                        |

| CATÉGORIES D'ENTREPRISES<br>classées d'après la nomenclature officielle         | SALAIRE<br>en 1.000 K. | CHARGE RECTIFIÉE |                                        |              |
|---------------------------------------------------------------------------------|------------------------|------------------|----------------------------------------|--------------|
|                                                                                 |                        | NETTE (e)        |                                        | BRUTE        |
|                                                                                 |                        | Total en<br>K.   | $1,13 \times e + 0,07$<br>% du salaire | % du salaire |
| 527. Maçons . . . . .                                                           | 58.183,6               | 1.907.306        | 3,28                                   | 3,78         |
| 527 bis. Maçons avec les stucca-<br>teurs et les charpentiers.                  | 693,6                  | 23.374           | 3,37                                   | 3,88         |
| 529. Poseurs de stuc. . . . .                                                   | 4.431,8                | 134.480          | 3,03                                   | 3,49         |
| 530. Charpentiers . . . . .                                                     | 16.864,9               | 1.180.043        | 7,00                                   | 7,98         |
| 531. Charpentiers (comprenant<br>l'assurance des travaux<br>d'atelier). . . . . | 8.210,9                | 377.098          | 4,59                                   | 5,26         |
| 532. Peintres. . . . .                                                          | 4.451,7                | 191.583          | 4,30                                   | 4,93         |
| 534. Vitriers. . . . .                                                          | 1.008,4                | 37.400           | 3,71                                   | 4,26         |
| 535. Serruriers. . . . .                                                        | 3.534,8                | 94.071           | 2,66                                   | 3,08         |
| 537. Ferblantiers. . . . .                                                      | 2.582,5                | 217.478          | 8,42                                   | 9,58         |
| 539. Menuisiers . . . . .                                                       | 3.773,9                | 156.650          | 4,15                                   | 4,76         |
| 541. Poseurs de distributions<br>de gaz, d'eau et de calo-<br>rifères . . . . . | 9.844,2                | 235.188          | 2,39                                   | 2,77         |
| 542. Fumistes . . . . .                                                         | 1.331,1                | 12.300           | 0,92                                   | 1,11         |
| 543. Install. des échafaudages.                                                 | 363,7                  | 30.141           | 8,29                                   | 9,44         |
| 544. Paveurs, poseurs d'as-<br>phalte . . . . .                                 | 11.868,7               | 255.317          | 2,15                                   | 2,50         |
| 546. Poseurs de télégraphes, de<br>téléphones et de para-<br>tonnerres. . . . . | 9.775,7                | 196.139          | 2,01                                   | 2,34         |
| 547. Décorateurs. . . . .                                                       | 6.714,8                | 118.340          | 1,76                                   | 2,06         |
| 547 bis. Décorateurs et peintres.                                               | 2.608,3                | 31.649           | 1,21                                   | 1,44         |
| 549. Travaux d'égouts. . . . .                                                  | 2.796,9                | 97.199           | 3,48                                   | 4,00         |
| 550. Entreprise de ramonage .                                                   | 6.422,9                | 74.516           | 1,16                                   | 1,38         |
| 551. Entreprise de nettoyage de<br>fenêtres, toits, etc. . .                    | 774,9                  | 36.650           | 4,73                                   | 5,41         |
| 552. Entreprise de nettoyage<br>des rues. . . . .                               | 2.356,7                | 17.847           | 1,76                                   | 0,93         |
| 553. Impression et lithogra-<br>phie, avec moteurs. . .                         | 122.683,6              | 462.383          | 0,38                                   | 0,50         |
| 554. Impression et lithogra-<br>phie, sans moteurs. . .                         | 4.519,6                | 5.902            | 0,13                                   | 0,21         |
| 556. Fabr. des cartes à jouer.                                                  | 928,8                  | 12.605           | 1,36                                   | 1,61         |
| 557. Entreprises théâtrales. .                                                  | 18.837,0               | 40.126           | 0,21                                   | 0,31         |

## BIBLIOGRAPHIE

---

**Étude médico-légale sur les Traumatismes de l'œil et de ses annexes,**  
par S. BAUDRY, professeur de clinique ophtalmologique à l'Université de Lille, 3<sup>e</sup> édition.

Le professeur S. Baudry vient de publier la 3<sup>e</sup> édition, considérablement augmentée, de son ouvrage, *Étude médico-légale sur les Traumatismes de l'œil et de ses annexes*.

Tous les oculistes connaissent la compétence spéciale du professeur de l'Université de Lille en la matière. Exerçant dans un milieu industriel, il a pu recueillir des observations nombreuses des différentes blessures de l'appareil de la vision, et a été fréquemment appelé à se prononcer dans les actions en dommages-intérêts consécutives à ces traumatismes.

Parvenu, en quelques années, à la 3<sup>e</sup> édition, traduit successivement en italien et en anglais, le livre du professeur S. Baudry doit son succès à la clarté d'exposition et à la grande probité scientifique qui distinguent l'auteur.

Cette nouvelle édition se distingue surtout des précédentes par l'importance qu'a donnée l'auteur aux chapitres qui constituent la troisième partie de l'ouvrage et dans lesquels le professeur S. Baudry s'est surtout étendu sur *les affections oculaires provoquées, entretenues ou simulées*, sur l'*hystéro-traumatisme oculaire*, et enfin sur *les blessures de l'œil* devant les lois d'assurances sur les accidents du travail. C'est cette partie du livre que nous signalons spécialement à nos lecteurs.

**Commentaire de la loi allemande sur l'assurance contre l'invalidité (13 juillet 1899),** par MM. ISENBART et SPIELHAGEN, 2<sup>e</sup> édition, Carl Heymann (Berlin), éditeur; prix : 20 marcs.

Parmi les innombrables commentaires de la loi allemande sur les retraites ouvrières, il en est deux qui présentent un intérêt considérable et qui sont indispensables aux spécialistes. Le premier, qui

a paru en 1900-1901, est dû à la collaboration de deux des plus libéraux directeurs de caisses régionales, M. *Gebhard*, le vénéré directeur de la Caisse des villes hanséatiques, l'ancien député connu pour son active collaboration aux travaux préparatoires de la loi primitive, l'inspirateur de la nouvelle politique sanitaire des caisses, etc., et M. *Düttmann*, directeur de la modeste Caisse d'Oldenburg, l'un des hommes toutefois qui ont pris le plus vivement à cœur, avec M. Gebhard, la défense de l'autonomie des Caisses régionales. Rédigé avec une patience et une science remarquables, il est d'autant plus intéressant à connaître qu'il ne ménage pas, sur certains points, les critiques au régime actuel ou aux interprétations administratives de la loi de 1899.

Le second commentaire est également un énorme volume de plus d'un millier de pages. Les auteurs ont un tout autre caractère; ils ne sont pas non plus, à proprement parler des théoriciens, mais ils ne sont pas toutefois des directeurs de Caisses. Leur opinion, d'une manière générale, est celle de l'Office impérial des assurances et du ministère de l'Intérieur : M. *Isenbart*, en effet, est président de l'un des Sénats ou Chambres de l'Office impérial, et M. *Spielhagen* est conseiller-rapporteur au ministère de l'Intérieur.

Après une substantielle introduction, qui traite de l'histoire de la loi, les auteurs citent, commentent et complètent cette loi, article par article. Des dispositions typographiques ingénieuses permettent de reconnaître, d'un coup d'œil, les modifications apportées au texte de 1889. Chaque article est suivi d'un exposé rapide de ses origines et des travaux préparatoires qui l'expliquent. La jurisprudence est naturellement mise à profit. En outre — et cela n'est pas le moins important des avantages offerts par cet ouvrage — les textes réglementaires sont incorporés au commentaire de la loi même; la longue énumération des catégories de personnes visées par la loi, l'exemption de certains travaux, les règlements relatifs à la procédure des tribunaux arbitraux ou de l'Office impérial, les dispositions de détail concernant les timbres ou les cartes-quittances, les textes qui règlent le calcul du capital représentatif, etc., etc., ont trouvé leur place à la suite des articles correspondants de la loi au lieu d'être rejetés aux annexes.

Sous cette forme modeste, ce commentaire contient ainsi et les textes et la doctrine et les détails d'application. Toutes les questions importantes y ont été traitées, toutes les objections faites au régime actuel y ont été indiquées et accompagnées des répon-

ses que pouvaient y faire deux représentants du Gouvernement. Un tel ouvrage est appelé à rendre des services comparables à ceux que depuis longtemps a pu rendre le *Manuel de l'assurance accident*, publié par d'autres membres de l'Office impérial.

**Ouvrages relatifs à l'assurance ouvrière allemande et destinés à l'Exposition de Saint-Louis** (publiés à l'Office impérial des assurances).

L'Office impérial des assurances ne néglige pas une occasion de faire connaître et admirer la puissante organisation dont il est en quelque sorte le régulateur. On se souvient qu'il a publié, pour l'Exposition universelle de 1900, un remarquable ouvrage de ses collaborateurs Lass et Zacher. Cette année-ci, à l'occasion de l'Exposition de Saint-Louis, il a préparé des brochures moins étendues, moins complètes peut-être mais mieux appropriées aussi au but spécial que l'on poursuit : vulgariser la connaissance de l'assurance ouvrière allemande. Cinq brochures d'une trentaine de pages, qui porteront le titre commun de *L'assurance ouvrière allemande en tant qu'institution sociale*, traiteront successivement : de l'origine et l'importance sociale de cette assurance, de sa statistique, de la prévention des accidents et de l'hygiène du travail, de l'assurance ouvrière dans ses rapports avec la vie économique allemande. La première est déjà parue; elle est due à M. Lass et constitue un très intéressant résumé des intentions, de l'organisation et des résultats des trois assurances allemandes. D'autre part, M. Zacher, avec la compétence et la clarté que lui connaissent tous nos collègues, a élaboré une nouvelle édition de son *Guide pour l'assurance ouvrière de l'Empire allemand*, publiée comme les précédentes en trois langues.

D'ailleurs, l'Office impérial ne se borne pas à distribuer ces plaquettes. Il a organisé toute une exposition, avec le concours de plusieurs corporations (marine, mines), de plusieurs caisses régionales (Hanovre; villes hanséatiques, Thuringe, Brandebourg), de la caisse de maladie de Leipzig, et d'institutions (sanatoria, stations de secours aux blessés, etc.) en relations avec l'assurance. Le catalogue contient 460 numéros (publications graphiques, modèles ou gravures). Cette exposition fait grand honneur à l'Office et à ses principaux collaborateurs, MM. Zacher, Bielefeldt, Hartmann, Lass, Klein, Pietsch, etc.

## TRAVAUX DU COMITÉ PERMANENT

SÉANCE DU 28 MARS 1904.

---

### Statistique internationale des accidents. — Création d'une section française.

Le Comité permanent, dans sa séance du 28 mars s'est entretenu notamment de l'élaboration d'un cadre de statistique internationale des accidents du travail. On se souvient que le Bulletin du Comité a déjà publié <sup>(1)</sup> une série de documents propres à faciliter ce travail (notes de MM. Zacher, Magaldi, Kögler). L'étude ainsi engagée sera poursuivie et le Congrès de 1905 se verra vraisemblablement soumettre un rapport sur la question. Les conclusions adoptées par le Congrès seraient en ce cas soumises peu de mois après au Congrès de l'Institut international de statistique, qui doit se réunir à Londres en 1905.

D'autre part, le Conseil supérieur de statistique français aborde l'examen du cadre de la statistique *française* des accidents du travail et a décidé de demander, pour cette étude, le concours du comité permanent.

Un certain nombre d'adhérents français à nos Congrès ayant manifesté le désir de voir constituer une *section française* des adhérents au Congrès international des accidents du travail et des assurances sociales, cette section a été constituée : M. Cheysson, membre de l'Institut, en a été nommé président et M. Edouard Fuster, secrétaire général. Le Comité directeur de la section a été tout naturellement composé des membres français du Comité permanent international, auquel pourront être ajoutés s'il y a lieu, par cooptation, quelques personnalités jusqu'ici étrangères au Comité international.

Le Comité directeur de la section française ainsi constituée s'est réuni peu de jours (15 avril) après et a nommé une sous-commission chargée de la préparation d'un cadre de statistique française. D'autres questions, relatives à l'extension de la loi française sur les accidents, seront étudiées parallèlement par d'autres sous-commissions.

---

(1) 1903, p. 43 et 671, documents publiés par M. Fuster.



## AVIS

---

**Congrès médical international des accidents du travail.** — Ce congrès, dont M. G. Francotte, ministre de l'Industrie et du Travail et M. le baron M. van der Bruggen, ministre de l'Agriculture, sont présidents d'honneur, se tiendra à l'Exposition universelle de Liège en juin 1905.

Le but de ce Congrès est de soumettre à discussion des questions, exclusivement médicales, relatives à :

1° L'étude des lésions traumatiques et des affections post-traumatiques. — *But scientifique*;

2° L'organisation des premiers secours aux blessés et spécialement aux victimes d'accidents du travail dans les grandes villes et dans les centres industriels. — *But humanitaire*;

3° L'uniformisation et la centralisation de la statistique médicale en matière d'accidents du travail. — L'expertise médicale en matière d'accidents. — *But technique*.

Pour de plus amples renseignements, prière de s'adresser à M. le D<sup>r</sup> POËLS, Secrétaire général, 2, rue Marie-Thérèse, Bruxelles.

*Suite de la liste des Membres du Comité.*

**France.** — **MM. Cheysson**, Membre de l'Institut, Inspecteur général des Ponts et Chaussées.  
**De Cane**, Président de l'Assoc. pour prévenir les accidents de fabrique, à Rouen.  
**Fernand Daguin**, Secrétaire général de la Société de Législation comparée.  
**Delatour**, Directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.  
**F. Dujardin-Beaumetz**, Membre du Comité central des Houillères de France.  
**Dumont**, Président de l'Association des Industriels de France contre les accidents du travail.

**Arthur Fontaine**, Directeur du travail au Ministère du commerce.  
**Édouard Fuster**, attaché au Musée social et au Comité central des houillères.  
**Albert Gigot**, Directeur de la Caisse syndicale d'Assurances des Forges.  
**Griolo**, Vice-Président du Cons. d'admin. de la C<sup>ie</sup> des Chemins de fer du Nord.  
**Guissot**, Député, ancien ministre, Président de l'Institut des Actuares.  
**Jouanny**, Vice-Président et Délégué du Comité central des Chambres syndicales.  
**Octave Keller**, Inspecteur général des Mines en retraite.  
**Léturgeois**, ancien Président de la Chambre syndicale de Maçonnerie.  
**Liébaux**, Président honoraire de la Chambre syndicale des Mécaniciens, etc.  
**Lyon-Caen**, Membre de l'Institut, Professeur à l'École de Droit.  
**Marestaing**, Directeur de la Société d'assurances *La Prévoyance*.  
**Léon Marie**, Secrétaire général de l'Institut des Actuares.  
**Mayen**, Directeur de la C<sup>ie</sup> d'assurances *La Prévoyance*.

**Olry**, Ingénieur en chef des Mines.  
**G. Paulot**, Professeur à l'École des sciences politiques, Directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales au Ministère du Commerce.

**G. Picot**, Secrétaire perpétuel de l'Institut.

**Pinget**, Secrétaire du Comité des Forges.

**Reymond** (Francisque), Sénateur, ancien Président de la S<sup>te</sup> des Ingén<sup>rs</sup> civils.  
**Eugène Rostand**, Membre de l'Institut, Président de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance des Bouches-du-Rhône.

**E. Vermot**, Secrétaire général du Syndicat des C<sup>ies</sup> d'assurances-accidents.

**F. Veyssier**, Délégué de l'Union des Chambres syndicales ouvrières de France.

**Hollande.** — **M. Mulder**, Docteur en droit, Avocat-Avoué près la Haute-Cour de Justice.

**M. Snyder van Wissenkerke**, Directeur au Ministère de la Justice.

**M. A. van Loben Sels**, membre de la 2<sup>e</sup> Chambre des États généraux.

**Hongrie.** — **M. Joseph Körösi**, Dr du Bureau de Statistique de la ville de Budapest.

**Italie.** — **M. Ernesto de Angeli**, Sénateur, Président de l'Ass. pour prévenir les accidents.

**M. Luigi Bodio**, Sénateur, Président du Conseil supérieur de Statistique.

**M. B. Chimirri**, Député, ancien Ministre.

**M. le Dr V. Magaldi**, Directeur au Ministère du Commerce.

**M. N. Pellati**, Inspecteur général des Mines.

**Luxembourg (Grand-Duché du).** — **M. Brasseur**, Député, Bâtonnier de l'Ordre des Avocats.

**M. le Dr Neumann**, Conseiller d'État.

**Norvège.** — **M. O. Schjoell**, Directeur de l'Office royal des Assurances.

**République Argentine.** — **M. François Latzina**, Directeur du Bureau de la Statistique de la République Argentine, membre de l'Institut international de Statistique.

**Russie.** — **MM. de Koppen**, Ingénieur des Mines.

**Arthur Rafalovich**, Agent du Ministère des Finances de Russie à Paris.

**Comte Louis Skarzynski**, Employé pour Missions extraordinaires du Ministère des Finances de Russie, Secrétaire général de la Commission des Assurances ouvrières à Saint-Petersbourg.

**Suède.** — **M. le Professeur Lindstedt**.

**M. J. May**, Chef de l'Office royal des Assurances.

**M. le Dr Elis Sidenblad**, Directeur du Bureau central de Statistique, membre de l'Institut international de Statistique.

**Suisse.** — **MM. le Dr Guillaume**, Directeur du Bureau fédéral de Statistique.

**le Dr Kummer**, Directeur du Bureau fédéral des Assurances.

## SOMMAIRE DU NUMÉRO.

### LÉGISLATION

|                                                                                                                                                           | Page. |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| ITALIE. — Accidents du travail : loi du 29 juin 1903 modifiant la loi de 17 mars 1898, et rapport de M. FERRERO DI CAMBIANO à la Chambre des députés..... | 5     |
| RUSSE. — Instruction donnée aux bureaux des fabriques pour l'application de la loi du 2 juin 1903 sur la réparation des accidents.....                    | 31    |
| ESPAGNE. — Étude sur la loi du 30 janvier 1900 sur les accidents du travail, par M. De-LÉARDE.....                                                        | 56    |
| RUSSE. — Note de M. STOFF sur l'assurance des ouvriers contre les accidents.....                                                                          | 95    |
| — Observations sur la traduction de la loi et de l'instruction russes.....                                                                                | 97    |

### VARIÉTÉS

|                                                                                                                            |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| FRANCE. — L'assurance des gens de mer contre les accidents du travail, par MM. De-LÉARDE et RENARD.....                    | 100 |
| ALLEMAGNE. — L'assurance des gens de mer contre les accidents du travail ; analyse de la loi de 1900 par M. E. FUSTER..... | 113 |

### STATISTIQUE

|                                                                                                                                                |     |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| ALLEMAGNE. — Résultats sommaires de l'assurance-accidents en 1902.....                                                                         | 122 |
| AUTRICHE. — Assurance contre les accidents : nouveau tarif de primes et charges effectives des diverses industries, analyse par E. FUSTER..... | 126 |

### BIBLIOGRAPHIE

|                                                                                                          |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Les traumatismes de l'œil, par S. BAUDRY.....                                                            | 140 |
| Commentaire de la loi allemande sur l'assurance contre l'invalidité, par MM. ISENHART et SPIELHAGEN..... | 140 |
| Publications sur l'assurance allemande éditées à l'occasion de l'exposition de Saint-Louis.....          | 142 |

### TRAVAUX DU COMITÉ PERMANENT

|                                                                    |     |
|--------------------------------------------------------------------|-----|
| Séance du 28 mars 1904.....                                        | 143 |
| Avis : Congrès médical international des accidents du travail..... | 144 |

### CONDITIONS DE SOUSCRIPTION.

On obtient le titre de *Membre adhérent du Congrès des Accidents et des Assurances sociales* par le versement d'une cotisation annuelle de **10 francs**, en échange de laquelle seront envoyés le *Bulletin* et les autres publications du Comité permanent ;

On obtient le titre de *Membre donateur* par le versement, en sus de sa cotisation, d'un don annuel d'au moins **cinquante francs**.

Les adhésions et versements doivent être adressés à  
M. GRUNER, Secrétaire général et Trésorier du Comité permanent,  
20, Rue Louis-le-Grand, PARIS, 2<sup>e</sup>.

**Prix d'un numéro : 3 francs.**

*Le Bulletin paraît tous les trimestres et plus souvent s'il y a lieu.*

JUL 10 1904  
Congrès international

des

Accidents du Travail

et des

Assurances Sociales

---

Bulletin

du Comité permanent

---

QUINZIÈME ANNÉE — 1904

N° 2. — MAI-JUIN

PARIS

Secrétariat général du Comité

20, Rue Louis-le-Grand, 2°

# COMITÉ PERMANENT

## DU CONGRÈS INTERNATIONAL DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

### ET DES ASSURANCES SOCIALES.

#### BUREAU :

##### *Président :*

**M. Linder**, Inspecteur général des Mines en retraite.

##### *Vice-Présidents :*

**M. Darcy**, Président du Comité central des Houillères.

**M. Ricard**, ancien ministre.

##### *Secrétaire Général :*

**M. E. Gruner**, Ingénieur civil des Mines, Secrétaire du Comité central des Houillères,  
Membre de l'Institut International de Statistique.

##### *Secrétaire Général Adjoint :*

**M. M. Bellom**, Ingénieur au Corps des Mines.

#### PRÉSIDENTS D'HONNEUR :

Allemagne. — **M. le Dr Bödiker**, ancien Président de l'Office impérial des Assurances.

Belgique. — **M. Beernaert**, Ministre d'État, Président de la Chambre des Représentants.

Espagne. — **M. Segismundo Moret**, ancien Ministre des Finances.

États-Unis. — **M. Carroll D. Wright**, Chef du Département du Travail, à Washington.

France. — **M. Engel-Gros**, ancien Président de l'Association de Mulhouse pour prévenir les accidents.

Italie. — **M. L. Luzzatti**, Député, Professeur à l'Université de Padoue, Ministre du Trésor, membre associé de l'Institut de France.

#### MEMBRES :

Allemagne. — **MM. A. Dollfus**, Président de la Société Industrielle de Mulhouse.

**Krabler** (geheimer Bergrath), Président de la Corporation minière.

**le Dr von Mayr**, ancien Sous-Secrétaire d'État.

**Dr Zacher**, Conseiller intime de Gouvernement, Président de Sénat à l'Office impérial des Assurances.

Angleterre. — **MM. Alfred Edward Bateman**, Principal du Département commercial au Board of Trade, Secrétaire honoraire de la Société royale de Statistique de Londres.

**Geoffroy Drage**, ancien Secrétaire de la Commission du travail.

Autriche. — **MM. le Dr Kaan**, Chef du Service des assurances au Ministère de l'Intérieur, à Vienne.

**Kögler**, Directeur de l'Établ. d'Assurances de la Basse-Autriche, à Vienne.

Belgique. — **MM. Ch. Dejae**, Professeur à l'Université de Liège, Président de la Société belge d'Économie sociale.

**Ch. Lagasse**, Ingénieur en chef, Directeur des Routes et Bâtiments civils de Belgique.

**O. Lepreux**, Directeur général de la Caisse générale d'Épargne et de Retraite.

**Morisseaux**, Directeur général de l'Office du travail (en congé).

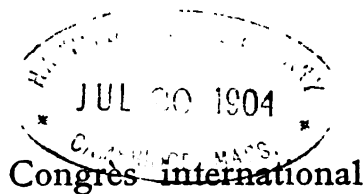
États-Unis. — **M. le Dr E.-R.-L. Gould**, Statistical Expert du Département du Travail, Membre de l'Institut International de Statistique, Professeur à l'Université de John Hopkins, à Baltimore.

France. — **MM. Aguillon**, Inspecteur général des Mines.

**Arquembourg**, Directeur de l'Association des Industriels du Nord de la France, pour prévenir les accidents.

**Aynard**, Député, ancien Président de la Société d'Econ. polit. et sociale de Lyon.

(Voir la suite page 3 de la couverture).



des  
**Accidents du Travail**  
et des  
**Assurances Sociales**

**Bulletin**  
du Comité permanent

1904 — N° 2

---

---

**LÉGISLATION**

**HOLLANDE**

**LOI DU 8 DÉCEMBRE 1902**

CONCERNANT

**L'EXÉCUTION DE L'ART. 75 DE LA LOI DU 2 JANVIER 1901<sup>(1)</sup>**

**TITRE I<sup>er</sup>. — DE LA JURIDICTION COMPÉTENTE EN MATIÈRE DE  
DIFFÉRENDS RÉSULTANT DE L'APPLICATION DE LA LOI DE 1901  
SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL.**

**CHAPITRE PREMIER**

*Dispositions préliminaires.*

**ARTICLE PREMIER. — Les décisions de la Direction de la Banque  
royale d'assurances, susceptibles d'appel, aux termes des dispositions**

---

(1) Voir : *Bulletin des assurances sociales*, 1900, pages 301 et 302.

de la loi de 1901 sur les accidents du travail, sont de la compétence exclusive, en première instance, des tribunaux d'appel, et en dernière instance, du tribunal central d'appel.

ART. 2. — Il existe un tribunal d'appel dans chaque province ou partie de province désignée par un règlement d'administration générale. Le siège en sera également indiqué dans ce règlement d'administration générale.

ART. 3. — Le siège du tribunal d'appel central est fixé à Utrecht.

## CHAPITRE II

### *Des tribunaux d'appel.*

ART. 4. — Les tribunaux d'appel se composent d'un président, d'un ou plusieurs présidents suppléants, de membres-patrons et de membres-ouvriers, de membres-patrons suppléants et de membres-ouvriers suppléants. Ils sont assistés d'un greffier et d'un ou plusieurs greffiers suppléants, ainsi que, dans la mesure nécessaire, de commis et d'employés subalternes.

ART. 5. — Le président et les présidents suppléants sont nommés à vie par la Reine et relevés de leurs fonctions à leur demande.

Le greffier et les greffiers suppléants sont nommés par la Reine. Ils sont suspendus et révoqués par Elle.

Les commis et employés subalternes sont nommés, suspendus et révoqués par le ministre de la Justice.

ART. 6. — Les traitements du président et du greffier sont fixés par la Reine.

Une indemnité pourra être attribuée par la Reine aux présidents suppléants et aux greffiers suppléants pour le travail qu'ils fourniront.

ART. 7. — Le président et les présidents suppléants, le greffier et les greffiers suppléants doivent être Néerlandais, du sexe masculin et domiciliés dans le Royaume et avoir atteint l'âge de 25 ans révolus.

Ils doivent, en outre, être possesseurs du diplôme de docteur en sciences politiques ou de docteur en droit, délivré par une des Universités de l'État ou par l'Université communale d'Amsterdam, ou bien être en possession d'un autre diplôme assimilé par la loi à ceux qui viennent d'être mentionnés.

ART. 8. — Le président, le greffier, les présidents suppléants et les greffiers suppléants doivent avoir leur domicile habituel dans la commune où le tribunal d'appel a son siège.

ART. 9. — La nomination aux fonctions de membre-patron ou de membre-ouvrier du tribunal d'appel ou de membre-patron suppléant ou de membre-ouvrier suppléant se fait par les États provinciaux au

moyen de l'inscription à titre de membre ou de membre suppléant sur les listes des membres du tribunal d'appel.

Si un membre ou un membre suppléant est révoqué par le tribunal central d'appel, ou s'il vient à décéder, son nom est biffé des listes.

**ART. 10.** — Peut être nommé aux fonctions de membre-patron ou de membre-ouvrier, de membre-patron suppléant ou de membre-ouvrier suppléant du tribunal d'appel, tout habitant du Royaume, du sexe masculin, possédant la qualité de Néerlandais, qui :

1° A atteint l'âge de vingt-cinq ans avant le commencement de l'année civile en cours ;

2° Pendant la dernière année civile, ou la période qui y est assimilée par disposition de règlement d'administration générale, en ce qui concerne les industries désignées à l'art. 7, III, de la loi de 1901 sur les accidents du travail, a été d'une façon constante patron ou ouvrier au sens de l'art. 2 de la même loi, et, en ce qui concerne la dernière qualité, dans deux entreprises au maximum ;

3° Est domicilié dans le ressort du tribunal d'appel.

Cette éligibilité ne peut, sous réserve de dispositions de l'art. 15 et de l'art. 21, être établie que par la carte visée conformément à l'art. 14.

**ART. 11.** — En ce qui concerne les entreprises qui ne sont pas exercées par des personnes physiques, les directeurs d'entreprises ou d'exploitations seront, pour l'application de l'art. 10, considérés comme patrons.

Les chefs des départements d'administration générale, les commissaires de la Reine dans les provinces, les bourgmestres et les présidents des associations hydrauliques, des tourbières et des polders, ainsi que toutes autres personnes revêtues de pouvoirs d'administration dans des entreprises exploitées par des établissements publics, ne seront, pour l'application de l'art. 10, considérés ni comme patrons, ni comme ouvriers.

**ART. 12.** — Les États provinciaux dressent deux listes de membres et de membres suppléants (dénommées listes de membres) pour le tribunal d'appel fixé dans le ressort de leur province.

Ces listes renfermeront en nombre égal, l'une les noms des patrons, et l'autre les noms des ouvriers. L'ordre dans lequel sont placés les membres et les membres suppléants indique pour chaque membre celui qui est considéré comme son suppléant.

Chaque liste de membres contient les nom, prénoms et domicile de vingt-quatre membres et d'un même nombre de suppléants. Ce nombre peut, lors de chaque rédaction des listes, être augmenté ou diminué par



le ministre de la Justice, pourvu que ce soit dans la même proportion dans les deux listes.

ART. 13. — Les patrons et ouvriers, éligibles, en vertu de l'art. 10, aux fonctions de membres ou de membres suppléants du tribunal d'appel peuvent donner pouvoir à des patrons et ouvriers, également éligibles, de s'entendre pour faire des propositions de nominations.

Ces mandataires feront aux États provinciaux des propositions de nominations.

Les patrons ne peuvent déléguer et proposer que des patrons; les ouvriers ne peuvent déléguer et proposer que des ouvriers.

Les patronnes et les ouvrières peuvent aussi, si elles sont habitantes du Royaume et si elles ont la qualité de Néerlandaises, déléguer et être déléguées, si elles réunissent les conditions exigées par l'art. 10, sous 1°, 2° et 3°.

ART. 14. — Le patron ou l'ouvrier, qui établit, devant le bourgmestre de son domicile, qu'il réunit les conditions exigées pour conférer la délégation dont il est question à l'art. 13, recevra, huit jours après qu'il en aura fait la demande par écrit, une carte nominative qui reconnaîtra sans recours son droit de déléguer et d'être délégué et si le requérant est du sexe masculin, son droit d'éligibilité.

Si le bourgmestre estime que le requérant ne réunit pas les conditions exigées pour l'exercice du droit dont il est question à l'art. 13, il refusera la carte demandée.

Il en donnera connaissance au requérant, en y joignant les motifs, dans les huit jours qui suivent la demande.

Le requérant, auquel une carte est refusée, peut se pourvoir par écrit devant l'administration communale, dans les huit jours qui suivent celui où le refus est porté à sa connaissance.

L'administration communale décide, dans la huitaine, du bien-fondé de la requête introduite et fait connaître d'urgence sa décision au requérant.

Si la décision du bourgmestre est annulée, celui-ci fera parvenir d'urgence au requérant la carte demandée, par laquelle son droit de déléguer et d'être délégué, et si le requérant est du sexe masculin, son droit d'éligibilité sont reconnus sans recours.

ART. 15. — Les cartes dont il est question à l'article précédent ne peuvent être délivrées que si la demande en est faite dans le délai fixé par le règlement d'administration générale mentionné à l'art. 16.

Les personnes proposées aux États provinciaux pour être nommées aux fonctions de membres ou de membres suppléants d'un tribunal d'appel, ont le droit de réclamer leur carte, même après l'expiration de ce délai, pourvu qu'elles fassent leur demande dans les dix jours qui

suivent la date de la proposition. Les dispositions de l'article précédent sont applicables à cette requête.

ART. 16. — Un règlement d'administration générale<sup>(1)</sup> déterminera la manière et la mesure d'après lesquelles seront fixés :

a) Le nombre des patrons et celui des ouvriers qui peuvent désigner ensemble une personne chargée de collaborer à la présentation d'un candidat;

b) Le nombre des délégués qui peuvent ensemble proposer un candidat aux fonctions de membre et un candidat à celles de membre suppléant.

Cette disposition s'appliquera de manière que le nombre de personnes qui peuvent être proposées puisse dépasser de moitié le nombre des membres ou membres suppléants à nommer.

Le même règlement d'administration générale réglera toutes les autres questions relatives à la nomination des membres et des membres suppléants des tribunaux d'appel qui doivent être réglementées.

ART. 17. — S'il est proposé un nombre de candidats supérieur à celui des places à conférer, les États provinciaux choisiront parmi eux; si le nombre des candidats est inférieur ou si des candidats proposés sont écartés, les États provinciaux compléteront le nombre.

ART. 18. — Les États provinciaux ne peuvent écarter des personnes proposées que pour des raisons spéciales et par une décision motivée.

Ils feront parvenir immédiatement une copie de cette décision au tribunal d'appel.

Cette copie sera mise, pendant huit jours, à la disposition des membres et du candidat non élu, au greffe du tribunal d'appel.

ART. 19. — Les listes des membres sont valables pour le terme de trois années civiles.

Si la Reine fait usage du droit qui lui est reconnu dans l'art. 143, alinéa 3, de la présente loi, les listes des membres dressées pour la première fois resteront valables jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1904.

La démission des membres et des membres suppléants peut être, à leur demande, acceptée par les États provinciaux.

ART. 20. — S'il y a lieu de compléter les listes, dans l'intervalle, par suite de la disparition d'un membre et de son suppléant, il y sera procédé par les États provinciaux.

ART. 21. — La disposition de l'art. 10, alinéa 2, n'est pas applicable aux nominations à faire par les États provinciaux en dehors des présentations.

ART. 22. — Il sera soumis aux États provinciaux, dans les deux

---

(1) Ce règlement a été pris par un arrêté royal du 8 décembre 1902.

années qui suivront l'entrée en vigueur de la présente loi, un projet de loi en vue de régler, d'une manière plus précise, l'objet prévu aux art. 9 à 21 inclus.

ART. 23. — Le président du tribunal d'appel dresse, sous réserve de l'approbation du ministre de la Justice, pour la durée des listes des membres, un tableau de roulement déterminant la durée pendant laquelle chaque membre ou chaque membre suppléant aura à remplir ses fonctions. Le président peut, sous réserve de la même approbation, et, en cas d'urgence, sans cette approbation, porter des modifications à ce tableau.

Les suppléants remplissent, en cas d'absence ou d'empêchement momentané des membres, les fonctions de ces membres, conformément à la désignation du président. En cas de sortie par suite de démission ou de décès d'un membre, celui qui doit être considéré comme suppléant de celui-ci aux termes de l'art. 12, prend sa place en qualité de membre.

ART. 24. — Avant de demander l'approbation du ministre de la Justice au tableau de roulement, dans les cas où elle est exigée, le président soumettra son projet aux membres et aux membres suppléants. Il y joindra la demande de lui faire parvenir leurs observations dans la huitaine qui en suivra la réception.

Le président fera parvenir ces observations au ministre en même temps que son projet.

ART. 25. — Les personnes qui sont patrons aux termes de la loi de 1901 sur les accidents, l'administration de la Banque royale d'assurances, les chambres de travail établies dans la province et les inspecteurs du travail auxquels incombe, en tout ou en partie, l'inspection de la province, fourniront aux États provinciaux, aux bourgmestres et aux administrations communales, à leur demande, conformément aux règles qui seront fixées par un règlement d'administration générale, et pour autant qu'ils sont en état de le faire, les renseignements et informations qui leur sont nécessaires pour l'accomplissement de leur mission.

En ce qui concerne les établissements publics, seront considérés comme patrons, pour l'application de la présente loi, ceux qui sont désignés par l'art. 33 de la loi sur les accidents du travail pour faire la déclaration exigée par l'art. 32 de la même loi.

ART. 26. — Le tribunal d'appel se compose de cinq membres pour délibérer et décider.

Outre le président, le tribunal se composera de deux patrons et de deux ouvriers.

ART. 27. — Les mêmes membres du tribunal d'appel délibéreront et décideront dans un même litige.

Si, après que l'examen à l'audience a commencé, le tribunal n'est plus en nombre, soit d'une manière définitive, soit momentanément mais qu'il ne soit pas désirable de différer l'affaire, il sera complété, et l'affaire fera l'objet d'un nouvel examen à l'audience.

ART. 28. — Le président prendra, dans toutes les affaires, l'avis personnel des membres, en commençant par le plus jeune.

Il donnera son propre avis en dernier lieu.

Tous les membres sont tenus de prendre part au vote.

Les membres absents ne peuvent pas faire connaître leur avis par un membre présent ni le donner par écrit.

ART. 29. — Toutes les décisions sont prises à la majorité des voix.

Si plus de deux avis sont exprimés, il est décidé de la manière la plus conforme à l'opinion de la majorité.

ART. 30. — Il est défendu aux membres et aux membres suppléants des tribunaux d'appel :

1. De faire connaître ce qu'ils viennent à apprendre, dans une mesure plus étendue que ne le réclame l'exercice de leurs fonctions;

2. De faire connaître les avis exprimés en chambre du conseil sur les litiges pendants ;

3. De conférer, dans des entretiens ou conversations, avec les parties ou leurs conseils au sujet d'un litige pendant ou destiné, à ce qu'ils savent ou présument, à le devenir, ou d'accepter de ces personnes des renseignements particuliers, des mémoires ou des écrits.

Les défenses mentionnées sous 1 et 2 s'appliquent également aux greffiers et aux greffiers suppléants.

ART. 31. — Il est défendu aux présidents, greffiers, présidents suppléants et greffiers suppléants, d'exploiter à titre de patrons, directement ou indirectement, un établissement soumis à l'assurance en vertu de la loi de 1901 sur les accidents du travail, ou d'y être employés à titre d'ouvriers.

En ce qui concerne les industries qui ne sont pas exercées par des personnes physiques, sont considérées comme patrons, pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent article, les personnes qui, dans les établissements publics, sont revêtues du pouvoir d'administration dans les entreprises exploitées par ces personnes morales, ainsi que ceux qui, en vertu de l'art. 33 de la loi de 1901 sur les accidents de travail, doivent faire la déclaration prescrite par l'art. 32 de la même loi, et, en outre, les directeurs d'entreprises et d'exploitations.

ART. 32. — Les membres et membres suppléants du tribunal d'appel ne peuvent pas être en même temps :

1. Membres du conseil de surveillance de la Banque royale d'assurances ou fonctionnaires au service de cet établissement;
2. Membres d'une des commissions visées à l'art. 86 de la loi de 1901 sur les accidents du travail;
3. Administrateurs ou commissaires d'une des sociétés anonymes ou associations revêtues de la personnification civile dont il est question à l'art. 52 de la loi de 1901 sur les accidents du travail.

ART. 33. — Les membres des tribunaux d'appel ainsi que leurs suppléants peuvent être révoqués par le tribunal central d'appel par décision motivée :

- 1° S'ils ont été condamnés par jugement passé en force de chose jugée à une peine d'emprisonnement du chef de délit;
- 2° Pour cause d'inconduite ou d'immoralité ou de négligence fréquente dans l'exercice de leurs fonctions;
- 3° Pour avoir agi contrairement aux dispositions de l'art. 30.

Les présidents et présidents suppléants des tribunaux d'appel peuvent, en outre, être révoqués de la même manière par le tribunal central d'appel pour cause de contravention à la disposition de l'art. 31, al. 1<sup>er</sup>.

ART. 34. — Les membres des tribunaux d'appel et leurs suppléants sont révoqués par le tribunal central d'appel par décision motivée :

- 1° Les membres-patrons et leurs suppléants s'ils deviennent ouvriers, les membres-ouvriers ou leurs suppléants s'ils deviennent patrons, au sens de la loi de 1901 sur les accidents du travail;
- 2° Pour cause d'incapacité résultant de vieillesse, de maladie prolongée ou d'affaiblissement intellectuel;
- 3° Les présidents et présidents suppléants, s'ils contreviennent aux devoirs que leur impose l'art. 8, les autres membres et membres suppléants, s'ils transfèrent leur domicile hors du ressort du tribunal d'appel;
- 4° En cas d'acceptation d'une fonction ou d'une situation incompatible avec la qualité de membre d'un tribunal d'appel.

ART. 35. — Avant de révoquer un membre ou un membre suppléant d'un tribunal d'appel, le tribunal central d'appel le mettra en mesure de s'expliquer.

ART. 36. — Les membres des tribunaux d'appel et leurs suppléants

sont suspendus dans l'exercice de leurs fonctions par le tribunal central d'appel, en vertu d'une décision motivée, dans les cas où :

- 1° Ils ont perdu, en vertu d'une décision passée en force de chose jugée, la libre disposition ou la gestion de leurs biens ;
- 2° S'ils sont placés sous curatelle ;
- 3° S'ils sont détenus préventivement ;
- 4° S'ils sont colloqués dans une maison de santé.

Le tribunal central d'appel met, de la même manière, fin à la suspension, dès que des motifs qui y ont donné lieu viennent à disparaître.

ART. 37. — Le tribunal central d'appel ne prononce la révocation, la suspension ou la cessation de la suspension d'un membre ou d'un membre suppléant d'un tribunal d'appel, que sur la requête du président du tribunal central d'appel.

ART. 38. — Le tribunal central d'appel informe immédiatement les États provinciaux et le tribunal d'appel intéressé des révocations, suspensions et cessations de suspensions.

ART. 39. — Les membres-patrons et les membres-ouvriers des tribunaux d'appel ainsi que leurs suppléants ont droit à une indemnité pour le temps qu'ils consacrent à l'accomplissement de leurs fonctions, ainsi que, s'ils demeurent hors de la commune où le tribunal d'appel se réunit, au remboursement de leurs frais de voyage pour assister aux réunions du tribunal ; ces deux indemnités seront déterminées par un règlement d'administration publique.

Ce règlement d'administration publique donnera également droit, dans des cas déterminés, à une indemnité pour frais de séjour.

Les indemnités et remboursements peuvent être fixés d'une manière différente par les différents tribunaux d'appel. La manière de les fixer, dans chaque cas particulier, et de les liquider sera également déterminée par un règlement d'administration générale.

ART. 40. — Le patron qui est informé, de la manière qui sera indiquée par un règlement d'administration générale (1), qu'une personne qui se trouve à son service doit assister, en qualité de membre ou de membre suppléant du tribunal d'appel à une audience ou à une réunion en chambre du conseil, est tenu de lui permettre de s'y rendre conformément aux règles qui seront fixées par un règlement d'administration générale.

S'il s'agit d'établissements qui ne sont pas exploités par des personnes physiques, la communication dont il est question à l'alinéa précédent sera adressée, s'il s'agit d'un établissement public, au chef de l'établis-

---

(1) Ce règlement a été pris par l'arrêté royal du 12 novembre 1902.

sement, et, dans les autres cas, au directeur ou à l'un des directeurs de l'établissement dans lequel le membre est employé. Le chef ou le directeur est considéré comme patron en ce qui concerne l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>.

ART. 41. — Il sera pris, par règlement d'administration générale, des prescriptions relatives aux tribunaux d'appel, concernant :

1<sup>o</sup> Les degrés de parenté et d'alliance qui s'opposent à ce que certains membres siègent ensemble dans une affaire, ainsi que ceux existant entre les membres et le greffier qui ont le même effet ;

2<sup>o</sup> Les avertissements à donner aux membres et aux membres suppléants du chef d'actes contraires à l'honneur ou à la dignité de leurs fonctions ;

3<sup>o</sup> La remise de rapports et d'avis ;

4<sup>o</sup> La manière de prêter serment.

### CHAPITRE III

#### *Du tribunal central d'appel.*

ART. 42. — Le tribunal central d'appel se compose d'un président, d'un ou plusieurs vice-présidents et de huit membres au moins. Il est assisté d'un greffier, ainsi que, en cas de besoin, d'un ou plusieurs greffiers adjoints, de commis et d'employés subalternes.

ART. 43. — Le président, les vice-présidents et les membres sont nommés à vie par la Reine et relevés de leurs fonctions à leur propre demande.

Le greffier et les greffiers adjoints sont nommés, suspendus et révoqués par la Reine.

Les commis et employés subalternes sont nommés, suspendus et révoqués par le ministre de la Justice.

ART. 44. — Le président, les vice-présidents, les membres, le greffier et les greffiers adjoints doivent être Néerlandais, habitants du royaume, du sexe masculin et avoir atteint l'âge de trente-cinq ans révolus pour le président, de trente ans révolus pour les vice-présidents, les autres membres et le greffier, et de vingt-cinq ans révolus pour les greffiers adjoints.

Ils doivent être, en outre, en possession d'un diplôme constatant qu'ils ont obtenu le grade de docteur en sciences politiques ou en droit, dans des Universités de l'État ou à l'Université communale d'Amsterdam, ou bien être possesseurs d'un autre diplôme assimilé par la loi à ceux qui viennent d'être mentionnés.

ART. 45. — Les membres, le greffier et les greffiers adjoints ne peu-

vent être en même temps avocats, avoués ou notaires, ni exploiter directement ou indirectement, à titre de patrons, un établissement soumis à l'obligation d'assurance en vertu de la loi de 1902 sur les accidents du travail, ni être employés, à titre d'ouvriers, dans un établissement de cette nature.

Il leur est défendu d'être administrateurs ou commissaires d'une des sociétés anonymes ou associations possédant la personnification civile, visées à l'art. 52 de la loi de 1901 sur les accidents du travail.

Il leur est aussi défendu d'occuper une position publique à laquelle est attaché un traitement fixe.

En ce qui concerne les établissements qui ne sont pas exploités par des personnes physiques, seront considérés comme patrons, pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent article, tous les êtres revêtus de la personnification civile, ceux qui possèdent les pouvoirs d'administrateur dans les établissements exploités par ces personnes morales, ainsi que ceux qui, aux termes de l'art. 33 de la loi de 1901 sur les accidents du travail, doivent faire la déclaration mentionnée à l'art. 32 de la même loi, et, en outre, les directeurs d'entreprises et d'exploitations.

ART. 46. — Les dispositions des art. 10, 15, 16, al. 1<sup>er</sup>, 24 et 28 de la loi sur l'organisation judiciaire et l'administration de la justice sont applicables aux membres du tribunal central d'appel.

Les dispositions des art. 15, 16, al. 1<sup>er</sup> et 28 de la même loi sont applicables aux greffiers et aux greffiers adjoints ; la disposition de l'art. 10 s'applique aussi aux greffiers.

Les membres du tribunal central d'appel ne pourront être désignés comme rapporteurs dans les causes où l'un de leurs parents ou alliés jusqu'au troisième degré exclusivement occupe ou a occupé comme avocat, conseil, représentant ou fondé de pouvoirs.

ART. 47. — Le tribunal central d'appel exerce vis-à-vis de ses membres, conformément aux dispositions des art. 11, 12 et 13 de la loi sur l'organisation judiciaire et l'administration de la justice, et vis-à-vis du greffier et des greffiers adjoints, conformément à l'art. 13 de cette loi, les droits reconnus par ces articles au Conseil supérieur, sous cette réserve que les droits et les obligations attribués par ces articles aux membres du parquet incomberont au président ou, si l'action est dirigée contre lui-même, à l'un des vice-présidents spécialement commis à cet effet par la Reine.

ART. 48. — La compétence définie à l'al. 1<sup>er</sup> de l'art. 14 de la loi sur l'organisation judiciaire et l'administration de la justice appartient, dans les cas qui y sont prévus, conformément au dispositif de cet article, au président du tribunal central d'appel.

ART. 49. — Le tribunal central d'appel se compose de cinq membres, y compris le président, pour délibérer et décider.



Le président est remplacé, en cas d'absence, d'empêchement ou d'indisposition, par un vice-président, et si plusieurs vice-présidents sont présents, par le plus âgé de ceux-ci.

En cas d'absence, d'empêchement ou d'indisposition des vice-présidents, le président est remplacé par le membre le plus ancien qui est disponible.

ART. 50. — Les mêmes membres siègent au tribunal central dans l'instruction et la décision d'un même litige.

Si, après le commencement de l'instruction à l'audience, la chambre n'est plus en nombre, soit définitivement, soit momentanément, mais qu'il ne soit pas opportun de différer l'affaire, elle sera complétée et le litige sera instruit à nouveau.

Les dispositions des art. 22, 26 et 27 de la loi sur l'organisation judiciaire et l'administration de la justice sont applicables au tribunal central d'appel.

ART. 51. — Les membres du tribunal central d'appel, ainsi que le greffier et les greffiers adjoints, prêteront, avant d'entrer en fonctions, le serment ou la promesse définis dans les quatre derniers alinéas de l'art. 29 de la loi sur l'organisation judiciaire et l'administration de la justice, avec cette modification que le mot *procès* sera remplacé par *litige*, et les mots *fonctionnaires de l'ordre judiciaire* par le mot *fonctionnaires*. Le président prêtera ce serment entre les mains de la Reine ; les autres membres, le greffier et les greffiers adjoints entre celles du président.

## TITRE II. — DE LA MANIÈRE DE PROCÉDER EN MATIÈRE DE LITIGES RÉSULTANT DE L'APPLICATION DE LA LOI DE 1901 SUR LES ACCI- DENTS DU TRAVAIL.

### CHAPITRE PREMIER

#### *Dispositions générales.*

ART. 52. — Dans les litiges résultant de l'appel interjeté contre une décision de la direction de la Banque royale d'assurances, les parties seront constituées par la direction de la Banque royale d'assurances et par ceux qui ont interjeté appel.

Si l'appel est interjeté conformément aux dispositions de l'art. 79, al. 2 et 3, ou de l'art. 80 de la loi de 1901 sur les accidents du travail, la personne dont les droits sont influencés par la décision de la Banque royale d'assurances sera de droit partie au procès.

Si plusieurs personnes interjettent appel dans le délai fixé auprès du même tribunal d'appel contre la même décision de la direction de la Banque royale d'assurances, il sera procédé comme s'il n'avait été interjeté qu'un seul appel et il n'interviendra qu'une seule instance.

ART. 53. — Le jugement des tribunaux d'appel et du tribunal central d'appel porte sur les objets soumis à leur appréciation par les conclusions des parties.

Ce jugement peut modifier la décision de la direction de la Banque royale d'assurances, même au préjudice de celui qui s'est pourvu en appel contre elle,

ART. 54. — Les personnes physiques incapables d'agir en justice ainsi que les personnes morales sont représentées par ceux qui sont leurs mandataires selon le droit civil.

A l'exclusion des dispositions des art. 163, 165 et 179 du Code civil, les femmes mariées exercent elles-mêmes leurs droits.

Les sociétés d'assurance mutuelle ou de garantie sont représentées de la manière prévue par leurs statuts, en ce qui concerne leur représentation en justice, ou, à défaut d'une disposition de ce genre, par leurs administrateurs.

Les établissements publics sont représentés par les personnes désignées à l'art. 33 de la loi de 1901 sur les accidents du travail pour faire la déclaration exigée par l'art. 32 de la même loi.

Les commissions prévues à l'art. 86 de la loi de 1901 sur les accidents du travail sont représentées par leur président.

ART. 55. — Il peut être désigné, aux parties qui ne peuvent agir elles-mêmes en justice et qui n'ont pas de représentant légal, un mandataire provisoire qui les représentera jusqu'à ce que leur représentant légal soit constitué. Il pourra en être de même quand le représentant légal est inconnu ou qu'il est trop éloigné du siège du tribunal.

Le mandataire provisoire est nommé, sur requête ou office, par le tribunal qui est compétent pour connaître du litige pendant ou imminent.

ART. 56. — Les personnes intéressées dans la solution d'un litige peuvent prendre, au greffe, copies des pièces qui y sont déposées ou en recevoir copie conformément au tarif des droits de greffe en matière répressive. Le montant de ces droits sera versé dans les caisses de l'État.

ART. 57. — Les témoins, experts et parties qui, par application de la présente loi, sont appelés d'office ou chargés d'un rapport, reçoivent une indemnité à charge de l'État conformément au tarif qui sera dressé par un règlement d'administration générale.

Les témoins et experts, qui sont appelés au procès par les parties, soit à l'audience, soit à l'enquête préparatoire, ou qui sont chargés d'un

rapport concernant le litige pendant, recevront des parties une indemnité conforme au tarif précité. Les conventions qui y dérogent ne seront pas valables.

ART. 58. — Le président du tribunal, qui connaît ou a connu du litige, allouera les indemnités dues en vertu de l'art. 57, conformément aux règles qui seront établies par un règlement d'administration générale.

L'allocation est exécutoire sur minute, conformément aux dispositions du Code de procédure civile.

ART. 59. — A la requête d'une des parties, le président peut faire comparaître à l'audience des témoins ou des experts ou les charger d'un devoir.

L'appel est ouvert contre la décision par laquelle le président refuse de le faire, devant le tribunal où l'affaire est pendante, durant un délai de trois jours à compter de la date de la notification du refus.

ART. 60. — Le tribunal ordonnera dans son jugement que la partie qui obtient gain de cause en tout ou en partie soit remboursée en tout ou en partie, par la caisse de l'État, des frais qu'elle a encourus pour l'assignation et le paiement des indemnités aux témoins ou aux experts ou pour la production d'un rapport écrit d'experts.

Il ne sera pas tenu compte des frais faits sans utilité.

Le montant des frais à rembourser est fixé dans le jugement. Le président remettra, à cet effet, un mandat d'exécution aussitôt que le jugement sera passé en force de chose jugée.

ART. 61. — Ceux qui, au cours d'un litige, sont appelés en vertu de la compétence reconnue par la présente loi ou en vertu d'une ordonnance du tribunal d'appel ou du tribunal central d'appel, à comparaître en qualité de témoins ou d'experts, sont tenus de se conformer à ces citations, de prêter, dans les cas prévus par la présente loi, serment ou promesse, et de déposer ou fournir leurs services comme experts sous réserve, en ce qui concerne les deux dernières obligations, des motifs de dispenses valables, conformément à l'art. 163 du Code de procédure pénale.

Peuvent se dispenser de prêter serment ou promesse, ceux qui sont parents ou alliés d'une des parties en ligne directe ou en ligne collatérale jusqu'au deuxième degré inclusivement, ainsi que l'époux d'une des parties.

ART. 62. — La non-comparution à l'audience, ou le désistement de l'appel fait après que l'instruction à l'audience a commencé, est sans influence sur le cours du litige.

L'appel tombe pour celui qui fait savoir par écrit signé au tribunal, avant le commencement de l'instruction à l'audience, qu'il se désiste de son appel.

La disposition de l'art. 81, relative à la signature de la plainte, sera observée à ce sujet. L'inobservation de cette disposition enlèvera toute validité à cette déclaration.

Le litige n'est pas suspendu par la mort ou le changement d'état d'une des parties.

ART. 63. — Si, par suite de désistement, l'appel dirigé contre une décision de la Direction de la Banque royale d'assurances, concernant une indemnité, vient à tomber, alors que ceux dont les droits sont affectés par cette décision n'avaient pas interjeté appel ou ne s'étaient pas pourvus devant le tribunal central d'appel, le président en informera ceux-ci. Pendant les trente jours qui suivent la notification de cette information, celui à qui elle est adressée aura le droit d'interjeter appel ou de se pourvoir devant le tribunal central d'appel.

ART. 64. — Les parties procèdent en personne ou par fondé de pouvoirs.

Elles peuvent se faire assister au litige par un conseil et, sauf dans le cas prévu au dernier alinéa de l'art. 63, se faire accompagner par celui-ci quand elles comparaissent au procès.

Les personnes établies dans le Royaume peuvent seules agir en qualité de mandataires ou de conseils.

Elles doivent, si elles en sont requises, établir leur qualité par la production d'une procuration écrite.

Les avocats et avoués, agissant en qualité de conseils, sont dispensés de cette production.

Les tribunaux d'appel et le tribunal central d'appel ont la faculté de ne pas admettre, comme mandataires ou conseils, les personnes qui, sans être avocats ou avoués, font profession de prêter l'assistance juridique.

ART. 65. — Le tribunal central d'appel peut ordonner qu'une partie soit appelée à comparaître en personne à une audience déterminée. Si cette ordonnance s'applique à une personne physique incapable d'agir en justice, elle déterminera si la personne incapable comparaitra en personne ou par son représentant, ou bien s'ils devront se présenter tous deux.

La convocation se fait par le greffier.

Les personnes appelées peuvent aussi être entendues ensemble.

Il peut être défendu aux mandataires, conseils ou autres personnes dont la présence à l'interrogatoire semble devoir être évitée d'assister à celui-ci.

ART. 66. — Avant le commencement de l'instruction d'une cause à l'audience, les membres du tribunal qui siègent dans l'affaire pourront à la requête de chacune des parties, être récusés :

1. S'ils ont un intérêt personnel direct dans le différend ;
2. S'ils sont parents ou alliés d'une des parties en cause jusqu'au quatrième degré inclusivement ;
3. Si, à leur requête ou avec leur coopération, une poursuite du chef de délit a eu lieu, dans l'année qui précède la récusation contre une des parties ou le conjoint ou les parents ou alliés en ligne directe de celle-ci ;
4. S'ils ont donné un avis écrit sur l'affaire ;
5. Si, depuis que le litige est pendant, ils ont reçu des cadeaux d'une personne intéressée dans le différend, ou si des cadeaux leur ont été promis et qu'ils en aient accepté la promesse ;
6. Si eux, leurs femmes, leurs parents ou alliés en ligne directe ont un différend sur une question du même genre que celle qui fait l'objet du litige entre les parties ;
7. Si un procès civil est pendant entre eux, leurs femmes, leurs parents ou alliés en ligne directe et une des parties ;
8. S'ils sont tuteurs, subrogés tuteurs, curateurs ou subrogés curateurs, héritiers présumés ou donataires d'une des parties, ou si une des parties est leur héritier présumé ;
9. S'ils sont à la tête d'une institution, société ou administration qui est partie à la cause ;
10. S'il existe une inimitié prononcée entre eux et une des parties ;
11. S'il s'est produit entre eux et une des parties des injures ou menaces depuis l'intentement de l'action ou dans les six mois qui précèdent l'examen du litige.

Les membres du tribunal peuvent se désister dans les mêmes cas.

ART. 67. — Il est statué en premier ressort et dans le plus bref délai sur une récusation ou un désistement après audition, mais en dehors de la présence et sans la collaboration de l'intéressé :

- a) S'il s'agit du président du tribunal d'appel, par les autres membres et un président suppléant ;
- b) Dans les autres cas par les autres membres.

En cas de parité de voix, la récusation ou le désistement sont considérés comme rejetés.

L'examen de l'affaire sera suspendu jusqu'à ce qu'il soit statué sur la récusation ou le désistement demandés, et s'ils sont admis, jusqu'à ce que le membre qui en est l'objet soit remplacé.

ART. 68. — Les audiences sont publiques.

Il peut être dérogé à cette règle, dans l'intérêt de la morale ou de

l'ordre public ou si une des parties établit qu'il est nécessaire de le faire en vue de sauvegarder des intérêts industriels.

Aussitôt qu'une requête de la nature indiquée à l'alinéa 2 est faite à l'audience, le public sera expulsé et les portes seront fermées, jusqu'à ce que le requérant ait exposé sa demande oralement et que les autres parties présentes aient pu faire connaître leur opinion. Il sera prononcé immédiatement sur la requête.

ART. 69. — Le président a la police de l'audience, et le membre commissaire du tribunal central d'appel ainsi que le fonctionnaire chargé de l'enquête préparatoire l'exercent sur les lieux où ils remplissent leurs fonctions. Ils ont le droit de faire appel à cet effet aux autorités de police ou de gendarmerie.

Si, au cours d'une audience ou de l'exécution d'un devoir d'instruction, l'ordre ou la tranquillité sont troublés et que des signes d'approbation ou de désapprobation soient manifestés, le coupable pourra être expulsé et si c'est nécessaire, détenu jusqu'à ce qu'ils aient pris fin.

ART. 70. — Tous les incidents de procédure qui se produisent à l'audience sont décidés en dernier ressort par le tribunal où l'incident se produit.

ART. 71. — Tous les jugements pris au cours de l'instruction à l'audience ou après la clôture de celle-ci sont prononcés par le président en audience publique.

ART. 72. — Les jugements prononcés ne peuvent plus être modifiés.

Les jugements sont datés et contiennent :

- 1° Les noms et domiciles des parties, de leurs représentants légaux et de leurs mandataires;
- 2° Les motifs de la décision, tant en fait qu'en droit;
- 3° Un dispositif formel;
- 4° Les noms de ceux qui ont siégé dans l'affaire comme président et juge.

ART. 73. — Tous les documents du procès, à l'exception des significations qu'il est prescrit de faire par exploit d'huissier, ainsi que toutes les pièces faites en vertu d'une disposition d'un règlement d'administration générale, pris en vertu d'une prescription de la présente loi, sont affranchis du droit de timbre et de la formalité de l'enregistrement.

ART. 74. — Tous les avis et convocations faits d'office au cours d'une procédure se font par écrit. L'envoi de pièces d'office se fait par lettre officielle recommandée.

Les avis que les parties doivent communiquer aux tribunaux doivent

se faire par écrit. L'envoi de pièces par les parties aux tribunaux, aux présidents de ceux-ci ou au membre commissaire chargé de l'enquête préparatoire se fait par lettre recommandée, affranchie de port.

L'envoi d'une des manières indiquées ci-dessus peut être remplacé par la remise, contre reçu daté, entre les mains du greffier s'il s'agit d'une pièce destinée à un tribunal, ou entre celles du destinataire ou d'une des personnes qui habitent avec lui, dans tous les autres cas.

En cas de doute, si une pièce expédiée par la poste a été remise à temps, le jour de l'expédition sera considéré comme celui où la pièce a été reçue.

A la demande du président du tribunal, l'administration des postes donnera des renseignements écrits au sujet de la date dont il est question à l'alinéa précédent.

ART. 75. — Si le dernier jour d'un délai prescrit au titre II de la présente loi tombe un dimanche ou un jour de fête chrétienne reconnue, ce délai sera prolongé jusques et y compris le premier jour ouvrable qui suit.

ART. 76. — Un règlement d'administration générale déterminera, s'il est nécessaire, tant pour les tribunaux d'appel que pour le tribunal central d'appel, les absences et les vacances, le roulement et l'ordre du service intérieur, les attributions des greffiers et des greffiers adjoints, le service des commis et du personnel subalterne.

## CHAPITRE II

### *De la manière de procéder devant les tribunaux d'appel.*

ART. 77. — Est compétent pour connaître de l'appel interjeté contre une décision de la Direction de la Banque royale d'assurances :

a) Si l'appel est interjeté conformément aux dispositions des art. 79 et 80 de la loi de 1901 sur les accidents du travail, le tribunal d'appel dans le ressort duquel l'accident, en suite duquel la demande en indemnité est faite, s'est produit, ou dans le cas prévu à l'art. 9 b de la même loi, le tribunal d'appel dans le ressort duquel la victime a son domicile ou avait son domicile au moment de son décès;

b) Si l'appel est interjeté en vertu de la disposition de l'art. 77 de la loi de 1901 sur les accidents du travail, le tribunal d'appel dans le ressort duquel se trouve le bureau des postes, où, conformément aux dispositions des alinéas 1<sup>er</sup> et 2 de l'art. 32 et de

l'art. 33 de cette loi, la déclaration de l'établissement intéressé, s'il est soumis à l'assurance obligatoire, doit avoir lieu ;

c) Si l'appel est interjeté en vertu de la disposition de l'art. 109 de la loi de 1901 sur les accidents du travail, le tribunal d'appel dans le ressort duquel le requérant a son domicile.

**ART. 78.** — Si aucun autre tribunal d'appel n'est compétent, l'affaire sera soumise au tribunal d'appel d'Utrecht.

**ART. 79.** — Le litige est introduit devant le tribunal d'appel par l'envoi d'une requête au greffe du tribunal d'appel compétent, dans le délai stipulé par la loi de 1901 sur les accidents du travail.

Si l'appel est interjeté en vertu de la disposition de l'art. 109 de la loi de 1901 sur les accidents du travail, la requête doit être envoyée dans les trente jours qui suivent celui où la décision de la Direction de la Banque royale d'assurances a été signifiée.

**ART. 80.** — Il sera joint à la requête une copie de la signification ainsi que la décision attaquée.

En cas où est interjeté l'appel visé à l'art. 79, alinéas 2 et 3, et à l'art. 80 de la loi de 1901 sur les accidents du travail, il devra être joint deux copies à la requête.

Si l'envoi a lieu par lettre recommandée, le greffier en accusera réception à l'expéditeur.

Le greffier mentionnera immédiatement le jour de la réception sur la requête et sur les copies y annexées.

Il collationnera la requête et les copies remises et signera celles-ci, après correction, le cas échéant, pour copie conforme.

**ART. 81.** — La requête doit être signée.

[La requête peut être signée, au nom de l'expéditeur, par le bourgmestre de son domicile ou par un fonctionnaire communal à ce délégué par le bourgmestre].

**ART. 82.** — La requête mentionnera :

- 1° Le nom et le domicile de celui qui interjette appel et du mandataire de celui-ci ;
- 2° La date de la décision attaquée ;
- 3° Les motifs sur lesquels l'appel est basé ;
- 4° Une demande déterminée.

**ART. 83.** — Les parties en litige peuvent faire élection de domicile dans l'intérieur du royaume.

Les personnes habitant en dehors du royaume qui interjettent appel sont tenues de faire élection de domicile dans le royaume dans leur requête.

**ART. 84.** — Le président du tribunal d'appel appellera l'attention de



celui qui envoie une requête non conforme aux art. 80, alin. 1<sup>er</sup> et 2, 81, 82 et 83, alin. 2, sur les lacunes qu'elle présente en l'invitant à les combler dans un délai déterminé.

Le président agira de même vis-à-vis de celui qui a envoyé la requête à un tribunal d'appel incompétent. Dans ce cas, il informera le président du tribunal d'appel compétent du délai qu'il a accordé pour réparer les lacunes.

ART. 85. — Celui qui ne redresse pas dans le délai déterminé par le président, en vertu de l'article précédent, la négligence ou l'erreur qu'il a commise, peut être déclaré non recevable dans son appel.

ART. 86. — Si l'appel n'est pas recevable en vertu de l'art. 85 pour cause de tardiveté, ou en vertu de l'art. 78 de la loi de 1901 sur les accidents du travail, ou si l'appel est évidemment mal fondé, le tribunal d'appel peut, sans autre examen, déclarer l'appel non recevable ou non fondé par ordonnance motivée prononcée à l'audience publique.

Le président fera parvenir une copie de cette ordonnance à l'auteur de la requête, en lui indiquant le moyen de droit qu'il peut invoquer contre cette décision.

ART. 87. — L'auteur de la requête peut faire opposition à l'ordonnance dont il est question à l'article précédent devant le tribunal d'appel dans les quatorze jours qui suivent la date du récépissé de l'envoi de la copie.

Cette opposition met l'ordonnance à néant, sauf dans les cas où elle est déclarée nulle.

L'opposition doit se faire par écrit.

La disposition de l'art. 81 relative à la signature de la requête devra aussi être observée. La non-observation de cette condition entache l'opposition de nullité.

Avant de prononcer la nullité d'une opposition, le tribunal d'appel permettra à l'auteur de l'opposition de réparer cette négligence dans un délai qu'il déterminera.

Il n'est pas permis de se pourvoir devant une juridiction supérieure contre l'annulation d'une opposition.

Si l'opposition se fait par lettre recommandée, le greffier en accusera réception à l'expéditeur.

Le greffier mentionnera immédiatement la date de la réception sur la requête d'opposition.

ART. 88. — Si l'appel interjeté ne se termine pas par une ordonnance ou si une ordonnance tombe par suite d'opposition, le président enverra, aussitôt que possible, une copie de chaque requête aux autres parties.

ART. 89. — S'il n'est pas envoyé un nombre suffisant de copies d'une requête pour satisfaire à la disposition de l'art. 88, les copies manquantes seront faites sans frais par le greffe.

ART. 90. — Dans les quatorze jours qui suivent l'envoi d'une des copies dont il est question à l'art. 88 à la Direction de la Banque royale d'assurances, toutes les pièces déposées auprès de cette Direction, dont il a été fait usage pour prendre la décision attaquée, seront envoyées par cette Direction, soit en original, soit en copie certifiée conforme, au greffe du tribunal d'appel intéressé.

ART. 91. — Les parties peuvent, en réponse à chacune des requêtes qui leur sont envoyées, faire parvenir, dans les quatorze jours à compter de la date du récépissé d'envoi, un mémoire en réponse au tribunal d'appel.

Le président peut proroger le délai à la demande d'une des parties.

Une ou plusieurs copies seront jointes au mémoire.

Le greffier collationnera le mémoire et les copies et signera celles-ci, après correction le cas échéant, pour copie conforme.

Si l'envoi se fait par pli recommandé, le greffier en accusera réception à l'expéditeur.

Le président fera parvenir, aussitôt que possible, copie du mémoire aux autres parties.

Si le nombre des copies envoyées n'est pas suffisant, le greffe fournira sans frais celles qui manquent.

ART. 92. — Le président fixera la date de l'audience à laquelle l'appel sera examiné et le greffier en informera les parties.

Cette date sera fixée de manière que l'audience n'ait pas lieu avant l'expiration du délai d'appel ni avant le dépôt des mémoires en réponse ou les délais fixés pour le dépôt de ceux-ci.

ART. 93. — Si le président estime que les faits ne sont pas suffisamment élucidés dans les documents échangés entre parties, ou que la question de fait, dont la connaissance est nécessaire pour rendre jugement, n'est pas exposée dans les pièces, il peut, avant de fixer la date de l'audience, ordonner, conformément à la disposition de l'art. 95, une enquête préparatoire. Il peut toujours, dans ce cas, faire usage de la compétence que lui attribue l'art. 94.

ART. 94. — La direction de la Banque royale d'assurances est tenue de fournir aux présidents des tribunaux d'appel, à la demande de ceux-ci, des renseignements par écrit sur des objets déterminés, pour autant que les données nécessaires à cet effet puissent être fournies par son administration.

Ceux qui sont patrons aux termes de la loi de 1901 sur les accidents du travail sont tenus de fournir aux présidents des tribunaux d'appel, à la demande de ceux-ci, et dans le délai qu'ils fixeront, des renseignements par écrit au sujet des accidents survenus dans ceux de leurs établissements qui sont soumis à l'assurance, ainsi que des faits et circonstances relatifs à l'observation de cette loi. L'envoi de ces renseignements se fera en franchise de port.

La Direction de la Banque royale d'assurances et ceux qui sont patrons, aux termes de la loi de 1901 sur les accidents du travail, sont tenus de permettre aux présidents des tribunaux d'appel, à la demande de ceux-ci, de prendre connaissance de leurs livres et papiers, pour autant que ceux-ci soient relatifs aux salaires.

En ce qui concerne les établissements publics, seront considérés comme patrons, pour l'application de la présente loi, ceux qui sont désignés par l'art. 33 de la loi de 1901 sur les accidents du travail pour faire la déclaration exigée par l'art. 32.

ART. 95. — Le président peut charger de l'enquête, sur des points déterminés par lui, l'inspecteur du travail dans le ressort duquel se trouve l'endroit où l'enquête doit avoir lieu, ou, dans les communes qui possèdent un commissaire de police d'État ou de commune, à celui-ci, et dans les autres communes, au bourgmestre.

Si le président y consent, l'inspecteur du travail peut charger de l'enquête un des inspecteurs adjoints placés sous ses ordres.

ART. 96. — Celui qui est chargé d'une enquête préparatoire a, pour l'accomplissement de sa mission, le droit :

a) De faire comparaître, à l'endroit qu'il indique dans la citation, les personnes que le président lui désignera comme témoins ou experts ou d'autres dont l'audition lui semble utile;

b) S'il y est spécialement autorisé par le président :

1° De charger ses experts de déposer un rapport écrit dans le délai qu'il déterminera ;

2° De faire comparaître la personne victime d'un accident à l'endroit qu'il indiquera dans la convocation, en vue de se soumettre à un examen corporel.

Le blessé qui ne comparaît pas ou qui refuse de répondre aux questions qui lui sont posées au cours de l'examen par ou au nom du fonctionnaire précité, concernant son état corporel, ou de se laisser examiner par des hommes de l'art perd, sauf dans les cas où il peut invoquer en faveur de son refus ou de son abstention un motif légitime, ses droits à toute indemnité en vertu de la loi de 1901 sur les accidents du travail en ce qui concerne l'accident dont il a été victime, à partir du jour où il aurait dû comparaître, répondre aux questions posées ou se laisser examiner.

ART. 97. — Le président peut, en chargeant un fonctionnaire d'une enquête, donner à celui-ci une autorisation écrite de pénétrer dans tous les endroits où s'effectue un travail quelconque ou bien où l'accident qui a donné naissance au litige s'est produit, à l'exception des ateliers et fabriques de l'État et des établissements dont il est question à

l'art. 24 de la loi sur les établissements dangereux, insalubres et incommodes.

Ce fonctionnaire peut se faire accompagner par les témoins et experts qu'il estime absolument nécessaires à l'enquête ou qui lui ont été désignés par le président.

Le droit de pénétrer dans les ateliers et fabriques de l'État, ainsi que dans les établissements prévus à l'art. 24 de la loi sur les établissements dangereux, insalubres et incommodes, accompagné des personnes précitées, ne peut être conféré par le président qu'aux inspecteurs du travail.

Dans les endroits qui servent en même temps d'habitation ou qui sont accessibles par une habitation, les fonctionnaires chargés d'une enquête par le président ne pénétreront, accompagnés des personnes précitées, contre la volonté de l'occupant, qu'en exhibant une autorisation spéciale et écrite du président, et en présence du juge de paix, du bourgmestre, d'un conseiller communal ou d'un commissaire de police. Celui qui a eu mandat de pénétrer dans la maison dressera procès-verbal du fait et en communiquera, dans les vingt-quatre heures, une copie à l'occupant.

ART. 98. — Les résultats d'une enquête préparatoire sont consignés dans un procès-verbal par celui qui l'a dirigée.

Quand l'enquête préparatoire est terminée, celui qui l'a dirigée renvoie au président les pièces du procès qu'on lui a communiquées. Il y joint les procès-verbaux qu'il a dressés.

ART. 99. — Un règlement d'administration générale déterminera en détail les points au sujet desquels les présidents des tribunaux d'appel peuvent charger un inspecteur du travail d'une enquête préparatoire.

ART. 100. — Le fonctionnaire, chargé d'une enquête préparatoire, informera les parties, aussitôt que possible, de l'heure et de l'endroit où l'audition des témoins ou des experts aura lieu.

Les parties peuvent assister à l'enquête locale et à l'audition des témoins ou des experts et demander que les personnes qu'elles amènent comme témoins ou experts soient entendues. Celui qui dirige une enquête locale peut décider que cette audition aura lieu entièrement ou partiellement en dehors de la présence d'une partie.

ART. 101. — Avant l'examen du litige à l'audience, toutes les pièces qui s'y rapportent seront, soit en original, soit en copie certifiée conforme par le greffier :

a) Envoyées pour examen aux membres appelés à siéger dans l'affaire, pendant un laps de temps à déterminer par le président, mais qui ne pourra être inférieur à deux jours pour chaque membre ;

b) Déposées pendant dix jours au moins au greffe, à l'inspection gratuite des intéressés.

Le délai de deux jours, fixé sous a, peut, en cas de besoin, être abrégé par le président, quand celui-ci désigne, en cas d'absence ou d'empêchement momentané de certains membres, des suppléants pour remplir leurs fonctions.

Lè dépôt au greffe sera porté à temps à la connaissance des parties.

ART. 102. — Les parties peuvent amener des témoins et des experts à l'audience ou les citer à y comparaître par exploit d'huissier.

Les noms des témoins et experts cités ou devant être amenés à l'audience doivent être communiqués, par les parties, au président, au moins trois jours avant l'audience.

Les huissiers ont droit à une rémunération conforme aux dispositions du tarif des frais judiciaires, en matière répressive, pour les devoirs qu'ils accomplissent en suite de l'alinéa premier.

Le président a le droit de faire citer d'office, par le greffier, des témoins et des experts.

Les noms des témoins et des experts sont communiqués, dans le plus bref délai, aux parties, par le greffier.

ART. 103. — L'audience est ouverte, dirigée et levée par le président. Il appelle les affaires à traiter, et veille à ce qu'elles arrivent régulièrement à une solution.

Le président commence l'enquête en demandant aux parties, à leurs fondés de pouvoirs ou à leurs conseils, leurs noms, prénoms et domicile.

Il fait ensuite donner lecture, par le greffier, du dispositif de la décision attaquée, ainsi que des requêtes et mémoires en réponse.

L'enquête se poursuivra sans interruption, sauf dans les cas où la loi l'autorise.

ART. 104. — Il est défendu aux témoins et aux experts de se servir d'un écrit, à moins d'y être autorisés par le président.

Ils déclareront leurs noms, prénoms, profession et domicile avant d'être entendus, et prêteront, avant de faire leurs dépositions, entre les mains du président, le serment ou la promesse : les témoins, de dire la vérité, toute la vérité et rien que la vérité ; les experts, de faire leur rapport selon leur conscience.

Le tribunal d'appel peut décider que certaines personnes seront entendues sans faire de serment ou de promesse.

Le tribunal d'appel peut décider d'office ou à la requête d'une des parties que la déposition d'un témoin ou d'un expert sera portée intégralement au procès-verbal de l'audience. Il sera immédiatement donné suite à cette décision ; il sera donné ensuite lecture de la déposition du

témoin ou de l'expert qui la signera, ainsi que le président et le greffier. Si la signature n'a pas lieu, le motif en sera indiqué au procès-verbal.

Les témoins et experts peuvent être interrogés par le président et les membres ainsi que, par l'intermédiaire du président, par les parties.

Les questions rejetées par le tribunal d'appel, à la demande d'une partie ou d'office comme irrelevantes ou pour d'autres motifs, ne seront pas posées.

Le président détermine l'ordre dans lequel les témoins et les experts seront entendus et prend les mesures nécessaires pour assurer la liberté de leurs dépositions.

Les témoins et les experts ne peuvent s'éloigner que lorsqu'ils y auront été autorisés par le président.

ART. 105. — Les parties peuvent se poser mutuellement des questions par l'intermédiaire du président. Elles peuvent être interrogées par le président et par les autres membres du tribunal d'appel.

Les questions rejetées par le tribunal d'appel, soit à la requête d'une partie, soit d'office comme irrelevantes ou pour d'autres motifs, ne seront pas posées.

ART. 106. — Le président accordera à chaque partie, sur demande, la parole pour l'exercice des droits qui lui sont reconnus.

Avant que les débats soient clos, chaque partie aura le droit de prendre la parole.

Le président déclarera ensuite à quelle date le jugement sera prononcé.

ART. 107. — Le tribunal d'appel peut ordonner que l'enquête sera close ou qu'il ne sera pas entendu d'autres témoins ou d'experts quand il estime que l'affaire est suffisamment élucidée ou que les témoins ou experts entendus ont suffisamment établi les faits ou que les points de fait nécessaires pour prendre une décision sont réunis.

ART. 108. — Le tribunal d'appel peut, d'office ou à la requête d'une des parties, suspendre l'enquête jusqu'à l'époque déterminée par l'ordonnance de prorogation.

ART. 109. — Si, au cours d'un litige, il est constaté que le président du tribunal d'appel a omis d'appliquer l'art. 84, le tribunal réparera cette omission. Le litige sera remis, si c'est nécessaire, dans l'état où il se trouvait au moment où l'art. 84 aurait dû être appliqué. Les art. 84, 85, 86 et 87 sont applicables dans ce cas.

ART. 110. — Le tribunal d'appel délibère et décide en Chambre du Conseil et fonde son jugement exclusivement sur ce qui a été dit à l'audience ainsi que sur les pièces à l'égard desquelles les dispositions de l'art. 101 ont été observées.

La Chambre du Conseil se réunit immédiatement à la fin de l'audience où l'enquête a eu lieu, ou de celle où les débats ont eu lieu, à moins que le tribunal d'appel ne détermine un autre moment.

Si le prononcé du jugement est remis à une date ultérieure, le greffier informera les parties de celle-ci.

Le prononcé ne pourra en aucun cas avoir lieu plus de trois semaines après la clôture de l'enquête.

ART. 111. — S'il est constaté, en Chambre du Conseil, que l'enquête n'a pas été complète, le tribunal d'appel peut décider, par ordonnance motivée, que l'enquête sera reprise à l'audience qui y sera indiquée.

L'ordonnance désignera les témoins ou experts dont l'audition est jugée nécessaire ainsi que les questions qui devront être traitées à l'audience par le tribunal.

Les témoins et experts dont l'audition est ordonnée seront convoqués par le greffier et il sera procédé conformément à l'art. 101 à l'égard des questions désignées dans l'ordonnance.

La date de l'audience sera communiquée aux parties par le greffier

ART. 112. — Dans les cas prévus à l'art. 111, alin. 1<sup>er</sup>, le tribunal peut aussi, par ordonnance motivée, ordonner une enquête préparatoire, en en désignant l'objet et en en remettant les pièces entre les mains d'un des fonctionnaires désignés à l'art. 95 ou par le président.

L'enquête préparatoire se fera conformément aux dispositions du présent chapitre.

Le président veillera à ce qu'il soit donné suite aux ordonnances précitées du tribunal.

ART. 113. — Quand l'enquête préparatoire sera terminée, le président déterminera, en observant l'art. 101, la date de la réouverture des débats.

Le greffier portera cette date à la connaissance des parties.

ART. 114. — Le jugement est signé par le président et le greffier. En cas d'empêchement de l'un d'eux, le motif en sera indiqué dans le jugement.

ART. 115. — Les parties peuvent obtenir des copies du jugement à leurs frais suivant le tarif des frais judiciaires en matière répressive. Le montant des frais sera versé dans les caisses de l'État.

Si appel est interjeté auprès du tribunal central d'appel, la partie, qui établit suffisamment son indigence devant le président du tribunal d'appel, recevra, sur l'ordre de celui-ci, une copie gratuite de la décision attaquée.

ART. 116. — Dans les trois jours qui suivent le prononcé du jugement le greffier fera parvenir un extrait des faits aux parties.

Dès que le jugement du tribunal d'appel est passé en force de chose jugée, le greffier en enverra une copie à la Direction de la Banque royale d'assurances, et il restituera aux intéressés les pièces du procès, qui ont été déposées entre ses mains.

ART. 117. — Le président est assisté dans l'exercice de ses fonctions par le greffier qui l'accompagne lors de l'examen de livres ou d'écrits.

Le greffier dressera procès-verbal, signé par lui et par le président, des débats à l'audience et des résultats d'un examen de livres ou d'écrits entrepris par le président.

Les déclarations et les réclamations des parties sont, à leur demande, mentionnées au procès-verbal.

ART. 118. — Le président et le greffier, qui doivent se rendre dans une localité autre que celle où siège le tribunal d'appel, pour procéder à l'examen de livres ou d'écrits, ont droit à être indemnisés conformément au tarif qui sera arrêté par règlement d'administration générale.

### CHAPITRE III

#### *De la manière de procéder devant le tribunal central d'appel.*

ART. 119. — Dans les trente jours qui suivent l'envoi de l'extrait par le greffier du tribunal d'appel aux parties, celles-ci ont le droit d'interjeter appel auprès du tribunal central d'appel, en faisant parvenir au greffe de celui-ci un acte d'appel.

ART. 120. — La procédure devant le tribunal central d'appel est soumise aux dispositions des art. 80 à 89 et 91 à 118, sous réserve des modifications suivantes :

1° Il doit être remis autant de copies de l'acte d'appel qu'il y a, abstraction faite du requérant, de parties en cause;

2° L'acte d'appel doit, sous réserve de ce qui est prescrit à l'art. 82, mentionner aussi le tribunal d'appel qui a prononcé dans le litige;

3° Dans le cas prévu à l'art. 88, le tribunal central d'appel informera en outre, dans le plus bref délai, le tribunal d'appel qui a statué dans le litige de l'appel interjeté. Le greffier de ce dernier fera parvenir, dans les trois jours qui suivent la réception de cette communication, les pièces du procès accompagnées d'une copie du jugement attaqué au greffe du tribunal central d'appel;

4° Le président peut, s'il le juge utile, en fixant la date des débats, désigner un membre pour remplir les fonctions de rapporteur; celui-ci fera ensuite rapport après que le greffier aura donné lecture du dispositif mentionné à l'art. 103.

ART. 121. — Outre les personnes désignées dans les art. 95 et 112, le président du tribunal central d'appel peut, dans le cas de l'art. 93,



et dans les autres cas le tribunal central d'appel, confier aussi l'enquête préparatoire à un membre-commissaire de ce tribunal.

Pour l'exécution de cette mission, le membre-commissaire a le droit de procéder à une enquête sur les lieux, au cours de laquelle il a le droit de pénétrer, accompagné du greffier et des témoins et experts qu'il juge nécessaires, dans tous les endroits où se fait un travail quelconque ou bien où l'accident qui a donné naissance au litige s'est produit.

Dans les endroits qui servent en même temps d'habitation ou qui ne sont accessibles que par une habitation, il ne pénétrera, accompagné des personnes précitées, contre la volonté de l'occupant, que s'il est muni d'une autorisation écrite du président. Cette autorisation sera produite à l'occupant, à la demande de celui-ci.

Le greffier dressera procès-verbal de cette visite et en fera parvenir une copie à l'occupant dans les quarante-huit heures.

ART. 122. — Le membre-commissaire, chargé d'une enquête préparatoire, a le droit de faire citer des personnes à comparaître comme témoins ou experts à l'endroit désigné dans la citation, et de donner à des experts la mission de faire un rapport écrit dans le délai qu'il fixera.

Ces témoins et experts sont convoqués par le greffier. Dans les cas où des experts reçoivent une mission de la nature indiquée ci-dessus, il en sera dressé procès-verbal par le greffier.

ART. 123. — Les dispositions des art. 94, 96, sub b, 2°, 98 et 100, sont également applicables aux enquêtes préparatoires ordonnées par un membre-commissaire, sous les réserves suivantes :

1° Le membre-commissaire exercera les droits reconnus dans les articles précités, de son propre chef, même lorsque ces articles prévoient l'autorisation du président

2° Les informations et citations prévues dans ces articles seront faites par le greffier qui assiste le membre-commissaire.

ART. 124. — Le membre-commissaire, qui a procédé à une enquête préparatoire dans une affaire, ne prendra pas part à l'instruction du litige à l'audience.

ART. 125. — Le tribunal central d'appel confirme le jugement du tribunal d'appel, soit en adoptant, soit en modifiant les motifs, ou fait, en mettant entièrement ou partiellement le jugement à néant, ce que le tribunal d'appel aurait dû faire.

ART. 126. — Quand le tribunal d'appel a déclaré la non-recevabilité de l'appel pour l'un des motifs énumérés dans les art. 85 et 86 et que le tribunal central d'appel annule ce jugement en déclarant la recevabilité de l'appel, l'affaire est renvoyée au tribunal d'appel pour être reprise dans l'état où elle se trouvait au commencement des débats.

Le greffier du tribunal central d'appel enverra les pièces du procès, en

y joignant une copie de la décision, dans le plus bref délai, au greffe du tribunal d'appel.

Le président du tribunal d'appel détermine la date des débats.

Le greffier informe les parties de cette date.

#### CHAPITRE IV

##### *De l'annulation des décisions passées en force de chose jugée.*

ART. 127. — L'annulation des jugements des tribunaux d'appel qui ne sont plus susceptibles de recours ou de ceux du tribunal central d'appel peut être demandée par la partie succombante pour le tout ou une partie, par le motif que la décision s'appuie sur des pièces fausses ou falsifiées ou sur des déclarations fausses ou falsifiées de témoins ou d'experts.

ART. 128. — La requête en annulation n'est recevable que dans le cas où la fausseté ou la falsification des pièces ou la fausseté ou la falsification des déclarations des témoins ou des experts ont été constatées par décision du juge civil ou répressif, passée en force de chose jugée, et elle doit être produite dans les soixante jours qui suivent celui où ce jugement est passé en force de chose jugée.

ART. 129. — La demande en annulation est portée devant le tribunal qui a rendu le jugement attaqué par une requête exposant les motifs sur lesquels elle se base.

La disposition de l'art. 81 concernant la signature de la requête est applicable dans ce cas. La non-observation de celle-ci entraîne la nullité de la requête.

La requête doit, sous peine de nullité, être accompagnée d'une copie authentique du jugement du juge civil ou répressif dont il est question à l'article précédent.

ART. 130. — Les parties aux procès en annulation sont celles qui ont présenté la requête et celles qui ont été parties avec elles dans le litige qui a abouti à la décision attaquée.

Le président du tribunal qui a reçu la requête envoie aussitôt que possible une copie de celle-ci aux autres parties. Celles-ci peuvent prendre connaissance au greffe de la copie mentionnée au dernier alinéa de l'article précédent. L'art. 50 est, en outre, applicable à cette copie.

La date de l'examen de la requête à l'audience est fixée par le président et portée par le greffier à la connaissance des parties.

Lors des débats à l'audience, les parties, leurs fondés de pouvoirs ou conseils peuvent présenter des observations orales au sujet de l'annulation.

ART. 131. — Le tribunal prononce dans les quatorze jours qui suivent

les débats à l'audience. S'il annule le jugement attaqué, une nouvelle enquête aura lieu devant ce tribunal conformément aux dispositions de la présente loi.

ART. 132. — L'exécution du jugement attaqué est suspendue par l'annulation, pour autant qu'elle n'a pas encore eu lieu. Le jugement à intervenir réglera les suites que comporte l'affaire.

### TITRE III. — DISPOSITIONS PÉNALES ET FINALES.

#### CHAPITRE PREMIER

##### *Dispositions pénales.*

[ART. 133 à 139].

#### CHAPITRE II

##### *Dispositions finales.*

ART. 140. — Les frais incombant à l'État, par suite de l'exécution de la présente loi, seront inscrits au chapitre du budget concernant le Ministère de la Justice.

ART. 141. — Chaque province ou commune supportera les frais des mesures qui incombent à son administration en vertu des dispositions de la présente loi ou des règlements d'administration générale pris pour son exécution.

ART. 142. — La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi d'appel*.

ART. 143. — La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée ultérieurement par la Reine (1).

Jusqu'au moment où le roulement dont il est question à l'art. 23 aura été approuvé par le ministre de la Justice, le président du tribunal d'appel désignera chaque fois les membres-patrons et les membres-ouvriers qui devront juger comme membres du tribunal.

En ce qui concerne la première rédaction des listes de membres qui suivra la mise en vigueur de la présente loi, la Reine pourra suspendre l'application des art. 10, alin. 2, 13, 14, 17 et 18.

---

(1) Un arrêté royal du 8 décembre 1902 fixe l'entrée en vigueur de la loi au 14 décembre suivant.

## NOUVELLE-ZÉLANDE

---

1<sup>o</sup> LOI DU 18 OCTOBRE 1900

SUR

### LA RÉPARATION DES SUITES DOMMAGEABLES DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

---

**ARTICLE PREMIER.** — Le titre abrégé de la présente loi est *The Workers Compensation for accidents Act, 1900* ; elle entrera en vigueur et sera considérée comme commençant à la date à fixer par le gouverneur, par ordonnance prise en Conseil et publiée, sauf la section 19 ci-dessous, qui entrera en vigueur dès l'adoption de la présente loi.

**ART. 2.** — 1. Dans la présente loi, à moins que le contexte ne s'y oppose :

*Dependants* (ayant droit) désigne les membres de la famille de l'ouvrier, spécifiés à la première annexe ci-jointe, pour autant qu'au moment du décès ils dépendissent totalement ou partiellement du gain de la victime ;

*Employer* (employeur) comprend toutes personnes, firmes, compagnies et corporations employant des ouvriers, ainsi que les représentants légaux d'un employeur décédé ;

*Industrial arbitration act* (loi sur la conciliation industrielle) désigne : *The industrial conciliation and arbitration act, 1900* ;

*Worker* (ouvrier) signifie toute personne de quelque âge ou de quelque sexe que ce soit qui, en suite d'un contrat fait avec un employeur, soit avant, soit après l'entrée en vigueur de la présente loi, oralement ou par écrit, expressément ou tacitement, est engagée dans une entreprise à laquelle la présente loi s'applique, pour un travail manuel ou autrement, qu'il s'agisse d'un contrat de travail, d'apprentissage ou d'une autre espèce d'engagement, que le travail s'effectue sur terre ou sur un navire ou autre vaisseau (de quelque espèce que ce soit et sans considération du mode de propulsion) dans toutes les eaux navigables ou autres de la Nouvelle-Zélande, ou relevant de sa juridiction.

2. Toute référence, dans la présente loi, à un ouvrier qui a été blessé

s'appliquera, en cas de décès, à ses représentants légaux ou à toute autre personne à laquelle l'indemnité est payable.

ART. 3. — La présente loi ne s'appliquera pas aux officiers du service naval ou militaire de la Couronne, lorsque des secours définis leur sont assurés d'une autre manière; mais, dans tous autres cas, la loi s'appliquera aux ouvriers occupés, en Nouvelle-Zélande; à tout service relevant de la Couronne et auxquels ladite loi serait applicable si l'employeur était une personne privée.

Toutefois, toutes sommes payables en vertu de la présente loi, par ou pour le compte de la Couronne, le seront sur les crédits budgétaires votés par le Parlement.

ART. 4. — La présente loi s'appliquera uniquement au travail qui s'exécute pour l'employeur, sur, dans ou près de :

1° Tous travaux industriels, commerciaux ou manufacturiers, exécutés par ou pour le compte de l'employeur, comme partie de son industrie ou de ses affaires;

2° Tous travaux de mine, de carrière, du génie civil, de construction ou autres travaux dangereux exécutés par ou pour le compte de l'employeur, comme partie de son industrie ou de ses affaires ou non;

3° Tous travaux exécutés par ou pour le compte de la Couronne ou de l'autorité locale, agissant comme employeur, dans le cas où ces travaux tomberaient sous l'application de la présente loi s'il s'agissait d'un employeur privé.

ART. 5. — L'employeur ne répondra, en vertu de la présente loi, ni du dommage qui ne rend pas l'ouvrier incapable, pendant une période de deux semaines au moins, de gagner plein salaire au travail auquel il était employé, ni du dommage qui est prouvé être directement attribuable à une violation grave et volontaire, par l'ouvrier, des obligations qui lui incombent (to the serious and wilful misconduct of the worker).

ART. 6. — Si dans une entreprise à laquelle s'applique la présente loi, un dommage personnel, par suite d'un accident survenant par le fait et dans le cours du travail est causé à un ouvrier, son employeur sera, sous réserve des dispositions ci-après, tenu de payer une indemnité, conformément à la deuxième annexe de la présente loi.

ART. 7. — Dans tous les cas où le dommage est causé par la négligence, la faute ou l'acte volontaire de l'employeur ou de quelque personne de l'acte ou de la faute de laquelle l'employeur est responsable, les dispositions suivantes seront appliquées :

1° La présente loi n'affectera en rien la responsabilité civile de l'employeur indépendamment de ladite loi.

2° L'ouvrier peut, à son choix, ou bien réclamer une indemnité en vertu de la présente loi, ou recourir à la procédure qui lui est ouverte indépendamment de cette loi.

Néanmoins, l'employeur ne sera pas tenu de payer une indemnité à la fois indépendamment et en vertu de la présente loi, et il ne sera tenu de payer une indemnité indépendamment de cette loi que dans les cas où la responsabilité existe indépendamment de ladite loi.

ART. 8. — Si, dans une procédure en vertu de la présente loi, une question s'élève relativement à l'obligation de payer une indemnité conformément à ladite loi, ou quant au montant ou à la durée de l'indemnité, ou quant au point de savoir si l'entreprise tombe sous l'application de la présente loi, ladite question, si elle n'est pas aplanie de commun accord sera, sous réserve des dispositions de la seconde annexe de la présente loi, tranchée, comme un conflit industriel, par la cour d'arbitrage, d'après la loi sur l'arbitrage industriel.

Il est bien entendu que l'ouvrier ou ses ayants cause doivent pouvoir être parties au procès et que chaque partie doit pouvoir comparaître soit personnellement, soit par un avocat ou un avoué de la Cour suprême, soit par un mandataire dûment désigné par écrit.

ART. 9. — Si, dans le délai ci-après déterminé par la présente loi pour l'accomplissement de la procédure en vertu de ladite loi, une action est intentée à l'effet d'obtenir une indemnité indépendamment de la présente loi, du chef d'un dommage causé par un accident, et s'il est établi dans semblable action que le dommage est de ceux dont l'employeur n'est pas responsable dans les conditions de l'action, mais dont il aurait eu à réparer les suites en vertu de la présente loi, l'action sera repoussée.

Toutefois, la cour devant laquelle l'action est portée procédera si le demandeur le réclame, à la fixation de cette réparation, et aura la faculté d'en déduire les frais qui, à son avis, ont été occasionnés par le fait que le demandeur a intenté l'action dont il s'agit au lieu de procéder conformément à la présente loi.

ART. 10. — En fixant la réparation conformément à l'article précédent, la cour délivrera un certificat relatif à l'indemnité qu'elle a allouée ainsi qu'à la déduction pour frais; ce certificat aura la force et l'effet d'un jugement rendu en vertu de la loi sur la conciliation industrielle.

ART. 11. — La présente loi ne porte aucun préjudice aux poursuites aux fins de condamnation à une amende en vertu de quelque loi que ce soit, ni à l'application de semblable amende; mais si pareille amende a été totalement affectée au profit de la personne lésée, le montant en sera pris en considération dans l'estimation de l'indemnité due en vertu de la présente loi.

ART. 12. — La procédure en recouvrement de l'indemnité du chef de dommage, en vertu de la présente loi, ne sera recevable qu'aux conditions ci-après.

1° Notification de l'accident devra avoir été faite aussitôt que possible après qu'il est arrivé et avant que l'ouvrier ait volontairement quitté l'entreprise où il a été lésé;

2° La demande d'indemnité relative à l'accident doit avoir été introduite dans les trois mois de la survenance de l'accident, ou, en cas de décès, dans les six mois de la date du décès.

Toutefois, en ce qui concerne l'application de la première partie du présent article, l'ouvrier ne sera jamais censé avoir volontairement quitté l'entreprise dans tous les cas où il se trouve, à raison de l'accident, dans l'impossibilité de continuer son travail.

En outre, l'absence de notification, ainsi que l'existence d'un vice ou d'une imperfection dans la notification ne constitueront aucune fin de non-recevoir à l'action, s'il est établi dans la procédure relative à la demande qu'il n'en résulte aucun préjudice pour la défense de l'employeur, ou que ces irrégularités ont été occasionnées par une erreur ou toute autre cause raisonnable.

ART. 13. — Les dispositions ci-après s'appliqueront à la notification :

1° La notification peut être signée par l'ouvrier blessé ou par l'un de ses ayants cause, ou par quelque autre personne, au nom de l'ouvrier ou de ses ayants cause;

2° La notification donnera le nom et l'adresse de la victime, et relatara, en langage ordinaire, la cause et la nature du dommage, ainsi que la date et le lieu auxquels il a été encouru; elle sera faite à l'employeur, et, s'il y a plusieurs employeurs, à l'un d'entre eux;

3° La notification peut se faire par remise à la résidence ou au siège d'affaires de la personne à qui elle doit être faite;

4° La notification peut aussi se faire par lettre enregistrée à la poste et adressée à la personne à laquelle elle doit être faite, ou au dernier lieu connu de sa résidence ou de son siège d'affaires;

5° La notification, si elle est faite par la poste, sera censée l'avoir été au moment où la lettre qui la renferme aurait dû être délivrée d'après le cours ordinaire de la poste; la preuve de la signification résultera, à suffisance, de la preuve que la notification a été dûment adressée et enregistrée.

6° Lorsque l'employeur est une collectivité de personnes, incorporée ou non, la notification peut aussi être faite par remise ou par envoi par lettre enregistrée à la poste et adressée au bureau de l'employeur, ou, s'il y a plus d'un bureau, à l'un ou l'autre des bureaux de la collectivité;

7° Si l'employeur est la Couronne, ou un fonctionnaire de département agissant pour la Couronne, la notification sera faite au procureur général (*solicitor general*) à Wellington.

ART. 14. — Dans tous les cas où, sur requête en due forme, présentée

au bureau de conciliation institué en vertu de la loi sur l'arbitrage industriel, ledit bureau, après s'être enquis des intentions de l'employeur et des ouvriers, certifie qu'un système de réparation, de secours ou d'assurance au profit des ouvriers, comprenant ou non d'autres employeurs et leurs ouvriers, n'est pas dans son ensemble, moins favorable aux ouvriers considérés en masse ainsi qu'à leurs ayants cause que les dispositions de la présente, il sera fait application des dispositions ci-après :

1° L'employeur peut, jusqu'à révocation du certificat, convenir avec chacun de ses ouvriers que les dispositions du système seront substituées à celles de la présente loi, auquel cas l'employeur sera, à l'égard des ouvriers avec lesquels il a ainsi contracté, tenu conformément audit système au lieu de l'être en vertu de la présente loi comme il est dit plus haut : la présente loi sera applicable nonobstant toute convention contraire intervenue après son entrée en vigueur ;

2° Le bureau peut délivrer pareil certificat pour un terme dont la durée doit y être indiquée et qui ne dépasse pas cinq ans ;

3° Le certificat ne sera pas délivré pour tout système impliquant l'obligation, pour l'ouvrier, d'adhérer au système à titre de condition de son engagement.

4° Si, pendant la durée de validité du certificat, plainte est faite au bureau, par l'employeur ou ses ouvriers, ou en leur nom, ou par une majorité d'entre eux, à raison de ce que le système n'est plus dans son ensemble aussi favorable à la masse des ouvriers et à leurs ayants cause que les dispositions de la présente loi, ou que les dispositions du système sont violées, ou de ce que le système n'est pas équitablement administré, ou qu'il existe des motifs suffisants de révoquer le certificat, le bureau examinera la plainte, et, s'il la juge fondée, révoquera le certificat, à moins que la cause de la plainte ne soit venue à cesser ;

5° Lorsqu'un certificat est révoqué ou arrive à son terme, les fonds ou réserves constitués pour le fonctionnement du système seront distribués d'après les arrangements qui peuvent intervenir entre l'employeur et les ouvriers, ou en cas de contestation suivant qu'il pourra être déterminé par le bureau ;

6° Toute décision du bureau, rendue en vertu de la présente section, sera, de la manière et dans les termes prescrits, sujette à révision par la cour d'arbitrage, dont la décision sera définitive.

7° Aux fins de l'exécution du présent article, l'employeur et les ouvriers seront tenus de répondre à toutes enquêtes et de fournir tous comptes relatifs au système, suivant information ou réquisition du bureau ou de la cour.

Arr. 15. — Dans tous les cas où une personne (ci-après dénommée



« entrepreneur principal » contracte avec une autre personne (ci-après dénommée « sous-traitant ») pour l'exécution d'un travail par ou sous les ordres du sous-traitant, et que celui-ci emploie des ouvriers à cet effet, il sera fait application des dispositions suivantes :

1° L'entrepreneur principal et le sous-traitant seront censés, l'un et l'autre, être les employeurs de l'ouvrier, et seront conjointement et solidairement tenus de payer à l'ouvrier toute indemnité que le sous-traitant serait tenu de payer en vertu de la présente loi, s'il était le seul employeur.

2° L'entrepreneur principal aura le droit de se faire tenir indemne, par le sous-traitant, de la responsabilité qu'il encourt en vertu de la présente section.

3° L'entrepreneur principal ne sera tenu, conformément au présent article, que dans les cas où l'ouvrage à exécuter en vertu du contrat et auquel l'ouvrier est employé :

a) Se rapporte directement à une terre, construction, vaisseau ou toute autre propriété de l'entrepreneur principal ; ou bien :

b) Est directement une partie ou une opération de l'industrie ou profession de l'entrepreneur principal.

Toutefois, la responsabilité de celui-ci sera présumée jusqu'à preuve contraire.

4° En cas de sous-entreprise, l'expression « entrepreneur principal » comprendra non seulement l'entrepreneur principal originaire, mais aussi tout sous-traitant qui se constitue lui-même entrepreneur principal par rapport à un sous-traitant, en contractant avec ce dernier pour l'exécution par lui de tout ou partie de l'ouvrage ; et l'expression « sous-traitant » comprendra non seulement le sous-traitant originaire, mais aussi tous les autres.

Toutefois, le droit de recours de chaque entrepreneur principal existera contre chaque sous-traitant intermédiaire entre lui et le sous-traitant par lequel était employé l'ouvrier au moment de l'accident.

ART. 16. — Lorsque le dommage pour lequel une indemnité est payable en vertu de la présente loi a été occasionné dans des circonstances créant, à charge d'un tiers autre que l'employeur, l'obligation légale de payer des dommages et intérêts de ce chef, indépendamment de la présente loi, l'ouvrier peut, à son choix, procéder contre ce tiers à l'effet d'obtenir des dommages-intérêts indépendamment de la présente loi, ou contre son employeur, aux fins d'indemnités conformément à ladite loi, mais non contre l'un et l'autre à la fois ; si une indemnité est payée en vertu de la présente loi, l'employeur qui la paie aura son recours contre le tiers dont il s'agit.

ART. 17. — Lorsqu'un employeur, indépendamment ou en vertu de la présente loi, se trouve tenu de payer une indemnité ou des dom-

gages-intérêts du chef d'un accident, et qu'il a, vis-à-vis d'assureurs, droit à une somme en rapport avec le montant dû à l'ouvrier à raison de cette responsabilité, en pareil cas, si l'employeur est déclaré en faillite ou conclut un concordat, ou arrangement avec ses créanciers, ou si, l'employeur étant une société, celle-ci vient à se dissoudre, l'ouvrier aura, par l'effet de la présente loi, un privilège sur la somme susdite pour le montant qui lui est dû.

ART. 18. — En vue de garantir à l'ouvrier le plein bénéfice de son droit à indemnité, en vertu de la présente loi, ou à des dommages-intérêts ou indemnités indépendamment de ladite loi, les dispositions suivantes seront applicables dans tous les cas où l'accident, à raison duquel est produite la demande, est arrivé au cours de son travail dans ou près d'une mine, fabrique, construction ou vaisseau :

1° A partir du moment où l'accident s'est produit, le montant de l'indemnité ou des dommages auxquels l'ouvrier peut avoir droit, en vertu ou indépendamment de la présente loi, et nonobstant l'indétermination ou l'incertitude de ce montant, privilégié, en sa faveur, sur les droits immobiliers ou les intérêts que son employeur possède dans :

a) Lesdites mine, fabrique, construction ou ledit vaisseau, ainsi que dans le matériel, les machines, ustensiles et accessoires relatifs à ces établissements ;

b) Le terrain sur lequel la mine, fabrique ou construction est située ou dont ces établissements font partie.

2° Le rang de ces privilèges entre eux sera déterminé d'après la priorité du temps où ils ont pris naissance (c'est-à-dire du moment de l'accident) ; mais ceux qui ont pris naissance le même jour seront censés partir du moment où le premier d'entre ceux-ci a pris cours, et viendront tous également au même rang.

3° Sous réserve des dispositions de l'article précédent, ces privilèges auront la priorité sur tous privilèges ou hypothèques existants ou subséquents, de quelque origine que ce soit, autres que les privilèges ou hypothèques existants légalement au moment de la mise en vigueur de la présente loi.

4° Le gouverneur peut, périodiquement, par des règlements pris en vertu de la présente loi, prescrire le mode suivant lequel ces privilèges pourront être réalisés.

ART. 19. — Tout contrat existant à l'époque du vote de la présente loi et par lequel un ouvrier renonce à tous droits à une indemnité, à charge de son employeur, du fait d'un dommage occasionné par le fait et dans le cours de son travail, sera résolu par l'effet du vote de la dite loi.

ART. 20. — Le gouverneur peut périodiquement faire tels règlements qu'il juge nécessaires en vue de prescrire le mode suivant lequel les

réclamations et contestations résultant de la présente loi seront tranchées en vertu de la loi sur la conciliation industrielle, ainsi qu'à toute autre fin qui paraît nécessaire pour donner plein effet aux dispositions et au but de cette loi.

ART. 21. — Toute police d'assurance contre les accidents délivrée après la mise en vigueur de la présente loi ne contiendra que des dispositions qui puissent être approuvées par le gouverneur en son conseil.

ART. 22. — Sont abrogées les sections 52 et 53 de « The Coal Mines Act », 1891 (loi sur les mines de houille) et les sections 216 et 217 de « The Mining Act », 1898 (loi sur les mines).

## ANNEXES

### Première annexe.

#### *Membres de la famille de l'ouvrier.*

|       |              |             |             |
|-------|--------------|-------------|-------------|
| Mari  | Fils         | Beau-fils   | Grand-père  |
| Femme | Fille        | Belle-fille | Grand'mère  |
| Frère | Petit-fils   | Père        | Beau-père   |
| Sœur  | Petite-fille | Mère        | Belle-mère. |

### Deuxième annexe.

#### *Échelle et conditions de l'indemnité.*

#### ÉCHELLE.

1° Le montant de l'indemnité, en vertu de la présente loi, sera calculé et établi comme suit, à savoir :

1° Lorsque le décès résulte de l'accident :

a) Si l'ouvrier laisse des ayants droit (dependants) dépendant totalement de son salaire au moment du décès, l'indemnité sera une somme égale au salaire qu'il a gagné dans l'entreprise du même employeur, pendant les trois années précédant l'accident et au moins la somme de 200 livres, mais sans qu'en aucun cas l'indemnité puisse dépasser 400 livres.

Toutefois, le montant de tout paiement hebdomadaire fait en vertu de la présente loi sera déduit de ladite somme, et si la période d'occupation de l'ouvrier a été inférieure aux trois ans susdits, le montant du salaire, pendant ces trois ans sera censé égal à 256 fois le salaire hebdomadaire moyen qu'il gagnait pendant la période de son occupation actuelle.

b) Si l'ouvrier ne laisse aucun ayant droit de cette sorte mais laisse des ayants droit partiellement dépendants de son salaire à l'époque du décès, l'indemnité consistera dans une somme déterminée de commun accord et ne dépassant en aucun cas la somme payable en vertu des dispositions qui précèdent, ou, à défaut d'accord la somme qui sera, en vertu de la présente loi jugée raisonnable et proportionnée à la perte ou au dommage soufferts par lesdits ayants droit.

c) Si l'ouvrier ne laisse aucun ayant droit, l'indemnité sera une somme équi-

valente au coût raisonnable des soins médicaux et des funérailles et n'excédant pas 30 livres.

2° Lorsqu'une incapacité totale ou partielle de travail résulte pour l'ouvrier de l'accident.

d) L'indemnité consistera en une somme payable hebdomadairement pendant la durée de l'incapacité, après la seconde semaine et qui n'excédera pas 50 0/0 de son salaire moyen pendant les douze mois précédents, s'il a été employé pendant un tel espace de temps, sinon pendant toute période moins longue pendant laquelle il a été au service du même employeur; chaque paiement hebdomadaire ne peut dépasser 2 livres, et la responsabilité totale de l'employeur à ce sujet ne peut aller au-delà de 300 livres.

e) Dans la fixation du montant de l'allocation hebdomadaire, il sera tenu compte de la différence entre le montant du salaire moyen de l'ouvrier avant l'accident et le chiffre moyen du salaire qu'il est capable de gagner après l'accident, ainsi que de tous paiements (autres que des salaires) qu'il peut recevoir de l'employeur, à raison de l'accident, pendant la période d'incapacité.

#### CONDITIONS.

2° En cas de mort de l'ouvrier, le paiement sera fait aux représentants légaux de sa personne, ou, à défaut de ceux-ci, à ses ayants droit ou à leur profit, et, s'il ne laisse pas d'ayants droit, à la personne à laquelle les frais sont dus; dans le cas où le paiement est fait aux représentants légaux personnels, ceux-ci paieront la somme aux ayants droit ou à leur profit, ou à toute autre personne dûment qualifiée en vertu de la présente loi.

3° Toute question quant au point de savoir qui est ayant droit ou quel doit être le montant payable à chaque ayant droit sera, à défaut d'accord, aplaniée comme un conflit industriel, en vertu de la loi sur la conciliation industrielle.

4° La somme allouée à un ayant droit à titre d'indemnité peut être placée ou autrement appliquée au profit de l'ayant droit, suivant accord ou à défaut d'accord, comme il sera déterminé par la cour d'arbitrage.

5° Lorsqu'un ouvrier a notifié un accident ou a droit à des paiements hebdomadaires en vertu de la présente loi, il devra, s'il en est requis par l'employeur ou par une tierce personne contre laquelle l'employeur a son recours en vertu de la présente loi, se soumettre, de temps en temps, à la visite d'un médecin dûment qualifié, désigné et payé par l'employeur ou par le tiers dont il s'agit.

Toutefois, si l'ouvrier s'oppose à cet examen médical, ou s'il n'est pas satisfait du certificat délivré par le médecin et relatif à son état de santé, lorsque ce certificat lui est communiqué, il peut se soumettre lui-même à la visite de l'un des médecins nommés par le gouverneur aux fins de la présente loi; le certificat délivré par ce médecin et relatif à l'état de santé de l'ouvrier au moment de la visite sera remis à l'employeur et à l'employé, et constituera la constatation définitive de cet état de santé.

6° Si l'ouvrier refuse de se soumettre lui-même à pareille visite, ou y fait obstacle de quelque façon que ce soit, les droits qu'il tient de la présente loi à raison de l'accident auquel cette visite est relative seront suspendus jusqu'à ce que la visite ait lieu et seront absolument éteints si l'ouvrier ne se soumet pas à la visite dans le délai d'un mois après qu'il en est requis.

7° L'allocation hebdomadaire peut être révisée à la requête, soit de l'employeur, soit de l'ouvrier, et, en cas de révision, prendre fin, être diminuée ou augmentée dans les limites du maximum ci-dessus prévu.

8° Lorsque l'allocation hebdomadaire a été payée pendant six mois au moins, la dette y relative peut, à la requête faite par l'employeur ou en son nom, être rachetée par le paiement d'une somme globale à convenir entre parties ou, à défaut d'accord, à déterminer par la cour d'arbitrage; il peut être ordonné que cette somme soit placée ou autrement employée, comme il est mentionné ci-dessus.

9° Aucune somme payée ou payable à raison des indemnités dues en vertu de la présente loi ne pourra être cédée, engagée, saisie ou arrêtée, ni passer à aucune autre personne par l'effet de la loi, ni être susceptible d'opposition.

## II. — LOI DU 3 OCTOBRE 1902

### modifiant la loi du 18 octobre 1900 sur la réparation des accidents du travail.

ART. 1. — Le titre abrégé de la présente loi sera : *Loi de 1902 modifiant la loi sur la réparation des accidents du travail*; elle fera partie de la loi de 1900 sur la réparation des accidents du travail (appelée ci-après *Loi principale*), et sera interprétée comme faisant corps avec cette dernière.

ART. 2. — La présente loi entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 1903.

ART. 3. — 1° La réparation à laquelle un ouvrier a droit en vertu de la loi principale, à raison d'une incapacité de travail totale ou partielle, consistera en une allocation hebdomadaire n'excédant pas 50 0/0 de son salaire hebdomadaire moyen, calculé pour la période au cours de laquelle il a été occupé pendant les douze derniers mois, s'il a été au service du même employeur pendant pareil laps de temps; dans le cas contraire, pour la période moindre au cours de laquelle il a été au service du même employeur.

2° Ces allocations seront payées aussi longtemps que durera l'incapacité de travail, mais elles ne pourront excéder 2 livres par semaine, et la responsabilité totale de l'employeur à raison de cette réparation ne pourra excéder 300 livres.

3° Le présent paragraphe sera substitué au paragraphe (d) de l'art. 1<sup>er</sup> de la deuxième annexe de la loi principale, lequel paragraphe est en conséquence abrogé.

ART. 4. — L'article 5 de la loi principale, concernant la responsabilité de l'employeur, est modifié par la suppression des mots *deux semaines*, qui sont remplacés par les mots *une semaine*.

ART. 5. — 1° A partir de la mise en vigueur de la présente loi, la loi principale sera applicable aux ouvriers agricoles.

2° Lorsqu'un employeur passe contrat avec un sous-traitant en vue de l'exécution par ce sous-traitant ou sous la direction de celui-ci d'un travail agricole, l'article 15 de la loi principale sera applicable aux ouvriers occupés à ce travail.

3° Lorsqu'un ouvrier agricole est occupé par le même employeur partiellement ou occasionnellement à un autre travail, la présente loi sera également applicable à l'occupation de l'ouvrier dans cet autre travail.

4° En vue de l'application de la présente section, le terme *agriculture* comprendra l'horticulture, la sylviculture et le travail de la terre dans un but quelconque d'économie rurale, y compris la garde et l'élevage des bestiaux.

---

**FRANCE-ITALIE**

~~~~~

CONVENTION FRANCO-ITALIENNE**du 15 avril 1904****SUR LA LÉGISLATION OUVRIÈRE**

Le 15 avril 1904, MM. Camille Barrère et Arthur Fontaine, représentants du Gouvernement français, et MM. Tittoni, Luzzatti, L. Rava et E. Stelluti Scala, représentants du Gouvernement italien, ont signé la convention suivante.

CONVENTION

Le Président de la République française et Sa Majesté le roi d'Italie désirant, par des accords internationaux, assurer à la personne du travailleur des garanties de réciprocité analogues à celles que les traités de commerce ont prévues pour les produits du travail et particulièrement : 1° faciliter à leurs nationaux travaillant à l'étranger la jouissance de leurs épargnes et leur ménager le bénéfice des assurances sociales; 2° garantir aux travailleurs le maintien des mesures de protection déjà édictées en leur faveur et concourir au progrès de la législation ouvrière, ont résolu de conclure à cet effet une convention et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

Le Président de la République française : S. Ex. M. Camille Barrère, ambassadeur de France près Sa Majesté le roi d'Italie; M. Arthur Fontaine, directeur du travail au ministère du Commerce de France;

Sa Majesté le roi d'Italie : S. Ex. M. Tommaso Tittoni, son ministre des Affaires étrangères; S. Ex. M. Luigi Luzzatti, son ministre du Trésor; S. Ex. M. Luigi Rava, son ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce; S. Ex. M. le comte Enrico Stelluti Scala, son ministre des Postes et des Télégraphes;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER.

Des négociations seront engagées à Paris après la ratification de la présente convention, pour la conclusion d'arrangements fondés sur les principes énoncés ci-après et destinés à régler le détail de leur application — exception faite pour l'arrangement relatif à la caisse nationale d'épargne de France et à la caisse d'épargne postale d'Italie, prévu sous le paragraphe A ci-dessous, qui sera annexé à la convention.

a) Les fonds versés à titre d'épargne, soit à la Caisse nationale d'épargne de France, soit à la Caisse d'épargne postale d'Italie, pourront, sur la demande des intéressés, être transférés sans frais de l'une des Caisses à l'autre, chacune de ces Caisses appliquant aux dépôts ainsi transférés les règles générales qu'elle applique aux dépôts effectués chez elle par les nationaux.

Un régime de transfert, sur des bases analogues, pourra être institué entre diverses Caisses d'épargne privées de France et d'Italie, ayant leur siège dans de grandes agglomérations industrielles ou dans des villes frontalières. Sans comporter la gratuité absolue des transferts, ce régime stipulera le concours des administrations postales, soit gratuit, soit à tarif réduit.

b) Les deux gouvernements faciliteront, par l'entremise tant des administrations postales que des Caisses nationales, le versement des cotisations des Italiens résidant en France à la Caisse nationale de prévoyance d'Italie et des Français résidant en Italie à la Caisse nationale des retraites de France. Ils faciliteront, de même, le paiement en France des pensions acquises, soit par des Italiens, soit par des Français, à la Caisse nationale italienne et réciproquement.

c) L'admission des ouvriers et employés de nationalité italienne à la constitution de retraites de vieillesse et peut-être d'invalidité, dans le régime général des retraites ouvrières actuellement élaboré par le Parlement français, ainsi que la participation des ouvriers et employés de nationalité française au régime des retraites ouvrières en Italie, seront réglées aussitôt après le vote de dispositions législatives dans les pays contractants.

La part de pension correspondant aux versements de l'ouvrier ou employé, ou aux retenues faites sur son salaire lui sera acquise intégralement.

En ce qui concerne la part de pension correspondant aux contri-

butions patronales, il sera statué par l'arrangement, dans des conditions de réciprocité.

La part de pension à provenir éventuellement de subventions budgétaires sera laissée à l'appréciation de chaque État et payée sur les ressources à ses nationaux ayant acquis une retraite dans l'autre pays.

Les deux États contractants faciliteront par l'entremise tant des administrations postales que de leurs Caisses de retraite, le paiement en Italie des pensions acquises en France et réciproquement.

Les deux gouvernements étudieront, pour les ouvriers et employés ayant travaillé successivement dans les deux pays pendant des périodes minima à déterminer, sans remplir dans aucun des deux les conditions requises pour les retraites ouvrières, un régime spécial d'acquisition de retraite.

d) Les ouvriers et employés de nationalité italienne, victimes en France d'accidents par le fait ou à l'occasion du travail, ainsi que leurs représentants résidant en France, auront droit aux mêmes indemnités que les Français et réciproquement.

Les Italiens bénéficiaires de rentes cessant de résider en France, ainsi que les représentants de la victime qui ne résideraient pas en France au moment de l'accident, auront droit à des indemnités à déterminer. Les capitaux constitutifs de ces indemnités, évalués d'après un tarif annexé à l'arrangement, pourront être versés à la Caisse nationale italienne de prévoyance, à charge par elle d'assurer le service des rentes. La Caisse nationale italienne d'assurance contre les accidents du travail acceptera également, suivant tarif conventionnel, pour le risque d'indemnité aux représentants ne résidant pas en France des ouvriers italiens victimes d'accidents, les réassurances des assureurs français désireux de se décharger éventuellement de toutes recherches et démarches à cet égard. Des avantages équivalents seront réservés, par réciprocité, pour les Français victimes d'accidents du travail en Italie.

e) L'admission des ouvriers et employés italiens, en France, à des institutions d'assurances ou de secours contre le chômage subventionnées par les pouvoirs publics, l'admission des ouvriers et employés français, en Italie, aux institutions de même nature, seront réglées, le cas échéant, après le vote dans les deux pays de dispositions légales relatives à ces institutions.

f) Les arrangements prévus au présent article seront conclus pour une durée de cinq années. Les deux parties contractantes de-

vront se prévenir mutuellement une année à l'avance, si leur intention est d'y mettre fin à l'expiration de ce terme. A défaut d'un tel avis, l'arrangement sera prorogé d'année en année, pour un délai d'un an, par tacite reconduction.

ART. 2.

a) Les deux gouvernements détermineront, pour éviter les erreurs ou les fausses déclarations, la nature des pièces à présenter aux consulats italiens par les jeunes Italiens embauchés en France, ainsi que la forme des certificats à fournir aux mairies par lesdits consulats avant la délivrance aux enfants des livrets prescrits par la législation sur le travail des enfants. Les inspecteurs du travail se feront représenter les certificats à chaque visite; ils retireront les livrets indûment détenus.

b) Le Gouvernement français organisera des comités de patronage comprenant, autant que possible, des Italiens, parmi leurs membres, pour les régions industrielles où seront employés en grand nombre de jeunes Italiens logés en dehors de leurs familles par des intermédiaires.

c) Les mêmes mesures seront prises pour la protection des jeunes ouvriers français en Italie.

ART. 3.

Au cas où l'initiative serait prise par l'un des deux États contractants ou par un des États avec qui ils entretiennent des relations diplomatiques, de convoquer divers gouvernements à une conférence internationale dans le but d'unifier, par des conventions, certaines dispositions des lois protectrices des travailleurs, l'adhésion de l'un des deux gouvernements au projet de conférence, entraînerait, de la part de l'autre gouvernement, une réponse favorable en principe.

ART. 4.

Au moment de signer cet accord, le Gouvernement italien prend l'engagement de compléter l'organisation dans tout le royaume et particulièrement dans les régions où le travail industriel est développé, d'un service d'inspection fonctionnant sous l'autorité de l'État et offrant, pour l'application des lois, des garanties analogues à celles que présente le service de l'inspection du travail en France.

Les inspecteurs feront observer les lois en vigueur sur le travail

des femmes et des enfants, et notamment des prescriptions qui concernent : 1° l'interdiction du travail de nuit; 2° l'âge d'admission au travail dans les ateliers industriels; 3° la durée du travail journalier; 4° l'obligation du repos hebdomadaire.

Le Gouvernement italien s'engage à publier un rapport annuel détaillé sur l'application des lois et règlements relatifs au travail des femmes et des enfants.

Le Gouvernement français prend le même engagement.

Le Gouvernement italien déclare en outre qu'il a l'intention de mettre à l'étude et de réaliser graduellement la réduction progressive de la durée du travail journalier des femmes dans l'industrie.

ART. 5.

Chacune des deux parties contractantes se réserve la faculté de dénoncer à toute époque la présente convention et les arrangements prévus à l'art. 1^{er}, en faisant connaître son intention un an d'avance, s'il y a lieu de reconnaître que la législation relative au travail des femmes et des enfants n'a pas été respectée par l'autre partie, sur les points énoncés spécialement à l'art. 4, alinéa 2, faute d'une inspection suffisante, ou par suite de tolérances contraires à l'esprit de la loi, ou que le législateur aura diminué sur les mêmes points la protection édictée en faveur des travailleurs.

ART. 6.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Rome aussitôt que possible.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Arrangements sur les Caisses d'épargne.

L'arrangement relatif aux Caisses d'épargne des deux pays dont il est fait mention dans la convention qui précède est ainsi conçu :

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Sa Majesté le roi d'Italie, désirant assurer des facilités nouvelles aux déposants à la Caisse nationale d'épargne de France et à la Caisse d'épargne postale d'Italie, sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Les fonds versés à titre d'épargne, soit à la Caisse nationale d'épargne de France, soit à la Caisse d'épargne postale d'Italie pourront, sur la demande des intéressés et jusqu'à concurrence d'un maximum de 1.500 francs, être transférés sans frais de l'une des Caisses, dans l'autre, et réciproquement.

Les demandes de transferts internationaux seront reçues, en France et en Italie dans tous les bureaux de poste chargés, dans ces pays, du service de la Caisse d'épargne.

Les fonds transférés seront, notamment en ce qui concerne le taux et le calcul des intérêts, les conditions de remboursement, d'achat et de revente de rentes ou d'acquisition de carnets de rentes viagères, soumis aux lois, décrets, arrêtés et règlements régissant le service de l'administration dans la Caisse de laquelle ces fonds auront été transférés.

ART. 2.

Les titulaires de livrets de la Caisse nationale d'épargne de France ou de la Caisse d'épargne nationale d'Italie pourront obtenir, sans frais, le remboursement, dans l'un de ces pays, des sommes déposées par eux à la Caisse d'épargne de l'autre pays.

Les demandes de remboursements internationaux, rédigées sur des formules spéciales mises à la disposition du public, seront déposées par les intéressés entre les mains du chef de bureau ou du receveur des postes de leur résidence, qui les fera parvenir, en franchise de port, à la Caisse nationale détentrice des fonds.

Les remboursements seront effectués en vertu d'ordres de paiements qui ne pourront excéder 1.500 francs chacun.

Les ordres de remboursements seront payables seulement dans les établissements de poste ou autres chargés du service de la Caisse d'épargne. Ils seront adressés, directement et en franchise de port, par la Caisse d'épargne qui les aura délivrés, aux bureaux désignés pour le paiement.

ART. 3.

Chaque administration se réserve le droit de rejeter les demandes de transferts ou de remboursements internationaux qui ne rempliraient pas les conditions exigées par des règlements intérieurs.

ART. 4.

Les sommes transférées d'une Caisse dans l'autre porteront intérêts à charge de l'administration primitivement détentrice des fonds jusqu'à la fin du mois pendant lequel cette demande s'est produite, et à charge de l'administration, qui accepte le transfert du premier jour du mois suivant.

ART. 5.

Il sera établi, à la fin de chaque mois, par la Caisse nationale d'épargne de France et la Caisse d'épargne postale d'Italie, un décompte des sommes qu'elles se doivent respectivement du chef des opérations faites pour le service de la Caisse d'épargne et, après vérification contradictoire de ces décomptes, la Caisse reconnue débitrice se libérera dans le plus bref délai possible, envers l'autre Caisse au moyen de traites ou chèques sur Rome ou sur Paris.

ART. 6.

La Caisse d'épargne de chacun des pays contractants pourra correspondre directement et en franchise, par la voie postale, avec la caisse de l'autre pays.

ART. 7.

Les bureaux de poste des deux pays se prêteront réciproquement concours pour le retrait des livrets à régler ou à vérifier.

L'échange des livrets entre la Caisse d'épargne de chaque pays et les bureaux de poste ou agences de l'autre pays aura lieu en franchise.

ART. 8.

La Caisse nationale d'épargne de France et la Caisse d'épargne postale d'Italie arrêteront d'un commun accord, après entente avec les administrations des postes des deux pays, les mesures de détail et d'ordre nécessaires pour l'exécution du présent arrangement, y compris celles relatives au change.

ART. 9.

Chaque partie contractante se réserve la faculté, dans le cas de force majeure ou de circonstances graves, de suspendre en tout ou en partie, les effets de la présente convention.

Avis devra en être donné à l'administration correspondante par la voie diplomatique.

L'avis fixera la date à partir de laquelle le service international cessera de fonctionner.

ART. 10.

Le présent arrangement aura force et valeur à partir du jour dont les Caisses d'épargne des deux pays contractants conviendront dès que la promulgation en aura été faite d'après les lois particulières à chacun des deux États.

Sauf le cas prévu à l'art. 5 de la convention, en date de ce même jour, il demeurera obligatoire pendant une durée de cinq années. Les deux parties contractantes devront se prévenir mutuellement, une année d'avance, si leur intention est d'y mettre fin à l'expiration de ce terme.

À défaut d'un tel avis, il sera prorogé d'année en année pour un délai d'un an par tacite reconduction.

Lorsque l'une des deux parties contractantes aura annoncé à l'autre son intention d'en faire cesser les effets, l'arrangement continuera d'avoir son exécution pleine et entière pendant les douze derniers mois sans préjudice de la liquidation et du solde des comptes entre les Caisses d'épargne des deux pays après l'expiration dudit terme.

Protocole.

Au moment de procéder à la signature de la convention en date de ce jour, les plénipotentiaires soussignés se référant à l'art. 5 de cette convention ont d'un commun accord déclaré ce qui suit :

La loi française sur le travail des enfants et des femmes visée par l'art. 5 de la convention est celle du 2 novembre 1892, modifiée par l'art. 1^{er} de la loi du 30 mars 1900.

Toutefois, il est entendu que, éventuellement, les modifications à ladite loi déjà votées par le Sénat français à la date du 24 mars 1904, dans la mesure où elles prendraient force légale par le vote des deux Chambres se substitueraient aux dispositions actuellement en vigueur pour l'appréciation prévue à l'art. 5 de ladite convention.

La loi italienne sur le travail des enfants et des femmes visée par l'art. 5 de la convention est celle du 29 juin 1902. Il sera tenu compte pour les appréciations prévues audit art. 5, en France, des avis de la commission supérieure du travail dans l'industrie, établie par la loi du 2 novembre 1902, et du Conseil supérieur du travail ; en Italie, de l'avis du Conseil supérieur du travail, organisé par la loi du 29 juin 1902.

FRANCE

ACCIDENTS DU TRAVAIL

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

RELATIFS AUX

ACCIDENTS DU TRAVAIL

par E. CAUVILLE.

**1^{re} Propositions adoptées par la Chambre des députés
et soumises à l'examen du Sénat.**

Au cours de la septième législature (1898-1902), un certain nombre de propositions avaient été déposées à la Chambre des députés dans le but de modifier ou d'étendre la loi du 9 avril 1898⁽¹⁾.

La Chambre des députés avait adopté les 4 février, 3 juin et 5 décembre 1901 certaines de ces propositions⁽²⁾. La commission du Sénat, appelée à les examiner, les divisa en deux catégories et proposa au Sénat l'adoption des « simples modifications de forme », réservant pour un examen plus approfondi « les modifications qui, tant directement au regard des chefs d'entreprise et des ouvriers que par répercussion sur les contrats d'assurance stipulés en exécution de cette loi, touchent au fond, et dans leur consistance même, aux droits et obligations qui en résultent ».

Le Sénat, se conformant au désir de sa commission, vota le 14 mars 1902 les modifications qu'elle lui proposait et qui sont devenues la loi du 22 mars 1902⁽³⁾.

(1) Nous avons analysé ces propositions et les rapports auxquels elles ont donné lieu dans le *Bulletin des accidents et des assurances sociales*, 1900, p. 513 ; 1901, p. 73, 257 et 463 ; 1902, p. 335.

(2) Voir *Bulletin*, 1901, p. 73, 177 et 466, et 1902, p. 333.

(3) Voir cette loi dans le *Bulletin*, 1902, p. 14.

Les autres articles votés par la Chambre des députés restent soumis au Sénat. La commission sénatoriale chargée de les examiner, a confié le soin de les rapporter à M. Chovet. Celui-ci a déposé le 19 novembre 1903 son premier rapport⁽¹⁾.

Un deuxième rapport supplémentaire de M. Chovet fut déposé le 1^{er} décembre 1903⁽²⁾. Il concernait seulement la proposition de loi votée par la Chambre le 24 novembre et complétant le deuxième paragraphe de l'art. 26 de la loi du 9 avril 1898. Le Sénat, estimant avec sa commission, que cette modification devait être discutée en même temps que les autres, mais aussi qu'il y avait urgence à fixer, pour 1903, les conditions d'application des art. 26 et 27 de la loi du 9 avril 1898, vota un texte transitoire qui, adopté par la Chambre, le 2 décembre, est devenu la loi du 2 décembre 1903⁽³⁾.

Pendant ce temps, la commission du Sénat continuait l'étude des modifications à apporter à la loi de 1898, et le 17 mars 1904, M. Chovet déposait un troisième rapport supplémentaire⁽⁴⁾ qui se terminait en proposant au Sénat d'adopter le texte que nous reproduisons ci-après en le comparant au texte actuel de la loi et aux modifications déjà votées par la Chambre.

(1) Doc. parlementaires, Sénat, année 1903, n. 290.

Rapport supplémentaire (le premier rapport avait été déposé par M. Demôle et visait les modifications qui sont devenues la loi du 22 mars 1902) fait au nom de la commission chargée d'examiner les propositions de loi adoptées par la Chambre des députés :

La première, tendant à modifier divers articles de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail ;

La deuxième, tendant à améliorer la loi du 9 avril 1898 au profit des chauffeurs, mécaniciens et autres agents des Compagnies de chemins de fer ;

La troisième, ayant pour objet de donner le droit à la responsabilité forfaitaire dans les accidents du travail ;

par M. Chovet, sénateur.

(2) Doc. parlementaires : Sénat, 1903, n. 299.

(3) Voir cette loi dans le *Bulletin*, 1903, p. 667.

(4) Doc. parlementaires : Sénat, 1903, n° 84.

TEXTE

des articles de la loi du 9 avril 1898,
visés par la proposition de loi.

TEXTE

des modifications aux articles ci-contre déjà
votées par la Chambre des députés.

ARTICLE PREMIER.

Les articles 3, 4, 7, 10, 11, 12, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 26, 27 et 30 de la loi du 9 avril 1898 sont modifiés comme suit :

Art. 3. — Dans les cas prévus à l'article premier, l'ouvrier ou l'employé a droit :

Pour l'incapacité absolue et permanente, à une rente égale aux deux tiers de son salaire annuel;

Pour l'incapacité partielle et permanente, à une rente égale à la moitié de la réduction que l'accident aura fait subir au salaire;

Pour l'incapacité temporaire, à une indemnité journalière égale à la moitié du salaire touché au moment de l'accident, si l'incapacité de travail a duré plus de quatre jours et à partir du cinquième jour.

Lorsque l'accident est suivi de mort, une pension est servie aux personnes ci-après désignées, à

Art. 3. — Dans les cas prévus à l'article premier, l'ouvrier ou l'employé a droit :

Pour l'incapacité absolue et permanente, à une rente égale aux deux tiers de son salaire annuel;

Pour l'incapacité partielle et permanente, à une rente égale à la moitié de la réduction que l'accident aura fait subir au salaire;

Pour l'incapacité temporaire, à une indemnité journalière, sans distinction entre les jours ouvrables et les dimanches et jours fériés, égale à la moitié du salaire touché au moment de l'accident, si l'incapacité de travail a duré plus de quatre jours, et à partir du premier jour. Cette indemnité est payable aux époques de paye usitées dans l'entreprise, sans que l'intervalle des paiements puisse excéder seize jours, et à la résidence de la victime.

Lorsque l'accident est suivi de mort, une pension est servie aux personnes ci-après désignées, à

TEXTE

de la Commission du Sénat.

ARTICLE PREMIER.

Les articles 3, 4, 10, 15, 16, 19, 21, 27 et 30 de la loi du 9 avril 1898 sont modifiés ainsi qu'il suit :

Art. 3. — Dans les cas prévus à l'article premier, l'ouvrier ou employé a droit :

Pour l'incapacité absolue et permanente, à une rente égale aux deux tiers de son salaire annuel ;

Pour l'incapacité partielle et permanente, à une rente égale à la moitié de la réduction que l'accident aura fait subir au salaire ;

Pour l'incapacité temporaire, à une indemnité journalière, sans distinction entre les jours ouvrables ou les dimanches et jours fériés, égale à la moitié du salaire touché au moment de l'accident, si l'incapacité de travail a duré plus de quatre jours, et à partir du cinquième jour après celui de l'accident. Cette indemnité est payable aux époques et lieu de paye usités dans l'entreprise, sans que l'intervalle puisse excéder seize jours.

Lorsque l'accident est suivi de mort, une pension est servie aux personnes ci-après désignées, à partir du décès, dans les conditions suivantes :

TEXTE

des articles de la loi du 9 avril 1898,
visés par la proposition de loi.

TEXTE

des modifications aux articles ci-contre déjà
votées par la Chambre des députés.

partir du décès, dans les conditions suivantes :

A. Une rente viagère égale à 20 0/0 du salaire annuel de la victime pour le conjoint survivant non divorcé ou séparé de corps, à la condition que le mariage ait été contracté antérieurement à l'accident.

En cas de nouveau mariage le conjoint cesse d'avoir droit à la rente mentionnée ci-dessus; il lui sera alloué, dans ce cas, le triple de cette rente à titre d'indemnité totale.

B. Pour les enfants, légitimes ou naturels, reconnus avant l'accident, orphelins de père ou de mère, âgés de moins de seize ans, une rente calculée sur le salaire annuel de la victime à raison de 15 0/0 de ce salaire s'il n'y a qu'un enfant, de 25 0/0 s'il y en a deux, de 35 0/0 s'il y en a trois et de 40 0/0 s'il y en a quatre ou un plus grand nombre.

Pour les enfants, orphelins de père et de mère, la rente est portée pour chacun d'eux à 20 0/0 du salaire.

L'ensemble de ces rentes ne peut, dans le premier cas, dé-

partir du décès, dans les conditions suivantes :

A. Une rente viagère égale à 20 0/0 du salaire annuel de la victime pour le conjoint survivant non divorcé ou séparé de corps, à la condition que le mariage ait été contracté antérieurement à l'accident.

En cas de nouveau mariage, le conjoint cesse d'avoir droit à la rente mentionnée ci-dessus; il lui sera alloué dans ce cas le triple de cette rente à titre d'indemnité totale.

B. Pour les enfants, légitimes ou naturels, reconnus avant l'accident, orphelins de père ou de mère, âgés de moins de seize ans, une rente calculée sur le salaire annuel de la victime à raison de 15 0/0 de ce salaire s'il n'y a qu'un enfant, de 25 0/0 s'il y en a deux, de 35 0/0 s'il y en a trois et de 40 0/0 s'il y en a quatre ou un plus grand nombre.

Pour les enfants, orphelins de père et de mère, la rente est portée pour chacun d'eux à 20 0/0 du salaire.

L'ensemble de ces rentes ne peut, dans le premier cas, dé-

TEXTE

de la Commission du Sénat.

A. Une rente viagère égale à 20 0/0 du salaire annuel de la victime pour le conjoint survivant non divorcé ou non séparé de corps, à la condition que le mariage ait été contracté antérieurement à l'accident.

Aura droit à ladite rente le conjoint divorcé et non remarié ou le conjoint séparé de corps au profit duquel le divorce ou la séparation de corps avait été prononcé et qui avait obtenu une pension alimentaire à la charge de la victime.

En cas de nouveau mariage, le conjoint cesse d'avoir droit à la rente mentionnée ci-dessus; il lui sera alloué, dans ce cas, le triple de cette rente à titre d'indemnité totale.

B. Pour les enfants, à la charge de la victime, légitimes ou naturels, reconnus avant l'accident, orphelins de père ou de mère, âgés de moins de seize ans, une rente calculée sur le salaire annuel de la victime, à raison de 15 0/0 de ce salaire s'il n'y a qu'un enfant, de 25 0/0 s'il y en a deux, de 35 0/0 s'il y en a trois et de 40 0/0 s'il y en a quatre ou un plus grand nombre.

Pour les enfants orphelins de père et de mère, la rente est portée pour chacun d'eux à 20 0/0 du salaire.

L'ensemble de ces rentes ne peut, dans le premier cas, dépasser 40 0/0 du salaire, ni 60 0/0 dans le second.

TEXTE

des articles de la loi du 9 avril 1898,
visés par la proposition de loi.

TEXTE

des modifications aux articles ci-contre déjà
votés par la Chambre des députés.

passer 40 0/0 du salaire ni 60 0/0
dans le second.

passer 40 0/0 du salaire, ni 60
0/0 dans le second.

Lorsque la victime, en plus du conjoint ou des enfants, a aussi des petits-enfants orphelins à sa charge, chacun de ceux-ci aura droit jusqu'à l'âge de seize ans à une rente égale à 10 0/0 du salaire annuel de la victime, sans que le montant total de ces rentes puisse dépasser 15 0/0.

En aucun cas l'ensemble des rentes prévues aux paragraphes A et B pour le conjoint de la victime ou ses enfants ne pourra dépasser le 100 0/0 du salaire ou devra y être ramené par une réduction proportionnelle de la part revenant à chaque catégories des ayants droit.

Cette réduction proportionnelle sera supprimée dès que l'ensemble de ces rentes ne dépassera point ce chiffre.

C. Si la victime n'a ni conjoint ni enfants dans les termes des paragraphes A et B, chacun des ascendants et descendants qui étaient à sa charge recevra une rente viagère pour les ascendants et payable jusqu'à seize ans pour les descendants. Cette rente sera égale à 10 0/0 du salaire annuel de la victime, sans que le montant total des rentes ainsi

C. Si la victime n'a ni conjoint ni enfants dans les termes des paragraphes A et B, chacun des père et mère et aussi, s'il était à sa charge, chacun des autres ascendants et des descendants recevra une rente viagère pour les ascendants et payable jusqu'à seize ans pour les descendants. Cette rente sera égale à 10 0/0 du salaire annuel de la victime

TEXTE

de la Commission du Sénat.

Lorsque la victime, en plus du conjoint ou des enfants, a aussi des petits-enfants orphelins à sa charge, chacun de ceux-ci aura droit jusqu'à l'âge de seize ans à une rente égale à 10 0/0 du salaire annuel de la victime, sans que le montant total de ces rentes puisse dépasser 15 0/0.

En aucun cas, l'ensemble des rentes prévues aux paragraphes A et B pour le conjoint de la victime, ses enfants ou petits-enfants ne pourra dépasser le 60 0/0 du salaire ou devra y être ramené par réduction proportionnelle de la part revenant à chaque catégorie des ayants droit.

Cette réduction proportionnelle sera supprimée dès que l'ensemble de ces rentes ne dépassera point ce chiffre.

C. Si la victime n'a ni conjoint, ni enfant, dans les termes des paragraphes A et B, chacun des ascendants et descendants qui étaient à sa charge recevra une rente viagère pour les ascendants et payable jusqu'à seize ans pour les descendants. Cette rente sera égale à 10 0/0 du salaire annuel de la victime, sans que le montant total des rentes allouées puisse dépasser 30 0/0.

TEXTE

des articles de la loi du 9 avril 1898,
visés par la proposition de loi.

allouées puisse dépasser 30 0/0

Chacune des rentes prévues par le paragraphe C est, le cas échéant, réduite proportionnellement.

Les rentes constituées en vertu de la présente loi sont payables par trimestre; elles sont incessibles et insaisissables.

Les ouvriers étrangers, victimes d'accidents, qui cesseront de résider sur le territoire français recevront, pour toute indemnité, un capital égal à trois fois la rente qui leur avait été allouée.

Les représentants d'un ouvrier

TEXTE

des modifications aux articles ci-contre déjà
votées par la Chambre des députés.

sans que le montant total des rentes ainsi allouées puisse dépasser 30 0/0.

Chacune des rentes prévues par le paragraphe C est, le cas échéant, réduite proportionnellement.

Les rentes constituées en vertu de la présente loi sont payables dans le canton de la résidence du titulaire, ou, si elles sont servies par la Caisse nationale des retraites, chez le préposé de cet établissement qu'il a désigné.

Elles sont payables par trimestre et à terme échu; toutefois le tribunal peut ordonner le paiement d'avance de la moitié du premier arrérage.

Ces rentes sont incessibles et insaisissables.

Les ouvriers étrangers, victimes d'accidents, qui cesseront de résider sur le territoire français, recevront pour toute indemnité un capital égal à trois fois la rente qui leur avait été allouée.

Il en sera de même pour leurs ayants droit étrangers cessant de résider sur le territoire français; toutefois, pour les enfants, ce capital ne pourra dépasser le total des annuités restant à courir jusqu'à seize ans.

Les représentants étrangers

TEXTE

de la Commission du Sénat.

Chacune des rentes prévues par le paragraphe C est, le cas échéant, réduite proportionnellement.

Les rentes constituées en vertu de la présente loi sont payables à la résidence du titulaire ou au chef-lieu de canton de cette résidence, et, si elles sont servies par la Caisse nationale des retraites, chez le préposé de cet établissement désigné par le titulaire.

Elles sont payables par trimestre et à terme échu; toutefois le tribunal peut ordonner le paiement d'avance de la moitié du premier arrérage.

Ces rentes sont incessibles et insaisissables.

Les ouvriers étrangers, victimes d'accidents, qui cesseront de résider sur le territoire français, recevront, pour toute indemnité, un capital égal à trois fois la rente qui leur avait été allouée.

Il en sera de même pour leurs ayants droit étrangers, cessant de résider sur le territoire français, sans que toutefois le capital puisse dépasser la valeur actuelle de la rente d'après le tarif visé à l'article 28.

Les représentants étrangers d'un ouvrier étranger ne rece-

TEXTE

des articles de la loi du 9 avril 1898,
visés par la proposition de loi.

étranger ne recevront aucune indemnité, si, au moment de l'accident, ils ne résidaient pas sur le territoire français.

Art. 4. — Le chef d'entreprise supporte en outre les frais médicaux et pharmaceutiques et les frais funéraires. Ces derniers sont évalués à la somme de 100 francs au maximum.

Quant aux frais médicaux et pharmaceutiques, si la victime a fait choix elle-même de son médecin, le chef d'entreprise ne peut être tenu que jusqu'à concurrence de la somme fixée par le juge de paix du canton, conformément aux tarifs adoptés dans chaque département pour l'assistance médicale gratuite.

TEXTE

des modifications aux articles ci-contre déjà
votées par la Chambre des députés.

d'un ouvrier étranger ne recevront aucune indemnité si, au moment de l'accident, ils ne résidaient pas sur le territoire français, à moins qu'un décret en Conseil d'État n'ait rendu applicables en ce cas pour leur nationalité, à raison de la législation en vigueur dans leur pays sur la matière, les dispositions contenues dans l'alinéa précédent.

Art. 4. — Le chef d'entreprise supporte en outre les frais médicaux et pharmaceutiques et les frais funéraires. Ces derniers sont évalués à la somme de cent francs (100 fr.) au maximum.

La victime peut toujours faire choix elle-même de son médecin et de son pharmacien. Dans ce cas le chef d'entreprise ne peut être tenu des frais médicaux et pharmaceutiques que jusqu'à concurrence de la somme fixée par le juge de paix du canton où est survenu l'accident conformément aux tarifs adoptés dans le département pour l'assistance médicale gratuite ou, à leur défaut, aux usages locaux.

Le chef d'entreprise est tenu, dans tous les cas, à la totalité des frais d'hospitalisation.

Le chef d'entreprise pourra,

TEXTE

de la Commission du Sénat.

vront aucune indemnité, si, au moment de l'accident, ils ne résidaient pas sur le territoire français, à moins que leur pays d'origine n'ait garanti par traité des avantages équivalents à nos nationaux.

Art. 4. — Le chef d'entreprise supporte en outre les frais médicaux et pharmaceutiques et les frais funéraires. Ces derniers sont évalués à la somme de cent francs (100 fr.) au maximum.

La victime peut toujours faire choix elle-même de son médecin et de son pharmacien. Dans ce cas, le chef d'entreprise ne peut être tenu des frais médicaux et pharmaceutiques que jusqu'à concurrence de la somme fixée par le juge de paix du canton où est survenu l'accident, conformément aux tarifs adoptés dans le département pour l'assistance médicale gratuite ou, à leur défaut conformément aux tarifs du département le plus voisin de la commune où s'est produit l'accident.

Le chef d'entreprise est tenu, dans tous les cas, en outre des

TEXTE

des articles de la loi du 9 avril 1898,
visés par la proposition de loi.

TEXTE

des modifications aux articles ci-contre déjà
votées par la Chambre des députés.

dans le cas prévu au second aliéna du présent article, proposer à l'agrément du juge de paix la désignation d'un médecin chargé de le renseigner par une visite mensuelle sur l'état de la victime.

Art. 10. — Le salaire servant de base à la fixation de rentes s'entend, pour l'ouvrier occupé dans l'entreprise pendant les douze mois écoulés avant l'accident, de la rémunération effective qui lui a été allouée pendant ce temps, soit en argent, soit en nature.

Pour les ouvriers occupés pendant moins de douze mois avant l'accident, il doit s'entendre de la rémunération effective qu'ils ont reçue depuis leur entrée dans l'entreprise, augmentée de la rémunération moyenne qu'ont reçue, pendant la période nécessaire pour compléter les douze mois, les ouvriers de la même catégorie.

Art. 10. — Le salaire servant de base à la fixation des rentes s'entend pour l'ouvrier occupé dans l'entreprise pendant les douze mois écoulés avant l'accident, de la rémunération effective qui lui a été allouée pendant ce temps, soit en argent, soit en nature.

Pour les ouvriers occupés pendant moins de douze mois avant l'accident, il doit s'entendre de la rémunération effective qu'ils ont reçue depuis leur entrée dans l'entreprise, augmentée de la rémunération qu'ils auraient pu recevoir pendant la période de travail nécessaire pour compléter les douze mois, d'après la rémunération moyenne des ouvriers de la même catégorie pendant ladite période.

TEXTE

de la Commission du Sénat.

obligations contenues en l'article 3, aux frais d'hospitalisation jusqu'à concurrence de 1 fr. 50 par jour, tous frais d'entretien et de nourriture ainsi que tous frais médicaux, chirurgicaux et pharmaceutiques compris. Cette somme sera portée à 2 fr. 50 à Paris et à 2 francs dans les villes au-dessus de 100.000 habitants.

Au cours du traitement, le chef d'entreprise pourra désigner au juge de paix un médecin chargé de le renseigner sur l'état de la victime.

Le juge de paix remettra audit médecin un visa lui donnant accès hebdomadaire auprès de la victime en présence du médecin traitant, ou lui dûment convoqué.

Faute par la victime de se prêter à cette visite, tout payement de l'indemnité sera suspendu par décision du juge de paix.

Conforme.

Conforme.

TEXTE

des articles de la loi du 9 avril 1898,
visés par la proposition de loi.

Si le travail n'est pas continu, le salaire annuel est calculé tant d'après la rémunération reçue pendant la période d'activité que d'après le gain de l'ouvrier pendant le reste de l'année.

Art. 15. — Les contestations entre les victimes d'accidents et les chefs d'entreprise, relatives aux frais funéraires, aux frais de maladie ou aux indemnités temporaires, sont jugées en dernier ressort par le juge de paix du canton où l'accident s'est produit, à quelque chiffre que la demande puisse s'élever.

TEXTE

des modifications aux articles ci-contre déjà
votées par la Chambre des députés.

Si le travail n'est pas continu, le salaire annuel est calculé tant d'après la rémunération reçue pendant la période d'activité que d'après le gain de l'ouvrier pendant le reste de l'année.

Art. 15. — Sont jugées en dernier ressort par le juge de paix du canton où l'accident s'est produit, à quelque chiffre que la demande puisse s'élever et dans les quinze jours de la demande, les contestations entre les victimes d'accidents ou leurs ayants droit et les chefs d'entreprise, relatives, tant aux frais funéraires qu'aux frais de maladie ou aux indemnités temporaires jusqu'au jour du décès ou jusqu'à la consolidation de la blessure, c'est-à-dire jusqu'au jour où la victime se trouve soit complètement rétablie, soit définitivement atteinte d'une incapacité permanente, sans préjudice de l'action que la victime se croirait fondée à exercer conformément à l'article 16.

Ces décisions pourront être déferées à la Cour de cassation pour violation de la loi.

Les chauffeurs, mécaniciens et autres agents des compagnies de chemins de fer pourront assigner lesdites sociétés :

TEXTE

de la Commission du Sénat

Conforme.

Art. 15. — Sont jugées en dernier ressort par le juge de paix du canton où l'accident s'est produit, à quelque chiffre que la demande puisse s'élever et dans les quinze jours de la demande, les contestations entre les victimes d'accidents ou leurs ayants droit et les chefs d'entreprise, relatives tant aux frais funéraires qu'aux indemnités temporaires jusqu'au jour du décès ou jusqu'à la consolidation de la blessure, c'est-à-dire jusqu'au jour où la victime se trouve, soit complètement rétablie, soit définitivement atteinte d'une incapacité permanente, sans préjudice de l'action que la victime se croirait fondée à exercer conformément à l'article 16.

En cas de désaccord sur la consolidation de la blessure constatée par certificat médical ou sur sa date, le juge de paix doit se déclarer incompétent et transmettre immédiatement expédition de sa décision au président du tribunal civil.

Les décisions du juge de paix sont susceptibles de recours en cassation pour violation de la loi.

Seules les décisions du juge de paix relatives au paiement des frais médicaux et pharmaceutiques sont dans les limites de sa compétence susceptibles d'appel.

Lorsque l'accident s'est produit hors du canton où est situé l'établissement ou le dépôt auquel est attachée la victime, le juge de paix de ce dernier canton se trouve exceptionnellement compétent dans les termes des articles 12, 13 et du présent article, si la victime ou ses représentants ont fait leur déclaration d'accident à son greffe avant la clôture de l'enquête par le juge de paix du canton où l'accident s'est produit. Il réclame en ce cas au juge de paix déjà saisi l'enquête commencée, pour la clore et la transmettre au président du tribunal civil.

TEXTE

des articles de la loi du 9 avril 1898,
visés par la proposition de loi.

TEXTE

des modifications aux articles ci-contre déjà
votées par la Chambre des députés.

1° Devant le tribunal du lieu
de leur siège social ;

2° Devant le tribunal du lieu
où les faits dommageables se
seront accomplis ;

3° Devant le tribunal du lieu
le plus rapproché du domicile
de la victime au jour de l'acci-
dent, et dans lequel la compa-
gnie aura une gare constituant
pour elle une succursale.

Art. 16. — En ce qui touche
les autres indemnités prévues
par la présente loi, le président
du tribunal de l'arrondissement
convoque, dans les cinq jours, à
partir de la transmission du dos-
sier, la victime ou ses ayants
droit et le chef de l'entreprise,
qui peut se faire représenter.

Art. 16. — En ce qui touche
les autres indemnités prévues
par la présente loi, le président
du tribunal de l'arrondissement
— dans les cinq jours de la trans-
mission du dossier, si la victime
est décédée avant la clôture de
l'enquête ou, dans le cas con-
traire, dans les cinq jours de la
production par la partie la plus
diligente, soit de l'acte de décès,
soit d'un accord écrit des parties,
ou à défaut, d'une décision du
juge de paix établissant la date de
la consolidation de la blessure —
convoque la victime ou ses ayants
droit, le chef d'entreprise ou son
représentant et, s'il y a lieu,
l'assureur. Indépendamment du
conseil commis par l'assistance
judiciaire en exécution de l'ar-
ticle 22, la victime peut se faire
assister par une personne exer-
çant la même profession ou

TEXTE

de la Commission du Sénat.

Art. 16. — En ce qui touche les autres indemnités prévues par la présente loi, le président du tribunal de l'arrondissement dans les cinq jours de la transmission du dossier, si la victime est décédée avant la clôture de l'enquête ou, dans le cas contraire, dans les cinq jours de la production, par la partie la plus diligente, soit de l'acte de décès, soit d'un accord écrit des parties, soit d'un certificat médical attestant la consolidation de la blessure, soit de l'expédition de la décision du juge de paix visée à l'article précédent ou, enfin, à défaut de ces productions, dans les cinq jours précédant l'expiration du délai de prescription prévue à l'article 18, convoque la victime ou ses ayants droit, le chef de l'entreprise ou son représentant et, s'il y a lieu, l'assureur.

TEXTE

des articles de la loi du 9 avril 1898,
visés par la proposition de loi.

TEXTE

des modifications aux articles ci-contre déjà
votées par la Chambre des députés.

S'il y a accord des parties intéressées, l'indemnité est définitivement fixée par l'ordonnance du président, qui donne acte de cet accord.

Si l'accord n'a pas lieu, l'affaire est renvoyée devant le tribunal qui statue comme en matière sommaire, conformément au titre XXIV du Livre II du Code de procédure civile.

Si la cause n'est pas en état, le tribunal sursoit à statuer et l'indemnité temporaire continuera à être servie jusqu'à la décision définitive.

Le tribunal pourra condamner le chef d'entreprise à payer une provision, sa décision sur ce point sera exécutoire nonobstant appel.

l'ayant exercée pendant dix ans, et reconnue comme telle dans un certificat émanant d'une société de secours mutuels, d'un syndicat ouvrier ou du conseil de prud'hommes de la région : il en est de même pour ses ayants droit.

S'il y a accord des parties intéressées, l'indemnité est définitivement fixée par l'ordonnance du président qui donne acte de cet accord.

Si l'accord n'a pas lieu, l'affaire est renvoyée devant le tribunal qui statue comme en matière sommaire, conformément au titre XXIV du Livre II du Code de procédure civile.

L'entrée en jouissance des rentes est fixée au lendemain du jour du décès ou de la consolidation de la blessure.

Si l'accident a entraîné une incapacité permanente, le service de la rente ne court que du jour où aura été rendue l'ordonnance du président, ou du jour où sera passée en force de chose jugée la décision judiciaire réglant le montant de cette rente.

Jusqu'à ce jour l'indemnité journalière d'incapacité temporaire continue à être servie, à moins que le président, statuant en référé, ne lui ait substitué une

TEXTE

de la Commission du Sénat.

En cas d'accord entre les parties, conforme aux prescriptions de la présente loi, l'indemnité est définitivement fixée par l'ordonnance du président qui en donne acte en indiquant, sous peine de nullité, le salaire de base et la réduction que ce salaire aura subie par suite de l'accident.

En cas de désaccord, les parties sont renvoyées à se pourvoir devant le tribunal qui est saisi par la partie la plus diligente, et statue comme en matière sommaire conformément au titre XXIV du Livre II du Code de procédure civile.

Au cours de l'instance, le président du tribunal, statuant comme en matière de référé, mais sans appel, peut substituer à l'indemnité journalière une provision inférieure au demi-salaire.

Les arrérages des rentes courent à partir du jour du décès ou de la consolidation de la blessure sans se cumuler avec l'indemnité journalière ou la provision.

Dans les cas où le montant de l'indemnité et de la provision excède les arrérages dus jusqu'à la date de la fixation de la rente, le tribunal pourra ordonner, soit que le surplus sera précompté sur les arrérages ultérieurs dans la proportion qu'il aura fixée, soit que le capital constitutif de la rente viagère due à la victime ou à ses ayants droit sera réduit d'autant.

L'ordonnance du président ou le jugement fixant la rente allouée spécifie, s'il y a lieu, que l'assureur est substitué au chef d'entreprise dans les termes du titre IV, de façon à supprimer tout recours de la victime contre ledit chef d'entreprise.

TEXTE

des articles de la loi du 9 avril 1898,
visés par la proposition de loi.

TEXTE

des modifications aux articles ci-contre déjà
votées par la Chambre des députés.

provision différente; le payement de cette indemnité ou de cette provision, décharge jusqu'au même jour, et à due concurrence, le débiteur des arrérages de la rente, sans qu'il puisse cependant exercer en aucun cas de répétition contre la victime.

Si l'accident a entraîné la mort et si les parties ne se sont pas mises d'accord sur la fixation définitive de l'indemnité, le président, par référé, peut allouer aux représentants de la victime une provision dans les mêmes conditions.

Art. 19. — La demande en revision de l'indemnité, fondée sur une aggravation ou une atténuation de l'infirmité de la victime ou son décès par suite des conséquences de l'accident, est ouverte pendant trois ans, à dater de l'accord intervenu entre les parties ou de la décision définitive.

Le titre de pension n'est remis à la victime qu'à l'expiration des trois ans.

Art. 19. — La demande en revision de l'indemnité fondée sur une aggravation ou une atténuation de l'infirmité de la victime, ou son décès par suite des conséquences de l'accident, est ouverte pendant trois ans, à dater de l'accord intervenu entre les parties ou de la décision judiciaire passée en force de chose jugée, même si la pension a été remplacée par un capital en conformité de l'article 21.

TEXTE

de la Commission du Sénat.

Art. 19. — La demande en revision de l'indemnité fondée sur une aggravation ou une atténuation de l'infirmité de la victime, ou son décès par suite des conséquences de l'accident, est ouverte pendant trois ans à dater, soit de la cessation du paiement de l'indemnité journalière, s'il n'y a point eu attribution de rente, soit de l'accord intervenu entre les parties ou de la décision judiciaire passée en force de chose jugée, même si la pension a été remplacée par un capital en conformité de l'art. 21.

Dans tous les cas, le tribunal devant lequel l'action principale a été portée est seul compétent pour connaître de l'action en revision. Toute action en revision est soumise au préliminaire de la conciliation par-devant le président.

S'il y a accord entre les parties conforme aux prescriptions de la présente loi, le chiffre de la rente révisée est fixé par ordonnance du président qui donne acte de cet accord en spécifiant, sous peine de nullité, l'aggravation ou l'atténuation de l'infirmité.

En cas de non-conciliation, l'affaire est renvoyée devant le tribunal qui est saisi par la partie la plus diligente et qui statue comme en matière sommaire et comme il est dit à l'article 16.

TEXTE

des articles de la loi du 9 avril 1898,
visés par la proposition de loi:

TEXTE

des modifications aux articles ci-contre déjà
votées par la Chambre des députés.

Art. 21. — Les parties peuvent toujours, après détermination du chiffre de l'indemnité due à la victime de l'accident, décider que le service de la pension sera suspendu et remplacé, tant que l'accord subsistera, par tout autre mode de réparation.

Sauf dans le cas prévu à l'article 3, paragraphe A, la pension ne pourra être remplacée par le paiement d'un capital que si elle n'est pas supérieure à 100 francs.

Art. 26. — La Caisse nationale des retraites exercera un recours contre les chefs d'entreprise débiteurs, pour le compte desquels des sommes auront été payées par elle, conformément aux dispositions qui précèdent.

Art. 21. — Les parties peuvent toujours, après détermination du chiffre de l'indemnité due à la victime de l'accident, décider que le service de la pension sera suspendu et remplacé, tant que l'accord subsistera, par tout autre mode de réparation.

En dehors des cas prévus à l'article 3, la pension ne pourra être remplacée par le paiement d'un capital que si elle n'est pas supérieure à 100 francs et si le titulaire est majeur.

Ce rachat ne pourra être effectué que d'après le tarif spécifié à l'article 28.

Art. 26. — ...

TEXTE

de la Commission du Sénat.

Au cours des trois années pendant lesquelles peut s'exercer l'action en revision, le chef d'entreprise pourra désigner au président du tribunal visé à l'article 16 un médecin chargé de le renseigner sur l'état de la victime. Le président remettra audit médecin un visa lui donnant accès trimestriel auprès de la victime. Faute par la victime de se prêter à cette visite, tout paiement d'arrérages sera suspendu par décision du président.

Les demandes prévues à l'article 9 doivent être portées devant le tribunal, au plus tard dans le mois qui suit l'expiration du délai imparti pour l'action en revision.

Art. 21. — Les parties peuvent toujours, après détermination du chiffre de l'indemnité due à la victime de l'accident, décider que le service de la pension sera suspendu et remplacé, tant que l'accord subsistera, par tout autre mode de réparation.

En dehors des cas prévus à l'article 3, la pension ne pourra être remplacée par le paiement d'un capital que si elle n'est pas supérieure à 100 francs et si le titulaire est majeur. Ce rachat ne pourra être effectué pour un chiffre inférieur aux 5/6 de celui qui résulterait de l'application du tarif fixé à l'article 28.

Conforme.

TEXTE

des articles de la loi du 9 avril 1898
visés par la proposition de loi.

En cas d'assurance du chef d'entreprise, elle jouira, pour le remboursement de ses avances, du privilège de l'article 2102 du Code civil sur l'indemnité due par l'assureur et n'aura plus de recours contre le chef d'entreprise.

Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'organisation et de fonctionnement du service conféré par les dispositions précédentes à la Caisse nationale des retraites, et notamment, les formes du recours à exercer contre les chefs d'entreprise débiteurs ou les sociétés d'assurances et les syndicats de garantie, ainsi que les conditions dans lesquelles les victimes d'accidents ou leurs ayants droit seront admis à réclamer à la Caisse le paiement de leurs indemnités.

Les décisions judiciaires n'emporteront hypothèque que si elles sont rendues au profit de la Caisse des retraites exerçant son recours contre les chefs d'entreprise ou les compagnies d'assurances.

TEXTE

des modifications aux articles ci-contre déjà
votées par la Chambre des députés.

En cas d'assurance... contre le chef d'entreprise. Lorsqu'un arrêté du ministre du Commerce aura décidé que l'assureur a cessé de remplir les conditions prévues à l'article suivant, elle n'aura droit à un recours contre le chef d'entreprise que pour les accidents survenus plus de quinze jours après la publication de cet arrêté au *Journal officiel*.

Conforme.

Conforme.

TEXTE

de la Commission du Sénat.

Reporté à l'article 27.

Conforme.

Conforme.

TEXTE

des articles de la loi du 9 avril 1898,
visés par la proposition de loi.

Art. 27. — Les compagnies d'assurances mutuelles ou à primes fixes contre les accidents, françaises ou étrangères, sont soumises à la surveillance et au contrôle de l'État et astreintes à constituer des réserves ou cautionnements dans les conditions déterminées par un règlement d'administration publique.

Le montant des réserves ou cautionnements sera affecté par privilège au paiement des pensions et indemnités.

Les syndicats de garantie seront soumis à la même surveillance et un règlement d'administration publique déterminera les conditions de leur création et de leur fonctionnement.

TEXTE

des modifications aux articles ci-contre déjà
votées par la Chambre des députés.

Art. 27. — Les compagnies d'assurances mutuelles ou à primes fixes contre les accidents, françaises ou étrangères, sont soumises à la surveillance et au contrôle de l'État et astreintes à constituer des réserves ou cautionnements dans des conditions déterminées par un règlement d'administration publique.

Le montant des réserves mathématiques et des cautionnements sera affecté par privilège au paiement des pensions et indemnités spécifiées au second alinéa de l'article 28.

Les syndicats de garantie seront soumis à la même surveillance et un règlement d'administration publique déterminera les conditions de leur création et de leur fonctionnement.

TEXTE

de la Commission du Sénat.

Art. 27. — Les compagnies d'assurances mutuelles ou à primes fixes contre les accidents, françaises ou étrangères, sont soumises à la surveillance et au contrôle de l'État et astreintes à constituer des réserves ou cautionnements dans des conditions déterminées par un règlement d'administration publique.

Le montant des réserves mathématiques et des cautionnements sera affecté par privilège au payement des pensions et indemnités.

Les syndicats de garantie seront soumis à la même surveillance et un règlement d'administration publique déterminera les conditions de leur création et de leur fonctionnement.

A toute époque, un arrêté du ministre du Commerce peut mettre fin aux opérations de l'assureur qui ne remplit pas les conditions prévues par la présente loi. Cet arrêté est pris après avis conforme du Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail, l'assureur ayant été mis en demeure de fournir ses observations par écrit dans un délai de quinzaine. Le Comité doit émettre son avis dans la quinzaine suivante.

Le dixième jour, à midi, à compter de la publication de l'arrêté au *Journal officiel*, tous les contrats contre les risques régis par la présente loi cessent de plein droit d'avoir effet, les primes restant à payer ou les primes payées d'avance n'étant acquises à l'assureur qu'en proportion de la période d'assurance réalisée, sauf stipulation contraire dans les polices.

Le Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail est composé de 24 membres, savoir : deux sénateurs et trois députés élus par leurs collègues ; le directeur de l'Assurance et de la Prévoyance sociales ; le directeur du Travail ; le directeur

TEXTE

des articles de la loi du 9 avril 1898,
visés par la proposition de loi.

TEXTE

des modifications aux articles ci-contre déjà
votées par la Chambre des députés.

Les frais de toute autre nature résultant de la surveillance et du contrôle seront couverts au moyen de contributions proportionnelles au montant des réserves ou cautionnements, et fixés annuellement, pour chaque compagnie ou association, par arrêté du ministre du Commerce.

Art. 30. — Toute convention contraire à la présente loi est nulle de plein droit.

Les frais de toute nature résultant de la surveillance et du contrôle seront couverts au moyen de contributions proportionnelles au montant des réserves ou cautionnements et fixés annuellement pour chaque compagnie ou association par arrêté du ministre du Commerce.

Art. 30. — Toute convention contraire à la présente loi est nulle de plein droit, même si elle est intervenue devant le président du tribunal dans les conditions prévues par le deuxième alinéa de l'article 16.

TEXTE

de la Commission du Sénat.

général de la Caisse des dépôts et consignations ; trois membres agrégés de l'Institut des actuaires français ; le président du tribunal de commerce de la Seine ou un président de section délégué par lui ; le président de la Chambre de commerce de Paris ou un membre délégué par lui ; deux ouvriers membres du Conseil supérieur du travail ; un professeur de la Faculté de droit de Paris ; deux directeurs ou administrateurs de sociétés mutuelles d'assurances contre les accidents du travail ou de syndicats de garantie ; deux directeurs ou administrateurs de sociétés anonymes ou en commandite d'assurance contre les accidents du travail ; quatre personnes spécialement compétentes en matière d'assurance contre les accidents du travail. Un décret détermine le mode de nomination et de renouvellement des membres ainsi que la désignation du président, du vice-président et du secrétaire.

Les frais de toute nature résultant de la surveillance et du contrôle seront couverts au moyen de contributions proportionnelles au montant des réserves ou cautionnements et fixés annuellement pour chaque compagnie ou association par arrêté du ministre du Commerce.

Art. 30. — Toute convention contraire à la présente loi est nulle de plein droit. Cette nullité, prévue au 2^e alinéa de l'article 6 et au 3^e alinéa de l'article 19, peut être poursuivie par tout intéressé devant le tribunal visé auxdits articles.

La décision qui prononce la nullité fait courir à nouveau, du jour où elle devient définitive, les délais impartis soit pour la prescription soit pour la revision.

TEXTE
des articles de la loi
du 9 avril 1898,
visés par la proposi-
tion de loi.

TEXTE
des modifications aux articles ci-contre déjà
votées par la Chambre des députés.

TEXTE
de la Commission
du Sénat.

Sont nulles de plein droit et de nul effet les obligations contractées, pour rémunération de leurs services, envers les intermédiaires qui se chargent, moyennant émoluments convenus à l'avance, d'assurer aux victimes d'accidents ou à leurs ayants droit le bénéfice des instances ou des accords prévus aux articles 15, 16, 17 et 19.

Conforme.

ART. 2.

La présente loi sera applicable aux accidents visés par la loi du 30 juin 1899.

ART. 2.

Conforme.

**2^e Propositions relatives à l'extension de la loi du
9 avril 1898 aux entreprises commerciales.**

Au cours de la septième législature, plusieurs propositions tendant à l'extension de la loi avaient été déposées. M. Mirman avait été chargé par la commission d'assurance et de prévoyance sociales de la Chambre des députés de faire un rapport sur ces propositions. Ce rapport avait été déposé le 2 décembre 1901 et nous l'avons alors analysé (Voir *Bulletin*, 1901, p. 463).

La législature ayant pris fin sans que ce rapport ait été discuté, M. Mirman l'a repris sous forme de proposition de loi au début de la huitième législature (10 juin 1902)⁽¹⁾.

(1) Doc. parlementaires : Chambre des députés, huitième législature, n. 9.

Sur un rapport sommaire de M. Dubuisson⁽¹⁾, cette proposition fut renvoyée à l'examen de la nouvelle commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Cette commission nomma M. Mirman, rapporteur, et celui-ci déposa le 2 juillet 1903 un premier rapport⁽²⁾.

La publication de ce rapport ayant soulevé diverses questions, notamment celle des centimes additionnels pour la constitution du fonds de garantie, la commission modifia sa proposition et un rapport supplémentaire⁽³⁾ de M. Mirman, déposé le 22 mars 1904, soumit à la Chambre le texte suivant :

ARTICLE PREMIER.

La loi du 9 avril 1898 est applicable aux ateliers et aux industries de l'alimentation comme à toutes les exploitations industrielles ainsi qu'aux chantiers de manutention ou de dépôt.

Elle sera étendue, trois mois après la promulgation du décret prévu à l'art. 3 ci-après, à toutes les entreprises soumises à la patente, à la seule exception des professions libérales ou des professions agricoles.

Les professions agricoles restent régies par la loi du 30 juin 1899. Il n'est rien innové à la loi du 21 avril 1898 pour les accidents survenus aux marins.

ART. 2.

A partir de la promulgation du décret prévu à l'art. 3 et pendant les trois mois qui suivront, les contrats d'assurances contre les accidents, souscrits antérieurement à cette promulgation et concernant les entreprises visées audit décret, pourront être dénoncés par l'assureur ou par l'assuré.

Les contrats mixtes par lesquels l'assureur s'engage, d'une part, à garantir l'assuré contre les risques de la loi de 1898 si celle-ci est déclarée applicable, et, dans le cas contraire, à le couvrir des risques de la responsabilité civile, pourront être dénoncés dans le même délai et les mêmes formes; à l'expiration de ce délai, le silence des deux parties aura pour effet, sans autre formalité, de

(1) Doc. parlementaires : Chambre des députés, huitième législature, n. 160.

(2) — — — — — , n. 1136.

(3) — — — — — , n. 1625.

substituer, dans les conditions du contrat, à l'assujettissement dont le domaine est déterminé par l'art. 1^{er} de la loi du 9 avril 1898, l'assujettissement plus vaste défini par ledit article et par la présente loi.

Le contrat mixte ne pourra être résilié si, par une clause spéciale dudit contrat, l'assureur s'est engagé à garantir l'assuré contre les risques de la loi de 1898, même au cas où le régime de celle-ci serait étendu à l'assuré par une loi postérieure au contrat.

La dénonciation s'effectuera, soit au moyen d'une déclaration au siège social ou chez l'agent local, dont il sera donné un récépissé, soit par acte extrajudiciaire, soit par lettre recommandée. Le contrat se trouvera ainsi intégralement résilié le dixième jour à minuit, à compter du jour de la déclaration, de la signification de l'acte extrajudiciaire ou du dépôt à la poste de la lettre recommandée.

Les primes restant à payer ne seront acquises à l'assureur qu'en proportion de la période d'assurance réalisée jusqu'au jour de la résiliation, les primes payées d'avance pour assurances à forfait ne lui resteront acquises, et seulement jusqu'à concurrence de six mois de risque au maximum à compter du jour de la résiliation, que si le contrat n'a pas été dénoncé par lui ; le surplus sera restitué à l'assuré.

ART. 3.

Pour la constitution du fonds spécial de garantie prévu à l'art. 23 de la loi du 9 avril 1898, il sera perçu, à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, un centime et demi en addition au principal de la contribution des patentes pour les entreprises visées au deuxième alinéa de l'art. 1^{er} ci-dessus.

La liste des dites entreprises sera arrêtée dans les trois mois de la promulgation de la présente loi, par décret rendu sur la proposition des ministres du Commerce et des Finances après avis du Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail.

Des décrets rendus dans la même forme pourront modifier le taux de la taxe additionnelle prévue au présent article, dans les limites du maximum prévu à l'art. 25 de la loi du 9 avril 1898 et fixé par la loi de finances ; ils devront être publiés au *Journal officiel* au moins un mois avant l'ouverture de l'exercice à partir duquel la modification deviendrait applicable.

Les exploitations régies par la loi du 30 juin 1899 et non soumises à la contribution des patentes contribueront au fonds de ga-

rantie par voie de centimes additionnels à la contribution personnelle et mobilière dont le chiffre sera fixé par la loi de finances.

3° Propositions relatives aux accidents agricoles.

Pendant la septième législature, diverses propositions avaient visé les accidents agricoles. Entre autres, M. Mirman, avait déposé une proposition que nous avons analysée dans le *Bulletin* de 1900 (p. 522). Depuis 1902, il n'a été déposé qu'un projet de résolution tendant à inviter le Gouvernement à présenter un projet de loi pour l'assurance des ouvriers de l'agriculture contre les accidents dont ils sont victimes dans leur travail. Ce projet, déposé le 25 mars 1903, porte la signature de MM. Constans, Allard, etc. (1).

4° Proposition relative aux maladies professionnelles.

M. Breton a déposé le 3 juillet 1903 une proposition qu'il avait déjà déposée en 1901 (2) et ayant pour objet l'extension de la loi du 9 avril 1898 aux maladies d'origine professionnelle.

En 1901, la Chambre avait voté une résolution (3) relative à cette assimilation des maladies professionnelles aux accidents du travail.

Pour répondre au désir de la Chambre, M. Millerand, ministre du Commerce, fit appel au concours de la commission d'hygiène industrielle, et fit mettre à l'ordre du jour de cette commission :

1° L'étude des maladies exclusivement engendrées ou nettement provoquées par un travail professionnel ;

2° L'établissement de la liste des industries susceptibles d'engendrer ou de provoquer ces maladies.

La commission a publié récemment une brochure (4) contenant les rapports de ses membres sur les maladies causées par :

(1) Doc. parlementaires : Chambre des députés, huitième législature, n. 835.

(2) Voir *Bulletin*, 1901, p. 466.

(3) Voir cette résolution dans le *Bulletin*, 1901, p. 467.

(4) *Maladies professionnelles*. Étude technique sur leur assimilation aux accidents du travail, 1903. Imprimerie nationale. L'office du travail a également publié en 1901 un volume sur les poisons industriels.

Le plomb et ses composés ;	L'hydrogène sulfuré ;
Le mercure et ses composés ;	Les vapeurs et gaz vénéneux ou caustiques ;
L'arsenic et ses composés ;	Les virus de la variole et du charbon ;
Le sulfure de carbone ;	Les poussières à pneumonies ;
La benzine, la nitro-benzine, l'aniline et les essences diverses ;	Les dermatoses professionnelles.

Ces divers rapports sont suivis d'un rapport général qui résume l'œuvre de la commission.

Chacun des rapports spéciaux a examiné le poison considéré à quatre points de vue :

1° Diagnostic des accidents ; *a*) quels sont les accidents par lesquels se manifeste l'intoxication ; *b*) quels sont ceux qui peuvent provenir d'autres causes avec les mêmes symptômes ; *c*) avec quelle certitude chacun d'eux peut-il être rattaché à l'action du poison ; *d*) dans quel délai, à partir de l'origine de l'incapacité du travail, peuvent être faits ce rattachement et la déclaration légale qui suivrait ?

2° Conséquences des accidents.

3° Délais de revision et de prescription.

4° Liste des professions correspondantes.

5° Propositions diverses.

a) Proposition déposée le 30 octobre 1902 par M. Mirman⁽¹⁾, ayant pour objet l'ouverture d'un crédit destiné à payer les rentes prévues par la loi du 9 avril 1898 aux employés et ouvriers *sala-riés de l'État*, victimes d'accidents du travail.

b) Proposition, déposée le 1^{er} décembre 1902 par M. Mirman⁽²⁾, interprétative de la loi du 9 avril 1898 en ce qui concerne les *sa-lariés de l'État*.

c) Proposition, déposée le 10 mars 1903 par MM. Constans, Allard, etc.⁽³⁾, tendant à modifier la loi du 9 avril 1898 sur des points de détail.

d) Proposition déposée le 12 mars 1903 par M. Mirman⁽⁴⁾ ayant

(1) Doc. parlementaires, huitième législature, n. 407.

(2) — — — — — , n. 537.

(3) — — — — — , n. 799.

(4) — — — — — , n. 811.

pour objet d'interpréter et de compléter l'art. 19 de la loi du 9 avril 1898, article qui vise la revision des indemnités.

M. Mirman propose de remplacer l'art. 19 actuel ainsi conçu :

ART. 19. — La demande en revision de l'indemnité fondée sur une aggravation ou atténuation de l'infirmité de la victime ou son décès par suite des conséquences de l'accident est ouverte pendant trois ans à dater de l'accord intervenu entre les parties ou de la décision définitive.

Le titre de pension n'est remis à la victime qu'à l'expiration des trois ans.
par la rédaction suivante :

Art. 19. — La demande en revision, fondée sur une aggravation ou amélioration dans l'état de la victime ou sur son décès par suite des conséquences de l'accident, est ouverte pendant trois ans à dater de l'accord intervenu entre les parties ou de la décision définitive.

L'accord des parties sur l'indemnité temporaire à laquelle la victime avait droit sera suffisamment établi par le paiement du demi-salaire de l'ouvrier pendant le temps assigné par le certificat médical pour la durée probable de l'incapacité. Le paiement des demi-salaires peut être établi par la victime par tous modes de preuves.

Le président du tribunal de l'arrondissement convoquera les parties dans les cinq jours à partir de la remise de l'assignation et procédera à la tentative de conciliation comme il est dit à l'art. 16.

e) M. Fernand David a, sur la même question, déposé une proposition le 9 juin 1903 (1). M. F. David propose d'ajouter à l'art. 19 les dispositions suivantes :

Toute demande en revision des indemnités accordées en exécution de la loi du 9 avril 1898 sera précédée d'une tentative de conciliation introduite dans les mêmes formes que celle de l'action en paiement d'indemnité pour incapacité permanente, sur la simple demande, même verbale ou par lettre missive, qui en sera faite au président du tribunal par la partie la plus diligente.

Le président et après lui le tribunal compétents seront ceux qui l'ont ou l'auraient été pour connaître de la demande primitive.

Le jugement rendu sur l'action en revision est susceptible d'opposition ou d'appel selon les règles, formes et délais fixés par les lois des 9 avril 1898 et 23 mars 1902.

L'assistance judiciaire est également accordée conformément aux dispositions de ces mêmes lois, pour intenter l'action en revision et la suivre en première instance et en appel.

(1) Doc. parl., huitième législature, n. 983.

ITALIE

RÈGLEMENT

POUR L'EXÉCUTION DE LA LOI (TEXTE UNIQUE) DU 31 JANVIER 1904, N° 51

SUR LES

ACCIDENTS ARRIVÉS AUX OUVRIERS DANS LEUR TRAVAIL

Approuvé par Décret Royal du 13 mars 1904
(*Gazette officielle*, n° 89 du 15 avril 1904).

TITRE I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ARTICLE PREMIER. — L'exploitation des mines, carrières et tourbières, en outre de l'excavation et de l'extraction du minerai, comprend aussi le travail de manipulation sur place et le transport au premier point de chargement en dehors de la mine.

Dans l'exploitation des carrières de marbre ou d'autres pierres sont compris : la réduction, l'équarissement, l'ébauchage et la coupe avec des scies du matériel extrait, aussi bien dans les carrières que dans les dépôts ou dépendances, comme aussi le polissage.

ART. 2. — Sous la dénomination d'entreprises de constructions et de démolitions d'édilités sont comprises toutes celles qui accomplissent des travaux de construction, de restauration, d'embellissement ou ornement, de modification ou démolition d'édifices, soit en ville soit à la campagne.

ART. 3. — Ne sont pas compris dans les chantiers de constructions maritimes désignés dans l'art. 1^{er} n° 1 de la loi (texte unique) ceux dans lesquels on construit, on répare ou démolit des bateaux d'un tonnage non supérieur à dix tonnes.

ART. 4. — Sous la dénomination d'entreprises pour la production du gaz ou de force électrique sont aussi comprises celles de transmission.

ART. 5. — Sous la dénomination de machines employées dans l'art. 1^{er}, n° 3 et 4 de la loi (texte unique), sont compris les chaudières et les ré-

cipients à vapeur assujettis à la surveillance en vertu de la loi du 23 décembre 1888, n° 5888, sur la sureté publique et du règlement du 27 juin 1897, n° 290.

ART. 6. — L'assainissement hydraulique comprend les travaux que l'on accomplit dans le but d'assainir et de mettre en culture les terrains d'une grande superficie soit au moyen de canaux d'écoulement ou d'égoûts, soit au moyen de remblais naturels ou artificiels, soit au moyen de dessèchement mécanique.

ART. 7. — Pour les établissements industriels dans lesquels on fait usage de machines, l'obligation de l'assurance s'applique aussi aux ouvriers qui travaillent dans des locaux différents et séparés de celui où fonctionne la machine, même lorsqu'ils sont attachés à des travaux complémentaires ou subsidiaires à ceux de l'industrie principale.

ART. 8. — Ne sont pas compris dans les ateliers industriels désignés dans l'art. 1^{er}, n° 3 de la loi (texte unique) :

a) Ceux dans lesquels les machines ne sont employées que de manière transitoire et non périodique ;

b) Ceux dans lesquels les machines ne servent pas directement aux opérations dépendant de l'exploitation dans l'industrie dont ils font l'objet ;

c) Les ateliers annexés aux écoles industrielles et professionnelles ou d'autres du même genre ayant pour but l'instruction et l'exercice professionnels des élèves ;

d) Les ateliers annexés aux hospices, hôpitaux ou autres établissements publics de bienfaisance pour le service intérieur des établissements mêmes ou pour les travaux qu'exécutent les hospitalisés.

Doivent cependant dans tous les cas sus énoncés être assurés les ouvriers attachés au service des machines.

ART. 9. — Chef ou exploitant d'entreprises ou d'industries, est celui au nom et pour le compte duquel les entreprises ou industries sont conduites.

Chef de la construction est celui qui en a assumé l'exécution, et à défaut de celui-ci, celui au nom et pour le compte duquel la construction est exécutée.

ART. 10. — Le chef ou exploitant d'une entreprise, industrie ou construction qui donne à forfait à ses propres ouvriers des travaux à exécuter dans l'établissement, officine ou chantier mêmes, en leur permettant de se servir pour les exécuter d'autres ouvriers engagés et payés par eux, est obligé d'assurer aussi ces derniers.

ART. 11. — La détermination du nombre des ouvriers, spécifiés aux nos 2 et 3 de l'art. 1^{er} de la loi (texte unique) sera faite en tenant compte de leur nombre total, quand même ils travailleraient, alternativement à des heures diverses du jour et de la nuit.

Il sera également aux mêmes effets, tenu compte du nombre total des ouvriers lorsqu'une entreprise, outre les travaux qui forment son principal objet, en entreprend d'autres qui, par leur nature et par la manière et le lieu dans lequel ils sont exécutés sont avec ceux-là intimement connexes.

Lorsque ceux qui composent la famille du chef ou exploitant participent matériellement au travail ou le surveillent et remplissent en outre les conditions indiquées dans l'art. 2 de loi (texte unique), l'assurance est obligatoire même pour eux.

ART. 12. — Sont considérés comme destinés au service des machines mues par des agents inanimés ou de leurs moteurs, tous ceux qui remplissent des fonctions pour l'accomplissement desquelles ils sont exposés au péril des lésions produites par les machines ou par les moteurs.

L'exploitant des machines ou celui qui les fait exploiter par ses préposés, doit assurer le nombre d'ouvriers nécessaires pour accomplir les fonctions indiquées.

ART. 13. — On entend par salaire, rémunération ou gain de l'ouvrier tout ce que celui-ci reçoit comme rétribution de son travail.

Sont donc comprises dans les salaires les sommes payées à titre de récompense, de gratification ou d'indemnité lorsqu'elles n'ont pas le caractère d'un remboursement de dépenses ou de dons généreux faits pour une fois par le chef ou l'exploitant de l'entreprise, industrie ou construction, mais qui constituent une forme de la rétribution qu'ordinairement le patron ou l'entrepreneur paie pour les travaux donnés.

Pour le personnel ambulant des entreprises de transport sont compris dans le salaire les pensions variables, comme les indemnités kilométriques à temps indéterminé, les gratifications pour économie de combustibles et autres du même genre.

Si le salaire consiste en partie ou totalement dans la gratuité du logement ou en prestation en nature, on en détermine la valeur en raison des prix locaux moyens.

Dans les travaux exécutés à forfait on entend par gain le prix du forfait diminué des frais faits à la charge personnelle de l'ouvrier tâcheron.

ART. 14. — Les sociétés coopératives de production et de travail qui entreprennent ou exploitent les entreprises, industries ou constructions indiquées dans la loi, sont soumises à l'obligation de l'assurance alors même que ceux qui y sont employés sont des sociétaires.

ART. 15. — Par premiers et immédiats soins d'assistance médicale et pharmaceutiques, mis à la charge du chef ou exploitant de l'entreprise, industrie ou construction par l'art. 9, dernier alinéa, de la loi (texte unique), on entend les secours d'urgence qu'il est nécessaire de donner immédiatement à l'ouvrier, en y comprenant la première visite faite par

le médecin, l'accompagnement et le transport convenable du blessé jusqu'à ce qu'il soit placé dans les conditions normales de cure ou de traitement.

ART. 16. — Pour formuler les règlements préventifs des accidents sur le travail, il sera, par le ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce, requis l'avis d'un ou de plusieurs conseils techniques gouvernementaux, tels que :

- Le conseil de l'industrie et du commerce ;
- Le conseil des mines ;
- Le conseil supérieur des travaux publics ;
- Le comité supérieur des voies ferrées ;
- Le conseil forestier ;
- Le conseil supérieur de la marine.

TITRE II

DÉCLARATION DE L'EXPLOITATION DES INDUSTRIES ET DES CONTRATS D'ASSURANCES.

ART. 17. — Les chefs ou exploitants des établissements industriels ou des entreprises doivent présenter la déclaration prévue à l'art. 29 de la loi (texte unique) au préfet de chaque province dans laquelle les établissements industriels ou les entreprises ont leur siège.

Le siège de l'établissement industriel est la commune où celui-ci est situé.

Le siège de l'entreprise est la commune dans laquelle le chef ou exploitant de l'entreprise a son domicile.

Si l'entreprise est exploitée par une société, le siège de celle-ci, si la société est nationale, ou le lieu où se trouve la représentation légale du Royaume, si elle est étrangère, sera considéré comme siège de l'entreprise.

ART. 18. — La déclaration doit être faite et signée par le chef ou exploitant et, en son absence ou son empêchement, par la personne à laquelle est confiée la direction et la surveillance du travail.

Pour les entreprises, industries, ou constructions exploitées par l'État, les provinces, les communes et les syndicats, la déclaration sera faite par celui qui dirige ou surveille les travaux, au préfet de la province dans laquelle ceux-ci sont exécutés.

ART. 19. — Lorsque le siège de l'établissement industriel ou de l'entreprise sera transféré dans une autre province, on devra, dans les huit jours du transfert, en faire la déclaration tant au préfet de la province d'origine, qu'à celui de la province dans laquelle on l'a transféré.

Dans le cas où le transfert a lieu d'une commune à une autre de

la même province, il en sera donné avis au préfet, dans le délai susénoncé.

ART. 20. — Aux entreprises, industries et constructions de fondation nouvelle, dont il est parlé en l'art. 29, avant-dernier alinéa de la loi (texte unique), sont assimilées celles déjà existantes, lesquelles ayant modifié les conditions de l'exploitation, soit par égard au nombre des ouvriers, soit par rapport aux matières et aux mécanismes employés, tombent sous les dispositions de la loi.

Pour lesdites entreprises, industries ou constructions le délai de dix jours fixé dans l'avant-dernier alinéa de l'art. 29 de la loi (texte unique) court de la réalisation du changement dans les conditions de l'exploitation.

ART. 21. — La déclaration doit indiquer :

1° Les nom, prénoms, maison commerciale, raison ou dénomination sociale du chef ou exploitant l'entreprise, l'industrie ou construction ;

2° L'objet de l'entreprise, industrie ou construction ;

3° Le siège de l'établissement principal, le domicile de l'entrepreneur, le siège principal de la société adjudicataire ;

4° Les sièges ou établissements secondaires existant dans la province.

5° La date de commencement des travaux, lorsqu'il s'agit d'entreprises de nouvelle création.

6° Le nombre des personnes employées dans les conditions énoncées en l'art. 2 de la loi (texte unique), en indiquant distinctement le nombre des apprentis et le nombre de ceux qui, sans participer matériellement au travail, surveillent le travail des autres ;

7° La nature des moteurs et des machines employées.

ART. 22. — Pour chacun des ateliers, des officines et des établissements industriels situés dans des communes différentes il doit être stipulé un contrat d'assurances spécial.

De chaque contrat d'assurances, le chef ou l'exploitant de l'entreprise ou construction doit en faire la déclaration au préfet de la province qui a reçu la déclaration d'exploitation prévue en l'article qui précède. La déclaration du contrat doit contenir, outre les indications portées aux nos 1, 2, 3 et 4 de l'article précédent, les suivantes :

1° La société, la raison ou la dénomination sociale et le siège ou la représentation, dans le royaume, de la société, entreprise privée ou établissement d'assurances ;

2° La date et la durée du contrat d'assurance ;

3° Le nombre des ouvriers assurés, aux termes de la loi, avec indication distincte du nombre des apprentis et de celui des surveillants ;

4° La déclaration que les indemnités assurées sont égales ou supérieures à celles établies dans les art. 9 et 11 (1^{re} partie) de la loi (texte unique).

Les dispositions contenues en l'art. 18 du présent règlement s'appliquent à cette déclaration.

ART. 23. — Lorsque des établissements industriels ou entreprises fondent des caisses privées, constituent des syndicats, ou s'affilient à des caisses privées ou à des syndicats déjà existants, leurs chefs ou exploitants doivent en faire la déclaration au préfet de la province auquel devrait être faite la déclaration du contrat d'assurances dans les termes de l'art. 22, dans le même délai et sous les mêmes pénalités établies pour cette déclaration.

ART. 24. — Pour les déclarations dont il s'agit aux art. 21 et 22, il sera dressé à cet effet des modèles-types par le ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce qui a la faculté de demander en plus toutes les autres indications que l'expérience pourra démontrer nécessaires par l'application de la loi.

ART. 25. — Celui à qui la loi impose l'obligation d'assurer les ouvriers doit tenir :

1° Un livre matricule sur lequel seront inscrits dans l'ordre chronologique de leur admission dans le service, tous les ouvriers occupés dans l'entreprise. Le livre matricule doit indiquer pour chaque ouvrier le numéro d'ordre d'inscription, le prénom, le nom et la paternité. La date et le lieu de naissance, la date d'admission dans le service et celle du renvoi. La catégorie professionnelle de l'ouvrier et son occupation habituelle, le taux du salaire journalier.

L'inscription sur le livre matricule doit être faite avant que l'ouvrier commence à travailler.

2° Un livre de paie dans lequel, pour chaque ouvrier, sera indiqué :

- a) Le prénom, le nom et le numéro matricule ;
- b) Le nombre des heures pendant lesquelles il a travaillé chaque jour avec indication distincte des heures de travail supplémentaires ;
- c) Le salaire effectif payé en argent et la rémunération payée sous une autre forme.

Pour chacun des apprentis outre le salaire effectif à eux payé, lorsqu'ils sont rétribués, il sera indiqué le salaire le plus bas perçu par les ouvriers de la même catégorie.

Le livre de paie doit être tenu au courant. Chaque jour doit être effectuée la passation des écritures concernant les heures de travail accomplies par chaque ouvrier pendant la journée précédente. Le montant total des salaires doit être inscrit dans le livre de paie dans les trois jours de l'échéance du terme de la date de leur paiement.

ART. 26. — Le livre matricule et le livre de paie doivent être paraphés et numérotés à chaque page, avant d'être mis en usage, ils doivent être présentés à l'établissement assureur qui les fera contresigner à

chaque page par un de ses délégués, lequel déclarera en dernière page le nombre de feuillets qui composent le livre et apposera au bas de cette déclaration la date et sa signature. Les deux livres susdits doivent être tenus sans aucun espace en blanc, ils doivent être écrits avec de l'encre ou avec toute autre matière indélébile. Il ne peut y être fait d'abréviations, et s'il était nécessaire d'y faire quelque rature, celle-ci doit être faite de façon que le mot rayé soit toujours lisible. — Dans des cas spéciaux l'établissement assureur pourra par convention expresse et écrite accorder la faculté de tenir plusieurs livres ou feuillets de paie en en récapitulant les données dans un livre qui les résume. Lorsque l'industrie comprend plusieurs établissements il sera tenu autant de livres distincts, outre de celui qui les résume.

L'entrepreneur ou l'industriel doit conserver les livres de paie pendant quatre années au moins à compter de la dernière passation des écritures.

ART. 27. — Les ouvriers dont les heures de travail et le salaire ne seront pas portés sur le livre de paie dans les délais respectivement établis par le dernier alinéa de l'art. 25, seront considérés comme non compris dans l'assurance et on appliquera en pareil cas la pénalité ordonnée par l'art. 31 de la loi (texte unique). Cependant l'établissement assureur, tant que la contravention à la loi n'aura pas été judiciairement reconnue, ne sera pas dispensé de l'obligation de payer les avances sur les indemnités, sauf son droit de recours contre le chef ou l'exploitant de l'entreprise ou de l'industrie.

ART. 28. — Pour les travaux donnés à forfait doivent être indiquées sur le livre de paie les sommes payées à l'ouvrier tâcheron dans les trois jours de chaque liquidation.

Si le tâcheron pour l'exécution du travail, se sert d'autres ouvriers par lui engagés et payés, il devra pour ceux-ci tenir un livre matricule et un livre de paie avec les mêmes règles indiquées dans l'art. 25.

Dans le livre de paie le tâcheron devra inscrire en outre des salaires, les autres dépenses qu'il a faites à son compte personnel pour l'exécution du travail. Les indications contenues dans le livre de paie du tâcheron doivent être reportées sur celui de l'entrepreneur à chaque paiement du salaire ou du prix du travail et l'entrepreneur, déduction faite du livre du tâcheron des indications consignées, le lui restituera, après y avoir apposé sa signature sous la dernière passation des écritures.

ART. 29. — Le livre de paie et le livre matricule doivent, à chaque réquisition, être présentés dans le lieu où s'exécute le travail, aux délégués pour les inspections et aux fonctionnaires des établissements assureurs.

L'entrepreneur ou l'industriel devra donner toutes les preuves et les éclaircissements nécessaires pour démontrer l'exactitude de l'enre-

gistrement de ses écritures et fournir tous autres renseignements complémentaires.

Les délégués du Gouvernement, comme aussi les fonctionnaires précités, devront dater et signer le livre de paie sous la dernière passation des écritures.

Les fonctionnaires des établissements assureurs doivent, sur requête, exhiber la lettre de reconnaissance délivrée par l'établissement duquel ils dépendent.

Les établissements assureurs, au moyen de leurs fonctionnaires, ont le droit de prendre la copie conforme du livre de paie, copie qui devra être contresignée par l'entrepreneur ou industriel.

Les fonctionnaires des établissements assureurs font constater leur officieuse inspection au moyen d'un procès-verbal *ad hoc*, lequel doit être signé par l'entrepreneur qui a le droit d'y faire inscrire les déclarations qu'il croirait convenables.

Dans le cas de refus de signer le procès-verbal, l'inspecteur en fait mention, en indiquant le motif du refus.

ART. 30. — Pour les sociétés de voies ferrées indiquées dans l'art. 20 de la loi (texte unique) tiendront lieu du livre matricule et de celui de paie, les registres ou rôles de paie tenus dans la forme des règlements respectifs. Les dispositions de l'art. 22, 1^{re} partie, des art. 26 et 31 du présent règlement ne s'appliquent point auxdites sociétés.

Le ministère peut dispenser de la tenue du livre matricule, et de celui de paie et de l'observance des susdites dispositions contenues dans les art. 22 (1^{re} partie), 26 et 31, les sociétés concessionnaires de réseaux de chemins de fer non énumérées dans l'art. 20 de la loi (texte unique) comme aussi les administrations publiques quand il est établi que celles-ci y pourvoient efficacement avec des feuilles ou rôles de paie.

Il peut, en outre, dispenser de la tenue du livre matricule les chefs ou exploitants des entreprises ou industries qui ont un caractère transitoire et qui, comme le battage des blés, ne sont exercées que pour une courte période de l'année.

ART. 31. — Chaque chef ou exploitant d'entreprise, d'industrie ou de construction, doit, dans les six mois de la publication du présent règlement, délivrer à ses propres dépens, un livret personnel de paie à chacun de ses ouvriers, lorsque ceux-ci n'en sont pas déjà pourvus.

Le livret doit être unique pour toutes les entreprises, industries et constructions et conforme au modèle approuvé par le ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce.

Lorsque le livret sera épuisé, l'entrepreneur ou exploitant devra en fournir un autre, toujours à ses propres dépens; lorsqu'il sera égaré l'entrepreneur le fournira contre remboursement, à la charge de l'ouvrier, de la dépense qui n'excédera pas dix centimes.

Le livret doit contenir les éléments nécessaires pour les effets de la loi contre les accidents du travail. Il devra rester en la possession de l'ouvrier, qui doit le présenter à l'occasion de la passation des écritures le concernant et pour les éventuelles vérifications de la part des fonctionnaires du Gouvernement ou des établissements assureurs.

Le livret sera employé jusqu'à ce qu'il soit épuisé alors même que l'ouvrier travaillerait dans des entreprises différentes.

ART. 32. — Le chef ou l'exploitant des entreprises, industries ou constructions doit fournir à l'établissement assureur et au Gouvernement toutes les indications qui lui seront demandées dans le but de connaître à quel moment que ce soit les ouvriers qui sont compris dans l'assurance, leurs salaires respectifs et les journées de travail qu'ils ont faites.

Ces indications seront données sur des modèles qui seront fournis respectivement par le Gouvernement ou par les établissements assureurs.

ART. 33. — Les préfets composeront sur les bases de ces déclarations un catalogue de toutes les industries, entreprises ou constructions existantes dans leurs provinces respectives, contenant l'indication de l'objet et de la nature de chacune d'elles ainsi que le nombre d'ouvriers soumis à l'assurance et employés dans la même industrie, entreprise ou construction.

Dans les catalogues devront être inscrites toutes les mutations successives qui seront justifiées.

Pour les industries, entreprises et constructions pour lesquelles n'aura pas été faite la déclaration obligatoire, le préfet fournira au ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce les renseignements qui sont à sa connaissance et les inscrira dans le catalogue.

ART. 34. — La cessation des opérations d'un établissement industriel ou d'une entreprise assujetti à l'obligation de l'assurance doit être notifiée au préfet de la province par les soins du chef ou de l'exploitant de l'entreprise.

Doit être également notifiée au préfet la création ou la suppression de sièges ou établissements secondaires dans les dix jours de la création ou de la suppression.

ART. 35. — La déclaration au préfet, dont il s'agit dans le présent titre, peut être faite au moyen d'une lettre recommandée.

TITRE III

CAISSES PRIVÉES ET SYNDICATS D'ASSURANCES MUTUELLES.

ART. 36. — Le chef ou exploitant d'une entreprise ou d'une construction qui voudrait fonder une caisse dans le sens et aux effets de l'art. 19 de la loi (texte unique) doit présenter au ministre de l'Agriculture, de

L'Industrie et du Commerce sa demande accompagnée des statuts, de la liste des ouvriers occupés et à assurer, d'une déclaration de la Caisse nationale d'assurances contre les accidents atteignant les ouvriers dans le travail établissant le montant total de la prime annuelle qu'elle réclamerait pour l'assurance de ces ouvriers et de la police ou déclaration provisoire de la réception du dépôt de cautionnement pour la Caisse des dépôts et consignations.

Le cautionnement, en titres émis et garantis par l'État, avec affectation au profit des ouvriers inscrits à la caisse, qui aux termes de la loi devraient être assurés, doit être égal à cinq fois la valeur de la prime qu'on devrait payer annuellement à la Caisse nationale pour assurer les ouvriers auxquels pourvoit la caisse privée, si ces ouvriers ne sont pas plus de deux mille et à trois fois le montant de la même prime, et en tout cas à 40.000 livres, si les ouvriers sont en nombre supérieur à deux mille.

La valeur des titres qui constituent le cautionnement sera fixée en raison du prix coté à la Bourse la plus voisine. Il devra être revu et révisé à la fin de chaque semestre, et s'il résultait de cette revision que, par suite de la dépréciation du prix des titres mêmes, le cautionnement est diminué, il sera pourvu à le rétablir dans le délai d'un mois.

ART. 37. — Les chefs ou exploitants des entreprises, industries ou constructions semblables ou analogues ou qui sont dans la même commune ou dans des communes voisines, peuvent se réunir en société dans le but de fonder, dans l'intérêt commun, une caisse privée.

La constitution de la société et la formation des statuts de la caisse consortiale doivent résulter d'un acte public.

La reconnaissance de la Caisse consortiale, dans le sens de l'art. 19 de la loi (texte unique), est subordonnée à la présentation au ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce de l'acte constitutif et des autres documents indiqués dans l'article qui précède.

ART. 38. — Les statuts de la caisse privée doivent contenir :

- 1° La dénomination de la caisse et le lieu où celle-ci siège;
 - 2° le but et les revenus de la caisse et le mode d'emploi de ses deniers;
 - 3° Les règlements pour l'administration et pour la représentation de la caisse judiciairement et extrajudiciairement;
 - 4° La détermination du taux des indemnités assignées aux ouvriers frappés d'accidents dans le travail, qui ne doit jamais être inférieure au minimum établi par la loi;
 - 5° Les règles pour l'établissement des comptes rendus annuels;
- Lorsque la caisse est fondée par une société, les statuts en outre des dispositions précitées doivent contenir :
- 6° L'indication de la durée de la société;

7° Les procédés employés pour déterminer le risque propre de chaque entreprise, industrie ou construction faisant partie de l'association et fixer la part contributive due par chacun des associés;

8° L'obligation pour tous les associés de se rendre solidaires de l'exécution des engagements qu'ils assument sous la dépendance de la loi;

9° Les conditions de participation d'autres établissements ou entreprises à l'association;

10° Les conditions de validité des assemblées et des délibérations de l'association;

11° Les règles à l'aide desquelles pourront être modifiés les statuts de la caisse;

12° Les cas dans lesquels pourra être délibérée la dissolution et les précautions avec lesquelles pourra être prise une semblable délibération.

ART. 39. — Lorsque le nombre des ouvriers inscrits à la caisse est réduit à moins de cinq cents et que dans le délai d'un mois il ne réatteint à nouveau ce chiffre, l'entreprise ou les entreprises qui l'ont fondée devront, dans le délai de quinze jours, pourvoir des ouvriers dans les règles de la loi.

Tant que le délai de quinze jours indiqué dans le précédent alinéa n'est pas échu, la caisse privée continuera à fonctionner avec tous les effets de la loi, texte unique, pour les accidents sur le travail et du présent règlement.

ART. 40. — Le ministre de l'Agriculture de l'Industrie et du Commerce a la faculté d'introduire des modifications dans les statuts des caisses prévues à l'art. 38 et en promulguera le décret royal d'approbation, après avis du Conseil d'État.

La même procédure sera suivie pour les modifications successives des statuts.

ART. 41. — Les syndicats d'assurances mutuelles doivent se constituer par acte public, duquel, pour chacun des industriels qui entendent y participer, doit résulter :

1° Le nom, le prénom, l'entreprise, la raison et la dénomination sociale;

2° La nature de l'industrie et de l'entreprise exercée;

3° Le siège principal de l'établissement ou de l'entreprise et celui des établissements ou des entreprises secondaires qu'ils entendent comprendre dans le syndicat;

4° Le nombre des ouvriers occupés habituellement et qui devraient s'assurer aux termes de la loi.

De l'acte constitutif doit en outre résulter.

5° Le versement, en titres émis et garantis par l'État dans la Caisse des dépôts et consignations, du cautionnement tarifié au taux de 10

lires par ouvrier occupé jusqu'au maximum de 250.000 lires, avec affectation au profit des ouvriers dépendant du syndicat et qui, aux termes de la loi, doivent être assurés. Pour établir ce versement, l'administration de la Caisse des dépôts et consignations délivre à qui l'effectue une déclaration provisoire de sa réception ou police, avec l'annotation qu'il est effectué pour la constitution d'un syndicat d'assurances mutuelles, aux termes de l'art. 19 de la loi (texte unique) entre les industriels pour le compte desquels le dépôt est fait et desquels il devra être indiqué dans la déclaration ou police les nom, prénom, industrie, raison ou dénomination sociale. La déclaration ou police devra être présentée au notaire qui stipule l'acte constitutif;

6° Le versement d'une somme égale à la moitié des primes annuelles qui seraient requises par la Caisse nationale pour assurer aux ouvriers compris dans le syndicat les indemnités établies par la loi (texte unique). Le versement sera fait, par voie de provision, à la Caisse des dépôts et consignations ou dans un établissement d'émission. La somme déposée ne peut être restituée qu'aux administrateurs nommés par le syndicat qui présente la copie du décret du ministre de l'Industrie et du Commerce approuvant les statuts du syndicat même, et lorsque l'approbation n'a pas été concédée aux industriels pour le compte desquels le versement fut fait;

7° L'approbation des statuts du syndicat de la part des industriels qui entendent le constituer;

A la stipulation de l'acte constitutif les industriels doivent intervenir personnellement ou au moyen de délégués munis d'un mandat régulier.

ART. 42. — Les statuts du syndicat doivent déterminer :

- 1° Le nom, le siège et les sections du syndicat;
- 2° La représentation du syndicat judiciaire et extrajudiciaire;
- 3° Le genre des industries, entreprises ou constructions pour lesquelles il est constitué;
- 4° La durée du syndicat;
- 5° Les règles pour la convocation des assemblées, les matières à elles attribuées et les conditions de validité de leurs réunions et de leurs délibérations;
- 6° Le droit du vote des sociétaires, le nombre de votes attribué à chacun d'eux et la modalité pour l'examen des délégations;
- 7° Les conditions et la modalité pour l'admission, l'élimination et la retraite des sociétaires et la procédure à suivre dans les cas de changements dans l'exploitation de l'entreprise ou industrie ou de la personne de l'entrepreneur ou industriel;
- 8° La composition et le renouvellement du conseil d'administration et les attributions de celui-ci;

9° La forme pour les convocations du conseil d'administration et les conditions pour la validité de ses réunions et délibérations;

10° Les règles pour le service de la caisse et le mode d'emploi des fonds du syndicat;

11° La procédure à observer par le conseil d'administration dans la répartition des établissements adhérents par classe de risque;

12° Les précautions à prendre dans les cas de fermeture des établissements;

13° Les règles d'établissement, revision et approbation des comptes rendus annuels;

14° Les moyens de résoudre les contestations de toutes sortes qui s'élèveraient dans le syndicat;

15° Les règles et conditions avec lesquelles le syndicat pourra surveiller les établissements qui en font partie;

16° Les conditions et la modalité avec lesquelles peuvent être délibérées la dissolution et la prorogation du syndicat et les modifications de ses statuts.

ART. 43. — Lorsque les statuts admettent la création de sections du syndicat, aux termes de l'article précédent, ils doivent avoir aussi des règles sur leurs sièges et circonscriptions, sur la formation de leur administration et sur l'extension de leurs attributions;

ART. 44. — L'acte constitutif et les statuts du syndicat doivent être remis, pour l'approbation, au ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce, avec une demande spéciale à laquelle doivent être jointes :

1° Les polices ou déclarations provisoires établissant le dépôt du cautionnement et le versement dont il est parlé dans le n° 6 de l'art. 41;

2° Une déclaration délivrée par la Caisse nationale d'assurances contre les accidents, de laquelle résultera la prime que les industriels associés au syndicat devront payer pour l'assurance de leurs ouvriers près de cet établissement;

3° La liste des entreprises ou industries qui font partie du syndicat;

4° L'indication du nombre des ouvriers actuellement occupés dans chacune d'elles et qui doivent être assurés.

Le ministère a la faculté, avant d'approuver les statuts, d'y introduire des modifications et des additions.

Les réformes statutaires ne seront exécutives qu'après l'approbation du ministère.

L'approbation des statuts une fois obtenue, le syndicat se trouve légalement constitué et acquiert la personnalité juridique.

ART. 45. — Les administrateurs d'une caisse consortiale ou d'un syndicat sont tenus de déclarer au ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce, dans les premiers quinze jours de chaque mois :

1° Le nom, le prénom, l'entreprise, la raison ou dénomination sociale

de l'exploitant des établissements industriels admis à la caisse consortiale ou dans le syndicat pendant le mois précédent, en indiquant pour chacun d'eux l'objet et le siège de l'établissement ou de l'entreprise et le nombre des ouvriers auxquels pourvoit la caisse de l'association ou le syndicat ;

2° Les variations survenues pendant le mois précédent dans le nombre des ouvriers compris dans la caisse consortiale ou dans le syndicat, en indiquant la dénomination, le siège et l'objet de l'établissement ou de l'entreprise dans laquelle est survenue la variation ;

3° Les établissements ou les entreprises qui, pour une cause quelconque, ont cessé pendant le mois précédent de faire partie de la caisse consortiale ou du syndicat.

ART. 46. — Les administrations des caisses privées et des syndicats doivent envoyer au ministère de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie les comptes rendus annuels et toutes les notes statistiques qui leur seront réclamées relativement aux accidents ainsi qu'à l'espèce et la quotité des indemnités liquidées.

Elles doivent pour cela tenir un registre dans lequel seront indiqués :

- a) Nom, prénoms, entreprise, ou raison sociale du chef ou exploitant de l'entreprise dans laquelle l'accident est survenu ;
- b) Le lieu, le jour et l'heure de l'accident ;
- c) La nature et les causes certaines ou présumées de l'accident et les circonstances dans lesquelles il a été vérifié ;
- d) Les nom et prénoms, la paternité, l'âge, la profession ou le métier habituel de la victime ;
- e) L'issue définitive de la lésion ;
- f) Le montant de l'indemnité liquidée pour chacun des ouvriers blessés.

ART. 47. — Les industries qui par retraite volontaire, ou pour toute autre cause, cessent de faire partie de l'association qui a fondé une caisse privée ou un syndicat, doivent pourvoir immédiatement d'une autre façon aux obligations que leur impose la loi (texte unique) sous les sanctions établies dans l'art. 31 de la même loi.

ART. 48. — Lorsque plusieurs syndicats d'assurances mutuelles se réunissent en un seul syndicat, tous les droits et les devoirs des premiers passent au nouveau syndicat à partir du moment auquel la fusion est survenue ;

Les statuts du nouveau syndicat devront être approuvés conformément aux règles établies dans l'art. 44.

ART. 49. — Lorsque quelques établissements industriels ou entreprises se séparent d'un syndicat et s'associent à un autre ou forment un nouveau syndicat, tous les droits qui seraient exigibles contre le premier syndicat pour les cas d'accidents vérifiés dans les établissements ou dans les entreprises qui se séparent doivent être préalablement liquidés.

ART. 50. — Toutes les fois que le nombre des ouvriers compris dans le syndicat est réduit à moins de 4.000 et que dans le délai d'une année il ne réatteint à nouveau ce chiffre, le syndicat sera déclaré dissous par décret du ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce.

ART. 51. — A l'échéance du terme fixé pour la durée du syndicat ou bien lors de sa dissolution délibérée par les sociétaires et décrétée par le ministre de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie, les composants du syndicat devront pourvoir d'une autre manière aux obligations que leur impose la loi (texte unique) dans les quinze jours de la date de la cessation ou de celle du décret de dissolution du syndicat, sous les sanctions établies dans l'article de la même loi.

Tant que le délai de quinzaine indiqué dans le précédent alinéa ne sera pas dépassé la dissolution du syndicat n'aura pas d'effet légal.

ART. 52. — Les caisses privées ou consortiales et les syndicats d'assurances mutuelles pourront réassurer près la Caisse nationale d'assurance pour les accidents des ouvriers sur le travail, une partie des risques dont ils sont chargés, tout en gardant à leur charge, pour chaque cas, au moins un cinquième de l'indemnité, pour les cas mortels, la moitié de l'indemnité pour chaque cas d'incapacité permanente et l'indemnité pour les premiers trente jours d'incapacité temporaire.

Pour déterminer la prime qui devrait être payée à la Caisse nationale et qui sert de base au cautionnement des caisses, suivant les art. 19 de la loi (texte unique) et 37 du présent règlement, on déduira de la prime déclarée par la Caisse nationale comme correspondant à l'entière assurance, celle effectivement à elle payée comme prime pour la réassurance.

La stipulation de la réassurance doit, d'après l'art. 45 du présent règlement, être dénoncée au ministère.

ART. 53. — La caisse consortiale ou le syndicat peuvent prendre envers les entrepreneurs ou industriels enrôlés avec eux pour correspondre aux obligations de la loi, l'engagement de payer l'indemnité pour les accidents du travail, même au profit des ouvriers pour lesquels n'a pas été imposée l'obligation de l'assurance, toutes les fois que ces ouvriers travaillent sous la dépendance desdits entrepreneurs ou industriels.

Les ouvriers mentionnés dans la première partie du présent article ne seront pas comptés pour former le nombre nécessaire pour la constitution et le fonctionnement de la caisse ou du syndicat, ni pour déterminer le montant de la caution à déposer dans les règles de l'art. 19 de la loi (texte unique) et des art. 36 et 41 du présent règlement et destinée à garantir le paiement régulier des indemnités dues d'après les règles de la loi.

L'obligation pour tous les adhérents à la caisse ou au syndicat de répondre solidairement de tous les engagements pris par la caisse ou par le syndicat mêmes, subsiste aussi à la garantie des indemnités à payer aux ouvriers susénoncés.

La gestion relative à cette catégorie d'assurances doit être tenue complètement séparée de celle des assurances obligatoires.

TITRE IV

AUGMENTATION, DÉGAGEMENT, RÉTABLISSEMENT DU CAUTIONNEMENT DES CAISSES PRIVÉES ET DES SYNDICATS D'ASSURANCES MUTUELLES.

ART. 54. — A la fin de chaque semestre, sur la base des changements dans le nombre des ouvriers inscrits à une caisse privée ou dans les classes de risque dans lesquelles se divisent les ouvriers mêmes par égard à l'assurance, on devra effectuer l'augmentation du cautionnement engagé ou en requérir la diminution.

Dans le cas d'augmentation du cautionnement, l'administration de la caisse devra présenter au ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce, dans les quinze jours de la clôture du semestre l'acte du dépôt additionnel.

Lorsque le nombre des ouvriers inscrits à la caisse sera diminué ou qu'ils auront passé dans une classe inférieure de risques, l'administration de la caisse pourra requérir la restitution de la part correspondante du cautionnement avec demande documentée au ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce.

Aussi bien dans le premier cas que dans le second, l'administration de la caisse devra présenter une déclaration de la Caisse nationale d'assurances contre les accidents d'ouvriers sur le travail, de laquelle résulte le montant de la prime annuelle qu'elle requerrait pour l'assurance des ouvriers existants à la fin du semestre.

ART. 55. — Le ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce, après examen de la demande et des documents pour la restitution partielle du cautionnement de la Caisse, autorise par un décret la Caisse des dépôts et consignations à prélever et à restituer les titres correspondants et particulièrement spécifiés.

ART. 56. — Dans le cas de cessation d'une caisse privée, la demande de restitution du cautionnement devra être accompagnée de documents établissant qu'il a été pourvu à l'assurance des ouvriers inscrits à la caisse et démontrant que la caisse n'a plus d'engagements d'aucune espèce avec les inscrits et les ayants cause.

ART. 57. — Quand le cautionnement pour le paiement des indemni-

tés dues par la caisse vient à être exproprié en tout ou en partie, il doit être rétabli dans le délai d'un mois et l'administration de la caisse en devra donner la preuve au ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce.

Si à l'expiration du délai d'un mois le cautionnement n'a pas été rétabli, le décret de reconnaissance de la caisse sera révoqué, et les industriels qui l'ont fondée devront dans les quinze jours de la date du décret de révocation pourvoir à l'assurance des ouvriers.

ART. 58. — L'augmentation ou la diminution constatée à la fin de chaque semestre dans le nombre des ouvriers faisant partie d'un syndicat d'assurances mutuelles, donne lieu à une augmentation correspondante, dans les limites du maximum établi par la loi (texte unique) ou à une diminution correspondante du cautionnement engagé.

Dans le cas d'augmentation du cautionnement, l'administration du syndicat devra dans les quinze jours de la clôture du semestre, présenter au ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce l'acte du dépôt additionnel.

Lorsque le nombre des ouvriers sera diminué l'administration du syndicat pourra demander la restitution de la partie correspondante du cautionnement avec demande documentée, adressée au ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce, lequel par un décret autorisera la Caisse des dépôts et consignations à dégager et à restituer les titres correspondants.

La valeur des titres constituant le cautionnement sera fixée et revisée d'après la teneur du dernier alinéa de l'art. 36.

ART. 59. — Lorsque quelques établissements industriels se séparent d'un syndicat et s'associent à un autre ou constituent un nouveau syndicat, le cautionnement relatif aux ouvriers attachés aux établissements qui se séparent, les engagements du syndicat au moment de la séparation acquittés, doit être attribué au syndicat auquel ils se joignent ou au nouveau syndicat, moyennant un décret du ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce.

ART. 60. — Dans le cas de dissolution d'un syndicat, la demande de restitution du cautionnement devra être accompagnée de documents établissant la continuité de l'assurance des ouvriers attachés à tous les établissements qui faisaient partie du syndicat et l'extinction de tous les engagements et obligations du syndicat envers les ouvriers et les ayants cause.

ART. 61. — Lorsque le cautionnement pour le paiement des indemnités dues par le syndicat, est exproprié, en tout ou partie, l'administration du syndicat doit le rétablir dans le délai d'un mois et en fournir la preuve au ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce.

Si à l'expiration du délai d'un mois le cautionnement n'a pas été ré-

tabli, le décret de constitution du syndicat sera rapporté et les établissements qui le composaient devront dans les quinze jours du décret de révocation, pourvoir à l'assurance de leurs ouvriers.

ART. 62. — Lorsque les caisses privées ou les syndicats d'assurances mutuelles n'augmentent pas le cautionnement dans les délais établis par les art. 54 et 58, chacune des personnes, auxquelles il appartient d'exécuter les actes nécessaires, est frappée d'une peine pécuniaire qui peut s'élever jusqu'à cinquante lires par chaque jour de retard.

TITRE V

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCES CONTRE LES ACCIDENTS DES OUVRIERS SUR LE TRAVAIL.

ART. 63. — La Caisse nationale d'assurances doit présenter au ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce, les conditions générales de police pour les contrats à stipuler sur les bases de la loi (texte unique), lesquelles ne pourront être appliquées sans l'approbation du ministère.

ART. 64. — Si les contrats d'assurances sont stipulés pour une durée supérieure à une année, il est réservé aux parties contractantes le droit, nonobstant tout autre pacte contraire, de dénoncer la résolution du contrat *deux* mois avant l'échéance de chaque année d'assurances.

Dans tous les contrats doit en outre être insérée la clause de leur résolution de droit :

a) Lorsque, entre les exploitants d'entreprises, industries ou constructions qui les ont stipulés, il aura été constitué un syndicat obligatoire dans les règles des art. 26 et suiv. de la loi (texte unique);

b) Lorsque seront apportées à la loi (texte unique) des modifications pour l'effet desquelles les contrats en vigueur devront être modifiés.

La résolution pour le cas dont s'agit à la lettre *a* porte effet du jour dans lequel le syndicat commence à fonctionner et pour le cas dont s'agit à la lettre *b* de la date à laquelle les modifications à la loi entrent en vigueur.

ART. 65. — La Caisse nationale doit envoyer au ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce dans les premiers quinze jours de chaque mois :

a) Un extrait des contrats d'assurances conclus dans le mois précédent;

b) Une liste des assurances qui ont pris fin, de celles renouvelées et des variations survenues, pendant le mois précédent, à celles en cours.

Elle doit en outre, lorsque pour défaut de paiement des primes convenues ou pour quelque autre cause que ce soit, les effets du contrat

d'assurances restent suspendus, en donner avis, dans les cinq jours, au ministère précité.

Les dispositions de l'art. 46 sont applicables à la Caisse nationale.

ART. 66. — Moyennant un décret royal sur la base de l'art. 2 de la loi du 23 décembre 1886, n° 4233 (série *a*), la Caisse nationale d'assurances contre les accidents du travail sera autorisée à réassurer partie des indemnités assurées par les caisses privées ou consortiales ou par les syndicats d'assurances mutuelles. Les conditions générales pour les réassurances devront être approuvées par le ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce.

ART. 67. — La Caisse nationale devra accepter toutes les propositions d'assurances qui lui seront présentées par les chefs ou exploitants d'entreprises, industries ou constructions soumises à l'obligation de l'assurance.

Elle devra également accepter les propositions de réassurances qui seront présentées dans les formes et les limites indiquées par l'article précédent, pour les syndicats obligatoires, constitués dans les règles de l'art. 26 et suiv. de la loi (texte unique).

Cependant lorsqu'il s'agira d'entreprises, d'industries ou constructions qui seront exercées dans des conditions spéciales de risque par rapport aux autres de la même catégorie, la Caisse nationale aura la faculté de subordonner l'acceptation de la proposition à la condition d'inscrire l'entreprise, l'industrie ou la construction dans une classe supérieure de risque.

ART. 68. — La Caisse nationale doit, dans le plus bref délai, répondre aux propositions et aux communications ultérieures faites pour la stipulation des contrats d'assurance.

Lorsque le chef ou l'exploitant des entreprises, industries ou constructions établit que le retard dans la stipulation du contrat d'assurance est imputable à la négligence de la Caisse nationale, celle-ci sera tenue envers lui à la réparation des dommages.

TITRE VI

SOCIÉTÉS OU ENTREPRISES D'ASSURANCES.

ART. 69. — Les sociétés ou entreprises privées créées pour exercer les assurances contre les accidents du travail, aux effets de la loi, doivent en tenir la gestion distincte de celle de toute autre branche ou catégorie d'assurances. Elles doivent en outre rédiger le compte rendu séparé de cette gestion et le présenter au ministère avec le compte rendu général de la société.

Les sociétés étrangères qui opèrent légalement dans le royaume, doivent en outre tenir à la disposition de la représentation tous les livres,

registres et documents relatifs aux assurances contre les accidents réalisées dans le royaume.

ART. 70. — Le cautionnement initial, que doivent déposer les sociétés ou entreprises privées pour exercer les assurances contre les accidents du travail, doit être de 200.000 livres et ne pourra en aucun cas être réduit à une somme inférieure. Celui-ci ainsi arrêté à sa limite minima, les sociétés ou entreprises susdites devront pourvoir à ce que, à la fin de chaque année, le cautionnement corresponde aux deux tiers des primes annuelles recouvrées pendant la même année, pour les ouvriers assurés.

Le cautionnement sera constitué en titres émis ou garantis par l'État, déposés à la Caisse des dépôts et consignations et engagés avec affectation au profit de l'État et des assurances réalisées.

La valeur des titres sera fixée et révisée dans les termes prévus au dernier alinéa de l'art. 36.

ART. 71. — Les sociétés ou entreprises privées, pour être autorisées à exercer les assurances contre les accidents du travail, doivent présenter au ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce, la preuve de l'accomplissement du dépôt du cautionnement, les tarifs normaux des primes, les conditions générales de police et les règles avec lesquelles doivent être calculés les rapports des primes pour les risques en cours à la fin de chaque exercice.

Les tarifs normaux des primes doivent être établis de façon à ce qu'aucun ouvrier ne puisse être exclu de l'assurance.

Le ministère, après avoir examiné les conditions générales de police, et les tarifs des primes, autorise la société à exercer l'assurance.

Les modifications aux tarifs normaux des primes et aux conditions générales de police devront être communiquées au ministère et ces dernières ne pourront être appliquées sans avoir obtenu le visa d'approbation.

Aux contrats d'assurances s'appliquent les dispositions de l'art. 64.

ART. 72. — Un exemplaire de la police d'assurances muni du visa d'approbation du ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce, devra être tenu par les soins de la société ou entreprise à la disposition des inspecteurs et des assurés.

Toutes les polices émises devront être conformes à l'exemplaire approuvé et en contenir l'explicite déclaration.

Lorsque les sociétés ou entreprises établissent des contrats d'assurances portant des conditions générales différentes de celles contenues dans le modèle de la police approuvé du ministre, elles encourent une peine pécuniaire de 100 livres à 5.000 livres, sans préjudice de plus fortes peines prévues par le Code pénal. En cas de récidive l'autorisation concédée peut être révoquée.

ART. 73. — Les dispositions des art. 65 et 68 du présent règlement s'appliquent également aux sociétés ou entreprises privées d'assurances.

Les sociétés ou entreprises mêmes devront remettre au ministère toutes les notes statistiques qui leur seront demandées relativement au montant des salaires sur lequel furent liquidés les primes d'assurances et relativement aux accidents et à leurs conséquences ainsi que la nature et la quotité de l'indemnité liquidée.

Dans ce but elles tiendront le registre dont il est parlé à l'art. 46.

ART. 74. — L'augmentation du cautionnement des sociétés ou entreprises d'assurances, devra être effectuée dans les deux premiers mois de l'année suivante, et les sociétés ou entreprises devront communiquer au ministère la preuve de l'accomplissement du dépôt.

Lorsque l'augmentation du cautionnement n'aura pas été effectuée dans le délai des deux mois, les sociétés ou entreprises d'assurances tomberont sous l'application de la pénalité indiquée dans l'art. 62.

ART. 75. — Lorsqu'à la fin de l'année on constate une diminution dans la valeur totale des primes annuelles, la société ou entreprise peut demander le dégagement d'une partie correspondante de son cautionnement en adressant une demande documentée au ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce, lequel après avoir fait les vérifications nécessaires, autorise, par un décret, la Caisse des dépôts et consignations à détacher et restituer à la société ou à l'entreprise les titres correspondants.

En aucun cas le cautionnement ne pourra être réduit à une somme inférieure à la limite minima indiquée à l'art. 70.

ART. 76. — Si la société ou entreprise, pour quelque cause que ce soit, cesse l'exercice des assurances contre les accidents du travail, l'administration ou la représentation dans le royaume peut demander le dégagement total de la caution.

Dans ce cas, la société ou entreprise devra présenter au ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce, conjointement à la demande, les preuves de l'extinction des obligations et engagements de tout genre, contractés au sujet des assurances.

Le ministère, après avoir fait les dues vérifications, autorise, par son décret, le dégagement des titres déposés en garantie.

ART. 77. — Quand le cautionnement, pour le paiement des indemnités dues par les sociétés ou entreprises, se trouve exproprié en tout ou partie, la société ou entreprise doit le rétablir dans le délai d'un mois et en donner la preuve au ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce.

Lorsque la société ou l'entreprise n'a pas, dans le délai d'un mois, rétabli le cautionnement l'autorisation sera révoquée et les contrats

d'assurances en cours seront tenus pour résolus et les industriels devront assurer, dans les quinze jours, leurs ouvriers près d'un autre établissement, sauf le droit d'obtenir, de la société ou entreprise, le remboursement des primes payées et la réparation des dommages éventuels.

ART. 78. — Lorsque les sociétés ou entreprises privées se chargent d'assurances contre les accidents du travail aux effets de la loi (texte unique) sans en avoir obtenu l'autorisation, elles encourent une amende pécuniaire, pouvant monter à 1.000 livres par contrat d'assurances stipulé, lequel sera déclaré nul, en appliquant à l'industriel la pénalité ordonnée dans la loi même.

La société ou entreprise devra restituer à l'assuré les primes encaissées et le garantir des dommages éventuels.

TITRE VII

DÉCLARATION DES ACCIDENTS. — ENQUÊTE.

ART. 79. — La déclaration de chaque accident spécifié dans l'art. 36 de la loi, texte unique, survenu dans un établissement industriel, dans une entreprise, dans une construction, même non soumis à l'obligation de l'assurance, devra être faite par le chef ou l'exploitant, dans le délai de trois jours, à l'autorité de sûreté publique de la commune dans laquelle l'accident est survenu.

Dans le même délai de trois jours dont s'agit dans la première partie du présent article, les chefs des entreprises, industries ou constructions assujetties à l'obligation de l'assurance doivent dénoncer l'accident à l'établissement assureur.

Si l'accident est survenu en cours de voyage et sur le territoire étranger, la déclaration sera faite à l'autorité de la sûreté publique, de la circonscription dans laquelle est compris le premier lieu d'arrêt sur territoire italien, excepté, pour les gens de mer, soumis à la disposition énoncée en l'art. 128.

La déclaration peut être faite même par celui qui, au moment de l'accident, avait la direction et la surveillance de la partie de l'établissement dans laquelle l'accident est arrivé. En cas d'absence ou d'empêchement du chef ou de l'exploitant, il y est obligé.

L'autorité de sûreté publique à laquelle a été faite la déclaration doit en délivrer récépissé.

Les offices de sûreté publique doivent tenir un catalogue des accidents déclarés.

ART. 80. — Le délai de trois jours, dont il est question dans la première partie du précédent article, part du jour où l'accident est arrivé.

Cependant, lorsque le chef ou exploitant ou celui qui avait la direction de la partie de l'établissement dans laquelle a eu lieu l'accident, ne l'ont connu que trop tardivement de façon à n'avoir plus le temps de le déclarer dans le délai imparti, celui-ci partira du jour où ils furent informés de l'accident.

Lorsque l'incapacité résultant d'un accident, pronostiqué guérissable dans les cinq jours, se prolonge au sixième jour, le délai de déclaration partira de ce sixième jour.

Dans ce cas, au certificat du médecin rédigé après le cinquième jour, on adjointra celui qui avait été rédigé antérieurement, et, s'il n'existe pas, on indiquera dans la déclaration les raisons pour lesquelles le médecin n'a pas été appelé.

ART. 81. — L'ouvrier est obligé de donner immédiatement avis de tout accident qui lui arrive, même s'il est de légère importance, au chef ou exploitant de l'entreprise, industrie ou construction, ou à celui qui a la direction et la surveillance de la partie de l'établissement dans laquelle l'accident est survenu.

Lorsque l'ouvrier a négligé d'obtempérer à l'obligation indiquée dans la première partie du présent article, et que les personnes qui y sont prévues n'ont pas eu autrement connaissance de l'accident dans le délai de trois jours depuis que celui-ci est survenu, il ne sera pas payé d'indemnité pour l'incapacité temporaire pour les jours antérieurs à celui dans lequel les personnes susdites eurent connaissance de l'accident.

ART. 82. — Pour les entreprises, industries et constructions dirigées par l'État, les provinces, les communes et par des sociétés ou syndicats, la déclaration doit être faite par celui qui dirigeait ou surveillait le travail au moment où est survenu l'accident.

ART. 83. — La déclaration doit indiquer :

1° Le nom, les prénoms, la société, la raison ou dénomination sociale du chef ou exploitant de l'entreprise, industrie ou construction ;

2° Le lieu, le jour et l'heure où l'accident est survenu ;

3° La nature et la cause certifiée ou présumée de l'accident et les circonstances dans lesquelles il a été vérifié ;

4° Le nom, le prénom, la paternité, l'âge, la résidence et l'art ou le métier habituel de la personne restée blessée ;

5° L'état de cette dernière, les conséquences probables de l'accident et l'époque où il sera possible d'en connaître l'issue définitive. Ces indications doivent être déduites d'un certificat de médecin à joindre à la déclaration ;

6° Le nom, le prénom et l'adresse des témoins de l'accident.

Pour les entreprises, industries et constructions soumises à l'obligation de l'assurance, la déclaration doit être faite suivant un modèle établi par le ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce.

ART. 84. — Pour chaque cas déclaré d'accident, à la suite duquel un ouvrier est mort ou a été atteint de lésions telles qu'il faille prévoir la mort ou une incapacité de travail supérieure à trente jours, et s'il s'agit d'entreprises, industries ou constructions soumises à l'obligation de l'assurance, l'autorité de sûreté publique doit remettre immédiatement un exemplaire de la déclaration et le certificat du médecin au prêteur⁽¹⁾ dans la circonscription duquel l'accident est survenu.

Dans le plus bref délai possible, et en tout cas, dans les quatre jours après la réception de la déclaration et du certificat médical, le juge procède à une enquête à l'aide de laquelle il doit rechercher :

- 1° Les circonstances dans lesquelles l'accident est arrivé et la cause et la nature de l'accident;
- 2° L'identité des personnes blessées et le lieu où elles se trouvent;
- 3° La nature des lésions;
- 4° L'état des blessés;
- 5° Le salaire quotidien et le salaire annuel des ouvriers blessés par l'accident;
- 6° La condition de famille des tués, les ayants droit à l'indemnité et la résidence de ces derniers;
- 7° Si l'ouvrier était effectivement assuré.

ART. 85. — L'indication de la date et du lieu de l'enquête doit être immédiatement communiquée par les soins du prêteur, par lettre recommandée de laquelle il sera retiré récépissé, à la personne indiquée à cet effet dans la déclaration de l'accident, ou, à défaut de semblable indication, au chef, à l'exploitant ou directeur de l'établissement ou de l'entreprise; à l'ouvrier blessé ou à ses ayants cause et à l'administration de la caisse privée, du syndicat d'assurances mutuelles et de l'établissement assureur.

L'enquête sera faite contradictoirement devant les intéressés ou leurs délégués avec l'assistance, si la nécessité en a été reconnue, d'un médecin ou d'autres experts choisis par le prêteur, pour vérifier la cause de l'accident et de la lésion et la nature et l'importance de cette dernière.

Lorsque les représentants ou ayants droit à l'indemnité ne seront pas présents, le prêteur fera dans leur intérêt, assister à l'enquête deux ouvriers qu'il choisira parmi ceux attachés à l'établissement ou à l'entreprise dans le lieu où l'accident est arrivé, et de préférence parmi ceux qui exercent le même art ou le même métier que l'ouvrier blessé par l'accident.

Le prêteur aura en outre la faculté d'interroger toutes les personnes qui, à son avis, peuvent faire la lumière sur les circonstances et sur les causes de l'accident.

(1) Juge.

L'enquête devra rouler exclusivement sur la détermination des faits et des circonstances qui produisirent et accompagnèrent l'accident.

ART. 86. — L'assistance des experts n'est point admise dans les établissements de l'État soumis à une surveillance spéciale et dans les établissements dans lesquels on accomplit des travaux qui pour la sécurité de l'État doivent être tenus secrets.

Dans ces cas, les fonctionnaires préposés à la surveillance des établissements font au préteur une relation ou rapport sur les causes de l'accident lequel doit être joint au procès-verbal d'enquête.

ART. 87. — Sauf les cas d'empêchement constatés dans le procès-verbal, l'enquête doit être terminée dans le plus bréf délai et au plus tard le dixième jour à compter duquel la déclaration de l'accident parvient au préteur.

De l'enquête, on dresse sur place procès-verbal dans lequel ceux qui y ont pris part, ont le droit d'y faire inscrire leurs propres déclarations.

Le procès-verbal est signé par le préteur et reste déposé pendant cinq jours à la chancellerie de la préture.

Pour les accidents suivis de mort, copie du procès-verbal d'enquête doit être par les soins du préteur transmise au ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce.

ART. 88. — A l'échéance des cinq jours dont il s'agit dans le second paragraphe de l'article précédent, le procès-verbal d'enquête est communiqué à l'autorité judiciaire compétente laquelle pourvoit, suivant le cas, dans les règles de la loi, en remettant ensuite le procès-verbal même à la chancellerie du tribunal civil dans la juridiction duquel est survenu l'accident. La chancellerie conservera les procès-verbaux d'enquête pendant quatre ans à partir du jour de l'accident.

Tant que le procès-verbal reste déposé dans la chancellerie de la préture ou du tribunal civil, les parties intéressées peuvent en prendre connaissance et en faire la copie sur papier libre.

ART. 89. — Les préteurs ou vice-préteurs par eux délégués, lesquels pour procéder aux enquêtes ordonnées par l'art. 84 du présent règlement devront se transporter en dehors de leur résidence, auront une indemnité dans la mesure et les conditions établies dans le chapitre III (3), titre 1^{er} du tarif en matière pénale approuvé par décret royal du 23 décembre 1865, n° 2701.

Les indemnités aux préteurs et vice-préteurs ne sont pas dues dans les cas pour lesquels leur transport serait nécessaire dans les termes du Code de procédure pénale.

ART. 90. — Une indemnité sera également accordée dans la mesure et pour les cas déterminés aux chapitres 1 et 2 du titre 1^{er} du tarif pénal aux témoins, aux médecins et aux autres experts qui auront été appelés

par le prêteur ou par l'officier qui procède à l'enquête et dans l'intérêt de celle-ci.

ART. 91. — Les indemnités ci-dessus prévues, en ce qui regarde le prêteur, seront liquidées par le président du tribunal civil, et par le prêteur lui-même pour ce qui concerne les témoins et les experts; faisant dans l'un et l'autre cas, mention expresse que ces indemnités sont motivées par l'enquête prévue à l'art. 84 du présent règlement.

Sont compris parmi les experts, les officiers de santé et les médecins de la commune dont il est question en l'art. 149 du présent règlement, en tant qu'ils prêteraient leur concours dans le cas et aux effets prévus dans le précédent article.

ART. 92. — Le paiement desdites indemnités sera effectué par le moyen des agents du domaine et dans les localités où il n'en existerait pas, au moyen des offices postaux en observant les règles établies par les art. 472 et 482 du règlement sur la comptabilité générale de l'État et sera supporté par le budget du ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce.

ART. 93. — Pour tout ce qui concerne la liquidation et le paiement desdites indemnités, les quittances et les vérifications des mandats, seront observées, en tant qu'elles seront applicables, les dispositions du susdit tarif pénal et autres règles et instructions en vigueur sur la matière.

TITRE VIII

LIQUIDATION ET PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ.

ART. 94. — Doit être retenue comme incapacité permanente absolue la conséquence d'un accident qui enlève complètement, et pour toute la vie, l'aptitude au travail.

Doit être retenue comme incapacité permanente partielle la conséquence d'un accident, qui diminue en partie, mais essentiellement et pour toute la vie l'aptitude au travail.

ART. 95. — Dans le cas d'incapacité permanente partielle aux effets de la liquidation de l'indemnité, le salaire sera considéré réduit dans les proportions suivantes dans les cas ci-après spécifiés.

Pour la perte totale ou supérieure au tiers du bras droit	80 0/0
Pour la perte totale de l'avant-bras droit ou du bras gauche au tiers supérieur	75 0/0
Pour la perte totale de l'avant-bras gauche ou de tous les doigts de la main droite.	70 0/0

Pour la perte totale de tous les doigts de la main gauche	65 0/0
Pour la perte totale du pouce droit.	30 0/0
Pour la perte totale du pouce gauche	25 0/0
Pour la perte totale de la 2 ^e phalange du pouce droit	15 0/0
Pour la perte totale de la 2 ^e phalange du pouce gauche.	12 0/0
Pour la perte totale de l'index droit.	20 0/0
Pour la perte totale de l'index gauche	15 0/0
Pour la perte totale du petit doigt	12 0/0
Pour la perte totale du médus ou annulaire.	8 0/0
Pour la perte totale d'une phalange d'un doigt de la main	5 0/0
Pour la perte en un point quelconque d'une cuisse	70 0/0
Pour la perte d'une jambe au tiers supérieur.	60 0/0
Pour la perte d'une jambe au tiers inférieur ou d'un pied.	50 0/0
Pour la perte de l'astragale en correspondance au métatarses	15 0/0
Pour la perte totale de la seule astragale.	7 0/0
Aucune indemnité n'est payée pour la perte totale d'un seul doigt de pied.	
Pour la perte de plusieurs doigts il est alloué pour chaque doigt perdu une indemnité de.	5 0/0
Pour la surdité complète d'une oreille.	10 0/0
Pour la perte totale de la faculté visuelle d'un œil.	35 0/0

En cas de perte de plusieurs membres, d'articulations, ou d'organes ou de plusieurs parties du même organe, la réduction du salaire doit être déterminée, à la fois pour chacun d'eux, en tenant compte de combien, à la suite de l'accident, l'aptitude de l'ouvrier au travail a été effectivement diminuée et en suivant, autant que possible, les règles indiquées dans le présent article pour les réductions correspondantes à chaque lésion particulière.

L'abolition absolue et inguérissable de la fonction d'un membre, jointure ou organe est comparée à leur perte anatomique. Lorsque, au contraire le membre, les jointures ou les organes sont seulement rendus partiellement inutilisables, la réduction du salaire se détermine sur les bases de la réduction assignée pour leur perte totale, en proportion du degré de fonctionnement perdu, sans cependant que la réduction parvienne être inférieure au cinq pour cent.

ART. 96. — On considère comme incapacité temporaire totale la conséquence d'un accident qui empêche totalement pour une période de temps déterminée de s'adonner au travail.

L'incapacité temporaire partielle est celle qui diminue seulement en partie pour une période de temps déterminée, l'aptitude au travail.

L'indemnité quotidienne pour l'incapacité temporaire doit être accordée pour tous les jours de la durée de l'incapacité, même, les jours fériés compris.

Le jour dans lequel se produit l'accident n'est pas compris parmi ceux à calculer à l'effet de déterminer la durée des conséquences de l'accident même.

ART. 97. — A n'importe quelle heure que l'ouvrier ait quitté le travail le jour de l'accident, le chef ou exploitant de l'entreprise, de l'industrie ou de la construction est tenu de lui payer le salaire total, tout comme si l'ouvrier avait terminé la journée de travail.

ART. 98. — La liquidation de l'indemnité pour l'incapacité temporaire sera faite, dans les termes de l'art. 9, n° 3 et 4 de la loi (texte unique) :

a) Pour les ouvriers rétribués à la journée, sur la base du salaire de la journée même dans laquelle est survenu l'accident, augmenté, s'il y a lieu, de la récompense pour travail extraordinaire ;

b) Pour les ouvriers rétribués à forfait, sur la base du salaire quotidien qui résultera de la division du gain perçu par les ouvriers dans les derniers quinze jours qui ont précédé l'accident, par le nombre des journées effectives de travail pendant la même période ; cependant si le gain net apparaissait inférieur au salaire minimum perçu normalement pour les ouvriers de la même catégorie, on prendra pour base ce dernier salaire.

ART. 99. — Dans les cas indiqués au dernier alinéa de l'art. 12 de la loi (texte unique) le salaire quotidien sera déterminé en divisant la somme des gains perçus par l'ouvrier pendant tout le temps qu'il fut attaché à l'établissement, entreprise ou construction, où l'accident est survenu, par le nombre de journées effectives de travail pendant la même période.

Le salaire annuel sera calculé en multipliant par 300 le salaire quotidien déterminé de la façon indiquée dans la première partie du présent article.

ART. 100. — Pour l'application du premier alinéa de l'art. 12 (texte unique) de la loi, on ne compte pas les périodes d'interruption du travail dans les cas suivants :

a) Lorsque l'ouvrier a dû, pour chômages, crises ou maladies suspendre le travail pour plus de trente jours consécutifs ;

b) Lorsqu'il s'agit d'entreprises ou d'établissements qui ordinairement restent inactifs pour une période de plus de 30 jours consécutifs dans le cours des 12 mois.

Dans le compte de la période des 30 jours énoncés aux lettres a et b sont également compris les jours fériés.

Dans les entreprises ou dans les établissements dans lesquels le travail dure toute l'année, mais où cependant certains jours d'interruption se reproduisent à des dates périodiques, ces journées d'inactivité ne sont pas comptées dans la détermination de la période d'occupation, ni dans le calcul du salaire quotidien à prendre comme base pour déterminer le salaire annuel, à moins que même pour ces journées d'inactivité l'ouvrier ne reçoive rétribution.

Si les ouvriers exercent des fonctions pour lesquelles ils ont droit à un ou plusieurs jours d'absence avec paie, le travail doit être considéré comme non interrompu et lesdites journées d'absence doivent être comptées comme journées effectives de travail.

ART. 101. — Pour la liquidation des indemnités dues aux apprentis, il sera pris pour base le salaire le plus bas perçu normalement par les ouvriers de la catégorie à laquelle appartiennent les apprentis qui travaillent dans l'établissement. Dans le cas où il n'y aurait pas dans l'établissement des ouvriers de la catégorie à laquelle appartiennent les apprentis, on prendra pour base le salaire le plus bas perçu par les ouvriers du même établissement appartenant à des catégories similaires.

ART. 102. — Pour les ouvriers fortuits qui, comme les portefaix des ports, les déchargeurs et ouvriers similaires, sont engagés dans le service à la journée ou même seulement pour une fraction de la journée, le salaire à prendre pour base pour la détermination du salaire annuel, sera celui payé pour les journées par eux faites à la dépendance de l'entreprise dans laquelle ils furent atteints par l'accident, sans toutefois que ce salaire puisse différer de plus de dix pour cent du salaire courant payé sur le lieu aux ouvriers qui exercent le même métier.

ART. 103. — L'établissement assureur a toujours le droit de soumettre l'ouvrier aux visites de contrôle qu'il croirait nécessaires. Cependant lorsqu'il doit accomplir des actes qui peuvent avoir de l'influence sur la marche du traitement, les visites doivent être faites en la présence du médecin traitant de l'ouvrier.

L'ouvrier ne peut, sans motif justifié, refuser à la suite de cette demande et aux frais de l'établissement assureur :

a) De se soumettre à une ou plusieurs visites à effectuer par le médecin traitant même ou par un autre médecin de sa confiance, contradictoirement avec le médecin fiduciaire de l'établissement assureur;

b) D'entrer dans les établissements spéciaux ou cabinets médicaux indiqués par l'établissement assureur dans le but de pouvoir vérifier les conséquences de l'accident.

Si l'ouvrier refuse de se soumettre aux visites de contrôle dont il s'agit dans la première partie du présent article ou s'il oppose un refus injustifié aux requêtes à lui faites par l'établissement assureur, aux effets indiqués aux lettres a et b, l'établissement assureur pourra lui suspendre

le paiement de l'indemnité quotidienne pour incapacité temporaire.

ART. 104. — A la réception de la déclaration d'accident avec le certificat médical attestant que l'ouvrier n'est pas en état de se rendre au travail, l'établissement assureur pourvoira à ce que dans le plus bref délai, et, dans tous les cas, pas plus tard que le vingtième jour après celui de l'accident, l'indemnité pour incapacité temporaire absolue soit payée à l'ouvrier lui-même. Lorsqu'il y a désaccord sur le taux du salaire que l'ouvrier avait au moment de l'accident, l'établissement assureur paiera l'indemnité journalière dans la mesure qu'il estime convenable, sauf à en payer le supplément éventuel lorsque le différend aura été résolu d'un commun accord ou judiciairement.

Les paiements de l'indemnité quotidienne successifs au premier seront faits, au moyen de remises, à des périodes n'excédant pas sept jours et devront être continués à titre de provision, même après les trois mois dont il est question dans la première partie de l'art. 11 de la loi (texte unique) jusqu'à concurrence des neuf dixièmes de l'indemnité définitive que l'établissement assureur retient pour convenable.

ART. 105. — Lorsque l'établissement assureur estime qu'il n'est pas obligé de payer les indemnités établies par la loi (texte unique), il doit en donner avis à l'ouvrier ou à ses ayants-droit en spécifiant les motifs de cette décision négative.

Lorsque l'ouvrier n'a pas indiqué son propre domicile dans la demande, les notifications à l'ouvrier même pourront être faites à l'entrepreneur qui a déclaré l'accident.

Les notifications pourront toujours être faites au domicile de l'ouvrier s'il est connu, malgré toute autre élection de domicile.

ART. 106. — Le chef ou l'exploitant doit, à la requête de l'établissement assureur, payer à l'ouvrier blessé, s'il se trouve dans la commune où est le siège de l'établissement ou de l'entreprise ou là où s'exécutent les travaux entrepris par cette dernière, les indemnités journalières pour l'incapacité temporaire absolue ou partielle, dans la mesure et avec la modalité qui lui seront indiquées pour l'établissement assureur même.

Ces indemnités lui seront remboursées par l'établissement assureur à la fin de chaque mois, sauf convention contraire contenue dans la police d'assurances.

Le chef ou l'exploitant, avant de pourvoir au paiement des indemnités, doit s'assurer que l'ouvrier se trouve réellement en état d'incapacité absolue ou partielle au travail ; et, il n'a pas le droit d'en faire répéter le remboursement par l'établissement, lorsqu'il résulte que les indemnités ont été payées pendant que l'ouvrier n'était pas inhabile au travail ; ou que l'ouvrier n'était pas compris dans l'assurance, ou que le contrat d'assurances n'était plus en vigueur, ou que les effets en étaient suspendus.

ART. 107. — Au reçu du certificat médical définitif et la nature et le degré de l'incapacité ayant été vérifiés, l'établissement assureur, dans le plus bref délai, communique à l'ouvrier blessé, la quotité de l'indemnité qui lui a été liquidée en indiquant les éléments qui ont servi de base à cette liquidation, et c'est-à-dire :

- 1° La nature et le degré de l'incapacité;
- 2° Les motifs pour lesquels l'incapacité a été retenue de la nature et du degré indiqués;
- 3° Le taux du salaire;
- 4° La réduction que le salaire peut subir dans le cas d'incapacité partielle;
- 5° Le montant des avances ou des indemnités provisionnelles que l'ouvrier avait déjà perçues avant la liquidation.

ART. 108. — Si l'ouvrier accepte la liquidation qui lui a été notifiée dans les règles de l'article précédent, il en donnera avis à l'établissement assureur, lequel devra pourvoir au paiement de l'indemnité dans les huit jours à compter de celui où il a reçu l'avis.

Si au contraire l'ouvrier n'accepte pas la liquidation, il communiquera à l'établissement assureur, avec lettre recommandée, de laquelle il aura retiré récépissé, les motifs pour lesquels il ne l'accepte pas, et, ne recevant pas de réponse dans le délai de quinze jours à compter de celui de l'expédition de la lettre recommandée, ou de la date du récépissé ou si la réponse ne lui semble pas satisfaisante, il pourra assigner en justice l'établissement assureur dans les formes et conformément aux règles établies dans l'art. 13 de la loi (texte unique):

ART. 109. — Dans les cas indiqués dans l'art. 15 de la loi (texte unique) l'établissement assureur, ayant reçu de l'ouvrier la déclaration qu'il accepte l'indemnité dans la mesure qui lui a été liquidée par l'établissement même, sauf déduction des sommes éventuellement déjà payées à titre de provision, versera le restant de la valeur totale de l'indemnité à la Caisse nationale de prévoyance pour l'invalidité et pour la vieillesse des ouvriers, et sera libéré de toute autre responsabilité ultérieure, toutes les fois que la somme ainsi versée correspond à celle effectivement acceptée pour l'ouvrier, suivant la déclaration par lui délivrée.

A l'acte de versement l'établissement assureur devra fournir à la Caisse nationale susdite, les indications suivantes :

- 1° Les nom, prénoms, paternité, lieu de résidence et lieu de naissance de l'ouvrier en faveur duquel le versement a été effectué;
- 2° L'entreprise, ou le nom et le prénom du chef ou exploitant de l'entreprise, industrie ou construction dans laquelle travaillait l'ouvrier quand l'accident est survenu;
- 3° Le lieu et le jour dans lesquels est survenu l'accident.

ART. 110. — Dans les cas prévus dans la première partie de l'art. 15 de la loi (texte unique), si l'ouvrier vient à mourir avant que l'indemnité versée à la Caisse nationale de prévoyance soit convertie en rente viagère, et à la suite d'un jugement (1) de revision, s'il est établi que la mort est survenue à la suite des conséquences de l'accident, les ayants droit devront présenter à la Caisse nationale :

- 1° L'acte de décès de l'ouvrier;
- 2° La copie de la décision relative à la revision de l'indemnité;
- 3° Les documents établissant leur droit à l'indemnité.

La Caisse nationale répartira entre les ayants droit, dans les proportions établies par la loi (texte unique), ce qui leur appartient avec les intérêts relatifs.

Lorsque l'avis de revision n'aura pas été demandé ou si l'ayant été, il en résulte que la mort de l'ouvrier n'est pas la conséquence de l'accident, la Caisse nationale, à l'échéance du terme prévu pour engager l'action en revision, paiera l'indemnité susdite aux héritiers testamentaires ou légitimes, suivant les prescriptions du Code civil.

Du décès de l'ouvrier survenu dans les deux années du jour de l'accident la Caisse nationale de prévoyance, doit, dans les six jours à compter de celui où il en a eu la nouvelle, en donner communication à l'établissement assureur qui lui a versé l'indemnité appartenant à l'ouvrier même.

ART. 111. — Le subside que la Caisse nationale de prévoyance doit payer à l'ouvrier aux termes de l'art. 15, premier alinéa de la loi (texte unique), sera par elle concédé pour deux autres mois postérieurs à la date à laquelle doit s'effectuer la conversion de l'indemnité en rente viagère.

Le subside des deux mois sera cependant déduit de l'indemnité dont le reliquat, avec les intérêts s'y rapportant, sera converti en rente viagère.

ART. 112. — Pour obtenir le paiement en capital de l'indemnité pour les cas indiqués dans la première partie de l'art. 15 de la loi (texte unique), l'ouvrier devra en faire la demande au préteur dans la juridiction duquel il est domicilié, dans les termes établis dans le dernier alinéa du même art. 15 de la loi (texte unique) en indiquant la quotité de l'indemnité lui appartenant et les motifs pour lesquels il demande le paiement en capital.

A la demande doit être joint l'état de famille et le certificat de bonne conduite de l'ouvrier délivré par le syndic de la commune dans laquelle il est domicilié. Le préteur a la faculté de prendre toutes autres informations qu'il jugera nécessaires.

(1) Avis.

L'ordonnance du prêteur doit être motivée.

ART. 113. — En cas de décès de l'ouvrier, l'établissement assureur doit, dans les vingt jours de celui dans lequel il a reçu la déclaration du décès, procéder à la liquidation de l'indemnité appartenant aux ayants droit et en donner communication au ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce, sans préjudice des déclarations ultérieures à faire dans les règles de l'art. 116.

Ceux qui prétendent avoir droit à l'indemnité, doivent remettre à l'établissement assureur les actes et documents établissant leurs droits ; et, l'établissement assureur, dans les huit jours de celui dans lequel il aura reçu les actes susénoncés, notifiera aux ayants droit le montant de l'indemnité liquidée, en indiquant le taux du salaire qui a servi de base à la liquidation et le montant des indemnités journalières ou provisionnelles que l'ouvrier avait déjà reçues avant sa mort et qui doivent être déduites de l'indemnité définitive.

ART. 114. — Lorsqu'il surgit un différend sur le montant de l'indemnité due, l'établissement assureur est obligé de payer à chacun des ayants droit, à titre de provision une indemnité journalière, jusqu'à concurrence des neuf dixièmes de la quotité de l'indemnité qu'il retient être due à chacun d'eux. Le paiement de ces indemnités sera fait à des périodes n'excédant pas quinze jours et de façon que leur montant total ramené au taux journalier, corresponde à la moitié du salaire quotidien que gagnait le décédé.

S'il surgit, au contraire, un différend sur le droit à l'indemnité, l'établissement ne sera pas obligé de payer de provision à celui dont le droit est contesté.

Dans les cas de contestation sur le droit à l'indemnité, toutes les fois que le dénouement de cette contestation intéresse le ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce pour la tutelle du fonds spécial établi d'après l'art. 37 de la loi (texte unique), l'établissement assureur devra communiquer au ministre même les actes et documents présentés par les prétendus ayants droit.

ART. 115. — Dans le cas de différend sur la nature et l'importance des conséquences de l'accident, les parties intéressées sous réserve d'un acte à homologuer par le tribunal civil peuvent soumettre la résolution du différend à un collège arbitral, composé de trois médecins, dont deux desquels nommés respectivement par les deux parties et le troisième d'un commun accord entre les mêmes parties, ou en cas contraire par le président du Tribunal. Les arbitres décideront comme amiables compositeurs.

Le président du tribunal liquidera les honoraires de chacun des médecins susénoncés à une somme non supérieure à 200 liras, ni inférieure à 5 liras, et fixera dans quelle proportion ces frais devront

être mis à la charge de l'établissement assureur et de l'ouvrier.

ART. 116. — L'établissement assureur, lorsque six mois après à compter du jour de l'accident, n'a eu aucun avis de l'existence de personnes qui se trouvent établies par l'art. 10 de la loi (texte unique) pour avoir droit à l'indemnité, en rendra compte au ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce, dans le mois suivant en lui communiquant le montant de l'indemnité liquidée et en indiquant la mesure du salaire qui a servi de base à la liquidation et le montant des indemnités journalières ou professionnelles que l'ouvrier avait déjà reçues et qui devaient être déduites de l'indemnité totale.

Le ministère, assuré que l'indemnité liquidée correspond à celle effectivement due, invitera l'établissement assureur à en effectuer le versement au profit du fonds spécial établi d'après l'article 37 de la loi (texte unique) aussitôt après l'expiration du délai d'une année établi pour la prescription dans l'art. 27 de la loi même, sans que personne des ayants droit en ait réclamé le paiement.

ART. 117. — Dans les cas prévus en la première partie de l'art. 13 de la loi (texte unique), l'ouvrier a la faculté de présenter une demande à l'établissement assureur pour obtenir une nouvelle liquidation de l'indemnité. A la demande, doit être joint un certificat médical duquel il résulte que le premier avis était erroné ou qu'il a été constaté une aggravation dans les conséquences de l'accident.

Dans le cas où la revision serait demandée par leurs ayants droit, aux termes du 1^{er} alinéa de l'art. 13 de la loi (texte unique), à la demande doit être joint un certificat médical établissant que la mort est survenue par suite des conséquences de l'accident.

L'établissement assureur, dans le délai d'un mois de la réception de la demande, doit liquider la nouvelle indemnité ou repousser la demande en en indiquant les motifs. Dans ce cas l'ouvrier, ou les ayants droit pourront assigner l'établissement assureur devant le magistrat compétent du lieu dans lequel est survenu l'accident.

La revision de l'avis sur l'incapacité peut être demandée par l'établissement assureur à l'autorité judiciaire compétente.

ART. 118. — Les chefs ou exploitants d'entreprises, industries ou constructions, qui auront à leurs propres dépens seuls ou associés, organisé un service régulier d'assistance médicale ou pharmaceutique pour donner aux ouvriers victimes d'accidents du travail, les premiers et immédiats soins ou qui ont confié ce service à la Croix-Rouge italienne peuvent demander au préfet de la province à être exonérés de l'obligation de pourvoir autrement aux frais du traitement précité.

Le préfet examinera, pour chaque cas, si l'organisation du service médical et pharmaceutique est telle qu'elle corresponde aux exigences de la loi, et, après avis du médecin provincial, accordera l'exemption requise.

Le préfet pourvoira à ce que par le médecin provincial ou par les officiers de santé communaux, soient exécutées au moins deux fois par an, des inspections pour vérifier que le service d'assistance médicale et pharmaceutique soit maintenu dans des conditions de fonctionnement normal ; et pourra révoquer le décret qui concéda l'exemption.

Quand les entreprises ou constructions ont des établissements ou des travaux dans plusieurs provinces, la demande doit être présentée au ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce, lequel pourvoit après avis des autorités locales et exerce la surveillance au moyen des officiers de santé.

ART. 119. — Quand dans un établissement industriel il existe une infirmerie, fondée par les soins et aux frais du chef ou exploitant et que celui-ci et les ouvriers sont ordinairement soignés dans cette infirmerie, pour chaque ouvrier atteint d'accident et qui y est soigné de son propre consentement, l'établissement assureur devra prélever un tiers de l'indemnité quotidienne appartenant à l'ouvrier et la verser dans la caisse de l'infirmerie.

ART. 120. — Dans chaque établissement industriel et dans chaque chantier de construction doit être affiché, de façon qu'il puisse être facilement lu par les ouvriers, un tableau sur lequel seront indiqués la dénomination et le siège de l'établissement près duquel les ouvriers sont assurés et la date et l'échéance du contrat d'assurances.

Le chef ou l'exploitant de l'entreprise, industrie ou construction doit toujours tenir dans l'établissement ou dans le chantier l'original du contrat d'assurances ou une copie conforme à l'original et doit fournir à l'ouvrier, à son représentant ou à ses ayants droit toutes les indications et tous les éclaircissements dans l'ordre du contrat même desquels ils ont besoin pour faire valoir leurs droits contre l'établissement assureur.

Il doit même consentir quand on le lui demande à ce que les personnes indiquées dans le précédent alinéa prennent copie du contrat d'assurances.

ART. 121. — Les transgressions des établissements assureurs aux dispositions contenues dans le présent titre sont passibles d'une peine pécuniaire non inférieure à 50 livres sans préjudice de plus fortes peines ordonnées par le Code pénal.

ART. 122. — Les dispositions du présent titre s'appliquent aussi aux caisses privées et aux syndicats d'assurances mutuelles.

ART. 123. — La demande judiciaire pour obtenir les indemnités doit être proposée, dans le délai établi dans l'art. 17 de la loi (texte unique), devant l'autorité judiciaire compétente du lieu dans lequel est survenu l'accident.

TITRE IX

DISPOSITIONS SPÉCIALES POUR L'ASSURANCE DES GENS DE MER.

ART. 124. — Sont considérées comme personnes composant l'équipage d'un navire celles désignées dans l'art. 521 du Code de commerce qui n'ont pas un appointement ou salaire supérieur à 2.100 francs par an.

Le pilote expérimenté local est exclu de l'équipage.

ART. 125. — Le salaire journalier des gens de mer enrôlés par voyage s'établira en divisant la somme inscrite sur le rôle de l'équipage, comme rétribution du voyage, les provisions comprises, par les jours qu'aura duré le voyage.

Si le voyage a été interrompu, on prendra comme diviseur le nombre des jours de la durée présumée du voyage.

La durée du voyage sera par les soins de l'office du port, annotée dans le livret matricule du navire et dans le rôle de l'équipage à la fin du voyage.

Le salaire annuel sera égal à trois cents fois le salaire quotidien ainsi déterminé.

ART. 126. — La valeur de la nourriture (provisions) doit être, par les soins de l'autorité maritime compétente, spécifiée pour chaque individu, sur le rôle de l'équipage, suivant les conditions de l'enrôlement et suivant les habitudes locales.

ART. 127. — Pour les entreprises de navigation les registres et rôles de paie tiendront lieu du livre de matricule.

Le paiement de la prime d'assurances sera annoté dans une rubrique expresse du rôle d'équipage.

ART. 128. — Pour les entreprises de navigation, la déclaration de chaque accident sera faite, sauf le cas prévu dans les deux derniers alinéas de l'article 25 de la loi, texte unique, à l'autorité du port dans la juridiction duquel l'accident est survenu; et si celui-ci s'est produit pendant la traversée, à l'autorité du port du premier débarquement.

Toutes les fois qu'il y aura sur le navire un médecin, le certificat à joindre à la déclaration de l'accident sera délivré par lui. Dans le cas contraire, et si l'accident survient pendant la traversée, le certificat sera délivré par un médecin du lieu du premier débarquement, que ce soit dans l'État ou que ce soit à l'étranger.

ART. 129. — Pour chaque accident survenu, soit à bord, soit à terre, pour le service du bateau et pour lequel une personne de l'équipage aura été tuée ou aura reçu de telles lésions qu'on puisse prévoir la mort ou une incapacité de travail supérieure à trente jours, on procédera près de l'autorité maritime ou près de l'autorité consulaire qui aura reçu la déclaration de l'accident à une enquête, dans les formes et en suivant

la procédure établie par l'art. 112 du Code pour la marine marchande et par les art. 638 et suivants du règlement pour l'exécution du Code même, approuvé par décret royal du 20 novembre 1879, n° 5166.

Copie du procès-verbal d'enquête devra être remise au préteur du lieu où est situé le bureau du port d'inscription du navire.

ART. 130. — Pour les effets de la détermination de la compétence territoriale dans le cas de différend judiciaire, la localité où se trouve situé le bureau du port de l'inscription du navire sera toujours considérée comme le lieu où l'accident est survenu.

TITRE X

DISPOSITIONS SPÉCIALES POUR LES SYNDICATS OBLIGATOIRES.

ART. 131. — Avant de déclarer obligatoire la constitution d'un syndicat d'assurances mutuelles entre ceux qui exercent une industrie déterminée, le ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce invite les présidents des chambres de commerce et des conseils provinciaux qui paraissent avoir un avis favorable à une telle constitution, à instituer un comité provisoire de non moins de cinq et de pas plus de dix délégués pour chacune des chambres de commerce et pour chacun des conseils provinciaux, susénoncés, avec la charge de préparer le projet des statuts du syndicat.

Le comité élit dans son propre sein le président et le secrétaire et se réunira dans la commune qui sera indiquée par le ministère.

Le comité doit se constituer dans les quinze jours de l'invitation ministérielle et mettre à fin ses travaux dans un mois de sa constitution.

ART. 132. — Le projet des statuts rédigé, le président du comité indiqué dans l'article précédent, le remet au ministère de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie avec le procès-verbal de la réunion du comité même dans lequel le projet fut approuvé en y joignant une notice expliquant les dispositions de ce projet.

Le ministre a la faculté d'introduire dans les statuts qui lui ont été transmis toutes les modifications qu'il pourrait croire nécessaires et prendra sur ces statuts l'avis du Conseil d'État.

ART. 133. — Le Syndicat commence à fonctionner du jour qui sera établi dans un décret royal qui en approuvera les statuts et de ce jour tous ceux qui exploitent les entreprises, les industries ou les constructions pour lesquelles le syndicat est constitué en font partie de droit et assument l'obligation de payer les contributions dans la mesure par lui établie.

Tous ceux qui omettent de fournir au syndicat, dans le délai par lui fixé, les notices et les éléments nécessaires pour la détermination des

contributions ou qui retarderont de plus de quinze jours le versement de telles contributions seront considérés comme contrevenant à l'obligation de participer au syndicat pour les effets dont s'agit en l'art. 28 de la loi (texte unique).

ART. 134. — Le comité provisoire dont il est question à l'art. 131 fera fonctions de conseil d'administration jusqu'à la nomination de celui-ci qui sera faite avec les règles établies dans les statuts dans les quinze jours de la date où le syndicat aura commencé à fonctionner.

Les frais antérieurs faits par le comité provisoire sont à la charge du syndicat.

ART. 135. — Les statuts du syndicat pourront en observant les règles établies dans les statuts mêmes, être modifiés ; mais les modifications ne seront pas exécutoires, tant qu'elles n'auront pas été approuvées par décret royal après avis du Conseil d'État.

Les statuts pourront contenir des dispositions spéciales :

- a) Pour la prévention des accidents sur le travail ;
- b) Pour la tenue du livre matricule et du livre de paie dont il s'agit aux art. 25-26 du présent règlement et pour les indications à inscrire sur le livret personnel de paie prescrit par l'art. 31 du même règlement.

ART. 136. — Le Syndicat doit instituer un office de vigilance sur l'exploitation des industries, entreprises ou constructions pour lesquelles il est constitué.

Les inspecteurs auxquels est confiée la surveillance, lorsqu'ils rencontreront des oppositions ou des obstacles dans l'exercice de leurs fonctions, peuvent requérir, au moyen de l'autorité compétente, l'intervention de la force publique.

Aux chefs ou exploitants des entreprises, industries ou constructions qui se refusent à admettre dans leurs établissements les inspecteurs du syndicat ou qui opposent des obstacles à l'exercice régulier des fonctions qui sont conférées à ces inspecteurs, on appliquera les pénalités énoncées dans l'art. 146 du présent règlement.

TITRE XI

INSPECTIONS, AFFIRMATION DES CONTRAVENTIONS ET PÉNALITÉS.

ART. 137. — Pour les inspections tendant à assurer l'exécution de la loi, du présent règlement et des règlements préventifs, le ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce se servira des inspecteurs et ingénieurs du corps royal des mines et, après préalable entente avec les ministères des Travaux publics et de la Marine, des inspecteurs et ingénieurs appartenant au corps du génie civil et du génie naval. II

pourra déléguer pour les inspections même d'autres fonctionnaires publics spécialement compétents.

Le ministère se servira, aussi, pour lesdites inspections du personnel technique des associations pour la prévention des accidents et des syndicats d'assurances mutuelles et des inspecteurs de la Caisse nationale d'assurances pour les accidents des ouvriers sur le travail.

Pour les entreprises, industries ou constructions soumises à la surveillance spéciale technique gouvernementale, pour la sécurité et la régularité de l'exploitation, les inspections seront exécutées par le fonctionnaire auquel pareille surveillance est confiée.

A l'office même devront s'adresser les préfets dans le cas de l'art. 39.

ART. 138. — Les titres et les qualités nécessaires, pour que le personnel technique des associations de prévention des accidents et des syndicats d'assurances mutuelles et les inspecteurs de la Caisse nationale d'assurances contre les accidents d'ouvriers sur le travail, puissent être délégués à exécuter leur inspection, sont déterminés par décret royal proposé par le ministre de l'Industrie, de l'Agriculture et du Commerce après avis du comité consultatif de l'industrie et du commerce.

ART. 139. — Les inspections sont ordinaires et extraordinaires. Les ordinaires sont exécutées au moins une fois tous les deux ans, les extraordinaires lorsque le ministre en reconnaît la nécessité.

Les préfets ont la faculté de faire exécuter les inspections extraordinaires et de prendre des mesures d'urgence en en donnant immédiatement avis au ministre et en lui communiquant ensuite les résultats des inspections.

ART. 140. — Ces inspections doivent, tant dans les inspections ordinaires, que dans les inspections extraordinaires, vérifier :

1° L'observance des mesures préventives établies par les lois et par les règlements de prévention ;

2° Le nombre des ouvriers employés dans l'établissement ou dans l'entreprise ;

3° Si l'établissement ou l'entreprise est dirigé par l'entrepreneur ou par une personne appointée et le nombre des personnes préposées à la surveillance du travail ;

4° Si les ouvriers employés sont tous assurés ;

5° L'observance des dispositions contenues dans la loi (texte unique) et dans le présent règlement.

ART. 141. — Les inspecteurs ont l'entière et pleine faculté d'entrer dans les mines, minières, carrières et tourbières, dans les officines, dans les chantiers de construction et en général dans tous les lieux dans lesquels sont exploitées des industries et sont exécutés des travaux de la nature et dans les conditions indiquées dans l'art. 1^{er} de la loi (texte unique). Ils peuvent :

1° Visiter dans toutes leurs parties, les mines, minières, carrières et tourbières, les travaux de construction et les lieux y attenants à l'exception de ceux destinés à l'habitation ;

2° Interroger, en outre des chefs ou exploitants, les gérants, les directeurs, les surveillants, les ouvriers tâcherons, les ouvriers et la représentation des associations ouvrières existantes sur le lieu ;

3° Examiner le livre et les feuilles de paie des ouvriers, le contrat originaire d'assurance, les contrats additionnels, les règlements intérieurs de la fabrique et tous les autres livres et registres desquels ils croiront pouvoir tirer des éléments utiles à l'accomplissement de leur fonction.

Quand ils rencontrent des oppositions ou des obstacles dans l'exercice de leurs fonctions, les inspecteurs peuvent, au moyen de l'autorité compétente, requérir la force publique.

ART. 142. — Les inspecteurs en se présentant pour accomplir leur office doivent sur requête, faire constater leur identité, en présentant la carte de service qui leur a été délivrée par le ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce.

ART. 143. — Les inspecteurs constatent les contraventions aux dispositions de la loi (texte unique), au présent règlement et aux lois et aux règlements de prévention, moyennant un procès-verbal dressé exprès dans lequel ils doivent déterminer avec clarté et précision : la nature du fait avec ses circonstances et spécialement celles de temps et de lieu, les dispositions auxquelles il a été contrevenu, les informations recueillies autour des contrevenants présumés et tous les éléments qui sont nécessaires pour le jugement à porter sur la contravention.

Le procès-verbal rédigé en présence du chef ou exploitant ou de ceux qui ont la direction ou la surveillance du travail doit être signé par ces derniers, par l'inspecteur, et par les agents de la force publique quand ils sont intervenus.

Le représentant de l'établissement ou de l'entreprise a le droit de faire inscrire dans le procès-verbal les déclarations qu'il croira convenables à son intérêt.

Quand il se refuse à signer le procès-verbal l'inspecteur en fait mention, en indiquant les raisons du refus.

Le procès-verbal de contravention doit être remis par l'inspecteur dans les deux jours de sa date, à l'autorité judiciaire compétente, en en donnant copie au préfet de la province.

ART. 144. — Les inspecteurs adresseront au ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce un rapport sur les résultats de l'inspection effectuée dans lequel ils exposeront leurs observations même sur l'efficacité des dispositions de prévention en vigueur. Ils proposeront

même l'adoption de telles autres mesures préventives dont l'expérience pourrait avoir démontré l'utilité.

Les rapports devront être expédiés au ministère dans les quinze jours de la clôture de l'inspection.

Lorsque les inspections concernent plusieurs établissements ou entreprises, le rapport d'inspection devra être expédié dans le délai d'un mois de l'achèvement de la tournée d'inspection.

Quand l'inspection aura démontré qu'il y a urgence à prendre des mesures de précaution, l'inspecteur en référera d'une manière sommaire immédiatement au ministère, sauf à remettre le rapport dans les délais établis.

ART. 145. — Les omissions de déclarations et de notifications, dont il est question aux art. 29 et 30 de la loi (texte unique) et aux art. 19, 23, 34 et 45 du présent règlement, sont par le préfet dénoncées au préteur compétent.

Les contraventions aux dispositions de l'art. 36 de la loi (texte unique) sont affirmées et dénoncées au préteur par l'autorité locale de sûreté publique au moyen d'un procès-verbal rédigé et signé comme il est indiqué dans l'art. 143.

ART. 146. — Les contraventions aux dispositions des art. 31, 106, 120, 150 et 153, dernier alinéa du présent règlement, les omissions de déclarations et notifications dont il s'agit aux art. 19, 34, 45, 65 et 73 et de l'envoi des comptes rendus dont il s'agit aux art. 46 et 49 du même règlement, le manque et la tenue irrégulière du registre dont il s'agit à l'art. 46; le manque de l'un quelconque des livres, registres ou documents qui, aux termes de l'art. 69, doivent se trouver auprès de la représentation d'une société étrangère d'assurances; le refus d'admettre l'inspecteur et tout autre obstacle opposé à l'exercice régulier de sa fonction; le refus de répondre aux demandes de l'inspecteur, de lui présenter les documents requis, sont punis d'une amende de 20 livres à 300, aux termes de l'art. 434 du Code pénal, sans préjudice des plus fortes peines prévues au même code.

ART. 147. — Le ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce fera effectuer des inspections ordinaires aux établissements assureurs, aux caisses privées et au syndicat d'assurances dans le but de vérifier :

1° Si les cautionnements déposés correspondent à la mesure indiquée dans la loi et dans le règlement;

2° Si les polices émises correspondent à la police normale approuvée par le ministre;

3° Si les comptes rendus de la gestion des assurances contre les accidents du travail sont conformes aux résultats des livres et registres de comptabilité;

4° Si les versements dans la caisse du syndicat ont été effectués dans la mesure et avec les règles établies dans l'art. 19 de la loi (texte unique);

5° Si des changements se sont produits dans la composition du syndicat;

6° Le nombre des ouvriers inscrits à la caisse privée ou aux syndicats;

7° Si les informations fournies au ministère sont conformes à la vérité.

ART. 148. — Le ministère peut ordonner des inspections extraordinaires quand il le croira opportun.

L'administration et la représentation de l'établissement assureur et l'administration de la caisse privée ou du syndicat, ont l'obligation de fournir toutes les indications et explications et de représenter ostensiblement tous les documents requis par les inspecteurs.

Les résultats de chaque inspection doivent être consignés en un procès-verbal. Quand il s'élève des contestations entre l'inspecteur et l'administration de l'établissement, de la caisse ou du syndicat, il doit en être fait mention particulière dans le procès-verbal. Celui-ci doit être signé par tous intervenants, chacun d'eux peut y faire inscrire les déclarations qu'il tient pour opportunes.

TITRE XII

DISPOSITIONS DIVERSES.

ART. 149. — Les officiers de santé et les médecins de la commune ne peuvent, sans un motif justifié, refuser leur concours quand ils sont requis pour vérifier les conséquences des accidents sur le travail. Les certificats sont exempts du timbre.

Les indemnités appartenant aux officiers de santé et aux médecins de la commune sont les suivantes :

1° Le paiement des frais de voyage en seconde classe sur les voies ferrées et dans la mesure de 25 centimes par kilomètre sur les routes ordinaires;

2° 2 lres pour le premier certificat médical à joindre à la déclaration d'accident. Ce certificat sera délivré en double exemplaire pour ladite allocation globale de 2 lres, à la requête et aux frais du chef ou exploitant de l'entreprise, industrie ou construction;

3° 50 centimes pour chaque certificat établissant la continuation de l'incapacité au travail. Cependant, pour le même accident, la dépense pour les certificats de cette nature, ne pourra jamais, quel que soit leur nombre, être supérieure à 3 lres.

4° 2 lres pour le certificat constatant l'issue définitive de la lésion.

La dépense pour les certificats indiqués aux n° 3 et 4 est à la charge des établissements assureurs ; le paiement indiqué au n° 1 est à la charge de qui supporte les frais pour les certificats.

Lorsque l'ouvrier aura droit à l'assistance gratuite, l'officier de santé ou le médecin de la commune, obligé de la lui prêter, doit délivrer gratuitement les certificats indiqués sous le n° 3.

ART. 150. — Les administrations hospitalières ne peuvent se refuser à recevoir dans les hôpitaux les ouvriers atteints par un accident du travail, sauf le remboursement, par qui de droit, des frais d'hospitalisation. Elles doivent permettre aux établissements assureurs de faire visiter par des médecins inspecteurs qui ont leur confiance, les ouvriers susindiqués qui sont soignés dans l'hôpital ; et pour ces ouvriers, les médecins des hôpitaux ont l'obligation de délivrer les certificats médicaux indiqués dans l'article précédent, avec droit aux mêmes émoluments qui y sont établis.

ART. 151. — Pour l'exécution de l'article 37 de la loi (texte unique), l'administration de la Caisse des dépôts et consignations remettra, à la fin de chaque année, au ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce, la situation du fonds constitué avec les sommes dont il est parlé dans ledit article.

Quand le fonds sera supérieur à 20.000 livres la partie excédante pourra être employée, aux fins dont il est parlé aux n° 2, 3 et 4 de l'article précité et ces applications, lorsque le fonds est réduit à moins de 20.000 livres, devront être suspendues jusqu'à ce qu'il soit rétabli.

Les indications attributives des subsides dont il est parlé au n° 2, seront faites à des intervalles non moindres de cinq années (un quinquennium).

Lorsque les conditions du fonds le permettront, le ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce, au moyen de circulaires aux préfets invitera les sociétés de secours mutuels qui désirent obtenir des subsides, à en faire la demande, en y joignant :

1° La copie de leurs statuts ;

2° La copie des comptes rendus annuels relatifs aux cinq dernières années (quinquennium) ;

3° Le catalogue dans lequel sont indiqués :

a) Le nom des sociétaires qui, dans le précédent quinquennium ou dans la plus grande période indiquée dans la circulaire aux préfets, furent assistés pour infirmités dérivant d'accidents de travail d'une durée inférieure à cinq jours ;

b) Le montant des subsides accordés pendant les cinq jours ;

c) L'établissement ou l'entreprise près duquel travaillait l'ouvrier quand survint l'accident ;

d) Le lieu et le jour dans lesquels survint l'accident ;

e) Une déclaration signée par l'ouvrier ou par ses héritiers, qui atteste avoir reçu les subsides indiqués.

La mesure du subside à attribuer à chaque société ne pourra être supérieure au montant des subsides dont il est parlé à la lettre b.

Les subventions par subsides dont il est parlé aux n° 3 et 4 de l'art. 37 de la loi (texte unique) seront concédées, régulièrement, à la suite d'un concours et avec les règles qui seront, chaque fois, établies par décret du ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce.

ART. 152. — Aux entrepreneurs et industriels, il est accordé pour la première fois le délai de trois mois à partir de la publication du présent règlement pour se conformer aux dispositions contenues dans l'art. 26 du même règlement.

ART. 153. — Dans le délai de six mois de la publication du présent règlement, le ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce publiera un extrait des dispositions de la loi (texte unique) et du présent règlement, qui intéresseront plus spécialement les ouvriers.

Dans chaque établissement, officine ou chantier, doit rester constamment affiché, de manière à ce qu'il puisse être facilement lu par les ouvriers, un exemplaire de l'extrait susindiqué.

ART. 154. — Sont abrogés le règlement du 25 septembre 1898, n° 411, et toutes les dispositions contraires à celles contenues dans le présent règlement.

Vu par ordre de S. M. le Roi.

*Le Ministre
de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce.*

Décret royal du 13 décembre 1903, n° 509, pour la répartition des indemnités dues aux descendants des ouvriers décédés par suite d'accidents du travail (1).

VICTOR-EMMANUEL III

par la grâce de Dieu et par la volonté de la nation, roi d'Italie.

Vu l'art. 5 de la loi du 29 juin 1903, n° 243, qui modifie la loi du 17 mars 1898, n° 80, concernant les accidents des ouvriers dans le travail;

Le conseil de prévoyance entendu;

Sur la proposition de notre ministre, secrétaire d'État, pour l'agriculture, l'industrie et le commerce;

Avons décrété et décrétons :

(1) *Gazette officielle* du 4 janvier 1904.

ARTICLE UNIQUE. — Sont approuvés les tableaux annexés au présent décret et vus et souscrits d'ordre de notre ministre proposant, lesquels déterminent les coefficients pour la répartition entre les ayants droit des indemnités assurées aux termes de la loi du 17 mars 1898, n° 80, et du 29 juin 1903, n° 243, dans les cas d'accidents suivis de mort.

Ordonnons, etc.

Donné à Rome, ce aujourd'hui, 13 décembre 1903.

VICTOR-EMMANUEL.

Vu : le garde des Sceaux, RONCHETTI.

TABLEAU I

Coefficients de répartition pour les mineurs
(descendants ou collatéraux de l'ouvrier défunt.)

AGE		COEFFI- CIENT	AGE		COEFFI- CIENT
De 0 à 1 mois	.....	79	De 6 années 1/2 à 7 années	.....	71
— 1 — 2 —	.....	80	— 7 — — 7 — 1/2	.....	68
— 2 — 3 —	.....	81	— 7 — 1/2 — 8 —	.....	65
— 3 — 4 —	.....	82	— 8 — — 8 — 1/2	.....	61
— 4 — 5 —	.....	83	— 8 — 1/2 — 9 —	.....	57
— 5 — 6 —	.....	84	— 9 — — 9 — 1/2	.....	53
— 6 — 7 —	.....	85	— 9 — 1/2 — 10 —	.....	49
— 7 — 8 —	.....	86	— 10 — — 10 — 1/2	.....	45
— 8 — 9 —	.....	87	— 10 — 1/2 — 11 —	.....	41
— 9 — 10 —	.....	88	— 11 — — 11 — 1/2	.....	36
— 10 — 11 —	.....	89	— 11 — 1/2 — 12 —	.....	32
— 11 — 12 —	.....	90	— 12 — — 12 — 1/2	.....	27
— 1 année à 1 année 1/2	.....	91	— 12 — 1/2 — 13 —	.....	25
— 1 — 1/2 — 2 —	.....	92	— 13 — — 13 — 1/2	.....	23
— 2 — — 2 — 1/2	.....	93	— 13 — 1/2 — 14 —	.....	21
— 2 — 1/2 — 3 —	.....	92	— 14 — — 14 — 1/2	.....	19
— 3 — — 3 — 1/2	.....	91	— 14 — 1/2 — 15 —	.....	17
— 3 — 1/2 — 4 —	.....	89	— 15 — — 15 — 1/2	.....	14
— 4 — — 4 — 1/2	.....	86	— 15 — 1/2 — 16 —	.....	12
— 4 — 1/2 — 5 —	.....	84	— 16 — — 16 — 1/2	.....	10
— 5 — — 5 — 1/2	.....	81	— 16 — 1/2 — 17 —	.....	8
— 5 — 1/2 — 6 —	.....	78	— 17 — — 17 — 1/2	.....	5
— 6 — — 6 — 1/2	.....	75	— 17 — 1/2 — 18 —	.....	3

TABLEAU II
Coefficients de répartition pour les ascendants.

AGE		COEFFI- CIENTS		AGE		COEFFI- CIENTS	
De 22 ans	à 22 ans 1/2.....	203		De 44 ans	à 44 ans 1/2.....	155	
— 22 — 1/2 — 23 —	.....	202		— 44 — 1/2 — 45 —	.....	154	
— 23 — — 23 — 1/2.....	201			— 45 — — 45 — 1/2.....	153		
— 23 — 1/2 — 24 —	.....	200		— 45 — 1/2 — 46 —	.....	151	
— 24 — — 24 — 1/2.....	200			— 46 — — 46 — 1/2.....	150		
— 24 — 1/2 — 25 —	.....	199		— 46 — 1/2 — 47 —	.....	148	
— 25 — — 25 — 1/2.....	198			— 47 — — 47 — 1/2.....	147		
— 25 — 1/2 — 26 —	.....	197		— 47 — 1/2 — 48 —	.....	145	
— 26 — — 26 — 1/2.....	196			— 48 — — 48 — 1/2.....	144		
— 26 — 1/2 — 27 —	.....	195		— 48 — 1/2 — 49 —	.....	142	
— 27 — — 27 — 1/2.....	195			— 49 — — 49 — 1/2.....	140		
— 27 — 1/2 — 28 —	.....	194		— 49 — 1/2 — 50 —	.....	138	
— 28 — — 28 — 1/2.....	193			— 50 — — 50 — 1/2.....	137		
— 28 — 1/2 — 29 —	.....	192		— 50 — 1/2 — 51 —	.....	135	
— 29 — — 29 — 1/2.....	191			— 51 — — 51 — 1/2.....	134		
— 29 — 1/2 — 30 —	.....	190		— 51 — 1/2 — 52 —	.....	131	
— 30 — — 30 — 1/2.....	189			— 52 — — 52 — 1/2.....	130		
— 30 — 1/2 — 31 —	.....	188		— 52 — 1/2 — 53 —	.....	128	
— 31 — — 31 — 1/2.....	187			— 53 — — 53 — 1/2.....	126		
— 31 — 1/2 — 32 —	.....	186		— 53 — 1/2 — 54 —	.....	124	
— 32 — — 32 — 1/2.....	185			— 54 — — 54 — 1/2.....	123		
— 32 — 1/2 — 33 —	.....	184		— 54 — 1/2 — 55 —	.....	121	
— 33 — — 33 — 1/2.....	183			— 55 — — 55 — 1/2.....	120		
— 33 — 1/2 — 34 —	.....	182		— 55 — 1/2 — 56 —	.....	118	
— 34 — — 34 — 1/2.....	181			— 56 — — 56 — 1/2.....	116		
— 34 — 1/2 — 35 —	.....	179		— 56 — 1/2 — 57 —	.....	114	
— 35 — — 35 — 1/2.....	178			— 57 — — 57 — 1/2.....	112		
— 35 — 1/2 — 36 —	.....	177		— 57 — 1/2 — 58 —	.....	110	
— 36 — — 36 — 1/2.....	176			— 58 — — 58 — 1/2.....	109		
— 36 — 1/2 — 37 —	.....	175		— 58 — 1/2 — 59 —	.....	107	
— 37 — — 37 — 1/2.....	174			— 59 — — 59 — 1/2.....	105		
— 37 — 1/2 — 38 —	.....	173		— 59 — 1/2 — 60 —	.....	103	
— 38 — — 38 — 1/2.....	172			— 60 — — 60 — 1/2.....	102		
— 38 — 1/2 — 39 —	.....	170		— 60 — 1/2 — 61 —	.....	100	
— 39 — — 39 — 1/2.....	169			— 61 — — 61 — 1/2.....	98		
— 39 — 1/2 — 40 —	.....	168		— 61 — 1/2 — 62 —	.....	96	
— 40 — — 40 — 1/2.....	167			— 62 — — 62 — 1/2.....	94		
— 40 — 1/2 — 41 —	.....	165		— 62 — 1/2 — 63 —	.....	92	
— 41 — — 41 — 1/2.....	164			— 63 — — 63 — 1/2.....	90		
— 41 — 1/2 — 42 —	.....	162		— 63 — 1/2 — 64 —	.....	88	
— 42 — — 42 — 1/2.....	161			— 64 — — 64 — 1/2.....	87		
— 42 — 1/2 — 43 —	.....	159		— 64 — 1/2 — 65 —	.....	85	
— 43 — — 43 — 1/2.....	158			— 65 — — 65 — 1/2.....	84		
— 43 — 1/2 — 44 —	.....	156		— 65 — 1/2 — 66 —	.....	82	

AGE			COEFFI- CIENTS	AGE			COEFFI- CIENTS
De 66 ans	à 66 ans 1/2.....		80	De 83 ans	à 83 ans 1/2.....		37
— 66 — 1/2 — 67 —	.....		78	— 83 — 1/2 — 84 —	.....		36
— 67 —	— 67 — 1/2.....		77	— 84 —	— 84 — 1/2.....		35
— 67 — 1/2 — 68 —	.....		75	— 84 — 1/2 — 85 —	.....		34
— 68 —	— 68 — 1/2.....		74	— 85 —	— 85 — 1/2.....		33
— 68 — 1/2 — 69 —	.....		73	— 85 — 1/2 — 86 —	.....		32
— 69 —	— 69 — 1/2.....		72	— 86 —	— 86 — 1/2.....		31
— 69 — 1/2 — 70 —	.....		70	— 86 — 1/2 — 87 —	.....		30
— 70 —	— 70 — 1/2.....		69	— 87 —	— 87 — 1/2.....		30
— 70 — 1/2 — 71 —	.....		67	— 87 — 1/2 — 88 —	.....		29
— 71 —	— 71 — 1/2.....		66	— 88 —	— 88 — 1/2.....		28
— 71 — 1/2 — 72 —	.....		64	— 88 — 1/2 — 89 —	.....		27
— 72 —	— 72 — 1/2.....		63	— 89 —	— 89 — 1/2.....		27
— 72 — 1/2 — 73 —	.....		61	— 89 — 1/2 — 90 —	.....		26
— 73 —	— 73 — 1/2.....		60	— 90 —	— 90 — 1/2.....		26
— 73 — 1/2 — 74 —	.....		58	— 90 — 1/2 — 91 —	.....		25
— 74 —	— 74 — 1/2.....		57	— 91 —	— 91 — 1/2.....		25
— 74 — 1/2 — 75 —	.....		55	— 91 — 1/2 — 92 —	.....		24
— 75 —	— 75 — 1/2.....		54	— 92 —	— 92 — 1/2.....		24
— 75 — 1/2 — 76 —	.....		53	— 92 — 1/2 — 93 —	.....		23
— 76 —	— 76 — 1/2.....		52	— 93 —	— 93 — 1/2.....		23
— 76 — 1/2 — 77 —	.....		51	— 93 — 1/2 — 94 —	.....		22
— 77 —	— 77 — 1/2.....		50	— 94 —	— 94 — 1/2.....		22
— 77 — 1/2 — 78 —	.....		49	— 94 — 1/2 — 95 —	.....		21
— 78 —	— 78 — 1/2.....		49	— 95 —	— 95 — 1/2.....		21
— 78 — 1/2 — 79 —	.....		48	— 95 — 1/2 — 96 —	.....		20
— 79 —	— 79 — 1/2.....		47	— 96 —	— 96 — 1/2.....		19
— 79 — 1/2 — 80 —	.....		46	— 96 — 1/2 — 97 —	.....		18
— 80 —	— 80 — 1/2.....		45	— 97 —	— 97 — 1/2.....		18
— 80 — 1/2 — 81 —	.....		43	— 97 — 1/2 — 98 —	.....		17
— 81 —	— 81 — 1/2.....		42	— 98 —	— 98 — 1/2.....		16
— 81 — 1/2 — 82 —	.....		41	— 98 — 1/2 — 99 —	.....		14
— 82 —	— 82 — 1/2.....		40	— 99 —	— 99 — 1/2.....		12
— 82 — 1/2 — 83 —	.....		38	— 99 — 1/2 — 100 —	.....		10

STATISTIQUE

ALLEMAGNE

OPÉRATIONS

DE LA

CAISSE GÉNÉRALE MINIÈRE DE SECOURS ET DE PENSIONS DE LA WESTPHALIE

(Bochum)

(1860-1902).

Analyse par E. FUSTER.

A l'occasion de l'Exposition de Saint-Louis, l'*Allgemeiner Knappschafts-Verein zu Bochum* a publié en une petite brochure une série de tableaux statistiques qu'il nous paraît utile de reproduire.

On sait que cette caisse assure *tous* les mineurs du bassin houiller rhénan-westphalien, soit un quart de million d'ouvriers, contre la *maladie* et contre l'*invalidité minière*; en outre, à titre de caisse autonome spécialement autorisée par le Conseil fédéral en vertu de la loi de 1889-1899 sur les retraites, depuis 1892 elle assure le plus grand nombre de ces ouvriers contre l'*invalidité* dans les mêmes conditions que les ouvriers d'autres industries.

I. — Situation générale et développement financier
de la Caisse de maladie et de la Caisse de pensions et de secours des mineurs westphaliens de 1860 à 1902.

ANNÉES.	IMMUE- BLES de la Caisse.		PERSONNEL						MEMBRES				NOMBRE de membres malades		NOMBRE de secours continus.		RECETTES		DÉPENSES		FORTUNE.		SOLT PAR MEMBRE permanen existant. à la fin de l'année.
	Hôpitaux.	Bureaux.	Direction.	Anciens.	Médecins.	Employés.	Permanents (droits complets).	Stagiaires (droits restreints).	Rassemble.	Jours pour lesquels a été payé un secours en espèces (contre le traitement à la fin de l'année).	Invalides.	Veuves.	Orphelins.	TOTALES.	TOTALES.	TOTALES.	TOTALES.	TOTALES.	TOTALES.				
1860...	—	2	52	03	54	14	15.400	12.014	27.414	20.117	208.038	1.520	1.263	3.100	812.032 35	852.901 15	1.881.977 75	120	M.				
1870...	—	2	52	98	79	16	25.928	25.666	51.594	20.152	387.450	2.771	2.445	8.364	1.683.749 21	1.636.054 08	2.610.951 01	98	67				
1875...	—	3	52	122	96	20	38.616	41.288	79.904	36.675	672.253	4.403	3.561	13.489	3.856.080 18	4.054.415 41	2.851.849 78	73	85				
1880...	—	3	52	122	108	22	42.846	35.763	78.608	35.690	526.817	6.709	4.931	20.040	4.451.096 40	4.223.095 74	2.917.586 60	67	08				
1885...	—	3	52	124	121	24	52.108	50.137	102.245	36.693	708.222	8.692	6.740	26.154	5.505.383 03	6.518.976 04	2.539.404 06	47	50				
1890...	—	3	30	105	138	36	64.312	64.720	129.032	66.152	802.193	14.927	8.957	31.188	0.703.908 83	8.286.441 40	6.076.059 78	87	10				
1895...	—	3	30	235	169	105	97.319	61.058	158.977	89.034	1.377.056	17.847	11.637	33.152	12.070.427 02	10.482.125 11	14.451.643	146	69				
1900...	—	3	30	240	175	114	98.124	68.538	166.662	86.413	1.434.293	18.368	12.160	31.210	12.752.481 67	10.733.558 15	16.512.363 07	157	74				
1897...	—	4	30	239	183	121	100.906	81.235	182.141	94.721	1.550.785	19.199	12.692	37.944	14.063.540 12	12.445.918 56	18.912.091 27	169	12				
1898...	—	4	30	240	193	125	104.006	94.281	198.287	105.204	1.711.728	20.155	13.850	40.920	15.268.392 40	12.785.923 34	20.721.847 56	186	61				
1899...	—	4	30	263	232	136	111.251	104.895	213.237	128.737	2.110.688	20.823	14.040	41.070	19.041.645 42	15.573.782 07	24.254.880 27	199	07				
1900...	—	4	30	268	256	156	121.638	113.588	235.226	148.868	2.402.818	22.708	14.735	43.908	22.153.809 45	18.067.025 77	28.951.923 93	230	70				
1901...	—	4	30	281	294	191	125.998	127.092	253.080	158.003	2.691.270	24.848	15.430	45.763	23.861.719 27	20.318.776 18	32.475.349 26	242	49				
1902...	—	4	30	290	310	229	138.179	100.528	247.707	152.683	2.923.785	26.722	15.977	49.072	23.747.080 02	19.053.150 10	35.845.147 37	243	»				

II. — Recettes:

ANNÉES.	LES RECETTES DE LA CAISSE SE COMPOSAIENT DE :					RECETTES TOTALES.
	COTISATIONS			Intérêts et revenus d'immeu- bles.	Divers.	
	des	des	totales.			
	membres.	mines.				
1	2	3	4	5	6	7
	M.	M.	M.	M.	M.	M.
1860.....	433.502 86	296.308 17	729.806 03	70.300 32	12.526	812.632 35
1870.....	973.961 66	587.681 13	1.561.642 79	109.296 98	12.809 44	1.683.740 21
1875.....	1.842.904 30	1.419.210 05	3.662.114 35	117.686 15	76.279 68	3.856.080 18
1880.....	2.155.959 32	2.176.415 09	4.332.374 41	98.443 35	20.208 64	4.451.026 40
1885.....	2.627.652 64	2.631.188 26	5.258.840 90	101.671 47	144.870 60	5.505.383 03
1890.....	5.071.401 11	4.311.610 18	9.383.011 29	125.072 53	195.825 01	9.703.908 83
1895.....	6.664.822 22	4.948.748 68	11.613.570 90	368.293 69	88.563 33	12.070.427 92
1896.....	7.008.394 04	5.205.763 85	12.214.157 89	414.930 09	93.393 69	12.722.481 67
1897.....	7.727.107 56	5.751.693 70	13.478.801 26	473.768 31	109.970 55	14.062.540 12
1898.....	8.392.198 12	6.242.367 66	14.634.565 78	522.930 69	128.886 02	15.286.382 40
1899.....	10.472.585 27	7.802.493 79	18.275.079 06	615.872 30	150.694 06	19.041.645 42
1900.....	12.268.506 63	9.147.127 40	21.415.634 03	705.082 12	33.153 30	22.153.869 45
1901.....	13.122.709 22	9.782.435 32	22.905.144 54	930.644 10	25.930 63	23.861.719 27
1902.....	13.015.642 89	9.699.650 35	22.715.293 24	1.012.292 76	20.034 62	23.747.620 62

III. — Dépenses.

LES DÉPENSES DE LA CAISSE SE COMPOSaient DE :

LES DÉPENSES DE LA CAISSE SE COMPOSaient DE :																								
DÉPENSES DE TRAITEMENTS										DÉPENSES POUR SECOURS CONTINUS (reales)										Dépenses totales.				
Honoraires des médecins.			Médicaments et divers.		Secours en espèces.		TOTAL.			à des invalides.		à des veuves.		à des enfants et orphelins.		TOTAL.			Secours fonderaires.		Frais de gestion.		Divers.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	
ANNÉES.		M.	M.	M.	M.	M.	M.	M.	M.	M.	M.	M.	M.	M.	M.	M.	M.	M.	M.	M.	M.	M.	M.	M.
1850...	59 503 22	80 207 63	923 015 70	363 326 55	212 116 90	130 175 28	41 602 80	380 804 96	43 288 70	40 208 25	49 268 70	852 961 16												
1870...	109 087 18	153 418 74	290 156 38	552 682 30	440 547 17	254 300 66	193 234 53	888 082 30	25 469 22	63 598 05	106 877 47	1 636 654 08												
1875...	198 916 24	365 773 04	783 961 14	1 348 650 42	1 174 019 96	686 345 75	607 893 22	2 468 368 71	49 472 22	113 740 60	74 293 04	4 054 415 41												
1880...	187 816 30	304 454 03	503 530 38	995 800 71	1 482 924 34	777 131 62	700 912 49	2 870 028 45	55 816 09	110 072 93	91 577 50	4 293 095 74												
1885...	253 346 26	441 659 31	709 179 97	1 397 185 54	2 270 739 81	1 006 046 77	1 445 870 31	4 812 650 89	61 008 25	126 408 39	191 628 97	6 518 970 04												
1890...	323 346 13	744 479 63	1 632 948 27	2 704 073 03	3 732 399 39	1 343 380 46	1 466 918 73	5 242 728 58	94 188 06	176 914 84	71 538 90	8 286 441 40												
1895...	507 694 32	604 389 88	2 847 071 38	3 958 692 58	3 200 001 46	1 617 854 08	1 242 888 83	6 060 744 37	106 707 45	189 028 68	165 983 03	10 482 125 41												
1896...	526 825 00	616 384 43	2 874 209 14	4 017 318 63	3 241 895 98	1 690 054 63	1 276 725 86	6 478 675 77	106 463 23	191 830 67	238 769 85	10 723 558 15												
1897...	577 241 70	666 807 31	3 382 945 34	4 686 924 35	3 309 742 60	1 773 623 75	2 145 759 10	7 288 125 45	117 216 95	202 001 30	209 811 42	12 445 212 50												
1898...	689 089 88	710 323 51	3 955 673 77	5 295 102 40	3 456 895 05	1 841 532 80	1 677 870 22	6 076 348 45	133 779 94	211 081 70	168 911 00	12 755 222 34												
1899...	774 281 79	895 587 55	5 058 951 06	6 728 120 40	4 497 345 25	2 019 941 05	1 683 366 92	8 414 953 22	169 131 85	312 101 61	248 474 99	15 573 783 07												
1900...	875 658 90	1 020 350 09	5 897 275 97	7 893 984 90	5 355 957 28	2 195 310 92	1 747 813 85	9 289 092 05	193 611 41	441 006 78	259 950 87	18 087 025 77												
1901...	958 009 67	1 195 181 81	7 439 339 56	9 585 531 04	5 600 330 25	2 907 551 49	1 987 375 14	9 695 306 88	191 112 66	557 899 27	268 926 33	20 316 776 18												
1902...	1 010 813 90	1 200 055 48	5 553 743 13	7 854 617 51	6 325 280 74	2 492 431 68	1 760 517 19	10 578 209 01	213 379 58	841 981 94	105 661 46	19 053 150 10												

IV. — Recettes moyennes par membre actif.

ANNÉES.	COTISATION DES membres.	COTISATION DES mines.	INTÉRÊTS ETC.	DIVERS.	ENSEMBLE.
1	2	3	4	5	6
	M.	M.	M.	M.	M.
1860.....	15 81	10 81	2 56	0 46	29 64
1870.....	18 88	11 39	2 12	0 25	32 64
1875.....	23 06	22 77	1 47	0 96	48 26
1880.....	27 43	27 68	1 25	0 26	56 02
1885.....	25 69	25 73	0 99	1 41	53 82
1890.....	39 30	33 42	0 97	1 52	75 21
1895.....	41 92	31 13	2 32	0 56	75 93
1896.....	42 05	31 24	2 49	0 56	76 34
1897.....	42 42	31 58	2 60	0 68	77 28
1898.....	42 32	31 48	2 64	0 65	77 09
1899.....	49 11	36 59	2 89	0 71	89 30
1900.....	52 16	38 89	3 22	0 14	94 19
1901.....	51 73	38 56	3 67	0 10	94 06
1902.....	52 55	39 16	4 09	0 08	95 88

V. — Dépenses moyennes par membre actif.

ANNÉES.	TRAITEMENT DES malades.				RENTES				Secours fondraires.	Frais d'administration.	Divers.	Ensemble.
	Médecins.	Médecaments, etc.	Secours.	Ensemble.	à des invalides.	à des veuves.	à des enfants et orphelins.	Ensemble.				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
	M.	M.	M.	M.	M.	M.	M.	M.	M.	M.	M.	M.
1860.	2 17	2 93	8 15	13 25	7 74	4 75	1 62	14 11	0 48	1 47	1 80	31 11
1870.	2 11	2 97	5 63	10 71	8 53	4 94	3 75	17 22	0 49	1 23	2 08	31 73
1875.	2 49	4 58	9 81	16 88	14 69	8 80	7 60	30 89	0 62	1 42	0 93	50 74
1880.	2 39	3 87	6 40	12 66	18 86	9 89	9 03	37 78	0 72	1 40	1 16	53 72
1885.	2 48	4 32	6 86	13 66	22 21	10 72	14 14	47 07	0 60	1 24	1 19	63 76
1890.	2 51	5 77	17 66	20 94	21 18	10 41	9 04	40 63	0 73	1 37	0 55	64 22
1895.	3 19	3 80	17 91	24 90	20 12	10 18	7 82	38 12	0 68	1 18	1 05	65 93
1896.	3 16	3 70	17 24	24 10	19 45	9 96	7 66	37 07	0 64	1 15	1 44	64 40
1897.	3 17	3 66	18 57	25 40	18 50	9 74	11 78	40 02	0 64	1 11	1 15	68 32
1898.	3 16	3 57	19 95	26 68	17 43	9 29	8 46	35 18	0 67	1 06	0 85	64 44
1899.	3 63	4 20	23 72	31 55	20 76	9 47	7 82	38 05	0 79	1 47	1 17	73 03
1900.	3 73	4 34	25 48	33 55	22 76	9 34	7 43	39 53	0 82	1 87	1 11	76 88
1901.	3 78	4 71	29 29	37 78	22 07	8 94	7 30	38 21	0 75	2 20	1 15	80 09
1902.	4 08	5 21	22 42	31 71	25 54	10 05	7 11	42 70	0 86	3 39	0 67	79 33

VI. — Secours annuels moyens par bénéficiaire.

ANNÉES.	TRAITEMENT DES MALADES								RENTES		
	PAR MALADE, dépense moyenne.				PAR JOUR de maladie secouru				MOYENNE DES SECOURS par bénéficiaire.		
	Médecins.	Médicaments.	Secours.	Total.	Médecins.	Médicaments.	Secours.	Ensemble.	Invalides.	Veuves.	Enfants ou orphelins.
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	M.	M.	M.	M.	M.	M.	M.	M.	M.	M.	M.
1860.....	2 96	3 99	11 11	18 06	0 20	0 27	0 75	1 22	139 55	103 07	14 39
1870.....	4 17	5 87	11 09	21 13	0 28	0 40	0 75	1 43	158 98	104 01	23 34
1875.....	5 42	9 97	21 38	36 77	0 29	0 54	1 17	2 »	261 36	192 74	45 07
1880.....	5 26	8 53	14 10	27 89	0 36	0 57	0 96	1 89	221 05	157 60	35 41
1885.....	6 92	12 06	19 17	38 15	0 36	0 62	0 99	1 97	261 21	162 62	55 28
1890.....	4 89	11 25	24 69	40 83	0 40	0 93	2 03	3 36	192 06	149 98	37 42
1895.....	5 70	6 79	31 98	44 47	0 37	0 44	2 07	2 88	179 30	139 03	37 49
1896.....	6 10	7 13	33 26	46 49	0 37	0 43	2 »	2 80	176 32	136 42	37 32
1897.....	6 09	7 04	35 71	48 84	0 38	0 42	2 18	2 98	175 52	139 74	57 46
1898.....	5 98	6 75	37 60	50 33	0 37	0 41	2 31	3 09	171 52	137 95	41 »
1899.....	6 01	6 96	39 29	52 26	0 37	0 43	2 39	3 19	212 62	143 82	39 75
1900.....	5 88	6 86	40 28	53 02	0 36	0 42	2 50	3 28	234 93	148 97	39 81
1901.....	6 06	7 56	47 04	60 66	0 36	0 46	2 84	3 66	225 38	148 90	39 91
1902.....	6 62	8 45	36 38	51 45	0 39	0 49	2 12	3 »	236 71	156 »	35 88

Coup d'œil sur l'évolution de la C

ANNÉES.	NOMBRE DE MEMBRES COTISANTS.	NOMBRE DE RENTES en cours à la fin de l'année		RECETTES					
		Rentes d'invalidité.	Rentes de vieillesse.	Cotisation des membres.	Cotisation des mines.	Ensemble.	Subventions de l'Empire.	Participation d'autres Caisse de retraites aux rentes ou aux rem- boursements de cotisation.	Recettes diverses.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
		M.	M.	M.	M.	M.	M.	M.	M.
1892.	139.305	37	32	1.060.591 45	1.060.591 45	2.121.182 90	„ „	„ „	7.988 89
1893.	143.864	615	89	1.079.090 77	1.079.090 77	2.158.041 54	665 02	„ „	„ „
1894.	153.532	951	141	1.151.488 68	1.151.488 68	2.302.977 36	1.286 65	556 02	„ „
1895.	155.326	1.808	151	1.164.948 95	1.164.948 95	2.329.897 90	62.303 13	53.100 85	„ „
1896.	161.154	2.877	196	1.208.651 53	1.208.651 53	2.417.303 06	201.716 44	92.380 71	„ „
1897.	175.406	3.517	215	1.316.221 15	1.316.221 15	2.632.442 30	194.192 96	103.475 75	„ „
1898.	190.384	4.138	250	1.427.850 84	1.427.850 83	2.855.701 67	201.808 14	119.968 55	„ „
1899.	202.767	5.356	275	1.526.125 06	1.526.125 06	3.052.250 12	593.720 32	286.765 42	„ „
1900.	225.318	7.523	294	2.050.990 81	2.050.990 81	4.101.961 62	509.325 49	436.645 70	5.838 05
1901.	242.319	9.603	320	2.181.179 76	2.181.179 73	4.362.359 49	571.913 50	132.779 41	8.172 72
1902.	240.413	11.288	348	2.165.778 13	2.165.778 11	4.331.556 24	630.859 89	127.530 55	3.408 52

ale d'assurance contre l'invalidité.

DÉPENSES EN							A LA FIN DE L'EXERCICE.	
Rentes de vieillesse.	Remboursements de cotisations.	Participation de la Caisse aux rentes et remboursements d'autres Caisses.	Frais de traitements.	Frais d'administration.	Dépenses diverses.	Dépenses totales.	L'excédent atteignait	La fortune atteignait
13	14	15	16	17	18	19	20	21
M.	M.	M.	M.	M.	M.	M.	M.	M.
86 2.801 17	» »	» »	» »	133.999 96	15.700 32	152.834 31	1.975.737 43	1.975.737 48
89 14.404 71	» »	» »	406 95	163.544 67	» »	239.543 62	1.919.163 54	3.964.741 41
88 21.614 17	» »	44 11	» »	183.547 48	65 40	372.243 64	1.932.576 99	6.032.727 70
07 28.778 20	789 48	388 16	280 77	189.098 67	7.349 96	577.836 31	1.866.305 57	8.110.709 96
85 31.883 16	13.986 94	2.459 09	415 91	191.330 67	7.738 67	707.385 99	2.004.514 22	10.372.834 81
07 38.101 96	24.116 86	4.458 94	6.677 79	202.064 39	4.807 64	819.485 58	2.110.625 43	12.816.995 36
15 45.019 08	28.978 30	6.343 50	12.573 07	208.376 47	3.986 46	984.118 23	2.192.800 13	15.161.162 97
41 48.968 94	39.072 62	17.165 45	36.903 94	183.801 08	160 35	1.280.398 79	2.652.337 07	18.645.765 27
02 55.073 84	52.088 67	638.824 65	22.444 39	219.220 20	2.841 63	2.386.489 39	2.667.281 47	22.027.877 21
85 57.023 96	64.775 15	617.511 74	31.502 92	279.279 66	20.545 50	2.832.016 28	2.243.208 84	25.119.985 48
71 61.370 68	59.294 »	660.909 19	53.984 46	420.259 86	10.613 32	3.283.063 22	1.809.391 98	27.980.068 31

FRANCE

LES SOCIÉTÉS DE SECOURS

des ouvriers et employés des mines de 1896 à 1902.

Analyse par E. CAUVILLE.

La Statistique de l'Industrie minérale publiée chaque année par le ministère des Travaux publics contient un chapitre consacré aux sociétés de secours des ouvriers et employés des mines. Nous avons cru intéressant d'analyser les renseignements donnés par cette statistique.

I. — OBSERVATIONS PRÉLIMINAIRES.

La loi du 29 juin 1894, modifiée par celle du 19 décembre suivant, a prescrit qu'à partir du 1^{er} juillet 1895, des sociétés de secours seraient organisées obligatoirement dans les exploitations minières en faveur des ouvriers et employés.

Ces sociétés ont pour objet principal de donner aux membres participants que la maladie ou des infirmités empêchent de travailler des secours en argent et des soins médicaux et pharmaceutiques, et, en cas de décès, de venir en aide à leurs familles. Les statuts des sociétés peuvent en outre autoriser l'allocation de secours et de soins aux femmes et enfants des membres participants ainsi qu'à leurs ascendants; prévoir des secours journaliers en faveur des femmes et enfants des sociétaires appelés sous les drapeaux comme réservistes ou territoriaux; permettre enfin l'octroi d'allocations exceptionnelles et renouvelables aux veuves et orphelins d'ouvriers ou employés décédés après avoir participé à la caisse de secours.

Pour satisfaire aux charges qui leur incombent, les caisses des

sociétés de secours sont alimentées : 1° par un prélèvement opéré sur le salaire de chaque ouvrier et employé, dont le montant est fixé par le conseil d'administration de la société, sans pouvoir dépasser 2 0/0 du salaire ni 48 francs par an; 2° par un versement de l'exploitant égal à la moitié de celui des participants; 3° par les sommes allouées par l'État sur les fonds de subventions aux sociétés de secours mutuels; 4° par les dons et legs faits à la société; 5° par le produit des amendes encourues pour infraction aux statuts de la société ou au règlement intérieur de l'entreprise.

Ces sociétés sont, en somme, des sociétés de secours mutuels; elles ne diffèrent des sociétés de secours mutuels ordinaires que par le caractère obligatoire de l'affiliation des sociétaires et du versement de l'exploitant. Elles ont commencé à fonctionner d'une manière normale à partir du 1^{er} janvier 1896.

Le compte rendu statistique et financier que les sociétés sont tenues de fournir annuellement permet d'apprécier très exactement les résultats obtenus pendant chaque exercice.

II. — EFFECTIF DES SOCIÉTÉS DE SECOURS.

	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902	OBSERVATIONS.
Nombre de Sociétés..	190	190	191	191	197	203	203	On peut remarquer que le nombre des sociétés et des participants va sans cesse en augmentant.
Nombre de participants								
ouvriers..			158.572	164.710	172.487	179.073	179.822	
employés..	134.696	158.770	5.862	5.964	6.389	6.721	6.919	
Total....			164.434	170.674	178.876	185.794	186.741	
Effectif moyen par société.....	814	835	832	894	908	915	920	

Ces chiffres comprennent, outre les ouvriers du fond et ceux du jour et les employés occupés dans les bureaux du siège de l'exploitation, un certain nombre d'ouvriers des industries annexes, dont la loi autorise l'agrégation aux sociétés de secours.

On comprend donc qu'il soit plus élevé que celui donné par la statistique pour l'effectif des ouvriers mineurs. En fait, la grande majorité du personnel minier bénéficie actuellement de l'assistance mutuelle; quelques milliers d'ouvriers seulement en sont privés, soit par suite d'abstention volontaire, soit parce que le petit

nombre des ouvriers de l'exploitation n'a pas permis de constituer une société de secours.

Le nombre des membres participants est très variable suivant les sociétés. La loi laisse aux intéressés, c'est-à-dire aux exploitants et aux ouvriers, toute latitude pour arrêter de concert la circonscription de secours. L'Administration ne doit intervenir et statuer qu'en cas de désaccord.

Dans le plus grand nombre des cas, tous les ouvriers et employés d'une même entreprise sont groupés en une société; dans quelques grandes exploitations, les ouvriers sont divisés en plusieurs sociétés correspondant à des fosses distinctes; ailleurs, mais rarement, les ouvriers du fond sont séparés de ceux du jour ou les employés des ouvriers.

En résumé, les sociétés se répartissaient au point de vue de l'effectif, de la manière suivante :

NOMBRE DES MEMBRES par Société.	NOMBRE CORRESPONDANT DE SOCIÉTÉS EN						
	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902
De 100 et au-dessous.....	34	34	40	33	33	33	33
De 101 à 200.....	37	33	25	28	20	36	33
De 201 à 300.....	19	22	21	26	28	28	27
De 301 à 500.....	22	22	25	19	22	24	25
De 501 à 700.....	11	13	11	14	14	12	13
De 701 à 1.000.....	17	15	13	20	18	19	19
De 1.001 à 1.500.....	21	22	21	20	18	17	15
De 1.501 à 2.000.....	14	12	12	12	13	13	14
De 2.001 à 3.000.....	6	8	8	8	8	9	11
De 3.001 à 4.000.....	2	1	2	3	5	5	5
De 4.001 à 5.000.....	2	4	4	4	3	1	1
De 5.001 à 6.000.....	3	1	1	0	1	3	2
De 6.001 à 9.000.....	0	1	1	2	2	3	4
Au-dessus de 9.000.....	2	2	2	2	2	1	1
TOTAL.....	190	190	191	191	197	203	203

Si l'on considère la nature de la mine, les sociétés sont distribuées entre les différentes exploitations comme il est indiqué ci-après :

	1896		1897		1898		1899		1900		1901		1902	
	NOMBRE DE SOCIÉTÉS.	NOMBRE DE PARTICIPANTS.	NOMBRE DE SOCIÉTÉS.	NOMBRE DE PARTICIPANTS.	NOMBRE DE SOCIÉTÉS.	NOMBRE DE PARTICIPANTS.	NOMBRE DE SOCIÉTÉS.	NOMBRE DE PARTICIPANTS.	NOMBRE DE SOCIÉTÉS.	NOMBRE DE PARTICIPANTS.	NOMBRE DE SOCIÉTÉS.	NOMBRE DE PARTICIPANTS.	NOMBRE DE SOCIÉTÉS.	NOMBRE DE PARTICIPANTS.
Mines de com- bustibles....	143	144.206	143	147.947	142	153.068	142	159.322	142	166.176	143	172.976	144	173.757
Mines de fer...	26	5.058	26	5.384	27	5.901	27	5.598	32	6.928	34	6.654	36	6.957
Mines métal- liques.....	15	4.128	13	4.124	14	4.210	13	4.438	14	4.440	17	4.838	14	4.713
Mines de sel..	4	616	4	610	4	571	4	540	4	532	4	535	4	524
Mines de schis- tes bitumi- neux ou de soufre.....	3	688	4	705	4	684	5	776	5	800	5	791	5	790
TOTAUX.....	190	154.698	190	168.770	191	164.484	191	170.674	197	178.876	203	185.794	203	186.741

III. — STATISTIQUE DES MALADIES.

	1896.	1897.	1898.	1899.	1900.	1901.	1902.
Nombre de membres des sociétés.....	154.698	158.770	164.434	170.674	178.876	185.794	186.741
Nombre de malades.....	103.981	113.721	122.049	128.592	141.090	190.107	118.082
Soit % des sociétaires.....	67,22	71,89	74,22	75,34	79	65	63
Nombre de jours de maladie constatés.....	1.543.874	1.631.221	1.749.220	1.817.927	2.042.776	2.059.614	2.147.590
Soit en moyenne par ma- lade.....	14,85	14,34	14,33	14,14	14,48	17,14	18,18
Soit en moyenne par socié- taire.....	9,88	10,27	10,63	10,65	11,42	11,08	11,60
Nombre de jours de maladie secourus.....	1.468.048	1.547.770	1.646.380	1.705.837	1.925.307	1.936.606	2.026.827
Soit en moyenne par ma- lade.....	14,11	13,61	13,49	13,27	13,64	16,12	17,16
Soit en moyenne par socié- taire.....	9,51	9,75	10,01	9,99	10,76	10,42	10,85
Nombre de morts { Par suite d'ac- cidents.....	184	189	187	219	221	188	189
de morts { Pour d'autres causes.....	1.308	1.176	1.339	1.462	1.558	1.576	1.470
Total.....	1.392	1.365	1.526	1.681	1.779	1.764	1.659
Mortalité { pour causes na- turelles 0/0..	0,77	0,74	0,81	0,86	0,87	0,85	0,79
Moyenne { par suite d'ac- cidents 0/0...	0,12	0,12	0,113	0,128	0,124	0,101	0,10

Dans ce tableau on peut remarquer que le nombre de jours de maladie *secourus* est inférieur à celui des jours de maladie *constatés*. Cette différence s'explique de la façon suivante :

Les statuts de toutes les sociétés prévoient, conformément à la loi, l'allocation d'une indemnité journalière en cas de chômage occasionné par la maladie. Mais les conditions dans lesquelles cette indemnité est accordée sont très variables selon les sociétés. Le point de départ en est fixé tantôt au premier jour de la maladie, tantôt au troisième ou au quatrième. La durée en est limitée à 3 ou 6 mois. Dans certaines sociétés, elle est suspendue les dimanches et les jours de fête. Dans d'autres enfin, le sociétaire n'y a droit qu'après un certain temps de séjour à la mine.

Les comptes rendus annuels donnent la répartition des cas et des jours de maladie entre les ouvriers du fond, les ouvriers du jour et les femmes qui sont employées exclusivement, comme on le sait, aux travaux de la surface. Jusqu'en 1899, un certain nombre de sociétés ne fournissaient pas cette répartition détaillée, qui a été produite, depuis 1900, par toutes les sociétés. Il a paru intéressant de rapprocher, sous réserve de cette observation, les résultats accusés durant les sept années écoulées depuis la formation des sociétés de secours et de déterminer ainsi la proportion des cas et des jours de maladie afférente à chacune de ces catégories d'ouvriers :

1° Ouvriers du fond.					
ANNÉES.	NOMBRE DE partici- pants.	NOMBRE DE malades	JOURS DE MALADIE		
			NOMBRE total.	PAR ouvrier.	PAR malade.
1896.....	63.916	45.579	630.307	9,86	13,84
1897.....	75.528	58.087	796.810	10,55	13,72
1898.....	85.832	64.645	952.331	11,10	14,73
1899.....	97.929	74.314	1.115.069	11,39	15,00
1900.....	125.432	105.701	1.494.180	11,91	14,13
1901.....	129.842	91.550	1.532.766	11,80	16,74
1902.....	130.388	90.709	1.604.428	12,30	17,68
MOYENNES.....	101.627	75.798	1.160.883	11,46	15,31

2 ^o Ouvriers du jour.					
ANNÉES.	NOMBRE DE partici- pans.	NOMBRE DE malades.	JOURS DE MALADIE		
			NOMBRE total.	PAR ouvrier.	PAR malade.
1896.....	26.598	11.018	201.588	7,58	18,30
1897.....	31.230	14.168	257.192	8,24	18,17
1898.....	35.113	18.695	303.436	8,64	16,23
1899.....	37.385	18.531	312.288	8,35	16,85
1900.....	46.604	29.524	441.116	9,46	14,94
1901.....	48.978	24.365	434.039	8,86	17,81
1902.....	49.540	23.558	451.688	9,12	19,17
MOYENNES.....	39.349	19.978	343.050	8,72	17,17
3 ^o Femmes.					
1896.....	4.205	3.047	52.647	12,52	17,28
1897.....	5.006	3.453	60.292	12,04	17,46
1898.....	5.798	3.955	74.887	12,90	18,93
1899.....	5.952	4.276	83.148	13,97	19,45
1900.....	6.840	5.865	107.480	15,71	18,32
1901.....	6.976	4.192	92.809	13,20	22,14
1902.....	6.813	3.815	91.474	13,43	23,98
MOYENNES.....	5.941	4.086	80.391	13,53	19,67

Il résulte du tableau qui précède que les ouvriers du fond comptent, en moyenne, trois jours de maladie de plus que les ouvriers du jour et, d'autre part, que leurs maladies durent environ deux jours de moins. Leur situation, à ce point de vue, n'est donc guère différente de celle de leurs camarades employés à la surface. Pour les femmes, le nombre moyen annuel et la durée des maladies sont plus grands.

IV. — RECETTES.

NATURE DES RECETTES.	1896				1897				1898				1899				1900				1901				1902																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																															
	MONTANT DES recettes		PAR MEM- BRE		MONTANT DES recettes		PAR MEM- BRE		MONTANT DES recettes		PAR MEM- BRE		MONTANT DES recettes		PAR MEM- BRE		MONTANT DES recettes		PAR MEM- BRE		MONTANT DES recettes		PAR MEM- BRE		MONTANT DES recettes		PAR MEM- BRE																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																													
	Total.	%	par- tic- pant.	Fr.c.	Total.	%	par- tic- pant.	Fr.c.	Total.	%	par- tic- pant.	Fr.c.	Total.	%	par- tic- pant.	Fr.c.	Total.	%	par- tic- pant.	Fr.c.	Total.	%	par- tic- pant.	Fr.c.	Total.	%	par- tic- pant.	Fr.c.																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																												

V. — DÉPENSES.

Les dépenses effectuées par les sociétés de secours se répartissent, conformément aux dispositions de la loi, entre les articles suivants :

	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902
	Franca.	Franca.	Franca.	Franca.	Franca.	Franca.	Franca.
1° Frais médicaux (honoraires des médecins).....	551.523	591.008	608.482	647.076	870.709	733.274	767.729
2° Frais pharmaceutiques (médicaments).....	1.107.410	1.301.113	1.484.904	1.606.310	1.768.886	1.946.268	1.941.881
3° Frais de traitement des participants dans les hôpitaux.....	27.913	35.681	44.848	43.540	54.585	61.215	70.638
4° Secours statutaires aux participants malades.....	1.950.832	2.045.988	2.189.928	2.286.236	2.579.753	2.715.539	2.904.952
5° Frais funéraires.....	21.404	80.143	92.317	104.180	108.769	113.130	108.211
6° Versements à la Caisse nationale des retraites.....	49.877	67.047	66.074	77.231	83.850	88.600	102.503
7° Secours supplémentaires à des participants malades.....	98.776	104.315	112.159	126.147	132.802	161.509	143.113
8° Secours à des participants devenus infirmes.....	38.660	56.405	58.849	69.242	68.211	59.998	63.902
9° Secours aux familles de participants décédés.....	55.688	84.617	115.773	132.251	150.260	160.255	175.128
10° Secours aux familles de réservistes ou territoriaux.....	105.516	103.847	123.969	106.445	168.539	124.796	126.953
11° Indemnités diverses aux participants et à leurs familles.....	47.418	59.901	71.512	81.136	94.881	84.462	91.196
12° Frais d'administration et frais judiciaires.....	85.956	92.769	80.400	81.086	75.810	109.676	114.228
13° Jetons de présence aux membres du conseil d'administration.....	20.083	21.540	22.157	22.585	22.738	25.914	24.408
14° Indemnités aux membres du bureau et aux visiteurs des malades.....	28.941	32.909	36.000	38.091	39.320	44.367	40.998
TOTAUX.....	4.350.041	4.677.279	5.077.369	5.420.536	6.016.810	6.428.975	6.675.840

Résumé des dépenses par sociétaire.

NATURE DES DÉPENSES.		MONTANT DE LA DÉPENSE PAR PARTICIPANT						
		1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902
Frais médi-	Participants							
caux (Ho-	seuls.....	4 50	4 35	4 20	4 42	3 92	4 86	5 34
noraires	Participants							
des méde-	et leurs fa-							
cins).....	milles.....	4 27	4 48	4 44	4 25	4 49	4 53	4 64
Frais phar-	Participants							
maceuti-	seuls.....	5 90	7 11	8 26	8 85	8 »	9 37	10 29
ques (Mé-	Participants							
dicaments).	et leurs fa-							
	milles.....	9 38	9 38	10 01	10 13	11 06	11 74	11 60
Frais de traitement des par-								
ticipants dans les hôpi-								
taux.....		0 39	0 35	0 41	0 37	0 45	0 46	0 51
Secours statutaires aux par-								
ticipants malades.....		12 62	12 89	13 34	13 43	14 42	14 67	15 59
Frais	Participants							
funéraires.	seuls.....	0 27	0 29	0 41	0 39	0 39	0 39	0 37
	Participants							
	et leurs fa-							
	milles.....	0 69	0 69	0 73	0 81	0 81	0 81	0 80
Versements à la Caisse na-								
tionale des retraites.....		0 38	0 45	0 42	0 47	0 49	0 50	0 57
Secours supplémentaires à								
des participants malades.		0 92	0 86	0 85	0 88	0 90	1 05	0 91
Secours à des participants								
devenus infirmes.....		0 78	0 91	0 89	0 99	0 99	0 82	0 95
Secours aux familles des par-								
ticipants décédés.....		0 63	0 75	0 92	1 02	1 14	1 19	1 34
Secours aux familles des par-								
ticipants réservistes ou ter-								
ritoriaux.....		1 06	1 »	1 11	0 93	1 37	0 95	0 95
Indemnités diverses aux par-								
ticipants et à leurs fa-								
milles.....		0 68	0 74	0 77	0 71	0 85	0 80	0 86
Frais d'administration et								
frais judiciaires.....		0 60	0 63	0 52	0 51	0 45	0 63	0 65
Jetons de présence aux ad-								
ministrateurs.....		0 19	0 19	0 19	0 19	0 18	0 19	0 19
Indemnités aux membres du								
bureau et aux visiteurs								
des malades.....		0 42	0 41	0 43	0 42	0 40	0 41	0 41
Moyenne de la dépense par								
participant.....		28 12	29 46	30 88	31 75	33 63	34 60	35 75

1° Frais médicaux.
1^{er} tableau.

DE 1896 A 1902.

295

SOCIÉTÉS N'AYANT PAS A LEUR CHARGE l'assistance médicale (1).			SOCIÉTÉS AYANT A LEUR CHARGE LES FRAIS MÉDICAUX										Sociétés réservant aux sociétaires seuls le bénéfice de l'assistance médicale.				Sociétés accordant des secours médicaux aux familles des sociétaires.			
ANNÉES.	Nombre de sociétés.	Nombre de partici- pans.	Nombre de malades.	Dépense												Nombre de sociétés.	Nombre de partici- pans.	Total des dépen- ses.	Dépense par socié- taire.	
				Nombre de sociétés.	Nombre de partici- pans.	Total des dépen- ses.	Nombre de malades.	Nombre de jours de maladie.	Fr. c.	Fr. c.	par socié- taire.	par jour de maladie.	Fr. c.	Fr. c.	Fr. c.					
1896.....	18	»	»	42	16.951	75.334	8.763	140.681	4 50	8 60	0 54					120	111.344	476.188	4 27	
1897.....	14	26.161	15.797	31	7.481	32.821	3.646	63.568	4 35	9 17	0 51					145	135.188	558.475	4 46	
1898.....	15	26.739	15.566	26	6.896	27.680	3.562	61.326	4 20	7 77	0 45					150	131.099	581.803	4 44	
1899.....	8	18.817	10.533	31	8.048	35.596	3.877	66.965	4 43	9 18	0 53					152	143.809	111.479	4 25	
1900.....	12	25.501	14.550	35	11.314	44.408	8.689	112.469	3 93	5 11	0 39					150	141.639	635.300	4 49	
1901.....	13	25.055	11.368	33	14.270	58.947	10.066	146.689	4 86	6 85	0 47					157	146.469	664.266	4 53	
1902.....	13	23.562	11.543	30	15.433	82.448	9.869	166.413	5 84	8 36	0 49					160	147.746	685.281	4 64	

(1) Les entreprises auxquelles appartiennent les membres de ces sociétés assurent gratuitement à leurs ouvriers les soins de maladie.

(1) Les entreprises auxquelles appartiennent les membres de ces sociétés assurent gratuitement à leurs ouvriers les soins de maladie.

2^e tableau (1).

ANNÉES.		1897	1898	1899	1900	1901	1902
Sociétés ne donnant pas les renseignements nécessaires..	Nombre des sociétés.	73	60	69	53	62	65
	Nombre de participants.....	79.326	64.392	92.481	65.492	67.536	65.082
	Dépenses totales. Fr.	264.804	296.092	378.616	316.248	328.917	331.210
	Dépenses par sociétaire..... Fr.	4 59	4 61	4 09	4 84	4 87	5 009
Sociétés où les secours médicaux sont accordés aux participants, et aux femmes.....	Nombre de sociétés...	2	3	2	1	1	2
	Nombre de participants.....	322	3.335	151	115	117	2.005
	Nombre de ma- lades..	participants.	92	6.336	110	112	71
		femmes.....	42	5.140	50	42	93
	Dépense par so- ciétaire.	participants.	Fr. 1.829	8.499	674	538	354
		femmes. Fr.	161	4.917	340	277	350
	Dépense par so- ciétaire.	totale.. Fr.	1.990	13.418	1.014	815	704
		participants.	Fr. 19 88	1 84	6 13	4 80	4 99
	Dépense par so- ciétaire.	femmes. Fr.	3 82	0 96	6 79	6 60	6 60
		participants.	Fr. 8 24	2 55	4 46	4 67	3 03
	Dépense par so- ciétaire.	femmes. Fr.	0 72	1 47	2 26	2 41	2 99
		totale.. Fr.	8 96	4 02	6 71	7 08	6 02
Sociétés où les secours médicaux sont accordés aux participants, aux femmes et aux en- fants.....	Nombre de sociétés..	29	32	34	41	38	34
	Nombre de partici- pants.....	8.397	9.798	12.056	15.232	14.218	14.396
	Nombre de ma- lades..	participants.	3.957	6.779	8.230	8.886	7.761
		femmes.....	2.520	3.059	5.261	5.930	5.396
		enfants.....	3.049	4.343	6.861	7.191	6.028
	Dépense par so- ciétaire.	participants.	Fr. 20.863	25.673	32.469	38.251	34.114
		femmes. Fr.	8.025	8.677	10.664	13.005	13.668
		enfants. Fr.	8.460	10.883	13.532	13.866	14.129
	Dépense par so- ciétaire.	totale.. Fr.	37.349	45.233	56.665	65.132	61.911
		participant..	Fr. 5 27	3 78	3 95	4 30	4 30
	Dépense par so- ciétaire.	femme.. Fr.	3 18	2 84	2 03	3 19	2 53
		enfant.. Fr.	2 77	2 51	1 97	1 93	2 34
Sociétés où les secours médicaux sont accordés aux participants, à leurs femmes, enfants et ascen- dants (2)...	Nombre de ma- lades..	participant..	Fr. 2 48	2 62	2 69	2 51	2 40
		femme.. Fr.	0 96	0 89	0 89	0 86	0 96
		enfant.. Fr.	1 »	1 11	1 12	0 91	0 99
	Dépense par so- ciétaire.	totale.. Fr.	4 44	4 62	4 70	4 27	4 35
		participants.	Fr. 32.882	53.574	39.121	60.790	64.598
		femmes.....	22.698	40.447	32.971	52.063	42.592
		enfants.....	13.384	26.062	17.207	26.751	26.516
	Dépense par so- ciétaire.	ascendants..	18.170	45.918	26.922	49.573	51.096
		ascendants..	Fr. 2.357	3.784	1.676	3.063	3.123
		ascendants..	Fr. 2.357	3.784	1.676	3.063	3.123

(1) Ce tableau donne des renseignements détaillés sur les sociétés comprises dans la dernière partie du tableau précédent. — Les renseignements manquent pour l'année 1898.

(2) Quelques-unes de ces sociétés accordent statutairement les soins du médecin aux anciens ouvriers pensionnés. Mais les renseignements manquent pour établir les chiffres relatifs à cette catégorie.

ANNÉES.		1897	1898	1899	1900	1901	1902
Sociétés où les secours médicaux sont accordés aux participants, à leurs femmes, enfants et ascendants (1).	participants.						
	Fr.	61.303	98.247	79.832	113.557	127.213	130.590
	femmes. Fr.	30.443	49.446	38.443	52.940	58.076	57.403
	enfants. Fr.	37.593	72.476	53.061	80.342	81.766	83.816
	ascendants..						
	Fr.	5.317	6.261	3.859	6.277	7.629	8.503
	totale.. Fr.	134.656	227.060	175.185	253.116	272.784	280.312
	participants..						
	Fr.	2 70	2 43	2 42	2 18	2 99	3 32
	femme.. Fr.	2 25	1 97	2 23	1 98	2 11	2 07
Dépense par so- ciétaire.....	malade.....						
	Fr.	2 07	1 58	1 97	1 62	1 60	1 65
	ascendant...						
	Fr.	2 35	1 84	1 82	2 05	2 44	2 01
	participants..						
	Fr.	1 86	1 83	2 04	1 87	1 97	1 97
	femme.. Fr.	0 93	0 92	0 98	0 87	0 87	0 87
	enfant.. Fr.	1 14	1 35	1 36	1 32	1 26	1 26
	ascendant...						
	Fr.	0 18	0 13	0 10	0 10	0 12	0 13
	totale.. Fr.	4 09	4 23	4 48	4 16	4 22	4 23

(1) Voir la note 2 de la page précédente.

Comparaison de la dépense pour frais médicaux par sociétaire dans les sociétés où ces soins sont accordés seulement aux participants (colonne A) et celles où ils sont accordés aux participants et à leurs familles (colonne B).

ANNÉES.	SOINS MÉDICAUX.	
	A	B
1896.....	»	»
1897.....	4 35	4 46
1898.....	4 20	4 44
1899.....	4 42	4 25
1900.....	3 92	4 49
1901.....	4 86	4 53
1902.....	5 34	4 64

2° Frais pharmaceutiques.

1^{er} tableau.

ANNÉES.	SOCIÉTÉS N'AYANT pas à leur charge les frais pharmaceutiques (1)		SOCIÉTÉS RÉSERVANT AUX PARTICIPANTS SEULS LE BÉNÉFICE de l'assistance pharmaceutique										SOCIÉTÉS ACCORDANT DES SECOURS pharmaceutiques aux familles des sociétaires							
	Nombre de sociétés.	Nombre de participants.	Dépenses										Nombre de sociétés.	Nombre de participants.	Total des dépenses.	Dépen- se par . socié- taire.				
			Nombre de jours de maladie.	Nombre de malades.	par sociétaire.	par malade.	par jour de maladie.													
1886.....	2	2	44	17.414	108.795	Fr.	Fr. c.	Fr. c.	Fr. c.	Fr. c.	Fr. c.	Fr. c.	128	118.038	1.107.410	9 38				
1887.....	14	16.950	38	11.649	82.880	7.998	114.109	7 11	10 87	0 73			138	130.176	1.318.233	9 36				
1888.....	14	17.335	33	10.104	83.412	11.783	107.680	8 26	7 08	0 77			144	136.995	1.371.492	10 01				
1889.....	10	10.668	34	11.261	99.611	13.587	122.143	8 86	7 33	0 82			147	143.745	1.508.699	10 13				
1900.....	10	15.833	29	14.610	116.885	15.380	153.947	8 00	7 60	0 76			148	148.433	1.641.700	11 06				
1901.....	11	15.947	37	19.331	179.318	13.553	204.667	9 27	13 12	0 87			155	150.516	1.767.080	11 74				
1902.....	14	15.958	33	18.498	190.446	11.556	209.499	10 29	16 48	0 91			156	152.285	1.751.435	11 50				

(1) Ces sociétés ne subissent aucune dépense pour frais pharmaceutiques, soit que l'exploitant ait fourni gratuitement les médicaments à ses ouvriers, soit que les statuts les laissent à la charge des sociétaires.

(1) Ces sociétés ne subissent aucune dépense pour frais pharmaceutiques, soit que l'exploitant ait fourni gratuitement les médicaments à ses ouvriers, soit que les statuts les laissent à la charge des sociétaires.

2^e tableau (1).

ANNÉES.		1897	1898	1899	1900	1901	1902
Sociétés ne donnant pas les renseignements nécessaires...	Nombre de sociétés...	51	84	42	35	51	53
	Nombre de participants.....	80.849	66.604	84.462	68.262	73.032	70.946
	Dépenses totales.....	806.475	670.699	865.859	733.093	871.620	918.592
	Dépenses par sociétaire.....	10 04	10 07	10 25	10 074	11 098	12 064
Sociétés où les secours pharmaceutiques sont accordés aux participants et aux femmes...	Nombre de sociétés...	5	5	6	8	1	2
	Nombre de participants.....	2.678	3.017	3.240	3.214	117	2.005
	Nombre de participants.....	participants.	926	1.500	1.574	71	1.078
		femmes.....	873	929	999	53	748
	Dépenses par participant.....	participants.	Fr. 10.285	11.887	1.168	17.005	835
		femmes.	Fr. 8.136	9.611	9.158	12.431	600
	Dépenses par femme.....	totale..	Fr. 18.411	21.498	20.326	29.436	1.435
		participants.	Fr. 10 99	7 92	7 10	8 93	11 75
	Dépenses par femme.....	femme..	Fr. 9 31	10 35	9 17	10 50	11 31
		participants.	Fr. 3 58	3 94	3 45	5 29	7 13
	Dépenses par femme.....	femme..	Fr. 2 82	3 19	3 82	3 87	5 13
		totale..	Fr. 6 40	7 13	6 27	9 16	12 26
Sociétés où les secours pharmaceutiques sont accordés aux participants, aux femmes et aux enfants...	Nombre de sociétés...	33	39	40	46	44	37
	Nombre de participants.....	8.162	10.793	11.391	15.346	14.574	14.447
	Nombre de participants.....	participants.	3.860	7.062	6.770	9.599	8.458
		femmes.....	2.786	4.082	5.322	6.701	6.077
	Dépenses par participant.....	enfants.....	3.519	5.737	7.384	8.491	7.005
		participants.	Fr. 27.105	46.668	47.743	73.975	76.970
	Dépenses par femme.....	femmes.	Fr. 10.963	21.518	21.038	34.843	38.107
		enfants.	Fr. 10.877	21.273	20.419	29.255	29.770
	Dépenses par femme.....	totale..	Fr. 48.945	89.398	89.200	138.073	144.847
		participants.	Fr. 7 13	6 61	7 05	7 70	8 73
	Dépenses par femme.....	femme..	Fr. 3 93	5 27	3 95	5 20	6 37
		enfant..	Fr. 3 09	8 71	2 77	3 44	4 25
Sociétés où les secours pharmaceutiques sont accordés aux participants, à leurs femmes, enfants et ascendants(2).	Nombre de sociétés...	45	66	59	64	59	64
	Nombre de participants.....	33.769	56.581	49.652	61.611	62.613	64.887
	Nombre de participants.....	participants.	25.294	41.751	38.797	48.910	40.793
		femmes.....	15.202	15.571	25.583	29.886	26.335
	Dépenses par participant.....	enfants.....	23.192	47.063	41.082	51.582	49.562
		ascendants..	2.494	3.354	2.580	3.408	3.333
	Dépenses par femme.....	participants.	Fr. 130.660	262.376	252.852	346.130	356.508
		femmes.	Fr. 73.328	133.751	118.554	163.542	159.763
	Dépenses par femme.....	enfants.	Fr. 74.507	175.199	146.838	212.533	211.644
		ascendants..	Fr. 9.928	18.670	13.069	18.894	21.339
	Dépenses par femme.....	totale..	Fr. 288.418	589.996	531.314	741.099	749.149
		ascendants..	Fr. 288.418	589.996	531.314	741.099	749.149

(1) Ce tableau donne des renseignements détaillés sur les sociétés comprises dans la dernière partie du premier tableau. — Les renseignements font défaut pour l'année 1896.

(2) Quelques-unes de ces sociétés accordent également les frais pharmaceutiques aux anciens ouvriers pensionnés.

ANNÉES.			1897	1898	1899	1900	1901	1902
Sociétés où les secours pharmaceutiques sont accordés aux participants, à leurs femmes, enfants et ascendants(1)	Dépense par malade...	participant..						
		femme.. Fr.	5 17	6 28	6 52	7 08	8 74	8 23
		enfant.. Fr.	4 82	8 59	4 84	5 86	6 06	5 46
		ascendant..	5 21	3 72	3 57	4 12	4 24	4 19
		Fr.	3 98	5 57	5 07	5 54	6 60	4 30
	Dépense par société..	participant..						
		femme.. Fr.	3 87	4 64	5 09	5 82	5 69	4 83
		enfant.. Fr.	2 17	2 36	2 39	2 65	2 55	2 21
		ascendant..	2 21	3 10	2 96	3 46	3 38	3 17
		Fr.	0 29	0 33	0 26	0 31	0 34	0 28
totale.. Fr.		8 54	10 43	10 70	12 03	11 96	10 49	

(1) Voir la note 2 de la page précédente.

3° Frais de traitement des participants dans les hôpitaux.

Les statuts de différentes sociétés prévoient que les participants peuvent être envoyés dans un hôpital pour y être traités aux frais de la société.

ANNÉES.	NOMBRE DE sociétés.	NOMBRE DE partici- pants.	NOMBRE DE malades assistés.	DÉPENSES POUR frais de traitement dans les hôpitaux.	SOIT	
					PAR malade.	PAR socié- taire.
				Fr.	Fr.	Fr.
1896.....	71	95.651	»	27.913	»	0 29
1897.....	72	100.732	»	35 681	»	0 35
1898.....	81	108.770	»	44.848	»	0 41
1899.....	81	118.059	»	43.540	»	0 37
1900.....	85	121.978	780	54.585	70 »	0 45
1901.....	93	132.219	869	61.215	70 44	0 46
1902.....	99	137.737	881	70.638	80 18	0 51

4° Secours statutaires aux participants malades.

Les secours statutaires à donner aux participants que la maladie empêche de travailler, et qui consistent essentiellement dans l'allocation d'une indemnité journalière en argent, constituent la charge la plus lourde des sociétés.

ANNÉES.	NOMBRE DE sociétés.	NOMBRE DE participants.	DÉPENSE TOTALE pour secours aux malades.	SOIT PAR membre.	NOMBRE DE malades	NOMBRE DE jours de maladie.	DÉPENSE	
							PAR malade.	PAR jour de maladie.
			Fr.	Fr. c.			Fr. c.	Fr. c.
1896	187	164.616	1.960.832	12 62	104.944	1.492.721	18 89	1 31
1897	188	168.706	2.045.888	12 89	112.538	1.647.570	18 02	1 32
1898	187	164.165	2.199.925	13 24	121.770	1.646.380	17 98	1 33
1899	188	170.236	2.286.236	13 43	128.224	1.708.837	17 83	1 34
1900	196	178.822	2.879.762	14 42	141.090	1.828.307	18 28	1 34
1901	200	185.138	2.715.539	14 67	120.107	1.928.814	22 61	1 41
1902	198	180.208	2.904.952	15 59	118.082	2.026.827	24 60	1 43

5° Frais funéraires.

Des secours en argent ou en nature sont accordés dans un grand nombre de sociétés pour frais funéraires. Certaines de ces sociétés accordent en cas de décès de leurs participants, d'autres en cas de décès des participants et des membres de leur famille.

ANNÉES.	NOMBRE DES SOCIÉTÉS ACCORDANT DES FRAIS funéraires.	DÉPENSE TOTALE POUR frais funéraires.	SOCIÉTÉS N'ACCORDANT DE FRAIS FUNÉRAIRES QU'EN CAS DE DÉCÈS du participant.						SOCIÉTÉS ACCORDANT DES FRAIS FUNÉRAIRES EN CAS de décès des membres de la famille du participant.				
			Nombre de sociétés.	Nombre de participants.	Nombre de décès.	Dépenses pour frais funéraires.	Soit		Nombre de sociétés.	Nombre de participants.	Nombre de décès		
							par décédé.	par sociétaire.			Participants.	Femmes.	Enfants.
		Fr.				Fr.	Fr. C.	Fr. C.					
1896.....	150	80.653	92	64.808	552	17.460	31 63	0 27	35 (1)	38.587	243	52	68
1897.....	154	80.143	99	63.451	533	18.360	34 45	0 29	50 (2)	66.173	463	345	1.624
1898.....	150	92.317	90	65.958	615	27.017	43 92	0 41	60	88.639	688	452	2.673
1899.....	159	104.180	97	73.911	714	28.864	40 43	0 39	62	92.994	734	496	2.817
1900.....	151	106.769	98	77.634	786	30.987	39 47	0 39	63	93.126	757	586	2.737
1901.....	165	113.130	104	81.644	754	32.122	42 60	0 39	61	99.329	761	551	2.830
1902.....	160	108.211	97	82.639	721	30.506	42 31	0 37	63	96.098	730	515	2.703

(1) En réalité 58 sociétés, comprenant 84.162 participants ont dépensé 63.176 francs en frais funéraires, soit 0 fr. 62.

(2) En réalité 55 sociétés, comprenant 90.046 participants ont dépensé 61.783 francs en frais funéraires, soit 0 fr. 68.

SOCIÉTÉS ACCORDANT DES FRAIS FUNÉRAIRES EN CAS DE DÉCÈS DES MEMBRES

DE LA FAMILLE DU PARTICIPANT.

Dépense pour frais funéraires des					Dépense par décédé				Dépense par sociétaire				
part. participant.	des femmes.	des enfants.	des ascendants.	totale.	participant.	femme.	enfant.	ascendant.	participant.	femme.	enfant.	ascendant.	totale.
Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.
3.327	3.621	7.727	1.729	21.404	34 27	23 81	11 33	25 80	0 29	0 13	0 27	0 06	0 75
3.423	8.268	18.700	4.129	44.519	38 40	23 93	11 51	22 08	0 20	0 13	0 28	0 06	0 67
3.646	10.429	27.821	6.402	65.300	30 01	23 07	10 41	22 31	0 23	0 12	0 31	0 07	0 73
3.334	13.281	30.826	6.972	75.316	33 01	26 78	10 94	27 24	0 26	0 14	0 33	0 08	0 81
3.752	14.684	31.037	7.340	75.783	30 05	25 00	11 38	23 28	0 24	0 16	0 33	0 08	0 81
3.299	15.041	32.589	9.078	81.008	31 93	27 30	11 51	27 26	0 24	0 85	0 33	0 09	0 81
3.366	14.766	30.921	9.063	77.705	31 46	28 67	11 44	26 78	0 24	0 15	0 32	0 09	0 80

sociétaire — mais 25 de ces sociétés seulement ont fourni des renseignements permettant d'établir le tableau ci-dessus.

6° Versements à la Caisse nationale des retraites.

L'article 8 de la loi du 29 juin 1894 prescrit qu'en cas de maladie entraînant une incapacité de travail de plus de quatre jours avec suppression de salaire, la Caisse de la société de secours versera à la Caisse des retraites une somme au moins égale à 5 0/0 de l'indemnité de maladie prévue par les statuts.

ANNÉES.	NOMBRE DE sociétés.	NOMBRE DE partici- pants.	VERSE- MENTS A la Caisse nationale.	SOIT PAR sociétaire.	SOCIÉTÉS N'AYANT PAS VERSÉ	
			Fr.	Fr.	nombre.	partici- pants.
1896.....	142	129.647	49.877	0 38	45	24.868
1897.....	160	148.556	67.047	0 45	30	10.314
1898.....	165	157.696	68.076	0 42	22	6.459
1899.....	164	165.277	77.231	0 47	27	5.397
1900.....	166	171.634	83.850	0 49	31	7.242
1901.....	175	177.784	88.600	0 55	28	8.010
1902.....	174	179.722	102.503	0 57	29	7.019

7° Secours supplémentaires aux participants malades.

Outre l'indemnité quotidienne statutaire, des secours supplémentaires peuvent être accordés aux participants malades dont la situation est particulièrement malheureuse par suite de leurs charges de famille. Cette dépense ne laisse pas de présenter une certaine importance.

ANNÉES.	NOMBRE DE sociétés.	NOMBRE DE partici- pants.	NOMBRE DE malades.	DÉPENSE POUR secours supplé- mentaires.	SOIT PAR sociétaire.	PAR MALADE (1).
				Fr.	Fr.	Fr.
1896.....	121	121.479	88.393	95.776	0 78	1 08
1897.....	124	121.577	91.029	104.315	0 86	1 15
1898.....	132	132.482	105.470	112.159	0 85	1 06
1899.....	133	142.710	115.467	125.147	0 88	1 08
1900.....	131	147.015	117.616	132.802	0 90	1 13
1901.....	139	154.277	106.594	161.508	1 05	1 51
1902.....	141	156.613	104.555	143.113	0 91	1 37

(1) Par malade considéré dans l'ensemble.

8° Secours à des participants devenus infirmes.

ANNÉES.	NOMBRE DE sociétés.	NOMBRE DE membres.	DÉPENSES POUR secours aux infirmes.	SOIT PAR sociétaire.
			Fr.	Fr.
1896.....	38	48.976	38.660	0 78
1897.....	42	62.027	56.405	0 91
1898.....	47	65.824	58.849	0 89
1899.....	49	69.782	69.242	0 99
1900.....	42	69.440	63.261	0 99
1901.....	48	73.082	59.998	0 82
1902.....	43	67.122	63.902	0 95

9° Secours aux familles des participants décédés.

La quotité des secours est très variable suivant les sociétés et suivant les membres de la famille à qui ils sont accordés.

ANNÉES.	NOMBRE DE SOCIÉTÉS.	NOMBRE DE MEMBRES.	NOMBRE DES bénéficiaires			DÉPENSE POUR SECOURS AUX			ALLOCATION MOYENNE par bénéficiaire			DÉPENSE PAR SOCIÉTAIRE				
			femmes.	enfants.	ascendants.	femmes.	enfants.	ascendants.	femmes.	enfants.	ascendant.	femmes.	enfants.	accen- dants.	Total.	Fr. C.
1896.....	80	92.199	»	»	»	»	»	Fr.	Fr.	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	0 60
1897.....	89	112.210	1.008	892	24	60.982	21.768	1.868	84.618	60 59	24 40	77 84	0 54	0 19	0 02	0 75
1898.....	93	126.555	1.178	1.030	30	77.383	36.575	1.814	115.772	65 69	35 24	60 47	0 62	0 29	0 01	0 92
1899.....	96	129.532	1.425	1.023	38	87.649	42.495	2.107	132.251	61 51	41 54	55 45	0 67	0 22	0 02	1 02
1900.....	89	132.256	1.384	1.506	49	93.829	54.272	2.358	150.260	67 65	36 04	48 12	0 71	0 41	0 02	1 14
1901.....	90	134.517	1.323	1.663	33	93.594	64.870	1.792	160.255	70 74	41 53	54 30	0 70	0 48	0 01	1 19
1902.....	87	130.322	1.340	1.616	26	100.966	72.914	1.248	175.138	75 35	45 12	48 »	0 77	0 56	0 01	1 24

10° Secours aux familles des participants réservistes ou territoriaux.

La loi autorise l'attribution de secours aux familles des membres participants appelés sous les drapeaux comme réservistes ou territoriaux.

ANNÉES.	NOMBRE DE SOCIÉTÉS.	NOMBRE DE PARTICIPANTS.	NOMBRE DES BÉNÉFICIAIRES			DÉPENSE PAR CATÉGORIE				ALLOCATION MOYENNE par bénéficiaire				DÉPENSE PAR SOCIÉTAIRE			
			femmes.	enfants.	ascendants.	femmes.	enfants.	ascendants.	totale.	femmes.	enfants.	ascendants.	totale.	femmes.	enfants.	ascendants.	totale.
1896.....	80	98.744	»	»	»	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.
1897.....	89	103.931	3.273	4.367	12	69.057	34.809	181	103.947	91 11	8 11	15 08	0 66	0 33	0 01	1 00	1 06
1898.....	88	110.932	4.816	8.668	28	74.265	49.366	388	123.939	15 42	5 58	12 06	0 66	0 44	0 01	1 11	1 11
1899.....	86	114.789	3.611	4.634	132	69.063	36.396	1.046	106.445	19 13	7 85	5 55	0 60	0 32	0 01	0 93	0 93
1900.....	92	123.479	6.051	10.366	239	103.435	63.556	1.560	168.539	17 08	6 13	6 77	0 84	0 52	0 01	1 37	1 37
1901.....	95	131.107	3.898	4.764	20	85.562	38.839	375	124.796	21 098	8 17	18 77	0 65	0 30	0 003	0 963	0 963
1902.....	96	133.439	4.158	4.801	42	87.388	39.044	531	126.953	21 01	8 13	12 40	0 654	0 292	0 004	0 95	0 95

1° Indemnités diverses aux participants et à leurs familles.

En dehors des indemnités dont la nomenclature précède, des allocations ont été accordées aux membres participants et à leurs familles pour des causes diverses, telles que bains, opérations chirurgicales, achats d'appareils, frais de voiture ou de voyage, etc.

ANNÉES.	NOMBRE DE sociétés.	NOMBRE DE participants.	DÉPENSE	
			TOTALE.	par sociétaire.
			Fr.	Fr. C.
1896.....	63	72.294	47.418	0 66
1897.....	61	80.697	59.901	0 74
1898.....	81	92.913	71.513	0 77
1899.....	90	114.860	81.136	0 71
1900.....	82	107.267	94.881	0 88
1901.....	83	105.847	84.463	0 80
1902.....	90	105.794	94.196	0 86

12° Frais d'administration et frais judiciaires.

ANNÉES.	SOCIÉTÉS N'AYANT rien dépensé.		SOCIÉTÉS AYANT DÉPENSÉ			
	Nombre de sociétés.	Nombre de parti- cipants.	Nombre de sociétés.	Nombre de parti- cipants.	Dépense	
					Totale.	par socié- taire.
					Fr.	Fr. C.
1896.....	41	11.150	149	143.546	86 956	0 60
1897.....	38	10.880	152	147.890	92.769	0 63
1898.....	40	10.141	151	154.293	80.400	0 52
1899.....	45	12.537	146	158.137	81.086	0 51
1900.....	39	11.780	158	167.096	75.810	0 46
1901.....	39	11.781	164	174.017	109.676	0 63
1902.....	41	12.614	162	174.127	114.228	0 65

13° Jetons de présence aux membres des conseils d'administration.

Les statuts d'un certain nombre de sociétés, les plus importantes, autorisent le paiement de jetons de présence aux membres de leurs conseils d'administration. La valeur de ces jetons varie de 1 franc à 5 francs par séance.

ANNÉES.	NOMBRE DE sociétés.	NOMBRE DE participants.	DÉPENSE POUR JETONS DE PRÉSENCE	
			totale.	par sociétaire.
			Fr.	Fr. C.
1896.....	70	102.997	20.084	0 19
1897.....	73	110.941	21.540	0 19
1898.....	76	116.873	22.167	0 19
1899.....	83	121.647	22 566	0 19
1900.....	86	126.754	22.738	0 18
1901.....	86	125.510	25.914	0 19
1902.....	85	126.142	24.408	0 19

14° Indemnités aux membres du bureau et aux visiteurs des malades.

Des indemnités sont également accordées dans un certain nombre de sociétés, aux membres du bureau chargés de la direction de la société et aux visiteurs chargés du contrôle des malades :

ANNÉES.	NOMBRE DE sociétés.	NOMBRE DE participants.	DÉPENSE	
			totale.	par sociétaire.
			Fr.	Fr. C.
1896.....	63	68.102	28.941	0 42
1897.....	67	80.260	32.909	0 41
1898.....	72	83.457	36.000	0 43
1899.....	80	92.775	38.091	0 42
1900.....	84	97.737	39.320	0 40
1901.....	82	107.911	44.397	0 41
1902.....	86	98.669	40.998	0 41

VI. — Situation financière des sociétés.

	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902
Recettes	4.876.414	5.146.831	5.456.311	5.816.721	6.418.021	6.661.095	6.317.176
Dépenses	4.350.041	4.877.260	5.077.369	5.420.536	6.015.810	6.428.975	6.675.840
Excédent de recettes	526.373	469.561	378.942	396.185	402.211	252.120	—
Excédent de dépenses	—	—	—	—	—	—	368.664 (1)
Réserve des sociétés en fin d'exercice	1.331.393	1.787.215	2.079.706	2.868.415	2.961.408	3.010.978	2.133.031
Dépôts à la Caisse des dépôts et consignations	»	618.373	1.060.547	1.416.523	1.663.745	2.035.062	1.947.868
Sociétés n'ayant ni actif ni passif	2	»	»	»	»	2	»
Nombre de sociétés	770	»	»	»	»	2.085	»
Nombre de membres	2	3	4	1	2	5	4
Sociétés en déficit	172	6.564	6.151	1.888	1.377	5.488	3.590
Nombre de membres	248	7.064	5.425	3.547	1.795	23.585	4.290
Dépôt	1.45	1.07	0.88	1.88	1.30	4.20	1.66
Nombre de sociétés	»	188	187	190	195	196	197
Réserve par société	»	11.07	13.14	14.03	16.63	15.48	11.58
% de leurs recettes de l'année	»	»	39 %	41 %	46 %	41 %	34 %

(1) C'est la première fois depuis 1896 que les sociétés de secours présentent un déficit dans leur ensemble. Cette situation doit provenir en grande partie de la grève générale de 1902, qui a diminué les ressources sans atténuer sensiblement les charges.

FRANCE

STATISTIQUE DES ACCIDENTS DU TRAVAIL EN 1903

D'APRÈS LES ORDONNANCES ET LES JUGEMENTS RENDUS EN VERTU DE L'ARTICLE 16 DE LA LOI DU 9 AVRIL 1898 (1).

N ^o des grou- pes.	BRANCHES D'INDUSTRIE.	NOMBRE DE PERSONNES TUÉES OU BLESSÉES					CAS DE mort.	CAS D'INCAPACITÉ permanente		NOMBRE POUR le cas de mort		
		Hommes		Femmes		Total.		totale.	par- tielle.	des con- jointa.	'des en- fants.	des ascen- dants.
		de moins de 16 ans.	de 16 ans et plus.	de moins de 16 ans.	de 16 ans et plus.							
1	I. — AGRICULTURE ET FORÊTS.....	6	215	»	2	223	30	5	188	19	37	9
	II. — INDUSTRIES EXTRACTIVES.											
2	a) Mines, minières et salines.....	30	1.176	»	8	1.214	180	28	1.006	149	305	30
3	b) Carrières.....	4	528	»	3	535	83	19	433	64	105	13
	III. — INDUSTRIES DE L'ALIMENTATION.											
4	a) Meuneries et moin- teries.....	»	151	»	»	151	29	2	120	21	28	8
5	b) Sucreries et raffin- neries.....	3	116	»	3	122	10	2	110	8	16	1
6	c) Distilleries.....	2	125	»	1	128	15	2	111	13	28	1
7	d) Brasseries et malle- ries.....	3	114	»	5	122	16	1	105	12	26	2
8	e) Autres industries de l'alimentation.	7	190	1	23	221	18	»	208	9	12	4
	IV. — INDUSTRIES CHIMIQUES.											
9	a) Industries chimi- ques en général.	2	260	1	11	274	28	2	244	»	22	10
10	b) Usines à gaz.....	1	54	»	»	55	6	»	49	»	9	1
11	c) Teintures, blanchi- ment, apprêt, net- toyage.....	9	96	1	21	127	2	»	125	»	1	»
	V. — PAPIER, CAOUTCHOUC, ETC.											
12	a) Caoutchouc et suc- cédanés.....	2	25	»	2	29	2	»	27	2	1	»
13	b) Papiers et cartons..	11	181	4	23	219	16	4	199	12	26	4
14	c) Industries du livre, et industries po- lygraphiques....	29	83	3	11	126	2	»	124	1	3	»
	VI. — TEXTILES.											
15	a) Industries textiles proprement dites.	41	377	33	175	626	18	4	604	17	24	1
16	b) Travail des étoffes et vêtements....	14	133	8	47	202	10	1	191	8	9	»
	VII. — CUIRS ET PEAUX.											
17	a) Préparation des cuirs et peaux...	1	84	»	4	89	12	2	75	10	17	2
18	b) Fabrication d'objets en cuir et peau..	6	82	1	12	101	4	»	97	8	8	»

(1) Voir *Bulletin des assurances sociales*, 1903, p. 115, la même statistique pour les années 1901 et 1902.

N ^o des grou- pes.	BRANCHES D'INDUSTRIE.	NOMBRE DES PERSONNES TUÉES OU BLESSÉES					CAS DE mort.	CAS D'INCAPACITÉ permanente.		NOMBRE POUR le cas de mort		
		Hommes.		Femmes.		Total.		totale.	par- tielle.	des con- joints.	des en- fants.	des ascen- dants.
		de moins de 16 ans.	de 16 ans et plus.	de moins de 16 ans.	de 16 ans et plus.							
VIII. — INDUSTRIE DU BOIS.												
19	a) Travaux de bâti- ment, charpente en bois, menui- serie.....	8	604	»	»	612	40	5	567	35	55	2
20	b) Autres gros ouvra- ges en bois.....	13	623	»	2	643	29	6	608	23	39	4
21	c) Ébénisterie et la- blerie.....	5	147	1	13	166	1	1	164	1	3	»
IX. — MÉTAUX.												
22	a) Métallurgie du fer, de l'acier, fer- ronnerie.....	57	1.140	2	11	1.210	63	0	1.138	55	65	10
23	b) Charpente en fer et serrurerie.....	36	228	»	2	266	18	2	246	11	12	6
24	c) Chaudronnerie, fonderie de 2 ^e fusion et cons- tructions mécani- ques.....	50	1.111	4	20	1.185	43	9	1.133	34	57	10
25	d) Métallurgie, fon- derie et travail des métaux ordi- naires autres que le fer et l'acier....	2	53	2	10	67	2	1	64	1	3	1
26	e) Mécanique fine.....	5	39	1	3	48	1	»	47	1	4	»
27	f) Métaux précieux....	1	7	»	4	12	1	»	11	»	»	»
X. — TRAVAUX PUBLICS ET BATIMENT.												
28	a) Distri- butions	3	170	»	8	181	20	2	159	10	14	9
29	1 ^o Electri- cité.....	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
30	2 ^o Autres urbaines. } distribu- tions.....	»	7	»	»	7	»	»	7	»	»	»
30	b) Autres entreprises de travaux pu- blics et de bâti- ment.....	16	2.109	»	3	2.128	203	39	1.796	222	331	53
XI. — TRAVAIL DES PIERRES ET DES TER- RES AU FEU.												
31	a) Chaufournerie et briqueterie.....	16	176	1	5	198	18	3	177	15	24	2
32	b) Céramique.....	5	47	»	6	58	9	»	49	8	6	»
33	c) Verrerie.....	7	110	1	3	121	8	2	111	8	17	»
XII. — MANUTENTION ET TRANSPORTS.												
34	a) Entreprises de char- gement et déchar- gement. Entre- pôts et magasins.	5	287	1	5	298	30	»	268	24	34	3
35	b) Transport par terre.	1	1.011	»	1	1.013	108	9	836	131	176	21
36	c) Transports par voie fermée.....	»	830	»	7	837	245	14	578	204	305	40
37	d) Transports par eau.	2	326	»	1	329	58	3	168	41	81	18
XIII. — INDUSTRIES INSUFFISAMMENT DÉ- SIGNÉES.....												
		1	6	»	3	10	1	2	7	1	1	»
	TOTAUX.....	404	12.926	65	458	13.853	1.524	170	12.150	1.198	1.904	265

AUTRICHE

ASSURANCE CONTRE LES ACCIDENTS

NOUVELLES TABLES

DE

CALCUL DES CAPITAUX REPRÉSENTATIFS

Analyse par E. FUSTER.

1° Un arrêté ministériel du 8 octobre 1889⁽¹⁾ a porté à la connaissance des caisses d'assurance les tables nécessaires pour le calcul du capital représentatif des rentes allouées (intérêt 3 1/2 0/0). Les valeurs indiquées dans ces tables sont reproduites dans le tableau ci-après (colonnes 2, 5, 7 et 9). Elles représentent le capital d'une rente viagère de 1, payable à l'avance par mensualités :

Colonne 2 : à une personne devenue *invalidé* (incapable de gain), totalement ou partiellement, et d'une façon permanente, à la suite d'un accident, ou bien à un veuf, ayant droit à indemnité, d'une femme victime d'un accident mortel ;

Colonne 5 : à une *veuve*, jusqu'à sa mort, ou jusqu'à son remariage, en tenant compte de la valeur de l'indemnité de rachat (égal à trois annuités de la rente) qui est payable en cas de remariage ;

Colonne 7 : à un *enfant* laissé par une personne victime d'un accident mortel, rente payable jusqu'à l'âge de quinze ans accomplis ;

Colonne 9 : à un *ascendant*, ayant droit à indemnité, laissé par une personne victime d'un accident du travail.

Nous avons arrondi ces valeurs en ne prenant que deux décimales.

2° Un arrêté ministériel du 4 février 1903 a mis en vigueur de nouvelles tables⁽²⁾. Ces valeurs nouvelles calculées d'après les ré-

(1) *Ämtliche Nachrichten*, 1889, *Supplément*, p. 29 et s.

(2) — — 1903, p. 55 et s.

sultats obtenus jusqu'à fin 1901⁽¹⁾, sont reproduites dans notre tableau (colonnes 3, 4, 6, 8, 10). On pourra donc les comparer avec les valeurs, calculées avec beaucoup moins d'approximation au début de l'application de la loi. Les nouvelles tables de 1903 ont été longuement commentées par l'arrêté ministériel, et en elles-mêmes, elles sont beaucoup plus compliquées que les tables publiées en 1889.

Les nouvelles tables ont dû servir déjà à l'établissement des bilans de 1902.

Colonnes 2-4 : invalides. — Ces valeurs sont applicables aux invalides qui sont en jouissance d'une rente depuis plus de 2 ans à dater de la cessation du traitement médical et sans qu'on distingue entre l'incapacité permanente et l'incapacité partielle. La table cette fois, fait varier les valeurs selon la durée de jouissance de la rente. Ainsi la *colonne 3* indique la valeur en capital d'une rente de 1 franc, lorsque le titulaire a joui de ladite rente pendant 2 à 3 ans à dater de la cessation du traitement médical; et la *colonne 4* indique la valeur en capital d'une rente de 1 franc, lorsque le titulaire a joui de ladite rente pendant plus de 11 ans à dater de la cessation du traitement médical : nous n'avons indiqué que ces valeurs extrêmes, pour ne pas reproduire la table entière et pour pouvoir juxtaposer les valeurs nouvelles aux valeurs admises en 1889; d'ailleurs, comme il est logique, la différence entre les valeurs applicables à l'invalidé de fraîche date (colonne 3) et celles applicables à l'invalidité déjà bien consolidée (colonne 4) n'est sensible que pour les invalides encore jeunes, et se rapproche ensuite de plus en plus, au point de se confondre à partir de l'âge de 80 ans (si l'on compte par 3 décimales) ou même de 76 (si l'on arrondit à deux décimales). De même, pour des individus du même âge, c'est surtout pendant les premières années de jouissance que l'existence d'une année d'invalidité de plus ou de moins fait varier la valeur en capital : voici, par exemple, les valeurs en capital d'une rente de 1 franc, pour un invalide âgé de 22 ans :

Jouissant de sa rente depuis	2 à 3 ans, etc.....	15.730
—	3 à 4 —	16.281
—	4 à 5 —	16.623
—	5 à 6 —	16.873
—	6 à 7 —	17.082

(1) Les calculs ont porté sur 35.615 invalides, 4.883 veuves et 9.112 orphelins.

Jouissant de sa rente depuis	7 à 8 ans, etc.....	17.253
—	8 à 9 —	17.387
—	9 à 10 —	17.483
—	10 à 11 —	17.539
—	plus de 11 ans.....	17.559

Lors de l'établissement des bilans, on multiplie donc par la valeur correspondante l'annuité de rente liquide (payable) à ce moment-là, c'est-à-dire au 31 décembre.

Il sera publié ultérieurement une table des valeurs applicables aux blessés qui se trouvent encore en traitement médical ou qui ne sont pas, depuis 2 ans au moins à dater de la cessation de ce traitement, en jouissance d'une rente. En attendant, le bilan au 31 décembre 1902 a été établi, en ce qui concerne ces blessés, en tenant compte des tables anciennes.

Pourquoi n'a-t-on pas tenu compte des deux premières années qui suivent la cessation du traitement médical? Parce que, dit le rapport, pendant cette période, l'extinction de la rente pour cause de mort ne joue qu'un faible rôle : les autres causes d'extinction (réduction pour cause de guérison, rentrée dans la vie active, etc.), l'emportent de beaucoup.

Plus tard, il ne semble pas que la mortalité des pensionnés dépende d'une façon appréciable de la durée de jouissance de la rente ; en d'autres termes, contrairement aux observations faites sur l'assurance générale contre l'invalidité, on peut admettre que deux invalides-accidents du même âge courent le même risque de mortalité, quel que soit le nombre (trois, quatre, dix, etc...) d'années écoulées pour chacun d'eux depuis la fin de la période préparatoire de deux années, laissée de côté comme nous venons de le dire. Par contre, la rentrée dans la vie active ou la diminution de la rente pour cause de réduction du degré de l'incapacité dépend de la durée de jouissance de la rente et les deux pensionnés considérés courent des risques différents. Mais cette cause d'extinction joue de moins en moins à mesure que s'accroît la durée de jouissance, et l'on a pu, dans les nouvelles tables, n'admettre que jusqu'à la 10^e année la possibilité d'une rentrée dans la vie active ou d'une réduction de la rente, et négliger par surcroît l'effet des causes diverses. Cette simplification n'offrait aucun danger : au contraire, elle rend les valeurs obtenues plus prudentes encore.

Colonnes 6, 8, 10 : survivants. — D'après le commentaire de

l'enquête, lorsqu'un assuré vient d'être tué, il peut se présenter deux éventualités : ou bien chacun des survivants protégés par la loi reçoit aussitôt le maximum auquel il a droit, ou bien leur nombre est tel que les 50 0/0 du salaire du décédé, maximum attribué par la loi à l'ensemble des survivants, sont répartis entre eux, ce qui implique une réduction de chacune de leurs pensions. Mais il vient un moment où ces pensions sont ramenées à leur maximum. En effet, les enfants ne touchent des pensions que jusqu'à l'expiration de la 15^e année, et chaque fois qu'une de ces pensions arrive ainsi à extinction, les autres ayants droit survivants en bénéficient. Voici par exemple une famille composée d'une veuve et de 3 enfants légitimes : lorsque le cadet de ces enfants aura 15 ans, les autres membres de la famille entreront en jouissance de leur rente maximum. Les droits des survivants représentent donc, d'une part une rente de 50 0/0, payable à la famille jusqu'au moment où ce dernier enfant a atteint l'âge de 15 ans, d'autre part une série de rentes maxima différées jusqu'à ce moment ; la première rente est désignée ci-après sous le titre de *rente de famille*. Si cette rente de famille devait, pendant toute la durée, avoir toujours le même montant, la valeur en serait celle d'une rente ordinaire d'une égale durée. Mais cette rente peut être réduite à la suite de la mort de divers membres de la famille ou de remariage de la veuve. Ces éventualités ont été chiffrées et l'on a pu dresser la table que nous donnons en annexe à la table principale (rentes de famille). On trouve dans la table principale (colonnes 6, 8, 10) les valeurs des rentes de *veuves*, d'*orphelins* et d'*ascendants*, pour les cas où une rente de famille n'est pas payée ou du moins ne l'est plus.

Nous empruntons quelques autres renseignements à la circulaire ministérielle elle-même. D'après ce document, dans la table générale que nous donnons (colonnes 6, 8 et 10), les valeurs sont immédiatement applicables s'il s'agit de survivants qui se trouvent en jouissance de la pleine rente, prévue à l'art. 7 de la loi et pour lesquels, par conséquent, il n'y a pas ou plus à prévoir de diminution du montant de la rente pour concurrence avec d'autres membres de la famille.

Si cette concurrence se produit encore le jour de l'établissement du bilan, et si, en d'autres termes, les divers membres de la famille ne sont pas en jouissance de la pleine rente légale, les valeurs doivent être calculées séparément : d'une part pour le montant total des rentes dues à la famille survivante (50 0/0 de salaire

du décédé) jusqu'au moment où les divers membres de la famille entreront au plus tard en jouissance de la pleine rente (rente de famille), d'autre part, pour les pleines rentes payables aux divers membres de la famille, à dater de ce moment-là.

a) La table annexe donne donc la valeur d'une rente de famille de 1 franc payable à une famille jusqu'au moment extrême où, toutes les rentes d'orphelins étant éteintes, les autres membres de la famille entrent en jouissance du maximum prévu pour chacun par la loi. Pour se servir de cette table, il faut donc déterminer tout d'abord, en tenant compte des jumeaux, des illégitimes, quel est l'enfant qui restera le dernier en jouissance d'une rente, et la durée de la rente de famille est le temps qui s'écoule jusqu'à l'extinction de la rente de cet enfant; la plupart du temps, cet enfant déterminant sera le troisième en remontant à partir du plus jeune.

L'âge de l'enfant déterminant est inscrit dans la 1^{re} colonne de la table annexe, de sorte que la durée de la rente de famille représente toujours la différence entre cet âge et le nombre 15. On multiplie alors le demi-salaire de l'assuré tué par la valeur indiquée à la 2^e colonne.

b) A la valeur de la rente de famille, il faut alors ajouter la valeur des pleines rentes de veuve, d'orphelins ou d'ascendant différées jusqu'au moment où cet enfant atteint l'âge de 15 ans. Ces valeurs sont indiquées dans des tables spéciales trop étendues pour être reproduites ici intégralement, mais nous indiquerons les valeurs extrêmes, de façon à donner une idée du mode d'établissement de la table des valeurs auxquelles on aboutit. Voici d'abord des extraits de la table relative aux veuves.

AGE DE LA VEUVE.	AGE DE L'ENFANT DÉTERMINANT								
	0	1	2	.....	6	.....	12	13	14
15.....	0,967	»	»	.....	»	.....	»	»	»
16.....	1,039	1,149	»	.....	»	.....	»	»	»
17.....	1,125	1,238	1,368	.....	»	.....	»	»	»
.....									
35.....	4,089	4,437	4,810	.....	6,593	.....	10,531	11,418	12,400
36.....	4,141	4,409	4,883	.....	6,713	.....	10,702	11,588	12,565
37.....	4,170	4,536	4,928	.....	6,798	.....	10,837	11,723	12,694
.....									
62.....	»	»	»	.....	»	.....	6,627	7,454	8,350
63.....	»	»	»	.....	»	.....	»	7,143	8,394
64.....	»	»	»	.....	»	.....	»	»	7,790

Voici d'autre part un extrait de la table relative aux enfants :

AGE DE L'ENFANT A PENSIONNER (autre que l'enfant déterminant.)	AGE DE L'ENFANT DÉTERMINANT								
	1	2	3	.....	6	.....	12	13	14
0.....	0,401	0,819	1,255	.....	2,682	.....	6,213	6,926	7,707
1.....	»	0,489	0,999	.....	2,666	.....	6,764	7,570	8,449
2.....	»	»	0,544	.....	2,392	.....	6,671	7,527	8,434
3.....	»	»	»	.....	1,823	.....	6,288	7,160	8,080
.....									
11.....	»	»	»	.....	»	.....	0,863	1,764	2,704
12.....	»	»	»	.....	»	.....	»	0,901	1,841
13.....	»	»	»	.....	»	.....	»	»	0,940

La valeur indiquée dans ces tables, pour un âge x , doit être multipliée par le montant de la rente que touchera la personne en question, aussitôt qu'elle entrera en jouissance de la pleine rente. Il va sans dire que les enfants plus âgés que l'enfant déterminant, ainsi que lui-même, restent ici en dehors du calcul, puisque, à ce moment-là, ils ne toucheront plus aucune rente.

Le total des valeurs de la « rente de famille et des rentes ainsi différées payables aux divers membres de la famille donne la valeur totale des rentes payables aux membres de la famille en question. Les établissements n'indiqueront dans leurs bilans que la valeur totale des rentes aux survivants, sans la décomposer en trois chiffres.

Un exemple montrera plus clairement comment on évaluera le capital représentatif des rentes payables aux membres d'une famille, au moyen des tables que nous reproduisons totalement ou partiellement.

Une famille comprend une veuve, âgée de 37 ans, et 5 enfants légitimes âgés de 1, 3, 6, 8 et 10 ans. Le mari tué gagnait 1.060 francs par an. L'enfant déterminé (3^e en partant du plus jeune), est âgé de 6 ans, d'où :

1 ^e	Valeur de la rente de famille.....	$7.482 \times 530 = 3.965\ 46$
2 ^e	— différence de la veuve.....	$6\ 798 \times 212 = 1.441\ 17$
3 ^e	— du plus jeune enfant.....	$2.666 \times 159 = 423\ 89$
4 ^e	— du deuxième enfant.....	$1.829 \times 159 = 290\ 81$
		6.121 33

On a jugé inutile de faire une table pour les rentes différées *d'ascendants*, car elle ne servirait que dans des cas très rares. Le ministère donne pourtant, dans une table spéciale, que nous croyons inutile de reproduire, les éléments de calcul nécessaire.

Table de l'assurance autrichienne contre les accidents du travail pour le calcul du capital correspondant aux pensions allouées (1).

AGE	INVALIDES			VEUVES		ORPHELINS		ASCENDANTS	
	1889	1903		1889	1903	1889	1903	1889	1903
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
— de 1.	»	»	»	»	»	7,80	8,02	»	»
1.....	»	»	»	»	»	9,00	9,40	»	»
2.....	»	»	»	»	»	9,57	9,40	»	»
3.....	»	»	»	»	»	9,21	9,05	»	»
4.....	»	»	»	»	»	8,72	9,57	»	»
5.....	»	»	»	»	»	8,16	8,02	»	»
6.....	»	»	»	»	»	7,53	7,40	»	»
7.....	»	»	»	»	»	6,85	6,74	»	»
8.....	»	»	»	»	»	6,12	6,04	»	»
9.....	»	»	»	»	»	5,36	5,29	»	»
10.....	»	»	»	»	»	4,55	4,51	»	»
11.....	»	»	»	»	»	3,71	3,68	»	»
12.....	»	»	»	»	»	2,84	2,81	»	»
13.....	»	16,56	»	»	»	1,93	1,92	»	»
14.....	»	10,54	»	»	»	0,08	0,08	»	»
15.....	»	16,51	»	»	8,82	»	»	»	»
16.....	14,15	16,46	»	8,58	8,37	»	»	»	»
17.....	14,25	16,39	»	8,74	8,45	»	»	»	»
18.....	14,35	16,29	»	8,89	8,55	»	»	»	»
19.....	14,44	16,17	»	9,03	8,68	»	»	»	»
20.....	14,53	16,03	»	9,16	8,84	»	»	»	»
21.....	14,60	15,88	»	9,31	9,03	»	»	»	»
22.....	14,67	15,73	17,56	9,48	9,26	»	»	»	»
23.....	14,73	15,58	17,41	9,68	9,55	»	»	»	»
24.....	14,77	15,43	17,26	9,92	9,87	»	»	»	»
25.....	14,80	15,27	17,11	10,19	10,25	»	»	»	»
26.....	14,81	15,11	16,95	10,52	10,66	»	»	»	»
27.....	14,89	14,95	16,78	10,89	11,08	»	»	»	»
28.....	14,77	14,79	16,61	11,29	11,50	»	»	»	»
29.....	14,72	14,62	16,42	11,73	11,88	»	»	»	»
30.....	14,66	14,45	16,24	12,17	12,23	»	»	17,87	»
31.....	14,57	14,28	16,04	12,61	12,55	»	»	17,64	»
32.....	14,48	14,10	15,84	13,03	12,83	»	»	17,41	»
33.....	14,38	13,92	15,63	13,44	13,08	»	»	17,17	»
34.....	14,28	13,73	15,41	13,77	13,30	»	»	16,93	»
35.....	14,17	13,54	15,18	14,09	13,49	»	»	16,69	»
36.....	14,07	13,34	14,95	14,36	13,64	»	»	16,44	»
37.....	13,96	13,13	14,70	14,58	13,76	»	»	16,19	»
38.....	13,85	12,92	14,45	14,77	13,85	»	»	15,93	»
39.....	13,74	12,71	14,20	14,90	13,89	»	»	15,67	»
40.....	13,62	12,52	13,96	14,98	13,89	»	»	15,41	15,63
41.....	13,49	12,34	13,74	15 »	13,87	»	»	15,14	15,39
42.....	13,35	12,18	13,54	14,98	13,80	»	»	14,87	15,16
43.....	13,20	12,03	13,35	14,90	13,71	»	»	14,60	14,91
44.....	13,03	11,89	13,16	14,77	13,59	»	»	14,32	14,65
45.....	12,85	11,75	12,96	14,61	13,46	»	»	14,03	14,39
46.....	12,66	11,59	12,76	14,40	13,31	»	»	13,74	14,12
47.....	12,47	11,44	12,54	14,16	13,14	»	»	13,45	13,85
48.....	12,28	11,27	12,32	13,89	12,06	»	»	13,15	13,57

(1) Pour calculer la valeur en capital de la rente servie pour cause d'accident que reçoit un indemnisé dont l'âge est donné dans la colonne 1, il faut multiplier la rente annuelle par le chiffre figurant en face de l'âge, dans l'une des colonnes suivantes, selon qu'il s'agit d'un malade (blessé), d'une veuve, d'un orphelin ou d'un ascendant.

AGE	INVALIDES			VEUVES		ORPHELINS		ASCENDANTS	
	1903			1889	1903	1889	1903	1889	1903
	1889	3	4						
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
49.....	12,05	11,09	12,08	13,59	12,78	»	»	12,85	13,20
50.....	11,83	10,91	11,84	13,28	12,58	»	»	12,55	13,00
51.....	11,60	10,71	11,59	12,95	12,36	»	»	12,24	12,71
52.....	11,37	10,51	11,33	12,60	12,14	»	»	11,93	12,42
53.....	11,12	10,30	11,06	12,25	11,90	»	»	11,62	12,12
54.....	10,86	10,08	10,79	11,90	11,65	»	»	11,30	11,82
55.....	10,60	9,86	10,51	11,54	11,30	»	»	10,98	11,51
56.....	10,33	9,63	10,22	11,18	11,12	»	»	10,65	11,20
57.....	10,05	9,38	9,93	10,81	10,84	»	»	10,33	10,89
58.....	9,76	9,13	9,63	10,45	10,56	»	»	10,00	10,58
59.....	9,47	8,88	9,33	10,08	10,26	»	»	9,67	10,26
60.....	9,17	8,62	9,03	9,72	9,95	»	»	9,34	9,95
61.....	8,87	8,35	8,73	9,37	9,63	»	»	9,01	9,63
62.....	8,57	8,08	8,41	9,02	9,32	»	»	8,68	9,32
63.....	8,27	7,81	8,10	8,67	9 »	»	»	8,33	9,00
64.....	7,96	7,53	7,79	8,33	8,68	»	»	8,03	8,68
65.....	7,66	7,26	7,49	7,99	8,37	»	»	7,71	8,37
66.....	7,37	6,99	7,19	7,66	8,06	»	»	7,39	8,06
67.....	7,07	6,73	6,90	7,33	7,75	»	»	7,08	7,75
68.....	6,77	6,46	6,61	7,01	7,45	»	»	6,78	7,45
69.....	6,48	6,20	6,32	6,69	7,15	»	»	6,48	7,15
70.....	6,18	5,94	6,04	6,37	6,85	»	»	6,18	6,85
71.....	5,90	5,68	5,77	6,07	6,56	»	»	5,90	6,56
72.....	5,62	5,45	5,50	5,77	6,27	»	»	5,62	6,27
73.....	5,35	5,21	5,24	5,48	5,99	»	»	5,35	5,99
74.....	5,04	4,97	4,99	5,21	5,72	»	»	5,09	5,72
75.....	4,83	4,73	4,74	4,94	5,45	»	»	4,83	5,45
76.....	4,59	4,51	4,51	4,70	5,19	»	»	4,59	5,19
77.....	4,36	4,28	4,28	4 46	4,93	»	»	4,36	4,93
78.....	4,14	4,07	4,07	4,24	4,68	»	»	4,14	4,68
79.....	3,92	3,86	3,86	4,03	4,43	»	»	3,92	4,43
80.....	3,72	3,67		3,82	4,20	»	»	3,72	4,20
81.....	3,53	3,48		3,63	3,96	»	»	3,53	3,96
82.....	3,35	3,31		3,44	3,74	»	»	3,35	3,74
83.....	3,18	3,14		3,26	3,51	»	»	3,18	3,51
84.....	3,02	2,98		3,09	3,30	»	»	3,02	3,30
85.....	2,87	2,84		2,94	3,03	»	»	2,87	3,08
86.....	2,73	2,70		2,79	2,86	»	»	2,73	2,86
87.....	2,60	2,58		2,65	2,65	»	»	2,60	2,65
88.....	2,48	2,46		2,52	2,44	»	»	2,48	2,44
89.....	2,37	2,34		2,40	2,33	»	»	2,37	2,23
90.....	2,26	2,24		2,29	2,02	»	»	2,26	2,02
91.....	2,15	2,13		2,18	1,82	»	»	2,15	1,82
92.....	2,05	2,03		2,07	1,63	»	»	2,05	1,62
93.....	1,95	1,93		1,97	1,41	»	»	1,95	1,44
94.....	1,85	1,84		1,88	1,27	»	»	1,85	1,27
95.....	1,74	1,73		1,77	1,12	»	»	1,74	1,12
96.....	1,63	1,60		1,64	0,99	»	»	1,63	1,00
97.....	1,49	1,47		1,48	0,90	»	»	1,49	0,90
98.....	1,31	1,31		1,31	0,78	»	»	1,31	0,77
99.....	1,03	1,02		1,03	0,53	»	»	1,03	0,53
100.....	0,54	0,53		0,54	»	»	»	0,54	»

*Annexe à la table principale.**Rente de famille.*

Age de l'enfant déterminant.	Rente de famille.	Rente temporaire.
0.....	11,0077	11,3580
1.....	10,4736	10,7907
2.....	9,9218	10,2010
3.....	9,3494	9,5872
4.....	8,7539	8,9490
5.....	8,1325	8,2858
6.....	7,4821	7,5956
7.....	6,7993	6,8780
8.....	6,0822	6,1314
9.....	5,3290	5,3551
10....	4,5383	4,5477
11....	3,7092	3,7082
12....	2,8415	2,8348
13....	1,9345	1,9267
14....	0,9875	0,9823

LUXEMBOURG

PREMIÈRE STATISTIQUE DE L'ASSURANCE

CONTRE

LES ACCIDENTS DU TRAVAIL (1903)

Analyse par E. FUSTER (1)

La corporation d'assurance contre les accidents du grand-duché de Luxembourg vient de publier son premier rapport. Il est relatif aux opérations effectuées par elle depuis l'entrée en vigueur de la loi du 5 avril 1902 jusqu'au 31 décembre 1903.

Il va de soi que les chiffres ci-après ne donnent pas un tableau définitif des règlements des sinistres afférents aux accidents survenus en 1903 ; un certain nombre de ces derniers n'ont pu être réglés qu'en 1904.

C'est aussi ce qu'explique la faible importance des charges à répartir (capital représentatif des rentes y compris) soit 206.683 francs. Cette charge rapprochée du total des salaires entrant en compte (20.717.596 francs payés à 37.330 assurés) ne représente — si l'on fait abstraction des classes de risque — que 0,998 0/0 ou 9,98 0/00.

D'ores et déjà, il est permis de constater, dit l'éminent président de la Corporation, M. le conseiller d'État Neumann, que l'industrie luxembourgeoise a vu ses charges diminuées par l'application de la nouvelle loi et que les charges de l'industrie luxembourgeoise dépasseront difficilement celles du groupe comparable et voisin, la corporation du fer du Sud-Ouest de l'Allemagne ; et cependant cette dernière ne répartit pas le capital représentatif des rentes.

(1) Voir le texte de la loi et les textes d'application, *Bulletin*, 1902, p. 337 et 1903, p. 29 et 228.

La Corporation du fer du Sud-Ouest de l'Allemagne accuse, en effet, les charges suivantes, par 1.000 marcs de salaires :

	marcs.
1885-86.	4,06
1887.	9,85
1888.	9,88
1889.	8,36
1890.	9,97
1891.	10,83
1892.	12,42
1893.	14,26
1894.	13,42
1895.	13,18
1896.	12,84
1897.	11,72
1898.	11,57
1899.	10,98
1900.	11,23
1901.	16,55
1902.	16,77

Le bureau de la Corporation comprend, outre le président, six membres titulaires et six suppléants (tous directeurs ou administrateurs de mines, forges et chemins de fer). Le secrétaire général est M. Urbany.

La corporation, après de longues négociations, a indemnisé les 4 Compagnies d'assurance (Patrimoine, Secours, Winterthur et Zurich) auxquelles elle se substituait, en leur garantissant 15 0/0 des primes à courir depuis le 15 avril 1903, ou 20.060 francs en 1903.

Elle a engagé des pourparlers avec l'Italie, la France, l'Allemagne, la Belgique, au sujet des étrangers bénéficiaires de rentes ou de leurs ayants-droit non domiciliés dans le Luxembourg, — et elle a traité avec l'Allemagne au sujet des exploitations qui occupent dans l'un ou l'autre pays, à titre temporaire, des ouvriers assujettis à l'assurance dans l'autre nation.

Voici la statistique des accidents indemnisés pour la première fois :

Nombre d'entreprises assurées.	523
Nombre moyen d'assurés.	37.330

a) *Nombre, âge et sexe des blessés :*

Adultes, hommes.	258
Jeunes gens (moins de 16 ans) masc.	39
Total.	297
Soit par 1.000 assurés.	7,95

b) *Objets et circonstances expliquant l'accident :*

Moteurs, transmissions et machines-outils.	22
Ascenseurs, grues, etc.	3
Chaudières, canalisations de vapeur, etc. (explosions).	1
Matières explosives (poudre, dynamite, etc.).	8
Matières brûlantes ou asphyxiantes, gaz, vapeurs.	12
Ruptures, chutes d'objets.	99
Chute du haut d'échelles et dans des excavations.	46
Manutention d'objets.	27
Charrois, écrasements par des voitures, etc.	20
Accidents de chemins de fer.	28
Eclatement et projections de métal, corps étrangers dans l'œil.	2
Animaux (coups et morsures).	6
Articles et objets ordinaires (marteaux, haches, etc.).	21
Divers.	2

c) *Suite des blessures :*

Mort.	32
Soit pour cent des accidents indemnisés.	10 70
Incapacité permanente totale.	—
— — partielle.	164
— — passagère.	101

Nombre des survivants, ayants-droit des tués :

— veuves.	11
— orphelins.	18
— ascendants.	4
Total.	33

Nombre des blessés pour lesquels ont été effectuées des déclarations d'accidents.	3.725
Soit par 1.000 assurés.	99,78
Accidents indemnisés par rapport aux accidents déclarés.	7,97

Nature des blessures :

Écrasements	131
Coupures	29
Brûlures	13
Fractures	89
Entorses, arrachements, contusions	17
Hernies	7
Asphyxies	3
Foudroiement	»
Diverses	8
Total	<u>297</u>

Parties du corps atteintes :

Tête et cou	15
Yeux	29
Mains et pieds	87
Jambes et bras	106
Dos	38
Plusieurs parties du corps à la fois	22
Total	<u>297</u>

Les indemnités afférentes à l'exercice 1903 s'élèvent à 32.773 francs dont :

Indemnités aux blessés et à leurs ayants-droit . .	22.814
Hôpitaux	6.161
Traitement médical	2.246
Pharmaciens et bandagistes	1.552
Total	<u>32.773</u>

Le nombre des accidents indemnisés (règlements de sinistres) est de 163.

Le salaire par assuré (8 1/2 mois) s'élevait à 554 fr. 98.

La charge par accident a été de 8 fr. 79.

La rente moyenne par blessé a atteint 133 fr. 33.

41 blessés ont vu racheter leur rente inférieure à 20 0/0 de la rente maximum, dont 5 nationaux et 6 étrangers.

Les *frais d'administration* se sont élevés à 19.570 francs dont 7.988 francs à la charge de l'État.

Ensomme, le total des salaires considérés s'élevant à	20.717.596
(au lieu de 20.823.434 francs effectivement payés) soit par assuré (8 1/2 mois)	555
et la charge totale étant de	206.683

la charge a été par assuré de	5,53
ou par 1.000 francs de salaire	9,98
dont : pour les indemnités par assuré	0,87
ou par 1.000 francs de salaire	1,58
pour les frais d'administration	0,52
ou par 1.000 francs de salaire	0,94

Importance des diverses classes de risques et répartition des charges entre elles.

CLASSE DE RISQUES et coefficient.	ASSURÉS.	SALAIRES ENTRANT en compte fr.	UNITÉS DE contributions pour 1.000.	COEFFI- CIENT GÉNÉRAL de répartition pour 1.000 unités.	CONTRI- BUTION DES diverses classes.	CHARGE MOYENNE	
						par assuré.	par 1.000 fr. de salaires.
1	2	3	4	5	6	7	8
A.....							
B 6.....	197	129.274	775 64		162 13	0 82	1 25
C 10.....	2.870	304.654	3.046 54		636 84	0 22	2 09
D 15.....	559	322.409	4.836 13		1.010 93	0 80	3 13
E 20.....	3.139	1.284.157	25.683 14		5.368 75	0 71	4 18
F 27.....	3.000	2.035.641	54.962 30		11.489 40	3 82	5 04
G 35.....	8.507	4.999.353	174.977 32		36.576 90	4 29	7 31
(1) H 45.....	4.844	3.442.749	154.923 70	0,20903798	32.384 06	6 08	9 40
I 53.....	44	33.463	1.773 53		370 78	8 42	11 07
(2) K 60.....	5.215	3.320.121	199.207 26		41.641 88	7 98	12 54
(3) L 70....	3.106	1.914.146	133.780 22		27.964 98	8 99	14 63
(4) M 80....	5.847	2.934.824	234.769 92		49.075 82	8 39	16 72
TOTAL...	37.330	20.717.590	988.735 70		206.683 32	5 53	9 98

(1) Les hauts-fourneaux occupent 3.833 ouvriers (2.924.863 fr. de salaires) : charges par 1.000 fr. de salaires 0 fr. 95.
(2) Mines métalliques, au jour : 3.294 ouvriers, 1 fr. 71.
(3) — travaux préparatoires du fond : 2.647 ouvriers, 2 fr. 78.
(4) — travaux préparatoires et abatages au fond : 4.345 ouvriers, 3 fr. 88.

On obtient le coefficient de la colonne 5 en divisant la charge totale de la colonne 6 par le nombre total des unités de contribution de la colonne 4.

On obtient la colonne 4 en multipliant les salaires de chaque classe (colonne 3) par le coefficient de risques de la classe et en divisant le résultat par 1.000.

On obtient la cotisation de chaque classe (colonne 6) en multipliant les unités de contribution inscrites dans la colonne 4 par le coefficient général (colonne 5).

CHRONIQUE

1^o Définition mathématique de la cotisation dans les mutualités-accidents.

Note sommaire de M. Ch. RENARD.

C'est un fait évident que dans la charge des accidents, l'imprévu ou le hasard n'ont qu'une part restreinte : c'est l'imprévoyance ; ou pour mieux dire l'incurie (défaut de surveillance ou mauvaise organisation de l'industriel) qui sont prépondérantes.

La mutualité pure qui fait supporter à tous les industriels d'une même profession une contribution également proportionnelle à leurs salaires dans le risque commun, serait donc inéquitable ; les mesures préventives ou prescriptions défensives en vue d'éviter les accidents n'ont pas d'efficacité suffisante quand le bon vouloir patronal fait défaut : ce n'est que par une différenciation dans la répartition des cotisations que l'on corrigera l'iniquité de la mutualité absolue et que l'on stimulera le zèle préventif du monde industriel. Ne voit-on pas les Compagnies à primes fixes demander aux industriels assujettis au même risque des taux de primes différents calculés en tenant égard des sinistres anciens dont le précédent assureur les informe. Et les sociétés mutuelles elles-mêmes, grâce à des systèmes de dégrèvements ou de surcharges facultatives n'arrivent-elles pas, après coup à compenser l'inégalité de risques des assurés de même profession ?

Mais le procédé est empirique. — Quelle serait donc la formule mathématique qui permettrait tout en respectant l'idée première de l'assurance (mise en commun des risques) et en protégeant l'industriel contre les cas vraiment fortuits, de ne pas l'indemniser cependant de son imprévoyance. Remarquons que la formule à trouver doit être telle que le budget de l'assureur ne soit pas en déficit et que le dégrèvement accordé d'un côté soit la contre-partie de la surcharge imposée de l'autre.

Cette formule, qui trouverait une application simple dans les mutualités pures professionnelles et qui est peut-être celle à laquelle s'arrêterait l'assurance d'État-accidents (si tant est qu'elle soit acceptable en France), serait d'après nous la suivante :

« La cotisation annuelle doit être moyenne-proportionnelle entre la cotisation normale et le prix de revient de l'assurance de l'établissement assuré établi d'après les cinq derniers exercices (1). Elle serait suffisamment élastique pour toujours accommoder les charges de chacun aux efforts tentés pour amoindrir le risque : l'industriel garderait donc toujours un intérêt direct aux mesures préventives, tout en étant constamment protégé par l'assurance.

Elle paraît donc à bien des égards satisfaisante.

2° La loi belge sur les accidents du travail et le dictionnaire de l'Académie.

Un correspondant belge nous écrit de Bruxelles :

Il nous revient que l'expression « *agrération* des sociétés d'assurance », qui figure dans la loi belge du 24 décembre 1903, a fait en France l'objet de certaines critiques d'ordre philologique. Le mot *agrération*, a-t-on dit, n'est pas français; c'est un mot belge...

Tout d'abord il convient de rappeler les raisons qui ont déterminé les auteurs de la loi à parler de sociétés *agrées*, et non pas de sociétés *autorisées* ou *approuvées* : la loi de 1903 ne réglemente pas d'une manière directe l'assurance contre les accidents; elle ne soumet pas l'exercice de cette « industrie » à une autorisation ou à une approbation préalable. Elle se borne à attacher des avantages spéciaux, d'ailleurs très importants, à l'assurance contractée avec certains assureurs déterminés; les assureurs *agrés* — c'est le mot propre! — par le Gouvernement. En fait, les chefs d'entreprise auront grand soin de ne traiter qu'avec des assureurs de cette catégorie; mais, en droit, on ne leur interdit pas de s'adresser à des assureurs *non agréés*.

(1) On sait que le délai de cinq ans est légalement la durée normale d'une période d'assurance-mutuelle (argument art. 25 décret du 22 janvier 1868) mais comment imposerait-on les établissements qui débutent. On sait que tout début entraîne une aggravation du risque normal; il s'agirait donc de déterminer quelle serait la surcharge sur la cotisation normale à imposer aux établissements qui sont dans ce cas.

L'emploi du verbe agréer a, par des nécessités de rédaction, entraîné l'emploi du substantif *agrération*.

Agrération n'est pas dans le dictionnaire de l'Académie ; il n'est pas non plus dans Littré. Ce n'est point pourtant un belgicisme, qui, après tout, serait bien excusable, à titre de terme technique. C'est un simple archaïsme, *Agrération* est de vieille souche française ! On le trouve dans de vieux auteurs. La Curne de Sainte-Palaye, dans son Glossaire du vieux langage français, cite un extrait des mémoires de Sully, où le mot est employé. On le rencontre aussi dans d'anciens coutumiers : c'est donc un terme *juridique*.

Aussi bien, les rédacteurs des lois et règlements français ne se piquent-ils pas toujours non plus d'un purisme exagéré ; et on ne peut leur en faire un grief puisque tout langage technique tolère des libertés que ne supporterait point la langue littéraire. Et du moment où l'administration française n'hésite pas à *majorer* des indemnités (art. 20 de la loi du 9 avril 1898), à *impartir* des délais (V. *Recueil de documents sur les accidents du travail*, n° 1, p. 89), et à s'opposer même à ce que la détermination d'une dette soit volontairement *minorée* (*ibid.*, p. 134), il semble que l'administration belge, en dépit de l'Académie, ait bien le droit d'accorder à des sociétés d'assurance son *agrération* !

Z....

TRAVAUX DU COMITÉ PERMANENT

CONSTITUTION D'UNE SECTION FRANÇAISE

Séance du 28 Mars 1904.

Extrait du procès-verbal.

Le 28 mars 1904, MM. Arquembourg, Bellom, Cheysson, Darcy, Delatour, Fuster, Gigot, Gruner, Jouanny, Keller, Olry, Pinget, Vermot, membres français du Comité permanent international des accidents du travail et des assurances sociales, se sont réunis, 55, rue de Châteaudun, sous la présidence de M. Darcy.

M. Cheysson fait observer que l'étude de certaines questions d'assurances sociales spéciales à la France rendrait opportune la création d'une section française du Congrès international des accidents du travail et des assurances sociales.

... Les membres présents décident à l'unanimité :

1° Qu'ils constituent une section française du Congrès international des accidents du travail et des assurances sociales, qui n'est qu'une émanation du Comité permanent et conserve avec lui les plus étroites relations ;

2° Que la section française sera ouverte à tous les adhérents français du Congrès international présents et à venir, le Comité directeur étant formé par les membres français du Comité permanent et complété éventuellement par cooptation ;

3° Que les travaux de la section seront, avant d'être publiés dans le Bulletin, soumis aux règles habituelles de la rédaction de ce Bulletin, sauf pour les procès-verbaux et communications analogues auxquels il sera attribué autant que possible une place proportionnelle au nombre des adhésions que la section aura procurées.

Les membres présents élisent ensuite par acclamation :

Président de la section française : M. Cheysson.

Secrétaire général de la section française : M. Édouard Fuster.

M. Cheysson, qui propose M. Linder, n'accepte qu'après que M. Gruner a annoncé le refus de M. Linder et la désignation de M. Cheysson par celui-ci.

Sur la proposition de M. Cheysson, MM. Gigot, Mayen et Paulet sont nommés *vice-présidents*.

**Séance du Comité directeur de la section française
du 15 Avril 1904.**

Sous la présidence de M. Cheysson, président de la section, sont présents : MM. Albert Gigot, Georges Paulet, vice-présidents, Arquembourg, Bellom, Dumont, Griolet, Guieysse, Marestaing, Vermot, Fuster, secrétaire général. Se sont fait excuser MM. Mayen, de Cœne, Léturgeon, Keller, Delatour.

Le procès-verbal de la réunion constitutive du 28 mars est lu et approuvé.

M. le Président, après avoir souhaité la bienvenue à ses collègues, propose de procéder immédiatement au choix : 1° des spécialistes qui sans être membres du Comité permanent international, peuvent néanmoins prêter un utile concours à l'élaboration d'un cadre de statistique française ; 2° des personnes que le Comité directeur de la section française croit pouvoir coopter pour grossir ses rangs.

1° Après un échange de vues sur un certain nombre de personnalités, il est décidé de demander aux spécialistes dont les noms suivent de faire partie de la *commission de statistique* :

- MM. *Barriol*, actuaire de la C^{ie} des chemins de fer P.-L.-M.
- Beaumont*, chef du bureau de Paris de la C^{ie} La Foncière.
- Burin des Roziers*, sous-directeur de la Providence-accidents.
- Cohen*, chef du contrôle central des C^{ies} d'assurances au Ministère du Commerce.
- Coquerel*, commissaire-contrôleur des C^{ies} d'assurances.
- Deléarde*, chef de la branche-accidents de La Foncière-Transports.

MM. *Delmas*, sous-directeur de la Préservatrice.

Despagnat, administrateur délégué du Syndicat de garantie du bâtiment.

Louis Fontaine, chef de division à la Caisse des dépôts et consignations.

Matignon, directeur de la Mutualité industrielle.

Ch. Renard, chef du contentieux de la Caisse syndicale d'assurance mutuelle des Forges de France.

Weber, actuaire du ministère du Commerce.

D'autre part, feront partie de la commission, outre M. Cheysson, président, et M. Fuster, secrétaire général, les membres du Comité directeur dont les noms suivent :

MM. *Chaufton*, avocat au Conseil d'État.

Delatour, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Albert Gigot, directeur de la Caisse syndicale d'assurance mutuelle des forges de France.

Griollet, maître des requêtes honoraire au Conseil d'État.

Mayen, Alfred, directeur de la Prévoyance.

Paulet, Georges, directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales au ministère du Commerce.

Vermot, ancien directeur de la Providence accidents.

Il est entendu que feront en outre partie de la commission les autres membres du Comité directeur qui en feront la demande.

2° Le Comité directeur décide d'autre part de demander à :

MM. *Chaufton*, avocat au Conseil d'État,

Périer, médecin en chef de la C^{ie} des chemins de fer du Nord,

Thoinot, professeur agrégé à la faculté de médecine, médecin des hôpitaux,

de bien vouloir faire partie dudit Comité.

Le Comité directeur s'entretient ensuite des autres questions qui pourraient être mises à l'ordre du jour de ses travaux. Après un échange de vues sur les questions qui se trouvent d'actualité en matière d'assurance contre les accidents, il est décidé que la question de l'extension de la loi de 1898 à l'agriculture pourra être ultérieurement abordée, et que pour le moment la section française sera invitée à examiner : 1° le projet de loi, actuellement pendant

devant le Sénat, et qui modifie sur certains points la loi de 1898 (rapport Chovet); 2° le projet de loi, actuellement pendant devant la Chambre, et qui étend au commerce la loi de 1898 (rapport Mirman).

Deux commissions seront nommées à la prochaine séance, et chargées de l'examen de ces deux questions.

Séance du Comité directeur du 21 Avril 1904.

Sous la présidence de M. Cheysson, président de la section, sont présents : MM. Albert Gigot, Mayen, Paulet, vice-présidents, Arquembourg, Bellom, Delatour, Dujardin-Beaumetz, Griolet, Pinget, Vermot, Fuster, secrétaire général. Se sont fait excuser : MM. Dumont, Gruner, Jouanny, Lyon-Caen, Léon Marie, Olry.

Le procès-verbal de la séance du 15 avril est lu et adopté.

L'ordre du jour appelle la constitution de deux commissions. La première (commission de la révision de la loi de 1898) sera chargée d'examiner les projets de révision de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail actuellement en instance devant le Sénat, en tenant compte du texte, différent sur bien des points, qu'avait adopté la Chambre, et des questions nouvelles qui n'auront pas été envisagées dans l'un ou l'autre projet. La seconde commission sera chargée de l'examen du projet, actuellement soumis à la Chambre et relatif à l'extension de la loi de 1898 au commerce,

1° Commission de la révision de la loi de 1898.

a) Personnes ne faisant pas partie du Comité directeur :

MM. *Cazavan*, avocat à la Cour d'appel de Paris.

Duchauffour, juge au tribunal de la Seine.

d'Aygurande, administrateur de la Prévoyance.

Gaillard, actuaire de la Préservatrice-accidents.

Kieffer, chef de l'actuariat de la Caisse des dépôts et consignations.

Leyris, administrateur de la Foncière.

Eugène Pierre, directeur de la Participation.

Villetard de Prunières, avocat à la Cour d'appel de Paris.

b) Membres du Comité directeur :

MM. *Arquembourg*, directeur de l'Association des industriels du Nord de la France pour prévenir les accidents.

Chaufton, avocat au Conseil d'État.

MM. Delatour, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Gigot, Albert, directeur de la caisse syndicale d'assurance mutuelle des forges de France.

Lyon-Caen, professeur à la Faculté de droit.

Mayen, Alfred, directeur de la Prévoyance.

Paulet, Georges, directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales au ministère du Commerce.

Dr Périer, médecin en chef de la C^{ie} des chemins de fer du Nord.

Dr Thoinot, professeur à la Faculté de médecine.

Vermot, ancien directeur de la Providence-accidents.

2° Commission de l'extension au commerce de la loi de 1898.

a) Personnes ne faisant pas partie du Comité directeur :

MM. Beaumont, chef du bureau de Paris de la C^{ie} La Foncière.

Joseph Gigot, secrétaire général de la Caisse syndicale d'assurance mutuelle des forges de France.

Dubrujeaud, trésorier de la Chambre de commerce de Paris.

Hamelin, auditeur au Conseil d'État.

Julien Hayem, directeur de la Revue du Commerce et de l'Industrie.

Honoré, directeur des Grands magasins du Louvre.

Legeay, secrétaire général de l'Urbaine et la Seine.

Mamy, directeur de l'Association des industriels de France contre les accidents du travail.

Marguery, président de la Chambre syndicale de l'alimentation.

Mayen fils, administrateur de la « Prévoyance ».

Mercet, président du Comptoir national d'escompte de Paris.

Pinard, président de l'Alliance syndicale du Commerce et de l'Industrie.

Tuchmann, directeur de « l'Alimentation », Société d'assurances mutuelles.

b) Membres du Comité directeur :

M. Delatour, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

MM. *Albert Gigot*, directeur de la Caisse syndicale d'assurance mutuelle des forges.

Jouanny, vice-président du Comité central des chambres syndicales.

Marestaing, directeur de la Préservatrice.

Mayen, Alfred, directeur de la Prévoyance.

Paulet, Georges, directeur de l'assurance et de la Prévoyance sociales au ministère du Commerce.

Les autres membres du Comité directeur qui en feront la demande seront inscrits à ces Commissions.

°°.

Nous publierons ultérieurement quelques extraits des procès-verbaux des réunions tenues depuis lors par ces trois Commissions et par le Comité directeur lui-même. Mais il n'est pas inutile de constater que leurs travaux ont été actifs, et que l'utilité d'une section française se trouve par là-même démontrée. Des jurisconsultes, des industriels, des assureurs et aussi les représentants les plus autorisés des Administrations publiques compétentes, ont discuté, aboutissant la plupart du temps d'un commun accord à des formules que nous ne manquerons pas de faire connaître.

La Commission chargée de l'étude d'un cadre de statistique est présidée par M. Cheysson et notre collaborateur M. Charles Renard en a été nommé secrétaire. Elle a aussitôt confié à une sous-Commission le soin de réunir des renseignements sur les ressources dont disposent actuellement les assureurs et sur les desiderata auxquels il convient de répondre. Cette sous-Commission, après avoir tenu cinq séances, vient de déposer son rapport; une décision sera prise au début de juillet par la Section française.

La Commission chargée d'examiner les projets de modification de la loi de 1898, actuellement en instance devant le Sénat, et reproduits dans le présent Bulletin, a nommé président M. le professeur Lyon-Caen, vice-président M. Duchaffour, juge au Tribunal de la Seine, et secrétaire, M. Cazavan, avocat à la Cour d'appel. Le 31 mai et le 3 juin, elle a adressé au Sénat, d'accord avec le Comité directeur de la Section française une série de vœux tendant, les uns à attirer l'attention du Sénat sur les inconvénients de certaines modifications, les autres à lui suggérer des amendements utiles. Ces vœux concernent notamment la situation faite aux con-

jointes divorcées ou séparées de corps, à la réversion des rentes entre les groupes de survivants, aux traités internationaux relatifs aux assurances sociales, à la situation des bénéficiaires séjournant à l'étranger, à la définition du salaire qui sert de base à la fixation de la rente ou en d'autres termes de mesure de l'incapacité, enfin à diverses questions de procédure. En outre, elle a commencé à étudier, avec d'éminents médecins et chirurgiens qui ont bien voulu se rendre à son appel (MM. les professeurs Berger, Brouardel, Brissaud, Lereboullet, Périer, Reclus, Thoinot), les délicates questions de la fixation des tarifs payables en cas de choix du médecin par le blessé, et de l'effet des infirmités préexistantes ou des diathèses.

La troisième Commission était chargée d'examiner le projet de loi portant extension de la loi de 1898 aux entreprises commerciales, projet rapporté par M. Mirman et reproduit dans le corps du présent Bulletin. Elle a nommé président M. Albert Gigot, et secrétaire M. Hamelin, auditeur au Conseil d'État. Les décisions prises par cette Commission seront publiées ; mais la Section française a décidé de laisser à son ordre du jour, la plus importante des questions abordées par M. Albert Gigot et ses collègues, à savoir le mode de constitution du fonds de garantie.

E. F.

LE CONGRÈS DE VIENNE DE 1905

Nous croyons devoir rappeler d'ores et déjà à nos adhérents que le prochain *Congrès international des accidents du travail et des assurances sociales*, aura lieu à Vienne en 1905. Un Comité d'organisation, dont l'âme est M. von Wolff, l'éminent chef de section des assurances sociales au Ministère de l'intérieur d'Autriche, se réunira à Vienne dès cet automne pour arrêter l'ordre du jour et la liste des rapports. Il semble résulter des renseignements déjà recueillis que la question de l'assurance contre l'invalidité (retraites ouvrières) s'imposera avec une insistance toute particulière, à l'attention des congressistes, mais il n'en sera pas moins accordé aux autres questions la place importante qu'elles méritent. On peut donc s'attendre à ce que le congrès de Vienne présente un intérêt considérable.

E. F.

Suite de la liste des Membres du Comité.

France. — MM. **Gheysson**, Membre de l'Institut, Inspecteur général des Ponts et Chaussées.
De Cœne, Président de l'Assoc. pour prévenir les accidents de fabrique, à Rouen.
Fernand Daguin, Secrétaire général de la Société de Législation comparée.
Delaunay, Directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.
F. Dujardin-Beaumetz, Membre du Comité central des Houillères de France.
Dumont, Président de l'Association des Industriels de France contre les accidents du travail.

Arthur Fontaine, Directeur du travail au Ministère du commerce.
Édouard Fuster, attaché au Musée social et au Comité central des houillères.
Albert Gigot, Directeur de la Caisse syndicale d'Assurances des Forges.
Griolo, Vice-Président du Cons. d'admin. de la C^{ie} des Chemins de fer du Nord.
Guicysse, Député, ancien ministre, Président de l'Institut des Actuaire.
Jouanny, Vice-Président et Délégué du Comité central des Chambres syndicales.
Octave Keller, Inspecteur général des Mines en retraite.
Liébaut, Président honoraire de la Chambre syndicale des Mécaniciens, etc.
Lyon-Caen, Membre de l'Institut, Professeur à l'École de Droit.
Marestaing, Directeur de la Société d'assurances *La Prévoyance*.
Léon Marie, Secrétaire général de l'Institut des Actuaire.
Mayen, Directeur de la C^{ie} d'assurances *La Prévoyance*.

Olry, Ingénieur en chef des Mines.
G. Paulet, Professeur à l'École des sciences politiques, Directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales au Ministère du Commerce.
G. Picot, Secrétaire perpétuel de l'Institut.

Pinget, Secrétaire du Comité des Forges.

Reymond (Francisque), Sénateur, ancien Président de la S^{te} des Ingén^{rs} civils.
Eugène Rostand, Membre de l'Institut, Président de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance des Bouches-du-Rhône.

E. Vermot, Secrétaire général du Syndicat des C^{ies} d'assurances-accidents.
Villemin, Président du Syndicat de garantie du Bâtim^{nt} et des Travaux publics.

Hollande. — M. **Snyder van Wisaenkerke**, Directeur au Ministère de la Justice.

M. **A. van Løben Sels**, membre de la 2^e Chambre des États généraux.

M. **Westervou van Meeteren**, Président de la section de prévention des accidents de l'association pour la protection de l'Industrie.

Hongrie. — M. **Joseph Körösi**, Dr du Bureau de Statistique de la ville de Budapest.

Italie. — M. **Ernesto de Angeli**, Sénateur, Président de l'Ass. pour prévenir les accidents.

M. **Luigi Bodio**, Sénateur, Président du Conseil supérieur de Statistique.

M. **B. Chimirri**, Député, ancien Ministre.

M. le Dr **V. Magaldi**, Directeur au Ministère du Commerce.

M. **N. Pellati**, Inspecteur général des Mines.

Luxembourg (Grand-Duché du). — M. **Brasseur**, Député, Bâtonnier de l'Ordre des Avocats.

M. le Dr **Neumann**, Conseiller d'État.

Norwège. — M. **O. Schjoell**, Directeur de l'Office royal des Assurances.

République M. **François Latsina**, Directeur du Bureau de la Statistique de la République

Argentine. } Argentine, membre de l'Institut international de Statistique.

Russie. — MM. **de Keppen**, Ingénieur des Mines.

Arthur Raffalovich, Agent du Ministère des Finances de Russie à Paris.

Comte **Louis Skarzynski**, Employé pour Missions extraordinaires du Ministère des Finances de Russie, Secrétaire général de la Commission des Assurances ouvrières à Saint-Petersbourg.

Suède. — M. le Professeur **Lindstedt**.

M. **J. May**, Chef de l'Office royal des Assurances.

M. le Dr **Elis Sidenbladh**, Directeur du Bureau central de Statistique, membre de l'Institut international de Statistique.

Suisse. — MM. le Dr **Guillaume**, Directeur du Bureau fédéral de Statistique.

le Dr **Kummer**, Directeur du Bureau fédéral des Assurances.

SOMMAIRE DU NUMÉRO.

LÉGISLATION

	Pages
HOLLANDE. — Accidents du travail : Loi du 8 décembre 1902.....	145
NOUVELLE-ZÉLANDE. — Accidents du travail : 1 ^{re} Loi du 18 octobre 1900.....	175
2 ^e Loi du 3 octobre 1902.....	184
FRANCE-ITALIE. — Convention du 15 avril 1904 sur la législation ouvrière.....	186
FRANCE. — État des travaux législatifs relatifs aux accidents du travail.....	194
ITALIE. — Accidents du travail : Règlement du 13 mars 1904 sur l'exécution de la loi du 31 janvier 1904.....	239

STATISTIQUE

ALLEMAGNE. — Opérations de la caisse générale minière de secours et de pensions de la Westphalie (1880-1902), analyse par E. Fuster.....	277
FRANCE. — Les sociétés de secours des ouvriers et employés des mines de 1896 à 1902, analyse par E. Cauville.....	286
FRANCE. — Statistique des accidents du travail en 1903	310
AUTRICHE. — Assurance contre les accidents : nouvelles tables de calcul des capitaux représentatifs : analyse par E. Fuster.....	312
LUXEMBOURG. — Première statistique de l'assurance contre les accidents du travail (1903).....	321

CHRONIQUE

1 ^{re} Définition mathématique de la cotisation dans les mutualités-accidents par Ch. Renard.....	326
2 ^e La loi belge sur les accidents du travail et le dictionnaire de l'Académie.....	327

TRAVAUX DU COMITÉ PERMANENT

Constitution d'une section française.....	320
Réunions de cette section.....	330
Le congrès de Vienne de 1905.....	336

CONDITIONS DE SOUSCRIPTION.

On obtient le titre de *Membre adhérent du Congrès des Accidents et des Assurances sociales* par le versement d'une cotisation annuelle de **10 francs**, en échange de laquelle seront envoyés le *Bulletin* et les autres publications du Comité permanent;

On obtient le titre de *Membre donateur* par le versement, en sus de sa cotisation, d'un don annuel d'au moins **cinquante francs**.

Les adhésions et versements doivent être adressés à

M. GRUNER, Secrétaire général et Trésorier du Comité permanent,
20, Rue Louis-le-Grand, PARIS, 2^e.

Prix d'un numéro : 3 francs.

Le Bulletin paraît tous les trimestres et plus souvent s'il y a lieu.

Soc 1654.1



Accidents du Travail

et des

Assurances Sociales

Bulletin

du Comité permanent

QUINZIÈME ANNÉE — 1904

N° 3. — JUILLET-OCTOBRE

PARIS

Secrétariat général du Comité

20, Rue Louis-le-Grand, 2^e

COMITÉ PERMANENT DU CONGRÈS INTERNATIONAL DES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET DES ASSURANCES SOCIALES.

BUREAU :

Président :

M. Linder, Inspecteur général des Mines en retraite.

Vice-Présidents :

M. Darcy, Président du Comité central des Houillères.

M. Ricard, ancien ministre.

Secrétaire Général :

M. E. Gruner, Ingénieur civil des Mines, Secrétaire du Comité central des Houillères,
Membre de l'Institut International de Statistique.

Secrétaire Général Adjoint :

M. M. Bellom, Ingénieur au Corps des Mines.

PRÉSIDENTS D'HONNEUR :

Allemagne. — **M. le Dr Bödiker**, ancien Président de l'Office impérial des Assurances.

Belgique. — **M. Beernaert**, Ministre d'Etat, Président de la Chambre des Représentants.

Espagne. — **M. Segismundo Moret**, ancien Ministre des Finances.

États-Unis. — **M. Carroll D. Wright**, Chef du Département du Travail, à Washington.

France. — **M. Engel-Gros**, ancien Président de l'Association de Mulhouse pour prévenir les accidents.

Italie. — **M. L. Luzzatti**, Député, Professeur à l'Université de Padoue, Ministre du Trésor, membre associé de l'Institut de France.

MEMBRES :

Allemagne. — **MM. A. Dollfus**, Président de la Société Industrielle de Mulhouse.

Krahler (geheimer Bergrath), Président de la Corporation minière.

le **Dr von Mayr**, ancien Sous-Secrétaire d'Etat.

Dr Zacher, Conseiller intime de Gouvernement, Président de Sénat à l'Office impérial des Assurances.

Angleterre. — **MM. Alfred Edward Bateman**, Principal du Département commercial au Board of Trade, Secrétaire honoraire de la Société royale de Statistique de Londres.

Geoffroy Drago, ancien Secrétaire de la Commission du travail.

Autriche. — **MM. le Dr Kaan**, Chef du Service des assurances au Ministère de l'Intérieur, à Vienne.

Kögler, Directeur de l'Établ. d'Assurances de la Basse-Autriche, à Vienne.

Belgique. — **MM. Ch. Dejae**, Professeur à l'Université de Liège, Président de la Société belge d'Économie sociale.

Ch. Lagasse, Ingénieur en chef, Directeur des Routes et Bâtiments civils de Belgique.

O. Lepreux, Directeur général de la Caisse générale d'Épargne et de Retraite.

Morisseeux, Directeur général de l'Office du travail (en congé).

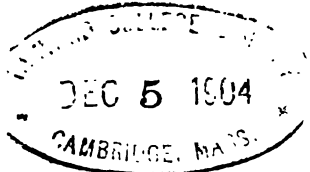
États-Unis. — **M. le Dr E.-R.-L. Gould**, Statistical Expert du Département du Travail, Membre de l'Institut International de Statistique, Professeur à l'Université de John Hopkins, à Baltimore.

France. — **MM. Aguilon**, Inspecteur général des Mines.

Arquembourg, Directeur de l'Association des Industriels du Nord de la France, pour prévenir les accidents.

Aynard, Député, ancien Président de la Société d'Econ. polit. et sociale de Lyon.

(Voir la suite page 3 de la couverture).



Congrès international
des
Accidents du Travail
et des
Assurances Sociales

Bulletin
du Comité permanent

1904 — N° 3

LÉGISLATION

BELGIQUE

ARRÊTÉ ROYAL DU 29 AOUT 1904
PORTANT RÈGLEMENT GÉNÉRAL DE L'ASSURANCE
CONTRE

LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

LÉOPOLD II, Roi des Belges,
A tous présents et à venir, SALUT.

Vu les art. 7, dernier alinéa, 14, 1^{er} alinéa, 17 et 18, ainsi conçus, de la loi du 24 décembre 1903 ⁽¹⁾ sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail :

(1) *V. Bulletin des assurances sociales*, 1903, p. 385 et 669.

« Art. 7, dernier alinéa. La valeur de la rente viagère sera calculée conformément à un tarif approuvé par arrêté royal et préalablement soumis à l'avis de la commission des accidents du travail ».

« Art. 14, 1^{er} alinéa. Sauf dans les cas déterminés à l'art. 16, le chef d'entreprise est tenu de constituer le capital de la rente, conformément aux tarifs visés à l'art. 7, soit à la Caisse générale d'épargne et de retraite, soit à un autre établissement agréé pour le service des rentes. Un arrêté royal déterminera les conditions requises pour cette agrégation, qui ne pourra être accordée par le gouvernement que sur l'avis de la commission des accidents du travail. »

« Art. 17. Seront agréées aux fins de la présente loi les caisses communes d'assurance contre les accidents, constituées par les chefs d'entreprise, ainsi que les compagnies d'assurances à primes fixes, qui se conformeront au règlement à établir par arrêté royal.

« Les assureurs agréés sont astreints à constituer des réserves ou cautionnements dans les conditions à déterminer par le règlement.

« Le montant des réserves ou cautionnements est affecté, par privilège, au paiement des indemnités.

« Aucune clause de déchéance ne pourra être opposée par les assureurs agréés aux créanciers d'indemnités ou aux ayants droits. »

« Art. 18. L'agrégation sera accordée et révoquée par le gouvernement qui prendra préalablement l'avis de la commission des accidents du travail.

« Les arrêtés royaux d'agrégation et de révocation seront insérés au *Moniteur*.

« La liste des sociétés agréées sera publiée tous les trois mois au *Moniteur*. »

Vu, en outre, les art. 10, 19, 26 et 40 de la même loi;

Vu l'avis de la commission des accidents du travail, notamment en ce qui concerne le tarif visé à l'art. 7 précité;

Sur la proposition de nos ministres de l'Industrie et du Travail, des Finances et des Travaux publics et de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1^{er}. — DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES.

Art. 1^{er}. Les caisses communes d'assurance contre les accidents constituées par les chefs d'entreprises et les compagnies d'assurances à primes fixes, agréées par arrêté royal sur l'avis de la commission des accidents du travail, procureront aux chefs d'entreprise le bénéfice de l'exonération prévue par l'art. 10, 2^e alinéa, de la loi du 24 décembre 1903.

Art. 2. Les caisses communes et les compagnies qui sollicitent l'agrégation doivent adresser une requête, en double exemplaire, au ministre de l'Industrie et du Travail.

L'agrégation ne pourra leur être accordée qu'après qu'elles auront produit les preuves et justifications qui seront déterminées ci-après.

Art. 3. Les arrêtés d'agrégation stipuleront qu'ils sortiront leurs effets dès le jour de la publication au *Moniteur*.

CHAPITRE II. — DES SOCIÉTÉS D'ASSURANCES A PRIMES FIXES.

Art. 4. Les compagnies requérantes établiront qu'elles sont constituées régulièrement sous la forme de sociétés anonymes ou de sociétés en commandite par actions.

Si elles ont déjà fait des opérations d'assurances ou autres antérieurement à la date de leur requête, elles auront à produire le bilan et le compte de profits et pertes du dernier exercice et, le cas échéant, ceux des deux exercices précédents.

Elles joindront à leur requête le texte des conditions générales de leurs polices, ainsi qu'un exposé précis des bases techniques qu'elles auront adoptées pour l'établissement de leurs tarifs de primes relatifs à l'assurance des risques résultant de la loi du 24 décembre 1903.

Les documents à produire en vertu des dispositions qui précèdent seront remis en deux exemplaires certifiés et dûment signés.

Les sociétés doivent, en outre, satisfaire à toutes les demandes de justifications et de renseignements complémentaires qui leur seront adressées par l'Administration au sujet de leur situation financière et de leurs opérations.

Art. 5. Les sociétés ne seront agréées que pour autant que leur capital social, souscrit en numéraire, ne soit pas inférieur à un million de francs et que les versements effectués en espèces s'élèvent au moins au cinquième dudit capital.

Indépendamment des affectations à la réserve légale, il sera fait annuellement, sur les bénéfices nets afférents aux opérations qui se rattachent à la loi du 24 décembre 1903, un prélèvement d'un vingtième au moins qui sera appliqué à la formation d'un fonds de prévision; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque le fonds de prévision s'élèvera à 200.000 francs.

Art. 6. Les sociétés étrangères qui veulent se faire agréer doivent établir en Belgique un siège d'opération où elles feront élection de domicile. Elles constitueront un fondé de pouvoirs, chargé de les représenter tant auprès de l'Administration que vis-à-vis des particuliers et qui aura son domicile et sa résidence en Belgique. Elles s'engageront,

en outre, à accepter la compétence des tribunaux belges, soit en demandant, soit en défendant.

Art. 7. Les sociétés sont tenues de constituer un cautionnement qui, par le seul fait du dépôt visé à l'art. 9 du présent règlement, sera affecté, par privilège, au paiement des indemnités, conformément à l'art. 17 de la loi du 24 décembre 1903.

Le cautionnement devra, pour le premier exercice, représenter la somme de 300.000 francs; il sera constitué préalablement à la publication de l'arrêté d'agrément.

Pour les exercices ultérieurs, le cautionnement sera équivalent à une fois et demie la valeur des indemnités afférentes à la dernière année et payées ou dues par la société, sans que la somme ainsi établie puisse être inférieure au total annuel le plus élevé des primes perçues au cours des trois dernières années. Toutefois, le cautionnement ne sera, en aucun cas, inférieur à 300.000 francs, ni supérieur à 1.500.000 francs.

Art. 8. Le cautionnement sera fourni soit en numéraire, soit en valeurs énumérées ci-après :

1° Fonds publics belges et valeurs garanties par l'État belge, à concurrence de la moitié au moins;

2° Obligations de la société du Crédit communal;

3° Obligations libérées des provinces et des communes belges;

4° Fonds publics des États étrangers et valeurs garanties par ces États, mais seulement dans une proportion qui sera fixée par l'arrêté d'agrément ou par un arrêté ministériel ultérieur. Les titres de cette catégorie ne seront acceptés qu'à la condition de n'avoir pas été cotés, sur les places où ils ont leur marché principal et pendant la dernière période de six mois à un taux qui corresponde à une capitalisation supérieure à 4 0/0.

Les titres indiqués aux 1° et 2° seront admis aux conditions fixées, conformément à l'art. 4 de l'arrêté royal du 25 juin 1851, pour la constitution des cautionnements en matière de travaux publics.

Les autres titres seront estimés à leur prix d'achat réduit d'un vingtième. Si leur valeur vient à descendre de plus d'un dixième au-dessous du prix d'achat, le ministre de l'Industrie et du Travail pourra obliger la société à parfaire la différence dans un délai qui n'excèdera pas un an. Si la valeur des titres s'élève de plus d'un dixième au-dessus du prix d'achat, le ministre pourra autoriser la société à en porter l'estimation à une somme supérieure à ce prix.

Art. 9. Le cautionnement sera déposé chez un agent du caissier de l'État, pour le compte de la Caisse des dépôts et consignations, sur présentation d'un bordereau qui désignera notamment la nature et le montant des titres; le bordereau pourra être signé par un tiers intermédiaire sans que celui-ci ait à justifier d'un pouvoir écrit.

Le cautionnement en numéraire est assimilé en tous points aux dépôts et consignations.

Art. 10. Si le cautionnement comprend des titres remboursables par voie de tirage au sort, chaque titre devra, avant l'expiration de l'année de remboursement, être remplacé par un titre admissible de même valeur, à déposer chez l'agent qui a reçu le premier dépôt.

Le nouveau titre aura de plein droit, par le seul fait du dépôt qui en sera opéré sur présentation du bordereau visé à l'article précédent, la même affectation par privilège que le titre auquel il sera substitué.

Art. 11. La restitution totale ou partielle du cautionnement devra, le cas échéant, être justifiée par une décision du ministre de l'Industrie et du Travail.

Art. 12. Pour toutes les conditions de dépôt ainsi que de retrait total ou partiel du cautionnement, les intéressés auront, indépendamment des dispositions qui précèdent, à observer les règlements concernant le service de la Caisse des dépôts et consignations.

Art. 13. Les sociétés porteront en réserve des sommes suffisantes en vue de la couverture des risques en cours, de la liquidation des sinistres à régler et des corrections relatives à l'échéance des primes. Elles seront tenues de constituer une réserve mathématique provisoire pour la liquidation des allocations dues, en cas d'incapacité permanente, jusqu'à l'époque de la constitution éventuelle de ce capital.

La réserve mathématique provisoire est calculée d'après le barème annexé au présent règlement.

Les valeurs mobilières qu'elle comprend doivent être conservées dans la commune belge où la société a son siège; toutefois, le ministre de l'Industrie et du Travail peut autoriser la garde de ces valeurs dans une autre commune du royaume.

La réserve mathématique provisoire est affectée, par privilège, au paiement des indemnités, conformément à l'art. 17 de la loi du 24 décembre 1903.

Art. 14. La réserve mathématique provisoire ne peut être placée que de la manière suivante :

1° Jusqu'à concurrence de 40 0/0 au moins du total en valeurs énumérées à l'art. 8 du présent règlement et dans les conditions énoncées au dit article;

2° Jusqu'à concurrence de 40 0/0 au plus du total :

A. En premières hypothèques sur des immeubles situés en Belgique. Les inscriptions ne seront prises en considération que pour 60 0/0 au maximum de la valeur des immeubles;

B. En immeubles situés en Belgique. Les immeubles seront estimés à leur valeur vénale;

3° Jusqu'à concurrence de 20 0/0 au plus du total, en obligations des

sociétés belges qui, depuis cinq ans consécutifs au moins, ont fait face à tous leurs engagements au moyen de leurs ressources ordinaires. Ces obligations seront estimées comme il est dit au dernier alinéa de l'art. 8.

Art. 15. Les sociétés seront tenues d'opérer le versement des capitaux des rentes qui prennent cours, soit à la Caisse générale d'épargne et de retraite, soit à un autre établissement agréé pour le service des rentes, à moins qu'elles n'aient été elles-mêmes agréées pour ce service.

La constitution des capitaux doit avoir lieu dans les délais fixés à l'art. 14 de la loi du 24 décembre 1903.

Art. 16. Les sociétés dont l'objet n'est pas limité à l'assurance des risques prévus par la loi du 24 décembre 1903 doivent établir, pour les opérations de cette assurance, une gestion et une comptabilité distinctes.

Art. 17. Les sociétés agréées sont tenues de remettre au ministère de l'Industrie et du Travail, aux dates et dans les formes et conditions à déterminer par arrêté ministériel, le compte rendu annuel de leurs opérations relatives aux risques résultant de la loi du 24 décembre 1903, avec des tableaux concernant la situation financière, les salaires assurés, l'état des indemnités, le nombre, la nature et les conséquences des accidents et, en général, tous autres éléments propres à faciliter l'exercice du contrôle. Elles doivent, en outre, sur la réquisition du ministre ou de ses délégués, produire tous livres, écritures, polices, contrats, pièces comptables et autres documents de nature à permettre le contrôle de l'exécution des obligations légales et réglementaires qui leur incombent, notamment en ce qui concerne la gestion de l'assurance, le service des indemnités, et s'il y a lieu, le service médical et pharmaceutique.

Les sociétés communiqueront au ministère, en double exemplaire, les documents distribués par elles au public.

Un rapport annuel sur la situation des sociétés agréées sera publié par les soins du ministère de l'Industrie et du Travail.

Art. 18. Les polices d'assurances reproduiront le texte des art. 4, 5, 7, 23 et 30 de la loi du 24 décembre 1903.

Elles seront rédigées en termes clairs et précis.

Art. 19. Les polices stipuleront :

1° Que la société s'engage à garantir aux victimes d'accidents et aux ayants droit, nonobstant toutes clauses de déchéance et jusqu'à ce que le contrat prenne fin, l'intégralité des indemnités prévues par la loi du 24 décembre 1903, sans exception ni réserve;

2° Que, lorsque l'omission d'un acte à accomplir dans un délai déterminé doit entraîner une déchéance à charge du chef d'entreprise, cette déchéance ne sera pas encourue si le chef d'entreprise établit qu'il n'est pas en faute et qu'il a, d'ailleurs, réparé l'omission aussitôt que possible;

3° Qu'en cas de résiliation du contrat au profit de la société, celle-ci restera tenue de la garantie prévue au 1° du présent article jusqu'à l'expiration d'un délai à déterminer. Ce délai, qui ne pourra être inférieur à deux jours, prendra cours le lendemain de l'envoi, par la société, à l'inspecteur du travail du ressort, d'une lettre recommandée, portant la résiliation à la connaissance de ce fonctionnaire.

Art. 20. Les polices stipuleront que les contrats seront résiliés de plein droit dans le cas où la société cesserait d'être agréée.

CHAPITRE III. — DES CAISSES COMMUNES D'ASSURANCE.

SECTION 1^{re}. — *Dispositions générales.*

Art. 21. Les caisses communes d'assurance contre les accidents constituées par les chefs d'entreprise, en vertu de l'art. 17 de la loi du 24 décembre 1903, ne pourront être agréées qu'après approbation de leurs statuts par le Gouvernement.

Les caisses communes agréées jouiront de la capacité juridique et des avantages visés à l'art. 19 de la loi précitée.

Art. 22. Toute caisse commune doit comprendre 5 affiliés au moins, occupant ensemble un nombre d'ouvriers qui ne soit pas inférieur à 10.000. L'agrération pourra néanmoins être accordée aux caisses qui comprennent un minimum de 30 chefs d'entreprise, occupant au total cinq mille ouvriers au moins.

La demande d'agrération pourra être introduite alors même que les conditions visées au précédent alinéa ne sont pas remplies; mais, en pareil cas, l'arrêté d'agrération ne sera publié et ne sortira ses effets qu'après qu'un second arrêté royal aura constaté l'accomplissement de ces conditions.

Art. 23. Les statuts seront joints à la requête prévue par l'art. 2 du présent règlement.

Seront en outre annexés à la dite requête, un exposé précis des bases techniques adoptées pour l'établissement des tarifs de primes ainsi que le texte des conditions générales de l'assurance, à moins que celles-ci ne soient insérées dans les statuts.

Les documents visés ci-dessus, certifiés et dûment signés, seront remis en double exemplaire.

Art. 24. Les statuts approuvés seront publiés au *Moniteur* en annexe à l'arrêté d'agrération.

Art. 25. Les statuts des caisses communes mentionneront :

1° La dénomination et le siège de l'association;

2° L'objet en vue duquel l'association est établie. Outre l'assurance des risques résultant des accidents du travail prévus par la loi du 24 dé-

cembre 1903, cet objet pourra comprendre le traitement et l'hospitalisation des victimes ainsi que la prévention des accidents;

3° Les conditions et le mode d'admission, de démission et d'exclusion des chefs d'entreprise affiliés;

4° L'étendue des engagements personnels assumés par les affiliés et qui constituent le capital de garantie. L'engagement de chaque affilié, en y comprenant l'obligation relative au paiement de la prime afférente à chaque exercice, sera au moins égal à deux fois la valeur de la dite prime;

5° L'organisation de l'administration de la caisse, le mode de nomination, les pouvoirs et la durée du mandat des personnes chargées de cette administration;

6° Le mode d'établissement des tarifs de primes, le mode de fixation et le recouvrement des primes et autres cotisations exigibles;

7° Le mode de règlement des indemnités et, s'il y a lieu, l'organisation du service médical et pharmaceutique. Le cas échéant, les statuts détermineront aussi le mode d'intervention des chefs d'entreprise ou des caisses locales prévues par l'art. 19, 2° alinéa, de la loi du 24 décembre 1903, en ce qui concerne le paiement des indemnités dues pendant les six premiers mois qui suivent l'accident;

8° Le mode de règlement et d'approbation des comptes;

9° La procédure à suivre en cas de modification des statuts ou de liquidation de l'association. Les résolutions prises, en vertu des statuts, relativement à ces objets n'auront d'effet que pour autant qu'elles soient approuvées par le Gouvernement, dans les formes établies pour l'agrément.

Art. 26. Préalablement à la publication de l'arrêté d'agrément, les caisses communes devront justifier de la constitution d'un cautionnement qui sera soumis aux règles établies par les art. 7, 8, 9, 10, 11 et 12 du présent règlement.

Le cautionnement pourra toutefois être réduit jusqu'à concurrence de la moitié de la valeur fixée par l'art. 7 et même, pour les caisses qui assurent 20.000 ouvriers au moins, jusqu'à concurrence des deux tiers, lorsque les engagements personnels formant le capital de garantie, visé à l'art. 25, 4°, sont augmentés en proportion de la réduction.

Art. 27. Les dispositions des art. 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19 et 20 du présent règlement, relatives aux réserves, à la constitution des capitaux des rentes, à la production des comptes et autres documents, au contrôle et à la surveillance ainsi qu'aux stipulations des contrats d'assurance, sont applicables aux caisses communes agréées.

SECTION II. — *Des commissions arbitrales.*

Art. 28. Les statuts des caisses communes peuvent stipuler que les contestations visées par l'art. 26, 1^{er} alinéa, de la loi du 24 décembre

1903 seront déférées à une commission arbitrale, conformément au deuxième alinéa du même article. Il peut être institué plusieurs commissions arbitrales pour une même caisse.

Les statuts détermineront, sous réserve des dispositions qui suivent : le siège, l'organisation et le mode de fonctionnement de la juridiction arbitrale.

Art. 29. La commission arbitrale ne peut exercer la juridiction en dehors du ressort de la cour d'appel auquel appartient le magistrat-président.

La commission tient ses séances dans l'arrondissement judiciaire où l'accident donnant lieu à contestation s'est produit. Toutefois, des dérogations à cette règle peuvent être prévues par les statuts, sous réserve d'approbation par l'arrêté d'agrément ou par un arrêté royal ultérieur.

Art. 30. Toute commission arbitrale se compose d'un président, d'un président suppléant et d'un nombre égal d'assesseurs chefs d'entreprise et d'assesseurs ouvriers. Le nombre des assesseurs est fixé par les statuts de la caisse.

La commission juge au nombre fixe de trois ou cinq arbitres, savoir : le président ou son suppléant et un ou deux assesseurs de chaque catégorie.

Chaque commission arbitrale rédige son règlement d'ordre intérieur, sous l'approbation du ministre de l'Industrie et du Travail.

Le règlement d'ordre intérieur détermine notamment l'ordre dans lequel les assesseurs sont appelés à siéger.

Art. 31. Le président et le président suppléant sont désignés pour cinq ans, par le premier président de la cour d'appel dans le ressort de laquelle la commission exerce sa juridiction, parmi les magistrats du ressort.

Les assesseurs chefs d'entreprise et les assesseurs ouvriers sont respectivement désignés pour cinq ans par les membres chefs d'industrie et les membres ouvriers des conseils de prud'hommes ou des conseils de l'industrie et du travail, parmi les personnes éligibles aux dits conseils. Si les catégories d'entreprises intéressées ou une partie d'entre elles ne relèvent d'aucun de ces conseils, les assesseurs sont désignés, en tout ou en partie, par la voie du sort, sur une liste triple de candidats dressée par le président du tribunal de première instance. Le mode et les conditions de la nomination des assesseurs seront, pour le surplus, déterminés par arrêté ministériel en ce qui concerne chaque caisse communale.

Un greffier est attaché à chaque commission arbitrale ; il est nommé, sur l'avis de la commission, par le premier président de la cour d'appel. Un ou plusieurs greffiers adjoints peuvent être nommés dans les mêmes conditions.

Art. 32. Les commissions arbitrales statuent, en dernier ressort, jusqu'à la valeur de 300 francs et, en premier ressort, à quelque valeur que la demande puisse s'élever.

L'appel est porté devant le tribunal de première instance du siège de la caisse.

Art. 33. Il sera procédé devant les commissions arbitrales selon les art. 91 à 121 et 123 de la loi du 31 juillet 1889 organique des conseils de prud'hommes, sous réserve des dispositions suivantes :

1° Il n'y aura point de bureau de conciliation ; toutefois, les arbitres ne statueront qu'après avoir essayé de concilier les parties ;

2° Les commissions arbitrales ont le pouvoir discrétionnaire de faire entendre d'office des experts, séance tenante ;

3° L'audition des témoins reprochés peut être ordonnée même dans les causes non sujettes à l'appel.

Art. 34. Les statuts des caisses communes prescriront le mode suivant lequel l'organisation de la juridiction arbitrale sera portée à la connaissance des ouvriers.

Art. 35. Les frais des commissions arbitrales y compris les traitements des greffiers et les indemnités à allouer aux présidents, à leurs suppléants et aux assesseurs, sont à charge des caisses communes intéressées ; les statuts fixent ce traitement et ces indemnités ou délèguent à l'administration de la caisse le pouvoir de les fixer, sous l'approbation du ministre de l'Industrie et du Travail.

CHAPITRE IV. — DU SERVICE DES RENTES.

Art. 36. Le service des rentes est effectué par la Caisse générale d'épargne et de retraite et par les établissements dûment agréés à cet effet.

L'agrément pour le service des rentes ne sera accordée qu'aux sociétés et aux caisses communes agréées pour l'assurance contre les accidents en vertu des dispositions qui précèdent. Le service des rentes fera l'objet d'une gestion et d'une comptabilité distinctes ; les dispositions de l'art. 17 du présent règlement sont applicables au contrôle de ce service.

Art. 37. Les règles suivantes seront observées relativement à la constitution des capitaux de rentes, en exécution de la disposition finale de l'art. 4, n° 2 et des deux derniers alinéas de l'art. 6, de l'art. 7 et du premier alinéa de l'art. 14 de la loi du 24 décembre 1903 :

1° En cas d'incapacité permanente, le capital de la rente à servir aux termes de l'art. 4 ne sera pas supérieur à celui qui résultera de l'application du barème annexé au présent règlement ;

2° En cas de mort, le capital visé au n° 2 de l'art. 6, sera égal à celui qui résultera de l'application du dit barème ; les rentes viagères ou

temporaires à provenir de la conversion de ce capital ainsi qu'il est dit aux deux derniers alinéas de l'art. 6 précité, ne pourront être inférieures à celles que donnera l'application du même barème;

3^e Lorsque la valeur des rentes est partiellement ou totalement attribuée aux intéressés en capital, dans les conditions prévues par l'art. 7, alinéas 1 et 3, les sommes à payer de ce chef seront égales à celles qui résulteront de l'application du barème susmentionné.

Art. 38. Indépendamment des conditions auxquelles ils sont soumis aux termes du présent règlement, les établissements agréés pour le service des rentes constitueront un cautionnement supplémentaire qui sera fixé à la somme de 200.000 francs, augmentée de 2 0/0 de la réserve mathématique visée à l'article suivant.

Art. 39. Les établissements chargés du service des rentes constitueront une réserve mathématique correspondant aux rentes allouées à la suite d'accidents ayant occasionné la mort ou une incapacité permanente de travail.

La réserve mathématique est calculée d'après le barème annexé au présent règlement.

Elle ne peut être placée que de la manière déterminée à l'art. 14; les valeurs mobilières qu'elle comprend doivent être conservées dans les conditions prescrites par l'art. 13, 3^e alinéa.

La réserve mathématique est affectée, par privilège, au paiement des rentes, conformément à l'art. 17 de la loi du 24 décembre 1903.

CHAPITRE V. — DE LA MANIÈRE DONT L'AGRÉATION PREND FIN.

Art. 40. Lorsque les sociétés ou caisses communes agréées ne se conforment pas aux lois et règlements de la matière, l'agrément sera révoquée par arrêté royal, sur l'avis de la commission des accidents du travail.

Art. 41. La révocation ne pourra être prononcée qu'après l'expiration d'un délai fixé par le ministre de l'Industrie et du Travail à l'établissement en défaut, pour régularisation éventuelle ou justification.

Art. 42. En ce qui concerne les sociétés d'assurance à primes fixes, l'arrêté de révocation nommera un curateur chargé de prendre, conformément aux dispositions à prescrire par le même arrêté, toutes les mesures relatives à la sauvegarde des intérêts des victimes d'accidents et des ayants droit.

Art. 43. Les sociétés d'assurances à primes fixes pourront demander à renoncer au bénéfice de l'agrément. Il sera statué par arrêté royal, sur l'avis de la commission des accidents du travail.

La demande ne pourra être accueillie que si la société requérante

fournit la preuve qu'elle a pris toutes les mesures exigées pour la sauvegarde des intérêts des victimes d'accidents et des ayants droit.

Art. 44. En ce qui concerne les caisses communes d'assurance, la révocation de l'agrément emportera dissolution de la caisse qui n'existera plus que pour sa liquidation.

L'arrêté de révocation pourra, nonobstant toutes dispositions des statuts, nommer le liquidateur et prescrire toutes mesures relatives au mode de liquidation.

Dispositions finales.

Art. 45. Les sociétés et caisses communes agréées ne pourront se prévaloir d'aucun droit acquis, vis-à-vis de l'État, en vertu des dispositions du présent règlement ou des décisions qui seront prises pour son exécution.

Art. 46. Les sociétés et caisses communes pourront introduire leurs requêtes à fin d'agrément à partir du 1^{er} novembre 1904.

Toutefois, les arrêtés d'agrément qui seraient publiés antérieurement à la date de l'entrée en vigueur de la loi du 24 décembre 1903 ne sortiront leurs effets qu'à partir de cette date.

Art. 47. Notre ministre de l'Industrie et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Ostende, le 29 août 1904.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le ministre de l'Industrie et du Travail,

FRANCOTTE.

Le ministre des Finances et des Travaux publics,

Comte DE SMET DE NAEYER.

Le ministre de la Justice,

J. VAN DEN HEUVEL.

ANNEXE.

Barème pour le calcul des rentes et des réserves mathématiques.

Bases.

Table de mortalité : table dressée par la caisse générale d'épargne et de retraite d'après les recensements décennaux de la population belge de 1880, 1890 et 1900 et des listes mortuaires belges des années 1892 à 1901 (sexes réunis).

Taux annuel d'intérêt, 3 0/0.

Chargement, 3 0/0 des prix chargés (versements).

Ces rentes sont supposées payables trimestriellement par quart à terme échu et comprendre un arrérage au décès calculé au prorata du temps compris entre la dernière échéance trimestrielle et le jour du décès.

TARIF I. — RENTES VIAGÈRES.

AGE.	VALEUR ACTUELLE D'UNE rente annuelle de 1 franc.	RENTE ANNUELLE correspondant au versement de 1 franc.	AGE.	VALEUR ACTUELLE D'UNE rente annuelle de 1 franc.	RENTE ANNUELLE correspondant au versement de 1 franc.
12	25,3026	0,039521	51	14,8428	0,067372
13	25,0809	0,039870	52	14,4700	0,069108
14	24,8559	0,040231	53	14,0935	0,070954
15	24,6287	0,040603	54	13,7139	0,072918
16	24,4072	0,040971	55	13,3315	0,075010
17	24,1904	0,041338	56	12,9470	0,077237
18	23,9761	0,041708	57	12,5606	0,079614
19	23,7660	0,042076	58	12,1730	0,082149
20	23,5665	0,042433	59	11,7846	0,084856
21	23,3776	0,042775	60	11,3961	0,087749
22	23,1832	0,043134	61	11,0079	0,090843
23	22,9830	0,043510	62	10,6207	0,094155
24	22,7769	0,043904	63	10,2351	0,097703
25	22,5648	0,044316	64	9,8515	0,101507
26	22,3467	0,044749	65	9,4706	0,105589
27	22,1225	0,045202	66	9,0933	0,109971
28	21,8920	0,045678	67	8,7200	0,114678
29	21,6553	0,046178	68	8,3511	0,119744
30	21,4122	0,046702	69	7,9874	0,125197
31	21,1626	0,047253	70	7,6295	0,131070
32	20,9065	0,047832	71	7,2779	0,137402
33	20,6437	0,048440	72	6,9334	0,144229
34	20,3745	0,049080	73	6,5960	0,151607
35	20,0988	0,049754	74	6,2666	0,159576
36	19,8164	0,050463	75	5,9455	0,168194
37	19,5275	0,051209	76	5,6331	0,177522
38	19,2320	0,051996	77	5,3301	0,187613
39	18,9300	0,052826	78	5,0365	0,198550
40	18,6215	0,053701	79	4,7525	0,210415
41	18,3068	0,054624	80	4,4787	0,223279
42	17,9858	0,055599	81	4,2151	0,237242
43	17,6587	0,056629	82	3,9620	0,252397
44	17,3254	0,057718	83	3,7193	0,268867
45	16,9865	0,058870	84	3,4875	0,286738
46	16,6419	0,060089	85	3,2661	0,306175
47	16,2919	0,061380	86	3,0552	0,327310
48	15,9367	0,062748	87	2,8545	0,350324
49	15,5766	0,064198	88	2,6649	0,375248
50	15,2119	0,065738	89	2,4855	0,402333
			90	2,3163	0,431723

AGE.	VALEUR ACTUELLE D'UNE rente annuelle de 1 franc.	RENTE ANNUELLE correspondant au versement de 1 franc.	AGE.	VALEUR ACTUELLE D'UNE rente annuelle de 1 franc.	RENTE ANNUELLE correspondant au versement de 1 franc.
91	2,1562	0,463778	96	1,4942	0,669254
92	2,0058	0,498554	97	1,3865	0,721240
93	1,8654	0,536078	98	1,2851	0,778149
94	1,7335	0,576867	99	1,1545	0,866175
95	1,6135	0,619770	100	0,9547	1,047449
			101	0,8447	1,183852

TARIF II. — RENTES PAYABLES TEMPORAIREMENT JUSQU'À L'ÂGE DE 16 ANS.

AGE.	VALEUR ACTUELLE D'UNE rente temporaire de 1 franc.	RENTE TEMPORAIRE correspondant au versement de 1 franc.	AGE.	VALEUR ACTUELLE D'UNE rente temporaire de 1 franc.	RENTE TEMPORAIRE correspondant au versement de 1 franc.
0	10,2102	0,097941	8	7,2405	0,138112
1	11,3802	0,087871	9	6,4377	0,155394
2	11,1752	0,089483	10	5,6061	0,178377
3	10,6856	0,093583	11	4,7456	0,210781
4	10,0952	0,099056	12	3,8557	0,259356
5	9,4462	0,105862	13	2,9372	0,340460
6	8,7501	0,114284	14	1,9892	0,502714
7	8,0120	0,124812	15	1,0105	0,989609

Approuvé pour être annexé à notre arrêté du 2 août 1904.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le ministre de l'Industrie et du Travail,

FRANCOTTE.

Le ministre des Finances et des Travaux publics,

Comte de SMET DE NAEYER.

Le ministre de la Justice,
J. VAN DEN HEUVEL.

*Arrêté royal du 30 août 1904 fixant le tarif prévu par l'art. 5,
alinéa 3 de la loi du 24 décembre 1903.*

LÉOPOLD II, Roi des Belges,

A tous présents et à venir, SALUT,

Vu la loi du 24 décembre 1903 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail et, notamment, l'art. 5 de ladite loi, ainsi conçu :

« Art. 5. Le chef d'entreprise est tenu, conformément aux dispositions ci-après, des frais médicaux et pharmaceutiques causés par l'accident et faits pendant les six premiers mois.

« Si le chef d'entreprise a institué, à sa charge exclusive, un service médical et pharmaceutique et en a fait mention dans une clause spéciale du règlement d'atelier, la victime n'a pas le choix du médecin et du pharmacien; il en est de même lorsque, à défaut de règlement d'atelier, les parties sont, par une stipulation spéciale du contrat de travail, convenues que le service est institué par le chef d'entreprise.

« Dans les autres cas, la victime a le choix du médecin et du pharmacien; mais le chef d'entreprise n'est tenu qu'à concurrence de la somme fixée à forfait par un tarif établi par arrêté royal.

« Les indemnités pour frais médicaux et pharmaceutiques pourront être payées à ceux qui en ont pris la charge. Les personnes à qui ces frais sont dus ont une action directe contre les chefs d'entreprise ».

Vu l'avis de la commission des accidents du travail;

Sur la proposition de notre ministre de l'Industrie et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Les sommes à payer par les chefs d'entreprise, à titre de frais médicaux, dans les cas prévus par l'art. 5, 3^e alinéa, de la loi du 24 décembre 1903 sont fixées à forfait, conformément au tarif A annexé au présent arrêté.

Art. 2. Pour les accidents occasionnant une incapacité de travail de plus d'une semaine, les frais des certificats sont compris dans les sommes prévues au tarif A.

En cas de mort, le certificat de constatation du décès est tarifé à 5 francs.

Art. 3. En cas d'interventions multiples ou répétées pour une même lésion, la somme la plus forte est due à l'exclusion de toute

autre, sans préjudice de ce qui est prévu pour l'assistance.

Art. 4. En cas de lésions multiples provoquées par le même accident chez le même sujet, la somme fixée pour l'intervention la plus importante est due intégralement; les autres interventions et traitements ne donnent lieu qu'au paiement de la moitié des sommes prévues au tarif A.

Art. 5. Les sommes à payer par les chefs d'entreprise, à titre de frais pharmaceutiques, dans les cas prévus par l'art. 5, 3^e alinéa, de la loi du 24 décembre 1903, sont fixées à raison des fournitures faites, sans toutefois que ces sommes puissent dépasser au total les prix forfaitaires du tarif B ci-annexé.

En cas de contestation sur la valeur des fournitures, le juge statuera, dans les limites du forfait, en tenant compte, notamment, des tarifs en usage dans les administrations publiques.

Art. 6. Notre ministre de l'Industrie et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Ostende, le 30 août 1904.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le ministre de l'Industrie et du Travail,

FRANCOTTE.

ANNEXE

Tarif des frais médicaux et pharmaceutiques (art. 5, 3^e alinéa, de la loi du 24 décembre 1903).

TARIF A

1. — Luxations et fractures (réduction et traitement).

a) Luxations :

Doigts. — Orteils. — Clavicule. — Maxillaire inférieur.	fr. 10
Pouce. — Os du carpe. — Poignet.....	» 15
Rotule. — Os du tarse. — Cou-de-pied.....	» 20
Épaule. — Coude. — Genou.....	» 25
Hanche.....	» 40

b) Fractures simples :

Phalanges. — Doigts. — Orteils. — Métacarpiens. —	
Métatarsiens.....	» 10
Os du carpe. — Os de la face. — Côtes. — Sternum. —	
Omoplate.....	» 15

Malléole. — Calcaneum.....	fr. 20
Os du crâne. — Maxillaire inférieur. — Clavicule. — Humérus. — Avant-bras. — Rotule. — Malléoles.....	» 25
Bassin. — Jambe.....	» 40
Colonne vertébrale.....	» 50
Fémur.....	» 60

c) Fractures compliquées (fractures qui présentent des lésions de voisinage de nature à en augmenter la gravité) :

Os de la main, du pied, de la face. — Omoplate.....	» 30
Maxillaire inférieur. — Clavicule. — Humérus. — Avant-bras.....	» 40
Côtes. — Sternum. — Rotule.....	» 50
Jambe.....	» 70
Bassin. — Colonne vertébrale. — Fémur.....	» 80

2. — Interventions opératoires

(avec traitement nécessité par l'accident).

a) Petites interventions :

Rapprochement des plaies par sutures. — Ablation d'ongles, d'esquilles libres. — Section des parties molles condamnées. — Cautérisation (excepté la cautérisation superficielle du tissu cutané). — Traitement de l'asphyxie. — Cathétérisme des voies urinaires ou de la trompe d'Eustache. — Hémostase par tamponnement..	fr. 10
---	--------

b) Ligatures d'artères en dehors de la plaie :

Temporale. — Faciale. — Cubitale. — Radiale. — Arcade palmaire superficielle. — Tibiale antérieure. — Péronière. — Plantaire.....	» 20
Linguale. — Axillaire. — Humérale. — Arcade palmaire profonde. — Iliaque externe. — Crurale. — Fémorale. — Poplitée.....	» 40
Carotide. — Sous-clavière.....	» 50

c) Amputations. — Désarticulations. — Résections :

Phalanges. — Doigts. — Orteils.....	» 15
Métacarpiens. — Métatarsiens.....	» 25
Os du carpe ou du tarse.....	» 30
Main. — Pied.....	» 40
Bras. — Coude. — Avant-bras.....	» 50
Côtes. — Épaule. — Cuisse. — Genou. — Jambe.....	» 75
Hanche.....	» 100
Os de la face.....	» 40
Trépanation.....	» 100
Évidement. — Curettage des tissus osseux. — Extraction de sequestre.....	» 30

d) Opérations diverses :

Suture de tendons, nerfs ou de leurs gaines.....	fr. 20
Ouverture de phlegmons profonds ou diffus. — Thoracocentèse. — Paracenthèse. — Ponction vésicale.....	» 25
Extraction de corps étrangers des tissus profonds. — Accouchement. — Avortement. — Curettage utérin.....	» 30
Trachéotomie. — Laryngotomie.....	» 50
Ouverture chirurgicale d'une grande articulation. — Kélotomie. — Autoplastie.....	» 50
Suture osseuse.....	» 60
Uréthrotomie externe. — Opérations sur les viscères.....	» 100
Opérations sur les parties externes de l'œil.....	» 20
— — profondes de l'œil.....	» 50
Enucléation d'un œil.....	» 50
Opération sur l'oreille moyenne.....	» 20
— — interne.....	» 50

3. — Assistance.

a) Assistance sans anesthésie :

Un aide.....	fr. 10
Deux aides ou plus.....	» 20

b) Assistance avec anesthésie :

Un aide.....	» 20
Deux aides ou plus.....	» 30

4. — Cas non spécifiés ci-dessus.

Les interventions et les traitements non visés dans la nomenclature précédente et relatifs à des accidents occasionnant au moins une incapacité de travail d'un jour, seront payés d'après le tarif suivant :

a) Accident nécessitant un traitement médical de un à quatre jours.....	fr. 3
b) Accidents nécessitant un traitement médical de cinq à sept jours.....	» 6
c) Accidents nécessitant un traitement médical de huit à quatorze jours.....	» 10
d) Accidents nécessitant un traitement médical de quinze à trente jours.....	» 20
e) Accidents nécessitant un traitement médical de plus d'un mois : pour le premier mois.....	» 20
plus 5 francs par quinzaine supplémentaire jusqu'à l'expiration du sixième mois.	

TARIF B.

1. Lésions donnant lieu à un traitement de moins de huit jours.....	fr. 5
---	-------

2. Lésions donnant lieu à un traitement de huit à quatorze jours.....	fr. 10
3. Lésions donnant lieu à un traitement de quinze à trente jours.....	» 20
4. Lésions donnant lieu à un traitement de trente et un à soixante jours.....	» 30
5. Lésions donnant lieu à un traitement de soixante et un à quatre-vingt-dix jours.....	» 40
6. Lésions donnant lieu à un traitement de quatre-vingt-onze jours à six mois.....	» 60
7. Lésions ayant occasionné la mort, quelle que soit la durée du traitement.....	» 60

Approuvé pour être annexé à Notre arrêté du 30 août 1904.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le ministre de l'Industrie et du Travail,

FRANCOTTE.

CIRCULAIRE DU 31 AOUT 1904

DU MINISTRE DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL

AUX GOUVERNEURS

MONSIEUR LE GOUVERNEUR,

Le *Moniteur* de ce jour publie deux arrêtés royaux pris en vertu de la loi du 24 décembre 1903 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail.

1. Le premier arrêté, qui porte la date du 29 août 1904, établit, en exécution des art. 7, 10, 14, 17, 18, 19, 26 et 40 de la loi, le *Règlement général de l'assurance contre les accidents du travail*.

Il convient d'en indiquer brièvement la portée.

Le principe fondamental de la législation nouvelle, c'est, on le sait, la réparation obligatoire, à forfait, de tous les accidents du travail survenus aux ouvriers, dans les entreprises visées à l'article 1^{er} de la loi.

La réparation comprend une indemnité pécuniaire, qui représente une fraction du salaire, ainsi que les frais médicaux et pharmaceutiques afférents aux six premiers mois consécutifs à l'accident.

L'indemnité est due à la victime et, en cas de mort, à certaines catégories d'ayants droit : elle est, en règle générale, allouée sous la forme d'une rente viagère si l'incapacité est permanente et sous la forme d'une rente viagère ou temporaire s'il s'agit d'un accident mortel.

La réparation est individuellement à la charge des chefs d'entreprises : lorsqu'elle comporte une rente, le patron ne peut se contenter d'en payer les arrérages au fur et à mesure des échéances ; il est tenu, dans un délai fixé, soit de verser le capital de la rente à la Caisse générale d'épargne et de retraite ou à un autre établissement officiellement admis à faire le service des rentes, soit de fournir des sûretés pour la constitution éventuelle de ce capital.

Toutefois, les chefs d'entreprises ont la faculté de s'exonérer de ces diverses obligations, à la condition d'en transférer intégralement la charge à un établissement d'assurance reconnu par l'État.

Il leur suffit, à cet effet, de s'affilier à une caisse commune d'assurance, constituée entre patrons et agréée par le Gouvernement, ou bien de traiter avec une société d'assurance à primes fixes également agréée.

La caisse commune ou la société sont alors subrogées aux obligations des chefs d'entreprises, qui, par là même, sont déchargés de toute responsabilité personnelle vis-à-vis de leurs ouvriers, en cas d'accident du travail.

Il est à remarquer que les patrons ainsi exonérés sont, en outre, dispensés de la cotisation de garantie que la loi met à la charge des patrons non exonérés : ces derniers restent d'ailleurs, nonobstant le paiement de cette cotisation, personnellement tenus de la réparation des accidents survenant dans leurs entreprises, soit qu'ils aient contracté avec un assureur non agréé, soit qu'ils aient jugé bon de ne pas s'assurer du tout.

Les contestations relatives aux indemnités dues aux victimes d'accidents ou à leurs ayants droit sont jugées par le juge de paix, à charge d'appel devant le tribunal de première instance pour les litiges d'une valeur déterminée ; toutefois les caisses communes d'assurance agréées peuvent substituer à la juridiction du juge de paix celle d'une commission arbitrale composée de chefs d'entreprises et d'ouvriers, présidés par un magistrat.

Il importait de rappeler sommairement ces diverses règles de la loi du 24 décembre 1903 pour bien faire saisir le but du *règlement général* établi par l'arrêté royal du 29 août 1904 précité.

En effet, le règlement a pour objet de déterminer les conditions auxquelles les sociétés d'assurance à primes fixes ainsi que les caisses

communes pourront être agréées par le Gouvernement, de fixer ensuite, pour ces dernières caisses, les principes d'organisation des commissions arbitrales et enfin de régler le service des rentes.

L'attention des industriels et des assureurs est spécialement appelée sur l'article 46, aux termes duquel les sociétés et les caisses communes d'assurance pourront introduire leurs requêtes, à fin d'agrément, à partir du 1^{er} novembre 1904.

Les dispositions du règlement général relèvent, en plus d'un point, de la technique des assurances : d'où le caractère parfois assez spécial et assez complexe qu'elles revêtent.

J'ai jugé bon, monsieur le Gouverneur, d'en faire développer brièvement les motifs dans une « note explicative » qui est annexée à la présente circulaire et qui, vu la nouveauté des principes juridiques dont le règlement déduit les conséquences, sera consultée avec fruit par les intéressés.

On ne s'est attaché, dans cette note, qu'aux points essentiels, sans insister sur les choses qui s'expliquent d'elles-mêmes. Des instructions relatives à l'emploi du barème annexé au règlement ont été jointes à la « note explicative », qu'elles viennent utilement compléter.

II. Le second des arrêtés publiés aujourd'hui, et qui est daté du 30 août 1904, établit le *Tarif médical et pharmaceutique* prévu par la loi du 24 décembre 1903 (art. 5).

L'objet de ce tarif est uniquement de déterminer à forfait les sommes jusqu'à concurrence desquelles le chef d'entreprise sera tenu, en ce qui concerne les frais médicaux et pharmaceutiques, lorsque la victime de l'accident aura choisi elle-même le médecin et le pharmacien. Or, la victime n'a pas le choix du médecin et du pharmacien quand les chefs d'entreprises ou les assureurs agréés qu'ils se sont substitués ont établi, à leur charge exclusive, un service médical et pharmaceutique : il faut, d'ailleurs, qu'en pareil cas le règlement d'atelier mentionne l'institution de ce service, ou qu'à défaut de règlement les parties soient convenues, par une stipulation spéciale du contrat de travail, que le service est institué par le chef d'entreprise.

Telle est la loi. Il en résulte que, lorsque la désignation du médecin et du pharmacien se fera, dans les conditions légales, par le patron ou par l'assureur agréé, ceux-ci auront à s'entendre avec les praticiens qu'ils auront choisis en ce qui concerne la rémunération de ces derniers.

La loi n'a prévu aucune tarification spéciale dans ce cas. Mais la volonté du législateur est que les victimes soient convenablement traitées; et ceux qui ont la charge de leur procurer les soins que leur état réclame seront, sous les sanctions de droit, tenus de s'acquitter de leurs obligations équitablement et de bonne foi.

III. Les autres arrêtés royaux qui doivent régler l'exécution de la loi

sur les accidents du travail seront pris vers la fin de la présente année; la loi sera applicable six mois après la publication du dernier des arrêtés obligatoirement prévus, et cette publication sera faite de telle sorte que la loi entre en vigueur à la date du 1^{er} juillet 1905.

Il convient d'attirer l'attention des intéressés sur l'art. 36 de la loi relatif aux polices d'assurance qui auraient été souscrites sous le régime ancien de responsabilité en matière d'accidents, et qui, par hypothèse, seraient encore plus ou moins compatibles avec le régime nouveau. Cet article est ainsi conçu :

« Les polices d'assurance, antérieures de six mois à la date de la mise en vigueur de la présente loi et relatives aux risques d'accidents du travail dans les entreprises soumises à la dite loi, pourront, dans le délai d'un an à dater de sa mise en vigueur, être dénoncées par l'assureur ou l'assuré, soit au moyen d'une déclaration écrite dont il sera donné reçu, soit par un acte extrajudiciaire.

« Cette dénonciation ne sortira ses effets qu'à partir de la mise en vigueur de la loi, sauf convention contraire; elle ne donnera lieu à aucune indemnité ».

Le sens évident de ce texte est le suivant : pour que les intéressés — chefs d'entreprises et assureurs — fassent utilement usage de la faculté de dénonciation qui leur est accordée, il faut qu'ils agissent au plus tard avant l'expiration du délai d'un an que fixe l'article; ce délai de rigueur prendra cours à la date de l'entrée en vigueur de la loi, soit le 1^{er} juillet 1905. Mais rien n'empêcherait les chefs d'entreprises et les assureurs de dénoncer les polices actuelles dès *avant* cette date.

Il leur est loisible de le faire dès à présent; toutefois, il est bien entendu qu'en toute hypothèse et à moins de convention contraire, la dénonciation ne sortira ses effets qu'à partir de la mise en vigueur de la loi.

Enfin, les polices qui ne seraient pas de six mois antérieures à la date de l'entrée en vigueur, c'est-à-dire, en d'autres termes, celles qui porteraient une date postérieure au 31 décembre 1904, ne seront pas sujettes à dénonciation aux termes de l'art. 36.

L'art. 36 indique deux manières de dénoncer les polices. La partie dénonçante peut adresser à l'autre partie une déclaration écrite; la partie à qui la dénonciation est faite devra donner reçu de cette déclaration. La partie dénonçante peut aussi procéder par un « acte extrajudiciaire », c'est-à-dire faire signifier, unilatéralement, à la partie adverse, un exploit d'huissier lui notifiant la dénonciation. Le second de ces moyens est celui qui offre le plus de garantie à raison du caractère authentique de l'acte.

Je vous prie, monsieur le Gouverneur, de vouloir bien faire publier la présente circulaire dans le *Mémorial administratif* de la province.

Le ministre de l'Industrie et du Travail,

FRANCOTTE.

ANNEXES

A. — Note explicative.

§ 1^{er}. *Division du règlement.* — Le règlement est divisé en cinq chapitres. Le premier chapitre forme une sorte de préambule. Le chapitre II est consacré aux sociétés d'assurances à primes fixes. Le chapitre III s'occupe des caisses communes d'assurances. Le chapitre IV fixe les règles spéciales relatives au service des rentes. Le chapitre V, enfin, concerne la manière dont l'agrération prend fin.

CHAPITRE I^{er}. — DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES.

ART. 1, 2 et 3.

§ 2. *Généralités.* — Les art. 1, 2 et 3 n'appellent aucune explication spéciale : ils se bornent à rappeler, en les précisant, les dispositions de la loi relatives aux assureurs agréés en général.

CHAPITRE II. — DES SOCIÉTÉS D'ASSURANCES A PRIMES FIXES.

ART. 4.

§ 3. *Existence légale et forme des sociétés.* — Les sociétés d'assurances à primes fixes qui sollicitent l'agrération auront à justifier de leur existence légale. C'est ce qu'établit l'art. 4 (alinéa 1^{er}).

Les compagnies à primes fixes sont des sociétés commerciales dont le statut juridique est défini par la loi des 12 mai 1873-22 mai 1886. On n'ignore pas qu'aux termes de la loi du 15 décembre 1872 (art. 2) les entreprises d'assurances à primes sont réputées actes de commerce.

Dans les limites de la loi commerciale, il est loisible au Gouvernement de prescrire les conditions auxquelles les sociétés auront à se conformer pour obtenir le bénéfice de l'agrération. Il est clair que le règlement peut, notamment, déterminer la forme dans laquelle elles devront être constituées.

L'art. 4, alinéa 1^{er}, n'admet à l'agrération que les sociétés anonymes et les sociétés en commandite par actions. Le texte exclut donc les sociétés en nom collectif et les sociétés en commandite simple. En fait, cette exclusion n'a pas d'importance, attendu que les entreprises d'assurances contre les accidents ne se constituent jamais d'après ces types, qui, au surplus, ne se prêteraient point, de par leur nature même, aux mesures de garantie et de publicité qu'il faudra bien exiger. Mais le texte écarte, en outre, les sociétés coopératives. Il se peut que de rares compagnies prennent cette forme ; mais on aurait quelques raisons de se demander si celle-ci ne cacherait pas alors de véritables associations mutuelles (dont la légalité, dans ces conditions, serait fort douteuse) lorsqu'elle n'aurait pas tout simplement pour but de permettre aux fondateurs d'échapper aux garanties que la loi réclame des sociétés par actions. En toute hypothèse, la forme

coopérative devrait être repoussée. Aussi bien, pour les entreprises à but commercial, l'application de la règle posée par l'art. 4 n'offrira-t-elle aucune difficulté. Et quant aux véritables associations mutuelles qui auraient l'intention de se faire agréer, la loi leur impose — et, à vrai dire, c'est pour elles une faveur plutôt qu'une charge — l'obligation de se constituer sous la forme de caisses communes.

§ 4. *Examen de la situation financière des sociétés.* — Aux termes de l'art. 4, alinéa 2, les sociétés qui ont déjà fait des opérations, quelles qu'elles soient, avant d'introduire leur requête, auront à fournir certaines justifications relatives à leur solidité financière. C'est indispensable. A quoi servirait-il, en effet, de constater, par exemple, que les prescriptions légales concernant la souscription et la libération des actions ont été remplies, si, au moment où l'arrêté d'agrément était pris, le capital se trouvait absorbé, en tout ou en partie, par des pertes subies antérieurement ? Refuser au Gouvernement le droit de se préoccuper de la capacité financière des sociétés requérantes, ce serait réduire les conditions d'agrément à de vaines formalités. D'ailleurs, la vérification toute générale à opérer ici doit être préalable ; une fois l'agrément octroyé, le contrôle s'effectuera conformément aux règles détaillées par le règlement. L'essentiel sera d'exiger des compagnies des garanties telles que les dangers de mécomptes soient réduits au minimum ; l'arrêté prévoit notamment, dans cet ordre d'idées : a) la souscription en numéraire d'un capital minimum, libéré dans une proportion déterminée (art. 5) ; b) la formation d'un fonds de prévision (*ib.*) ; c) la constitution d'un cautionnement (art. 7) ; d) la formation de réserves (art. 13).

Quant à la surveillance permanente à établir sur les sociétés agréées (art. 17), elle ne portera que sur les opérations se rattachant à la loi du 24 décembre 1903. En principe, une compagnie agréée pour l'assurance-accidents ne sera surveillée qu'à ce seul point de vue, même si elle faisait en outre des opérations d'assurance-vie, d'assurance-incendie, etc.

§ 5. *Conditions générales des polices.* — L'art. 4, alinéa 3, prescrit l'examen des conditions générales des polices. Cet examen est nécessaire à raison des dispositions des art. 18, 19 et 20, dont on trouvera l'explication plus loin.

§ 6. *Examen des tarifs de primes.* — Convient-il de soumettre à l'approbation du Gouvernement les tarifs de primes des sociétés ?

On a pensé que semblable approbation irait à l'encontre de la liberté de l'assurance et de la liberté de la concurrence entre assureurs. Il a bien fallu, sur ce point, appliquer la loi dans son esprit ; l'autorité n'a pas à s'immiscer dans la gestion des affaires d'assurance au point de vue commercial. Elle ne peut que tracer certaines règles générales et ensuite accorder et retirer l'agrégation. La loi lui interdit d'aller plus loin.

D'ailleurs, l'autorité qui agréé doit se réserver la plus entière latitude en vue des cas où il y aura lieu de révoquer l'agrément : il ne faut pas qu'un assureur, menacé de révocation puisse s'abriter derrière l'approbation qui aurait été donnée à des tarifs mal faits, pour expliquer les mauvais résultats de son entreprise.

Mais il n'y a aucun obstacle à ce qu'on demande à un assureur quelle est la méthode scientifique à laquelle il compte recourir pour calculer ses primes : à cet égard, les appréciations objectives ne sont pas impossibles et elles permettront de porter un jugement sur le caractère plus ou moins sérieux de l'entreprise d'assurance qui sollicite l'agrément. D'où la disposition de l'art. 4, alinéa 3.

Il a semblé qu'une société qui ne serait pas en mesure de donner des explications satisfaisantes relativement au point ici prévu ne mériterait qu'une médiocre confiance et qu'il y aurait danger à l'agréer.

ART. 5.

§ 7. *Capital social et fonds de prévision.* — L'art. 5 n'a d'autre but que de renforcer certaines mesures de garantie déjà décrétées par la loi sur les sociétés commerciales.

ART. 6.

§ 8. *Sociétés étrangères.* — Dans l'examen de la question de savoir s'il convenait de placer les sociétés étrangères sur un pied de complète égalité avec les sociétés belges, on ne s'est naturellement préoccupé que du seul intérêt des industriels assujettis à la loi et de celui des ouvriers appelés à en bénéficier.

Or, à ce point de vue l'hésitation n'était pas possible; il n'y avait aucune raison d'écarter les sociétés étrangères sérieuses ni de les soumettre à un régime différentiel. D'ailleurs, si on le faisait, rien ne serait plus facile à de puissantes sociétés étrangères que de tourner la loi, en constituant chez nous des sociétés filiales belges, dont elles possèderaient à peu près toutes les actions! Ce sont évidemment les Belges qui y perdraient, puisqu'au lieu de la garantie d'une société ancienne, peut-être excellente, nous n'aurions que celle d'une société nouvelle, à capital moindre, exposée à tous les aléas des débuts.

L'art. 6 exige toutefois certaines précautions indispensables.

ART. 7, 8, 9, 10, 11 et 12.

§ 9. *Du cautionnement.* — L'art. 7 exige des sociétés la constitution d'un cautionnement à la Caisse des dépôts et consignations. Il n'y a pas lieu d'insister sur les règles très simples qui concernent le mode de constitution et les formalités administratives à remplir. Mais quelques mots d'explication ne seront pas inutiles quant au montant du cautionnement et quant à la nature des valeurs dont il devra se composer.

§ 10. *Montant du cautionnement.* — A la différence des réserves mathématiques, qui ont pour objet de garantir l'exécution des obligations relatives aux sinistres déjà liquidés, le cautionnement a pour but de répondre de l'exécution éventuelle des engagements se rattachant aux risques en cours et aux sinistres non liquidés. Théoriquement, ces engagements sont couverts par les primes, puisque, théoriquement, l'engagement de l'assureur est équivalent à celui de l'assuré. Le cautionnement doit être établi de manière à prévenir tout mécompte dans le cas où, par suite d'erreurs dans les prévisions, d'insolvabilités ou de toute autre cause, la pratique contredirait la théorie. La prudence conseille de fixer comme chiffre du cautionnement une somme qui ne soit pas inférieure à la valeur de la totalité des engagements de l'assureur pendant le dernier exercice. Mais on n'a pas admis que ce fût suffisant : aux termes de l'art. 7, c'est sur une fois et demie la valeur dont il s'agit qu'il conviendra de tabler. La raison en est que le cautionnement, dans le système du projet, doit parer non seulement à l'objet qui a été indiqué, mais encore à l'insuffisance possible de la réserve mathématique provisoire visée à l'art. 13.

Quel est le but de cette réserve mathématique provisoire ?

Elle provient de ce que, suivant la loi, le capital des rentes viagères, en cas d'incapacité permanente, ne doit être constitué qu'après l'expiration du délai de revision, soit trois ans. Ce n'est qu'après trois ans que la valeur des obligations de l'assureur est définitivement établie; en d'autres termes, ce n'est qu'après trois ans que tous les sinistres d'un exercice peuvent être définitivement liquidés. La majoration d'une demi-fois la valeur déterminée plus haut doit précisément constituer la garantie de cette liquidation définitive totale.

L'art. 7 fixe un minimum au-dessous duquel le cautionnement ne pourra pas descendre quand bien même la valeur prise comme base, ainsi qu'il vient d'être dit, serait inférieure à ce minimum. Le minimum en question est établi d'après le total annuel le plus élevé atteint par l'ensemble des primes dans le cours des trois derniers exercices. Cette règle a pour objet de contenir dans certaines limites les variations du cautionnement, variations dont l'amplitude risquerait d'être parfois considérable, si l'on s'en tenait au seul chiffre des indemnités. Les primes ont un caractère de stabilité que ne possède pas la charge des indemnités effectives; il était donc utile de faire intervenir l'élément-prime, dans la fixation du cautionnement, à titre de régulateur.

On objectera peut-être qu'il eût été plus simple de ne prendre que cette dernière base. Mais il y aurait eu quelque danger à le faire, parce que, dans les débuts surtout, des assureurs peu sérieux pourraient être tentés de réduire imprudemment le taux des primes dans le seul but d'alléger leurs obligations relatives au cautionnement.

Pour la première année de fonctionnement de l'assurance, toute base positive manquait. L'art. 7 établit empiriquement le cautionnement de cette année à 300.000 francs, ce qui n'a rien d'exagéré. Il stipule, en outre, que ce chiffre servira de minimum absolu — précaution utile en ce qui concerne les sociétés de faible importance — et qu'en aucun cas le cautionnement n'excèdera 1.500.000 francs. Cette somme suppose un chiffre d'affaires suffisamment rassurant, au point de vue de l'équilibre financier de la société, pour qu'il soit superflu d'appliquer désormais, dans toute sa rigueur, la règle généralement admise pour le calcul du cautionnement. D'ailleurs, une immobilisation trop considérable de capitaux serait préjudiciable au fonctionnement normal de l'assurance.

§ 11. *Constitution et placement du cautionnement.* — Le cautionnement est affecté par privilège au paiement des indemnités; de plus, sa destination implique que les valeurs qui le composent soient des valeurs de tout repos, de disponibilité immédiate, dont la consignation en mains sûres s'impose. Le législateur l'a ainsi voulu.

Les art. 7 à 12 répondent à ces nécessités.

Aux termes de l'art. 7, le dépôt du cautionnement n'est pas préalable à la requête. Il ne doit en être justifié qu'après l'obtention de l'agrégation; mais l'arrêté à intervenir ne sera publié, et ne pourra ainsi sortir ses effets, qu'après que la société agréée aura prouvé qu'elle a fait le nécessaire à ce point de vue. La raison de procéder ainsi est évidente.

Le cautionnement sera constitué soit en numéraire — auquel cas la Caisse des dépôts et consignations servira à la société un intérêt de 2 1/2 p. 100 l'an, soit en valeurs énumérées à l'art. 8.

On remarquera, au n° 4 de cet article, les dispositions qui concernent les fonds des États étrangers.

On ne pouvait guère écarter ces fonds d'une manière absolue : il en est d'excellents, et leur exclusion aurait pu être une gêne considérable pour les sociétés. Mais, par contre, il en est de singulièrement médiocres. Faute de pouvoir édicter ici des règles invariables, il a bien fallu s'en rapporter à l'appréciation du Gouvernement quant à la proportion dans laquelle des fonds étrangers seront éventuellement admissibles.

Il sera loisible aux sociétés de demander à faire usage de la faculté visée au n° 4 lorsqu'elles solliciteront l'agrément. Dans cette hypothèse, l'arrêté d'agrément stipulera les conditions jugées opportunes. Toutefois, il était nécessaire de prévoir le cas où pareille demande ne serait introduite qu'après l'octroi de l'agrément et aussi le cas où une compagnie désirerait voir modifier les conditions primitives. Au lieu d'obliger les intéressés, en pareille circonstance, à recourir à la procédure compliquée de l'agrément, l'art. 8 permet de statuer sur la demande par un simple arrêté ministériel. En ce qui concerne l'estimation des titres indiqués aux n° 1 et 2, l'art. 8 renvoie à l'art. 4 de l'arrêté royal du 23 juin 1851, relatif à la constitution des cautionnements en matière de travaux publics. Il est utile de rappeler le texte de ce dernier article, qui est ainsi conçu :

« Art. 4. Notre ministre des Finances réglera le taux d'admission des fonds nationaux, après avoir consulté les départements ministériels.

« Les décisions prises à cet égard seront publiées dans le *Moniteur* »,

ART. 13 et 14.

§ 12. *Des sommes à porter en réserve; de la réserve mathématique provisoire.* — La première règle formulée par l'art. 13 ne fait que consacrer un principe de gestion financière en quelque sorte imposé par la force des choses. Sans réserves suffisantes pour la couverture des risques en cours, pour la liquidation des sinistres à régler et pour les corrections relatives à l'échéance des primes, une compagnie d'assurances est condamnée à la faillite : d'ailleurs, il importe qu'une distinction absolument nette entre ces réserves apparaisse dans la comptabilité; et, d'autre part, il est impossible de tracer dans le règlement des règles invariables quant à l'importance des sommes à affecter de ces divers chefs. Le service de contrôle appréciera, en tenant compte de l'expérience. C'est ainsi que l'on procède partout où la surveillance des compagnies est organisée par la loi.

Il est bon de rappeler le but de la réserve pour corrections relatives à l'échéance de primes. Dans l'usage, les primes ne sont pas toutes payables au commencement de l'exercice; la plupart des sociétés font, pour chaque assuré, commencer l'année d'assurance au moment de l'entrée en vigueur de la police, c'est-à-dire que, pour l'ensemble des assurés, les échéances s'échelonnent sur toute la durée de l'exercice. Au moment où le bilan est dressé, la compagnie est en possession de primes dont une fraction est destinée à couvrir le risque pendant une partie de l'exercice suivant. Cette fraction doit être portée en réserve en vue de ce dernier exercice : c'est ce que l'on appelle le *report des primes* ou la *correction relative à l'échéance des primes*.

On a expliqué déjà (§ 10) la raison d'être de la réserve mathématique provisoire dont l'art. 13 prescrit la constitution. Cette réserve sera calculée et

placée de la même manière que la réserve mathématique qui sera exigée des établissements agréés pour le service des rentes (Voir ci-après sous l'art. 39, § 31, en ce qui concerne les règles établies à ce sujet.)

ART. 15.

§ 13. *De la constitution des capitaux.* — L'art. 15 ne fait que mettre en application une règle impérative de la loi du 24 décembre 1903 (art. 14).

ART. 16 et 17.

§ 14. *Gestion, contrôle et surveillance.* — L'agrément implique le contrôle et la base du contrôle c'est, d'une part, la séparation de gestion et de comptabilité pour l'assurance des risques résultant de la loi nouvelle et, d'autre part, l'obligation de mettre à la disposition de l'administration les pièces, documents et renseignements nécessaires. Les art. 16 et 17 établissent les règles indispensables à cet effet.

ART. 18, 19 et 20.

§ 15. *Stipulations des polices.* — Sans aller jusqu'à imposer une police-type à tous les assureurs, le Gouvernement a le droit et le devoir de veiller à ce que ceux-ci, par des stipulations obscures, trop générales ou trop draconiennes, ne se réservent indirectement le moyen d'enlever aux intéressés le bénéfice de l'assurance. Il faut que les polices ne renferment pas de chausse-trappes ; il faut que les contrats soient exécutés en toute loyauté.

La plupart des dispositions des art. 18, 19 et 20 s'expliquent d'elles-mêmes. Il suffira de faire observer, en ce qui concerne le 3° de l'art. 19, que le but principal de la notification de la résiliation à l'inspecteur du travail est de marquer le moment à partir duquel le chef d'entreprise sera tenu de la cotisation au fonds de garantie. L'ouvrier est désintéressé en tout cas, car dès l'instant où l'assureur agréé cesse d'être le garant des indemnités, c'est le fonds de garantie qui répond du paiement de celles-ci.

Il résulte du principe de la réparation forfaitaire qu'en cas de faute grave du patron, l'assureur ne pourra plus se prévaloir de l'art. 16 de la loi du 11 juin 1874 que s'il s'est expressément réservé un recours en prévision de cette éventualité ; on sait, d'ailleurs, qu'en toute hypothèse l'assureur devra d'abord dédommager les victimes. Il n'était pas inutile de rappeler ici cette conséquence du régime nouveau.

CHAPITRE III. — DES CAISSES COMMUNES D'ASSURANCE.

SECTION I. — Dispositions générales.

ART. 21.

§ 16. *Approbation des statuts des caisses communes.* — Les sociétés d'assurance à primes fixes sont des sociétés commerciales dont la forme est réglée par la loi commerciale.

Les caisses communes sont des associations mutuelles, analogues, quant à la nature de la personnalité juridique dont elles seront investies, aux sociétés

mutualistes et aux unions professionnelles reconnues. Le législateur a manifesté clairement ses intentions à cet égard en se référant à la loi du 28 mars 1868 sur les caisses de prévoyance des ouvriers mineurs (art. 19 de la loi du 24 décembre 1903). Dans l'espèce, l'agrération pure et simple ne suffit pas, car il ne s'agit pas seulement d'admettre des établissements déjà existants en droit à pratiquer l'assurance, il s'agit de donner une personnalité juridique spéciale à des associations qui s'organiseront en vertu de la loi nouvelle et des règlements d'exécution.

Aujourd'hui, il existe certaines associations mutuelles qui se sont constituées en vertu de l'art. 2 de la loi du 11 juin 1874. Mais ces associations ne sont pas nécessairement conformes à celles que prévoit la loi du 24 décembre 1903 ; et, si elles désirent se placer sous le régime de cette dernière loi, elles auront, le cas échéant, à modifier leur organisation en conséquence, et elles le pourront aisément, pourvu qu'elles soient constituées entre chefs d'entreprises, ainsi que le veut la loi, conformément aux principes généraux en la matière.

L'agrération ne sera donc possible ici qu'après une véritable reconnaissance, qui s'opérera, comme le prévoit la loi de 1868, par l'approbation donnée aux statuts (art. 21 du règlement).

La loi de 1868 confie à des arrêtés royaux le soin de définir les conditions mises à cette approbation ; il convenait donc, dans le règlement général, de prévoir ces conditions. C'est l'objet des art. 22 et suivants.

ART. 22.

§ 17. *Minimum d'assurés et d'affiliés.* — Il est indispensable que le chiffre des ouvriers assurés soit suffisant pour que la loi des grands nombres produise ses effets de nivellement. Des caisses à trop faible effectif seraient irrémédiablement condamnées à la ruine. De même, un nombre minimum d'entreprises affiliées a semblé nécessaire pour parer au risque des insolvabilités individuelles. On a pris, quant au nombre d'ouvriers assurés, le minimum de dix mille, et quant au nombre de patrons affiliés, on s'est arrêté au chiffre de cinq.

A titre exceptionnel, toutefois, l'agrération pourra être accordée à des caisses qui ne groupent pas plus de 5.000 ouvriers : le Gouvernement appréciera, de l'avis de la commission. Seulement, il faudra que les caisses comptent en ce cas trente affiliés au moins, précaution qui s'explique par le danger des à-coups d'autant plus inévitables que le nombre de têtes exposées au risque se réduit davantage ; et ces à-coups deviendraient périlleux si, par exemple, le chiffre de 5.000 était formé par la réunion d'une ou de deux grosses entreprises à quelques exploitations n'occupant chacune qu'un nombre infime d'ouvriers !

Il va de soi que l'admission des caisses groupant moins de 10.000 assurés ne se fera qu'après un examen minutieux des bases de leur organisation. Comme cette admission constituera un vrai privilège, on pourra la subordonner à des conditions supplémentaires spéciales non prévues par le règlement : à cet égard, le Gouvernement jouira du pouvoir discrétionnaire le plus complet. Cette disposition exceptionnelle n'a, d'ailleurs, été admise que pour permettre à certaines caisses communes de surmonter les difficultés des débuts, où il leur sera souvent difficile de réunir un grand nombre d'adhérents : on a l'espoir que, dans la suite, lorsque l'expérience aura parlé, le recrutement des affiliés s'opérera plus aisément.

ART. 23 et 24.

§ 18. *Pièces à produire ; publication des statuts.* — L'art. 23 est relatif aux pièces à annexer à la demande d'agrément : il n'y a point lieu de revenir sur les explications qui ont été données déjà, en ce qui concerne les bases techniques et les conditions générales des contrats d'assurance, à propos des sociétés d'assurances à primes fixes (Voir ci-dessus, §§ 5 et 6).

L'art. 24 prescrit la publication des statuts.

ART. 25.

§ 19. *Mentions des statuts.* — Les intéressés arrêteront l'organisation des caisses en toute liberté : telle est la règle.

Le règlement se borne donc, en principe, à prescrire quelques conditions de forme : il importe que les fondateurs s'expliquent au sujet des principaux points relatifs à l'organisation. D'où les mentions exigées par l'art. 25.

Certaines restrictions, qui tiennent à la nature spéciale des caisses communes, s'imposaient toutefois. Celles de ces restrictions qui visent l'objet des caisses (art. 25, 2°), ainsi que l'approbation des résolutions concernant la modification des statuts et la liquidation (art. 25, 9°), ne sont à vrai dire que des conséquences logiques et nécessaires du régime légal des caisses communes. Il est donc inutile d'y insister. Mais quelques mots d'explication au sujet du capital de garantie (art. 25, 4°) ne seront pas superflus.

§ 20. *Capital de garantie.* — Les caisses communes n'ont pas de capital social. Ce qui en tient lieu, dans l'ordre des garanties, ce sont les engagements personnels des adhérents.

L'art. 25, 4°, fixe ses engagements, pour chacun, à deux fois la prime au minimum : ce qui signifie que chaque affilié, après avoir payé sa prime annuelle, pourra, en cas d'insuffisance constatée des primes perçues pour un exercice, se voir obligé de fournir une cotisation additionnelle, et les statuts stipuleront que cette cotisation supplémentaire éventuellement exigible devra s'élever au moins à la valeur de la prime elle-même. La totalité des engagements ainsi déterminés est dénommée « capital de garantie ». Le service de contrôle aura nécessairement à veiller à ce que le montant du capital de garantie ne soit pas artificiellement réduit par un abaissement factice des primes normales.

Chacun ne sera tenu, dans les limites ainsi précisées, que pour sa part et portion ; il n'y aura aucune solidarité imposée aux affiliés. La solidarité, même partielle, ne serait pas admise par les industriels. Et, même si elle l'était, on pourrait craindre — pour les petits patrons surtout — qu'elle ne le fût pas toujours à bon escient : la vérité n'apparaîtrait que trop tard ! La solidarité est chose dangereuse au premier chef dans une matière aussi complexe que l'assurance contre les accidents. La définition précise et invariable des obligations de chacun a semblé ici indispensable : or, la solidarité, c'est l'inconnu.

ART. 26.

§ 21. *Cautionnement.* — Il n'y a pas de raison de dispenser les caisses communes de l'obligation de constituer un cautionnement et, ce cautionnement

ayant la même destination que dans le cas des sociétés à primes fixes, il faut l'établir d'après les mêmes bases. C'est ce que prescrit l'art. 26, alinéa 1^{er}.

Sans aller jusqu'à le supprimer complètement, il a toutefois paru opportun d'en admettre la réduction, dans des proportions notables, moyennant la stipulation de garanties spéciales venant compenser, à due concurrence, la réduction opérée. Ces garanties consistent en des engagements personnels assumés par les affiliés, en sus du capital de garantie minimum visé à l'art. 25, 4^e.

Afin d'éviter d'inextricables complications et de déterminer d'une manière à la fois précise et pratique les obligations individuelles de chaque affilié à raison de ces garanties supplémentaires on a établi ces dernières sur la base du capital de garantie, c'est-à-dire, en dernière analyse, en fonction de la prime, p .

Le capital de garantie équivaut à $2p$, soit la prime effective, plus un engagement personnel égal à la valeur de cette prime. Aux termes de l'art. 26, alinéa 2, toute réduction du cautionnement donnera lieu à une augmentation proportionnelle de la valeur $2p$. Si, par exemple, l'on réduit le cautionnement de $1/3$, le capital de garantie deviendra :

$$2p + \frac{2p}{3} = 2\frac{2}{3}p.$$

Si le cautionnement est réduit de moitié, le capital de garantie sera égal à :

$$2p + \frac{2p}{2} = 3p,$$

et ainsi de suite.

Le règlement ne permet pas de réduire le cautionnement au delà des deux tiers, parce qu'on ne peut admettre, d'une manière absolue, qu'un engagement différé ait la valeur d'un engagement réalisé. Encore la réduction de plus de moitié n'est-elle autorisée que pour les caisses qui comptent au moins 20.000 ouvriers assurés : le but de cette restriction est de faire naître un intérêt direct et immédiat à la création de caisses importantes : les associations à faible effectif d'assurés ne sont pas à encourager.

On remarquera enfin que la réduction du cautionnement n'est que facultative. Le Gouvernement appréciera lors de chaque demande d'agrégation.

ART. 27.

§ 22. *Dispositions diverses applicables aux caisses communes.* — Il va de soi qu'en ce qui concerne les réserves la constitution des capitaux de rentes, les mesures de contrôle et de surveillance ainsi que les stipulations des contrats d'assurance, les caisses communes doivent être soumises au même régime que les compagnies à primes fixes. Tel est l'objet de l'art. 27.

SECTION II. — Des commissions arbitrales.

ART. 28 à 35.

§ 23. *Organisation de l'arbitrage.* — Les art. 28 à 35 sont édictés en application de l'art. 26 de la loi, d'après lequel le règlement doit arrêter les prin-

cipes de l'organisation des commissions arbitrales et de la procédure d'arbitrage.

En plus d'un point il a bien fallu se borner à formuler des dispositions très générales : il appartiendra aux caisses communes, sous réserve des approbations officielles requises, de préciser ces dispositions de manière à les adapter aux nécessités locales et professionnelles propres à chaque caisse. Les conditions dans lesquelles la loi a admis le recours à la juridiction arbitrale ne permettaient point d'autre solution.

CHAPITRE IV. — DU SERVICE DES RENTES.

ART. 36.

§ 24. *Des établissements chargés du service des rentes.* — L'art. 36 n'admet à faire le service des rentes, concurremment avec la caisse de retraite, que les sociétés ou caisses communes qui sont agréées pour le service de l'assurance et qui sont soumises, dès lors, au contrôle de l'administration.

On prévoit qu'en fait ces établissements seront les seuls à demander l'autorisation de gérer les capitaux de rentes, et encore est-il dès à présent certain que tous ne le demanderont pas.

On ne voit aucune raison, pour le moment, de multiplier, sans nécessité pratique, les organismes chargés de la responsabilité des capitaux ; il y aurait même de graves dangers à le faire, dans les débuts surtout.

Le service des rentes fera l'objet d'une gestion et d'une comptabilité distinctes ; il sera soumis au même contrôle que le service de l'assurance.

ART. 37.

§ 25. *De la constitution des capitaux de rentes.* — Que les capitaux soient constitués par les chefs d'entreprise non exonérés (art. 14 de la loi) ou qu'ils le soient par les assureurs agréés qui ne font pas le service des rentes (art. 15 du règlement), il convient que l'opération s'effectue conformément au tarif visé à l'art. 7 de la loi (V. aussi art. 14) : ce tarif fait l'objet du barème qui est annexé au règlement et qui servira aussi au calcul des réserves mathématiques (sur les bases du barème, voir ci-après, §§ 26 et suivants).

En cas d'incapacité permanente, la loi (art. 4) alloue à l'ouvrier une rente viagère de 50 0/0 du salaire ou de la réduction subie par le salaire. Il faut qu'en pareil cas les établissements chargés du service des rentes ne puissent pas vendre la rente viagère à un prix supérieur à celui qui résultera de l'application du tarif (art. 37, 1^{re} du règlement) ; mais il n'y a pas lieu de les empêcher de vendre cette rente à un prix inférieur. L'ouvrier est désintéressé en toute hypothèse, puisque son droit porte sur une rente d'un chiffre déterminé et non pas sur un capital ; par contre, l'opération peut être avantageuse au débiteur du capital de la rente et, au point de vue des garanties, elle ne présente aucun danger, si les réserves mathématiques de l'établissement sont strictement conformes au tarif réglementaire. Cette dernière condition est indispensable ; mais elle peut parfaitement se réaliser, dans l'hypothèse que nous envisageons, lorsque l'établissement compense les rabais qu'il accorde sur le prix des rentes par des rentrées

provenant d'une autre source, telles, par exemple, que des réalisations de bénéfices sur les placements.

Il n'y a, en principe, aucune raison d'interdire les combinaisons de ce genre. D'ailleurs, si on les prohibait, rien ne serait plus aisé aux sociétés que d'éluder la prohibition sans que le contrôle eût toujours les moyens de découvrir l'irrégularité. De sorte qu'en pratique la prohibition risquerait d'être inopérante.

En cas de mort, le droit des intéressés porte non plus sur un chiffre déterminé de rente, mais sur une valeur en capital, fixée comme il est dit à l'art. 6, 2°, de la loi sur les accidents. Il importe que cette valeur soit établie d'après des règles invariables : la loi le veut ainsi. C'est pourquoi l'art. 37, 2°, du règlement dispose que le capital visé à l'art. 6, 2°, de la loi sera toujours égal à celui qui résultera de l'application du tarif.

Lorsqu'au contraire il s'agira de convertir ce capital en rentes viagères ou temporaires (voir les deux derniers alinéas de l'art. 6 de la loi), tout ce qu'on peut exiger, c'est que les établissements qui se chargeront de l'opération ne vendent pas, pour un prix donné, des rentes inférieures à celles du tarif (art. 37, 2° *in fine*); mais il doit leur être loisible, pour ce prix, de payer des rentes supérieures, ce qui serait tout à l'avantage des ayants droit. Ceci se justifie par des raisons analogues à celles qui ont été exposées plus haut en ce qui concerne le cas d'incapacité permanente.

Enfin, lorsque, par exception, la valeur de la rente sera partiellement ou totalement attribuée aux intéressés en capital (al. 7, al. 1 et 3 de la loi), il convient que les sommes à payer de ce chef soient égales à celles qui résulteront de l'application du tarif (art. 37, 3°) : c'est de toute évidence.

§ 26. *Du barème pour le calcul des rentes et des réserves mathématiques.* — L'élaboration de tout tarif de rentes suppose la connaissance de trois éléments, savoir : la loi de mortalité des titulaires des rentes ; le taux de l'intérêt que doivent vraisemblablement produire les placements ; enfin, le montant probable des frais d'administration du service des rentes, lesquels se traduisent par une majoration (chargement) des sommes versées pour l'acquisition de ces rentes.

Les tarifs que comprend le barème qui doit servir au calcul des rentes et des réserves mathématiques ont été établis d'après les bases suivantes :

1. Table de mortalité dressée par la Caisse générale d'épargne et de retraite, d'après les recensements généraux de la population belge de 1880, 1890 et 1900 et des listes mortuaires belges des années 1892 à 1901 (sexes réunis);

2. Taux annuel d'intérêt de 3 0/0;

3. Chargement de 3 0/0 des prix chargés (versements).

§ 27. *De la table de mortalité.* — En ce qui concerne le calcul des indemnités dues en cas de mort ainsi que la conversion de ces indemnités en rentes viagères ou temporaires, le choix d'une table de mortalité *générale* s'imposait. Il est vrai que la majeure partie de la population à laquelle s'appliqueront les tarifs en pareil cas appartiendra à la classe ouvrière. Mais il n'existe pas de table de mortalité pour la population ouvrière prise dans son ensemble. Il n'est, d'ailleurs, pas démontré que la mortalité qui frappe spécialement l'ensemble des travailleurs manuels s'écarte sensiblement de celle qui atteint la population générale. Enfin, il ne faut pas perdre de vue que, spécialement dans notre pays, la plus grande partie des nationaux peut être considérée comme appartenant à la catégorie des travailleurs manuels : c'est donc cette partie prépondérante de la population gé-

nérale qui intervient avec le plus d'influence dans la détermination de la loi de mortalité générale.

Pour ce qui est des rentes d'invalidité à constituer en cas d'incapacité permanente de travail, on s'est demandé s'il ne conviendrait point de prendre comme base une table établie d'après les probabilités de survie propres aux invalides par suite d'accidents.

Mais on ne possède point, actuellement, les éléments qui seraient nécessaires à l'effet de déterminer dans quelle mesure l'invalidité déprimerait les chances de survie des victimes d'accidents du travail. D'autre part, il y a lieu de remarquer qu'aux termes de la loi du 24 décembre 1903 les rentes d'invalidité ne doivent être constituées qu'après l'expiration du délai de revision, lequel est fixé à trois ans. Or, il paraît résulter de recherches entreprises en Autriche qu'après un délai de trois ans la mortalité des invalides n'est plus influencée par la durée antérieure de l'invalidité : on peut en inférer que, selon toute vraisemblance, la mortalité des invalides, trois ans après l'accident, ne s'écarte guère de la mortalité générale.

En attendant que l'expérience permette d'obtenir à ce sujet des indications d'une précision suffisante, il faudra calculer les rentes d'invalidité, comme les rentes dues en cas de mort, d'après une table de mortalité générale.

La table choisie a été construite par la Caisse générale d'épargne et de retraite d'après les recensements décennaux de la population belge de 1880, 1890 et 1900 et des listes mortuaires belges des années 1892 à 1901. Elle a été adoptée non seulement parce qu'elle est la plus récente et, partant, la plus exacte relativement à la population actuelle, mais encore parce que les soins apportés à l'ajustement des taux bruts résultant des observations en font un document très précieux au point de vue de la faculté et des moyens de vérification des calculs spéciaux auxquels il servira de base.

§ 28. *Du taux d'intérêt.* — Le taux d'intérêt adopté pour l'établissement du barème est celui qui sert de base aux tarifs en vigueur à la Caisse générale d'épargne et de retraite. Ce taux est voisin de celui que procurent les placements en fonds de l'État belge et de plusieurs États étrangers, en obligations des provinces et des communes belges, etc. Sans doute, une caisse de rentes pourrait encore actuellement placer une partie de ses réserves en prêts hypothécaires ou en achat d'obligations rapportant plus de 3 0/0. Mais outre que les placements de cette nature ne sont pas toujours possibles, surtout lorsqu'il s'agit de sommes importantes constamment renouvelées, et que, d'ailleurs, ils ne pourront être effectués qu'à concurrence d'une quotité limitée du montant total des réserves, il est nécessaire qu'une institution qui prend des engagements à longs termes, dépendant directement des lois générales de la mortalité, soit en mesure de retirer de ses placements un intérêt un peu plus rémunérateur que celui qui est prévu d'après ses tarifs. Il convient que l'organisme assureur dispose ainsi d'une sorte de « coefficient de sécurité » qui le mette, dans une certaine mesure, à l'abri des conséquences éventuelles d'un écart sensible entre la mortalité réelle et la mortalité attendue. Il faut aussi qu'une caisse de rentes se prémunisse contre les fluctuations, toujours possibles, du taux de l'intérêt.

§ 29. *Du taux de chargement.* — Le taux de chargement est l'élément qu'il est le moins aisé de déterminer, parce que l'on manque de termes de comparaison précis. Des recherches faites par les soins de la Caisse générale d'épargne

et de retraite il est résulté que le taux de 3 0/0 pouvait être actuellement considéré comme suffisant. L'expérience indiquera, au bout de quelques années, si ce chargement est bien adéquat à l'importance des frais qu'il a pour objet de couvrir.

ART. 38.

§ 30. *Du cautionnement.* — L'art. 38 soumet les établissements agréés pour le service des rentes à l'obligation de constituer un cautionnement supplémentaire. Il peut arriver que la table de mortalité, qui est nécessairement basée sur des faits passés, ne réponde pas d'une manière tout à fait exacte aux faits futurs dont le mouvement des rentes doit dépendre. Des déficits peuvent donc se produire, quelque prudence que l'on ait mise à choisir les bases du barème. Le cautionnement a pour but de parer aux insuffisances éventuelles et de mettre ainsi à l'abri de tout danger les titulaires de rentes.

ART. 39.

§ 31. *Réserve mathématique. Conservation et placement des valeurs.* — L'art. 39 est relatif à la réserve mathématique. On a vu (§ 25) que cette réserve doit être calculée d'après le barème dont les bases viennent d'être exposées.

Les valeurs qui la composent seront conservées et placées conformément aux règles des art. 13 et 14, auxquels l'art. 39 se réfère (Voir ci-dessus, § 12). Quelques remarques à ce sujet ne seront pas inutiles.

L'art. 13 prescrit la conservation des valeurs dans la commune où la société a son siège ou, avec l'autorisation du Ministre, dans une autre commune du royaume. La portée pratique de la disposition est évidente. Elle a une importance spéciale au regard des sociétés étrangères, qui, par application de la règle, ne pourront jamais transporter en dehors du territoire belge le gage des créanciers de rentes. Il est superflu de faire ressortir l'utilité que cette prescription présente également au point de vue de l'efficacité du contrôle.

Pour ce qui est des modes de placement (art. 14), la réserve pourra comprendre tout d'abord les différentes valeurs admises en cautionnement (art. 8 du règlement). Mais, à peine d'entraver considérablement la gestion financière des sociétés, il fallait élargir quelque peu le champ des placements. Tout d'abord, la réserve n'implique pas les mêmes conditions de mobilité et de disponibilité immédiates que le cautionnement; ensuite, le chiffre considérable des capitaux à placer s'oppose à trop de rigueur dans la détermination des valeurs admissibles. C'est pourquoi, aux valeurs mobilières de tout repos, prévues pour le cautionnement, l'art. 14 ajoute, en ce qui concerne la réserve, des placements hypothécaires de toute sûreté, des placements immobiliers en territoire belge et, enfin, des obligations industrielles émises par des sociétés belges dont la solvabilité semble bien établie: le tout sauf certaines restrictions quant à la quotité de ces placements.

Il est à remarquer que certaines sociétés d'assurances prêtent sur hypothèque jusqu'à concurrence de la totalité de la valeur des immeubles grevés: sans interdire cette pratique, qui peut se justifier parfois, il était bon de stipuler que de pareils placements ne compteraient, dans l'estimation des réserves, que jusqu'à concurrence de 60 0/0 de la valeur des immeubles.

CHAPITRE V. — DE LA MANIÈRE DONT L'AGRÉATION PREND FIN.

ART. 40 ET 41.

§ 32. *Causes de la révocation; formalités.* — L'agrération n'est octroyée que conditionnellement : du moment que les conditions prescrites ne sont plus observées, la révocation est de droit. L'art. 40 ne fait, à cet égard, que consacrer explicitement une règle qui résulte de la loi. L'art. 41 a pour objet de permettre aux sociétés ou caisses communes intéressées de fournir des explications et même d'échapper à la mesure de rigueur dont elles sont menacées, en régularisant leur situation lorsque la chose est possible.

ART. 42.

§ 33. *Sociétés à primes fixes; ile la garantie des droits des tiers.* — Les sociétés à primes fixes ne reçoivent pas l'existence de l'arrêté d'agrération. Elles existent en vertu de la loi commerciale. L'agrération révoquée, rien ne les empêche de subsister à titre de sociétés libres; d'ailleurs, l'agrération ne concerne que la gestion de l'assurance des risques résultant de la loi du 24 décembre 1903 et il est possible que les sociétés agrées aient pour objet d'autres opérations encore. La révocation ne peut donc entraîner de plein droit la liquidation. Tout ce qu'il faut, c'est que les mesures nécessaires soient prises pour sauvegarder les droits des créanciers, victimes d'accidents ou ayants droit. D'où la nomination d'un curateur, qui sera investi des pouvoirs nécessaires.

ART. 43.

§ 34. *Renonciation à l'agrération.* — Dans l'intérêt des créanciers eux-mêmes comme dans l'intérêt de la société, il arrivera qu'il soit préférable de ne point avoir recours à la grave mesure de la révocation. L'autorité de contrôle, grâce à l'art. 43, pourra dire à une société dont le fonctionnement est défectueux et fait prévoir la nécessité prochaine de l'application de l'art. 40 : « Versez vos réserves à la caisse de retraite ou à un autre établissement agréé; arrangez-vous, en ce qui concerne vos contrats, avec les intéressés. Lorsque vous aurez justifié de l'accomplissement de toutes les précautions nécessaires, demandez à renoncer au bénéfice de l'agrération! De cette façon, vous échapperez, peut-être, à l'application d'une sanction susceptible de nuire à votre crédit, même au point de vue des opérations étrangères à la loi sur les accidents. D'autre part, les intéressés n'y perdront rien, bien au contraire, puisqu'une liquidation, toujours à craindre si l'agrération est révoquée, ne serait pas toujours sans les menacer d'un préjudice ».

Il va sans dire que, si la société ne s'exécutait pas, il ne resterait plus qu'à procéder contre elle avec toutes les rigueurs de droit.

ART. 44.

§ 35. *Des caisses communes.* — La situation des caisses communes est bien différente de celle des sociétés à primes fixes. Elles n'existent que par l'arrêté

d'agrération et elles n'ont d'autre objet que les opérations qui se rattachent à la loi du 24 décembre 1903.

Il s'ensuit que, si l'agrération est retirée, ces caisses ne peuvent plus subsister que pour leur liquidation. En ce qui les concerne, la renonciation volontaire à l'agrération serait également impossible, à supposer, ce qui n'est nullement le cas, que la faculté de renoncer présentât, en l'occurrence, quelque utilité.

DISPOSITIONS FINALES.

ART. 45, 46 ET 47.

§ 36. Les dispositions finales ne nécessitent aucune explication particulière. Il convient toutefois d'attirer l'attention des intéressés sur l'art. 46, qui autorise les assureurs à introduire leurs requêtes, à fin d'agrération, à partir du 1^{er} novembre 1904.

B. — Instructions relatives à l'emploi du barème annexé au règlement général.

a) DU CALCUL DES RENTES.

I. *Calcul du capital de la rente viagère à constituer en cas d'incapacité permanente, totale ou partielle* (Art. 4, al. 3, et art. 14 de la loi du 24 décembre 1903. — Art. 37 du règlement général).

Pour obtenir le capital cherché, il suffit de prendre, dans le tarif I (2^e colonne), la valeur actuelle de 1 franc de rente à l'âge de la victime au moment de la constitution du capital (c'est-à-dire à l'expiration du délai de revision) et de multiplier cette valeur par le montant de la rente allouée. Le produit de cette multiplication est le capital cherché.

Exemples d'application. — 1). *Incapacité permanente totale.*

Supposons les données suivantes :

L'ouvrier atteint d'incapacité permanente totale est âgé de 44 ans au moment de la constitution du capital.

Il gagnait un salaire annuel de 1.200 francs et il a, en conséquence, droit à une rente annuelle de 50 0/0 de ce salaire, soit 600 francs.

Le nombre indiqué au tarif I, 2^e colonne, en regard de l'âge de 44 ans est 17,3254.

Le capital cherché sera donc :

$$17,3254 \times 600 = 10.395 \text{ fr. } 24.$$

Cette somme représente le prix maximum que l'établissement auquel on achète la rente viagère de 600 francs est en droit d'exiger pour la constitution de cette rente.

2) *Incapacité permanente partielle.*

L'ouvrier est supposé âgé de 40 ans.

Il gagnait avant l'accident 1.060 francs par an; après l'accident il ne peut plus gagner que 660 francs, soit une différence de 400 francs. La rente annuelle

à laquelle il a droit est égale à $\frac{400}{2} = 200$ francs.

En vertu du tarif I (2^e colonne, âge 40), le capital à constituer sera :

$$18,6215 \times 200 = 3.724 \text{ fr. } 30.$$

II. *Calcul du capital dû en cas de mort. Conversion de ce capital en rentes viagères ou temporaires au profit des ayants droit.* (Art. 6, 2^e, de la loi, même article, alinéas avant-dernier et dernier. — Art. 37, 2^e, du règlement général).

1. *Calcul du capital.* — On utilisera encore le tarif I (2^e colonne) comme dans les cas qui précèdent (voir ci-dessus, I) et on effectuera le calcul d'après les mêmes règles.

Exemple d'application. — L'ouvrier tué par l'accident était âgé de 40 ans. Son salaire annuel s'élevait à 1.500 francs. Il s'agit de déterminer le capital qui sera attribué aux ayants droit.

Ce capital doit être égal à la valeur d'une rente viagère de 30 0/0 du salaire (soit $\frac{1.500 \times 30}{100} = 450$ francs), calculée en raison de l'âge de la victime au moment du décès.

Le tarif I donne pour valeur actuelle de 1 franc de rente à 40 ans, le chiffre de 18,6215.

Le capital cherché sera donc :

$$18,6215 \times 450 = 8.379 \text{ fr. } 67.$$

2. *Conversion du capital en rentes viagères ou temporaires au profit des ayants droit.* — Le capital ayant été déterminé, comme il vient d'être dit, il s'agit de le répartir entre les diverses catégories d'ayants droit, conformément aux règles que trace l'art. 6. On obtient ainsi, pour chaque ayant droit, la part en capital qui doit lui être attribuée.

En règle générale, cette part doit, suivant les cas, être convertie en *rente viagère* ou en *rente temporaire*.

Pour la conversion en rente viagère (conjoint, ascendants), il suffira de multiplier la part en capital de l'ayant droit par le nombre du tarif I (3^e colonne), indiquant la rente correspondant au versement de 1 franc à l'âge de cet ayant droit.

Pour la conversion en rente temporaire (enfants, petits-enfants, frères et sœurs) dont l'extinction doit avoir lieu à l'âge de 16 ans, on multipliera la part (en capital) de l'ayant droit par le nombre du tarif II (3^e colonne), indiquant la rente correspondant au versement de 1 franc à l'âge de cet ayant droit.

Exemple d'application. — Afin de ne pas multiplier les exemples, on se bornera à prendre le cas de survivance d'une veuve et de deux enfants âgés de moins de 16 ans.

Dans le cas supposé, le capital à partager s'élevant à 8.379 fr. 67, la veuve, qui a droit aux 3/5, se verra attribuer la somme de $\frac{8.379,67 \times 3}{5} = 5.027 \text{ fr. } 80.$

Les 2/5 restants seront attribués aux enfants; chacun aura donc 1/5, soit $\frac{8.379,67}{5} = 1.675 \text{ fr. } 93.$

Il s'agit de convertir 5.027 fr. 80 en rente viagère au profit de la veuve. A la supposer âgée de 35 ans, il suffira de multiplier 5.027 fr. 80 par le nombre qui figure, dans la 3^e colonne du tarif I, en regard de l'âge 35, soit 0,049754.

On obtiendra ainsi :

$$5.027,80 \times 0,049754 = 250 \text{ fr. } 15.$$

Ainsi donc, la rente annuelle à payer à la veuve par l'établissement auquel le capital de 5.027 fr. 80 a été versé ne sera pas inférieure à 250 fr. 15.

La conversion de la somme de 1.675 fr. 93 en rente temporaire au profit de chaque enfant s'opérera comme suit, si l'on suppose que l'un des enfants est âgé de 12 ans et l'autre de 7 ans.

Pour l'enfant de 12 ans on multipliera 1.675 fr. 93 par le nombre qui dans la 3^e colonne du tarif II, est inscrit en regard de l'âge 12, ce qui donnera

$$1.675,93 \times 0,259356 = 434 \text{ fr. } 66$$

de rente temporaire annuelle.

Pour l'enfant de 7 ans on lira le nombre de la même colonne indiqué en regard de l'âge 7 et l'on aura :

$$1.675,93 \times 0,124812 = 209 \text{ fr. } 18$$

de rente temporaire annuelle.

Il sera aisé d'appliquer les mêmes règles aux cas d'attribution de l'indemnité à d'autres catégories d'ayants droit.

III. *Calcul à effectuer lorsque la valeur des rentes est partiellement attribuée aux intéressés en capital.* (Art. 7, al. 1 et 3 de la loi; art. 37, 3^e du règlement général).

Le calcul du capital s'opère, à l'aide du tarif I (2^e colonne), d'après les règles indiquées ci-dessus, I et II, 1.

IV. *Remarque relative aux âges fractionnaires.*

L'âge qui doit entrer en ligne de compte soit pour le calcul du capital représentant une rente donnée, soit pour la conversion d'un capital donné en une rente, est le plus souvent fractionnaire.

Dans ce cas, il y a lieu de modifier les calculs de la manière indiquée dans les exemples suivants.

1. *On demande de calculer le capital d'une rente viagère donnée.* — Soit une rente de 425 francs, l'âge à considérer étant de 40 ans 5 mois.

La valeur d'une rente viagère annuelle de 1 franc (tarif I, 2^e colonne) est,

A l'âge de 40 ans.	fr. 18,6215
— 41 —	18,3068
Différence.	fr. 0,3147

Pour un mois, la différence serait :

$$\frac{0,3147}{12} = 0,02622;$$

Pour cinq mois, la différence serait :

$$0,02622 \times 5 = 0,1311.$$

A 40 ans 5 mois, la valeur d'une rente viagère de 1 franc est donc :

$$18,6215 - 0,1311 = 18,4904.$$

Le capital cherché sera :

$$18,4904 \times 425 = 7.858 \text{ fr. } 42.$$

2. *On demande de convertir en rente viagère un capital donné.* — Soit un capital de 5.600 francs à convertir en une rente viagère annuelle au profit d'une personne âgée de 34 ans 5 mois.

La rente viagère correspondant au versement d'un capital de 1 franc (tarif I, 3^e colonne) est :

A l'âge de 35 ans.....	fr.	0,049754
— 34 ans.....	—	0,049080
Différence.....	fr.	0,000674

Pour un mois la différence serait :

$$\frac{0,000674}{12} = 0,0000562;$$

Pour cinq mois la différence serait :

$$0,0000562 \times 5 = 0,000281.$$

La rente viagère correspondant au capital de 1 franc versé à l'âge de 34 ans 5 mois est donc :

$$0,049080 + 0,000281 = 0,049361.$$

La rente viagère correspondant au capital donné sera :

$$0,049361 \times 5.600 = 276 \text{ fr. } 42.$$

3. *On demande de convertir en rente temporaire, payable jusqu'à l'âge de 16 ans, un capital donné.* — Soit un capital de 1.565 francs à convertir en une rente temporaire, payable jusqu'à l'âge de 16 ans, en faveur d'un enfant âgé de 6 ans 7 mois.

La rente temporaire correspondant au versement de 1 franc est (tarif II, 3^e colonne) :

A l'âge de 7 ans.....	fr.	0,124812
— 6 —	—	0,114284
Différence.....	fr.	0,010528

Pour un mois la différence serait :

$$\frac{0,010528}{12} = 0,0008773;$$

Pour sept mois la différence serait :

$$0,0008773 \times 7 = 0,006141.$$

La rente temporaire correspondant au versement de 1 franc à l'âge de 6 ans 7 mois serait donc :

$$0,114284 + 0,006141 = 0,120425.$$

La rente cherchée est dès lors égale à :

$$0,120425 \times 1.565 = 188 \text{ fr. } 47$$

*b) DU CALCUL DES RÉSERVES MATHÉMATIQUES (art. 13 et art. 39
du règlement général).*

Les règles relatives aux calculs des réserves mathématiques sont les mêmes, qu'il s'agisse de la réserve mathématique provisoire (art. 13 du règlement général) ou de la réserve mathématique à constituer par les établissements chargés du service des rentes (art. 39). Il convient, toutefois, de noter que le montant de la réserve provisoire devrait être modifié si une aggravation ou une atténuation de l'incapacité, survenant pendant le délai de revision, entraînait une modification de l'allocation annuelle due.

1. *Réserve en cas d'incapacité permanente.* — On cherchera, dans le tarif I (2^e colonne), la valeur de 1 franc de rente à l'âge de la victime à l'époque où l'on doit constituer la réserve et l'on multipliera cette valeur par le montant annuel de la rente due.

Ainsi, la réserve à constituer pour un ouvrier titulaire d'une rente de 450 francs et âgé de 35 ans sera :

$$20,0988 \times 450 = 9.044 \text{ fr. } 46;$$

L'année suivante, âge : 36 ans, la réserve se réduira à :

$$19,8164 \times 450 = 8.917 \text{ fr. } 38;$$

A l'âge de 37 ans, elle ne sera plus que de :

$$19,5275 \times 450 = 8.787 \text{ fr. } 38$$

et ainsi de suite jusqu'à la mort du titulaire.

2. *Réserve en cas de mort.* — Pour les ayants droit qui jouissent de rentes viagères, on opérera comme il vient d'être dit.

Pour ceux qui ont droit à une rente temporaire payable jusqu'à l'âge de 16 ans, on utilisera le tarif II (2^e colonne), le calcul s'effectuant d'ailleurs de la même manière et la réserve devenant nulle lorsque l'intéressé atteint l'âge de 16 ans.

3. *Remarque relative aux âges fractionnaires.* — Lorsque l'âge qui doit entrer en ligne de compte est fractionnaire, on pourra déterminer le prix de la rente de 1 franc à cet âge au moyen d'une proportion, puis multiplier ce prix par le montant de la rente du titulaire. Mais, lorsqu'il s'agira de calculer la réserve globale relative à un grand nombre de titulaires de rentes, les assureurs obtiendront un résultat suffisamment exact en négligeant les fractions d'année inférieures à six mois et en comptant pour une unité pleine toute fraction égale ou supérieure à la demi-année.

BELGIQUE

LOI DU 20 AOÛT 1903

MODIFIANT LA LOI DU 10 MAI 1900

SUR

LES PENSIONS DE VIEILLESSE ⁽¹⁾

ARTICLE UNIQUE. — Il est ajouté à l'art. 8 de la loi du 10 mai 1900 un deuxième alinéa ainsi conçu :

A partir du 1^{er} janvier 1903, le montant de la prime annuelle est porté, à concurrence des six premiers francs versés :

- a) A 1 franc par franc pour les intéressés ayant atteint, au 1^{er} janvier 1900, un âge compris entre 40 et 45 ans;
- b) à 1 fr. 50 par franc pour les intéressés ayant atteint, à la même date, un âge compris entre 45 et 50 ans;
- c) A 2 francs par franc pour les intéressés ayant, à la même date, dépassé l'âge de 50 ans.

(1) Voir cette loi dans le *Bulletin*, 1903, page 5.

ESPAGNE

DÉCRETS ET RÈGLEMENTS

PRIS EN EXÉCUTION DE LA LOI DU 30 JANVIER 1900

SUR

LES ACCIDENTS DU TRAVAIL *(suite)* ⁽¹⁾

Analyse et traduction par M. DELÉARDE

Chef de la branche-accidents de la Fondère-Transports (Paris).

XXII

Décret approuvant le règlement de l'institut des réformes sociales.

(Décret royal du 15 août 1903) (2).

1° Exposé des motifs.

Monsieur,

Le décret royal du 23 avril dernier, créant l'Institut des réformes sociales, avait recommandé au dit Institut l'élaboration des projets du règlement devant le régir, et l'Institut, avec toute la diligence possible, a remis au Gouvernement le projet ci-joint que le Ministre soussigné a l'honneur de soumettre à votre approbation.

En raison de la multiplicité et de la diversité de ses fonctions, en raison de son caractère de corps consultatif et de laboratoire technique, en raison de sa mission particulière relative à l'étude et à la préparation des lois, en raison de son action, qui doit être étendue, et en raison de tous ses divers éléments, l'Institut des réformes sociales forme un tout très complet et très homogène, qui appelle nécessairement le rayon d'action très étendu et l'intervention très efficace auxquels fait allusion, dans son préambule, le décret royal ci-dessus mentionné.

Si donc ce règlement était établi selon les principes administratifs ordinaires, il n'atteindrait pas son but ; il n'y aura pas lieu, en conséquence, d'être surpris des innovations apportées par le projet dont il s'agit, en considération des raisons

(1) Nous continuons la publication des Décrets Royaux relatifs à l'application et à l'interprétation de la loi du 30 janvier 1900 concernant les accidents du travail. Voir le *Bulletin*, 1903, page 609.

(2) *Gaceta de Madrid*, 18 août 1903.

particulières qui les justifient, non plus que de certaines dispositions qui ne se trouvent pas en harmonie avec la législation courante, comme par exemple au sujet des fonctionnaires et du régime économique. Il est clair que ces dispositions devront être approuvées par les Chambres, ainsi d'ailleurs que le crédit prévu au budget général de l'État pour l'Institut des réformes sociales ; de ce crédit dépendra le maintien ou la modification de telle ou telle disposition du projet. Il est donc entendu, par conséquent, que jusqu'au 1^{er} janvier prochain, les bases du règlement projeté restent provisoires.

On doit également considérer comme provisoire tout le chapitre 6 du règlement et il ne peut en être autrement si on tient compte de la nature spéciale de la matière qu'il traite. Il était en effet très difficile, — et tous les pays ont éprouvé la même difficulté, — de déterminer la procédure à suivre pour l'élection des représentants, patrons et ouvriers devant former une partie de l'Institut, et cette difficulté se trouve augmentée, dans le cas présent, par la division, en grande et en petite industrie, prévue dans le décret royal du 23 avril ; ces deux classes d'industries ne sont pas toujours faciles à établir, le souci de cette distinction n'ayant pas toujours existé au moment de l'organisation de l'industrie.

On a essayé, malgré cela, de résoudre, au moyen du système adopté, les difficultés qui se présentent actuellement et l'on se propose d'apporter à ce projet les modifications que signaleront la pratique et l'expérience, afin d'atteindre le but visé.

Sous ces réserves, l'organisation proposée offre les garanties les plus sérieuses et il est à croire que les résultats répondront aux espérances fondées sur l'importante mission confiée à l'Institut et à laquelle le Gouvernement de S. M. porte un si vif intérêt.

Pour toutes les raisons qui précèdent, le Ministre soussigné a l'honneur de soumettre à votre approbation le projet suivant de règlement de l'Institut des réformes sociales.

Madrid, 14 août 1903.

Signé : A.-G. ALIX.

2^o Décret.

D'accord avec mon Conseil des ministres et conformément aux propositions faites par le Ministre de l'Intérieur,

J'approuve le présent règlement de l'Institut des réformes sociales.

Fait à Saint-Sébastien, le 15 août 1903.

ALPHONSE.

Le Ministre de l'Intérieur,
A.-G. ALIX.

3^o Règlement de l'Institut des réformes sociales.

CHAPITRE I

De la compétence de l'Institut.

ARTICLE PREMIER. — En vertu des attributions prévues à l'art. 1^{er} du royal décret du 23 avril dernier⁽¹⁾, l'Institut des réformes sociales

(1) Préparer la législation du travail ; veiller à son exécution ; favoriser l'action sociale gouvernementale dans le but d'améliorer le bien-être des classes ouvrières.

remplira sa mission avec toute liberté d'action, dans les limites qui lui ont été assignées lors de sa constitution.

ART. 2. — L'Institut, pour l'accomplissement des fonctions qui lui sont dévolues, est considéré comme divisé en trois catégories de représentants : les représentants techniques, composés de personnes particulièrement qualifiées choisies par le Gouvernement, les représentants-patrons et les représentants-ouvriers (1).

ART. 3. — Il appartient à l'Institut des réformes sociales (2) de préparer la législation du travail dans son sens le plus large (3) : dans ce but il aura d'une part, à s'entendre avec le ministère dont il dépend directement, et à répondre à toutes les demandes dignes d'intérêt ; il aura, d'autre part, toute liberté d'initiative, sauf toutefois à soumettre toujours ses propositions à l'approbation gouvernementale.

ART. 4. — La compétence de l'Institut, en ce qui est de la surveillance de l'exécution des lois réglementant le travail (4), l'autorise, pour l'organisation des services d'inspection et de statistique, à prendre les mesures de la plus grande efficacité tant dans l'administration centrale que dans les dépendances provinciales et locales.

ART. 5. — Pour faciliter l'action sociale et l'action du gouvernement en vue de l'amélioration du bien-être des classes ouvrières (5), l'Institut est susceptible de trouver, dans chaque cas, des indications sur les points à modifier auprès de l'assesseur particulièrement compétent en raison de son expérience et de ses études ; il peut aussi agir, soit directement, soit indirectement, comme médiateur aussi souvent que possible pour prévenir les conflits ou les résoudre, en conciliant les intérêts opposés.

ART. 6. — Pour l'exécution des dispositions prévues aux articles ci-dessus, l'Institut agira comme corps consultatif auprès des ministères de l'Intérieur, de la Justice, de l'Agriculture, de l'Industrie, du Commerce et des Travaux publics (6) et auprès du centre spécial de l'Administration active (7).

ART. 7. — Le président de l'Institut (8) assure la direction des travaux et l'exécution des accords tant dans ses fonctions de caractère consultatif (9) que comme administration active (10), avec l'aide d'un conseil de direction (11).

(1) Art. 2.

(2) Art. 6, § 2 du royal décret du 23 avril.

(3-4-5) Art. 1^{er}.

(6) Art. 3-6^o, § 1.

(7) Art. 6-2^o.

(8) Art. 4.

(9) Art. 6-1^o.

(10) Art. 6-2^o.

(11) Art. 6-2^o.

CHAPITRE II

De la composition de l'Institut.

ART. 8. — L'Institut de réformes sociales se composera :

1° de l'Institut en tant que corps constitué;

2° d'un secrétaire général;

3° de sections techniques administratives.

ART. 9. — L'Institut comme corps constitué se compose de trente membres, indiqués à l'art. 2 du royal décret du 23 avril dernier et se divise en trois sections dénommées :

1° de police et ordre public;

2° juridique;

3° de relations économiques et sociales (1).

ART. 10. — La section première comprendra neuf membres choisis par le gouvernement et le sous-secrétaire du Ministère de l'Intérieur (2) qui sera attaché à ce ministère pour toutes les affaires le concernant spécialement (3).

ART. 11. — La seconde section comprendra neuf membres choisis par le gouvernement et le sous-secrétaire du Ministère de la Justice (4) affecté à ce service pour les affaires de sa compétence spéciale (5).

ART. 12. — La section troisième comprendra les six membres choisis par l'élément patron et les six individus choisis par l'élément ouvrier et le directeur général de l'Agriculture (6) affecté à ce service pour les affaires le concernant spécialement (7).

ART. 13. — La désignation des membres devant appartenir aux sections première et seconde sera faite d'un commun accord entre les dix-huit membres choisis dans ce but par le gouvernement; les membres ultérieurement désignés seront affectés à la section où se produira la vacance.

ART. 14. — Chaque section élira parmi ses propres membres, son président, son secrétaire et aura en outre un secrétaire administratif adjoint choisi par le président de l'Institut parmi les membres du secrétariat général.

ART. 15. — Chaque section désignera deux membres dans son sein pour constituer le conseil de direction de l'Institut.

(1) Les désignations sont les mêmes que celles portées à l'art. 2° du Décret Royal.

(2) Art. 3-2°.

(3) Art. 3-1°.

(4) Art. 3-2°.

(5) Art. 3-1°.

(6) Art. 3-2°.

(7) Art. 3-1°.

Ces fonctions auront une durée de deux ans; les membres sortants seront rééligibles.

ART. 16. — Comme bureau administratif, chargé de la transmission des affaires générales pour tout ce qui concerne l'Institut, on constituera un secrétariat général.

ART. 17. — Comme sections techniques et administratives chargées des affaires spéciales de l'Institut, définies à l'art. 1^{er} du royal décret du 23 avril dernier, il y aura trois sections :

1° de la législation et information bibliographique;

2° de l'inspection ;

3° de la statistique.

ART. 18. — Le secrétariat général aura un chef avec le titre de secrétaire général et le nombre de collaborateurs nécessaire.

Chacune des sections aura son chef technique avec le nombre d'employés déterminé par les nécessités.

ART. 19. — Le secrétaire général et les chefs techniques seront nommés par l'Institut sur la proposition du Président du Conseil de direction.

ART. 20. — Toutes les propositions devront être motivées et justifier que le candidat possède les aptitudes et les capacités voulues pour remplir l'emploi qu'il aura à exercer.

ART. 21. — Les nominations des employés seront faites par l'Institut sur la proposition du Conseil de direction.

La proposition sera toujours motivée par l'indication des conditions exigées pour chaque emploi et les mentions spéciales à chaque candidat.

ART. 22. — Les auxiliaires seront nommés à titre provisoire et leur nomination ne pourra avoir lieu qu'après un an de stage, afin qu'on puisse éprouver l'efficacité de leurs services.

Passé ce délai, l'employé sera nommé ou bien, s'il n'a pas les aptitudes nécessaires, il sera révoqué.

ART. 23. — Une fois nommés à leur emploi, le secrétaire général, les chefs de section et les différents employés ne pourront être congédiés que pour fautes dans le service et après enquête des décisions prises par l'Institut au complet.

ART. 24. — Pour la fixation des traitements du secrétaire général, des chefs de section et des employés on fixera un maximum et un minimum.

Le minimum sera le traitement affecté aux débuts de l'employé et le maximum sera le chiffre déterminé selon l'importance du service et que l'employé atteindra graduellement.

ART. 25. — Le traitement minimum du secrétaire général et des chefs de section sera de 5.000 pesetas.

Le traitement minimum des employés sera de 2.000 pesetas.

Dans certains cas, et d'accord avec l'Institut réuni en assemblée, le traitement sera considéré comme gratification.

ART. 26. — Le traitement maximum du secrétaire général et des chefs de section sera de 10.000 pesetas.

Le traitement maximum des employés sera de 5.000 pesetas.

ART. 27. — Pour passer du traitement minimum au traitement maximum, on établira deux degrés qui seront pour le secrétaire général et les chefs de section de 500 à 1.000 pesetas et pour les employés de 250 à 500 pesetas.

ART. 28. — La gradation, pour le passage du minimum au maximum, s'établira en tenant compte des deux motifs suivants :

1° Services;

2° Mérites.

ART. 29. — On considérera comme services le temps passé dans un service par période de cinq années.

Les services normaux donneront lieu pour l'employé à augmentation tous les 5 ans, au minimum du chiffre prévu, pour chaque catégorie, à l'art. 27.

ART. 30. — On considérera comme mérites les témoignages d'aptitude et de travail exceptionnels donnés dans l'exercice des fonctions et dans les initiatives méritant une mention spéciale de l'Institut réuni en assemblée.

ART. 31. — Pour la déclaration de ces mérites, il sera nécessaire que le Président de l'Institut ou le Conseil de direction ou l'une des sections de l'Institut, après avoir examiné les faits allégués, prenne l'initiative de cette déclaration et que l'Institut admette ce mérite par les deux tiers des voix des votants.

ART. 32. — La succession de la période de cinq années de services sera également demandée lorsque le Conseil de direction fera connaître les titres de l'employé pour l'augmentation, et si cette concession n'est pas autorisée pour des motifs dont le Conseil rendra compte à l'Institut réuni, l'employé restera, jusqu'à la neuvième déclaration, dans la même situation, pour le temps à déterminer.

CHAPITRE III

De la présidence de l'Institut.

ART. 33. — La représentation de l'Institut, pour toutes ses relations avec l'extérieur et avec les différents ministères, appartient au Président.

ART. 34. — Il appartient au président de l'Institut :

a) De convoquer l'Institut et de présider ses sessions;

b) De distribuer les affaires entre les différentes sections de l'Institut;

- c) D'exécuter les résolutions de l'Institut et des sections;
- d) D'ordonner et de présider les travaux du Conseil de direction;
- e) De procéder à la nomination, à l'avancement, à l'application des peines disciplinaires et au congédiement des fonctionnaires, conformément aux dispositions du règlement;
- f) De distribuer et de vérifier les travaux du secrétariat général et des sections techniques;
- g) D'administrer les fonds de l'Institut, d'ordonnancer les dépenses et d'apurer ses comptes;
- h) De réclamer la collaboration des différents services des administrations publiques, lorsque cette collaboration sera nécessaire.

ART. 35. — Pour l'exécution de toutes les fonctions de sa charge, le président aura sous ses ordres immédiats un secrétaire général à qui il pourra déléguer la signature pour certaines affaires purement administratives.

ART. 36. — En cas d'absence ou de maladie du président, les présidents de section le remplaceront pour l'accomplissement des fonctions énumérées à l'art. 9.

CHAPITRE IV

Du Conseil de direction.

ART. 37. — Le Conseil de direction de l'Institut a pour mission, en vertu de l'art. 7, de coopérer avec le président aux fonctions propres de l'Administration active.

ART. 38. — Pour les effets de l'article précédent, on entend les fonctions propres de l'Administration active de l'Institut;

a) La proposition du personnel, conformément aux dispositions des art. 19 et 22;

b) La déclaration de mérites, conformément à l'art. 31;

c) La déclaration d'aptitude pour l'avancement des employés, conformément à l'art. 32;

d) Les peines disciplinaires infligées aux divers fonctionnaires;

e) L'inspection des services administratifs du secrétariat général et des sections techniques;

f) Le régime économique de l'Institut.

ART. 39. — Afin que le conseil de direction remplisse efficacement les fonctions qui lui sont dévolues, le président a la faculté de distribuer entre les membres qui le composent l'inspection des services administratifs.

ART. 40. — Le conseil de direction se réunira quand le président le demandera.

ART. 41. — Le conseil de direction au cours de sa première réunion

nommera parmi ses membres un vice-président qui suppléera le président en cas de maladie et d'absence.

ART. 42. — Le secrétaire général de l'Institut remplira les fonctions de secrétaire du conseil de direction, sans aucun droit de vote ni d'avis au cours des délibérations.

CHAPITRE V

De l'Institut réuni en assemblée et des sections.

ART. 43. — Sauf les cas spécifiés au présent règlement, l'Institut fonctionnera comme corps consultatif en vue de la proposition, la réforme et l'application des lois sociales.

ART. 44. — Les motions des Ministères représentées à l'Institut et celles provenant des sections technico-administratives de ce dernier, contribueront à la réalisation du but proposé à l'article précédent.

ART. 45. — Chacune des sections de l'Institut au moyen de l'initiative de ses membres, a également le droit de motion concernant la proposition, la réforme et l'application des lois sociales.

ART. 46. — Toutes les motions, de quelque origine qu'elles soient, seront transmises par la voie du président de l'Institut qui ordonnera sa transmission à la section correspondante.

ART. 47. — Pour les effets de la transmission des motions et questions, les sections de l'Institut seront considérées soit comme rapporteur, soit comme enquêteur.

Quand la section agit comme rapporteur, la décision rendue sera portée à la connaissance de l'Institut tout entier.

Quand elle agit comme enquêteur, la décision sera définitive.

ART. 48. — Dans la transmission des motions ou questions, le président tiendra compte des rapports existant entre les Ministères et les sections techniques de l'Institut avec les sections de la Corporation intéressée.

ART. 49. — Pour déterminer si une notion ou une question doit être rapportée ou enquêtée, on tiendra compte des principes suivants :

1^o Sera toujours affaire à rapporter, celle concernant une nouvelle législation ou une modification des lois *en vigueur*.

2^o Sera affaire à *enquêter* celle concernant les incidents dans l'application des lois, consultations et propositions administratives.

Les affaires à *enquêter* pourront être converties en affaires à *rapporter* quand l'affaire exigera l'examen d'une autre section ou de l'Institut réuni en assemblée ou sur demande de la section chargée de l'enquête ou sur avis du président.

ART. 50. — Chaque section, en vue de la plus grande facilité de ses

travaux, s'organisera en comité permanent, de façon que un ou plusieurs membres puissent être chargés de l'expédition des affaires courantes, tout en se réservant la faculté de nommer des comités spéciaux pour l'étude des affaires régulièrement classées ou des projets de réformes législatives.

ART. 51. — L'Institut, soit en section, soit en une assemblée, pourra demander aux sections techniques et au secrétariat général tous les éléments indispensables nécessaires à ses rapports et à ses enquêtes comme aux besoins de la discussion.

ART. 52. — L'Institut a également la faculté soit en section, soit réunie en assemblée, de demander sur certains points particuliers l'avis préalable ou le concours d'une section technique déterminée, soit de vive voix, soit par écrit; mais dans ce dernier cas, elle devra prévenir le chef de la section intéressée avant de s'adresser à la section ou au corps ou aux rapporteurs de la question.

ART. 53. — Les travaux de l'Institut seront gratuits, sauf les deux exceptions suivantes :

1° Les représentants-ouvriers seront indemnisés de leurs frais de voyage et de séjour pour les ouvriers hors de Madrid et de leur chômage pour ceux établis dans cette capitale.

2° Le chômage causé aux personnes convoquées à la requête d'une commission ou délégation sera indemnisé.

CHAPITRE VI

Procédure électorale pour les représentants-patrons et ouvriers.

ART. 54. — L'élection des douze membres de l'Institut devant représenter les patrons et les ouvriers sera soumise provisoirement aux dispositions suivantes.

ART. 55. — Le Ministre de l'Intérieur indiquera la date à laquelle aura lieu la nomination des membres qui seront élus.

ART. 56. — Pour l'élection des représentants des patrons, les gouverneurs civils des provinces, dans le délai de huit jours qui suivra la convocation du Ministère, s'adresseront par l'intermédiaire des maires aux présidents et directeurs des sociétés économiques d'Amigos de Pais, aux chambres de commerce, chambres agricoles, syndicats de négociants, chapitres de chanoines, syndicats agricoles, chambres des laboureurs, syndicat des eaux, des autres corporations ou associations analogues, légalement constitués dans le territoire pour que dans le délai de huit autres jours, ils désignent sous la présidence du maire un membre représentant la grande industrie, un autre la petite industrie,

un autre l'agriculture. Le maire communiquera au gouverneur, dans le délai de trois jours, le résultat du vote.

ART. 57. — Les plis de vote reçus par le gouverneur civil, le résultat sera publié dans les trois jours suivants avec insertion au bulletin officiel de la province de la liste des votants et de celle des élus. Ces derniers seront convoqués pour que dans le délai de huit jours, sous la présidence du maire de la capitale, ils élisent à leur tour les deux représentants de la grande industrie, les deux de la petite industrie et les deux de l'agriculture, devant faire partie de l'Institut des réformes sociales, et autant de suppléants.

ART. 58. — L'élection des six membres représentant la classe ouvrière et six suppléants, sous l'intervention des présidents ou directeurs des associations ouvrières existantes, légalement constituées dans chaque province, se fera de la même façon.

ART. 59. — Les gouverneurs remettront les plis de vote directement au secrétariat de l'Institut le jour même de l'élection.

ART. 60. — L'Institut réuni en assemblée, fera le dépouillement du scrutin au jour fixé et proclamera les membres élus pour les représentations effectives en avisant immédiatement le ministre de l'Intérieur.

ART. 61. — Le ministre de l'Intérieur déclarera les membres de l'Institut élus pour la représentation des corporations respectives par lesquelles ils auront été nommés.

ART. 62. — L'élection de ces représentants se renouvellera tous les quatre ans.

CHAPITRE VII

Du fonctionnement des sections et de l'Institut réuni en assemblée.

ART. 63. — L'Institut réuni en assemblée sera convoqué par le président et les sections par leurs présidents respectifs.

ART. 64. — La date de convocation, vu le nombre et l'urgence des affaires sera fixé, à la première session de chaque mois pour l'Institut lui-même et pour les différentes sections, le président de l'Institut ou les présidents des sections restant libres de provoquer des réunions extraordinaires.

ART. 65. — Les convocations pour chacune des sections appelées à se réunir seront faites par les secrétaires respectifs 24 heures d'avance.

Sur chaque convocation on énumérera comme ordre du jour les affaires devant être traitées.

ART. 66. — La présence aux séances est obligatoire, sauf les exceptions suivantes

1° Excuse justifiée par notification de l'intéressé au président qui le convoque.

2° Absence de Madrid, dont le secrétaire général est avisé.

3° Maladie.

ART. 67. — Si un membre de l'Institut cesse de venir assidûment aux sessions pour lesquelles il est convoqué, sans justification, le gouvernement en sera avisé afin de pourvoir à son remplacement si ce membre est un des neuf désignés par le gouvernement; si c'est un membre de ceux élus, il sera remplacé par le suppléant.

Ce point particulier fera l'objet d'une entente de l'Institut réuni en assemblée.

ART. 68. — Pour que l'Institut réuni en assemblée ou les sections puissent tenir leurs sessions, il est nécessaire qu'elles réunissent la moitié plus un des membres qui la composent.

On exceptera de ce cas la période comprise entre le 15 juin et le 15 septembre pendant laquelle les séances pourront avoir lieu avec les membres présents à condition qu'ils soient, pour les sections au nombre de trois et de neuf pour l'Institut réuni en assemblée.

ART. 69. — Si une séance ne peut avoir lieu par suite d'insuffisance du nombre des membres présents, acte en sera donné dans un procès-verbal mentionnant l'ordre du jour, la liste des membres présents et l'indication des excuses et des absences sans excuses.

ART. 70. — Dans la première réunion que tiendra l'Institut pour se constituer, on désignera les membres appelés à former les sections première et seconde, conformément à ce qui est dit à l'art. 13 du chapitre II.

ART. 71. — Dans la première réunion que tiendra chaque section pour se constituer et qui sera présidée par le président de l'Institut, on désignera le président de section et son secrétaire.

ART. 72. — La charge de secrétaire de l'Institut réuni en assemblée reviendra, sans qu'il soit besoin de vote, au secrétaire général.

Également les secrétaires-adjoints des sections seront nommés sans vote.

ART. 73. — Il appartient au président dans les réunions de l'Institut réuni en assemblée et aux présidents de section pour leurs présidences respectives :

- a) De dicter l'ordre du jour;
- b) De convoquer pour les séances ordinaires et extraordinaires;
- c) D'ouvrir et clore la séance;
- d) De diriger les discussions;
- e) D'autoriser les actes, sauf approbation gouvernementale;
- f) De se charger de la transmission des affaires.

ART. 74. — Il appartient au secrétaire général et aux secrétaires de section :

- a) De lire les actes et documents dont ils ont à rendre compte;

- b) De rédiger le procès-verbal de chacune des séances;
- c) De prendre note de l'ordre dans lequel la parole a été demandée;
- d) Authentifier par sa signature les convocations et le procès-verbal de chacune des sessions;
- e) De transmettre à qui de droit les affaires distribuées.

ART. 75. — Le secrétaire adjoint sera aux ordres du secrétaire de section et rendra compte des travaux qui lui seront confiés.

ART. 76. — Les séances commenceront par la lecture du procès-verbal et après approbation de ce dernier, on suivra l'ordre des affaires inscrites à l'ordre du jour.

Pour modifier l'ordre du jour par l'insertion d'une affaire incidente, le consentement des membres réunis en séance, provoqué par le président, sera nécessaire.

CHAPITRE VIII

Du secrétariat général.

ART. 77. — Le secrétariat général est le centre administratif de l'Institut, dont les rapports directs avec le président sont définis à l'art. 35 et dont les fonctions diverses sont indiquées aux art. 16, 32, 42, 72 et 74.

ART. 78. — Pour faciliter la tâche du secrétariat, on divisera les affaires de la façon suivante :

- 1° Affaires corporatives;
- 2° Affaires gouvernementales;
- 3° Affaires générales;
- 4° Affaires économiques.

ART. 79. — Sous le titre d'affaires *corporatives*, on comprendra tout ce qui concerne l'Institut réuni en assemblée et en section; des dossiers et des registres distincts devront être établis pour les affaires relevant du secrétaire général et pour celles relevant des secrétaires adjoints.

ART. 80. — Les secrétaires adjoints seront soumis comme auxiliaires du secrétariat, aux ordres du secrétaire général, et ils devront, comme tous les autres auxiliaires de cette dépendance de l'Institut et comme les employés proprement dits du secrétariat, faire ce que leur demandera leur chef immédiat.

ART. 81. — Sous le titre d'affaires *gouvernementales* on comprendra les affaires indiquées comme étant de la compétence du conseil de direction et relevant par conséquent, du secrétariat général qui devra les transmettre au service compétent, en outre de l'obligation signalée à l'art. 42.

ART. 82. — Les affaires *générales* de toute nature quelle que soit leur provenance ou leur destination, seront inscrites au secrétariat

général au registre d'entrée et de sortie des documents reçus par l'Institut.

ART. 83. — Conformément aux dispositions du paragraphe 9 de l'art. 34, le secrétariat général remplira les fonctions de comptable de l'Institut et exercera le service de surveillance intérieure.

ART. 84. — Conformément aux dispositions ci-dessus, le secrétaire établira le projet de l'organisation intérieure du secrétariat, indiquant le nombre minimum d'employés absolument nécessaire pour remplir les différents postes dans ce service.

ART. 85. — Ce projet approuvé par le conseil de direction, les propositions pour la nomination du personnel seront faites conformément aux dispositions de l'art. 22.

ART. 86. — Le secrétariat général organisé, avec le minimum d'employés, aucune augmentation de personnes ne sera faite que s'il est démontré avec toute évidence que l'augmentation ordinaire des affaires rend cette mesure absolument indispensable.

CHAPITRE IX

Des sections techniques administratives.

ART. 87. — Les sections techniques énumérées à l'art. 17 et constituées avec le personnel indiqué à l'art. 18 relèvent de l'Institut des réformes sociales et sont chargées de préparer les données et éléments nécessaires à l'Institut pour l'exécution de ces travaux.

SECTION PREMIÈRE

ART. 88. — Il appartient à la première section technique d'organiser tout ce qui concerne le service de la bibliothèque et des publications à l'effet de réunir les collections législatives des lois sociales, les publications concernant les lois, les ouvrages, revues périodiques ou fragments, de les classer et d'établir des index, résumés ou rapports, tant pour la commodité de l'Institut que pour la connaissance générale.

ART. 89. — La première section technique sera divisée ainsi :

- 1° Bibliothèque ;
- 2° Information bibliographique ;
- 3° Jurisprudence ;
- 4° Rédactions et publications.

ART. 90. — Les différents emplois de la première section technique seront occupés par les fonctionnaires de cette section, selon la répartition faite par le chef dans les cas généraux et spéciaux.

ART. 91. — Pour l'organisation du service de la bibliothèque le chef

de la section, d'après les renseignements recueillis soit par lui, soit par ses auxiliaires, soit par autres dépendances, proposera, avec justification, les acquisitions de livres, revues et autres publications nécessaires, le président et le conseil de l'Institut statuant définitivement.

ART. 92. — Les fonctionnaires de la première section prépareront constamment les notes de renseignements bibliographiques, avec rapport et extraits sur les ouvrages consultés, les classant de la manière suivante :

- 1^o Lois en vigueur ;
- 2^o Lois en préparation ;
- 3^o Lois à l'étude.

Et de cette façon, ils rendront plus faciles les recherches spéciales que leur demandera l'Institut.

ART. 93. — Le même procédé qui est le procédé normal de travail, sera adopté pour l'étude de la jurisprudence espagnole et étrangère.

ART. 94. — La partie concernant la législation espagnole comprendra les résultats et expériences sur l'application des lois en vigueur et les motifs justifiant des réformes dans cette législation.

Dans ce but, les différentes sections de l'Institut transmettront à la section première les notes et renseignements concernant ces points particuliers.

ART. 95. — La partie concernant la législation étrangère comprendra l'ensemble des lois sociales cataloguées par pays et par matières, les résultats et expériences concernant leur application et les nouvelles propositions et projets de lois.

ART. 96. — Le service de rédaction et de publication comprendra les services suivants :

- 1^o Du secrétariat en correspondance avec l'étranger ;
- 2^o De la publication du bulletin de l'Institut des réformes sociales ;
- 3^o De publications monographiques.

ART. 97. — Conformément aux dispositions n^o 1 de l'article précédent, le chef de cette section remplira près du président de l'Institut la charge de secrétaire pour la correspondance avec l'étranger ; pour les traductions et la rédaction des documents en une autre langue que la langue nationale, il fera appel aux fonctionnaires de sa section.

ART. 98. — Le chef de cette section aura également le titre de rédacteur en chef du *Bulletin de l'Institut des réformes sociales* ; les différentes sections de l'Institut lui faciliteront les recherches des documents qui doivent être publiés.

Le président de cette section sera également chargé, avec le même caractère de rédacteur en chef, de publier les monographies ne relevant pas spécialement de la compétence particulière à une autre section.

ART. 99. — Conformément aux articles précédents, le chef de la section

établira le projet général de l'organisation de la section, avec le nombre des employés rigoureusement nécessaire, nombre qui ne pourra être augmenté qu'après justification; lorsque ce projet aura été approuvé par le conseil de direction, les propositions d'employés seront faites.

DEUXIÈME SECTION

ART. 100. — La seconde section a pour fonction d'étudier tout ce qui concerne :

- 1° L'application de la loi sur les accidents du travail;
- 2° La prévision des accidents du travail;
- 3° L'application de la loi sur le travail des femmes et des enfants;
- 4° L'application des lois sociales en vigueur;
- 5° L'organisation générale et spéciale du service et inspection.

ART. 101. — Pour l'exécution des dispositions du § 1^{er} de l'article précité, seront à la charge de la deuxième section :

- a) Le registre général prévu à l'art. 45 du règlement du 28 juillet 1900, avec les renseignements indiqués à l'art. 44;
- b) Les classifications statistiques prévues à l'art. 46 dudit règlement;
- c) La publication de la statistique des accidents du travail ou son incorporation à la statistique générale, selon les dispositions de l'art. 47 du règlement susvisé;
- d) Les réclamations et recours prévus par les art. 33 et 52 de la loi;
- e) Les consultations et avis concernant l'interprétation des règlements ou modifications de la loi;
- f) Les notes relatives aux modifications à apporter à la loi sur les accidents, notes qui devront être remises à la section première;
- g) Les différents incidents concernant tout ce qui vient d'être exposé précédemment.

ART. 102. — Pour l'exécution des dispositions du n° 2 de l'art. 100, seront à la charge de la deuxième section :

- a) Les relations avec l'Assemblée technique instituée par l'art. 6 de la loi du 30 janvier 1900;
- b) Les prescriptions du chapitre V du règlement du 28 juillet 1900;
- c) Le service du musée et du cabinet d'expériences prévu à l'art. 66 dudit chapitre;
- d) L'examen des règlements de police et d'hygiène en usage dans les ateliers bien organisés et l'étude des dispositions de cette nature à publier;
- e) Les règlements et questionnaires pour l'inspection de tous ces services;
- f) Les informations et enquêtes sur chaque cas particulier concernant les responsabilités nées de l'art. 64 dudit chapitre V;

g) Tous les autres incidents sur ces points particuliers.

ART. 103. — En vertu des dispositions du n° 3 de l'article 100, seront à la charge de la deuxième section :

a) Tous les points particuliers relatifs à l'application de la loi du 13 mars 1900 et du règlement du 13 novembre de la même année;

b) La façon dont des assemblées provinciales et locales instituées par l'art. 7 de ladite loi s'organisent et se renouvellent ainsi que l'étude de la législation relative à ces assemblées;

c) La transmission des réclamations auxquelles donne lieu l'application de ladite loi;

d) La proposition des règlements et questionnaires pour l'organisation de l'inspection visant ces points particuliers;

e) Les statistiques et rapports monographiques concernant le travail de la femme et des enfants en Espagne et à l'étranger;

f) Les notes concernant les modifications législatives à apporter à la loi : ces notes doivent être transmises à la section première.

ART. 104. — En vertu des dispositions du n° 4 de l'art. 100 et dans la forme analogue à celle indiquée dans les lois en vigueur, il appartiendra à la deuxième section de s'occuper de toutes les affaires concernant l'application, l'interprétation, l'inspection et la réforme des lois sociales publiées postérieurement à ce règlement.

ART. 105. — En exécution des dispositions du 5° de l'art. 100, est de la compétence de la deuxième section :

a) L'étude de la réglementation générale et particulière du service d'inspection;

b) Les rapports concernant la nomination, la punition ou le congédiement des inspecteurs;

c) L'examen de toutes les affaires émanant des inspections;

d) Les statistiques concernant les résultats du service d'inspection;

e) Les renseignements et monographies établis par le service d'inspection.

ART. 106. — Le projet général d'organisation de la deuxième section en vue des fonctions ci-dessus déterminées et la liste du personnel reconnu nécessaire seront établis par le chef de la section; après approbation par le conseil de direction, les propositions seront faites pour la nomination des employés respectifs.

TROISIÈME SECTION

ART. 107. — A la troisième section correspondent deux ordres de services :

1° La statistique du travail;

2° Les informations générales.

ART. 108. — La statistique du travail comprendra principalement les articles suivants :

- 1° Classification du travail ;
- 2° Distribution géographique du travail ;
- 3° Classification des travailleurs ;
- 4° Vie de l'ouvrier.

ART. 109. — La classification du travail comprendra une étude préalable pour définir, selon les conceptions admises dans les différentes contrées et professions, les classes et catégories d'ouvriers dans l'ordre suivant :

- a) Travail agricole ;
- b) Travail de mines ;
- c) Travail industriel ;
- d) Travail de transports.

ART. 110. — La distribution géographique du travail aura pour objet de définir, pour le territoire de la Péninsule et les adjacentes, selon leurs contrées et régions respectives, l'importance de la production, évaluée principalement comparativement au nombre d'ouvriers se livrant aux différentes classes de travaux sus-indiquées.

ART. 111. — La classification des travailleurs sera disposée par degrés et selon les moyens dont on disposera on travaillera à la préparation et à la publication du recensement de la population ouvrière.

ART. 112. — La vie de l'ouvrier sera étudiée statistiquement aux trois points de vue suivants :

- a) Recettes ;
- b) Dépenses ;
- c) Résultats.

ART. 113. — Sous le titre *recettes* on étudiera ce que gagne l'ouvrier et comment il le gagne, les formes variées de la rémunération du travail, le nombre de jours ouvrables, les heures de travail, le nombre des ouvriers occupés et le nombre des ouvriers sans travail ; ainsi que tous les points particuliers relatifs à cette étude.

ART. 114. — Sous le titre *dépenses*, on étudiera ce que l'ouvrier doit dépenser, selon les localités pour l'alimentation, l'habillement, les frais de médecin, le logement et le ménage ; on calculera ce que l'ouvrier a à dépenser pour tous ces objets et le bénéfice ou le déficit qui en résulte.

ART. 115. — Sous le titre *résultats* on étudiera la mortalité, la maladie, l'instruction, les accidents du travail et les chômages avec le détail statistique correspondant à chacun de ces points particuliers.

ART. 116. — Les informations générales seront le développement ou le complément des investigations statistiques.

ART. 117. — En plus des dispositions de l'article précédent les services d'informations générales auront pour mission d'étudier :

- a) L'état et le développement de la production nationale;
- b) Son organisation, sa rémunération en Espagne et la situation comparée avec celle des autres pays;
- c) Recherches sur les causes du chômage et sur les causes de dissension entre patrons et ouvriers;
- d) Moyens d'augmenter la prospérité du travailleur. L'épargne, la coopération, les institutions de prévoyance et les moyens pour améliorer la condition morale et intellectuelle de la classe ouvrière;
- e) L'association ouvrière, ses organisations distinctes, ses caractères et le nombre des associés.

ART. 118. — La troisième section, avant d'entreprendre ses travaux proprement dits, aura à réunir toutes les informations statistiques et documents publiés par l'office général des assurances et par les différents centres officiels et particuliers et susceptibles d'intéresser le service de statistique du travail et de la situation et de la production des classes ouvrières.

ART. 119. — Conformément au mode de procédé indiqué pour les autres sections, le chef de la troisième section établira le projet général de l'organisation de la section, avec le nombre d'employés nécessaire afin que ledit projet soit soumis au conseil de direction et que les propositions de nomination de personnel soient faites.

CHAPITRE X

Du mode de désignation, de réprimande et de congédiement du personnel.

ART. 120. — En faisant les propositions de personnel des chefs du secrétariat et des sections conformément aux dispositions des articles du chapitre II de ce règlement, on tiendra compte de la notoriété, des capacités et de la compétence des personnes désignées pour chacun des postes de chefs de section.

ART. 121. — Parmi les connaissances que devront posséder les chefs des sections techniques, il convient de signaler les suivantes :

1° Le chef de la première section devra connaître le français, écrire cette langue avec facilité et en outre l'anglais ou l'allemand et de préférence savoir l'écrire;

2° Le chef de la deuxième section devra être versé dans la connaissance de l'organisation industrielle et des parties les plus essentielles de la vie des fabriques;

3° Le chef de la troisième section devra être un spécialiste en science statistique.

ART. 122. — Les conditions de capacité que devront remplir les employés, qu'on en fasse la proposition directement ou par voie de con-

cours ou d'examen varieront selon qu'il s'agit du secrétariat général ou de chacune des sections.

ART. 123. — Pour les employés du secrétariat les connaissances suivantes seront exigées : facilité pour rédaction de rapports, facilité de prendre des notes et prendre des extraits, de préférence connaître la sténographie, écrire correctement et avoir une belle écriture ou à défaut savoir écrire à la machine.

ART. 124. — Il sera absolument indispensable aux employés de la première section de savoir rédiger dans l'une des langues suivantes : français, anglais, allemand ou italien.

Celui qui possède plus d'une langue étrangère sera préféré.

ART. 125. — Dans la deuxième section il devra y avoir un employé ayant le titre de licencié ou de docteur en médecine, un médecin spécialiste des questions d'hygiène, deux ingénieurs et parmi les autres postulants, on donnera la préférence à celui qui aura le titre d'avocat.

ART. 126. — La compétence des employés de la troisième section comporte l'aptitude et les connaissances spéciales que nécessite le service de la statistique.

ART. 127. — En cas de proposition d'employés lorsqu'une vacance vient à se produire, on pourra prendre au préalable, l'avis du chef de la section intéressée.

ART. 128. — Les propositions faites et approuvées, conformément aux règles indiquées au chapitre II du présent règlement, les nominations seront signées par le président de l'Institut et visées par le secrétaire général.

ART. 129. — En sus du personnel régulièrement nommé, les personnes de compétence notoire pourront être attachées à l'Institut, sans traitement et à titre honorifique, sur proposition du président de l'Institut, et après rapport du secrétaire général ou du chef de la section à laquelle ces personnes désirent être attachées.

ART. 130. — Le chef de chaque section a la faculté d'infliger des peines disciplinaires à ses employés, mais après en avoir donné avis au conseil de direction.

ART. 131. — Dans le cas où il y aurait lieu d'instruire une affaire relative au personnel, on désignera un membre du conseil de direction s'il s'agit d'un chef et un chef s'il s'agit des employés.

Les décisions seront rendues par l'Institut réuni en assemblée aux deux tiers des voix émises.

CHAPITRE XI

De la procédure générale administrative.

ART. 132. — Le secrétariat et les sections techniques de l'Institut des réformes sociales sont indépendants entre eux et chacun est en

relation immédiate avec le président de l'Institut et le conseil de direction.

ART. 133. — Les affaires des sections de l'Institut se classeront en affaires:

- 1° (à transmettre);
- 2° (à rapporter);
- 3° (à préparer et à étudier).

ART. 134. — Les affaires à transmettre seront adressées le même jour au service auquel elles sont destinées, à moins d'empêchement dûment constaté.

ART. 135. — Dans les affaires à rapporter, les sections disposeront du temps nécessaire pour prendre tous les renseignements que l'affaire comporte, chaque rapport devant porter les dates auxquelles les affaires ont été adressées, transmises et rapportées.

ART. 136. — Dans les affaires à préparer et à étudier se rapportant aux recherches, aux informations et aux publications qui rentrent dans les attributions de l'Institut, la plus grande régularité dans le travail est recommandée afin que chaque question soit résolue dans le temps strictement nécessaire à sa bonne préparation.

ART. 137. — Les sections de l'Institut utiliseront toujours les procédés les plus expéditifs : pour les affaires à transmettre il sera de règle de viser en marge et de transmettre l'original des pièces, de préférence à tout autre mode de transmission.

ART. 138. — Chaque jour toutes les sections de l'Institut feront un relevé du nombre des affaires reçues et ces relevés serviront à établir chaque mois la statistique des documents à l'étude, avec les détails jugés nécessaires.

ART. 139. — Chaque service de l'Institut devra classer ses documents de telle sorte qu'à tout moment il puisse trouver le renseignement désiré, laissant à chaque chef de service le soin d'adopter telle disposition qu'il jugera préférable.

ART. 140. — L'entrée et la sortie de tous les documents des sections de l'Institut relèveront du secrétariat général.

ART. 141. — Pour définir la procédure selon la nature des affaires, on la divisera en deux catégories :

- 1° Affaires corporatives;
- 2° Affaires spéciales.

ART. 142. — Seront dites affaires *corporatives* toutes les affaires exigeant directement de l'Institut une décision soit de la corporation, soit de la section réunie; dans ce cas, les services administratifs auront pour seul rôle de transmettre le rapport et de prêter leur concours à l'Institut.

ART. 143. — Seront dites affaires *spéciales*, les affaires relevant spécialement de telle ou telle section particulière; dans ce cas, l'Institut

aura l'initiative de la proposition des résolutions à prendre pour l'expédition de toutes les affaires en cours.

ART. 144. — Les chefs de section de l'Institut auront à rendre compte des travaux au président de leur section aux jours fixés par ce dernier ; en cas d'absence ou de maladie, ils seront remplacés par un employé désigné par le président, par le chef de section ou par le secrétaire général, selon la section.

ART. 145. — Quand le président de l'Institut le jugera nécessaire, surtout pour les travaux demandant le concours de différents services, il pourra provoquer la réunion des chefs de ces sections.

ART. 146. — Le président déterminera les heures de bureau ordinaires et extraordinaires.

CHAPITRE XII

Régime économique de l'Institut.

ART. 147. — Les ressources nécessaires pour l'exécution des fonctions incombant à l'Institut, s'obtiendront par les moyens suivants :

- 1° La subvention fixée annuellement par l'État pour cet objet ;
- 2° Le produit de la vente des publications éditées par l'Institut ;
- 3° Les subventions et dons que feront les corporations ou les particuliers pour rémunérer sous une forme quelconque les services rendus par l'Institut des réformes sociales.

ART. 148. — L'Institut des réformes sociales sera autorisé à recueillir des héritages, des legs ou des donations et, en qualité de représentant de l'État il pourra recevoir les biens ou sommes qui leur seront confiés avec attribution à des services spéciaux ou bien en vue de l'établissement de fondations ou d'institutions quelconques se rattachant directement au but par lui poursuivi.

ART. 149. — Au mois de mars de chaque année, le secrétariat général établira le tableau des recettes et des dépenses de l'Institut pour l'année suivante et cette proposition de budget devra recevoir l'approbation du président avant d'être soumise, discutée et adoptée par le Conseil de direction. Après approbation de l'Institut réuni en assemblée, le budget sera transmis au Ministère de l'Intérieur.

ART. 150. — Le président ordonnancera les paiements qui devront être faits sur les fonds de l'Institut et autorisera la perception de toutes les recettes.

ART. 151. — Un des employés du secrétariat général, désigné par le président, exercera les fonctions de caissier et il sera également comptable des fonds de l'Institut.

ART. 152. — Le caissier devra fournir le cautionnement exigé par le Conseil de direction, tenir la comptabilité de l'Institut en partie double

et rendra compte annuellement de la situation financière avec pièces justificatives à l'appui.

ART. 153. — Le compte annuel des recettes et des dépenses de l'Institut, approuvé par le visa du président, sera soumis au Conseil de direction et après approbation de ce dernier ainsi que de l'Institut réuni en assemblée, il sera transmis au Ministre de l'Intérieur qui en ordonnera l'insertion à la *Gaceta*.

Saint-Sébastien, 15 août 1903.

APPROUVÉ PAR S. E. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Signé : ANTONIO GARCIA ALIX.

XXIII

Analyse de documents officiels relatifs aux compagnies d'assurances contre les accidents.

Depuis la mise en application de la loi espagnole du 30 janvier 1900, des modifications de différente nature se sont produites déjà dans la situation de quelques-unes des Compagnies, indigènes ou étrangères, qui avaient été autorisées par le ministère de l'Intérieur à pratiquer l'assurance « accidents » des risques professionnels en exécution de ladite loi.

En présence des résultats par elles constatés, certaines de ces compagnies ont préféré renoncer à continuer des opérations dont elles n'avaient sans doute pas apprécié, au début, toutes les charges et qu'elles ont en tout cas, considérées comme trop onéreuses : elles ont, en conséquence, abandonné la lutte, les unes comme « la Polar » purement et simplement, les autres comme la « Banco-Vitalicio » et la Société générale des assurances agricoles et industrielles en s'entendant avec telle Compagnie concurrente de leur choix pour la cession de leur portefeuille d'assurances « collectives » et le transfert du cautionnement légal par elles constitué au ministère de l'Intérieur.

Inversement, d'autres Compagnies ont sollicité l'autorisation du Gouvernement espagnol, soit pour prendre la succession des compagnies décidées à la retraite, pensant profiter de l'expérience de ces dernières, telle « la Hispania », soit pour entreprendre par leurs propres moyens l'exploitation de la branche nouvelle d'assurance créée par la législation récente, telle « la Previsora ».

Enfin, une compagnie « l'Espérance » a dû cesser forcément ses opérations, ne se trouvant plus à même de faire face à ses engagements et

elle s'est vue, à la suite de la faillite déclarée en France, contrainte de liquider sa situation auprès du ministère de l'Intérieur à raison des contrats par elle souscrits en exécution de la loi du 30 janvier 1900.

Ces modifications ont soulevé des questions d'interprétation et des difficultés d'ordre pratique qu'il n'est pas sans intérêt d'examiner.

En ce qui concerne l'autorisation de Compagnies nouvelles, il convient de signaler *la Previsora* et *la Hispania*. La première a fait l'objet d'un décret royal en date du 10 septembre 1903 publié par l'organe officiel espagnol, la *Gaceta de Madrid* le 13 du même mois : ce décret, d'ailleurs assez bref, constate que la société postulante s'est conformée aux prescriptions des art. 1, 3, 4, 8 et 10 du décret royal du 27 août 1900, de l'art. 14 de l'ordonnance royale du 16 octobre 1900 et aux différents articles de l'ordonnance du 10 novembre 1900, et que d'autre part elle déclare se soumettre à la juridiction espagnole pour la solution de tous litiges relatifs à l'application de la loi du 30 janvier 1900 ; dans ces conditions, l'inscription de ladite société *la Previsora* au registre des sociétés d'assurances agréées par le Gouvernement espagnol est ordonnée et la société dont il s'agit se trouve par le fait de cette inscription autorisée à traiter les assurances « collectives conformément à la loi du 30 janvier 1900 ».

Quant à *la Hispania*, la situation s'est compliquée du fait que son cautionnement a été constitué par le transfert à son profit du cautionnement antérieurement déposé par la Société générale des assurances agricoles et industrielles et devenu disponible, ladite Société générale ayant renoncé à continuer en Espagne les assurances ouvrières et ayant en conséquence cédé cette partie de son portefeuille à *la Hispania*. La Société générale des assurances agricoles et industrielles demandait, dans un but de célérité et de simplification, que le cautionnement de 225.000 pesetas par elle versé en 1901 pour garantie des opérations d'assurances faites en exécution de la loi du 30 janvier 1900 ainsi que la somme de 4.000 pesetas caution versée en 1897 pour garantie des autres opérations d'assurances de la même Société générale en Espagne fussent transférés au nom de la Société *la Hispania* et que, moyennant ce transfert, cette dernière société fût déclarée autorisée par le Gouvernement Espagnol et prît les lieu et place de la Société générale des assurances agricoles et industrielles en tout et pour tout, avec charge de répondre de toutes les obligations incombant à ladite Société générale à raison des contrats « collectifs » souscrits par elle, tant à l'égard des assurés qu'à l'égard des victimes d'accidents du travail ou de leurs ayants droit créanciers de frais, ou indemnités du chef des contrats susvisés.

Le ministère de l'Intérieur, section de l'Office général des assurances chargée du contrôle et de la surveillance des Compagnies d'assurances

admises à pratiquer les opérations prévues par la loi du 30 janvier 1900, n'adopta pas la thèse soutenue par la Société générale des assurances agricoles et industrielles et par *la Hispania* : estimant que la substitution projetée entre ces deux Compagnies devait, avant d'être réalisée, être portée à la connaissance des intéressés (assurés et créanciers de frais et indemnités), l'Office général des assurances conclut à la nécessité de publier dans *la Gaceta* à quatre reprises différentes et en laissant un mois d'intervalle entre chaque publication un avis (1) notifiant la décision prise par les Compagnies dont s'agit afin que les intéressés fussent mis à même de produire, s'il y avait lieu, leurs réclamations contre la modification proposée; ce n'est qu'à l'expiration du délai ainsi fixé et trente jours après la publication du dernier avis que l'inscription au profit de *la Hispania* du cautionnement de 225.000 pesetas constitué par la Société générale des assurances agricoles et industrielles pourrait être valablement opérée. Quant à la caution de 4.000 pesetas versée en 1897, l'Office général des assurances ne crut pas devoir en faire état, cette caution ayant été déposée antérieurement à la loi du travail de janvier 1900 et n'ayant pas à être introduite dans une liquidation portant exclusivement sur des opérations relatives à cette loi. Le décret royal du 9 décembre 1903 ordonna l'exécution des formalités jugées nécessaires par l'Office général des assurances et ce ne fut qu'après leur accomplissement qu'un autre décret, en date du 14 mai 1904, ordonna à la fois le transfert du cautionnement de la Société générale des assurances agricoles et industrielles au profit de *la Hispania* et l'inscription de cette dernière au registre des Compagnies autorisées.

(1) Type des avis de cette nature publiés à *la Gaceta de Madrid* :

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

Sous-secrétariat.

SECTION DES RÉFORMES SOCIALES.

Quatrième et dernier appel à ceux qui se croient en droit de réclamer au sujet de la garantie de la Compagnie d'assurances contre les accidents du travail *la Polar*.

En exécution des dispositions de l'ordonnance royale du 14 décembre 1903 publiée dans *la Gaceta de Madrid* le 18 des mêmes mois et an, le public est avisé, pour la quatrième et dernière fois, que la Société d'assurances *la Polar* a cessé d'opérer dans la branche d'assurances contre les accidents du travail, qu'elle sollicite la restitution du cautionnement déposé par elle à notre Ministère en garantie des opérations dont il s'agit.

Les personnes qui se croient en droit de réclamer contre cette Compagnie pour inexécution des contrats d'assurances contre les accidents du travail devront produire leur réclamation dans le délai de 30 jours à compter de l'insertion de la présente annonce dans *la Gaceta de Madrid* et par voie de requête à M. le Ministre, chef du présent département.

Passé ce délai, aucune nouvelle réclamation ne sera admise et il sera procédé à la restitution du cautionnement.

Le Sous-Secrétaire,

Signé : Comte del MORAL DE CATRATOVA.

D'ailleurs, la procédure à suivre pour le remboursement du cautionnement déposé en exécution du décret royal du 27 août 1900 avait été discutée et réglée au cours d'un décret royal en date du 30 septembre 1903 relatif à la demande de remboursement introduite par le Banco-Vitalicio qui avait résolu de ne plus traiter les assurances « Loi du 30 janvier 1900 » et avait, en conséquence, cédé son portefeuille à la Société Anonyme Accidents également autorisée en Espagne : ce sont les mêmes formalités prescrites par ce décret du 30 septembre 1903 qui ont été imposées à *la Hispania* et à la Société générale des assurances agricoles et industrielles. Bien que la Société Banco Vitalicio eût porté à la connaissance de tous les assurés sa décision de cesser les opérations d'assurances ouvrières, qu'à la suite de cette notification aucune réclamation ne fût parvenue au ministère de l'Intérieur, l'Office général des assurances, assimilant la situation de cette société d'assurances à la situation d'un fonctionnaire ou d'une administration dont la gestion se trouve garantie par une caution, exigea les mêmes mesures de publicité (quatre avis à *la Gaceta de Madrid* publiés à un intervalle d'un mois) avant d'ordonner le remboursement du cautionnement. Cette façon de procéder, instituée à propos de la première demande de remboursement qui fut introduite par le Banco Vitalicio, fut déclarée applicable aux cas ultérieurement semblables et elle fut notamment appliquée à la Société générale des assurances agricoles et industrielles comme il est dit ci-dessus et à la Polar : pour cette dernière Compagnie qui, à la différence des précédentes, cessait ses opérations collectives sans cession à une autre Compagnie, un décret royal en date du 14 décembre 1903 prescrivait la publication des quatre avis mensuels d'usage à *la Gaceta*, aucune réclamation ne s'étant produite, un second décret royal en date du 14 mai 1904 autorisait au profit de la Compagnie requérante et par l'intermédiaire le remboursement du « dépôt de 312.500 pesetas équivalant aux 225.000 pesetas effectivement constitués par ladite Société » au ministère de l'Intérieur.

Enfin, la faillite de *l'Espérance* déclarée par jugement du tribunal de la Seine en date du 1^{er} décembre 1903 vint poser devant l'Office général des assurances le problème relatif à la situation, vis-à-vis du ministère de l'Intérieur, d'une Compagnie mise par sa position financière dans l'impossibilité de remplir ses engagements. L'Office général des assurances eut, pour la première fois, à cette occasion, à examiner l'objet et la destination propres au cautionnement constitué au ministère de l'Intérieur par les Compagnies autorisées, en exécution du décret du 27 août 1900 et il conclut à ce sujet à l'admission, par assimilation, des principes régissant les cautionnements divers déposés par certains fonctionnaires ou par certaines Sociétés financières en garantie de leur gestion ou de leurs opérations. Aux termes d'une requête en date du

6 décembre 1903, le représentant en Espagne de *l'Espérance* demandait qu'il soit procédé à la liquidation des dettes et à la restitution du solde du cautionnement de 225.000 pesetas de ladite Compagnie; cette même requête demandait également que les soins de la liquidation fussent confiés à l'avocat de la Compagnie en Espagne. En réponse à cette requête, l'assesseur général des assurances émit le 18 février suivant l'avis qu'en vertu des principes susvisés la liquidation devait se faire dans les formes ordinaires, c'est-à-dire par les soins d'un mandataire dûment qualifié et être entourée de la plus grande publicité, afin qu'il soit bien et dûment établi qu'aucune réclamation ne reste en suspens; lorsque toutes les réclamations seraient produites, il y aurait lieu, si le cautionnement de 225.000 pesetas n'était pas suffisant, d'examiner la solution équitable à admettre. Ces règles furent posées par l'Ordonnance royale en date du 26 mai 1904 publiée à *la Gaceta de Madrid* du 30 du même mois. Cette ordonnance relevait d'autre part sous vingt articles les réclamations des créanciers de *l'Espérance* qui sous forme de requête étaient parvenues au ministère de l'Intérieur: ces réclamations se divisaient en différentes catégories: 1° réclamations d'indemnités par des ouvriers blessés et par des représentants, victimes d'accidents du travail; 2° réclamations de chefs d'entreprise assurés à raison d'accidents survenus à leurs ouvriers; 3° réclamations de médecins et de pharmaciens pour soins donnés et pour produits fournis à des victimes d'accidents du travail; 4° réclamations de magistrats (juge de paix) pour coût de sentences rendues en exécution de la loi du 30 janvier 1900; 5° réclamations d'avoués pour dépens relatifs à des instances suivies en vertu de la même loi. Mais cette énumération ne pouvait être considérée comme limitative et les dispositions de l'Ordonnance royale du 30 septembre 1903 devaient être exécutées qui ordonnent la publication de quatre avis à l'intervalle d'un mois dans *la Gaceta de Madrid*; d'ailleurs cette mesure déclarée nécessaire fut également déclarée suffisante, les seules réclamations produites dans ce délai de quatre mois devant être prises en considération pour la retenue à opérer sur la somme de 225.000 pesetas du cautionnement dont le solde serait remboursé à l'expiration du délai susindiqué. Quant aux réclamations produites ultérieurement, elles devraient faire l'objet d'instances régulières devant les juridictions compétentes et leur résultat resterait par suite subordonné à l'issue desdites instances. L'ordonnance royale du 26 mai 1904 réglementant la liquidation de *l'Espérance* déclarée en faillite dispose en conséquence que :

« 1° Il est ordonné au directeur de la Caisse générale des dépôts de
« verser à qui il appartiendra les sommes que des décisions judiciaires
« intervenues ont déclaré devoir être retenues sur le cautionnement de

« 225.000 pesetas constitué à notre ministère par la société d'assurance
« *l'Espérance*.

« 2° *La Gaceta de Madrid* publiera à quatre reprises différentes
« séparées par un intervalle de trente jours que la Société en fail-
« lite *l'Espérance*, inscrite au nombre des sociétés autorisées par notre
« ministère à traiter les assurances contre les accidents du travail,
« a sollicité par l'entremise de son représentant à Madrid le rem-
« boursement du cautionnement de 225.000 pesetas et que ces fonds
« sont les seuls avec lesquels ladite Société puisse faire face aux enga-
« gements par elle contractés envers ses assurés, que ledit avis est
« porté à la connaissance du public afin que les intéressés produisent
« leurs réclamations dans le délai prévu et sous forme de requête
« adressée à M. le ministre de l'Intérieur.

« 3° Si dans le même délai, le représentant en Espagne du syndic
« de la faillite de *l'Espérance* donne satisfaction à toutes les requêtes
« produites à notre ministère et termine soit par règlement intégral,
« soit par transaction les instances actuellement pendantes devant
« les tribunaux, il sera procédé à la liquidation par ordonnancement
« des crédits nécessaires; après complète justification à notre minis-
« tère de l'entière libération de *l'Espérance*, le remboursement du solde
« du cautionnement sera autorisé au profit de ladite Compagnie.

« 4° Dans le cas où le liquidateur pour l'Espagne de la Compagnie en
« faillite *l'Espérance* ne pourrait donner satisfaction à certaines des
« requêtes présentées au ministère ou si quelque instance restait pendante,
« dont le montant serait déterminé tant en principal qu'en frais, le rem-
« boursement du cautionnement sera autorisé au profit de la Société sous
« déduction des sommes nécessaires à liquider les réclamations restant
« à régler ».

En résumé, cette ordonnance royale du 26 mai 1904, relative à la
faillite de *l'Espérance*, comme les décrets royaux des 30 septembre et
14 décembre 1903 relatifs au remboursement du cautionnement des
Compagnies *Banco-Vitalicio*, *La Polar* et la *Société générale des assu-
rances agricoles et industrielles* ont consacré le même principe d'admini-
stration générale, à savoir que le cautionnement déposé en garantie
de certaines opérations ne peut être remboursé au déposant qu'après
justification par ce dernier de l'exécution de toutes les obligations nées
pour lui des affaires traitées dans cette catégorie spéciale d'opérations;
toutefois un tempérament est apporté à ce principe dans les textes sus-
visés et une sorte de compromis est institué dans l'intérêt général :
comme il suffirait d'un créancier malintentionné pour ajourner d'une
façon indéfinie le règlement d'une situation qu'il importe à tous
égards de liquider le plus rapidement possible, la plus large publicité
est donnée à la demande de la Société sollicitant le remboursement du

cautionnement et passé le délai de quatre mois prévu à la *Gaceta de Madrid* toutes les réclamations non produites par les intéressés sont réputées nulles et non avenues, le remboursement du solde du cautionnement étant ordonné tel qu'il ressort à l'expiration du délai susvisé.

Cette procédure particulière est, en somme, l'enseignement à retenir des textes analysés dans la présente note.

ITALIE
~~~~~**LOI DU 11 JUILLET 1904**

**En faveur du Syndicat obligatoire d'assurance mutuelle contre les accidents du travail entre les exploitants des mines de soufre de Sicile <sup>(1)</sup>.**

---

**ARTICLE PREMIER.** — Le fonds de roulement du syndicat obligatoire d'assurance mutuelle contre les accidents du travail constitué en conformité de la loi (texte unique) du 31 janvier 1904, entre les exploitants des mines de soufre de la Sicile, est formé par une contribution proportionnée à la quantité de soufre produit et calculée sur la base de 1 lire 50 par tonne de soufre et de minerai de soufre contenant plus de 65 0/0 de soufre pur.

Pour les minerais de soufre extraits contenant moins de 65 0/0 de soufre pur, la contribution sera réduite à un tiers de la base adoptée pour les soufres dont il est parlé ci-dessus.

Le gouvernement du Roi est autorisé à diminuer par décret royal, le Conseil d'État entendu, la contribution déterminée dans l'alinéa précédent lorsqu'auront été assurées les conditions de garantie du fonctionnement du syndicat obligatoire, déterminées par les statuts de cette Institution.

L'application de cette faculté nécessitera une délibération de l'assemblée générale des sociétaires et une demande au ministère de l'Agriculture de la part du conseil d'administration du syndicat.

**ART. 2.** — La contribution indiquée dans l'article précédent est recouvrée sur le soufre et les minerais de soufre transportés par chemin de fer, le tonnage étant compté au moment où ils sont expédiés de la station voisine du lieu de production aux lieux de transformation et d'exportation ; si le soufre et les minerais de soufre ont été transportés par voie ordinaire, la forme et les modes de recouvrement seront fixés dans les statuts du syndicat. De même seront déterminées dans les statuts du syndicat la mesure et les for-

---

(1) *Gazette officielle* du 29 juillet 1904, n° 177



mes dans lesquelles la contribution devra être payée au cas de travaux temporairement improductifs.

Si l'expéditeur par chemin de fer, du soufre et des minerais de soufre dont il est parlé ci-dessus, n'entendait pas payer directement la contribution, il sera invité à insérer sur la feuille d'expédition la mention de : *dépense anticipée*, aux termes de l'art. 121 du tarif du réseau sicilien et des autres articles analogues des chemins de fer de l'île, pour une somme correspondant à celle de la contribution.

Le montant de la contribution et des dépenses anticipées, sous déduction de celles de la provision établie par l'art. 121 des tarifs, et autres comme ci-dessus, sera bonifié au syndicat par les sociétés exploitant les chemins de fer de la Sicile.

Le chemin de fer aura droit de refuser les transports quand l'expéditeur ne paiera pas directement la contribution concernant le syndicat ou s'il n'insère pas sur la feuille d'expédition la mention de « *dépense anticipée* ».

Les sociétés de chemin de fer, d'accord avec le Gouvernement, pourront mettre à la disposition du syndicat une quote-part des taxes normales de transport du soufre et des minerais de soufre en partance exclusivement des lieux de production, avec un maximum de 2 0/0 des taxes mêmes nettes de l'impôt du trésor public.

ART. 3. — Sont considérés comme exploitants de mines ceux au nom et pour le compte de qui les mines sont exploitées, même s'ils ont confié à d'autres, par contrat à forfait, l'exécution des travaux d'exploitation.

Les propriétaires des mines de soufre qui ont concédé à d'autres l'exploitation moyennant une rémunération établie sous la forme d'une fraction proportionnelle du produit des mines sont obligés de payer la contribution dont il est parlé dans l'article précédent sur la fraction proportionnelle du soufre leur revenant et sont tenus de rembourser à l'exploitant la contribution qu'il aurait éventuellement payée sur cette fraction.

Dans le cas de sous-concession de l'exploitation des mines, le sous-concessionnaire est assimilé au propriétaire aux effets du présent article.

ART. 4. — Les propriétaires de mines visés dans le précédent article ne font pas partie du syndicat; ils ont droit cependant d'être représentés dans le conseil d'administration de celui-ci dans la proportion du  $\frac{1}{5}$  du nombre des membres composant le Conseil.

Les règles, conditions et modalités pour l'exercice de ce droit seront établies dans les statuts du syndicat.

ART. 5. — Dans le décret royal d'approbation des statuts du syndicat seront établies suivant la règle de l'article 27 de la loi (texte unique) du 31 janvier 1904, la nature et la forme des garanties que le syndicat devra fournir et les modes et limites pour la constitution d'un fonds de réserve.

Pour tout ce qui n'est pas réglé par la présente loi, les dispositions de la loi (texte unique) susdite s'appliqueront.

---

**FRANCE**

----

**ARRÊTES DU 25 OCTOBRE 1904**

**instituant une commission relative à l'extension des lois  
sur les accidents du travail aux ouvriers agricoles.**

—

**I**

Le ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes,

Vu la loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail;

Vu la correspondance échangée avec le ministre de l'Agriculture;

Sur la proposition du directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales,

Arrête :

**ARTICLE PREMIER.** — Il est institué au ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes une commission chargée d'étudier les conditions dans lesquelles la loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, pourra être étendue aux exploitations agricoles.

**ART. 2.** — Elle sera composée de huit membres :

1° Le président du comité consultatif des assurances contre les accidents du travail, président ;

2° Un sénateur ;

3° Deux députés ;

4° Le directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales ;

5° Le directeur de l'agriculture ;

6° Un inspecteur général de l'agriculture désigné par le ministre de l'Agriculture ;

7° Un professeur de la faculté de droit de Paris.

Paris, le 25 octobre 1904.

GEORGES TROUILLOT.

## II

Le ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes,

Vu l'arrêté de ce jour instituant au ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes une commission chargée d'étudier les conditions dans lesquelles la loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, pourra être étendue aux exploitations agricoles;

Vu la lettre du ministre de l'Agriculture en date du 22 octobre;

Sur la proposition du directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales,

Arrête :

ARTICLE PREMIER. — Sont nommés membres de ladite commission :

MM.

Louis Ricard, président du comité consultatif des assurances contre les accidents du travail, président ;

Milliès-Lacroix, sénateur ;

Clémentel, député ;

Mirman, député ;

Georges Paulet, directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales ;

Vassilière, directeur de l'agriculture ;

Randoingt, inspecteur général de l'agriculture ;

Lyon-Caen, membre de l'Institut, professeur à la faculté de droit de Paris.

ART. 2. — M. Rossy (Gaston-Eugène), commissaire-contrôleur des sociétés d'assurances contre les accidents du travail, est nommé secrétaire de la commission.

Paris, le 25 octobre 1904.

GEORGES TROUILLOT.

---

# STATISTIQUE

---

AUTRICHE

---

LES

## CAUSES DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

D'APRÈS LA STATISTIQUE AUTRICHIENNE DE 1897-1901

NOTE DE M. KARL KÖGLER

*Directeur de l'Établissement d'assurance contre les accidents de la Basse-Autriche*

Traduite par Ed. FUSTER

---

Le ministère de l'Intérieur vient d'élaborer<sup>(1)</sup>, en se servant des cartes de recensement transmises par les établissements territoriaux d'assurance contre les accidents, une statistique détaillée des accidents survenus de 1897 à 1901. Pour la première fois, l'attention du statisticien s'est portée, avec une insistance particulière, sur les *causes matérielles* des accidents. Le but de ce recensement était à vrai dire de fournir des données sur l'origine des accidents en vue de l'établissement d'une nouvelle classification des risques, valable à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1903. Mais les résultats du travail entrepris à cet effet présentent pour tous les spécialistes un intérêt plus général encore.

Parmi les causes des accidents, il en est qui sont communes à toutes les industries, par exemple l'emploi d'instruments et outils, les ruptures d'objets ou supports, les chutes dans les excavations, les chutes d'objets ou matériaux sur les travailleurs, etc... Il en est d'autres qui sont plus spéciales à certains travaux, les accidents survenus au service des machines-outils, par exemple. On s'efforça donc tout particulièrement de reconnaître les accidents causés par

---

(1) Cf. notre note dans le *Bulletin*, 1904, page 126.

les machines-outils, c'est-à-dire les accidents spécifiquement industriels. On pourra ainsi évaluer le risque relatif présenté par les diverses catégories de travaux avec machines dans chacune des catégories d'industries prises en considération. Le nombre des cas indemnisés, et la charge calculée selon le système autrichien de capitalisation aident alors à apprécier le poids que chacune des causes d'accidents fait peser sur chacune des industries.

Le nombre total d'accidents considérés s'est élevé à 78.700. La charge totale (en système de capitalisation) qui en est résultée a atteint 73.708.429 couronnes. Voici la décomposition de ces accidents d'après leurs causes : on a cité ici les industries qui, relativement ou absolument, étaient le plus fortement frappées du fait de l'une ou l'autre de ces causes :

#### 1° *Emploi d'outils, et manipulations diverses.*

Au total : 6.668 cas indemnisés ; charges, 4.415.411 couronnes ; 6 0/0 des charges totales. Charge moyenne par cas indemnisé, 660 couronnes.

Étaient surtout représentés :

|                                                  | Cas.  | Charges<br>en résultant.<br>En<br>couronnes. | Soit<br>% des charges<br>de cette<br>industrie. |
|--------------------------------------------------|-------|----------------------------------------------|-------------------------------------------------|
| <i>En chiffres absolus :</i>                     |       |                                              |                                                 |
| Bâtiment (1).....                                | 1.799 | 1.122.660                                    | 5,3                                             |
| Machines, instruments, outils,<br>appareils..... | 1.227 | 739.634                                      | 9,7                                             |
| Pierres et terres.....                           | 561   | 387.166                                      | 4,9                                             |
| Travail du bois, etc.....                        | 642   | 345.128                                      | 6,2                                             |

*Relativement* (d'après l'importance de cette cause, comparativement à d'autres causes, pour la catégorie de travaux considérée) :

|                                                               |     |                   |      |
|---------------------------------------------------------------|-----|-------------------|------|
| Habillement et nettoyage (2)...                               | 48  | 42.447            | 10,1 |
| Machines, etc.....                                            |     | (Voir ci-dessus). |      |
| Travail des métaux.....                                       | 597 | 327.773           | 9,3  |
| Travail du bois, etc., huiles,<br>chauffage et éclairage..... | 117 | 100.563           | 9,3  |

(1) C'est-à-dire que le plus grand nombre d'accidents attribués à cette cause s'est rencontré dans l'industrie du bâtiment ; il y en a eu encore un très grand nombre dans les ateliers de fabrication des machines, etc.

(2) C'est-à-dire que celle des industries dans laquelle cette cause a provoqué proportionnellement le plus grand nombre d'accidents, est l'habillement et le nettoyage ; puis vient la fabrication des machines dont les chiffres viennent d'être donnés, etc.

### 2° Éclats frappant l'ouvrier pendant l'emploi d'outils.

Au total : 923 cas; charges, 1.664.314 couronnes; 2,3 0/0 de la charge totale; charge moyenne, 1.803 couronnes.

Étaient surtout représentés :

|                                                  | Cas. | Charges<br>en résultant.<br>En<br>couronnes. | Soit<br>% des charges<br>de cette<br>industrie. |
|--------------------------------------------------|------|----------------------------------------------|-------------------------------------------------|
| <i>En chiffres absolus :</i>                     |      |                                              |                                                 |
| Machines, outils, instruments,<br>appareils..... | 555  | 1.013.865                                    | 13,3                                            |
| Travail des métaux.....                          | 185  | 334.779                                      | 9,6                                             |
| Bâtiment.....                                    | 72   | 131.124                                      | 0,6                                             |
| Forges et exploitations acces-<br>soires.....    | 54   | 114.195                                      | 4,6                                             |

#### Relativement :

|                         |                   |
|-------------------------|-------------------|
| Machines, etc.....      | } Voir ci-dessus. |
| Travail des métaux..... |                   |
| Forges.....             |                   |

### 3° Éclats frappant l'ouvrier pendant le travail de la pierre.

Au total : 1.444 cas; charges, 1.789.884 couronnes; 2,4 0/0 de la charge totale; charge moyenne, 1.240 couronnes.

Seuls représentés :

|                        |     |         |      |
|------------------------|-----|---------|------|
| Pierres et terres..... | 837 | 907.014 | 11,4 |
| Bâtiment.....          | 607 | 882.870 | 4,2  |

### 4° Rupture, chute, renversement d'objets.

Au total : 9.790 cas; charges, 10.836.531 couronnes; 14,7 0/0 des charges totales; 1.406 couronnes par cas.

Étaient surtout représentés :

#### En chiffres absolus :

|                           |       |           |      |
|---------------------------|-------|-----------|------|
| Bâtiment.....             | 5.163 | 6.001.423 | 28,3 |
| Pierres et terres.....    | 1.990 | 2.348.704 | 29,6 |
| Machines, etc.....        | 629   | 623.261   | 8,2  |
| Travail du bois, etc..... | 494   | 461.170   | 8,2  |

#### Relativement : (les mêmes).

5° *Chute du haut d'endroits surplombants, sur la terre,  
dans des excavations.*

Au total : 8.650 cas; charges, 9.807.611 couronnes; 13,3 0/0 des charges totales; 1.133 couronnes par cas.

Étaient surtout représentés :

|                              | Cas.  | Charges<br>en résultant.<br>En<br>couronnes. | Soit<br>% des charges<br>de cette<br>industrie. |
|------------------------------|-------|----------------------------------------------|-------------------------------------------------|
| <i>En chiffres absolus :</i> |       |                                              |                                                 |
| Bâtiment.....                | 4.418 | 5.139.959                                    | 24,2                                            |
| Alimentation.....            | 827   | 897.411                                      | 14,4                                            |
| Machines, etc.....           | 542   | 754.399                                      | 9,9                                             |
| Pierres et terres.....       | 693   | 678.289                                      | 8,5                                             |

*Relativement :*

|                                                               |     |                   |      |
|---------------------------------------------------------------|-----|-------------------|------|
| Bâtiment.....                                                 |     | (Voir ci-dessus). |      |
| Travail du bois, etc., huiles,<br>chauffage et éclairage..... | 146 | 208.290           | 19,2 |
| Alimentation.....                                             |     | (Voir ci-dessus). |      |
| Indust. polygraphiques, théâtre.                              | 52  | 77.112            | 14,1 |

6° *Soulèvement, manipulation de fardeaux.*

Au total : 10.484; charges, 7.247.625 couronnes; 9,8 0/0 des charges; 691 couronnes.

Étaient surtout représentés :

|                              |       |           |      |
|------------------------------|-------|-----------|------|
| <i>En chiffres absolus :</i> |       |           |      |
| Bâtiment.....                | 3.567 | 2.350.899 | 11,1 |
| Machines, etc.....           | 1.393 | 956.282   | 12,5 |
| Alimentation.....            | 989   | 801.375   | 12,8 |
| Pierres et terres.....       | 1.239 | 703.689   | 8,9  |

*Relativement :*

|                             |                   |         |      |
|-----------------------------|-------------------|---------|------|
| Chauffage et éclairage..... | 160               | 143.679 | 13,3 |
| Alimentation.....           | } Voir ci-dessus. |         |      |
| Machines, etc.....          |                   |         |      |
| Travail des métaux.....     | 538               | 399.575 | 11,4 |

7° *Outils de levage.*

Au total : 2.304 cas; charges, 2.461.164 couronnes; 3,3 0/0 des charges; 1.068 couronnes par cas.



Étaient surtout représentés :

|                              | Cas.              | Charges<br>en résultant.<br>En<br>couronnes. | Soit<br>% des charges<br>de cette<br>industrie. |
|------------------------------|-------------------|----------------------------------------------|-------------------------------------------------|
| <i>En chiffres absolus :</i> |                   |                                              |                                                 |
| Bâtiment.....                | 777               | 790.287                                      | 3,7                                             |
| Machines, etc.....           | 315               | 349.601                                      | 4,6                                             |
| Pierres et terres.....       | 365               | 333.191                                      | 4,2                                             |
| Alimentation.....            | 224               | 289.294                                      | 4,6                                             |
| <i>Relativement :</i>        |                   |                                              |                                                 |
| Forges, etc.....             | 185               | 215.853                                      | 8,7                                             |
| Machines, etc.....           | } Voir ci-dessus. |                                              |                                                 |
| Alimentation.....            |                   |                                              |                                                 |
| Pierres et terres.....       |                   |                                              |                                                 |

#### 8° Chargement et déchargement à la main.

Au total, 4.663 cas; charges, 3.060.523 couronnes; 4,2 0/0 des charges; 656 couronnes par cas.

Étaient surtout représentés :

|                              |       |         |      |
|------------------------------|-------|---------|------|
| <i>En chiffres absolus :</i> |       |         |      |
| Bâtiment.....                | 1.365 | 827.210 | 3,9  |
| Transport et entrepôt.....   | 745   | 641.223 | 12,3 |
| Alimentation.....            | 562   | 447.198 | 7,2  |
| Pierres et terres.....       | 566   | 325.053 | 4,1  |

#### 9° Charroi (sans les blessures par les bêtes de trait et sans les voies ferrées).

Au total : 3.455 cas; charges, 3.850.616 couronnes; 5,2 0/0 des charges; 1.115 couronnes par cas.

Étaient surtout représentés.

|                               |                   |           |      |
|-------------------------------|-------------------|-----------|------|
| <i>En chiffres absolus :</i>  |                   |           |      |
| Transport et entrepôt.....    | 1.364             | 1.665.809 | 3,2  |
| Alimentation.....             | 718               | 800.650   | 12,8 |
| Bâtiment.....                 | 491               | 479.920   | 2,3  |
| Pierres et terres.....        | 306               | 295.784   | 3,7  |
| <i>Relativement :</i>         |                   |           |      |
| Transport et entrepôt.....    | } Voir ci-dessus. |           |      |
| Alimentation.....             |                   |           |      |
| Pierres et terres.....        |                   |           |      |
| Habillement et nettoyage..... | 7                 | 14.948    | 3,6  |

## 10° Chaudières à vapeur, etc..., canalisations de vapeur.

Au total : 263 cas; charges, 297.185 couronnes; 0,4 0/0 des charges totales; 1.129 couronnes par cas.

Étaient surtout représentés :

|                              | Cas. | Charges<br>en résultant.<br>En<br>couronnes. | Soit<br>% des charges<br>de cette<br>industrie. |
|------------------------------|------|----------------------------------------------|-------------------------------------------------|
| <i>En chiffres absolus :</i> | —    | —                                            | —                                               |
| Alimentation.....            | 59   | 62.294                                       | 1                                               |
| Textiles.....                | 69   | 54.295                                       | 1,4                                             |
| <i>Relativement :</i>        |      |                                              |                                                 |
| Chauffage et éclairage.....  | 23   | 30.801                                       | 3                                               |
| Industrie chimique.....      | 6    | 22.543                                       | 2                                               |

## 11° Moteurs de tout genre.

Au total : 737 cas; charges, 782.998 couronnes; 4,1 0/0 des charges totales; 1.062 couronnes par cas.

Étaient surtout représentés :

|                                      |     |         |     |
|--------------------------------------|-----|---------|-----|
| <i>En chiffres absolus :</i>         |     |         |     |
| Entreprises agricoles à moteurs..... | 250 | 216.074 | 7,1 |
| Alimentation.....                    | 123 | 165.498 | 1,4 |
| Textiles.....                        | 69  | 84.404  | 2,1 |
| <i>Relativement : (les mêmes).</i>   |     |         |     |

## 12° Transmissions.

Au total : 1.918 cas; charges, 2.380.001 couronnes; 3,2 0/0 des cas; 1,241 couronnes par cas.

Étaient surtout représentés :

|                                              |                   |                   |      |
|----------------------------------------------|-------------------|-------------------|------|
| <i>En chiffres absolus :</i>                 |                   |                   |      |
| Entreprises agricoles avec mo-<br>teurs..... | 439               | 372.681           | 12,3 |
| Moulins.....                                 | 254               | 366.507           | 25,3 |
| Textiles.....                                | 252               | 295.626           | 7,5  |
| Alimentation.....                            | 223               | 259.944           | 4,2  |
| <i>Relativement :</i>                        |                   |                   |      |
| Moulins.....                                 | } Voir ci-dessus. |                   |      |
| Entreprises agricoles avec mo-<br>teurs..... |                   |                   |      |
| Papier, cuir, caoutchouc.....                | 178               | 238.510           | 10,4 |
| Textiles.....                                |                   | (Voir ci-dessus). |      |

13° *Machines-outils.*

Au total : 16.960 cas ; charges, 15.118.933 couronnes ; 20,5 0/0 des charges totales ; 891 couronnes par cas.

Étaient surtout représentés :

|                                          | Cas.  | Charges<br>en résultant.<br>En<br>couronnes. | Soit<br>% des charges<br>de cette<br>industrie. |
|------------------------------------------|-------|----------------------------------------------|-------------------------------------------------|
| <i>En chiffres absolus :</i>             |       |                                              |                                                 |
| Travail du bois, etc.....                | 3.319 | 3.075.604                                    | 55                                              |
| Textiles.....                            | 3,099 | 2.133.471                                    | 54,1                                            |
| Machines, etc.....                       | 2.418 | 2.019.853                                    | 26,5                                            |
| Entreprises agricoles avec machines..... | 1.880 | 2.108.986                                    | 69,7                                            |
| <i>Relativement :</i>                    |       |                                              |                                                 |
| Entreprises agricoles avec moteurs.....  |       | (Voir ci-dessus).                            |                                                 |
| Ind. polygraphiques, théâtres...         | 340   | 322.011                                      | 60,8                                            |
| Travail du bois, etc.....                | }     | Voir ci-dessus.                              |                                                 |
| Textiles.....                            |       |                                              |                                                 |

Les autres causes d'accidents expliquent 10.421 cas ayant entraîné une charge de 9.995.633 couronnes, soit 13,6 0/0 de la charge totale, ou 959 couronnes par cas.

Les accidents de caractère général, c'est-à-dire qui ne s'expliquent pas par les chaudières, les moteurs, les transmissions ou les machines-outils, ont été au nombre de 50.218 (charges, 46.970.948 couronnes, ou 63,7 0/0 et une moyenne de 935 couronnes par cas). Les chaudières, etc..., ont occasionné 19 878 accidents (18.579.117 couronnes ou 25,2 0/0 et une moyenne de 935 couronnes également) : ce qui prouve d'une façon curieuse que les accidents dus aux machines jouent un rôle moins important que les accidents provenant de causes générales ou extra-industrielles.

# VARIÉTÉS

---

## ESPAGNE

---

### CONGRÈS DES ASSURANCES SOCIALES

tenu à Bilbao les 27, 28 et 29 Octobre 1902.

COMPTE RENDU PAR M. DELÉARDE,

*Chef de la branche-accidents de la Foncière-Transports (Paris).*

---

C'est le premier de ce genre que tient l'Espagne et l'initiative en est due, si nous ne nous trompons, à l'honorable M. José Maluquer y Salvador qui à cette époque remplissait les fonctions d'actuaire à l'importante C<sup>ie</sup> d'assurances « *la Polar* » dont le siège est à Bilbao.

Nous rappellerons que M. Maluquer y Salvador avait été assesseur général des assurances au moment de la mise en vigueur de la loi du 30 janvier 1900 sur les accidents du travail et avait, comme tel, collaboré à l'élaboration des décrets réglementaires et royaux appelés à régir l'application de cette loi. Ses fonctions à *la Polar* l'avaient mis à même de se rendre compte des difficultés que présente toujours la mise en pratique d'une loi de cette importance et la nécessité de réunir les avis des professionnels et des économistes destinés à vaincre les hésitations du début comme à corriger les dispositions légales que la pratique avait signalées comme devant être amendées.

M. Maluquer y Salvador se mit donc en campagne dès le commencement de l'année 1902, et comme il inspirait toute confiance tant par l'aimabilité de son caractère que par sa valeur professionnelle, il obtint facilement l'adhésion des directeurs des C<sup>ies</sup> Espagnoles d'assurances et des C<sup>ies</sup> Françaises opérant en Espagne, celles des nombreux collèges d'avocats et de médecins et l'appui du ministre de l'Intérieur.

Il eut ainsi la joie de voir s'ouvrir le 27 octobre 1902 la séance inaugurale du Congrès dans laquelle on lui conféra les fonctions de secrétaire général après avoir nommé comme président M. de Villabasso, administrateur de *la Polar*, vice-présidents : M. Delmas, sous-direc-

teur de la C<sup>ie</sup> F<sup>ee</sup> *la Preservatrice* qui fit un très éloquent discours, M. de Delas, administrateur-délégué de la C<sup>ie</sup> d'assurance *Banco-Vitalicio de España* », M. Caballero, délégué du collège des médecins de Madrid et M. Perfecto de la Mata du collège des avocats de Bilbao.

### SÉANCES DES 27 ET 28 OCTOBRE

La séance du 27 octobre se passa en discours de bienvenue, au nombre desquels il faut citer tout particulièrement celui de M. Lepreux de Bruxelles, Président du Comité permanent des Congrès Internationaux d'actuares.

Le lendemain 28, les congressistes reçurent les vœux de succès envoyés par M. Paulet, directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales au ministère du Commerce de France, par M. Kummer, directeur du Bureau fédéral des assurances de Suisse et par M. Zacher, conseiller de l'Office impérial des assurances de Berlin.

#### Résolutions adoptées.

Après une discussion très vive à laquelle prirent part un grand nombre d'assistants, les résolutions suivantes furent adoptées :

1<sup>a</sup> Pour obvier dans la mesure du possible aux difficultés et doutes observés dans l'application de la loi du 30 janvier et du Décret-Règlement du 28 juillet 1900, le Congrès décide de solliciter des centres officiels correspondants que les dispositions de ces lois et règlements soient fixées dans le sens des paragraphes suivants :

a) Prendre pour base de l'indemnité le salaire perçu par l'ouvrier au moment de l'accident lorsqu'il s'agit d'ouvriers occupés à des travaux intermittents et sur une base analogue à celle de l'art. 3 du règlement, apprécié par l'Assemblée locale de réformes sociales, le salaire annuel moyen des ouvriers attachés auxdits travaux.

b) Que l'art. 4 de la loi dans la 2<sup>e</sup> partie de sa disposition (2<sup>a</sup>) se rapporte à l'incapacité permanente absolue de la profession habituelle, correspondant à l'idée classique émise en Europe au sujet de l'infirmité totale professionnelle à laquelle la loi attribue l'indemnité de dix-huit mois de salaire et que la disposition (3<sup>a</sup>) concerne l'incapacité *partielle* permanente pour la profession ou genre de travail auquel se livrait la victime de l'accident (Invalidité partielle et professionnelle) à laquelle la loi accorde une indemnité d'un an de salaire, à moins que le patron préfère employer l'ouvrier à un autre travail avec une rémunération égale durant un temps convenu avec l'ouvrier, et à défaut de convention pendant un an.

c) Que dans tous les cas on exige à propos de l'art. 5° de la loi, pour la détermination de l'indemnité, l'existence des enfants ou descendants des ouvriers défunts âgés de moins de seize ans, ceux plus âgés devant être considérés comme non existants. Bien que ce soit là le sens exact de la loi, dans certains cas, on l'a interprété d'une façon contraire (1).

d) Que conformément aux dispositions de l'art. 10 de la loi, dans le cas où des petits-enfants viendraient à réclamer, par analogie aux règles proportionnelles établies dans l'art. 5°, ils aient droit à une pension équivalente à 30 0/0 du salaire.

e) Que le premier paragraphe de l'art. 11 du règlement soit remplacé par ce qui suit : « Si le patron ou la Compagnie d'assurances à laquelle il aura substitué ses obligations a des pensions viagères à verser, conformément aux dispositions de l'art. 10 de la loi, communication en sera faite à l'autorité gouvernementale, en faisant constater dans le document l'accord des parties ».

f) Que l'on réduise les obligations incombant aux patrons vis-à-vis des autorités, auxquelles se réfèrent les art. 8 à 13 du règlement, c'est-à-dire qu'on limite les obligations aux avis d'accident, de guérison et de paiement de l'indemnité et qu'on les publie suivant les modèles officiels.

g) Que dans ces matières l'unique recours soit celui de cassation, l'appel restant supprimé.

h) Qu'on sollicite un éclaircissement de l'art. 15 de la loi sur les accidents du travail, dans le sens que, aucun ouvrier, en raison de ce qui est prescrit audit article, ne puisse en aucun cas être privé de l'exercice de ses droits pour cause d'incapacité.

## SÉANCE DU 29 OCTOBRE

2<sup>a</sup> Le Congrès entend par définition technique de l'*accident* : « tout fait qui produit une lésion corporelle occasionnée par une cause extérieure, fortuite, soudaine, violente et involontaire », et déclare comme ne pouvant donner lieu à indemnité, aux termes de la loi du 30 janvier 1900, les complications ou aggravations pouvant résulter des maladies chroniques et en général de l'état physiologique du blessé compliqué par l'accident, comme aussi les maladies ou lésions professionnelles.

3<sup>a</sup> Le Congrès déclare (2) urgent la publication d'un tableau ou règlement des incapacités pour le travail avec les catégories nécessaires pour pouvoir dûment classer l'accident envisagé, tableau conciliant à la fois les deux critères d'excessive généralité et de précision exagérée, avec exclusion de toute maladie ou lésion existant au moment de la produc-

(1) Cette résolution a été consacrée par l'ordonnance royale du 25 février 1903.

(2) Voir plus loin, page 423 le rapport de M. Sallilas.

tion de l'accident, et en conformité avec les conclusions de M. Raphaël Sallilas (1), dans son rapport, avec l'addition suivante, « la diminution ou l'altération des fonctions nutritives avec des caractères bien définis de permanence consécutive à la lésion détermineront des incapacités absolues ou permanentes ».

4<sup>a</sup> Que comme nécessité de la modification de la procédure en vigueur aujourd'hui pour l'application de la loi, on déclare que la mission de l'autorité gouvernementale doit se limiter à veiller à ce que l'on observe les dispositions de l'art. 21 de la loi qui oblige à l'affichage de ladite loi en tableaux imprimés dans des endroits visibles des établissements, ateliers ou entreprises industrielles, à observer pour le salut des ouvriers les dispositions de l'ordonnance royale du 2 août 1900 sur la sécurité ou l'hygiène dans les travaux ou les ateliers, et à tenir le registre des accidents dans la forme établie au chapitre IV du règlement, conformément à l'art. 2 de ce dernier, avec réduction des formalités à remplir vis-à-vis de l'autorité qui seront limitées à trois, à savoir : avis d'accident, à envoyer dès que l'accident se produit, et qui fait naître le droit présumé des ouvriers ou des parties intéressées à indemnité, certificat médical de guérison ou de décès servant à déterminer la base définitive de l'accident et en troisième lieu, notification du paiement de l'indemnité définitive, terminant les réparations dues à raison de l'accident.

5<sup>a</sup> Que l'on considère comme avantageuse la création, pour ce qui se rapporte aux accidents du travail, des tribunaux industriels (2), conformément au projet déposé à la commission des réformes sociales, avec modification, quant au système d'élection des juges, de limiter le nombre des éligibles aux patrons et ouvriers résidant dans l'arrondissement où doit siéger le tribunal devant connaître de la réclamation, chargeant la commission exécutive du Congrès de faire les démarches nécessaires pour arriver à ladite modification et à l'acceptation du principe d'élection.

6<sup>a</sup> Les conclusions proposées par M. Ges, dans son rapport (3) sur la statistique sont acceptées avec l'addition que la statistique médicale en Espagne, sera basée sur les données suivantes :

1<sup>o</sup> Lésions anatomiques; 2<sup>o</sup> Lésions fonctionnelles consécutives, annulant, suspendant, ou affaiblissant la capacité de travail; 3<sup>o</sup> modifications qui, pour déterminer l'incapacité, établissent la profession, l'âge et le sexe du blessé; 4<sup>o</sup> en cas d'une maladie constitutionnelle ou toute autre cause entravant la marche normale de la lésion, les médecins détermineront l'incapacité qui résulterait intégralement et exclusivement de la lésion proprement dite.

---

(1) Voir plus loin, page 423, le rapport de M. Sallilas.

(2) Voir plus loin, page 426, l'avis de la Commission de réformes sociales du ministère de l'Intérieur sur le projet de la loi établissant les tribunaux industriels.

(3) Voir ce rapport ci-après, page 431.

7<sup>a</sup> Il sera nommé une Commission exécutive du Congrès pour faire les démarches nécessaires en vue de l'exécution des résolutions approuvées et votées par le Congrès. Ont été nommés MM. Dato et Maluquer.

*Principes sur lesquels doit être basé un tableau  
des incapacités de travail<sup>(1)</sup>.*

Rapport de M. Raphael Salillas, membre de la Commission des réformes sociales du Ministère de l'Intérieur, en suite de la résolution 3<sup>a</sup> prise à la séance du 29 octobre.

La loi du 30 janvier 1900 dans son art. 4, disposition 1, établit comme suit les diminutions de capacité :

|            |   |                                                       |
|------------|---|-------------------------------------------------------|
| Incapacité | { | absolue,<br>partielle,<br>temporaire,<br>perpétuelle. |
|------------|---|-------------------------------------------------------|

Le règlement du 28 juillet de la même année (Chap. II, art. 24), définit génériquement l'incapacité.

Sont : Incapacités absolues, « celles qui empêchent toute espèce de travail ».

Sont : Incapacités, partielles, « celles qui empêchent l'ouvrier de se livrer à son travail habituel, mais non à un autre travail ».

Ce règlement est intervenu pour définir les incapacités absolues, prévues au propre texte de la loi, art. 4, disposition 2, qui parle « d'incapacité permanente et absolue de tout travail ».

Comme le texte de la loi est excessivement radical, le règlement dans ledit article dispose que le Gouvernement, en vue de l'expérience résultant des applications de la loi, pourra accorder qu'une étude minutieuse soit faite, en vue de la rédaction d'un tableau ou règlement des incapacités de travail.

Les deux règles établies ci-dessous, ont par conséquent un caractère Provisoire.

Le rapporteur chargé de la rédaction du projet de Règlement, voulant être plus précis, propose, avec un caractère provisoire, les règles suivantes :

1<sup>o</sup> On considérera comme incapacités absolues toutes celles qui empêchent complètement toute action corporelle quelle que soit la cause empêchant l'action.

2<sup>o</sup> On considérera comme incapacités partielles, celles qui diminuent l'action, l'action se trouvant véritablement empêchée.

---

(1) Ce rapport a été pris en considération par l'Institut des Réformes sociales qui a provoqué le décret royal du 8 juillet 1903.



3° L'impossibilité de l'action (mouvement) s'appréciera principalement comme incapacité professionnelle absolue ou relative.

4° L'état permanent de l'incapacité sera défini par l'impossibilité de rétablissement de l'organe ou des organes, du membre ou des membres affectés.

Appréciations par comparaison les deux hypothèses.

*Incapacité permanente et absolue de tout travail.* — S'il fallait suivre littéralement cette définition, peu nombreux seraient les cas dans lesquels on déclarerait les incapacités absolues.

La perte d'un membre supérieur ou inférieur ne pourrait être considérée comme incapacité de cette nature. La réalité offre des cas bien notoires dans lesquels une personne privée du membre supérieur droit soit par paralysie ou par amputation, a reporté intégralement l'agilité de ce membre au membre gauche et a conservé ainsi la même habileté qu'auparavant.

Pour ne pas nous reporter à ces cas particuliers, fixons-nous un fait général. Il y a des professions qui se singularisent par le nombre de blessés qui les exercent : la profession de tailleur est l'une de celles-ci. Ceci démontre que dans la réalité et pour les fonctions ordinaires de la vie, les incapacités *absolues* ne se présentent que dans des cas assez restreints.

Mais dans la loi sur les accidents, un semblable critérium ne saurait être admis, il convient de préciser, avec quelque détail, cette idée de l'incapacité sur laquelle reposent les règles proposées par le rapporteur à défaut d'un tableau ou règlement des incapacités.

Dans ces règles, il y a différents termes que nous nous proposons de définir.

1° *Maximum et minimum de l'action.* — Les expressions les plus généralement employées comme « capacité du travail », « capacité professionnelle », « état physique de l'ouvrier », sont analogues à celle choisie par nous. Il n'y a qu'à discuter pour savoir si elles sont plus ou moins exactes.

Comme ce qu'il s'agit de définir ce sont les altérations des fonctions et mouvements corporels, on acceptera comme plus générique et plus expressif le terme « action ».

On peut par conséquent adopter ces deux expressions « action possible et action impossible ».

Le problème consiste à évaluer l'impossibilité. Selon la règle proposée, l'évaluation sera faite par un *maximum* ou un *minimum*. La première servira à définir l'incapacité absolue, et l'autre l'incapacité partielle.

*Incapacité professionnelle.* — L'empêchement de travailler doit être apprécié d'après un ordre de relations.

L'« état physique de l'ouvrier » comme quelques-uns disent, et « la capacité de travail » comme disent les autres, se caractérisent par un mode d'activité qui est l'activité professionnelle.

Un ouvrier est apte pour sa profession ou pour des professions analogues à la sienne; son aptitude au travail ne peut être plus largement considérée et l'évaluation de l'impossibilité pour cet ouvrier de travailler, doit donc se borner aux limites professionnelles dans lesquelles s'exerce son activité.

*Impossibilité de rétablissement.* — On emploie ce terme pour comprendre dans les cas d'incapacité, non seulement l'amputation ou ablation des parties physiques, mais encore les lésions fonctionnelles qui rendent un membre impotent, lors même que celui-ci reste encore adhérent au corps.

*Évaluation du maximum.* — Cette évaluation est faite dans l'application du règlement italien pour l'application de la loi du 17 mars 1898.

On considère comme invalidité permanente totale, la perte totale des deux bras ou des deux mains, des deux jambes ou des deux pieds, d'un bras et d'une jambe, ou d'une main et d'un pied, des deux yeux, de l'aliénation mentale incurable, excluant tout travail.

L'on peut dire évidemment qu'il s'agit là d'un *maximum absolu*.

Les explications ci-dessus peuvent se résumer dans les deux énoncés suivants :

1° On ne considérera pas comme invalidité totale, l'amputation d'un seul membre symétrique.

On acceptera seulement le cas où un membre supérieur et un membre inférieur seraient perdus en même temps.

2° On considérera la perte complète de la vue et la perte totale de la raison comme *invalidité totale*.

*Évaluation du minimum.* — C'est celui-ci que l'on évalue réellement dans les tables actuelles, en l'exprimant en tant pour cent de l'incapacité totale et en suivant l'ordre anatomique de perte totale d'une extrémité ou d'une fraction de cette extrémité (bras, avant-bras, mains, doigts, muscles, jambes, pieds, perte de la vue, d'un œil, surdité d'un côté, des hernies inguinales ou crurales simples ou doubles).

En ce qui concerne les extrémités on distinguera la droite et la gauche et en ce qui concerne les doigts on spécifiera de préférence le pouce et l'index, le médius et l'annulaire. On détaillera également la perte totale d'un doigt et celle d'une phalange.

L'évaluation se fait ou par réduction du salaire ou par réduction de la capacité de travail, ce qui revient au même.

*Définition d'un criterium.* — Il ne suffit pas d'évaluer la mutilation; mais il convient d'évaluer également les conséquences de l'accident.

Les incapacités absolues, telles qu'elles sont définies par le règlement italien, sont excessivement rares.

Dans la pratique, il pourra se produire et il se produira certainement des cas où une incapacité partielle de travail constituera au point de vue personnel une incapacité absolue.

Pour apprécier ces cas, on considérera les conséquences de l'accident qui se modifieront suivant les professions, l'âge et le sexe de l'ouvrier.

Tout en adoptant un tableau de définition des incapacités absolues et un autre des incapacités partielles, on doit admettre nécessairement les circonstances modificatives qui font considérer, dans la pratique, quelques incapacités partielles comme absolues ou totales.

*Conclusions.* — 1° Le tableau ou règlement des incapacités de travail se divisera en deux parties : les incapacités absolues et les incapacités partielles.

2° Le premier tableau sera établi conformément aux règles suivantes :

a) Est considérée comme incapacité absolue la perte totale ou dans ses parties essentielles, de deux membres symétriques ou la perte équivalente d'un membre supérieur et d'un membre inférieur.

b) Est encore réputée incapacité absolue la perte des deux yeux ou d'un seul avec la diminution importante de la vision de l'autre.

c) L'aliénation mentale incurable.

3° Le second tableau sera ainsi rédigé :

a) Énumération anatomique dans l'ordre suivant des parties mutilées : membre supérieur et membre inférieur ; côté droit et côté gauche, bras, avant-bras, main, pouce, index, médus, annulaire et une phalange, et un doigt quelconque, muscle, jambe, pied, œil, ouïe, hernies.

b) Évaluation en tant pour cent de la réduction de capacité de travail comprise entre un maximum de diminution et un minimum.

4° On rédigera comme complément un tableau de règles susceptibles de changer des incapacités partielles en incapacités absolues, en raison des modifications que la profession, l'âge et le sexe du blessé peuvent apporter dans la définition de ces incapacités.

5° On admettra toujours que la lésion fonctionnelle, quand elle offre des caractères bien définis de permanence, équivaut à la mutilation matérielle.

*Avis de la Commission de réformes sociales  
du ministère de l'Intérieur  
sur le projet de loi établissant les tribunaux industriels.*

Cet avis se rapporte à la résolution prise 5<sup>a</sup> en la séance du 29 octobre 1903.

I. — COMPÉTENCE.

ARTICLE PREMIER. — Hors les cas de soumission expresse ou tacite aux tribunaux ordinaires ou sauf le cas d'arbitrage amiable, le Tribunal industriel connaîtra :

1° Des procès qui surgissent entre patrons et ouvriers touchant l'exécution des contrats de louage de services ou d'ouvrage;

2° Des procès relatifs à l'exécution des contrats d'apprentissage;

3° Des procès surgissant dans l'application de la loi sur les accidents du travail soumis jusqu'à présent provisoirement à la juridiction des juges de première instance.

Pour les effets du présent article on entendra par contrat, les conventions passées par écrit, les obligations arrêtées d'accord ou acceptées entre parties, les stipulations verbales et à leur défaut les usages et coutumes de chaque localité spéciale à chaque catégorie particulière de travail.

ART. 2. — Est réputé patron la personne naturelle ou juridique, propriétaire ou directeur de l'atelier, de l'industrie ou de l'exploitation où s'effectue le travail.

Est réputé ouvrier la personne naturelle ou juridique, l'apprenti ou l'employé de commerce qui effectue habituellement un travail manuel hors de son domicile, pour le compte d'autrui.

## II. — TRIBUNAL INDUSTRIEL.

ART. 3. — Le Tribunal industriel se constituera au siège du ressort judiciaire et tiendra audience sur le territoire de ce ressort.

ART. 4. — Le Tribunal se composera du juge de première instance, président; de trois jurés et d'un suppléant, patrons, désignés par l'ouvrier plaideur; enfin de trois jurés et d'un suppléant, ouvriers, choisis par le patron plaideur.

ART. 5. — La fonction de juré est gratuite et obligatoire.

Les auxiliaires et subordonnés ordinaires du Tribunal civil prêteront gratuitement leur concours au Tribunal industriel.

Les actes de procédure seront établis sur papier officiel.

Le ministère d'un avoué et d'un avocat n'est pas nécessaire; leurs droits et honoraires resteront à la charge de celui des plaideurs qui les emploiera.

Chaque partie pourra se faire accompagner d'un mandataire portant la parole en son nom.

## III. — CAPACITÉ POUR LA CHARGE DE JURÉ.

ART. 6. — Pour exercer la fonction de juré il faut être Espagnol, âgé de plus de trente ans, savoir lire et écrire et être patron ou ouvrier.

ART. 7. — Sont incapables de l'être :

1° Ceux qui sont empêchés physiquement ou intellectuellement;

2° Ceux qui ont encouru une condamnation criminelle;

3° Les faillis non réhabilités et ceux qui, tout en ayant obtenu leur concordat n'auraient pas été déclarés excusables ;

4° Ceux qui auront été condamnés pour délits commis contre les lois garantissant la liberté du travail ;

5° Ceux qui ont été élus avec mandat impératif.

#### IV. — SYSTÈME ÉLECTORAL.

ART. 8. — Sont électeurs les hommes majeurs de vingt-cinq ans, patrons et ouvriers, sachant lire et écrire, ayant au moins deux années de résidence à l'une des municipalités du territoire et n'étant pas compris dans l'une des quatre premières exceptions citées à l'art. 7.

ART. 9. — Les administrations municipales du territoire établiront séparément la liste des électeurs et des éligibles patrons et ouvriers ; ils recevront et examineront les réclamations qui leur parviendront concernant les admissions ou les exclusions sur ladite liste et ils transmettront au juge de première instance ces réclamations en vue de la solution définitive.

ART. 10. — La section électorale des ouvriers sera constituée par le maire et quatre assesseurs qui seront les deux plus âgés et les deux plus jeunes électeurs inscrits sur la liste des ouvriers.

La section électorale des patrons sera constituée par un adjoint au maire et quatre assesseurs : les deux plus âgés et les deux plus jeunes électeurs inscrits sur la liste des patrons.

ART. 11. — Le corps des jurés du territoire sera formé par les quinze patrons et les quinze ouvriers ayant obtenu le plus grand nombre de voix.

Chaque électeur ne pourra écrire sur son bulletin de vote plus de dix noms.

L'Administration résoudra les contestations.

Le juge de première instance dépouillera le scrutin général du territoire assisté de deux patrons et de deux ouvriers, tirés au sort parmi tous les assesseurs des sections électorales.

ART. 12. — Les élections du corps des jurés se feront tous les deux ans.

#### V. — PROCÉDURE CONTENTIEUSE.

ART. 13. — La demande formulée, le juge fixera un jour pour la conciliation, et convoquera les parties.

ART. 14. — Les parties comparaitront, accompagnées chacune d'un conseil. Le juge et les hommes d'affaires tenteront la conciliation. Les accords pris par les parties au cours de la conciliation auront des effets équivalents à ceux d'un jugement.

ART. 15. — Si la conciliation n'a pas lieu, les parties en comparaisant diront si elles veulent ou non opposer une question préjudicielle. Sont questions préjudicielles, la litispendance, la prescription, l'incompétence de juridiction, l'incapacité et la chose jugée.

ART. 16. — Une question préjudicielle étant proposée, les parties ayant été entendues et la preuve ayant été admise et administrée, le juge décidera s'il y a lieu ou non à procédure.

ART. 17. — Le juge fera désigner par chacune des parties les trois jurés et le suppléant qui doivent constituer le Tribunal; chaque partie pourra récuser deux jurés, sans donner la cause de cette récusation.

ART. 18. — Le juge fixera un jour pour la venue de l'affaire, et préviendra les parties d'avoir à comparaître avec tous les moyens de preuve qu'elles ont l'intention de faire valoir; il convoquera également, pour le jour fixé, les jurés élus.

ART. 19. — Si le demandeur ne comparait pas, on le considérera comme se désistant. S'il allègue une excuse non admise par le juge ou s'il ne s'excuse pas, il sera condamné à payer cinq pesetas, comme indemnité à chacun des jurés composant le tribunal.

Si le défendeur ne comparait pas, et s'il ne s'excuse pas, ou si l'excuse invoquée n'est pas admise par le juge, il sera déclaré défaillant et l'instance se poursuivra.

ART. 20. — Si un juré venait à manquer, il serait remplacé par le suppléant.

Si deux ou plusieurs jurés font défaut, et si par suite l'instance ne peut être poursuivie, chaque juré manquant paiera à chaque juré présent une indemnité de cinq pesetas, à moins qu'il n'ait fait valoir ou qu'il ne fasse valoir une raison plausible, admise comme telle par le juge.

ART. 21. — Le tribunal constitué, les parties seront entendues et les preuves rapportées. Les jurés auront le droit de poser les questions qu'ils jugeront nécessaires pour l'éclaircissement des faits.

ART. 22. — Le tribunal appréciera la pertinence des preuves administrées, consignant également dans l'acte le bien-fondé de la preuve contraire.

ART. 23. — Le juge posera aux jurés les questions relatives au point de fait à résoudre.

Les jurés se retireront pour délibérer et rendront par écrit leur verdict, en énonçant les faits prouvés.

Le juge du tribunal pourra demander aux jurés de développer ou d'éclaircir leur verdict.

ART. 24. — En cas de partage des voix, ou s'il n'y a pas la majorité relative des votants, le juge demandera l'opinion de chacun des jurés et formulera un nouveau questionnaire pour qu'il y soit répondu

affirmativement ou négativement; s'il y avait ballottage, on le résoudrait par un vote de qualité.

ART. 25. — Le juge rendra sa sentence en reconnaissant le verdict rendu sur la base des faits articulés et en consignant dans ses considérants les principes de droit auxquels se réfère ce verdict.

Lorsque le jugement comportera des obligations de faire ou de ne pas faire, on fixera au cours du même jugement l'importance des dommages et préjudices résultant de l'inexécution du jugement par le condamné, lorsque cette inexécution lui est personnellement imputable.

Si le juge ou les jurés concluent à la mauvaise intention ou la témérité notoire de l'une des parties, il pourra infliger à celle-ci une amende de 10 0/0 de l'intérêt de l'affaire, sans que cette amende puisse excéder 500 pesetas.

ART. 26. — Contre ce jugement, on pourra se pourvoir en cassation pendant un délai de cinq jours.

ART. 27. — Le jugement devenu définitif, produira ses effets dans les conditions prévues au Code de procédure civile pour l'exécution des jugements.

## VI. — CASSATION.

ART. 28. — Le pourvoi en cassation sera recevable en la forme :

1° Quand on aura condamné un mineur ou un incapable, non assisté de leur représentant légal;

2° Quand une preuve pertinente aura été déniée;

3° Quand le verdict aura été dicté par un nombre de jurés inférieur à six, ou quand les jurés n'auront pas été trois patrons ou trois ouvriers;

4° Quand une question préjudicielle ayant été posée, le jugement aura été rendu avant solution de cette question.

ART. 29. — Au fond, le recours en cassation ne pourra être interjeté que dans les cas prévus au Code de procédure civile.

ART. 30. — Lorsque le pourvoi sera formé dans les conditions de forme et de délai, le juge le transmettra avec les actes de la procédure au tribunal suprême.

Si le recours n'était pas fondé, soit par suite de prescription, soit par suite d'incapacité du requérant, soit pour le fond même du procès, la déclaration en sera faite dans l'arrêt rendu après audition du magistrat rapporteur dans ses conclusions.

Si le recours est admis, on procédera suivant les dispositions du Code de procédure civile.

Pour l'introduction d'un pourvoi en cassation, la constitution d'un dépôt n'est pas nécessaire.

## VII. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 31. — La juridiction du tribunal industriel n'empêche pas la voie exécutive devant les juges des tribunaux de droit commun; mais quand un procès se présentera dans la voie ordinaire, en vertu des droits réservés aux parties, le tribunal industriel sera saisi de préférence si l'affaire est de sa compétence.

ART. 32. — Le corps des jurés élira dans son sein un Président et se divisera en sections mixtes, composées au moins d'un patron et d'un ouvrier, lesquels, sous la présidence du maire, exerceront l'inspection des fabriques, ateliers et établissements de travail situés dans le ressort du tribunal industriel.

ART. 33. — Entrent dans les attributions du corps des jurés de leurs sections :

- a) Veiller à ce que les centres de travail se soumettent aux conditions de salubrité et de l'hygiène;
- b) Dresser des statistiques du travail;
- c) Veiller à l'exécution des lois relatives au travail, particulièrement dans les endroits où se trouvent réunis des ouvriers des deux sexes, afin qu'une discipline soit établie pour le respect de la morale et des bonnes mœurs.

ART. 34. — Le Gouvernement, à la demande des ouvriers ou des patrons d'un territoire, après avis du conseil municipal, des assemblées locales et provinciales de cette même région ainsi que des Chambres agricoles et de commerce, décrètera les établissements des tribunaux industriels.

*Bases pour la statistique officielle.*

Rapport de M. Emmanuel Gès, directeur de la succursale espagnole de l'Assicuratrice italienne, établi en suite de la résolution 6<sup>a</sup> prise en la séance du 29 octobre 1903.

En soumettant à l'approbation du Congrès le projet d'organisation en Espagne d'une statistique sur les accidents, nous avons eu pour but essentiel la nécessité d'arriver à une connaissance exacte des accidents survenant chaque année aux personnes employées dans les diverses branches de l'industrie, de la nature de ces accidents, de leurs conséquences, des conditions des victimes et des responsabilités qui, en vertu de la loi du 30 janvier 1900, incombent aux patrons et aux sociétés d'assurances substituées à ces derniers pour les effets de ladite responsabilité.



Cette statistique, pour être complète et permettre d'arriver à une connaissance scientifique de la question, devra, adoptant les divisions établies par l'Ingénieur M. O. Keller dans son mémoire présenté au Congrès de Berne, se subdiviser en cinq groupes :

- Statistique générale,
- technique,
- morale,
- médicale,
- financière ou des assurances.

La dénomination de chaque groupe indique suffisamment son objet. Nous croyons utile malgré cela de déterminer la signification de ces groupes d'une manière plus précise.

*La Statistique générale* réunit les éléments essentiels des statistiques particulières en se limitant à la simple exposition des faits mais sans considération sur leurs causes et leurs conséquences. Elle mentionne d'une part, les ouvriers assurés ou les jours de travail, d'autre part les accidents survenus.

*La Statistique technique* signale la nature matérielle du risque, les causes directes des accidents et les circonstances qui permettent de mieux les définir.

*La Statistique morale* indique les conditions morales du risque, les responsabilités qui dérivent des cas d'accidents et les devoirs de prévention et de réparation qui en résultent.

*La Statistique médicale* étudie la nature des lésions, indique les parties du corps qui sont blessées et les conséquences matérielles des accidents en tant qu'elles affectent la capacité au travail.

*La Statistique financière ou des assurances* calcule la charge pécuniaire résultant de la réparation des dommages causés par les accidents; elle résume en un seul chiffre le total des risques pour chaque industrie.

Tels sont les différents ordres d'idées que l'on rencontre dans toute statistique rationnelle des accidents du travail, et il serait également à désirer que la Commission officielle des réformes sociales s'inspirât de ces idées pour la *Statistique* qu'elle aura sans doute l'honneur d'organiser en Espagne.

Malgré cela, il faut tenir compte des difficultés énormes que rencontre dans la pratique toute disposition législative obligeant le patron à fournir les données nécessaires à l'établissement de cette statistique; pour ce motif nous pensons que, en principe, il conviendra de réduire cette statistique au minimum.

La base d'une statistique, telle que, dans notre esprit, elle doit être créée au Ministère de l'Intérieur, doit être constituée par la Déclara-

tion annuelle et exacte faite par chaque patron des industries ou travaux auxquels il s'est livré durant l'année précédente, du nombre d'ouvriers qu'il a employés, du nombre de journées de travail effectuées et du montant total des salaires payés.

Nous nous trouverions alors en possession des éléments indispensables pour déterminer (en divisant le total du nombre de journées de travail par 300 jours ouvrables) le nombre d'ouvriers « types » tel qu'il figure dans les statistiques autrichiennes et allemandes (Vollarbeiter).

En appliquant ce système à chaque industrie, nous aurions :

- 1° Le salaire total ;
- 2° Le nombre de journées de travail ;
- 3° Le nombre d'ouvriers « types ».

Et si à cela nous ajoutons la prescription qui doit être obligatoire d'indiquer en cas d'avis de sinistre envoyé au Gouvernement de province, non seulement la classe de travail et le salaire que gagnait l'ouvrier blessé le jour de l'accident mais le salaire gagné durant la dernière quinzaine ou mieux durant le dernier mois, nous arriverons, en totalisant le montant de ces salaires et en le divisant par le nombre de cas d'accident à avoir la connaissance presque exacte.

4° Du salaire moyen gagné par chaque groupe d'ouvriers des apprentis dans chaque branche d'industrie.

Avec ces données, relativement faciles à obtenir et les données complémentaires dont les sociétés d'assurances peuvent chaque année faciliter la réunion, nous aurions rapidement les éléments nécessaires pour compléter notre statistique.

Les sociétés d'assurances devront signaler pour chaque industrie et dans l'ordre adopté par le Ministère de l'Intérieur :

- 1° Le nombre d'ouvriers assurés ;
- 2° Le nombre de journées de travail effectuées ;
- 3° Le total des salaires payés. Ces données serviraient, jusqu'à un certain point, à vérifier les chiffres déclarés par les patrons et permettraient de fixer pour chaque industrie :

a) Le nombre des ouvriers « types » assurés.

b) Le salaire moyen desdits ouvriers.

Nous aurons ainsi obtenu la moitié de notre statistique générale.

Les mêmes sociétés d'assurances fourniront les éléments de l'autre moitié en mentionnant dans leur mémoire annuel adressé au Gouvernement :

- 1° Les accidents survenus dans chaque industrie et leur cause directe ;
- 2° Leurs conséquences en ce qui touche la validité pour le travail ;
- 3° Les indemnités payées pour la réparation des dommages avec la division nécessaire en indemnités payées : pour l'incapacité temporaire, pour l'incapacité permanente, pour les cas de mort.

4° Les conditions personnelles, l'âge, le sexe et la situation de famille des victimes pour les accidents ayant entraîné une incapacité permanente ou la mort.

La question d'âge est une donnée très importante et il conviendrait également, pour les cas d'invalidité temporaire de l'indiquer, en divisant les ouvriers assurés en groupes d'âge, par exemple :

De 11 à 15 ans;

De 16 à 20 ans;

De 21 à 40 ans;

De 41 à 55 ans;

De 56 à 60 ans;

De 61 à 65 ans;

De 66 et plus.

Mais nous devons reconnaître que dans l'état de choses actuel, il est presque impossible d'arriver à une connaissance exacte de ces données.

Ce qu'il est indispensable de connaître, — et cela dépend seulement de la volonté des compagnies d'assurances — c'est le nombre des accidents faisant plusieurs victimes, avec l'indication des causes, du nombre des victimes et des conséquences de ces accidents. Cet élément est important, non seulement pour pouvoir apprécier avec plus d'exactitude la gravité de certains risques par rapport à la responsabilité pécuniaire qu'elles entraînent, mais, ce qui présente encore plus d'intérêt, pour établir les responsabilités morales et imposer les moyens de prévention reconnus nécessaires afin d'éviter dans la mesure du possible la reproduction de ces catastrophes.

L'établissement d'une statistique générale, bien que limitée aux données essentielles citées ci-dessus, permettra, d'une part, au Gouvernement et à toute personne qui s'intéresse à l'étude des questions sociales de se former une idée des conditions du travail collectif en Espagne, du salaire moyen relatif à chaque industrie et de la durée de la période ouvrable pour chaque industrie par an, ainsi que des accidents auxquels sont exposés les ouvriers selon le genre de travail auquel ils se livrent, enfin des conséquences de ces accidents pour lui et sa famille. Aux sociétés d'assurances, cette statistique permettra de sortir de la période de tâtonnement dans laquelle elles se trouvent, et à mesure qu'elles connaîtront mieux les conditions du travail collectif, de réformer leurs tarifs et d'adopter telles mesures qu'elles jugeront convenables pour appliquer à chaque risque une prime en rapport avec sa gravité et qui sans être pour le patron une charge excessive, laissera à la société assureur le bénéfice normal auquel peut prétendre toute industrie honorable.

Au contraire en continuant à pratiquer l'assurance contre les acci-

dents du travail dans les conditions actuelles, les garanties suffisantes de stabilité, feront, à notre avis défaut, tant aux sociétés qui s'imposent des sacrifices importants en vue de former un portefeuille, qu'aux patrons, exposés à voir leurs contrats avec les Compagnies annulés, lorsque la prime consentie sera insuffisante, en raison des accidents qui se produisent. Ainsi, que nous l'avons dit déjà, il est nécessaire, pour atteindre notre but, que la loi impose à tout patron une déclaration annuelle et exacte des éléments essentiels sans lesquels il n'est pas possible de former une statistique. Ces éléments se limitent à quatre :

Industrie ou travail auquel se livrent les patrons ;

Nombre d'ouvriers employés ;

Nombre de journées de travail effectuées par ces ouvriers ;

Total des salaires payés.

Nous avons dit également que dans chaque avis de ministre, le patron devra indiquer avec exactitude la classe de travail à laquelle appartenait l'ouvrier blessé au moment de l'accident et le salaire gagné durant la dernière quinzaine ou le dernier mois.

Mais, il sera souvent impossible d'obtenir ces données succinctes si une pénalité ne vient pas sanctionner les omissions ou fautes commises et si l'on n'adopte pas des mesures énergiques qui assureront l'exécution de la loi.

D'autre part, les sociétés d'assurances devront, autant dans l'intérêt général que dans leur propre intérêt, apporter un grand soin dans la réunion des éléments qu'elles doivent fournir au Gouvernement :

Nombre d'ouvriers assurés ;

Nombre de journées faites ;

Montant des salaires gagnés.

Elles devront veiller aussi à ce que les causes directes des accidents soient signalées avec exactitude, les causes de l'accident étant un point essentiel servant de base à une statistique : il faudra donc les mentionner d'une façon claire et précise, par exemple chute ou écrasement par des objets pesants.

Chute de personnes ;

Efforts, chocs, coups donnés par un animal ;

Blessures par instruments tranchants ;

Blessures occasionnées par des machines ;

Blessures occasionnées par des outils à main ;

Par des explosions, des matières incandescentes, caustiques, etc. ;

Diverses ;

Inconnues.

Donc, par la seule étude des causes des accidents, on peut prévoir des mesures de prévention plus rationnelles et efficaces. Par exemple, les brûlures aux yeux par éclat et esquilles figurent dans la statistique

médicale italienne comme donnant la cinquième partie des incapacités permanentes. Pour cette catégorie d'accidents, il est évident que des mesures sérieuses de prévention s'imposent de toute nécessité.

La connaissance de ces causes permettra en outre, de voir dans quelles proportions les accidents sont suivis soit de mort, soit d'invalidité permanente, soit d'invalidité temporaire grave (50 jours et plus).

Tout en laissant de côté la partie morale de la statistique, la moins précise en raison de la difficulté qu'il y a à déterminer la responsabilité des accidents, nous croyons cependant qu'il est du devoir pour le gouvernement de tout pays civilisé de se préoccuper de cette grave question.

La statistique morale comprend les subdivisions suivantes :

- 1° Accidents imputables aux patrons.
- 2° — — — ouvriers.
- 3° — — — patrons et ouvriers.
- 4° — — — à la faute des tiers.
- 5° — — inhérents au travail.
- 6° — — fortuits ou dont les causes sont inconnues.

Les cas dans lesquels on peut présumer que la faute des patrons a contribué d'une façon plus ou moins grande à déterminer l'accident paraissent peu nombreux. Dans tous les pays les accidents sont pour la plupart dus à la maladresse, à l'imprudence, à l'entêtement, à l'insouciance du danger, à l'irréflexion ou à l'abus des boissons alcooliques de la part des ouvriers.

Cette constatation porte en soi la morale, à savoir, le devoir inéluctable d'éduquer et d'instruire l'ouvrier, de limiter dans certaines industries, particulièrement dangereuses, l'abus de l'emploi de garçons trop jeunes et trop légers à des travaux et à des ouvrages propres à des hommes faits.

Sur ces deux points, le Gouvernement peut exercer une action précise et pour ces motifs nous appelons spécialement sur ce point l'attention de l'assemblée officielle de réformes sociales.

Plus tard, nous estimons qu'il conviendra d'étudier l'organisation d'une statistique médicale destinée à fonctionner simultanément avec la statistique technique quand il s'agira d'adopter des mesures préventives prises d'une part contre les agents extérieurs et protégeant, d'autre part, les parties du corps exposées au risque. Cette statistique bien qu'ayant son caractère propre, influe finalement pour la statistique financière.

On peut considérer cette partie de la statistique générale à deux points de vue et spécialement :

- 1° Des parties anatomiques lésées ;

2° Du genre de lésions immédiatement occasionnées par l'accident ;

3° Des effets pathologiques subséquents ;

4° Des conséquences définitives relativement à la capacité pour le travail, selon que celle-ci est supprimée ou diminuée d'une façon temporaire, ou permanente.

De la possibilité de publier, à bref délai, une statistique officielle composée des éléments que nous venons d'indiquer, dans ce rapport, dépend en partie l'avenir de notre industrie en Espagne.

*Autres accords pris à la séance du 29 octobre.*

**Proposition**

de l'Association des armateurs de Bilbao (1).

1° Comme il est difficile, sinon impossible, dans quelques-uns des cas où le contrat de l'homme de mer est fait par voyage, de régler l'indemnité pouvant lui revenir pour accident, parce qu'il n'existe pas de base pour ce règlement, on sollicite une déclaration législative indiquant si l'homme de mer engagé par voyage, est hors de la loi ou si son gain, malgré la nature de l'engagement, ne peut être inférieur à une peseta (50 centimes).

2° On sollicitera également une explication concernant la situation légale faite aux armateurs par les dispositions du 1<sup>er</sup> alinéa et du 2<sup>e</sup> paragraphe, du 3<sup>e</sup> alinéa de l'art. 4 de la loi du 30 janvier 1900, ceci en raison des obligations de l'art. 644 du Code de commerce.

3° On déclarera que les individus des classes indiquées sont exceptés du bénéfice de la loi précitée.

4° Seront considérés comme cas de force majeure, pour l'application de la loi sur les accidents, les naufrages, soit perte totale ou partielle, le feu à bord, la piraterie, et en général, tous les accidents ayant pour origine les tempêtes.

5° Il est également convenu qu'on étudiera de quelle façon on pourra assujettir à la loi qui nous occupe les entreprises qui se livrent au transport par la voie maritime.

Il a enfin été voté la résolution suivante.

Le Congrès entendu, comme il convient de mettre le Code de commerce en harmonie avec la loi sur les accidents du travail, il importe d'étudier la façon d'arriver à cette harmonie, pour que cette législation d'un caractère éminemment social, que n'ont pu prévoir les anciennes

---

(1) A rapprocher de l'ordonnance royale du 12 mai 1903.

lois maritimes, soit étendue aux accidents de mer, laissant à la charge de la Commission exécutive le soin de formuler les conclusions opportunes au prochain congrès.

**Proposition de M. Fernand de Olascoaga.**

Le délégué de l'Assemblée de l'Académie royale de jurisprudence de législation M. Fernand de Olascoaga présente une proposition sur un éclaircissement de l'art. 11 de la loi du 30 janvier 1900 dans le sens suivant : Lorsque l'ouvrier ou employé, victime d'un accident touche un salaire à la journée et par conséquent travaille les jours ouvrables et les jours fériés, comme cela a lieu pour le personnel des chemins de fer et des tramways ou autres similaires on doit équitablement le considérer comme un journalier au sens propre du mot, c'est-à-dire un ouvrier gagnant un salaire pour chaque jour de travail.

Le Congrès déclare avoir pris note de cette proposition.

*Les médecins et les Compagnies d'assurances.*

**Conclusions prises au Congrès de Bilbao à la séance du 29 octobre 1902.**

1° Il serait utile que le ministre de l'Intérieur, après avoir entendu les collèges de médecins, arrêtât un tarif des honoraires dus aux médecins intervenant dans la constatation des accidents professionnels régis par la loi sur les accidents du travail, tarif analogue à celui créé par le royal décret du 22 mai 1882 pour les médecins-légistes et autres techniciens lorsqu'ils prêtent leur concours à l'administration de la justice.

2° Si l'établissement de ce tarif n'était pas possible ou en attendant son élaboration, les honoraires de médecins agissant pour l'exécution de la loi devraient être réglés proportionnellement au taux du salaire journalier de l'ouvrier victime de l'accident, et rester à la charge du patron ou de la Compagnie d'assurances qui se substitue à lui.

3° Sera-t-il loisible au patron, et par patron, il faut entendre le particulier, la Compagnie directrice des travaux ou la Compagnie d'assurances, d'organiser le service médical qui lui incombe sur des bases arrêtées d'accord avec les collèges médicaux de façon à éviter des concurrences, incompatibles avec le prestige professionnel.

4° Le traité ou le contrat de l'ouvrier avec le médecin qui le soigne ou l'hôpital où il est admis aura-t-il pour effet d'exonérer le patron ou sa Compagnie d'assurances de l'obligation de payer les honoraires médicaux ou des frais d'hospitalisation?

**Extrait des conclusions proposées par M. Anguera.**

Baser les honoraires sur un tant pour cent des primes d'assurances qui sont déterminées en tenant compte de la fréquence probable de l'intervention médicale.

Il est rationnel et scientifique, nous pourrions même dire d'actuariat, de dire que la somme fixée pour la rémunération des médecins sera en relation avec la probabilité du concours de médecins. En effet, supposons qu'un médecin s'oblige à soigner les ouvriers blessés au service de deux industriels : l'un fabricant de tissus et l'autre serrurier avec outils mécaniques. Supposons que les deux établissements occupent chacun 200 ouvriers et que le salaire moyen soit 1.000 pesetas par an. Fixant les primes respectivement à 0 fr. 40 et à 3 0/0 nous paierons donc pour la fabrique de tissus une prime de 800 pesetas annuellement; pour la serrurerie mécanique une prime de 6.000 pesetas annuellement.

Supposons que les médecins aient fixé leurs honoraires à 15 0/0 sur les primes, nous aurons :

15 0/0 sur 800 pesetas pour la fabrique de tissus, soit 120 pesetas par an.

15 0/0 sur 6.000 pesetas pour la serrurerie mécanique, soit 900 pesetas par an.

En une année, il survient d'après la statistique :

Dans la fabrique de tissus 6 sinistres, serrurerie mécanique, 45.

Donc si nous divisons les 120 pesetas que touche le médecin par le nombre de sinistres (fabrique de tissus), nous trouvons un quotient de 20 pesetas. Si nous divisons les 900 pesetas correspondant à la serrurerie mécanique par 45 sinistres, nous trouvons encore le même quotient.

Ce système nous montre donc que la proportionnalité des honoraires, est bien conforme à l'équité, c'est-à-dire au but poursuivi.

Devant ces deux projets de conclusions, le Congrès a pris l'accord suivant :

Les délégués réunis au Congrès avec plusieurs médecins de collèges différents, déclarent qu'il serait utile au plus haut point pour l'application de la loi sur les accidents du travail de publier, après avis des collèges professionnels, un tarif réglementant les honoraires dus aux médecins pour soins donnés aux victimes d'accident.

Les délégués estiment en outre, qu'il serait compatible avec les intérêts des assureurs et avec la dignité professionnelle de médecins que ces derniers prêtent aux Compagnies leurs services, moyennant un tant pour cent sur les primes payées dans la localité où ils auront à intervenir. Ceci, sans préjudice de la liberté des parties pour les contrats particuliers pouvant intervenir entre médecins des compagnies.



*Caisse de pensions pour la vieillesse.*

Proposition présentée par M. Francisco Moragas Barret.

Directeur de la *Revue* « los Seguros ».

Connaissant les sentiments d'humanité dont sont inspirés tous les congressistes, j'ai l'honneur de vous proposer l'adoption de l'accord suivant très favorable à la suite des requêtes présentées dans ce sens à Barcelone à la création d'une *caisse de pensions pour la vieillesse* et considérant la création de cette caisse comme des plus convenables au point de vue économique, le Congrès d'assurances sociales de Bilbao est d'accord pour s'adresser, par l'entremise de sa Commission exécutive, au Gouvernement, le sollicitant d'encourager les efforts faits en Espagne pour la fondation de quelques-unes de ces caisses; le Congrès sollicite également le Gouvernement d'étudier et de promulguer une loi sanctionnant l'existence et régularisant le fonctionnement, desdites caisses, tout en respectant l'initiative privée et le principe de liberté, en harmonie avec les principes généraux exposés d'ailleurs dans la loi que présente le proposant au Congrès d'assurances sociales.

Suit l'exposé des motifs tendant à l'élaboration d'une loi instituant des caisses de pensions pour la vieillesse en faveur des travailleurs, et le texte du projet de loi que nous donnons ci-après.

L'exposé des motifs donne les raisons sociales sur lesquelles se fondent les caisses de retraites. Ces raisons nous sont connues : utilité d'assurer une pension aux travailleurs âgés ou infirmes, solidarité sociale, etc., etc. La traduction de ce long exposé n'offre qu'un intérêt relatif, la question ayant été traitée dans beaucoup d'ouvrages sur l'économie sociale. La traduction du projet de loi au contraire peut offrir quelque intérêt et nous la donnons in-extenso.

**Projet de loi sur la fondation de Caisses de pensions pour la vieillesse.**

ARTICLE PREMIER. — Seront soumises aux dispositions de cette loi : toutes les institutions de caractère privé et de fondation officielle qui ont pour objet la constitution et le service de rentes ou pensions exigibles par le rentier à partir d'un âge déterminé et constituées par les cotisations ou quotes-parts versées à cet effet et leurs intérêts accumulés en tenant compte de la mortalité; les pensions dont il s'agit seront calculées conformément aux règles de l'actuariat.

ART. 2. — *Les caisses de pensions pour la vieillesse* seront autorisées à

fonctionner dans les territoires des localités mentionnés dans leurs statuts.

ART. 3. — Les pensions constituées par des institutions tombant sous l'application de la présente loi, seront incessibles et insaisissables : Seuls les titulaires auront le droit de les réclamer.

ART. 4. — Les institutions ou *Caisses de pensions pour la vieillesse* reconnues par la présente loi comme d'utilité publique, ne seront assujetties au paiement de contribution ou d'impôts d'aucune sorte. Les legs ou donations qu'elles recevront seront exempts de droits. Leurs pièces et actes seront exempts de droit de timbre et leur correspondance circulera en franchise sans aucune autre formalité que celle d'apposer sur l'enveloppe le cachet de la *Caisse*.

ART. 5. — Les *Caisses de pensions* seront autorisées à recevoir pour augmenter leurs ressources, des dons constitués par des libéralités venant des rentiers ou de tierces personnes, par les capitaux de fondation et par les subventions du Gouvernement, dont il est parlé à l'article suivant.

ART. 6. — Pour faciliter la création des *Caisses de pensions*, le Gouvernement disposera d'un crédit annuel d'un million de pesetas; ce crédit sera affecté à des dons attribués aux caisses privées qui se fondent, et l'importance du don sera déterminée par l'importance de la localité dans laquelle l'institution favorisée fonctionne ou devra fonctionner.

ART. 7. — Le Gouvernement ne pourra accorder aucun don à celles des *Caisses de pensions* qui se fonderaient dans des localités où il existe déjà une Caisse de pensions ou une succursale d'une autre caisse.

ART. 8. — Lorsqu'il s'agira de *Caisses* qui fonctionnent ou doivent fonctionner dans des territoires dont la population excède 1 million d'habitants, le don du Gouvernement ne pourra être inférieur à 250.000 pesetas; il pourra, dans ce cas, aller jusqu'à 500.000; si la population est de 500.000 à 1 million d'habitants, le don devra osciller entre 100.000 pesetas et 250.000 et si la population est inférieure à 500.000 personnes, le don ne pourra dépasser 100.000 pesetas.

ART. 9. — Quand il n'y aura pas de nouvelles créations de caisses, le Gouvernement pourra employer tout ou partie du crédit d'un million de pesetas en dons en faveur des caisses déjà existantes, selon les besoins de celles-ci, appréciés d'après les éléments existants à l'Office général des assurances.

ART. 10. — Les *Caisses de pensions pour la vieillesse*, les caisses privées comme celles de fondation officielle, seront soumises à l'inspection de l'Office général des assurances du ministère de l'Intérieur.

ART. 11. — En créant une *Caisse de pensions* de fondation privée, ses fondateurs, dans les huit premiers jours de son établissement, feront une demande à l'Office général des assurances, en accompagnant

cette demande de la copie de l'acte constitutif, d'une liste contenant les noms et domiciles des sociétaires, des membres du Conseil de direction de la Caisse et de son chef administratif, ainsi que deux exemplaires des statuts, tarifs et livrets avec les clauses et conditions réglementant la constitution des pensions.

ART. 12. — Après avoir reçu tous ces documents, l'Office général, s'il les trouve conformes aux dispositions de la présente loi, proposera dans le délai de 15 jours, au ministre de l'Intérieur d'accorder l'autorisation à la Caisse, autorisation qui fera l'objet d'une ordonnance royale.

ART. 13. — Si l'Office ne juge pas les documents présentés conformes à la loi, il fera connaître à la Caisse sollicitante, les points en désaccord avec la loi, afin qu'elle puisse apporter les modifications nécessaires.

ART. 14. — Lorsqu'elle aura reçu l'autorisation notifiée par ordonnance royale, la Caisse pourra commencer ses opérations sociales.

ART. 15. — Les Caisses de pensions existant lors de la promulgation de la présente loi devront dans les 8 jours de cette promulgation remplir les formalités prévues à l'art. 11, sans qu'elles aient néanmoins à interrompre ou à suspendre leurs opérations.

ART. 16. — Toute modification apportée aux documents cités à l'art. 11 devra être portée à la connaissance de l'Office des assurances dans les 8 premiers jours de son adoption.

Si l'Office des assurances estime que cette modification est en opposition avec les dispositions de la loi, il invitera le Conseil de direction de la Caisse à en faire la correction nécessaire.

ART. 17. — Dans les statuts des Caisses de pensions de fondation privée, devront figurer :

- a) Le nom de la Caisse;
- b) Son siège social;
- c) Les localités où elle se propose de fonctionner;
- d) Les capitaux avec lesquels elle se fonde et qui ne pourront pas être inférieurs à 100.000 pesetas;
- e) La destination des fonds de la Caisse en cas de dissolution;
- f) La forme de son administration ou direction;
- g) Les ressources avec lesquelles elle pourvoiera aux frais d'administration.

ART. 18. — Lesdits statuts devront mentionner les dispositions suivantes :

- a) Les membres fondateurs de la Caisse ne pourront jamais réaliser, en leur qualité de sociétaire, aucun bénéfice pécuniaire, ni disposer des fonds de la Caisse dans leur propre intérêt;
- b) Les pensions correspondantes aux cotisations versées, devront être

calculées, sur les bases fournies par les actuaires, en tenant compte de l'âge du déposant lors du versement et de l'âge auquel la pension sera exigible, d'un taux fixe des intérêts et des tables de mortalité reconnues comme ayant une valeur scientifique;

c) Les Caisses ne pourront constituer des pensions payables avant l'âge de 50 ans;

d) Elles ne pourront pas constituer des rentes supérieures à 2.000 pesetas par an;

e) Pour garantir le paiement des pensions, elles devront constituer un fonds de réserve technique dont le montant devra être calculé d'après les règles mathématiques ayant servi de base à l'établissement des tarifs;

f) Si la Caisse réalise des bénéfices, elle pourra, dans ce cas spécial, en disposer soit pour elle-même, soit en faveur de ses déposants;

g) La direction de la Caisse devra être élue par l'assemblée générale des sociétaires et devra rendre compte de son mandat;

h) L'administration de la Caisse dépendra du Conseil ou de la direction.

ART. 19. — Les tarifs devront être calculés en prenant pour base un taux d'intérêt qui ne sera pas inférieur à  $2 \frac{1}{2} 0/0$ , ni supérieur à  $4 0/0$ .

ART. 20. — Les livrets remis par les Caisses de pensions comme titres justificatifs de leurs droits aux déposants devront contenir :

a) Nom et prénoms du déposant;

b) Age de celui-ci;

c) — *dito* — au moment de l'exigibilité de la pension;

d) Date et montant des sommes versées;

e) Rentes ou pensions correspondantes.

ART. 21. — Outre ces données manuscrites que devront contenir les livrets, ils devront contenir en imprimé toutes les conditions dans lesquelles des pensions seront établies : ces conditions feront la loi des parties, régiront les rapports entre la Caisse et ses déposants et rentiers.

ART. 22. — Les Caisses de fondation privée remettront annuellement à l'Office général des assurances un mémoire rédigé par le Chef administratif de la Caisse et approuvé par le Conseil de direction et par l'assemblée générale; ce mémoire donnera en détail la situation financière de la Caisse, l'emploi de ses fonds, les opérations effectuées, les réserves constituées, les intérêts, les rentrées, les frais et tous autres éléments nécessaires à l'intelligence complète du résultat de l'association.

ART. 23. — Le mémoire prévu par l'article précédent sera publié in-extenso dans la *Gaceta*.

ART. 24. — Le Conseil ou Direction de toute caisse de pensions de fondation privée sera obligé de fournir à l'Office des assurances toutes les explications réclamées sur le fonctionnement de la Caisse et de montrer à l'assesseur ou à toute personne désignée par l'Office tous les documents, livres et papiers dont la production lui sera demandée.

ART. 25. — Si l'assesseur des assurances relevait dans une Caisse une infraction à la loi, il aviserait le Comité de direction, d'avoir à rectifier la dite infraction et en cas de refus, le fait serait soumis à l'appréciation du Gouvernement qui pourrait prendre telles mesures jugées convenables, y compris la suspension de la Caisse, après avoir entendu celle-ci en sa défense.

En cas de suspension, le même décret royal ordonnant la suspension, fixerait la forme dans laquelle auraient lieu la liquidation des opérations de la Caisse et leur transfert à une autre Caisse, ou bien la Caisse suspendue serait autorisée à procéder elle-même à sa liquidation conformément aux dispositions de ses statuts.

ART. 26. — L'Office des assurances ne pourra réclamer aucun droit aux Caisses de pensions pour ses démarches.

Le Gouvernement pourra accorder à l'assesseur des émoluments déduits du crédit annuel d'un million de pesetas dont il est parlé à l'article 6 de la présente loi.

ART. 27. — Pour favoriser les classes populaires des localités où il n'existe pas de Caisses de pensions de fondation privée, le Gouvernement pourra créer des Caisses officielles, en prélevant les frais de constitution et d'organisation sur le crédit annuel prévu à l'art. 6.

ART. 28. — Le royal décret promulgué lors de la création d'une Caisse officielle de pensions pour la vieillesse publiera les statuts devant la régir, les tarifs d'après lesquels sont établies les pensions, et le modèle des livrets que la Caisse devra remettre à ses déposants.

ART. 29. — Dans tous ces documents, il y aura lieu de respecter les principes établis par cette loi pour le régime des Caisses de pensions de fondation privée.

ART. 30. — Pour constituer l'Assemblée générale des Caisses officielles, le Gouvernement nommera par ordonnance royale des personnes de notoriété, d'honnêteté et de respectabilité reconnues dans les localités où ces Caisses sont établies, en leur conférant à vie cette fonction.

ART. 31. — Ces personnes constituées en assemblée générale auront à organiser et à diriger l'administration de la Caisse dans la forme mentionnée aux statuts.

ART. 32. — Pour l'inspection des Caisses officielles, l'assesseur général des Assurances aura les mêmes droits et obligations que ceux qui lui attribue la loi concernant les Caisses privées.

ART. 33. — L'administration des Caisses officielles aura à rédiger

annuellement le mémoire prévu à l'article 22. Ce mémoire sera publié *in extenso* dans la *Gaceta*.

---

Le congrès de Bilbao s'étant occupé de questions sociales, notamment d'un projet de loi sur la création d'une Caisse de retraite pour la vieillesse, nous croyons utile de donner aussi dans le même ordre d'idées la loi sur la réglementation du travail des femmes et des enfants dans les usines et manufactures.

Cette loi est suivie d'un règlement que nous analyserons ultérieurement.

### Loi du 13 mars 1900 sur le travail des femmes et des enfants.

ART. 1<sup>er</sup>. — Les mineurs des deux sexes qui n'auront pas accompli leur dixième année, ne seront admis dans aucune classe de travail.

ART. 2. — Seront admis au travail, les enfants des deux sexes âgés de plus de dix et de moins de quatorze ans pour une durée qui ne pourra excéder 6 heures par jour dans les établissements industriels et 8 heures dans ceux de commerce et qui sera interrompue par des repos ne pouvant dans leur ensemble être inférieurs à une heure. Les assemblées locales provinciales créées par la présente loi proposeront au Gouvernement les moyens qu'ils estimeront propres à assurer, dans le délai de deux ans à compter de la promulgation de ladite loi, la réduction à onze heures de la journée de travail là où cette journée excède actuellement onze heures en ce qui concerne les personnes visées par la présente loi.

ART. 3. — Quand pour cause d'avaries, de sécheresse ou d'inondations, il y aura nécessité de suspendre ou de diminuer les travaux dans les fabriques mues par la force de l'eau, l'assemblée locale cherchera et proposera les moyens de suppléer par des heures de travail extraordinaires à la perte subie dans le cours de l'année.

Elle agira de même quand dans les fabriques mues par la vapeur il sera nécessaire de compenser les arrêts forcés du travail pour le laps de temps déterminé par les règlements spéciaux ainsi que dans les industries dont les produits sont vendus uniquement pendant certaines époques.

Cette extension des heures de travail ne pourra en aucun cas se prolonger pendant plus de deux semaines.

ART. 4. — Le travail nocturne des enfants reste interdit aux enfants des deux sexes âgés de moins de quatorze ans.

Il est également interdit aux enfants de quatorze ans et de moins de dix-huit ans dans les industries que déterminent les assemblées locales et provinciales.

Pour les effets de la présente loi, on entendra par travail nocturne celui qui aura lieu depuis sept heures du soir jusqu'à cinq heures du matin avec un repos d'une heure et demie au minimum.

Le travail de nuit ne pourra excéder quarante-huit heures par semaine.

ART. 5. — Il reste interdit aux enfants âgés de moins de seize ans :

1° Tout travail souterrain ;

2° Tout travail dans les établissements où sont fabriquées ou mises en œuvre des matières inflammables ainsi que dans les industries qualifiées dangereuses ou insalubres aux termes du tableau arrêté par le Gouvernement dans les règlements d'accord avec les assemblées locales et provinciales ;

3° Le nettoyage des moteurs ou pièces de transmission pendant le fonctionnement de la machine.

ART. 6. — Il est interdit d'occuper des enfants âgés de moins de seize ans et des femmes mineures dans les ateliers dans lesquels sont confectionnés des écrits, gravures, annonces, peintures, emblèmes, estampes et autres objets qui, sans tomber sous le coup des lois pénales, sont de nature à blesser leur moralité.

Est interdit aux enfants de moins de seize ans tout travail d'agilité, d'équilibre, de force, ou de dislocation dans les spectacles publics.

Les directeurs des Compagnies, parents ou tuteurs des mineurs contrevenant audit article, seront passibles des peines prévues à l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 26 septembre 1878 sur la protection des enfants.

La prohibition contenue dans le paragraphe second de cet article pour les enfants de moins de seize ans est applicable à toute catégorie de travail, nonobstant son caractère artistique et littéraire qui est exécuté en spectacle public.

Les prohibitions prévues au présent article sont mises à la disposition de l'autorité gouvernementale, qui pour les dispenses à accorder, aura à tenir compte des inconvénients physiques et moraux du travail ainsi que de la condition de l'enfant.

Tout travail est interdit le dimanche et les jours fériés aux ouvriers faisant l'objet de la présente loi.

ART. 7. — Le ministre de l'Intérieur nommera des assemblées locales et provinciales chargées de faire une enquête sur les autorisations demandées conformément aux articles précédents. Les assemblées provinciales seront constituées pour représentation des assemblées locales et seront présidées par le gouverneur civil de la province ; celui-ci devra les convoquer quand il le jugera utile et déterminer les affaires devant

faire l'objet des délibérations : la décision prise par ces assemblées aura un caractère consultatif.

Un membre technique, désigné par l'Académie royale de médecine fera partie des assemblées provinciales et son rôle consistera à rechercher les conditions d'hygiène et de salubrité des travaux dans les ateliers.

Les assemblées locales comprendront un nombre égal de patrons et des ouvriers ainsi qu'un représentant de l'autorité civile qui aura la présidence et un représentant de l'autorité ecclésiastique.

Les attributions de ces assemblées seront : inspecter tout centre de travail ; veiller à leurs bonnes conditions de salubrité et d'hygiène ; dresser les statistiques du travail ; faciliter l'établissement de jurys mixtes de patrons et d'ouvriers ; solutionner les différends soumis à leur examen soit par ces patrons, soit par ces ouvriers ; veiller à l'application de la présente loi, spécialement dans les endroits où les ouvriers des deux sexes se trouvent réunis afin que les mesures utiles soient prises pour le respect de la morale et des bonnes mœurs.

L'organisation ci-dessus déterminée sera provisoire jusqu'à la publication de la loi des jurys mixtes.

ART. 8. — Deux heures par jour seront au minimum accordées, en dehors des heures de travail, pour l'instruction primaire et religieuse des enfants de moins de quatorze ans qui ne l'auraient pas reçue, et s'il y a une école dans un rayon de deux kilomètres de l'établissement dans lequel ils travaillent.

Si l'école se trouve à une plus grande distance tout établissement industriel occupant d'une façon permanente dans ses travaux plus de vingt enfants devra assurer le fonctionnement d'une école.

Les enfants sachant lire et écrire seront admis dans les fabriques une année avant l'âge fixé dans la présente loi.

ART. 9. — Le travail ne sera pas permis aux femmes pendant les trois semaines suivant l'accouchement.

Quand une ouvrière demandera un congé en raison d'un accouchement prochain, sa place lui sera conservée depuis la date de cette demande et pendant trois semaines après l'accouchement.

Les femmes ayant des enfants auront droit pendant la période de l'allaitement, de distraire des heures de travail, une heure par jour pour donner le sein à leurs enfants.

Cette heure se divisera en deux périodes de trente minutes à prendre l'une dans les heures de travail du matin et l'autre dans les heures de l'après-midi.

Ces demi-heures seront prises par les mères quand elles le jugeront convenable, sans autre formalité que d'aviser en entrant, le chef d'atelier de l'heure qu'elles ont choisie.



En aucune façon l'heure destinée à l'allaitement ne pourra être déduite du salaire journalier.

ART. 10. — Ne pourront être admis dans les établissements industriels et commerciaux les enfants, jeunes gens et femmes ne présentant pas un certificat attestant qu'ils sont vaccinés et n'ont aucune maladie contagieuse.

ART. 11. — Lorsque d'une façon quelconque, les directeurs ou propriétaires d'établissements industriels ou commerciaux, pourvoient au logement de leurs ouvriers, ils devront obligatoirement maintenir une séparation complète entre les personnes de sexe différent n'appartenant pas à une même famille.

ART. 12. — Le Gouvernement, après avoir entendu le Conseil sanitaire et les assemblées locales, et après avoir fait l'enquête jugée nécessaire, établira une classification de toutes les industries et travaux afin d'adapter à cette classification les articles correspondants de la présente loi.

ART. 13. — Les infractions à la présente loi seront punies d'une amende de 25 à 250 pesetas, exigible seulement des patrons, sauf le cas d'une irresponsabilité manifeste de ceux-ci.

Les autorités municipales seront chargées d'infliger et de percevoir les amendes prévues par la présente loi, dans les conditions déterminées par les assemblées locales et provinciales : le produit de ces amendes sera versé dans les caisses des assemblées locales pour améliorer l'éducation de l'ouvrier.

ART. 14. — L'inspection qu'exige l'application de la présente loi appartient au Gouvernement sans préjudice de la mission confiée aux assemblées locales et provinciales.

ART. 15. — Si, concernant l'application de la présente loi, les mandataires dûment autorisés d'une association légalement constituée soit de patrons, soit d'ouvriers, ou d'une association mixte de patrons et d'ouvriers présentent aux autorités locales des réclamations sur les dommages ou les inconvénients pratiques occasionnés par la dite loi dans certains cas spéciaux, le Gouvernement après avoir consulté ces assemblées locales et provinciales intéressées, la commission des réformes sociales pourra ordonner la suspension de l'application de la loi dans la localité ayant provoqué la réclamation exclusivement pour l'industrie ou le travail ayant fait l'objet de cette réclamation.

ART. 16. — Le Gouvernement établira dans le délai de six mois les règlements qu'exige l'exécution de cette loi.

ART. 17. — Les chefs d'industrie devront afficher dans un endroit apparent de leurs ateliers les dispositions de la présente loi et les règlements généraux pour son extension ainsi que les règlements particuliers concernant son industrie et l'ordre intérieur de son établissement. Une copie de ce règlement intérieur sera déposée au secrétariat de l'assemblée

locale, au secrétariat du conseil municipal de la région, au secrétariat de l'assemblée provinciale et du Gouvernement civil de la Province.

ART. 18. — Est déclarée action publique l'action ayant pour but de dénoncer les faits constituant une infraction à la présente loi.

En conséquence nous ordonnons à tous les tribunaux, justices, chefs, gouverneurs et autres autorités tant civiles que militaires et ecclésiastiques de quelque classe ou dignité que ce soit de veiller, faire veiller à l'application et à l'exécution de la loi dans toutes ses parties.

Fait à Palacio, le 13 mars 1900.

*La Reine régente.*

*Le ministre de l'Intérieur :*

ÉDUARDO DATO.

## CHRONIQUE

---

### L'assurance ouvrière allemande et sa place dans l'armement antituberculeux (1).

par M. Ed. FUSTER

... Parler de tuberculose, c'est parler de solidarité, par conséquent de mutualité. La tuberculose est, par excellence, la *maladie sociale* (2). Elle l'est par ses causes, elle l'est par ses effets, elle l'est par les moyens que nous devons mettre en œuvre pour la combattre. Cet ouvrier est tuberculeux parce que d'autres êtres, parents ou indifférents, l'ont contaminé et que, en même temps, les conditions générales de la vie sociale, mode de travail, alimentation, habitation, ont diminué sa résistance. Et, à son tour, ce tuberculeux ne s'éteindra qu'après avoir semé autour de lui la maladie et la misère. Se préserver par ses seules forces, se guérir par ses seules ressources, il ne pouvait guère y songer; l'accord de toutes les institutions publiques et privées, de la contrainte et de l'éducation, de l'argent et des hommes, n'est pas de trop ici. Solidaires sous la menace de la contagion, nous devons être solidaires contre elle.

Cette solidarité, cette défense réciproque, n'est-elle pas la raison d'être des sociétés de secours mutuels? Et c'est pourquoi les hygiénistes doivent faire appel à l'excellent instrument d'assainissement que peut être, pour peu qu'elle le veuille et comprenne son intérêt même, chacune de vos sociétés. Ils nous disent que la tuberculose est *évitable*, qu'elle est *curable* aussi. Il importe donc que des hommes menacés par ce risque, non seulement dans leur vie,

---

(1) Extrait d'un rapport sur la mutualité et la tuberculose présenté au *Congrès d'hygiène sociale* d'Arras (juillet 1904).

(2) Cf. *La tuberculose, maladie sociale*, communication à la Société de médecine publique, publiée dans la *Revue d'hygiène* du 20 janvier 1904. — Cette communication a provoqué de très intéressantes observations de M. l'inspecteur général Drouineau, dans la *Revue philanthropique* du 10 juin 1904.

mais dans celle de la famille soutenue par leur gain si précaire, soient associés et s'éduquent l'un l'autre, se surveillent même, dépistant chez l'un le mal qui se glisse en lui, contrôlant chez l'autre l'exacte application des mesures de préservation prescrites. Et il importe encore que des caisses s'ouvrent où, sou par sou, franc par franc, par centaines ou par milliers, ces hommes versent les cotisations qui feront masse et permettront, le jour venu, de payer aussitôt, abondamment et longtemps, un secours de chômage au collègue que les mesures d'hygiène n'ont pu préserver.

En somme, le concours de l'assurance mutuelle est indispensable à l'hygiéniste, parce que, d'une part, elle lui offre un *milieu* où il peut faire de la prophylaxie antituberculeuse et parce que, d'autre part, elle crée des *ressources* en vue du secours de ceux que la prophylaxie n'a pu préserver.

Les hygiénistes ne se bornent pas à affirmer la nécessité de ce concours : ils ont leur préférence pour *un* système d'assurance ouvrière. Ils n'ont pu assister en spectateurs indifférents à la campagne antituberculeuse allemande dont ils critiquent parfois certains aspects, mais qui unit, dans un même et puissant élan, l'impératrice et les philanthropes, les agents du pouvoir central et d'innombrables municipalités, et, mieux encore, quinze millions d'ouvriers et paysans assurés contre l'invalidité. Et vous lisez dans presque tous les travaux d'hygiénistes français : « En attendant que nous possédions l'assurance obligatoire... » ou toute autre expression trahissant la même admiration pour les institutions, mutualistes à l'origine, mais généralisées, systématisées, bureaucratisées parfois, dont l'Allemagne, depuis quinze ans, nous montre avec tant de complaisance les statistiques colossales. On ne peut le nier, la sympathie de beaucoup d'hygiénistes va, je ne dis pas à l'assurance par l'État, mais, ce qui est tout différent, à la mutualité accélérée, *généralisée* par la volonté de la loi, à l'assurance obligatoire. Puisque, disent-ils, la mutualité offre tant d'avantages, pourquoi ne pas la généraliser sans tarder, en suivant l'exemple de l'Allemagne ?

C'est bien, en effet, à l'intervention toute récente des institutions d'assurance ouvrière que l'Allemagne doit d'avoir pu engager la campagne dont sans cesse vous entendez parler. Jusque-là on se demandait, sans argent, comment on ferait profiter la partie pauvre de la nation des découvertes faites par les inventeurs du traitement sanatorial. Il fallut que la loi de 1889 (refondue en 1899) sur l'assurance contre l'invalidité vînt, par son art. 12, autoriser

les 40 caisses régionales ou professionnelles à affecter des fonds au traitement des quinze millions de paysans et ouvriers assurés, quand ce traitement pouvait prévenir le risque garanti, c'est-à-dire l'invalidité. C'est en 1894 que, le premier, M. Gebhard, directeur de la caisse régionale des villes hanséatiques, fit usage de cette faculté en édifiant un sanatorium d'assurés ; et c'est même seulement en 1897 que le traitement fut assez généralisé pour que l'Office impérial des assurances s'en occupât dans ses statistiques.

*Les organes. et les ressources de l'assurance ouvrière.* — Ces caisses d'invalidité <sup>(1)</sup> sont, on le sait, de puissantes mutualités appelées à constituer des pensions viagères aux vieillards de 70 ans, et surtout aux travailleurs reconnus par elles invalides entre 20 et 70 ans. Administrées par des comités de patrons et d'ouvriers, avec des directeurs qui sont, le plus souvent, de hauts fonctionnaires locaux, elles ont ceci de commun entre elles qu'elles perçoivent, selon les mêmes principes, des cotisations payées moitié par les assurés travaillant dans leur circonscription, et moitié par les patrons (l'État n'intervenant que plus tard par une majoration des rentes), et qu'une partie des capitaux ainsi accumulés alimente un fonds général. Mais il faut se garder de les confondre avec des caisses d'État ; leurs comités savent, à l'occasion, résister à la tutelle du pouvoir central, et chaque caisse a ses traditions et sa politique, surtout en ce qui concerne les dépenses de traitement et d'hygiène.

Leur action ne se confond pas avec celle des *caisses de maladie* : elle la complète. On sait que près de 25.000 caisses de maladie, sociétés de secours mutuels, locales ou professionnelles, ou d'usines, transformées ou créées de toutes pièces pour appliquer la loi de 1883-1900 sur l'assurance obligatoire contre la maladie, assurent 10 millions de travailleurs, surtout industriels (c'est-à-dire les deux tiers du personnel assuré contre l'invalidité), et dépensent, pour les soigner et leur payer (généralement le demi-salaire pendant un semestre) 200 millions de francs par an. Faut-il rappeler que ces caisses sont de types divers et telles que les assurés peuvent, en général, choisir entre plusieurs ; que l'entrée en est libre, c'est-à-dire n'est subordonnée ni à un examen médical,

(1) Cf. *Les Retraites ouvrières en Allemagne*. Rapport de mission, adressé au ministre du Commerce par M. Edouard Fuster, publié dans le *Bulletin du Comité permanent des Congrès d'assurances sociales*, 1901.

ni au paiement d'un droit d'entrée; qu'elles sont, elles aussi, gérées par des comités mixtes, mais où l'élément ouvrier et même socialiste prédomine, et qu'elles perçoivent des cotisations (un tiers patronales, deux tiers ouvrières), tout à fait distinctes des cotisations dues à ces grandes caisses d'invalidité, et souvent assez élevées?

Ce ne sont pas les ressources qui manquent, d'ailleurs. L'exemple de la caisse de maladie de Leipzig (produit d'une concentration qui a fondu de nombreuses sociétés en une seule caisse, chargée en outre de percevoir les cotisations de l'assurance-invalidité, pour le compte de la caisse d'invalidité saxonne) nous renseigne à la fois sur les deux catégories de cotisations. Les 135.000 assurés qui la composent paient environ 33 francs par an, auxquels les patrons ajoutent 24 francs, soit environ 54 francs, ce qui représente probablement 50/0 du salaire; sur ces 54 francs, 34 sont affectés à la caisse de maladie, et 20 à la caisse d'invalidité.

*Importance de la morbidité tuberculeuse.* — Or, parmi tous les malades à secourir, les tuberculeux sont ceux qui imposent aux caisses de maladie les charges les plus considérables, les plus vaines aussi. D'après les renseignements émanant de caisses d'une composition assez normale<sup>(1)</sup>, la tuberculose est à l'origine d'un tiers des jours de maladie secourus, pour les hommes, et d'un cinquième pour les femmes. « A l'expiration du semestre, ajoutent les rapports, beaucoup de ces malades restèrent incapables de gain; beaucoup d'entre eux n'avaient fait intervenir le médecin que trop tard; craignant de perdre leur travail, en chômant trop souvent, ils restaient le plus possible à l'atelier, au risque de contaminer leurs camarades ». Ainsi, même au pays de l'assurance obligatoire, du secours certain et relativement élevé, l'imprudence, trop justifiée, du travailleur qui n'ose compromettre son gagne-pain, vient faire le jeu de la tuberculose!

Ces tuberculeux et quelques autres catégories de malades (cancéreux, diabétiques, etc.) que les caisses de maladie étaient autrefois en droit d'abandonner au bout d'un trimestre (aujourd'hui un semestre), tombaient promptement dans une extrême misère, dans une déchéance physique complète. Après un délai parfois fort long et moyennant des conditions de stage assez rigoureuses, ils se faisaient reconnaître invalides et tombaient à la charge des caisses

---

(1) Pannwitz, *Der stand der Tuberkulose-Bekämpfung im Frühjahr, 1901*, p. 24.

d'invalidité. D'après la dernière statistique des *caisses d'invalidité* (1896-1899)<sup>(1)</sup>, qui a porté sur 315.809 personnes reconnues invalides et pensionnées à ce titre, dont 49.000 à l'âge de 20 à 40 ans, — 13 0/0 des invalidités étaient imputables à la tuberculose pulmonaire, et, en particulier, sur 100 personnes reconnues invalides à un âge variant entre 20 et 40 ans, une quarantaine étaient tuberculeuses. Bien plus, si l'on considère seulement l'industrie, sur 100 jeunes hommes invalidisés avant l'âge de 35 ans, la moitié, et parmi les plus jeunes, les deux tiers étaient tuberculeux ; la proportion ne tombe que lentement ; parmi les ouvriers de 45 à 50 ans obligés de s'arrêter, 1 sur 4 est tuberculeux ! La proportion, plus faible chez les femmes, reste cependant attristante. On comprend que les législateurs de 1889-1899, et, à leur suite, M. Gebhard et ses collègues, aient cru devoir intervenir pour compléter un régime d'assurance contre la maladie qui laissait un tel déchet.

*Conditions de l'intervention des caisses d'invalidité.* — Voici comment la loi nouvelle règle la question du traitement :

ART. 18. — Lorsqu'un assuré est tombé malade de telle sorte qu'on puisse redouter, comme conséquence de la maladie, l'incapacité de gain donnant droit à la rente d'invalidité, la caisse d'assurances est autorisée à faire intervenir un traitement médical, dans la mesure qui lui paraît convenable, pour éviter ce préjudice.

La caisse peut accorder le traitement médical sous forme d'hospitalisation du malade dans un hôpital ou dans un asile de convalescents. Si le malade est marié, ou s'il a un ménage en propre, ou s'il fait partie du ménage de sa famille, son assentiment est nécessaire.

Lorsque la caisse d'assurances fait intervenir le traitement médical, et dans le cas d'assurés auxquels s'applique l'assurance-maladie, les obligations de la caisse de maladie à l'égard de l'assuré sont transférées à la caisse d'invalidité... La caisse de maladie doit rembourser à la caisse d'invalidité les sommes dépensées par celle-ci, jusqu'à concurrence du secours de maladie en espèces que l'assuré était en droit de réclamer à la caisse de maladie.

Pendant le traitement médical, un secours doit être payé à ceux des parents de l'assuré à l'entretien desquels celui-ci a pourvu jusque-là au moyen de son salaire, et ce secours doit être payé même si l'assurance-maladie ne s'applique pas à l'assuré...

ART. 22. — Si l'assuré devient, à la suite de sa maladie, incapable de gain (invalide), et s'il s'est soustrait sans motif légal ou autrement valable aux mesures prises par la caisse d'invalidité (en vertu du texte ci-dessus), la rente d'invalidité peut lui être refusée à titre temporaire, totalement ou partiellement, à condition que cette conséquence de son refus lui ait été indiquée et qu'il soit établi que l'incapacité de gain résulte de son attitude.

(1) *Ämtliche Nachrichten des H. V. A.*, 2<sup>es</sup> Beiheft, 1903, p. xv et xviii.

En somme, les caisses d'invalidité ne sont pas *obligées* d'intervenir, mais elles sont *autorisées* à le faire quand elles y ont intérêt. Elles n'ont pas à se substituer aux autres institutions d'assistance ou d'assurance, et les cotisations versées par les assurés pour se constituer des rentes viagères différées ne doivent pas servir à faire la charité, même à des coassurés. La plupart des caisses exigent déjà que le bénéficiaire du traitement soit assuré depuis un certain temps (trois ans par exemple). Il faut aussi que le malade se soumette d'avance à l'hospitalisation. Il est encore nécessaire que les caisses de maladie prennent l'engagement de rembourser les frais qui leur incombent. Mais surtout il faut, comme le demande, par exemple, la caisse de la province du Rhin, que le médecin appelé à fournir un certificat au malade à l'appui de la demande du traitement, soit, en conscience, convaincu que l'assuré deviendrait probablement invalide si l'on ne le traitait pas, et qu'il y a vraiment des probabilités pour que, grâce au traitement, l'assuré conserve définitivement, ou du moins pour plusieurs années, sa capacité de travail. Les caisses repoussent de plus en plus impitoyablement, non seulement les demandes frivoles, mais aussi, parce qu'elles y sont tenues, les demandes venues des malades qu'elles ne pourraient améliorer : à la rente qu'elles devront bientôt leur servir, elles n'ont pas le droit d'ajouter, par charité, les lourdes dépenses d'un traitement soi-disant préventif. Que de déceptions cause cette rigueur nécessaire ! Que d'ouvriers soignés mal et trop tard attendent encore le salut de l'envoi au sanatorium, et se voient repoussés, comme condamnés, par les médecins de la caisse ! On peut dire qu'en moyenne une demande sur deux est rejetée.

Tous les malades intéressants devraient, aux termes de la loi (art. 57, ch. 4), être signalés aux caisses d'invalidité par les municipalités. Celles-ci y ont intérêt, car le traitement par les caisses allège d'autant les dépenses de l'assistance publique. Plus simple encore et plus fréquente est la communication des cas intéressants par les caisses de maladie, lorsqu'il s'agit, bien entendu, de leurs assurés. Les caisses d'invalidité ne cessent de prier les caisses de maladie de leur signaler sans retard, les tuberculoses légères, les convalescences douteuses, toutes ces misères mal reconnues et bientôt aggravées.

Le traitement ne consiste pas en secours à domicile. Les caisses d'invalidité veulent qu'il soit intensif et surveillé. C'est donc au



sanatorium, et là seulement qu'il peut être efficace, soit que cet établissement appartienne à la caisse, soit qu'elle ait traité avec des sanatoriums privés.

*Dépenses déjà faites par les caisses d'invalidité pour le traitement des tuberculeux.* — Quelle est donc l'étendue des sacrifices déjà faits par les caisses pour le traitement de ces malades qu'elles espéraient relever pendant quelques années au moins?

Pour ne parler que des tuberculeux, les caisses ont soumis au traitement hospitalier :

|         |                 |                            |                   |
|---------|-----------------|----------------------------|-------------------|
| En 1897 | 2.598 hommes et | 736 femmes, ce qui a coûté | 1.270.000 francs. |
| — 1898  | 3.806 —         | 1.104 —                    | 1.935.000 —       |
| — 1899  | 3.032 —         | 1.666 —                    | 3.006.000 —       |
| — 1900  | 8.442 —         | 2.652 —                    | 4.710.000 —       |
| — 1901  | 10.812 —        | 3.844 —                    | 6.299.000 —       |
| — 1902  | 12.187 —        | 4.302 —                    | 7.326.000 —       |

Soit, en 1902, 16.489 assurés tuberculeux traités par les caisses d'invalidité sur 36.000 malades qu'elles avaient cru devoir prendre en charge en dépensant au total 11.250.000 francs. Elles avaient jusqu'à la fin de 1902 pris en traitement 58.281 ouvriers et paysans tuberculeux, en dépensant 25 millions de francs.

Les frais — secours aux familles y compris — ont atteint (en 1902) 444 francs par assuré traité; ces frais augmentent d'année en année. La durée du traitement est cependant la même : 75 à 76 jours, ce qui fait ressortir les frais quotidiens de traitement à 5 fr. 86 par assuré traité. Certains sanatoriums de caisses d'invalidité accusent des frais plus élevés encore : pour l'un de ceux de la caisse des villes hanséatiques, *Oderberg*, ils atteignaient 6 fr. 66, non compris la part de frais d'administration de la caisse afférente au service des sanatoriums, ni le secours de famille; l'entretien seul des pensionnaires n'entrait dans cette somme que pour 2 fr. 50 : par contre, le sanatorium de la caisse de Hanovre n'intervient dans les statistiques que pour 3 fr. 81 et 1 fr. 75. Dépense considérable, on le voit, pour un séjour malheureusement beaucoup trop court.

*Résultats obtenus.* — Quels résultats a donnés jusqu'ici ce traitement? Ce n'est pas ici le lieu d'entrer dans la discussion des statistiques officielles de l'assurance. On a dit qu'elles présentent sous un aspect beaucoup trop flatteur le traitement sanatorial. A vrai dire, il ne faut pas oublier qu'elles ne parlent pas de

guérisons au sens clinique du mot. Elles ne considèrent que la guérison économique du travailleur tuberculeux : lorsque celui-ci sort du sanatorium, la caisse l'estime guéri, ou plutôt rétabli, s'il peut reprendre une activité qui dispense la caisse de le pensionner. Cette « guérison » dure aussi longtemps que la caisse peut éviter d'en arriver là ; lors des révisions auxquelles procède la caisse pour suivre l'effet du traitement, le médecin se borne à constater si l'intéressé peut encore ou non gagner en partie sa vie. Il ne faut pas non plus oublier que les médecins des sanatoriums sont de plus en plus sévères lors de l'admission de leurs pensionnaires, et repoussent d'emblée ou renvoient bientôt les tuberculeux réellement malades.

Sous ces réserves, il est intéressant de constater que les caisses, sur 100 personnes traitées, disent avoir rétabli, bon an mal an, depuis 1898, de 72 à 78 personnes. A la fin de l'année qui suit le traitement, c'est-à-dire de 12 à 21 mois après la sortie du sanatorium, il en reste 45 environ en état de validité : puis, d'année en année, ce nombre fléchit, quelques-uns des tuberculeux étant morts ou invalidisés ; si bien qu'au bout de 5 ans, un tiers des traités résiste encore. Cette proportion tend même à s'améliorer, sans doute à cause d'une plus sévère sélection à l'entrée.

L'Office impérial des assurances et chacune des 40 caisses se refusent à chiffrer ce que peut leur rapporter ce traitement préventif des tuberculeux, c'est-à-dire le montant des annuités de rentes économisées du fait de ces rétablissements, guérisons ou ajournements de la déchéance finale. Mais l'Office impérial d'hygiène, qui suit lui aussi de très près tout ce mouvement, a procédé à une évaluation curieuse sinon absolument précise<sup>(1)</sup> des services rendus par les sanatoriums quels qu'ils soient.

Si l'on admet, dit-il, que sur les 90.000 Allemands enlevés tous les ans entre 15 et 60 ans par la tuberculose pulmonaire, le septième ou le huitième, soit 12.000 environ, soit bon pour le traitement sanatorial, et si l'on admet que les trois quarts (9.000) y gagnent de rester vivants et actifs 3 ans encore de plus que s'ils n'avaient suivi aucun traitement ; si l'on estime d'autre part à 500 marcs (625 fr.) le gain moyen de cet individu, on voit que  $3 \times 625 \times 9.000 = 16.875.000$  francs auront été conservés, économisés pour la nation tout entière. En regard, il faut mettre les frais de traitement, soit 500 francs par personne, ou 6.250.000 francs, en y ajoutant pour 400 lits environ (occupés chacun par 3 malades successifs, en moyenne) l'intérêt du capital de premier établissement

(1) *Tuberkulose-Arbeiten aus dem G. A.*, 2 heft. (*Deutsche Heilstätten*, Dr Hamel), 1904.

soit 1.250.000 francs, ce qui porte les dépenses à 7.500.000 francs. Résultat, une économie de 9.375.000 francs ou 800 francs par tuberculeux, sans parler du réconfort moral et matériel apporté chaque année à des milliers de familles, sans parler aussi de l'éducation sanitaire qui se propage autour du sanatorium, sans parler enfin de la réduction du nombre des tuberculeux graves, agents de contamination, et par conséquent de la diminution progressive du nombre des contaminés qu'il faudra traiter à l'avenir !

Les Allemands, en effet, et il importe de le redire à la fois pour être justes et pour que leur exemple garde toute sa valeur, les Allemands se défendent de ne voir que le traitement, de se laisser hypnotiser par l'espoir de la « cure », de la guérison clinique ou même simplement économique du travailleur tuberculeux. Ils répondent aux critiques de certains hygiénistes français qu'ils font aussi de l'assistance, et surtout de l'isolement des contagieux, et toujours de l'éducation. Si brève que soit encore sa durée, le traitement constitue une assistance d'autant plus efficace qu'elle est plus précoce et que, au moment où elle est accordée, le travailleur n'oserait certainement pas abandonner spontanément son travail. De plus, bien que beaucoup de tuberculeux déjà contagieux, déjà en tuberculose ouverte, soient repoussés par les sanatoriums (du moins par ceux des caisses d'assurances), un grand nombre de dangereux y sont pourtant admis et sont isolés par là même de leurs familles et ateliers. Enfin, il suffit d'avoir pénétré dans les milieux ouvriers allemands pour constater que le traitement sanatorial fait dans une large mesure l'éducation hygiénique (du pensionnaire et de sa famille, de son milieu ; on commence à bien savoir comment la tuberculose est évitable et curable.

*Institutions diverses qui complètent ou remplacent le sanatorium.* — Ce serait toutefois encore insuffisant. Ce qui importe davantage peut-être, et vient compenser, aux yeux de l'observateur impartial, les grosses dépenses engagées par les caisses d'assurance et par d'autres institutions, c'est ce qu'il y a *autour* du sanatorium. Ces grands bâtiments coûteux, parfois ridiculement luxueux, sont des centres de ralliement, l'aboutissement ou le point de départ d'œuvres beaucoup plus modestes, n'ayant pas pignon sur rue, mais qui préparent ou maintiennent ou complètent l'action du sanatorium. L'opinion publique a d'abord été sollicitée d'intervenir, de donner de suite un grand effort, et les caisses d'assurance, nous l'avons vu, ont en quelque sorte cautionné ce mouvement en faisant à elles seules bien plus que la philanthropie

officielle ou privée; et osera-t-on affirmer qu'il ait été maladroit d'aller d'abord au plus coûteux, profitant de l'enthousiasme des premières années?

Aujourd'hui, depuis deux ou trois ans déjà, on achève les sanatoriums entrepris; je ne crois pas qu'on en projette d'autres. Mais voici à leur tour les caisses de maladie qui, sous l'impulsion, il faut le reconnaître, de médecins socialistes, transforment leurs méthodes et s'efforcent de dépister à temps les tuberculeux, les assistent par des cures d'air aux environs des villes, font l'éducation de leurs membres, procèdent à des enquêtes sur l'état de leurs logements, font entendre leur avis sur les questions d'hygiène publique.

Les caisses d'invalidité, de leur côté, améliorent leur système d'*assistance de la famille* pendant le séjour du tuberculeux au sanatorium, et les œuvres privées viennent les aider, telles ces institutions ou même ces petites mutualités libres, qui garantissent à la famille une maîtresse de maison lorsque la mère est retenue au loin par le traitement sanatorial ou par ses couches; telles aussi les œuvres de protection de l'*enfance*, qui s'efforcent d'enlever au foyer contaminé et d'envoyer au grand air les enfants encore indemnes ou de traiter à temps dans des sanatoriums d'enfants les petits déjà touchés.

Les caisses d'invalidité, en même temps, se préoccupent des lendemains du traitement sanatorial, dont elles déplorent la brièveté mais connaissent aussi la cherté.

Quelques-unes, comme Hanovre, organisent des secours de transition, des colonies agricoles où le tuberculeux achève son rétablissement. Et toutes, d'accord avec les institutions publiques et privées, s'efforcent de faciliter aux tuberculeux la reprise de la vie active, la recherche d'un emploi approprié et pourtant rémunérateur. Bien mieux, depuis quelques mois, sur toute la ligne, ministère en tête, on recommande la création de dispensaires du type Calmette, modifié suivant les circonstances : les Allemands n'auront pas de peine à associer dans chaque localité leurs œuvres d'assistance municipales et privées, à développer les services des sœurs de la Croix-Rouge (qui, n'ayant pas de champ de bataille à parcourir, se transforment en visiteuses et assistantes, en monitrices d'hygiène, aussi bien à la campagne que dans les villes), à modifier enfin l'organisation de leurs polycliniques. De la sorte, avant l'intervention du sanatorium, mais surtout après, le

tuberculeux sera, avec sa famille, enserré dans un réseau de protection et de surveillance bienfaisante; de même qu'on lui aura facilité l'arrêt du travail, on lui facilitera la reprise d'une vie laborieuse mais saine, en améliorant ses conditions d'habitation, en l'admettant dans les cures d'air installées près des villes, en s'occupant de sa famille, en la préservant au besoin de la contagion, le jour où le tuberculeux devient ou redevient dangereux.

Et ce jour-là, non seulement il y a bien des chances pour qu'il obtienne sans tarder sa petite pension, mais encore on s'efforcera de tous côtés de l'isoler, sans en faire pourtant un pestiféré. Gros problème, que l'Allemagne ne prétend pas avoir résolu d'avantage que la France! Quelques caisses d'invalidité essaient d'attirer les pensionnés tuberculeux, déjà contagieux, dans de petits asiles, tout familiaux, et les autorités, comme en France, étudient et établissent des hospices spéciaux. Mais cet internement ne sourit guère aux malades, et l'isolement dans la famille, avec assistance ou éloignement des membres les plus menacés, restera longtemps, sans doute, à la charge des nouveaux dispensaires.

*Le placement des capitaux d'assurance et les progrès de l'hygiène sociale en Allemagne.* — Enfin les caisses d'invalidité n'ont pas attendu les critiques adressées au système sanatorial ou de cure pour faire de l'hygiène sociale. Dès leurs débuts, *avant même qu'il fût question de sanatorium*, la plupart des caisses entraient dans la voie des *placements sociaux* : elles remettaient dans la circulation, au profit de l'ensemble des travailleurs assurés, une partie des sommes provenant des cotisations par eux versées. C'est ainsi qu'elles prêtent des capitaux aux sociétés d'habitation ouvrière, aux associations philanthropiques de toute nature, aux municipalités et départements arrêtés par le manque d'argent dans leurs travaux sanitaires. A l'heure qu'il est, la *totalité* des capitaux de la caisse dirigée par M. Gebhard est affectée à ces « placements sanitaires et sociaux ». Certaines caisses sont beaucoup plus timorées. En somme, à la fin de 1903, les caisses avaient déjà placé de la sorte plus de 1/3 de leurs capitaux, soit 457 millions de francs, dont 87 prêtés pour l'amélioration de la voirie et des transports ruraux, 147 prêtés pour la construction de maisons ouvrières<sup>(1)</sup>,

---

(1) Cf. *L'habitation ouvrière et les pouvoirs publics en Allemagne*, rapport de mission, par M. Edouard Fuster, publié dans le *Recueil de documents sur l'assurance et la pré-*

187 prêtés à des municipalités ou à des associations pour la construction d'hôpitaux, sanatoria, pour des travaux sanitaires et des institutions philanthropiques de toute nature; enfin 36 millions dépensés directement par celles des caisses qui ont cru pouvoir suivre l'exemple donné par M. Gebhard et construire, posséder en propre des sanatoria, maisons de convalescence, asiles d'invalides, incurables, etc... Cette dépense de quelques millions, ainsi que les 25 millions dépensés de 1897 à 1902 pour le traitement, ne jouent plus qu'un modeste rôle à côté des placements sociaux dont je viens de vous rappeler l'importance.

*Conclusion : la décroissance de la mortalité tuberculeuse.* — Ainsi, grâce à un emploi généreux (sinon financièrement inattaquable) des capitaux que le système de la capitalisation obligeait à drainer, grâce à une autonomie administrative et à des traditions d'indépendance entièrement favorables aux expériences de tout genre, grâce enfin au concours de toutes les autres institutions mutualistes ou publiques et des associations philanthropiques encouragées dans leurs efforts par l'espoir des subventions des grandes caisses, la tuberculose fait moins de ravages au foyer du travailleur allemand. On pourra discuter à l'infini sur l'influence des divers instruments de lutte. Le résultat global est clair : la courbe générale de la mortalité tuberculeuse en Allemagne baisse presque sans discontinuer. D'après la dernière statistique officielle du Dr Mayet, alors qu'il mourait, dans les villes prussiennes de plus de 15.000 habitants, pendant la période 1877-1886, 350 tuberculeux environ par an sur 100.000 habitants, cette proportion, de 1897 à 1901, tombait à 218,7.

En regard de ce dernier chiffre, placez le chiffre correspondant que nous signale pour la France la « Statistique sanitaire des villes de France » (de plus de 10.000 habitants) : 349,8 ! Que ne puis-je aussi vous montrer le désolant graphique exposé à la dernière conférence de l'Association internationale contre la tuberculose (Copenhague, mai 1904) ! Des colonnes se succédaient, en escalier : la première, la plus haute, figurait 400 morts environ par 100.000 habitants; on lisait au-dessous *Paris*; puis venaient, de moins en moins frappées, les autres grandes villes du monde, parmi lesquelles, bien loin de Paris, les villes allemandes... Comment les hygié-

nistes résisteraient-ils à la tentation de glorifier l'un au moins des facteurs de ces progrès, l'assurance ouvrière! Comment nous refuserions-nous à considérer comme un exemple la contribution apportée par les institutions d'assurance allemande à l'assainissement de la nation<sup>(1)</sup>?

---

(1) Cf. *Bulletin du Comité permanent*, 1903, p. 128, la reproduction d'un article du Dr Calmette sur les sociétés de secours mutuels françaises et la lutte contre la tuberculose.

## BIBLIOGRAPHIE

---

**Précis des accidents du travail** (médecine légale. — Jurisprudence),  
par GUSTAVE OLLIVE, professeur à l'école de médecine de Nantes et  
HENRI LE MEIGNEN, chef des travaux physiologiques à l'école de  
médecine de Nantes. De Rudeval, 4, rue Antoine-Dubois, Paris, édi-  
teur.

Sous ce titre MM. les docteurs Ollive et Le Meignen publient un travail éminemment utile à tous ceux qui, de près ou de loin, touchent à la loi du 9 avril 1898, concernant les accidents du travail.

Leur précis très clair quoique concis montre par son sous-titre : Jurisprudence, médecine légale, dans quel esprit il a été conçu.

L'ouvrage est divisé en trois parties :

Dans la *première* sont étudiés les faits visés par la loi, la définition de l'accident de travail, sa distinction avec la maladie professionnelle et comprend aussi l'étude des affections d'interprétation difficile telles que hernie, orchite par effort, lumbago, etc... qui donnent si souvent lieu à discussion.

La *deuxième partie* est consacrée à la partie médicale, elle traite des suites de l'accident, des maladies post-traumatiques, des maladies infectieuses, de la nutrition et des divers organes. Dans cette partie sont examinés les intérêts professionnels du médecin (droit du blessé aux soins médicaux, médecine des accidents et honoraires médicaux).

Enfin dans la *troisième partie* sont successivement étudiées la consolidation de la blessure, l'expertise médico-légale, la simulation, les incapacités permanentes et leur évaluation dans la diminution, l'*aptitude professionnelle* de l'ouvrier.

En outre MM. les docteurs Ollive et Le Meignen n'ont pas craint de signaler les lacunes qu'à leur avis présente la loi d'avril 1898 et à indiquer les modifications dont elle devrait être l'objet dans l'intérêt de tous.

Par les dispositions générales qui viennent d'être indiquées, le livre de MM. les docteurs Ollive et Le Meignen s'adresse donc aux



magistrats, aux avocats, aux médecins, ainsi qu'aux compagnies d'assurances et aux grosses entreprises industrielles et de transports n'ayant pas recours à l'assurance. C'est ainsi du reste qu'il a obtenu le haut et flatteur patronage de M. le professeur Brouardel, membre de l'Académie de médecine, de M. le président Benoît, de la Cour d'appel de Paris, et de M. Constant, secrétaire de la Société de médecine légale de France.

---

# TRAVAUX

## DE LA

# SECTION FRANCAISE

---

### I

## L'extension de la loi du 9 avril 1898 sur la responsabilité des accidents du travail aux entreprises commerciales.

La section française du Congrès international des accidents du travail et des assurances sociales a constitué dans son sein une Commission (1) chargée d'étudier le problème de l'extension au commerce de la loi de 1898. Celle-ci dans un certain nombre de séances a procédé à l'examen qui lui était confié, et ce sont les idées générales qui ont été soulevées au cours de cet examen qu'il y a lieu d'analyser sommairement. Le résultat des travaux de la Commission a permis, en effet, de mettre en relief, dès maintenant, quelques observations importantes qu'il est utile de faire connaître.

### *Etat des travaux parlementaires.*

M. Mirman avait déposé le 10 juin 1902 sur (2) le bureau de la Chambre des députés une proposition de loi ayant pour objet d'étendre à toutes les exploitations commerciales les dispositions de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail. Cette proposition fut, à la suite d'un rapport sommaire de M. Dubuisson (3), renvoyée à l'examen de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales où elle a fait l'objet d'un rapport de M. Mirman (4) déposé le 2 juillet 1903 et d'un rapport supplémentaire (5) du même député déposé le 22 mars 1904. La Chambre des députés dans ses séances des 2 juin, 7 et 9 juin (6) derniers a abordé la discussion de la proposition de loi Mirman et l'a adoptée.

(1) Voir la composition de cette commission dans le *Bulletin*, 1904, p. 333.

(2) Doc. parlementaires, 8<sup>e</sup> législature n° 9. Voir *Bulletin* 1901, p. 463.

(3) — — — n° 160.

(4) — — — n° 1136.

(5) — — — n° 1625. Voir *Bulletin* 1904, p. 225.

(6) Voir *Journaux officiels* des 3, 8 et 10 juin 1904.

*Motifs invoqués par l'auteur de la proposition de loi en faveur de l'extension.*

Les motifs mis en avant pour justifier l'extension étaient tirés de l'équité : on exposait en effet, que de deux conducteurs de voitures tués ou blessés au cours de leur travail, il n'était pas juste de voir celui qui était au service d'un industriel bénéficier d'une pension, tandis que celui qui était au service d'un commerçant ne pouvait invoquer les dispositions de la loi de 1898. D'autres exemples analogues étaient cités. On ajoutait, de plus, que dans l'esprit du législateur de 1898 l'extension au commerce était considérée comme nécessaire et devant se produire dans un délai plus ou moins rapproché, et si cette extension était demandée en faveur de la totalité des exploitations commerciales, c'était à cause de l'impossibilité d'établir une ligne de démarcation entre les professions à assujettir et les autres.

D'autre part, on ne se contentait pas d'étendre la loi sur la responsabilité des accidents du travail et on l'interprétait afin de mettre fin à un désaccord entre la Cour de cassation et le Conseil d'État, la Cour de cassation statuant souverainement sur la question de savoir si dans tels ou tels cas les patrons encouraient les responsabilités édictées vis-à-vis des ouvriers victimes d'accidents, et le Conseil d'État, décidant en dernier ressort si les patrons devaient être assujettis ou non à la taxe de garantie établie en vue de parer à l'insolvabilité des employeurs. Il était arrivé que le Conseil d'État avait astreint au paiement de cette taxe des industriels que la Cour de cassation avait exonérés des charges de la loi de 1898, et en sens inverse, il avait déchargé de la taxe de garantie d'autres industriels que la juridiction civile assujettissait à la loi de 1898.

M. Mirman s'en tenait, dans sa proposition, à l'extension au commerce seul; mais il indiquait comme devant se réaliser ultérieurement l'extension aux victimes d'accidents agricoles, aux marins, aux salariés de l'État, et enfin à tous les travailleurs sans exception.

*Économie de la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés.*

Cette proposition contient quatre articles ainsi conçus :

ARTICLE PREMIER.

La loi du 9 avril 1898 est applicable aux industries de l'alimentation et aux ateliers comme à toutes les exploitations industrielles ainsi qu'aux chantiers de manutention ou de dépôt. Elle sera étendue trois mois après la promulgation du décret prévu à l'art. 3 ci-après à toutes les entreprises soumises à la patente

qui emploient des salariés à la seule exception des professions agricoles autres que celles relatives aux coupes et exploitations de forêts.

Les coupes et exploitations de forêts sont assimilées aux chantiers de manutention.

Les professions agricoles restent régies par la loi du 30 juin 1899.

Il n'est rien innové à la loi du 21 avril 1898 pour les accidents survenus aux marins.

#### ART. 2.

A partir de la promulgation du décret prévu à l'art. 3, et pendant les trois mois qui suivront, les contrats d'assurances contre les accidents souscrits antérieurement à cette promulgation et concernant les entreprises visées par la présente loi et ne garantissant pas le risque de la loi du 9 avril 1898 pourront être dénoncés par l'assureur ou par l'assuré.

Les contrats mixtes par lesquels l'assureur s'engage d'une part à garantir l'assuré contre les risques de la loi de 1898, si celle-ci est déclarée applicable et dans le cas contraire à le couvrir des risques de la responsabilité civile pourront être dénoncés dans le même délai et les mêmes formes. La dénonciation de l'assuré restera toutefois sans effet, si dans la huitaine de cette dénonciation l'assureur lui remet un avenant garantissant sans aucune augmentation de prime tous les risques définis par la loi du 9 avril 1898 et la présente loi.

A l'expiration du délai de trois mois susvisé, le silence des deux parties aura pour effet sans autre formalité de substituer dans les conditions du contrat au risque déterminé par la loi du 9 avril 1898, le risque défini par la présente loi.

Le contrat mixte ne pourra être résilié si, par une clause spéciale dudit contrat, l'assureur s'est engagé à garantir l'assuré contre les risques de la loi de 1898, même au cas où le régime de celle-ci serait étendu à l'assuré par une loi postérieure au contrat. La dénonciation s'effectuera, soit au moyen d'une déclaration au siège social ou chez l'agent local, dont il sera donné un récépissé, soit par acte extrajudiciaire soit par lettre recommandée. Le contrat se trouvera ainsi intégralement résilié le dixième jour à minuit à compter du jour de la déclaration, de la signification de l'acte extrajudiciaire ou du dépôt à la poste de la lettre recommandée.

Les primes restant à payer ne seront acquises à l'assureur qu'en proportion de la période d'assurance réalisée jusqu'au jour de la résiliation. Les primes payées d'avance pour assurances à forfait ne lui resteront acquises, et seulement jusqu'à concurrence de six mois de risque au maximum à compter du jour de la résiliation, que si le contrat n'a pas été dénoncé par lui ; le surplus sera restitué à l'assuré.

#### ART. 3.

Pour la constitution du fonds spécial de garantie prévu à l'art. 25 de la loi du 9 avril 1898, il sera perçu à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi un centime et demi en addition au principal de la contribution des patentes pour les entreprises visées au deuxième alinéa de l'art. 1<sup>er</sup> ci-dessus. La liste des entreprises soumises à l'application tant de la loi du 9 avril 1898 que de la présente loi sera arrêtée dans les trois mois de la promulgation de la présente loi par décret rendu sur la proposition des ministres du Commerce et des Finances, après avis du comité consultatif d'assurances contre les accidents du travail.

Cette liste sera soumise tous les cinq ans à la sanction législative. Des décrets rendus dans la même forme pourront modifier le taux de la taxe additionnelle prévue au présent article dans les limites du maximum prévu à l'art. 25 de la loi du 9 avril 1898 ou fixé par la loi de finances; ils devront être publiés au *Journal officiel* au moins trois mois avant l'ouverture de l'exercice à partir duquel la modification deviendrait applicable. Les exploitations régies par les lois du 9 avril 1898 et du 30 juin 1899 et par la présente loi qui ne sont pas soumises à la contribution des patentes contribueront au fonds de garantie par voie de centimes additionnels à la contribution personnelle et mobilière dont le chiffre sera fixé par la loi de finances.

#### ART. 4.

Un règlement d'administration publique déterminera les conditions dans lesquelles la présente loi pourra être appliquée à l'Algérie et aux colonies.

#### *Travail de la Commission.*

La Commission a constaté que l'art. 1<sup>er</sup> de la proposition de loi répondait à trois ordres d'idées :

- 1<sup>o</sup> Il précisait le sens de la loi de 1898 et la complétait;
- 2<sup>o</sup> Il étendait au commerce le bénéfice de cette loi;
- 3<sup>o</sup> Il indiquait les réserves à faire, réserves s'appliquant aux professions libérales, agricoles et aux marins.

Sur le premier point, la loi de 1898 était complétée puisqu'on déclarait explicitement assujettir aux charges de cette loi : 1<sup>o</sup> les ateliers; 2<sup>o</sup> tous les chantiers de manutention ou de dépôt; 3<sup>o</sup> les industries de l'alimentation.

#### PRINCIPE DE L'EXTENSION AU COMMERCE

Il a été dit que le principe même de l'extension a été admis et adopté par tous les intéressés. C'est une formule un peu absolue, car si, d'une part, des commerçants mus par un sentiment de générosité auquel on ne peut que rendre hommage se sont volontairement et d'eux-mêmes soumis en fait aux obligations de la loi de 1898 qui, en droit, ne les visait nullement, si d'autre part des groupements fort importants, il faut le reconnaître, ont adhéré au principe même de l'extension, d'autres non moins importants parmi lesquels il faut citer les *Chambres de commerce* ne paraissent pas avoir été consultés, ou n'ont pas encore donné leur avis à ce sujet. Il est permis néanmoins, de croire qu'ils ne sont pas hostiles à l'extension de la loi de 1898; mais il y aurait un intérêt de premier ordre à connaître les observations que l'analyse de la proposition de loi leur a suggérées.

Le principe de l'extension étant admis, quelles seront les entreprises commerciales assujetties? Le texte adopté répond : toutes celles sou-

mises à la patente et employant des ouvriers salariés. A cet égard, des observations de la plus haute importance ont été formulées devant la Commission. On a fait remarquer qu'avec ce système on donnait le dernier mot à la juridiction administrative puisque la décision du Conseil d'État sur la question fiscale soumettant telle ou telle profession à la patente s'imposait à la juridiction civile saisie d'une action en responsabilité. Il est facile immédiatement de se rendre compte de la gravité d'une pareille disposition tout à fait anormale dans notre législation.

En ce qui concerne l'extension au commerce, il y avait, en définitive, trois solutions possibles, la première consistait à dire que la loi sera étendue à tous les employés occupés dans le commerce, la seconde se bornant à renvoyer à un règlement d'administration publique le soin de déterminer les assujettis, la troisième enfin fort simple consistant dans l'annexion à la nouvelle loi d'un tableau indiquant les assujettis, et préparé par le Comité consultatif des assurances sociales.

Cette dernière solution a réalisé les préférences de la majorité de la Commission qui a adopté la rédaction suivante pour l'article 1<sup>er</sup> de la proposition de loi :

#### ARTICLE PREMIER.

La loi du 9 avril 1898 est applicable aux industries de l'alimentation et aux ateliers comme à toutes les exploitations industrielles ainsi qu'aux chantiers de manutention et de dépôt. Elle sera étendue aux employés et ouvriers occupés dans les entreprises commerciales énumérées dans un tableau annexé à la présente loi, à la seule exception des professions libérales ou des professions agricoles. Ces dernières restent régies par la loi du 30 juin 1899. Il n'est rien innové à la loi du 21 avril 1898 pour les accidents survenus aux marins.

L'art. 2 tel qu'il a été adopté par la Commission ne diffère de l'art. 2 voté par la Chambre des députés, qu'en ce qu'il a été tenu compte pour la rédaction de cet article des observations présentées par la réunion des assureurs contre les accidents du travail.

Cet article prévoit dans son alinéa premier la dénonciation des contrats d'assurances souscrits antérieurement à la promulgation du décret donnant la liste des entreprises nouvelles assujetties et prévu à l'art. 3 de la proposition de loi, pourvu que ces contrats ne garantissent pas les risques de la loi du 9 avril 1898.

A l'égard des contrats mixtes par lesquels l'assureur s'engage d'une part à garantir l'assuré contre les risques de la loi de 1898 si celle-ci est déclarée applicable et dans le cas contraire à le couvrir des risques de la responsabilité civile, la proposition primitive en imposait la résiliation aux assureurs. Ceci a disparu et la dénonciation faite par l'assuré reste sans effet si l'assureur lui remet un avenant garantissant sans surprime les risques de la loi du 9 avril 1898.

## QUESTION DE LA CONTRIBUTION AU FONDS DE GARANTIE.

Actuellement, les industriels contribuent à l'alimentation du fonds de garantie sous la forme de 4 centimes additionnels aux patentes et pour les concessionnaires de mines, la redevance est fixée à 0 fr. 05 par hectare. Les agriculteurs visés par la loi de 1899 ne contribuent en rien à l'alimentation du fonds de garantie. Dans le système de la proposition de M. Mirman, on maintient le taux de 4 centimes et l'on propose celui de 1 centime et demi pour le commerce. La contribution actuelle donne une somme de 1.500.000 francs. En y ajoutant le centime et demi proposé, on obtiendrait 600.000 francs, ce qui aboutit à un chiffre total de 2.100.000 francs. Pour obtenir cette somme on peut recourir à trois systèmes :

I. — Le premier est celui des centimes additionnels.

Il se subdivise en trois sous-systèmes :

- a) L'un consistant à laisser subsister la taxe des 4 centimes pour l'industrie et à établir une taxe de 1 centime et demi pour le commerce ;
- b) Le second admettant un chiffre de centimes uniforme pour tous ;
- c) Le troisième créant des groupements professionnels avec une taxe déterminée pour chaque groupement d'après le coefficient des risques.

II. — Le second système proposé par M. Baumont peut se résumer ainsi : le fonds de garantie ne court de risques qu'au moment où l'assujetti éprouve un sinistre grave et en bonne justice c'est le débiteur d'une rente seul qui devrait être appelé à alimenter ce fonds. Si les industriels n'ont pas protesté contre le procédé des centimes additionnels qu'on leur a appliqué, cela tient aux sommes minimales qu'ils payent ainsi, mais cela n'est pas suffisant pour justifier le système. De plus, il est mauvais qu'une caisse d'assurance soit alimentée par un impôt, elle devrait l'être uniquement par les cotisations des patrons devenus débiteurs d'une rente. On objecte que ce sera là une charge lourde pour ces derniers ; mais ce n'est pas une raison décisive d'autant plus que la loi sur les accidents du travail devant s'étendre à tous les salariés la question du fonds de garantie, qui, en définitive, n'est qu'un expédient doit être résolue une fois pour toutes.

En établissant une taxe de 3 0/0 sur le capital constitutif des rentes qu'on peut évaluer à 40.000.000 francs, on obtient une somme de 1.200.000 francs, qui serait suffisante pour alimenter le fonds de garantie. On sait qu'il est très facile de calculer le capital constitutif d'une rente puisqu'on connaît l'âge du rentier et le montant de la rente allouée par décision judiciaire. On pourrait confier aux employés de l'enregistrement le soin de faire les calculs et de poursuivre le recouvrement de la taxe.

Ce système a été défendu au Parlement par M. Félix Martin qui lui reconnaît trois avantages principaux :

1° Il ne fait pas intervenir le budget de l'État et ne crée pas de précédent fâcheux ;

2° Il est proportionnel aux coefficients de risques de chaque industrie et par suite parfaitement juste ;

3° Il expose moins que le système des quatre centimes à des majorations possibles.

Quant à l'objection tirée de ce qu'il y aurait de dur pour l'industriel à être astreint au paiement de la cotisation de garantie au moment où il vient d'être éprouvé par un accident, elle ne porte pas. En effet, si l'assujetti est assuré, la majoration sera payée par l'assureur qui en sera couvert par une surprime légère.

Il en sera de même du grand industriel qui s'assure lui-même : il aura compris la cotisation de garantie dans le montant de ses réserves. A l'égard du petit patron imprévoyant, on lui fera payer en une fois ce qu'on lui demanderait en plusieurs fois sous la forme de centimes additionnels.

III. — Le dernier système est un système mixte et transactionnel qui repose sur une distinction à faire entre les assurés et les non assurés. Les premiers présentent dans une certaine mesure une garantie de solvabilité que les autres ne fournissent pas, et, par suite, il convient de ne pas les faire contribuer exactement de la même manière à l'alimentation du fonds de garantie.

Actuellement et à l'égard des industriels, ces derniers sont assurés dans 65 0/0 des cas, ils sont leurs propres assureurs et leur solvabilité est notoire dans 25 0/0 des cas, et il n'y a que 10 0/0 de la totalité des assujettis qui ne soient pas assurés.

Par suite les assurés qui représentent 65 0/0 des assujettis et versent 3 milliards de salaires et dont l'insolvabilité est sinon nulle du moins très faible ne doivent rien au fonds de garantie. On pourrait seulement exiger de leurs assureurs de contribuer à l'alimentation du fonds de garantie dans une très faible mesure. Quant aux non assurés, ils seraient les grands pourvoyeurs de ce fonds et on les taxerait d'une imposition correspondant au capital représentatif des rentes dues, comme dans le système de M. Beaumont. Ce serait là une charge lourde évidemment ; mais il ne tiendrait qu'à eux de s'y soustraire en s'assurant.

#### *Résumé.*

En résumé, les travaux de la Commission de la section française du Congrès international des accidents du travail et des assurances sociales font ressortir :

1° Que les intéressés n'ont pas été consultés d'une manière suffisante



tant sur le principe même de l'extension au commerce de la loi de 1898 que sur les conditions mêmes de cette application ; que s'il est permis dès à présent de dire que le principe est admis d'une manière générale et ne semble pas devoir être discuté, il est certain que sur les détails d'application de la loi un grand nombre d'observations importantes auraient pu être fort utilement présentées ;

2° Que le système des centimes additionnels n'est pas le seul auquel on puisse avoir recours pour l'alimentation du fonds de garantie, et qu'il y en a d'autres qui sollicitent vivement l'attention du législateur ; qu'au surplus, ce système des centimes additionnels à la contribution des patentes qui ne repose ni sur des données suffisamment établies ni sur des statistiques d'un caractère incontesté semble devoir être écarté ; qu'il a, en effet le grand désavantage de généraliser la solution transactionnelle consacrée par l'art. 25 de la loi du 9 avril 1898 et qui, d'après les expressions mêmes du rapporteur M. Mirman n'avait d'autre caractère que celui « d'un expédient empirique » ne reposant sur aucune base scientifique sûre ; que, de plus, les inconvénients de ce système sont plus sensibles encore dans son application au commerce que dans son application à l'industrie ; qu'il y aurait, notamment, une singulière anomalie à soumettre à une contribution relativement élevée des établissements tels que de grandes maisons de banque qui acquittent des droits de patente considérables et qui n'offrent que de très faibles risques ; qu'enfin, en dehors même des dispositions spéciales aux entreprises commerciales on imposerait aux exploitations régies par la loi du 30 juin 1899 et non soumises à la contribution des patentes l'obligation de contribuer au fonds de garantie par voie de centimes additionnels à la taxe personnelle-mobilière, dont le taux serait déterminé par la loi de finances sans fixation aucune de maximum et que ce régime, d'après les termes mêmes du rapport, devrait être étendu à tous les assujettis de l'avenir ; qu'il y a là une disposition d'une exceptionnelle gravité par sa portée ;

3° Qu'il est dangereux de faire dépendre une question de responsabilité civile d'une question fiscale, en subordonnant ainsi la juridiction civile à la juridiction administrative, et qu'il serait plus expédient de ne pas faire de la patente le critérium de l'assujettissement à la nouvelle loi.

Telles sont les principales observations auxquelles les travaux de la Commission ont donné lieu. Il était utile de les rappeler sommairement, et de mettre à même tous ceux qui s'intéressent à la question posée devant le Parlement de comparer le texte déjà adopté par la Chambre des députés avec celui de la Commission.

Maurice HAMLIN,

*Secrétaire de la Commission.*

## II

## Résumé et commentaire des travaux de la commission chargée d'étudier le projet de loi portant modification sur certains points à la loi du 9 avril 1898 <sup>(1)</sup>.

La section française du Congrès international des accidents du travail et des assurances sociales a constitué dans son sein une commission ayant pour objet l'étude du projet de loi encore pendant devant le Sénat, qui modifie sur certains points la loi de 1898.

Nous allons chercher à présenter ici le résumé et le commentaire des travaux de cette commission qui ont porté sur des questions à la fois urgentes, puisqu'elles sont actuellement soumises aux Chambres, et, graves, car leur solution, quelle qu'elle soit, ne peut manquer d'avoir des conséquences considérables, tant au point de vue des intérêts particuliers en cause, qu'à celui de l'avenir économique du pays tout entier.

Le court délai dont disposait la commission, le Sénat paraissant au mois de juillet dernier devoir statuer très rapidement, et avant même l'ouverture des vacances, ne lui a pas permis de prendre une à une les modifications proposées et d'émettre un avis sur chacune d'elles. Elle a dû se borner à détacher de leur ensemble celles qui lui paraissaient de nature à soulever les discussions les plus délicates et limiter à elles son étude.

Les questions examinées par elle jusqu'ici peuvent se ramener à quatre groupes distincts :

- 1<sup>er</sup> groupe. — Questions se rattachant à un but humanitaire.
- 2<sup>e</sup> groupe. — Questions ayant trait aux conditions d'application pratique de la loi.
- 3<sup>e</sup> groupe. — Questions tendant à préciser et à rendre plus équitables ses dispositions.
- 4<sup>e</sup> groupe. — Questions ayant pour but de maintenir, dans une limite supportable par l'industrie, les charges que cette loi lui impose.

Nous allons successivement les passer en revue :

### 1<sup>er</sup> groupe. — QUESTIONS SE RATTACHANT A UN BUT HUMANITAIRE.

*§ a : Maintien de la disposition actuellement en vigueur qui accorde la rente aux enfants qu'ils soient ou non à la charge des victimes.*

Sous l'empire de la loi de 1898, qui nous régit, les enfants des victimes d'accidents du travail, qu'ils soient ou non à leur charge, ont droit à la rente jusqu'à l'âge de seize ans.

---

(1) Voir la composition de cette commission dans le *Bulletin*, 1904, p. 332.

Au contraire de la Chambre des députés, qui n'avait cru devoir apporter à ce texte aucune modification, la commission du Sénat estima qu'il n'y avait lieu d'accorder cette rente aux enfants qu'à la condition qu'ils fussent à la charge de la victime.

Cette rigueur a paru, à la fois, inutile, peu humanitaire, et même dangereuse, à la commission de la section française. Inutile, car il arrivera bien rarement que des enfants âgés de moins de seize ans ne soient pas totalement ou pour la plus grande part à la charge de leurs parents; peu humanitaire car, en supposant que l'hypothèse se présente, peut-on affirmer que l'enfant qui se suffit à lui-même au moment de l'accident, ne se trouvera pas, avant d'avoir atteint l'âge où cessera pour lui tout droit à la rente, dans l'obligation d'avoir recours à eux pour assurer son existence; dangereuse, enfin, car que de procès en perspective! et qu'il sera difficile d'apprécier si l'enfant est ou non à la charge de ses parents et dans quelle proportion il l'est!

Pour ce triple motif la commission d'études, maintenant d'ailleurs le principe que les ascendants et descendants (autres que les enfants) ne peuvent profiter de la rente qu'à la condition d'être à la charge de la victime au moment de l'accident, s'est émue des conséquences de la modification proposée, et M. le sénateur Legrand ayant présenté un amendement tendant au maintien des dispositions en vigueur, elle a cru devoir l'appuyer auprès de la commission sénatoriale.

Celle-ci s'est depuis ralliée elle-même à cette façon de voir, et le Sénat sur sa proposition a maintenu le texte actuel.

*§ b : Extension au président siégeant en conciliation de la faculté d'accorder une provision aux victimes ou à leurs ayants droit.*

Lorsque l'accident a pour conséquence d'entraîner l'allocation d'autres indemnités que l'indemnité temporaire, celle-ci continue à être payée seule à l'ouvrier soit, en cas d'accord entre les parties intéressées, jusqu'au jour où le président, donnant acte de cet accord, fixe le chiffre de la rente soit, s'il n'y a pas accord, jusqu'à celui de la décision définitive, ou provisoire mais exécutoire nonobstant appel, du tribunal condamnant le chef d'entreprise à payer une provision à l'accidenté.

On voit que, dans ce système, l'ouvrier, lorsqu'un accord n'intervient pas en conciliation, peut attendre, pendant un délai assez long, qu'une provision lui soit accordée, et doit se contenter, jusque-là, de l'indemnité temporaire. Nous entendons bien que lorsque la rente aura été accordée, le nouveau projet le dit expressément, ses arrérages courront « du jour du décès, ou de la consolidation de la blessure sans se cumuler » d'ailleurs « avec l'indemnité journalière ou la provision » (§ 5, art. 16), mais, malgré la première de ces deux dispositions il ne reste pas moins vrai, que, jusqu'au jour où l'ayant droit pourra exiger le

payement de l'arriéré, il n'aura pu toucher que l'indemnité journalière. Par suite, il arrive, dans la pratique, que, lors de la tentative de conciliation, la victime de l'accident est tentée d'accepter une rente moindre pour la toucher de suite.

La commission du Sénat comprit le danger de cette situation et pensa y remédier en insérant dans l'art. 16 le § 4 suivant : « Au cours de l'instance, le président du tribunal, statuant comme en matière de référé, mais sans appel, peut substituer à l'indemnité journalière une provision inférieure au demi-salaire. »

Notre commission a estimé qu'on pouvait aller plus loin, et que ce pouvoir pourrait être aussi accordé, très utilement, au président siégeant à l'audience de conciliation.

Déjà, en matière de divorce, le président fixe provisoirement, à l'audience de conciliation, la provision qu'il convient d'allouer à la femme, en même temps qu'il statue sur la garde des enfants. Pourquoi lui refuserait-on un semblable pouvoir en matière d'accidents du travail, alors qu'il a devant lui les deux parties qui s'expliquent librement, et sous les yeux l'enquête du juge de paix et les certificats des médecins, c'est-à-dire tous les éléments utiles d'appréciation?

La commission d'études a eu la légitime satisfaction de voir la commission du Sénat et le Sénat lui-même partager son sentiment sur ce point et le sanctionner par le texte suivant :

« En ce cas (s'il y a désaccord), le président, par son ordonnance de renvoi et sans appel, peut substituer à l'indemnité journalière une provision inférieure au demi-salaire ou, dans la même limite, allouer une provision aux ayants droit. Ces provisions peuvent être allouées ou modifiées en cours d'instance par voie de référé sans appel..... ».

## 2<sup>e</sup> groupe. — QUESTIONS AYANT TRAIT AUX CONDITIONS D'APPLICATION PRATIQUE DE LA LOI.

§ a : *Lieu à fixer pour le payement des rentes; les rendre payables dans le canton du titulaire.*

La loi de 1898 désigne bien le lieu où sera payée l'indemnité journalière, mais elle ne donne aucune indication en ce qui concerne les rentes.

La Chambre voulant combler cette lacune adopta la formule suivante : « les rentes constituées en vertu de la présente loi sont payables dans le canton de la résidence du titulaire..... ». Cette disposition a paru fort juste à notre commission et vu son importance pratique, elle a cru devoir demander à la commission du Sénat de la maintenir et d'abandonner le nouveau texte proposé par elle (3<sup>e</sup> rapport supplémentaire de M. Chovet), rendant la rente payable, non plus dans le canton de la résidence du titulaire, mais à la résidence même de ce titulaire, ou au

chef-lieu de canton de cette résidence. Le Sénat a maintenu le texte de sa commission.

*§ b : Nécessité d'insérer dans la loi une disposition formelle spécifiant qu'aucun paiement ne pourra être exigé à l'étranger.*

L'attention de la commission a été appelée sur les difficultés également pratiques que ferait naître le paiement à l'étranger soit de l'indemnité journalière soit des rentes qui pourraient être dues par exemple ;

1° A l'ouvrier étranger qui, atteint d'incapacité temporaire, retournerait à l'étranger après l'accident ;

2° A l'ouvrier français qui, ayant droit à une rente, irait s'établir à l'étranger.

3° Aux représentants étrangers dont le droit à la rente serait garanti par un traité.

Etc., etc.

La commission a estimé, étant donnée l'impossibilité d'un contrôle et d'une vérification efficaces à l'étranger, qu'il y aurait lieu de spécifier, dans une disposition spéciale, que l'indemnité ou la rente seraient toujours payables en France.

Convaincue que le silence de la loi sur ce point pourrait servir de prétexte à des controverses, elle propose d'ajouter à l'art. 3 un dernier paragraphe conçu dans les termes suivants :

« En aucun cas le paiement des frais médicaux, indemnités ou rentes ne pourra être exigé ailleurs qu'en France, dans les lieux de paiement indiqués au paragraphe précédent. »

La commission du Sénat n'a donné aucune suite à cette proposition.

### 3<sup>e</sup> groupe. — QUESTIONS TENDANT A PRÉCISER ET A RENDRE PLUS ÉQUITABLES LES DISPOSITIONS DE LA LOI.

*§ a : Prendre pour base du salaire servant à déterminer l'indemnité journalière le vingt-huitième du salaire de la dernière quinzaine.*

Mise en présence du § 4 de l'art. 3 de la loi (3<sup>e</sup> rapport supplémentaire de M. Chovet) qui dit que, pour le cas d'incapacité temporaire, « l'indemnité journalière sera égale à la moitié du salaire touché au moment de l'accident », la commission a estimé que le salaire destiné à servir de base à cette indemnité, doit être défini d'une façon absolument précise et elle a craint que les mots « touché au moment de l'accident » ne satisfassent pas à cette condition. — Il arrive, en effet dans certaines industries, que les ouvriers chôment régulièrement de temps à autre mais, par contre, touchent, lorsqu'ils travaillent, des salaires très élevés. Est-ce en se basant sur ce salaire très élevé touché au moment de l'accident que le juge devra fixer l'indemnité journalière ? Le texte de la commission du Sénat le laisserait supposer.

Notre commission a pensé que toute hésitation serait supprimée en remplaçant les mots « touché au moment de l'accident » par ceux-ci « égal au 1/28<sup>e</sup> du salaire de la dernière quinzaine ».

Le Sénat n'a pas été influencé par la difficulté soulevée, il semble toutefois opportun qu'elle soit résolue dans le texte qui sera définitivement adopté.

Nous devons ajouter que, tout en proposant de prendre pour base le 1/28<sup>e</sup> du salaire de la dernière quinzaine, la commission a envisagé la disposition qui porterait le taux de cette base au 1/24<sup>e</sup> et ne s'est pas montrée irréductiblement opposée à cette élévation.

*§ b : N'accorder d'indemnité aux représentants étrangers d'un ouvrier étranger s'ils ne résidaient pas sur le territoire français au moment de l'accident, que si des avantages équivalents ont été garantis à nos nationaux, par traité, par leur pays d'origine.*

L'attention de la commission fut attirée sur ce point par un amendement de M. le sénateur Legrand qui se contentait, pour accorder ce bénéfice à ces intéressés, d'avantages équivalents accordés par la « propre législation » de la victime.

C'était là, la commission l'a du moins pensé, une garantie bien imprécise et elle a tenu à insister pour que le texte de la commission du Sénat exigeant qu'il y eût un traité fût maintenu, comme il l'a été, d'ailleurs, par le premier vote du Sénat.

*§ c : Définir ce qu'il faut entendre par le salaire touché après l'accident.*

Lorsque l'accident a causé à la victime une incapacité partielle et permanente, le § 3 de l'art. 3 décide qu'elle aura droit à une rente égale à la moitié de la réduction que l'accident aura fait subir au salaire.

Comment faut-il entendre cette disposition?

La jurisprudence est très variable. Tantôt elle se base, pour fixer le taux de la rente, sur la perte de substance de la victime, tantôt sur la dépréciation physiologique qui peut l'atteindre, dans un avenir plus ou moins éloigné, tantôt sur la réduction esthétique, tantôt enfin sur la réduction professionnelle.

Notre commission a cru opportun de signaler cette situation. Il importe en effet d'être fixé, sur le point de savoir comment apprécier le salaire que peut gagner l'ouvrier après l'accident. A la suite d'une discussion approfondie, au cours de laquelle elle a pu examiner de nombreux cas où les victimes, de par la jurisprudence qui leur était appliquée, se trouvaient gagner sensiblement plus après l'accident qu'avant, en cumulant leur nouveau salaire et la rente qui leur avait été allouée, la commission a pensé qu'il y aurait intérêt à déterminer dans une disposition spéciale inscrite en fin de l'art. 10, et conçue en ces termes, ce qu'il faut entendre par « salaire après l'accident » : « Le salaire après l'accident s'entend du salaire réel et normal que peut encore gagner l'ouvrier, et à

défaut d'indications concluantes, du salaire moyen rationnel correspondant à son nouvel état. Cette disposition est également applicable à la détermination du nouveau salaire en cas de demande en révision ».

Cette question qui n'était pas posée devant les Chambres n'a pas encore été examinée par elles.

*§ d : Ne pas limiter le droit de demander la révision aux cas d'aggravation ou d'atténuation de l'infirmité ou de décès de la victime par suite des conséquences de l'accident.*

L'expérience a montré, par de nombreux exemples, que l'infirmité dont souffre le malade restant la même, il arrive que cependant son état général s'améliore à un tel point, ou son état physique subisse une telle accoutumance, que la gravité des conséquences de l'accident au point de vue de son salaire, se trouve considérablement diminuée comme il se produit parfois que, bien qu'aucun changement ne soit appréciable dans l'infirmité, l'état général du blessé s'aggrave au point de lui interdire tout travail. La commission a pensé que la disposition de l'art. 19, établie sans aucun doute pour éviter la multiplicité des demandes en révision, était trop limitée et qu'il y aurait lieu de l'étendre quant aux causes de révision tout en exigeant qu'elles fussent formées dans le même délai de trois ans à dater de l'accord intervenu entre les parties ou de la décision définitive.

La commission a estimé qu'il suffirait de remplacer dans l'art. 19 le mot « infirmité » par le mot « incapacité » pour donner aux tribunaux un pouvoir suffisant d'appréciation.

Comme la précédente cette question soulevée par la commission d'études de la section française n'a point été encore soumise à la haute appréciation du Sénat.

*§ e : Tenir compte dans la fixation des indemnités des maladies ou infirmités préexistantes.*

La commission fut frappée de l'injustice qu'il y a à ne pas tenir compte de la part afférente aux maladies ou infirmités préexistantes dans les conséquences des accidents du travail. Il est incontestable que certains accidents dont sont victimes des diabétiques, des tuberculeux, par exemple, produisent chez ces personnes ainsi prédisposées des effets bien plus graves que chez des individus normaux; et, puisqu'il en est ainsi, ne devrait-on pas réduire l'indemnité à allouer d'une proportion correspondante à l'aggravation résultant directement de l'état morbide préexistant de l'accidenté?

L'affirmative n'a pas paru faire de doute à la commission. Néanmoins il lui restait une crainte. Était-il possible, médicalement parlant, que des praticiens fissent un départ, même approximatif, entre les conséquences de l'accident lui-même et celles dues à l'état antérieur de la victime? Cette crainte a été levée dans la séance qu'elle a tenue le 14

juin 1904 et au cours de laquelle MM. les docteurs Berger, Brissaud, Brouardel, Lereboullet, Paul Recus, Périer, Thoinot ont bien voulu lui prêter le concours de leur haute expérience, et c'est en pleine connaissance de cause qu'elle put, sur leurs avis éclairés, émettre le vœu que soit repris, mais ainsi modifié, l'amendement présenté par M. le député Dron dans la séance de la Chambre du 5 juin 1893 :

« Les indemnités ne seront dues qu'aux conséquences directes des accidents, elles pourront être réduites pour les aggravations résultant de lésions ou d'infirmités préexistantes ».

La question ainsi posée présente un caractère d'autant plus actuel et plus urgent qu'un tout récent arrêt de la Chambre civile de la Cour de cassation rendu le 24 octobre 1904 paraît fixer définitivement la jurisprudence sur ce point en décidant que les juges ne peuvent, pour réduire l'indemnité, tenir compte des prédispositions morbides de l'accidenté.

Souhaitons que ce soit là une raison pour que les Chambres soient saisies à bref délai d'une proposition à ce sujet.

**4<sup>e</sup> groupe.** — QUESTIONS AYANT POUR BUT DE MAINTENIR, DANS UNE LIMITE SUPPORTABLE PAR L'INDUSTRIE, LES CHARGES QUE CETTE LOI LUI IMPOSE.

*§ a : Limitation du maximum de la rente accordée aux ayants droit de l'accidenté aux 60 0/0 du salaire de celui-ci.*

Ce maximum était d'ailleurs celui prévu par la loi de 1898 ; mais, la Chambre, dans le projet voté par elle et transmis au Sénat, l'avait élevé à 100 0/0. Cette disposition était manifestement contraire à l'esprit forfaitaire et transactionnel de la loi de 1898 qui ne saurait admettre un cas où le maximum fût dû. Ce serait la négation de l'application du forfait à ce cas.

La commission du Sénat a rétabli l'ancienne limite et le Sénat l'a votée sans observation.

*§ b : Questions relatives aux tarifs d'hospitalisation.*

Parmi les dispositions nouvelles du projet, celles relatives aux tarifs d'hospitalisation des accidentés du travail ont très justement été adoptées par la commission, tant par les questions de principe qu'elles soulèvent que par les conséquences désastreuses qu'elles ne pourraient avoir pour l'industrie, si elles venaient à être défectueuses.

Comment la question s'est-elle posée de la façon et pour quels motifs une seconde fois ? La rente est-elle venue au Sénat se greffer sur le projet du Sénat qui, par ses graves erreurs, a été rejeté ? Les questions sont les mêmes, mais la solution est différente.



La loi de 1898 est muette sur les questions d'hospitalisation. Elle se borne à déclarer au commencement de son art. 4 que : « Le chef d'entreprise supporte, en outre » (des charges que lui impose l'art. 3), « les frais médicaux et pharmaceutiques ».

La loi, on le voit, est muette sur les frais d'hospitalisation. A qui incomberont-ils? — Cette question a fait naître en doctrine et en jurisprudence les plus vives controverses. Les frais d'hospitalisation, en effet, représentent non seulement le traitement et les médicaments qu'ils comportent, mais, aussicé qui est dû par l'ouvrier aux administrations hospitalières pour son séjour et sa subsistance; on s'est donc demandé, avec raison, si l'entreprise devait les acquitter en entier, ce qui mettrait deux fois à sa charge les dépenses de séjour et d'entretien qu'elle paye déjà à l'ouvrier en lui servant l'indemnité temporaire, ou si au contraire il n'y aurait pas lieu de distinguer dans la somme qu'ils représentent, les frais médicaux, chirurgicaux et pharmaceutiques et ceux de subsistance et de séjour.

Des tribunaux ont adopté l'affirmative, d'autres la négative, quelques-uns se sont arrêtés à des solutions intermédiaires.

Le législateur fut naturellement frappé, lorsqu'il s'occupa d'étudier les modifications qu'il y aurait lieu d'apporter à la loi de 1898, de ces interprétations divergentes, il comprit qu'il fallait y mettre un terme en indiquant nettement, dans une disposition formelle, à qui incomberaient les frais d'hospitalisation.

La commission de la Chambre estima que cette charge pouvait être laissée au chef d'entreprise qui, lui sembla-t-il, a grand intérêt à faire soigner l'accidenté à l'hôpital, où il est entouré de soins plus constants, où il se trouve dans des conditions d'hygiène meilleure, et où surtout les frais médicaux et pharmaceutiques sont moindres que ceux entraînés par le traitement à domicile de l'ouvrier.

Elle crut cependant équitable de faire exception à ce principe pour le cas où, mis à même de choisir entre l'hôpital et les soins à domicile l'ouvrier aurait spontanément, de propos délibéré, affirmé sa volonté d'être hospitalisé, décidant qu'alors le chef d'entreprise ne serait plus tenu que des trois quarts de l'indemnité journalière.

La Chambre estima que la difficulté de savoir qui aurait pris l'initiative du transport à l'hôpital ferait naître de nombreuses contestations, pour un intérêt relativement minime, le cas de l'ouvrier hospitalisé, de par sa volonté, étant rare et, décida, sur la proposition même de sa commission, de faire payer par le chef d'entreprise la totalité des frais d'hospitalisation.

C'est ainsi que seule fut posée et solutionnée par la Chambre la question de savoir à qui incombait ces frais; la question de leur quotité ne devait être soulevée que devant la commission du Sénat. Nous allons voir comment.

Dans les considérations générales auxquelles se livre M. le rapporteur Chovet sur le nouvel art. 4, nous trouvons trace des revendications hospitalières quant à la quotité des tarifs d'hospitalisation.

Ces revendications, à vrai dire, ne paraissent guère le toucher, sans doute parce qu'il reste fidèle à ce principe qu'il avait reconnu lui-même et exposé en ces termes au début de ses observations sur cet article : « Les modifications à apporter à la loi de 1898 ne peuvent pas être l'occasion, soit de bénéfices pour certaines catégories de personnes, soit de trop fortes aggravations de charges pour les chefs d'entreprise ». Il n'en tient donc pas compte, mais frappé de l'atteinte que porte la disposition nouvelle votée par la Chambre au caractère forfaitaire de la loi, il écrit :

« Ils (les frais d'hospitalisation) sont donc tout entiers à la charge du chef d'entreprise, de sorte que, de ce chef, on pourrait dire que le principe forfaitaire et transactionnel de la loi de 1898 est encore une fois de plus méconnu.

« Sans rejeter absolument cette nouvelle aggravation de charges pour le chef d'entreprise, nous nous sommes demandé s'il ne serait point possible de l'atténuer dans une certaine mesure ».

Deux préoccupations très légitimes se dégagent manifestement de ces lignes :

Respecter le caractère transactionnel et forfaitaire de la loi ;

Atténuer autant que possible cette nouvelle aggravation de charges pour le chef d'entreprise.

Un moyen d'y satisfaire lui apparaît, c'est de « limiter » ces frais d'hospitalisation tout en les faisant supporter, dans la limite où ils seront dus, en totalité par le chef d'entreprise. Il trouve à ce système un triple avantage : ne pas rendre trop lourdes les charges de l'entreprise, favoriser la victime toujours intéressante de l'accident et, « essayer de mettre un frein aux prétentions excessives soit des établissements hospitaliers, soit des médecins ».

De là cette solution toute de conciliation qui forme le § 3 de l'art. 4 du texte proposé dans son premier rapport :

« Le chef d'entreprise est tenu, dans tous les cas, en outre des obligations contenues en l'art. 3, aux frais d'hospitalisation, jusqu'à concurrence de 1 franc par jour, tout compris, conformément à la loi sur l'assistance médicale gratuite ; cette somme sera portée à 2 fr. 50 à Paris et à 2 francs dans les villes au-dessus de 100.000 habitants ».

Mais, ce qu'il faut bien retenir, pour pouvoir apprécier l'évolution du système voté par le Sénat, c'est que le but unique des chiffres fixés dans cette disposition était de « limiter » les taux des frais d'hospitalisation quant à la responsabilité de l'entreprise.

Ce système on le comprend ne fut du goût ni des administrations hospitalières ni des médecins, qui, malgré une compagne active menée

depuis quelque temps, voyaient rejeter leurs prétentions comme injustifiées et « excessives » ainsi que les qualifie lui-même l'honorable rapporteur de la commission du Sénat.

Ils crurent devoir s'opposer, d'autant plus vigoureusement aux conclusions du rapport sur ce point, qu'ils jugeaient utile d'y triompher pour assurer leur victoire définitive dans les revendications générales qu'ils formulaient.

Dès lors la commission du Sénat fut en but à leurs assauts répétés et sans justifier aucunement sa retraite, leur abandonna peu à peu du terrain, renonçant, à regret il est vrai, mais renonçant à tous les principes qu'elle avait reconnus et qui sont les bases équitables et incontestées de la loi.

C'est dans le 3<sup>e</sup> rapport supplémentaire de M. Chovet que nous trouvons la première trace de ce recul. Le maximum fixé à 1 franc pour les communes au-dessous de 100.000 habitants est élevé à 1 fr. 50, les autres maxima restent les mêmes. Sans justifier cette majoration partielle, M. Chovet cherche à l'expliquer, non sans mélancolie. « Nous avons pensé, écrit-il, que nous arriverions plus facilement à une solution de cette délicate question en fixant à 1 fr. 50 par jour au lieu de 1 franc les frais d'hospitalisation, tout en maintenant les chiffres de 2 fr. 50 à Paris et de 2 francs dans les villes au-dessus de 100.000 habitants ».

La commission avait, sans doute, pensé que, reconnaissants de cette satisfaction qui leur était accordée, les administrations hospitalières et les médecins s'en contenteraient. C'est le contraire qui se produisit. Encouragés par ce premier résultat, c'est avec plus de force encore qu'ils revinrent à la charge et le résultat de leur assaut fut tel, que la commission du Sénat, revenant encore sur sa décision, non seulement sans justification mais, cette fois, même sans explication, proposa définitivement au vote de la haute assemblée le texte suivant

« Le chef d'entreprise est seul tenu dans tous les cas, en outre des obligations contenues dans l'art. 3, des frais d'hospitalisation qui, tout compris, ne pourront dépasser le tarif établi pour l'application de l'art. 24 de la loi du 15 juillet 1893 majoré de 40 0/0 ni excéder jamais 4 francs par jour pour Paris ni 3 fr. 50 partout ailleurs ».

Saisie de cette nouvelle disposition dans sa séance du 7 juin, notre commission ne put que faire entendre une protestation très énergique, très justifiée, mais bien tardive en affirmant dans une contre-proposition la nécessité de maintenir et de respecter les principes de la loi de 1898, son caractère forfaitaire et en s'élevant avec force contre l'établissement d'un état de choses injustifié qui ne pourrait manquer d'avoir sur l'industrie nationale une influence des plus funestes.

Mais que pouvait une protestation contre l'élan donné? S'ils n'avaient pas obtenu encore une victoire complète, les administrations hospitalières et les médecins, l'entrevoyaient déjà et à la tribune l'hono-

nable M. Paul Strauss leur porte-parole demanda au Sénat d'aller, à un double point de vue, plus loin que sa commission en fixant d'une part, la majoration prévue à 50 0/0 au lieu de 40 0/0 et, d'autre part, en supprimant les maxima.

La lutte fut chaude; la commission abandonna encore la position de la majoration de 40 0/0, mais eut gain de cause sur le maintien des maxima.

C'est donc le dernier texte proposé par sa commission, que nous venons de reproduire, et auquel nous renvoyons, qui fut voté par le Sénat en première lecture, mais avec cette aggravation que la majoration est portée de 40 à 50 0/0.

Cette disposition est profondément regrettable à tous points de vue. Nous allons examiner les critiques qu'elle comporte.

Tout d'abord elle manque d'équité. Il suffit pour le constater, de se rappeler que la charge qui incombe au chef d'entreprise du chef de ces frais d'hospitalisation revient à lui faire supporter doublement les frais de séjour et de subsistance de l'accidenté. S'il est vrai, dans le projet que nous critiquons, que les maxima maintenus joueront quelquefois, dans la plupart des cas ils n'auront aucune influence non seulement pour réduire au-dessous de leurs taux les tarifs, mais même pour empêcher la majoration d'avoir son entière application dans leur relèvement. Nous avons encore présents à la mémoire les scrupules de la Chambre et la solution première de la commission sénatoriale qui avait trouvé dans la diminution de ces frais, par la fixation d'un maximum inférieur à leur taux, la seule compensation équitable pour l'industrie. Là où le législateur avait voulu placer une atténuation nous trouvons une aggravation considérable. Le résultat brutal de la loi est le suivant : On impose une double charge à l'entreprise et on l'aggrave encore en majorant les tarifs à payer.

Ce système est de plus illogique et arbitraire, car, ainsi qu'il est facile de le constater, tantôt le chef d'entreprise paiera plus que le maximum, tantôt il paiera le tarif plein, tantôt il paiera moins. — En effet, tant qu'il s'agira de tarifs égaux ou inférieurs à 2 fr. 50, la majoration jouera pleinement; au-dessus de 2 fr. 50, il y aura encore majoration, mais réglée, sauf à Paris, au maximum de 3 fr. 50; le tarif de 3 fr. 50 sera payé sans majoration mais intégralement; au contraire, au-dessus de ce chiffre, les tarifs, toujours Paris excepté, seront réduits. — On voit l'inacceptabilité d'une pareille solution. Pour certains tarifs, c'est la majoration fondée sur ce fait que les accidentés du travail reviennent aux hôpitaux plus cher que les malades ordinaires; pour d'autres c'est une diminution des tarifs, dont le plein jeu se trouve arrêté par un maximum, sans doute, par application de ce principe, qu'il serait injuste de faire supporter à l'industrie les tarifs pleins. C'est là de l'arbitraire et l'arbitraire ne pourra jamais servir de base

équitable à une loi. Ce qui est vrai pour un cas est vrai pour l'autre.

Ce système est encore injuste et contraire à la volonté première du législateur qui a nettement affirmé que la loi de 1898 ne devait causer ni préjudice, ni gain aux tiers. — Que se passait-il, en effet, avant la loi de 1898, lorsque l'accidenté avait été blessé par sa faute ou par cas fortuit? le chef d'entreprise échappait alors à toute responsabilité personnelle et l'ouvrier était seul tenu des frais qu'on ne lui réclamait jamais parce qu'indigent; lorsqu'au contraire, l'accident s'était produit par la faute du patron, mais seulement alors, celui-ci en était responsable.

Le système actuel qui les met, en tout cas, à la charge de l'entreprise améliore donc déjà par là la situation des établissements hospitaliers. C'est un accroc au principe que la loi de 1898 ne doit être pour les tiers cause ni d'un gain ni d'un préjudice, accroc compensé par la limitation, à un chiffre au-dessous de leur taux, des tarifs d'hospitalisation, telle qu'elle avait été conçue par la commission du Sénat lors de ses premiers travaux, et, sans laquelle, comme le faisait très bien remarquer son rapporteur : « On pourrait dire que le principe forfaitaire et transactionnel de la loi est méconnu. » Il est facile de se rendre compte, que loin d'y porter remède, la disposition nouvelle, l'augmentation des proportions considérables.

Enfin le projet voté par le Sénat entraînerait pour l'industrie les charges les plus lourdes et les plus désastreuses. Il faut songer que, dans les cas les plus nombreux, il aura pour conséquence de doubler au moins les frais d'hospitalisation actuels et par suite de tripler les frais de séjour et de subsistance supportés par l'entreprise, puisqu'ils se trouvent déjà doublés, comme nous l'avons expliqué, par les paiements cumulés de la totalité des frais d'hospitalisation et de l'indemnité journalière. Qu'on ne vienne pas dire c'est l'assureur qui paiera, car, y a-t-il assurances mutuelles, l'assureur c'est aussi l'assuré; y a-t-il assurance à prime fixe, c'est la prime qui s'élèvera et dans un cas comme dans l'autre c'est l'entreprise qui aura à supporter le contre-coup de la faveur accordée par le législateur aux administrations hospitalières.

Arrivons à la solution qu'il conviendrait d'adopter.

La première disposition arrêtée par la commission du Sénat nous paraît la bonne. Elle consistait on se le rappelle à la mise à la charge de l'entreprise de la totalité des frais d'hospitalisation, mais elle compensait pour lui cette aggravation en réduisant, par des chiffres fixes qu'elle établissait au-dessous de son maximum, la quotité de ces frais. Ainsi l'ouvrier était dégagé de toute contribution, l'entreprise payait une large part, et l'administration hospitalière supportait une faible part des frais d'hospitalisation.

Sans nous occuper maintenant de la proportion de contribution de ces derniers, nous chercherons à la déterminer plus tard, nous voulons

tout d'abord en justifier le principe, qui se défend non seulement par les raisons exposées par l'honorable M. Chovet dans son rapport : la nécessité de trouver un terrain de conciliation, l'équité la plus élémentaire de limiter ces frais d'hospitalisation et d'essayer de mettre ainsi un frein aux prétentions excessives soit des établissements hospitaliers soit des médecins, mais aussi, par d'autres considérations plus générales tirées des principes mêmes qui ont dicté au législateur la loi de 1898.

Il en est un universellement admis que nous avons déjà établi, mais sur lequel il nous faut revenir, car il est la base même de la solution qui nous semble devoir intervenir : La loi de 1898 faite uniquement pour régler les rapports de l'entreprise et des ouvriers, en cas d'accident est étrangère et doit rester étrangère aux tiers dont elle n'a jamais eu pour but de modifier les droits ou les obligations. Pour ces derniers « ni préjudice ni gain, telle doit être la règle, l'équité et la raison l'indiquent », comme le constate très bien le ministre de l'Intérieur dans sa circulaire du 10 août 1901.

Or il est facile de se rendre compte que si l'on s'arrêtait à une solution majorant, comme le texte du Sénat, les tarifs d'hospitalisation ou même en appliquant le tarif plein à l'entreprise, les administrations hospitalières en tireraient des avantages très marqués.

Nous l'avons établi plus haut, lorsque comparant, à la situation des administrations hospitalières avant la loi de 1898, celle qui résulterait pour elle d'une disposition mettant à la charge de l'entreprise la totalité des frais d'hospitalisation, nous avons montré tout l'avantage qu'elle retirerait du nouvel état de choses qui lui assurerait en tout cas le recouvrement total de ces frais qu'elle ne touchait auparavant, en fait et en droit que rarement.

L'application rigoureuse et logique de ce principe, conduirait, si l'on voulait soustraire entièrement l'ouvrier à l'obligation de payer ces frais, à lui substituer purement et simplement l'entreprise vis-à-vis des hôpitaux, l'obligeant quand il l'aurait été lui-même, mais la faisant également bénéficier de son indigence, puisqu'avant la loi de 1898 les conséquences de celle-ci retombaient sur les administrations hospitalières, et devaient par suite rester à leur charge.

Mais comment éviter les difficultés pratiques que cette solution ne pourrait manquer de soulever en faisant naître entre l'hôpital et l'entreprise, dès qu'il y aurait hospitalisation, la question si délicate à résoudre de responsabilité à laquelle viendrait s'ajouter la difficulté de la preuve de l'indigence ou de la solvabilité de l'accidenté ?

Ne serait-ce pas ressusciter entre l'entreprise et l'hôpital les contestations que la loi de 1898 a eu pour but d'aplanir entre l'entreprise et l'ouvrier ?

Le problème étant le même, la solution apparaît identique. On établirait un forfait entre l'entreprise et ces administrations.

Mais qui dit forfait écarte, à la fois, l'idée du minimum et celle du

chef-lieu de canton de cette résidence. Le Sénat a maintenu le texte de sa commission.

*§ b : Nécessité d'insérer dans la loi une disposition formelle spécifiant qu'aucun paiement ne pourra être exigé à l'étranger.*

L'attention de la commission a été appelée sur les difficultés également pratiques que ferait naître le paiement à l'étranger soit de l'indemnité journalière soit des rentes qui pourraient être dues par exemple ;

1° A l'ouvrier étranger qui, atteint d'incapacité temporaire, retournerait à l'étranger après l'accident ;

2° A l'ouvrier français qui, ayant droit à une rente, irait s'établir à l'étranger.

3° Aux représentants étrangers dont le droit à la rente serait garanti par un traité.

Etc., etc.

La commission a estimé, étant donnée l'impossibilité d'un contrôle et d'une vérification efficaces à l'étranger, qu'il y aurait lieu de spécifier, dans une disposition spéciale, que l'indemnité ou la rente seraient toujours payables en France.

Convaincue que le silence de la loi sur ce point pourrait servir de prétexte à des controverses, elle propose d'ajouter à l'art. 3 un dernier paragraphe conçu dans les termes suivants :

« En aucun cas le paiement des frais médicaux, indemnités ou rentes ne pourra être exigé ailleurs qu'en France, dans les lieux de paiement indiqués au paragraphe précédent. »

La commission du Sénat n'a donné aucune suite à cette proposition.

### 3° groupe. — QUESTIONS TENDANT A PRÉCISER ET A RENDRE PLUS ÉQUITABLES LES DISPOSITIONS DE LA LOI.

*§ a : Prendre pour base du salaire servant à déterminer l'indemnité journalière le vingt-huitième du salaire de la dernière quinzaine.*

Mise en présence du § 4 de l'art. 3 de la loi (3° rapport supplémentaire de M. Chovet) qui dit que, pour le cas d'incapacité temporaire, « l'indemnité journalière sera égale à la moitié du salaire touché au moment de l'accident », la commission a estimé que le salaire destiné à servir de base à cette indemnité, doit être défini d'une façon absolument précise et elle a craint que les mots « touché au moment de l'accident » ne satisfassent pas à cette condition. — Il arrive, en effet dans certaines industries, que les ouvriers chôment régulièrement de temps à autre mais, par contre, touchent, lorsqu'ils travaillent, des salaires très élevés. Est-ce en se basant sur ce salaire très élevé touché au moment de l'accident que le juge devra fixer l'indemnité journalière ? Le texte de la commission du Sénat le laisserait supposer.

Notre commission a pensé que toute hésitation serait supprimée en remplaçant les mots « touché au moment de l'accident » par ceux-ci « égal au 1/28<sup>e</sup> du salaire de la dernière quinzaine ».

Le Sénat n'a pas été influencé par la difficulté soulevée, il semble toutefois opportun qu'elle soit résolue dans le texte qui sera définitivement adopté.

Nous devons ajouter que, tout en proposant de prendre pour base le 1/28<sup>e</sup> du salaire de la dernière quinzaine, la commission a envisagé la disposition qui porterait le taux de cette base au 1/24<sup>e</sup> et ne s'est pas montrée irréductiblement opposée à cette élévation.

§ b : *N'accorder d'indemnité aux représentants étrangers d'un ouvrier étranger s'ils ne résidaient pas sur le territoire français au moment de l'accident, que si des avantages équivalents ont été garantis à nos nationaux, par traité, par leur pays d'origine.*

L'attention de la commission fut attirée sur ce point par un amendement de M. le sénateur Legrand qui se contentait, pour accorder ce bénéfice à ces intéressés, d'avantages équivalents accordés par la « propre législation » de la victime.

C'était là, la commission l'a du moins pensé, une garantie bien imprécise et elle a tenu à insister pour que le texte de la commission du Sénat exigeant qu'il y eût un traité fût maintenu, comme il l'a été, d'ailleurs, par le premier vote du Sénat.

§ c : *Définir ce qu'il faut entendre par le salaire touché après l'accident.*

Lorsque l'accident a causé à la victime une incapacité partielle et permanente, le § 3 de l'art. 3 décide qu'elle aura droit à une rente égale à la moitié de la réduction que l'accident aura fait subir au salaire.

Comment faut-il entendre cette disposition?

La jurisprudence est très variable. Tantôt elle se base, pour fixer le taux de la rente, sur la perte de substance de la victime, tantôt sur la dépréciation physiologique qui peut l'atteindre, dans un avenir plus ou moins éloigné, tantôt sur la réduction esthétique, tantôt enfin sur la réduction professionnelle.

Notre commission a cru opportun de signaler cette situation. Il importe en effet d'être fixé, sur le point de savoir comment apprécier le salaire que peut gagner l'ouvrier après l'accident. A la suite d'une discussion approfondie, au cours de laquelle elle a pu examiner de nombreux cas où les victimes, de par la jurisprudence qui leur était appliquée, se trouvaient gagner sensiblement plus après l'accident qu'avant, en cumulant leur nouveau salaire et la rente qui leur avait été allouée, la commission a pensé qu'il y aurait intérêt à déterminer dans une disposition spéciale inscrite en fin de l'art. 10, et conçue en ces termes, ce qu'il faut entendre par « salaire après l'accident » : « Le salaire après l'accident s'entend du salaire réel et normal que peut encore gagner l'ouvrier, et à



chef-lieu de canton de cette résidence. Le Sénat a maintenu le texte de sa commission.

*§ b : Nécessité d'insérer dans la loi une disposition formelle spécifiant qu'aucun paiement ne pourra être exigé à l'étranger.*

L'attention de la commission a été appelée sur les difficultés également pratiques que ferait naître le paiement à l'étranger soit de l'indemnité journalière soit des rentes qui pourraient être dues par exemple ;

1° A l'ouvrier étranger qui, atteint d'incapacité temporaire, retournerait à l'étranger après l'accident ;

2° A l'ouvrier français qui, ayant droit à une rente, irait s'établir à l'étranger.

3° Aux représentants étrangers dont le droit à la rente serait garanti par un traité.

Etc., etc.

La commission a estimé, étant donnée l'impossibilité d'un contrôle et d'une vérification efficaces à l'étranger, qu'il y aurait lieu de spécifier, dans une disposition spéciale, que l'indemnité ou la rente seraient toujours payables en France.

Convaincue que le silence de la loi sur ce point pourrait servir de prétexte à des controverses, elle propose d'ajouter à l'art. 3 un dernier paragraphe conçu dans les termes suivants :

« En aucun cas le paiement des frais médicaux, indemnités ou rentes ne pourra être exigé ailleurs qu'en France, dans les lieux de paiement indiqués au paragraphe précédent. »

La commission du Sénat n'a donné aucune suite à cette proposition.

### 3° groupe. — QUESTIONS TENDANT A PRÉCISER ET A RENDRE PLUS ÉQUITABLES LES DISPOSITIONS DE LA LOI.

*§ a : Prendre pour base du salaire servant à déterminer l'indemnité journalière le vingt-huitième du salaire de la dernière quinzaine.*

Mise en présence du § 4 de l'art. 3 de la loi (3° rapport supplémentaire de M. Chovet) qui dit que, pour le cas d'incapacité temporaire, « l'indemnité journalière sera égale à la moitié du salaire touché au moment de l'accident », la commission a estimé que le salaire destiné à servir de base à cette indemnité, doit être défini d'une façon absolument précise et elle a craint que les mots « touché au moment de l'accident » ne satisfassent pas à cette condition. — Il arrive, en effet dans certaines industries, que les ouvriers chôment régulièrement de temps à autre mais, par contre, touchent, lorsqu'ils travaillent, des salaires très élevés. Est-ce en se basant sur ce salaire très élevé touché au moment de l'accident que le juge devra fixer l'indemnité journalière ? Le texte de la commission du Sénat le laisserait supposer.

Notre commission a pensé que toute hésitation serait supprimée en remplaçant les mots « touché au moment de l'accident » par ceux-ci « égal au 1/28<sup>e</sup> du salaire de la dernière quinzaine ».

Le Sénat n'a pas été influencé par la difficulté soulevée, il semble toutefois opportun qu'elle soit résolue dans le texte qui sera définitivement adopté.

Nous devons ajouter que, tout en proposant de prendre pour base le 1/28<sup>e</sup> du salaire de la dernière quinzaine, la commission a envisagé la disposition qui porterait le taux de cette base au 1/24<sup>e</sup> et ne s'est pas montrée irréductiblement opposée à cette élévation.

*§ b : N'accorder d'indemnité aux représentants étrangers d'un ouvrier étranger s'ils ne résidaient pas sur le territoire français au moment de l'accident, que si des avantages équivalents ont été garantis à nos nationaux, par traité, par leur pays d'origine.*

L'attention de la commission fut attirée sur ce point par un amendement de M. le sénateur Legrand qui se contentait, pour accorder ce bénéfice à ces intéressés, d'avantages équivalents accordés par la « propre législation » de la victime.

C'était là, la commission l'a du moins pensé, une garantie bien imprécise et elle a tenu à insister pour que le texte de la commission du Sénat exigeant qu'il y eût un traité fût maintenu, comme il l'a été, d'ailleurs, par le premier vote du Sénat.

*§ c : Définir ce qu'il faut entendre par le salaire touché après l'accident.*

Lorsque l'accident a causé à la victime une incapacité partielle et permanente, le § 3 de l'art. 3 décide qu'elle aura droit à une rente égale à la moitié de la réduction que l'accident aura fait subir au salaire.

Comment faut-il entendre cette disposition?

La jurisprudence est très variable. Tantôt elle se base, pour fixer le taux de la rente, sur la perte de substance de la victime, tantôt sur la dépréciation physiologique qui peut l'atteindre, dans un avenir plus ou moins éloigné, tantôt sur la réduction esthétique, tantôt enfin sur la réduction professionnelle.

Notre commission a cru opportun de signaler cette situation. Il importe en effet d'être fixé, sur le point de savoir comment apprécier le salaire que peut gagner l'ouvrier après l'accident. A la suite d'une discussion approfondie, au cours de laquelle elle a pu examiner de nombreux cas où les victimes, de par la jurisprudence qui leur était appliquée, se trouvaient gagner sensiblement plus après l'accident qu'avant, en cumulant leur nouveau salaire et la rente qui leur avait été allouée, la commission a pensé qu'il y aurait intérêt à déterminer dans une disposition spéciale inscrite en fin de l'art. 10, et conçue en ces termes, ce qu'il faut entendre par « salaire après l'accident » : « Le salaire après l'accident s'entend du salaire réel et normal que peut encore gagner l'ouvrier, et à

chef-lieu de canton de cette résidence. Le Sénat a maintenu le texte de sa commission.

*§ b : Nécessité d'insérer dans la loi une disposition formelle spécifiant qu'aucun paiement ne pourra être exigé à l'étranger.*

L'attention de la commission a été appelée sur les difficultés également pratiques que ferait naître le paiement à l'étranger soit de l'indemnité journalière soit des rentes qui pourraient être dues par exemple ;

1° A l'ouvrier étranger qui, atteint d'incapacité temporaire, retournerait à l'étranger après l'accident ;

2° A l'ouvrier français qui, ayant droit à une rente, irait s'établir à l'étranger.

3° Aux représentants étrangers dont le droit à la rente serait garanti par un traité.

Etc., etc.

La commission a estimé, étant donnée l'impossibilité d'un contrôle et d'une vérification efficaces à l'étranger, qu'il y aurait lieu de spécifier, dans une disposition spéciale, que l'indemnité ou la rente seraient toujours payables en France.

Convaincue que le silence de la loi sur ce point pourrait servir de prétexte à des controverses, elle propose d'ajouter à l'art. 3 un dernier paragraphe conçu dans les termes suivants :

« En aucun cas le paiement des frais médicaux, indemnités ou rentes ne pourra être exigé ailleurs qu'en France, dans les lieux de paiement indiqués au paragraphe précédent. »

La commission du Sénat n'a donné aucune suite à cette proposition.

### 3° groupe. — QUESTIONS TENDANT A PRÉCISER ET A RENDRE PLUS ÉQUITABLES LES DISPOSITIONS DE LA LOI.

*§ a : Prendre pour base du salaire servant à déterminer l'indemnité journalière le vingt-huitième du salaire de la dernière quinzaine.*

Mise en présence du § 4 de l'art. 3 de la loi (3° rapport supplémentaire de M. Chovet) qui dit que, pour le cas d'incapacité temporaire, « l'indemnité journalière sera égale à la moitié du salaire touché au moment de l'accident », la commission a estimé que le salaire destiné à servir de base à cette indemnité, doit être défini d'une façon absolument précise et elle a craint que les mots « touché au moment de l'accident » ne satisfassent pas à cette condition. — Il arrive, en effet dans certaines industries, que les ouvriers chôment régulièrement de temps à autre mais, par contre, touchent, lorsqu'ils travaillent, des salaires très élevés. Est-ce en se basant sur ce salaire très élevé touché au moment de l'accident que le juge devra fixer l'indemnité journalière ? Le texte de la commission du Sénat le laisserait supposer.

Notre commission a pensé que toute hésitation serait supprimée en remplaçant les mots « touché au moment de l'accident » par ceux-ci « égal au 1/28<sup>e</sup> du salaire de la dernière quinzaine ».

Le Sénat n'a pas été influencé par la difficulté soulevée, il semble toutefois opportun qu'elle soit résolue dans le texte qui sera définitivement adopté.

Nous devons ajouter que, tout en proposant de prendre pour base le 1/28<sup>e</sup> du salaire de la dernière quinzaine, la commission a envisagé la disposition qui porterait le taux de cette base au 1/24<sup>e</sup> et ne s'est pas montrée irréductiblement opposée à cette élévation.

*§ b : N'accorder d'indemnité aux représentants étrangers d'un ouvrier étranger s'ils ne résidaient pas sur le territoire français au moment de l'accident, que si des avantages équivalents ont été garantis à nos nationaux, par traité, par leur pays d'origine.*

L'attention de la commission fut attirée sur ce point par un amendement de M. le sénateur Legrand qui se contentait, pour accorder ce bénéfice à ces intéressés, d'avantages équivalents accordés par la « propre législation » de la victime.

C'était là, la commission l'a du moins pensé, une garantie bien imprecise et elle a tenu à insister pour que le texte de la commission du Sénat exigeant qu'il y eût un traité fût maintenu, comme il l'a été, d'ailleurs, par le premier vote du Sénat.

*§ c : Définir ce qu'il faut entendre par le salaire touché après l'accident.*

Lorsque l'accident a causé à la victime une incapacité partielle et permanente, le § 3 de l'art. 3 décide qu'elle aura droit à une rente égale à la moitié de la réduction que l'accident aura fait subir au salaire.

Comment faut-il entendre cette disposition?

La jurisprudence est très variable. Tantôt elle se base, pour fixer le taux de la rente, sur la perte de substance de la victime, tantôt sur la dépréciation physiologique qui peut l'atteindre, dans un avenir plus ou moins éloigné, tantôt sur la réduction esthétique, tantôt enfin sur la réduction professionnelle.

Notre commission a cru opportun de signaler cette situation. Il importe en effet d'être fixé, sur le point de savoir comment apprécier le salaire que peut gagner l'ouvrier après l'accident. A la suite d'une discussion approfondie, au cours de laquelle elle a pu examiner de nombreux cas où les victimes, de par la jurisprudence qui leur était appliquée, se trouvaient gagner sensiblement plus après l'accident qu'avant, en cumulant leur nouveau salaire et la rente qui leur avait été allouée, la commission a pensé qu'il y aurait intérêt à déterminer dans une disposition spéciale inscrite en fin de l'art. 10, et conçue en ces termes, ce qu'il faut entendre par « salaire après l'accident » : « Le salaire après l'accident s'entend du salaire réel et normal que peut encore gagner l'ouvrier, et à

chef-lieu de canton de cette résidence. Le Sénat a maintenu le texte de sa commission.

*§ b : Nécessité d'insérer dans la loi une disposition formelle spécifiant qu'aucun paiement ne pourra être exigé à l'étranger.*

L'attention de la commission a été appelée sur les difficultés également pratiques que ferait naître le paiement à l'étranger soit de l'indemnité journalière soit des rentes qui pourraient être dues par exemple ;

1° A l'ouvrier étranger qui, atteint d'incapacité temporaire, retournerait à l'étranger après l'accident ;

2° A l'ouvrier français qui, ayant droit à une rente, irait s'établir à l'étranger.

3° Aux représentants étrangers dont le droit à la rente serait garanti par un traité.

Etc., etc.

La commission a estimé, étant donnée l'impossibilité d'un contrôle et d'une vérification efficaces à l'étranger, qu'il y aurait lieu de spécifier, dans une disposition spéciale, que l'indemnité ou la rente seraient toujours payables en France.

Convaincue que le silence de la loi sur ce point pourrait servir de prétexte à des controverses, elle propose d'ajouter à l'art. 3 un dernier paragraphe conçu dans les termes suivants :

« En aucun cas le paiement des frais médicaux, indemnités ou rentes ne pourra être exigé ailleurs qu'en France, dans les lieux de paiement indiqués au paragraphe précédent. »

La commission du Sénat n'a donné aucune suite à cette proposition.

### 3° groupe. — QUESTIONS TENDANT A PRÉCISER ET A RENDRE PLUS ÉQUITABLES LES DISPOSITIONS DE LA LOI.

*§ a : Prendre pour base du salaire servant à déterminer l'indemnité journalière le vingt-huitième du salaire de la dernière quinzaine.*

Mise en présence du § 4 de l'art. 3 de la loi (3° rapport supplémentaire de M. Chovet) qui dit que, pour le cas d'incapacité temporaire, « l'indemnité journalière sera égale à la moitié du salaire touché au moment de l'accident », la commission a estimé que le salaire destiné à servir de base à cette indemnité, doit être défini d'une façon absolument précise et elle a craint que les mots « touché au moment de l'accident » ne satisfassent pas à cette condition. — Il arrive, en effet dans certaines industries, que les ouvriers chôment régulièrement de temps à autre mais, par contre, touchent, lorsqu'ils travaillent, des salaires très élevés. Est-ce en se basant sur ce salaire très élevé touché au moment de l'accident que le juge devra fixer l'indemnité journalière ? Le texte de la commission du Sénat le laisserait supposer.

Notre commission a pensé que toute hésitation serait supprimée en remplaçant les mots « touché au moment de l'accident » par ceux-ci « égal au 1/28<sup>e</sup> du salaire de la dernière quinzaine ».

Le Sénat n'a pas été influencé par la difficulté soulevée, il semble toutefois opportun qu'elle soit résolue dans le texte qui sera définitivement adopté.

Nous devons ajouter que, tout en proposant de prendre pour base le 1/28<sup>e</sup> du salaire de la dernière quinzaine, la commission a envisagé la disposition qui porterait le taux de cette base au 1/24<sup>e</sup> et ne s'est pas montrée irréductiblement opposée à cette élévation.

§ b : *N'accorder d'indemnité aux représentants étrangers d'un ouvrier étranger s'ils ne résidaient pas sur le territoire français au moment de l'accident, que si des avantages équivalents ont été garantis à nos nationaux, par traité, par leur pays d'origine.*

L'attention de la commission fut attirée sur ce point par un amendement de M. le sénateur Legrand qui se contentait, pour accorder ce bénéfice à ces intéressés, d'avantages équivalents accordés par la « propre législation » de la victime.

C'était là, la commission l'a du moins pensé, une garantie bien imprécise et elle a tenu à insister pour que le texte de la commission du Sénat exigeant qu'il y eût un traité fût maintenu, comme il l'a été, d'ailleurs, par le premier vote du Sénat.

§ c : *Définir ce qu'il faut entendre par le salaire touché après l'accident.*

Lorsque l'accident a causé à la victime une incapacité partielle et permanente, le § 3 de l'art. 3 décide qu'elle aura droit à une rente égale à la moitié de la réduction que l'accident aura fait subir au salaire.

Comment faut-il entendre cette disposition?

La jurisprudence est très variable. Tantôt elle se base, pour fixer le taux de la rente, sur la perte de substance de la victime, tantôt sur la dépréciation physiologique qui peut l'atteindre, dans un avenir plus ou moins éloigné, tantôt sur la réduction esthétique, tantôt enfin sur la réduction professionnelle.

Notre commission a cru opportun de signaler cette situation. Il importe en effet d'être fixé, sur le point de savoir comment apprécier le salaire que peut gagner l'ouvrier après l'accident. A la suite d'une discussion approfondie, au cours de laquelle elle a pu examiner de nombreux cas où les victimes, de par la jurisprudence qui leur était appliquée, se trouvaient gagner sensiblement plus après l'accident qu'avant, en cumulant leur nouveau salaire et la rente qui leur avait été allouée, la commission a pensé qu'il y aurait intérêt à déterminer dans une disposition spéciale inscrite en fin de l'art. 10, et conçue en ces termes, ce qu'il faut entendre par « salaire après l'accident » : « Le salaire après l'accident s'entend du salaire réel et normal que peut encore gagner l'ouvrier, et à

chef-lieu de canton de cette résidence. Le Sénat a maintenu le texte de sa commission.

*§ b : Nécessité d'insérer dans la loi une disposition formelle spécifiant qu'aucun paiement ne pourra être exigé à l'étranger.*

L'attention de la commission a été appelée sur les difficultés également pratiques que ferait naître le paiement à l'étranger soit de l'indemnité journalière soit des rentes qui pourraient être dues par exemple ;

1° A l'ouvrier étranger qui, atteint d'incapacité temporaire, retournerait à l'étranger après l'accident ;

2° A l'ouvrier français qui, ayant droit à une rente, irait s'établir à l'étranger.

3° Aux représentants étrangers dont le droit à la rente serait garanti par un traité.

Etc., etc.

La commission a estimé, étant donnée l'impossibilité d'un contrôle et d'une vérification efficaces à l'étranger, qu'il y aurait lieu de spécifier, dans une disposition spéciale, que l'indemnité ou la rente seraient toujours payables en France.

Convaincue que le silence de la loi sur ce point pourrait servir de prétexte à des controverses, elle propose d'ajouter à l'art. 3 un dernier paragraphe conçu dans les termes suivants :

« En aucun cas le paiement des frais médicaux, indemnités ou rentes ne pourra être exigé ailleurs qu'en France, dans les lieux de paiement indiqués au paragraphe précédent. »

La commission du Sénat n'a donné aucune suite à cette proposition.

### 3° groupe. — QUESTIONS TENDANT A PRÉCISER ET A RENDRE PLUS ÉQUITABLES LES DISPOSITIONS DE LA LOI.

*§ a : Prendre pour base du salaire servant à déterminer l'indemnité journalière le vingt-huitième du salaire de la dernière quinzaine.*

Mise en présence du § 4 de l'art. 3 de la loi (3° rapport supplémentaire de M. Chovet) qui dit que, pour le cas d'incapacité temporaire, « l'indemnité journalière sera égale à la moitié du salaire touché au moment de l'accident », la commission a estimé que le salaire destiné à servir de base à cette indemnité, doit être défini d'une façon absolument précise et elle a craint que les mots « touché au moment de l'accident » ne satisfassent pas à cette condition. — Il arrive, en effet dans certaines industries, que les ouvriers chôment régulièrement de temps à autre mais, par contre, touchent, lorsqu'ils travaillent, des salaires très élevés. Est-ce en se basant sur ce salaire très élevé touché au moment de l'accident que le juge devra fixer l'indemnité journalière ? Le texte de la commission du Sénat le laisserait supposer.

Notre commission a pensé que toute hésitation serait supprimée en remplaçant les mots « touché au moment de l'accident » par ceux-ci « égal au 1/28<sup>e</sup> du salaire de la dernière quinzaine ».

Le Sénat n'a pas été influencé par la difficulté soulevée, il semble toutefois opportun qu'elle soit résolue dans le texte qui sera définitivement adopté.

Nous devons ajouter que, tout en proposant de prendre pour base le 1/28<sup>e</sup> du salaire de la dernière quinzaine, la commission a envisagé la disposition qui porterait le taux de cette base au 1/24<sup>e</sup> et ne s'est pas montrée irréductiblement opposée à cette élévation.

*§ b : N'accorder d'indemnité aux représentants étrangers d'un ouvrier étranger s'ils ne résidaient pas sur le territoire français au moment de l'accident, que si des avantages équivalents ont été garantis à nos nationaux, par traité, par leur pays d'origine.*

L'attention de la commission fut attirée sur ce point par un amendement de M. le sénateur Legrand qui se contentait, pour accorder ce bénéfice à ces intéressés, d'avantages équivalents accordés par la « propre législation » de la victime.

C'était là, la commission l'a du moins pensé, une garantie bien imprécise et elle a tenu à insister pour que le texte de la commission du Sénat exigeant qu'il y eût un traité fût maintenu, comme il l'a été, d'ailleurs, par le premier vote du Sénat.

*§ c : Définir ce qu'il faut entendre par le salaire touché après l'accident.*

Lorsque l'accident a causé à la victime une incapacité partielle et permanente, le § 3 de l'art. 3 décide qu'elle aura droit à une rente égale à la moitié de la réduction que l'accident aura fait subir au salaire.

Comment faut-il entendre cette disposition ?

La jurisprudence est très variable. Tantôt elle se base, pour fixer le taux de la rente, sur la perte de substance de la victime, tantôt sur la dépréciation physiologique qui peut l'atteindre, dans un avenir plus ou moins éloigné, tantôt sur la réduction esthétique, tantôt enfin sur la réduction professionnelle.

Notre commission a cru opportun de signaler cette situation. Il importe en effet d'être fixé, sur le point de savoir comment apprécier le salaire que peut gagner l'ouvrier après l'accident. A la suite d'une discussion approfondie, au cours de laquelle elle a pu examiner de nombreux cas où les victimes, de par la jurisprudence qui leur était appliquée, se trouvaient gagner sensiblement plus après l'accident qu'avant, en cumulant leur nouveau salaire et la rente qui leur avait été allouée, la commission a pensé qu'il y aurait intérêt à déterminer dans une disposition spéciale inscrite en fin de l'art. 10, et conçue en ces termes, ce qu'il faut entendre par « salaire après l'accident » : « Le salaire après l'accident s'entend du salaire réel et normal que peut encore gagner l'ouvrier, et à



L'excédent éventuel des dépenses sur les recettes opérées par le comptable extraordinaire sera remboursé à celui-ci par le receveur général conformément à l'art. 7 qui suit.

Le receveur des contributions à Luxembourg rendra compte de sa gestion au moins une fois par exercice budgétaire et aussi souvent que le Gouvernement ou le Comité-directeur le jugeront nécessaire.

### CHAPITRE III. — COMPTABILITÉ.

ART. 6. — Le 10, le 20 et le dernier jour de chaque mois, au soir le receveur général adressera au Comité-directeur les mandats acquittés qui se sont trouvés dans les versements postaux.

Les envois au Comité-directeur des quittances de versement (art. 2 susdit) et des quittances de paiement (art. 4 susdit) seront accompagnés chaque fois du carnet du compte courant indiquant la situation en recettes et en dépenses, qui sera vérifié et visé par le Comité-directeur.

Les quittances de versement sont remises à la fin de chaque jour, s'il y en a, et les quittances de paiement au moins dans les dix jours.

### CHAPITRE IV. — PLACEMENTS.

ART. 7. — Le receveur général versera à la caisse d'épargne, contre remise d'un livret, les fonds disponibles de l'Association et il en informera le Comité-directeur.

Le taux d'intérêt à bonifier par la caisse d'épargne à l'Association du chef de ses dépôts est fixé provisoirement à 3 0/0.

Les retraits de fonds se feront sur quittance du receveur général, munie de l'autorisation du président de l'Association.

Les fonds affectés à l'acquisition de titres et à des placements ayant un caractère définitif feront l'objet d'un compte spécial (Placement) qui ne fera plus partie du compte courant de la recette générale.

Les titres ainsi acquis seront déposés au nom de l'Association d'assurance à la recette générale, conformément à l'art. 37 de la loi, et ne pourront plus être retirés qu'en vertu d'une délibération spéciale du Comité-directeur.

CHAPITRE V. — REMBOURSEMENT DES AVANCES.

ART. 8. — Les dépenses effectuées, à titre d'avance, par l'État, dans le courant d'un exercice, seront remboursées au receveur général au moins dans les trois mois de l'expiration de l'exercice, sur état résumant les quittances qui ont été adressées, pendant la période afférente, au Comité-directeur.

ART. 9. — Le présent arrêté sera inséré au « Mémorial ».

---

## FRANCE

## HYGIÈNE ET SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS

## I

## LOI DU 11 JUILLET 1903

portant modification de la loi du 12 juin 1893 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels (1).

## ARTICLE PREMIER.

Les articles 1<sup>er</sup>, paragraphe 1<sup>er</sup>; 2, paragraphe 3; 3; 4, paragraphe 2, et 12, paragraphe 3 de la loi du 12 juin 1893, concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels, sont modifiés ou complétés ainsi qu'il suit :

ARTICLE PREMIER, § 1<sup>er</sup>. — Sont soumis aux dispositions de la présente loi, les manufactures, fabriques, usines, chantiers, ateliers, *laboratoires, cuisines, caves et chais, magasins, boutiques, bureaux, entreprises de chargement et de déchargement et leurs dépendances, de quelque nature que ce soit, publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsque ces établissements ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance.*

ART. 2, § 3. — Les dispositions qui précèdent sont applicables aux théâtres, cirques et autres établissements similaires où il est fait emploi d'appareils mécaniques (2).

ART. 3. — Des règlements d'administration publique rendus après avis du Comité consultatif des arts et manufactures détermineront :

« 1<sup>o</sup> Les mesures générales de protection et de salubrité applicables à tous les établissements assujettis, notamment en ce qui

(1) *Journal Officiel* du 22 juillet 1903.

(2) La modification apportée à ce paragraphe consiste dans la suppression du mot *magasins* qui y figurait. L'article premier nouveau assujettissant, en effet, les magasins à toutes les prescriptions de la loi, il devenait inutile de conserver à l'article 2 la disposition spéciale visant les magasins où il est fait emploi d'appareils mécaniques.

concerne l'éclairage, l'aération ou la ventilation, les eaux potables, les fosses d'aisances, l'évacuation des poussières, vapeurs, les précautions à prendre contre les incendies, *le couchage du personnel*, etc.;

« 2° Au fur et à mesure des nécessités constatées, les prescriptions particulières relatives soit à certaines *professions*, soit à certains modes de travail.

« Le Comité consultatif d'hygiène publique de France sera appelé à donner son avis en ce qui concerne les règlements généraux prévus sous le n° 1<sup>er</sup> du présent article (1) ».

ART. 4, § 2. — *Toutefois, pour les établissements de l'État dans lesquels l'intérêt de la défense nationale s'oppose à l'introduction d'agents étrangers au service, la sanction de la loi est exclusivement confiée aux agents désignés à cet effet par les Ministres de la Guerre et de la Marine; la nomenclature de ces établissements sera fixée par règlement d'administration publique.*

ART. 12, § 3. — *Les articles 5, 6, 7, 8, 9, 12 paragraphes 1 et 2, et 14 de la présente loi ne sont pas applicables aux établissements de l'État. Un règlement d'administration publique fixera les conditions dans lesquelles seront communiquées, par le Ministre du Commerce, aux administrations intéressées, les constatations des inspecteurs du travail dans ces établissements.*

## ART. 2.

La présente loi sera applicable trois mois après la date de sa promulgation.

---

(1) Le nouvel article 3 ajoute aux mesures générales de protection qui doivent être prises par des règlements d'administration publique, celles concernant le *couchage*.

En outre, trois modifications de pure forme ont été apportées à l'article. D'abord il était dit au paragraphe 2 que les mesures générales de protection devaient intervenir dans les trois mois de la promulgation de la loi; cette indication de délai a été supprimée comme n'ayant plus de raison d'être aujourd'hui, puisque le règlement existe depuis le 10 mars 1894. En second lieu, au paragraphe 3, le mot *industries* a été remplacé par celui de *professions*, en raison de l'extension donnée à la loi par le nouvel article premier. Enfin, dans le dernier paragraphe, on a mis sous le n° 1 au lieu de au paragraphe 2.

## II

## DÉCRET DU 29 NOVEMBRE 1904

## relatif à l'hygiène et la sécurité des travailleurs (1).

**Note.** — Un décret du 10 mars 1894 (2) avait édicté les mesures d'application de la loi du 12 juin 1893 (3). — Depuis lors la loi du 17 juillet 1903 (4) avait modifié la loi du 12 juin 1893, et deux décrets du 14 juillet 1901 et du 6 août 1902 avaient modifié celui du 10 mars 1894.

Un nouveau décret du 29 novembre 1904 que l'on trouvera ci-après abroge les 3 décrets et, en modifiant sur certains points les dispositions qu'ils avaient édictées, régit à nouveau l'application des lois sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs. Nous indiquons en caractères italiques les parties nouvelles ou modifiées.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes;

Vu l'article 3 de la loi des 12 juin 1893-14 juillet 1903, ainsi conçu :

« Des règlements d'administration publique, rendus après avis du comité consultatif des arts et manufactures, détermineront :

« 1° Les mesures générales de protection et de salubrité applicables à tous les établissements assujettis, notamment en ce qui concerne l'éclairage, l'aération, la ventilation, les eaux potables, les fosses d'aisances, l'évacuation des poussières et vapeurs, les précautions à prendre contre les incendies, le couchage du personnel, etc.;

2° Au fur et à mesure des nécessités constatées, les prescriptions particulières relatives soit à certaines professions, soit à certains modes de travail.

« Le comité consultatif d'hygiène publique de France sera appelé à donner son avis en ce qui concerne les règlements généraux prévus sous le n° 1 du présent article »;

Vu l'avis du comité consultatif d'hygiène publique de France;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures;

---

(1) Publié au *Journal officiel* du 1<sup>er</sup> décembre 1904.

(2) Voir *Bulletin*, 1894, p. 28.

(3) Voir *Bulletin*, 1893, p. 345.

(4) Voir ci-dessus, p. 494.

Le Conseil d'État entendu,

Décète :

ARTICLE PREMIER. — Les emplacements affectés au travail dans les établissements visés par l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 12 juin 1893, modifiée par la loi du 11 juillet 1903, seront tenus en état constant de propreté.

Le sol sera nettoyé à fond au moins une fois par jour avant l'ouverture ou après la clôture du travail, mais jamais pendant le travail.

Ce nettoyage sera fait soit par un lavage, soit à l'aide de brosse ou de linges humides si les conditions de *l'exploitation* ou la nature du revêtement du sol s'opposent au lavage. Les murs et les plafonds seront l'objet de fréquents nettoyages; les enduits seront refaits toutes les fois qu'il sera nécessaire.

ART. 2. — Dans les locaux où l'on travaille des matières organiques altérables, le sol sera rendu imperméable et toujours bien nivelé, les murs seront recouverts d'un enduit permettant un lavage efficace.

En outre, le sol et les murs seront lavés aussi souvent qu'il sera nécessaire avec une solution désinfectante. Un lessivage à fond avec la même solution sera fait au moins une fois par an.

Les résidus putrescibles ne devront jamais séjourner dans les locaux affectés au travail et seront enlevés au fur et à mesure, *à moins qu'ils ne soient déposés dans des récipients métalliques hermétiquement clos, vidés et lavés au moins une fois par jour.*

ART. 3. — L'atmosphère des ateliers et de tous les autres locaux affectés au travail sera tenue constamment à l'abri de toute émanation provenant d'égouts, fosses, puisards, fosses d'aisances ou de toute autre source d'infection.

Dans les établissements qui déverseront les eaux résiduaires ou de lavage dans un égout public ou privé, toute communication entre l'égout et l'établissement sera munie d'un intercepteur hydraulique fréquemment nettoyé et abondamment lavé au moins une fois par jour.

*Les évers seront formés de matériaux imperméables et bien joints, ils présenteront une pente dans la direction du tuyau d'écoulement et seront aménagés de façon à ne dégager aucune odeur.* Les travaux dans les puits, conduites de gaz, canaux de fumée, fosses d'aisances, cuves ou appareils quelconques pouvant contenir des gaz délétères ne seront entrepris qu'après que l'atmos-

phère aura été assainie par une ventilation efficace. Les ouvriers appelés à travailler dans ces conditions seront attachés par une ceinture de sûreté.

ART. 4. — Les cabinets d'aisances ne devront pas communiquer directement avec les locaux fermés où *le personnel est appelé à séjourner*. Ils seront éclairés et aménagés de manière à ne dégager aucune odeur. Le sol et les parois seront en matériaux imperméables; les peintures seront d'un ton clair.

Il y aura au moins un cabinet pour cinquante personnes et des urinoirs en nombre suffisant.

Aucun puits absorbant, aucune disposition analogue ne pourra être établie qu'avec l'autorisation de l'administration supérieure et dans les conditions qu'elle aura prescrites.

ART. 5. — Les locaux fermés affectés au travail ne seront jamais encombrés. Le cube d'air *par personne employée* ne pourra être inférieur à 7 mètres cubes. *Pendant un délai de trois ans, à dater de la promulgation du présent décret, ce cube pourra n'être que de 6 mètres.*

*Le cube d'air sera de 10 mètres au moins par personne employée dans les laboratoires, cuisines, chais; il en sera de même dans les magasins, boutiques et bureaux ouverts au public.*

*Un avis affiché dans chaque local de travail indiquera sa capacité en mètres cubes.*

Les locaux fermés affectés au travail seront largement aérés et, en hiver, convenablement chauffés.

*Ils seront munis de fenêtres ou autres ouvertures à châssis mobiles donnant directement sur le dehors. L'aération sera suffisante pour empêcher une élévation exagérée de température.* Ces locaux, leurs dépendances et notamment les passages et escaliers seront convenablement éclairés.

ART. 6. — Les poussières ainsi que les gaz incommodes, insalubres ou toxiques seront évacués directement au dehors des locaux de travail au fur et à mesure de leur production.

Pour les buées, vapeurs, gaz, poussières légères, il sera installé des hottes avec cheminée d'appel ou tout autre appareil d'élimination efficace.

Pour les poussières déterminées par les meules, les batteurs, les broyeur et tous autres appareils mécaniques, il sera installé, autour des appareils, des tambours en communication avec une ventilation aspirante énergique.

Pour les gaz lourds, tels que les vapeurs de mercure, de sulfure de carbone, la ventilation aura lieu *per descensum*; les tables ou appareils de travail seront mis en communication directe avec le ventilateur.

La pulvérisation des matières irritantes et toxiques ou autres opérations, telles que le tamisage et l'embarillage de ces matières se feront mécaniquement en appareils clos.

L'air des ateliers sera renouvelé de façon à rester dans l'état de pureté nécessaire à la santé des ouvriers.

ART. 7. — Pour les industries désignées par arrêté ministériel, après avis du comité consultatif des arts et manufactures, les vapeurs, les gaz incommodes et insalubres et les poussières seront condensés ou détruits.

ART. 8. — Les ouvriers ou employés ne devront point prendre leurs repas dans les locaux affectés au travail.

*Toutefois l'autorisation d'y prendre les repas pourra être accordée, en cas de besoin et après enquête, par l'inspecteur divisionnaire sous les justifications suivantes :*

*1° Que les opérations effectuées ne comportent pas l'emploi de substances toxiques;*

*2° Qu'elles ne donnent lieu à aucun dégagement de gaz incommodes, insalubres ou toxiques, ni de poussières.*

*3° Que les autres conditions d'hygiène soient jugées satisfaisantes.*

Les patrons mettront à la disposition de leur personnel les moyens d'assurer la propreté individuelle, vestiaires avec lavabos, ainsi que de l'eau de bonne qualité pour la boisson.

ART. 9. — Pendant les interruptions de travail <sup>(1)</sup> l'air des locaux sera entièrement renouvelé.

ART. 10. — Les moteurs à vapeur, à gaz; les moteurs électriques, les roues hydrauliques, les turbines ne seront accessibles qu'aux ouvriers affectés à leur surveillance. Ils seront isolés par des cloisons ou barrières de protection.

Les passages entre les machines, mécanismes, outils mus par ces moteurs auront une largeur d'au moins 80 centimètres; le sol des intervalles sera nivelé.

Les escaliers seront solides et munis de fortes rampes.

---

(1) « L'ancien art. 9 était ainsi conçu : Pendant les interruptions de travail *pour les repas, les ateliers seront évacués* et l'air en sera entièrement renouvelé.

Les mots en italiques ont été supprimés.



Les puits, trappes, cuves, bassins, réservoirs de liquides corrosifs ou chauds seront pourvus de solides barrières ou garde-corps.

Les échafaudages seront munis sur toutes leurs faces de garde-corps rigides de 90 centimètres de haut.

*Les ponts volants, passerelles pour le chargement et le déchargement des navires devront former un tout rigide et être munis de garde-corps des deux côtés.*

ART. 11. — Les monte-charges, ascenseurs, élévateurs, seront guidés et disposés de manière que la voie de la cage du monte-charge et des contrepoids soit fermée; que la fermeture du puits à l'entrée des divers étages ou galeries s'effectue automatiquement; que rien ne puisse tomber du monte-charge dans le puits.

Pour les monte-charges destinés à transporter le personnel, la charge devra être calculée au tiers de la charge admise pour le transport des marchandises, et les monte-charges seront pourvus de freins, chapeaux, parachutes ou autres appareils préservateurs.

*Les appareils de levage porteront l'indication du maximum de poids qu'ils peuvent soulever.*

ART. 12. — Toutes les pièces saillantes mobiles et autres parties dangereuses des machines, et notamment les bielles, roues, volants, les courroies et câbles, les engrenages, les cylindres et cônes de frictions ou tous autres organes de transmission qui seraient reconnus dangereux seront munis de dispositifs protecteurs, tels que gaines et chéneaux de bois ou de fer, tambours pour les courroies et les bielles, ou de couvre-engrenage, garde-mains, grillages.

Les machines-outils à instruments tranchants tournant à grande vitesse telles que machines à scier, fraiser, raboter, découper, hacher, les cisailles, coupe-chiffons et autres engins semblables, seront disposés de telle sorte que les ouvriers ne puissent de leur poste de travail, toucher involontairement les instruments tranchants.

Sauf le cas d'arrêt du moteur, le maniement des courroies sera toujours fait par le moyen de systèmes, tels que monte-courroies, porte-courroies, évitant l'emploi direct de la main.

On devra prendre autant que possible des dispositions telles qu'aucun ouvrier ne soit habituellement occupé à un travail quelconque dans le plan de rotation ou aux abords immédiats d'un volant, d'une meule ou de tout autre engin pesant ou tournant à grande vitesse.

ART. 13. — La mise en train et l'arrêt des machines devront être toujours précédés d'un signal convenu.

ART. 14. — L'appareil d'arrêt des machines motrices sera toujours placé sous la main des conducteurs qui dirigent ces machines.

Les contremaîtres ou chefs d'atelier, les conducteurs de machines-outils, métiers, etc. auront à leur portée le moyen de demander l'arrêt des moteurs.

Chaque machine-outil, métier, etc., sera en outre installé et entretenu de manière à pouvoir être isolé par son conducteur de la commande qui l'actionne.

ART. 15. — Des dispositifs de sûreté devront être installés dans la mesure du possible pour le nettoyage et le graissage des transmissions et mécanismes en marche.

En cas de réparation d'un organe mécanique quelconque, son arrêt devra être assuré par un calage convenable de l'embrayage ou du volant; il en sera de même pour les opérations de nettoyage qui exigent l'arrêt des organes mécaniques.

ART. 16. — Les sorties sur les cours, vestibules, escaliers et autres dépendances intérieures de l'usine doivent être munies de portes s'ouvrant de dedans en dehors. Ces sorties seront assez nombreuses pour permettre l'évacuation rapide de l'établissement; elles seront toujours libres et ne devront jamais être encombrées de marchandises, de matières en dépôt ni d'objets quelconques.

Le nombre des escaliers sera calculé de manière que l'évacuation de tous les étages d'un corps de bâtiment contenant des ateliers puisse se faire immédiatement.

Dans les établissements occupant plusieurs étages, la construction d'un escalier <sup>(1)</sup> *incombustible* pourra, si la sécurité l'exige, être prescrite par une décision du ministre du Commerce, après avis du comité des arts et manufactures.

Les récipients pour l'huile ou le pétrole servant à l'éclairage seront placés dans des locaux séparés et jamais au voisinage des escaliers.

ART. 17. — Les machines dynamos devront être isolées électriquement.

Elles ne seront jamais placées dans un atelier où des corps

---

(1) *Extérieur* (supprimé).

explosifs, des gaz détonants ou poussières inflammables se manient ou se produisent.

Les conducteurs électriques placés en plein air pourront rester nus, dans ce cas, ils devront être portés par des isolateurs de porcelaine ou de verre; ils seront écartés des masses métalliques, telles que gouttières, tuyaux de descente, etc.

A l'intérieur des ateliers, les conducteurs nus destinés à des prises de courant sur leur parcours seront écartés des murs, hors la portée de la main et convenablement isolés.

Les autres conducteurs seront protégés par des enveloppes isolantes.

Toutes précautions seront prises pour éviter l'échauffement des conducteurs à l'aide de coupe-circuit et autres dispositifs analogues.

ART. 18. — Les ouvriers et ouvrières qui ont à se tenir près des machines doivent porter des vêtements ajustés et non flottants.

ART. 19. — *Un arrêté ministériel déterminera pour chaque nature de locaux celles des prescriptions du présent décret qui doivent y être affichées.*

ART. 20. — *Le ministre du Commerce et de l'Industrie peut par arrêté pris sur le rapport des inspecteurs du travail et après avis du comité consultatif des arts et manufactures, accorder à un établissement, pour un délai déterminé, dispense permanente ou temporaire de tout ou partie des prescriptions des art. 1<sup>er</sup> (alinéa 3), 5 (alinéas 2 et 5), 9 et 10 (alinéa 6), dans le cas où il est reconnu que l'application de ces prescriptions est pratiquement impossible et que l'hygiène et la sécurité des travailleurs sont assurées dans des conditions au moins équivalentes à celles qui sont fixées par le présent décret.*

ART. 21. — *Sous réserve du délai spécial fixé par l'art. 5 et des délais supplémentaires qui seraient accordés par le ministre en vertu de l'art. 20, le délai d'exécution des travaux de transformation qu'implique le présent règlement est fixé à un an à dater de sa promulgation pour les établissements non visés par la loi du 12 juin 1893.*

ART. 22. — *Les décrets des 10 mars 1894, 14 juillet 1901 et 6 août 1902 sont abrogés.*

ART. 23. — Le ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes

et des Télégraphes, est chargé de l'exécution du présent décret qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 29 novembre 1904.

ÉMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

*Le ministre du Commerce, de l'Industrie,  
des Postes et des Télégraphes,*

GEORGES TROUILLOT.

---

## ACCIDENTS DU TRAVAIL

## CAISSE NATIONALE

des retraites pour la vieillesse (1).

## I. — Nouveaux tarifs établis pour l'exécution de la loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail (2).

La loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, a prévu dans son art. 28, pour le versement à la Caisse nationale des retraites du capital représentatif des pensions dues par les chefs d'entreprise ou les assureurs, l'établissement d'un tarif spécial tenant compte de la mortalité des victimes d'accidents ou de leurs ayants droit. Aux tarifs actuellement en vigueur seront substitués, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1905, les tarifs ci-après, élaborés par la Caisse nationale des retraites, et dont l'application se trouve précisée dans une notice annexe.

TABLEAU I. — Table de mortalité et tarif applicables aux conjoints et ascendants de victimes d'accidents mortels (Table de mortalité C. R. — Taux : 3 1/4 p. 100).

| AGE.     | TAB    | PRIX                                  | AGE.     | TAB    | PRIX                                  | AGE.     | TAB    | PRIX                                  | AGE.     | TAB    | PRIX                                  |
|----------|--------|---------------------------------------|----------|--------|---------------------------------------|----------|--------|---------------------------------------|----------|--------|---------------------------------------|
|          | C. R.  | d'une<br>rente<br>viagère<br>de 1 fr. |          | C. R.  | d'une<br>rente<br>viagère<br>de 1 fr. |          | C. R.  | d'une<br>rente<br>viagère<br>de 1 fr. |          | C. R.  | d'une<br>rente<br>viagère<br>de 1 fr. |
| 12 ans.. | 96.505 | 22 <sup>f</sup> 8755                  | 35 ans.. | 82.701 | 18 <sup>f</sup> 8365                  | 58 ans.. | 63.007 | 11 <sup>f</sup> 6826                  | 81 ans.. | 13.927 | 4 <sup>f</sup> 1561                   |
| 13.....  | 95.176 | 22 6949                               | 36.....  | 82.081 | 18 5892                               | 59.....  | 60.577 | 11 3276                               | 82.....  | 11.883 | 3 9316                                |
| 14.....  | 95.796 | 22 5202                               | 37.....  | 81.454 | 18 3324                               | 60.....  | 59.093 | 10 9690                               | 83.....  | 9.995  | 3 7194                                |
| 15.....  | 95.361 | 22 3526                               | 38.....  | 80.817 | 18 0684                               | 61.....  | 57.552 | 10 6074                               | 84.....  | 8.275  | 3 5220                                |
| 16.....  | 94.870 | 22 1926                               | 39.....  | 80.165 | 17 7983                               | 62.....  | 55.951 | 10 2430                               | 85.....  | 6.737  | 3 3401                                |
| 17.....  | 94.326 | 22 0397                               | 40.....  | 79.495 | 17 5222                               | 63.....  | 54.285 | 9 8768                                | 86.....  | 5.388  | 3 1740                                |
| 18.....  | 93.734 | 21 8930                               | 41.....  | 78.807 | 17 2390                               | 64.....  | 52.548 | 9 5069                                | 87.....  | 4.231  | 3 0235                                |
| 19.....  | 93.096 | 21 7525                               | 42.....  | 78.102 | 16 9510                               | 65.....  | 50.736 | 9 1431                                | 88.....  | 3.261  | 2 8881                                |
| 20.....  | 92.423 | 21 6158                               | 43.....  | 77.382 | 16 6546                               | 66.....  | 48.842 | 8 7781                                | 89.....  | 2.470  | 2 7632                                |
| 21.....  | 91.721 | 21 4809                               | 44.....  | 76.640 | 16 3505                               | 67.....  | 46.881 | 8 4104                                | 90.....  | 1.838  | 2 6481                                |
| 22.....  | 91.011 | 21 3452                               | 45.....  | 75.894 | 16 0385                               | 68.....  | 44.794 | 8 0587                                | 91.....  | 1.347  | 2 5344                                |
| 23.....  | 90.297 | 21 2054                               | 46.....  | 75.120 | 15 7193                               | 69.....  | 42.642 | 7 7052                                | 92.....  | 972    | 2 4190                                |
| 24.....  | 89.598 | 21 0577                               | 47.....  | 74.316 | 15 3943                               | 70.....  | 40.407 | 7 3593                                | 93.....  | 691    | 2 3053                                |
| 25.....  | 88.918 | 20 9007                               | 48.....  | 73.472 | 15 0653                               | 71.....  | 38.096 | 7 0193                                | 94.....  | 482    | 2 1937                                |
| 26.....  | 88.260 | 20 7332                               | 49.....  | 72.579 | 14 7339                               | 72.....  | 35.718 | 6 6868                                | 95.....  | 330    | 2 0905                                |
| 27.....  | 87.623 | 20 5550                               | 50.....  | 71.629 | 14 4014                               | 73.....  | 33.282 | 6 3628                                | 96.....  | 220    | 1 9937                                |
| 28.....  | 87.002 | 20 3669                               | 51.....  | 70.818 | 14 0686                               | 74.....  | 30.799 | 6 0487                                | 97.....  | 142    | 1 8904                                |
| 29.....  | 86.388 | 20 1705                               | 52.....  | 69.546 | 13 7354                               | 75.....  | 28.288 | 5 7448                                | 98.....  | 88     | 1 7927                                |
| 30.....  | 85.777 | 19 9666                               | 53.....  | 68.417 | 13 4007                               | 76.....  | 25.769 | 5 4518                                | 99.....  | 52     | 1 7445                                |
| 31.....  | 85.185 | 19 7558                               | 54.....  | 67.233 | 13 0641                               | 77.....  | 23.265 | 5 1702                                | 100..... | 28     | 0 9385                                |
| 32.....  | 84.551 | 19 5380                               | 55.....  | 65.999 | 12 7244                               | 78.....  | 20.802 | 4 9000                                |          | 11     | 0 6883                                |
| 33.....  | 83.935 | 19 3128                               | 56.....  | 64.717 | 12 3810                               | 79.....  | 18.409 | 4 6407                                |          | 2      | 0 4930                                |
| 34.....  | 83.319 | 19 0797                               | 57.....  | 63.387 | 12 0337                               | 80.....  | 16.109 | 4 3926                                |          |        |                                       |

(1) Journal officiel du 9 novembre 1904.

(2) Voir Bulletin, 1899, page 344, les premiers tarifs publiés en 1899.

TABLEAU II. — Table de mortalité et tarif applicables aux enfants et descendants de victimes d'accidents mortels (Table de mortalité C. R. prolongée. — Taux : 3 1/4 p. 100).

| AGE.       | TABLE<br>C. R.<br>pro-<br>longée. | PRIX<br>d'une<br>rentem-<br>poraire<br>de 1 fr. | AGE.   | TABLE<br>C. R.<br>pro-<br>longée. | PRIX<br>d'une<br>rentem-<br>poraire<br>de 1 fr. | AGE.   | TABLE<br>C. R.<br>pro-<br>longée. | PRIX<br>d'une<br>rentem-<br>poraire<br>de 1 fr. | AGE.    | TABLE<br>C. R.<br>pro-<br>longée. | PRIX<br>d'une<br>rentem-<br>poraire<br>de 1 fr. |
|------------|-----------------------------------|-------------------------------------------------|--------|-----------------------------------|-------------------------------------------------|--------|-----------------------------------|-------------------------------------------------|---------|-----------------------------------|-------------------------------------------------|
| Naissance  | 125.058                           | 919012                                          | 4 ans. | 99.285                            | 916920                                          | 8 ans. | 97.561                            | 819400                                          | 12 ans. | 96.505                            | 317084                                          |
| 1 an.....  | 105.767                           | 10.9869                                         | 5..... | 98.708                            | 9.0542                                          | 9....  | 97.294                            | 6.1743                                          | 13....  | 96.176                            | 2.8295                                          |
| 2 ans..... | 101.631                           | 10.7772                                         | 6..... | 98.244                            | 8.3816                                          | 10.... | 97.045                            | 5.3802                                          | 14....  | 95.796                            | 1.9199                                          |
| 3.....     | 100.000                           | 10.2938                                         | 7....  | 97.870                            | 7.6762                                          | 11.... | 96.790                            | 4.5583                                          | 15....  | 95.361                            | 0.9775                                          |

TABLEAU III. — Table de mortalité et tarif applicables aux victimes d'accidents ayant entraîné l'incapacité absolue et permanente de travail (Table de mortalité C. R. I. (1). — Taux 3 1/4 100).

| NATURE<br>des<br>tables et tarifs.                                                          | TEMPS<br>écoulé<br>depuis l'accident.                 | AGE AU MOMENT DE L'ACCIDENT :                                   |                                                                                                     |                                                                                                            |                                                                 |                                                                                                     |                                                                                                            |                                                                 |                                                                                                    |                                                                                                            |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                                                                             |                                                       | 12 ans                                                          |                                                                                                     |                                                                                                            | 15 ans                                                          |                                                                                                     |                                                                                                            | 20 ans                                                          |                                                                                                    |                                                                                                            |
|                                                                                             |                                                       | Age<br>actuel.                                                  | Table<br>de<br>mortalité.                                                                           | Prix d'une<br>rente<br>viagère<br>de 1 fr.                                                                 | Age<br>actuel.                                                  | Table<br>de<br>mortalité.                                                                           | Prix d'une<br>rente<br>viagère<br>de 1 fr.                                                                 | Age<br>actuel.                                                  | Table<br>de<br>mortalité.                                                                          | Prix<br>d'une rente<br>viagère<br>de 1 fr.                                                                 |
| Table et tarif<br>applicables<br>pendant<br>les<br>dix premières<br>années<br>d'invalidité. | ans<br>0<br>1<br>2<br>3<br>4<br>5<br>6<br>7<br>8<br>9 | ans<br>12<br>13<br>14<br>15<br>16<br>17<br>18<br>19<br>20<br>21 | 130.136<br>111.651<br>102.775<br>98.695<br>96.464<br>95.053<br>94.034<br>93.199<br>92.448<br>91.737 | 1718972<br>19 7276<br>21 0802<br>21 8405<br>21 8454<br>21 8792<br>21 8261<br>21 7293<br>21 6101<br>21 4802 | ans<br>15<br>16<br>17<br>18<br>19<br>20<br>21<br>22<br>23<br>24 | 126.752<br>109 520<br>100.985<br>96.927<br>94.025<br>93.121<br>92.012<br>91.110<br>90.321<br>89.601 | 1711400<br>19 3971<br>20 6733<br>21 2138<br>21 4201<br>21 4617<br>21 4165<br>21 3248<br>21 2000<br>21 0570 | ans<br>20<br>21<br>22<br>23<br>24<br>25<br>26<br>27<br>28<br>29 | 120.104<br>104.931<br>97.094<br>93.234<br>91.010<br>89.564<br>88.586<br>87.714<br>87.024<br>86.300 | 1619403<br>18 9419<br>20 0909<br>20 5777<br>20 7494<br>20 7575<br>20 6736<br>20 5344<br>20 3619<br>20 1701 |
| Table C. R. (2).<br>Tarif 3 1/4 p. 100 C. R.                                                | 10                                                    | 22                                                              | 91.011                                                                                              | 21 3452                                                                                                    | 25                                                              | 88.918                                                                                              | 20 9007                                                                                                    | 30                                                              | 85.777                                                                                             | 19 9666                                                                                                    |

(1) Table de mortalité de la (C.) caisse des (R) retraites pour les (I.) invalides.

(2) A partir de la onzième année d'invalidité, la table C. R. et le tarif 3 1/4 p. 100 deviennent applicables (tableau I).

| NATURE<br>des<br>tables et tarifs.                                        |  | TEMPS<br>écoulé<br>depuis l'accident. | AGE AU MOMENT DE L'ACCIDENT : |                           |                                            |                |                           |                                            |                |                           |                                            |
|---------------------------------------------------------------------------|--|---------------------------------------|-------------------------------|---------------------------|--------------------------------------------|----------------|---------------------------|--------------------------------------------|----------------|---------------------------|--------------------------------------------|
|                                                                           |  |                                       | 25 ans                        |                           |                                            | 30 ans         |                           |                                            | 35 ans         |                           |                                            |
|                                                                           |  |                                       | Age<br>actuel.                | Table<br>de<br>mortalité. | Prix d'une<br>rente<br>viagère<br>de 1 fr. | Age<br>actuel. | Table<br>de<br>mortalité. | Prix d'une<br>rente<br>viagère<br>de 1 fr. | Age<br>actuel. | Table<br>de<br>mortalité. | Prix d'une<br>rente<br>viagère<br>de 1 fr. |
| ans                                                                       |  | ans                                   | ans                           | ans                       | ans                                        | ans            | ans                       | ans                                        | ans            | ans                       | ans                                        |
| Table et tarif applicables pendant les dix premières années d'invalidité. |  | 0                                     | 25                            | 413.907                   | 1617072                                    | 30             | 100.298                   | 1519610                                    | 35             | 105.478                   | 1510618                                    |
|                                                                           |  | 1                                     | 26                            | 100.066                   | 18 4402                                    | 31             | 96.581                    | 17 5778                                    | 36             | 93.087                    | 16 5482                                    |
|                                                                           |  | 2                                     | 27                            | 93.158                    | 19 4132                                    | 32             | 89.896                    | 18 4558                                    | 37             | 86.604                    | 17 3217                                    |
|                                                                           |  | 3                                     | 28                            | 89.709                    | 19 7925                                    | 33             | 86.543                    | 18 7696                                    | 38             | 83.328                    | 17 5627                                    |
|                                                                           |  | 4                                     | 29                            | 87.695                    | 19 8876                                    | 34             | 84.583                    | 18 8125                                    | 39             | 81.380                    | 17 5503                                    |
|                                                                           |  | 5                                     | 30                            | 86.375                    | 19 8351                                    | 35             | 83.282                    | 18 7445                                    | 40             | 80.053                    | 17 4074                                    |
|                                                                           |  | 6                                     | 31                            | 85.444                    | 19 7009                                    | 36             | 82.222                    | 18 5374                                    | 41             | 79.038                    | 17 1922                                    |
|                                                                           |  | 7                                     | 32                            | 84.637                    | 19 5189                                    | 37             | 81.537                    | 18 3145                                    | 42             | 78.181                    | 16 9346                                    |
|                                                                           |  | 8                                     | 33                            | 83.956                    | 19 3081                                    | 38             | 80.837                    | 18 0611                                    | 43             | 77.401                    | 16 6506                                    |
|                                                                           |  | 9                                     | 34                            | 83.381                    | 19 0792                                    | 39             | 80.167                    | 17 7973                                    | 44             | 76.648                    | 16 3501                                    |
| Table C. R. (2).<br>Tarif 3 1/4 p.100 C. R.                               |  | 10                                    | 35                            | 82.704                    | 18 8385                                    | 40             | 79.495                    | 17 5222                                    | 45             | 75.894                    | 16 0385                                    |

Tableau III (Suite).

| NATURE<br>des<br>tables et tarifs.                                                          | TEMPS<br>écoulé<br>depuis l'accident. | AGE AU MOMENT DE L'ACCIDENT : |                           |                                            |                |                           |                                            |                |                           |                                            |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------|-------------------------------|---------------------------|--------------------------------------------|----------------|---------------------------|--------------------------------------------|----------------|---------------------------|--------------------------------------------|
|                                                                                             |                                       | 40 ans                        |                           |                                            | 45 ans         |                           |                                            | 50 ans         |                           |                                            |
|                                                                                             |                                       | Age<br>actuel.                | Table<br>de<br>mortalité. | Prix d'une<br>rente<br>viagère<br>de 1 fr. | Age<br>actuel. | Table<br>de<br>mortalité. | Prix d'une<br>rente<br>viagère<br>de 1 fr. | Age<br>actuel. | Table<br>de<br>mortalité. | Prix d'une<br>rente<br>viagère<br>de 1 fr. |
| Table et tarif<br>applicables<br>pendant<br>les<br>dix premières<br>années<br>d'invalidité. | ans                                   | ans                           |                           |                                            | ans            |                           |                                            | ans            |                           |                                            |
|                                                                                             | 0                                     | 40                            | 102.631                   | 13 871 9                                   | 45             | 99.283                    | 12 568 4                                   | 50             | 95.072                    | 11 167 0                                   |
|                                                                                             | 1                                     | 41                            | 89.798                    | 15 290 9                                   | 46             | 86.023                    | 13 892 2                                   | 51             | 81.319                    | 12 386 8                                   |
|                                                                                             | 2                                     | 42                            | 83.198                    | 15 904 2                                   | 47             | 79.322                    | 14 500 2                                   | 52             | 74.397                    | 12 925 1                                   |
|                                                                                             | 3                                     | 43                            | 79.852                    | 16 179 0                                   | 48             | 75.882                    | 14 027 3                                   | 53             | 70.730                    | 13 003 8                                   |
|                                                                                             | 4                                     | 44                            | 77.836                    | 16 118 7                                   | 49             | 73.734                    | 14 521 6                                   | 54             | 68.332                    | 12 872 8                                   |
|                                                                                             | 5                                     | 45                            | 76.439                    | 15 931 7                                   | 50             | 72.155                    | 14 304 1                                   | 55             | 66.496                    | 12 637 1                                   |
|                                                                                             | 6                                     | 46                            | 75.345                    | 15 675 1                                   | 51             | 70.834                    | 14 028 5                                   | 56             | 64.920                    | 12 345 1                                   |
|                                                                                             | 7                                     | 47                            | 74.393                    | 15 379 2                                   | 52             | 69.620                    | 13 721 6                                   | 57             | 63.456                    | 12 021 5                                   |
|                                                                                             | 8                                     | 48                            | 73.491                    | 15 061 6                                   | 53             | 68.435                    | 13 397 3                                   | 58             | 62.024                    | 11 670 6                                   |
|                                                                                             | 9                                     | 49                            | 72.584                    | 14 733 5                                   | 54             | 67 235                    | 13 063 7                                   | 59             | 60.579                    | 11 327 2                                   |
| Table C. R. (2)<br>Tarif 3 1/4 p. 100 C. R.                                                 | 10                                    | 50                            | 71.629                    | 14 401 4                                   | 55             | 65.999                    | 12 724 4                                   | 60             | 59.093                    | 10 969 0                                   |

| NATURE<br>des<br>tables et tarifs.                                                          | TEMPS<br>écoulé<br>depuis l'accident. | AGE AU MOMENT DE L'ACCIDENT : |                           |                                            |                |                           |                                            |                |                           |                                            |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------|-------------------------------|---------------------------|--------------------------------------------|----------------|---------------------------|--------------------------------------------|----------------|---------------------------|--------------------------------------------|
|                                                                                             |                                       | 55 ans                        |                           |                                            | 60 ans         |                           |                                            | 65 ans         |                           |                                            |
|                                                                                             |                                       | Age<br>actuel.                | Table<br>de<br>mortalité. | Prix d'une<br>rente<br>viagère<br>de 1 fr. | Age<br>actuel. | Table<br>de<br>mortalité. | Prix d'une<br>rente<br>viagère<br>de 1 fr. | Age<br>actuel. | Table<br>de<br>mortalité. | Prix d'une<br>rente<br>viagère<br>de 1 fr. |
| Table et tarif<br>applicables<br>pendant<br>les<br>dix premières<br>années<br>d'invalidité. | ans                                   | ans                           |                           |                                            | ans            |                           |                                            | ans            |                           |                                            |
|                                                                                             | 0                                     | 55                            | 89.000                    | 9 781 1                                    | 60             | 81.149                    | 8 321 6                                    | 65             | 71.206                    | 6 837 7                                    |
|                                                                                             | 1                                     | 56                            | 74.964                    | 10 862 4                                   | 61             | 67.102                    | 9 275 8                                    | 66             | 57.402                    | 7 652 0                                    |
|                                                                                             | 2                                     | 57                            | 67.967                    | 11 310 1                                   | 62             | 60.152                    | 9 616 9                                    | 67             | 50.540                    | 7 892 9                                    |
|                                                                                             | 3                                     | 58                            | 64.168                    | 11 331 4                                   | 63             | 56.242                    | 9 576 2                                    | 68             | 46 481                    | 7 810 4                                    |
|                                                                                             | 4                                     | 59                            | 61.595                    | 11 159 6                                   | 64             | 53.459                    | 9 367 4                                    | 69             | 43.414                    | 7 589 1                                    |
|                                                                                             | 5                                     | 60                            | 59.550                    | 10 892 8                                   | 65             | 51 140                    | 9 079 0                                    | 70             | 40.743                    | 7 307 0                                    |
|                                                                                             | 6                                     | 61                            | 57.737                    | 10 576 3                                   | 66             | 49.003                    | 8 752 2                                    | 71             | 38.228                    | 6 966 8                                    |
|                                                                                             | 7                                     | 62                            | 56.013                    | 10 239 5                                   | 67             | 46.914                    | 8 407 7                                    | 72             | 35.761                    | 6 679 7                                    |
|                                                                                             | 8                                     | 63                            | 54.300                    | 9 874 2                                    | 68             | 44.806                    | 8 056 7                                    | 73             | 33.229                    | 6 361 1                                    |
|                                                                                             | 9                                     | 64                            | 52.550                    | 9 509 5                                    | 69             | 42.643                    | 7 705 7                                    | 74             | 30.800                    | 6 048 5                                    |
| Table C. R. (2)<br>Tarif 3 1/4 p. 100 C. R.                                                 | 10                                    | 65                            | 50.736                    | 9 143 1                                    | 70             | 40.407                    | 7 359 3                                    | 75             | 28.288                    | 5 744 8                                    |

| NATURE<br>des<br>tables et tarifs.                                                          | TEMPS<br>écoulé<br>depuis l'accident. | AGE AU MOMENT DE L'ACCIDENT : |                           |                                            |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------|-------------------------------|---------------------------|--------------------------------------------|
|                                                                                             |                                       | 70 ans.                       |                           |                                            |
|                                                                                             |                                       | Age<br>actuel.                | Table<br>de<br>mortalité. | Prix d'une<br>rente<br>viagère<br>de 1 fr. |
| Table et tarif<br>applicables<br>pendant<br>les<br>dix premières<br>années<br>d'invalidité. | ans                                   | ans                           |                           |                                            |
|                                                                                             | 0                                     | 70                            | 58.262                    | 5 455 8                                    |
|                                                                                             | 1                                     | 71                            | 45.223                    | 6 099 5                                    |
|                                                                                             | 2                                     | 72                            | 38.699                    | 6 265 7                                    |
|                                                                                             | 3                                     | 73                            | 34.607                    | 6 164 6                                    |
|                                                                                             | 4                                     | 74                            | 31.388                    | 5 956 0                                    |
|                                                                                             | 5                                     | 75                            | 28.537                    | 5 702 4                                    |
|                                                                                             | 6                                     | 76                            | 25.864                    | 5 435 0                                    |
|                                                                                             | 7                                     | 77                            | 23.295                    | 5 164 5                                    |
|                                                                                             | 8                                     | 78                            | 20.809                    | 4 896 6                                    |
|                                                                                             | 9                                     | 79                            | 18.410                    | 4 640 5                                    |
| Table C. R. (2)<br>Tarif 3 1/4 p. 100 C. R.                                                 | 10                                    | 80                            | 16.109                    | 4 392 8                                    |

**TABEAU IV. — Tarif auxiliaire pour l'évaluation d'une rente viagère reposant sur la tête d'une victime d'accident ayant entraîné l'incapacité absolue et permanente de travail et réversible sur la tête du conjoint (Tables de mortalité C. R. et C. R. I. (1). — Taux 3 1/4 p. 100).**

| NATURE<br><br>des tarifs.                                                   | TEMPS<br>écoule depuis l'accident. | AGE AU MOMENT DE L'ACCIDENT : 30 ans |                            |                                                             |                            |                                                             |                            |                                                             |                            |                                                             |                            |                                                             |
|-----------------------------------------------------------------------------|------------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|-------------------------------------------------------------|----------------------------|-------------------------------------------------------------|----------------------------|-------------------------------------------------------------|----------------------------|-------------------------------------------------------------|----------------------------|-------------------------------------------------------------|
|                                                                             |                                    | AGE<br>actuel de l'invalidé.         | DIFFÉRENCES D'ÂGES         |                                                             |                            |                                                             |                            |                                                             |                            |                                                             | AGE<br>actuel du conjoint. | Complément du prix<br>d'une rente réversible<br>de 1 franc. |
|                                                                             |                                    |                                      | + 10 ans                   |                                                             | + 5 ans                    |                                                             | 0                          |                                                             | - 5 ans                    |                                                             |                            |                                                             |
|                                                                             |                                    |                                      | Age actuel<br>du conjoint. | Complément du prix<br>d'une rente réversible<br>de 1 franc. | Age actuel<br>du conjoint. | Complément du prix<br>d'une rente réversible<br>de 1 franc. | Age actuel<br>du conjoint. | Complément du prix<br>d'une rente réversible<br>de 1 franc. | Age actuel<br>du conjoint. | Complément du prix<br>d'une rente réversible<br>de 1 franc. |                            |                                                             |
| Tarif applicable<br>pendant<br>les dix premières<br>années<br>d'invalidité. | 0                                  | 30 ans.                              | »                          | »                                                           | 15 ans.                    | 7 5822                                                      | 20 ans.                    | 7 1196                                                      | 25 ans.                    | 6 6745                                                      |                            |                                                             |
|                                                                             | 1 an.                              | 21 —                                 | »                          | »                                                           | 16 —                       | 5 7237                                                      | 21 —                       | 5 3024                                                      | 26 —                       | 4 8791                                                      |                            |                                                             |
|                                                                             | 2 ans.                             | 22 —                                 | »                          | »                                                           | 17 —                       | 4 6121                                                      | 22 —                       | 4 2018                                                      | 27 —                       | 3 7863                                                      |                            |                                                             |
|                                                                             | 3 —                                | 23 —                                 | »                          | »                                                           | 18 —                       | 4 0652                                                      | 23 —                       | 3 6567                                                      | 28 —                       | 3 2378                                                      |                            |                                                             |
|                                                                             | 4 —                                | 24 —                                 | »                          | »                                                           | 19 —                       | 3 7872                                                      | 24 —                       | 3 3726                                                      | 29 —                       | 2 9452                                                      |                            |                                                             |
|                                                                             | 5 —                                | 25 —                                 | »                          | »                                                           | 20 —                       | 3 6468                                                      | 25 —                       | 3 2214                                                      | 30 —                       | 2 7827                                                      |                            |                                                             |
|                                                                             | 6 —                                | 26 —                                 | »                          | »                                                           | 21 —                       | 3 5822                                                      | 26 —                       | 3 1424                                                      | 31 —                       | 2 6913                                                      |                            |                                                             |
|                                                                             | 7 —                                | 27 —                                 | »                          | »                                                           | 22 —                       | 3 5613                                                      | 27 —                       | 3 1047                                                      | 32 —                       | 2 6404                                                      |                            |                                                             |
|                                                                             | 8 —                                | 28 —                                 | »                          | »                                                           | 23 —                       | 3 5648                                                      | 28 —                       | 3 0899                                                      | 33 —                       | 2 6120                                                      |                            |                                                             |
| 9 —                                                                         | 29 —                               | »                                    | »                          | 24 —                                                        | 3 5798                     | 29 —                                                        | 3 0861                     | 34 —                                                        | 2 5941                     |                                                             |                            |                                                             |
| Tarif 3 1/4 p. 100.<br>C. R. (2).                                           | 10 —                               | 30 —                                 | »                          | »                                                           | 25 —                       | 3 5995                                                      | 30 —                       | 3 0870                                                      | 35 —                       | 2 5805                                                      |                            |                                                             |

|                                                                             |        | AGE AU MOMENT DE L'ACCIDENT : 25 ans |         |        |         |        |         |        |         |        |  |
|-----------------------------------------------------------------------------|--------|--------------------------------------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|--|
|                                                                             |        | 25 ans.                              | 15 ans. | 7 6158 | 20 ans. | 7 1172 | 25 ans. | 6 6312 | 30 ans. | 6 0890 |  |
|                                                                             |        |                                      |         |        |         |        |         |        |         |        |  |
|                                                                             |        |                                      |         |        |         |        |         |        |         |        |  |
| Tarif applicable<br>pendant<br>les dix premières<br>années<br>d'invalidité. | 0      | 25 —                                 | 15 —    | 5 0684 | 21 —    | 5 4064 | 26 —    | 5 0210 | 31 —    | 4 5091 |  |
|                                                                             | 1 an.  | 26 —                                 | 16 —    | 4 9840 | 22 —    | 4 5224 | 27 —    | 4 0463 | 32 —    | 3 5497 |  |
|                                                                             | 2 ans. | 27 —                                 | 17 —    | 4 5182 | 23 —    | 4 0532 | 28 —    | 3 5674 | 33 —    | 3 0723 |  |
|                                                                             | 3 —    | 28 —                                 | 18 —    | 4 2970 | 24 —    | 3 8223 | 29 —    | 3 3227 | 34 —    | 2 8218 |  |
|                                                                             | 4 —    | 29 —                                 | 19 —    | 4 2016 | 25 —    | 3 7126 | 30 —    | 3 1971 | 35 —    | 2 6863 |  |
|                                                                             | 5 —    | 30 —                                 | 20 —    | 4 1741 | 26 —    | 3 6672 | 31 —    | 3 1349 | 36 —    | 2 6117 |  |
|                                                                             | 6 —    | 31 —                                 | 21 —    | 4 1845 | 27 —    | 3 6571 | 32 —    | 3 1075 | 37 —    | 2 5704 |  |
|                                                                             | 7 —    | 32 —                                 | 22 —    | 4 2156 | 28 —    | 3 6659 | 33 —    | 3 0988 | 38 —    | 2 5470 |  |
|                                                                             | 8 —    | 33 —                                 | 23 —    | 4 2574 | 29 —    | 3 6850 | 34 —    | 3 0997 | 39 —    | 2 5329 |  |
| Tarif 3 1/4 p. 100<br>C. R.                                                 | 10 —   | 35 —                                 | 25 —    | 4 3039 | 30 —    | 3 7086 | 35 —    | 3 1048 | 40 —    | 2 5229 |  |

(1) Table de mortalité de la (C.) caisse des (R.) retraites pour les (I.) invalides.  
(2) A partir de la onzième année d'invalidité, le tarif 3 1/4 p. 100 C. R. devient applicable (Tableau V).



Tableau IV (Suite).

| NATURE<br><br>des tarifs.                                                   |        | TEMPS<br>écoulé depuis l'accident. | AGE AU MOMENT DE L'ACCIDENT : 30 ANS |                            |                                                             |                            |                                                             |                            |                                                             |                            |                                                             |
|-----------------------------------------------------------------------------|--------|------------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|-------------------------------------------------------------|----------------------------|-------------------------------------------------------------|----------------------------|-------------------------------------------------------------|----------------------------|-------------------------------------------------------------|
|                                                                             |        |                                    | AGE<br>actuel de l'invalidé.         | DIFFÉRENCES D'ÂGES         |                                                             |                            |                                                             |                            |                                                             |                            |                                                             |
|                                                                             |        |                                    |                                      | + 10 ans                   |                                                             | + 5 ans                    |                                                             | 0                          |                                                             | - 5 ans                    |                                                             |
|                                                                             |        |                                    |                                      | Age actuel<br>du conjoint. | Complément du prix<br>d'une rente réversible<br>de 1 franc. | Age actuel<br>du conjoint. | Complément du prix<br>d'une rente réversible<br>de 1 franc. | Age actuel<br>du conjoint. | Complément du prix<br>d'une rente réversible<br>de 1 franc. | Age actuel<br>du conjoint. | Complément du prix<br>d'une rente réversible<br>de 1 franc. |
| Tarif applicable<br>pendant<br>les dix premières<br>années<br>d'invalidité. | 0      | 30 ans.                            | 30 ans.                              | 71 5705                    | 25 ans.                                                     | 71 0340                    | 30 ans.                                                     | 61 4307                    | 35 ans.                                                     | 51 7906                    |                                                             |
|                                                                             | 1 an.  | 31 —                               | 21 —                                 | 6 0820                     | 26 —                                                        | 5 4871                     | 31 —                                                        | 4 9033                     | 36 —                                                        | 4 3058                     |                                                             |
|                                                                             | 2 ans. | 32 —                               | 22 —                                 | 5 1103                     | 27 —                                                        | 4 5674                     | 32 —                                                        | 3 9905                     | 37 —                                                        | 3 4143                     |                                                             |
|                                                                             | 3 —    | 33 —                               | 23 —                                 | 4 6852                     | 28 —                                                        | 4 1968                     | 33 —                                                        | 3 5451                     | 38 —                                                        | 2 9796                     |                                                             |
|                                                                             | 4 —    | 34 —                               | 24 —                                 | 4 4903                     | 29 —                                                        | 3 9431                     | 34 —                                                        | 3 3203                     | 39 —                                                        | 2 7429                     |                                                             |
|                                                                             | 5 —    | 35 —                               | 25 —                                 | 4 4123                     | 30 —                                                        | 3 8146                     | 35 —                                                        | 3 2072                     | 40 —                                                        | 2 6202                     |                                                             |
|                                                                             | 6 —    | 36 —                               | 26 —                                 | 4 3973                     | 31 —                                                        | 3 7785                     | 36 —                                                        | 3 1540                     | 41 —                                                        | 2 5550                     |                                                             |
|                                                                             | 7 —    | 37 —                               | 27 —                                 | 4 4163                     | 32 —                                                        | 3 7760                     | 37 —                                                        | 3 1331                     | 42 —                                                        | 2 5204                     |                                                             |
|                                                                             | 8 —    | 38 —                               | 28 —                                 | 4 4532                     | 33 —                                                        | 3 7913                     | 38 —                                                        | 3 1291                     | 43 —                                                        | 2 5017                     |                                                             |
|                                                                             | 9 —    | 39 —                               | 29 —                                 | 4 4981                     | 34 —                                                        | 3 8143                     | 39 —                                                        | 3 1327                     | 44 —                                                        | 2 4898                     |                                                             |
| Tarif 3 1/4 p. 100<br>C. R.                                                 |        | 10 —                               | 40 —                                 | 30 —                       | 4 5460                                                      | 35 —                       | 3 8393                                                      | 40 —                       | 3 1382                                                      | 45 —                       | 2 4793                                                      |

| NATURE<br><br>des tarifs.                                                   |        | TEMPS<br>écoulé depuis l'accident. | AGE AU MOMENT DE L'ACCIDENT : 35 ANS. |                            |                                                             |                            |                                                             |                            |                                                             |                            |                                                             |
|-----------------------------------------------------------------------------|--------|------------------------------------|---------------------------------------|----------------------------|-------------------------------------------------------------|----------------------------|-------------------------------------------------------------|----------------------------|-------------------------------------------------------------|----------------------------|-------------------------------------------------------------|
|                                                                             |        |                                    | AGE<br>actuel de l'invalidé.          | DIFFÉRENCES D'ÂGES         |                                                             |                            |                                                             |                            |                                                             |                            |                                                             |
|                                                                             |        |                                    |                                       | + 10 ans                   |                                                             | + 5 ans                    |                                                             | 0                          |                                                             | - 5 ans                    |                                                             |
|                                                                             |        |                                    |                                       | Age actuel<br>du conjoint. | Complément du prix<br>d'une rente réversible<br>de 1 franc. | Age actuel<br>du conjoint. | Complément du prix<br>d'une rente réversible<br>de 1 franc. | Age actuel<br>du conjoint. | Complément du prix<br>d'une rente réversible<br>de 1 franc. | Age actuel<br>du conjoint. | Complément du prix<br>d'une rente réversible<br>de 1 franc. |
| Tarif applicable<br>pendant<br>les dix premières<br>années<br>d'invalidité. | 0      | 35 ans.                            | 25 ans.                               | 71 5989                    | 30 ans.                                                     | 61 9305                    | 35 ans.                                                     | 61 2136                    | 40 ans.                                                     | 51 4736                    |                                                             |
|                                                                             | 1 an.  | 36 —                               | 26 —                                  | 6 1332                     | 31 —                                                        | 5 4729                     | 36 —                                                        | 4 7859                     | 41 —                                                        | 4 1003                     |                                                             |
|                                                                             | 2 ans. | 37 —                               | 27 —                                  | 5 2824                     | 32 —                                                        | 4 6201                     | 37 —                                                        | 3 9443                     | 42 —                                                        | 3 2867                     |                                                             |
|                                                                             | 3 —    | 38 —                               | 28 —                                  | 4 8906                     | 33 —                                                        | 4 2170                     | 38 —                                                        | 3 5375                     | 43 —                                                        | 2 8866                     |                                                             |
|                                                                             | 4 —    | 39 —                               | 29 —                                  | 4 7144                     | 34 —                                                        | 4 0242                     | 39 —                                                        | 3 3337                     | 44 —                                                        | 2 6788                     |                                                             |
|                                                                             | 5 —    | 40 —                               | 30 —                                  | 4 6461                     | 35 —                                                        | 3 9365                     | 40 —                                                        | 3 2311                     | 45 —                                                        | 2 5665                     |                                                             |
|                                                                             | 6 —    | 41 —                               | 31 —                                  | 4 6354                     | 36 —                                                        | 3 9041                     | 41 —                                                        | 3 1819                     | 46 —                                                        | 2 5043                     |                                                             |
|                                                                             | 7 —    | 42 —                               | 32 —                                  | 4 6558                     | 37 —                                                        | 3 9017                     | 42 —                                                        | 3 1613                     | 47 —                                                        | 2 4691                     |                                                             |
|                                                                             | 8 —    | 43 —                               | 33 —                                  | 4 6934                     | 38 —                                                        | 3 9156                     | 43 —                                                        | 3 1560                     | 48 —                                                        | 2 4487                     |                                                             |
|                                                                             | 9 —    | 44 —                               | 34 —                                  | 4 7392                     | 39 —                                                        | 3 9378                     | 44 —                                                        | 3 1579                     | 49 —                                                        | 2 4359                     |                                                             |
| Tarif 3 1/4 p. 100<br>C. R.                                                 |        | 10 —                               | 45 —                                  | 35 —                       | 4 7886                                                      | 40 —                       | 3 9630                                                      | 45 —                       | 3 1625                                                      | 50 —                       | 2 4266                                                      |

Tableau IV (Suite).

| NATURE<br><br>des tarifs.                                                   |        | TEMPS<br>éoulé depuis l'accident. | AGE AU MOMENT DE L'ACCIDENT : 40 ANS |                            |                                                             |                            |                                                             |                            |                                                             |                            |                                                             |
|-----------------------------------------------------------------------------|--------|-----------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|-------------------------------------------------------------|----------------------------|-------------------------------------------------------------|----------------------------|-------------------------------------------------------------|----------------------------|-------------------------------------------------------------|
|                                                                             |        |                                   | AGE<br>actuel de l'invalidé.         | DIFFÉRENCES D'AGES         |                                                             |                            |                                                             |                            |                                                             |                            |                                                             |
|                                                                             |        |                                   |                                      | + 10 ans.                  |                                                             | + 5 ans.                   |                                                             | 0                          |                                                             | - 5 ans.                   |                                                             |
|                                                                             |        |                                   |                                      | Age actuel<br>du conjoint. | Complément du prix<br>d'une rente réversible<br>de 1 franc. | Age actuel<br>du conjoint. | Complément du prix<br>d'une rente réversible<br>de 1 franc. | Age actuel<br>du conjoint. | Complément du prix<br>d'une rente réversible<br>de 1 franc. | Age actuel<br>du conjoint. | Complément du prix<br>d'une rente réversible<br>de 1 franc. |
| Tarif applicable<br>pendant<br>les dix premières<br>années<br>d'invalidité. | 0      | 40 ans.                           | 30 ans.                              | 717250                     | 35 ans.                                                     | 619234                     | 40 ans.                                                     | 610841                     | 45 ans.                                                     | 512398                     |                                                             |
|                                                                             | 1 an.  | 41 —                              | 31 —                                 | 6 2897                     | 36 —                                                        | 5 5064                     | 41 —                                                        | 4 7093                     | 46 —                                                        | 3 9311                     |                                                             |
|                                                                             | 2 ans. | 42 —                              | 32 —                                 | 5 4731                     | 37 —                                                        | 4 6918                     | 42 —                                                        | 3 9129                     | 47 —                                                        | 3 1688                     |                                                             |
|                                                                             | 3 —    | 43 —                              | 33 —                                 | 5 1029                     | 38 —                                                        | 4 3109                     | 43 —                                                        | 3 5312                     | 48 —                                                        | 2 7970                     |                                                             |
|                                                                             | 4 —    | 44 —                              | 34 —                                 | 4 9401                     | 39 —                                                        | 4 1311                     | 44 —                                                        | 3 3413                     | 49 —                                                        | 2 6057                     |                                                             |
|                                                                             | 5 —    | 45 —                              | 35 —                                 | 4 8812                     | 40 —                                                        | 4 0522                     | 45 —                                                        | 3 2468                     | 50 —                                                        | 2 5046                     |                                                             |
|                                                                             | 6 —    | 46 —                              | 36 —                                 | 4 8764                     | 41 —                                                        | 4 0258                     | 46 —                                                        | 3 2018                     | 51 —                                                        | 2 4505                     |                                                             |
|                                                                             | 7 —    | 47 —                              | 37 —                                 | 4 8996                     | 42 —                                                        | 4 0261                     | 47 —                                                        | 3 1823                     | 52 —                                                        | 2 4208                     |                                                             |
|                                                                             | 8 —    | 48 —                              | 38 —                                 | 4 9353                     | 43 —                                                        | 4 0381                     | 48 —                                                        | 3 1745                     | 53 —                                                        | 2 4023                     |                                                             |
|                                                                             | 9 —    | 49 —                              | 39 —                                 | 4 9741                     | 44 —                                                        | 4 0525                     | 49 —                                                        | 3 1698                     | 54 —                                                        | 2 3866                     |                                                             |
| Tarif 3 1/4 p. 100<br>C. R.                                                 | 10 —   | 50 —                              | 40 —                                 | 5 0103                     | 45 —                                                        | 4 0637                     | 50 —                                                        | 3 1635                     | 55 —                                                        | 2 3687                     |                                                             |

|                                                                             |        |         | AGE AU MOMENT DE L'ACCIDENT : 45 ANS |        |         |        |         |        |         |        |  |
|-----------------------------------------------------------------------------|--------|---------|--------------------------------------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|--|
|                                                                             |        |         |                                      |        |         |        |         |        |         |        |  |
|                                                                             |        |         |                                      |        |         |        |         |        |         |        |  |
|                                                                             |        |         |                                      |        |         |        |         |        |         |        |  |
| Tarif applicable<br>pendant<br>les dix premières<br>années<br>d'invalidité. | 0      | 45 ans. | 35 ans.                              | 7 7028 | 40 ans. | 618521 | 45 ans. | 518912 | 50 ans. | 419445 |  |
|                                                                             | 1 an.  | 46 —    | 36 —                                 | 6 4171 | 41 —    | 5 5048 | 46 —    | 4 5948 | 51 —    | 3 7396 |  |
|                                                                             | 2 ans. | 47 —    | 37 —                                 | 5 6523 | 42 —    | 4 7474 | 47 —    | 3 8595 | 52 —    | 3 0427 |  |
|                                                                             | 3 —    | 48 —    | 38 —                                 | 5 3091 | 43 —    | 4 3958 | 48 —    | 3 5093 | 53 —    | 2 7092 |  |
|                                                                             | 4 —    | 49 —    | 39 —                                 | 5 1563 | 44 —    | 4 2365 | 49 —    | 3 3324 | 54 —    | 2 5354 |  |
|                                                                             | 5 —    | 50 —    | 40 —                                 | 5 0930 | 45 —    | 4 1433 | 50 —    | 3 2378 | 55 —    | 2 4366 |  |
|                                                                             | 6 —    | 51 —    | 41 —                                 | 5 0755 | 46 —    | 4 1018 | 51 —    | 3 1837 | 56 —    | 2 3742 |  |
|                                                                             | 7 —    | 52 —    | 42 —                                 | 5 0777 | 47 —    | 4 0601 | 52 —    | 3 1491 | 57 —    | 2 3289 |  |
|                                                                             | 8 —    | 53 —    | 43 —                                 | 5 0881 | 48 —    | 4 0669 | 53 —    | 3 1239 | 58 —    | 2 2906 |  |
|                                                                             | 9 —    | 54 —    | 44 —                                 | 5 0998 | 49 —    | 4 0564 | 54 —    | 3 0989 | 59 —    | 2 2539 |  |
| Tarif 3 1/4 p. 100.<br>C. R.                                                | 10 —   | 55 —    | 45 —                                 | 5 1097 | 50 —    | 4 0458 | 55 —    | 3 0740 | 60 —    | 2 2163 |  |

Tableau IV (Suite).

|                                                                             |                                   | AGE AU MOMENT DE L'ACCIDENT : 50 ANS |                            |                                                             |                            |                                                             |                            |                                                             |                            |                                                             |
|-----------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|-------------------------------------------------------------|----------------------------|-------------------------------------------------------------|----------------------------|-------------------------------------------------------------|----------------------------|-------------------------------------------------------------|
| NATURE<br><br>des tarifs.                                                   | TEMPS<br>éoulé depuis l'accident. | AGE<br>actuel de l'invalidé.         | DIFFÉRENCES D'ÂGES         |                                                             |                            |                                                             |                            |                                                             |                            |                                                             |
|                                                                             |                                   |                                      | + 10 ans.                  |                                                             | + 5 ans.                   |                                                             | 0                          |                                                             | - 5 ans.                   |                                                             |
|                                                                             |                                   |                                      | Age actuel<br>du conjoint. | Complément du prix<br>d'une rente réversible<br>de 1 franc. | Age actuel<br>du conjoint. | Complément du prix<br>d'une rente réversible<br>de 1 franc. | Age actuel<br>du conjoint. | Complément du prix<br>d'une rente réversible<br>de 1 franc. | Age actuel<br>du conjoint. | Complément du prix<br>d'une rente réversible<br>de 1 franc. |
| Tarif applicable<br>pendant<br>les dix premières<br>années<br>d'invalidité. | 0                                 | 50 ans.                              | 40 ans.                    | 717818                                                      | 45 ans.                    | 617033                                                      | 50 ans.                    | 516230                                                      | 55 ans.                    | 416125                                                      |
|                                                                             | 1 an.                             | 51 —                                 | 41 —                       | 6 4785                                                      | 46 —                       | 5 4347                                                      | 51 —                       | 4 4230                                                      | 56 —                       | 3 5043                                                      |
|                                                                             | 2 ans.                            | 52 —                                 | 42 —                       | 5 7563                                                      | 47 —                       | 4 7230                                                      | 52 —                       | 3 7458                                                      | 57 —                       | 2 8894                                                      |
|                                                                             | 3 —                               | 53 —                                 | 43 —                       | 5 4926                                                      | 48 —                       | 4 3831                                                      | 53 —                       | 3 4159                                                      | 58 —                       | 2 5551                                                      |
|                                                                             | 4 —                               | 54 —                                 | 44 —                       | 5 2618                                                      | 49 —                       | 4 2092                                                      | 54 —                       | 3 2403                                                      | 59 —                       | 2 3811                                                      |
|                                                                             | 5 —                               | 55 —                                 | 45 —                       | 5 1835                                                      | 50 —                       | 4 1154                                                      | 55 —                       | 3 1384                                                      | 60 —                       | 2 2740                                                      |
|                                                                             | 6 —                               | 56 —                                 | 46 —                       | 5 1487                                                      | 51 —                       | 4 0626                                                      | 56 —                       | 3 0733                                                      | 61 —                       | 2 2006                                                      |
|                                                                             | 7 —                               | 57 —                                 | 47 —                       | 5 1308                                                      | 52 —                       | 4 0307                                                      | 57 —                       | 3 0266                                                      | 62 —                       | 2 1440                                                      |
|                                                                             | 8 —                               | 58 —                                 | 48 —                       | 5 1248                                                      | 53 —                       | 4 0087                                                      | 58 —                       | 2 9882                                                      | 63 —                       | 2 0956                                                      |
|                                                                             | 9 —                               | 59 —                                 | 49 —                       | 5 1229                                                      | 54 —                       | 3 9904                                                      | 59 —                       | 2 9525                                                      | 64 —                       | 2 0506                                                      |
| Tarif 3 1/4 p. 100<br>C. R.                                                 | 10 —                              | 60 —                                 | 50 —                       | 5 1216                                                      | 55 —                       | 3 9717                                                      | 60 —                       | 2 9164                                                      | 65 —                       | 2 0063                                                      |

|                                                                             |                                   | AGE AU MOMENT DE L'ACCIDENT : 55 ANS |                            |                                                             |                            |                                                             |                            |                                                             |                            |                                                             |
|-----------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|-------------------------------------------------------------|----------------------------|-------------------------------------------------------------|----------------------------|-------------------------------------------------------------|----------------------------|-------------------------------------------------------------|
| NATURE<br><br>des tarifs.                                                   | TEMPS<br>éoulé depuis l'accident. | AGE<br>actuel de l'invalidé.         | DIFFÉRENCES D'ÂGES         |                                                             |                            |                                                             |                            |                                                             |                            |                                                             |
|                                                                             |                                   |                                      | + 10 ans.                  |                                                             | + 5 ans.                   |                                                             | 0                          |                                                             | - 5 ans.                   |                                                             |
|                                                                             |                                   |                                      | Age actuel<br>du conjoint. | Complément du prix<br>d'une rente réversible<br>de 1 franc. | Age actuel<br>du conjoint. | Complément du prix<br>d'une rente réversible<br>de 1 franc. | Age actuel<br>du conjoint. | Complément du prix<br>d'une rente réversible<br>de 1 franc. | Age actuel<br>du conjoint. | Complément du prix<br>d'une rente réversible<br>de 1 franc. |
| Tarif applicable<br>pendant<br>les dix premières<br>années<br>d'invalidité. | 0                                 | 55 ans.                              | 45 ans.                    | 716126                                                      | 50 ans.                    | 614090                                                      | 55 ans.                    | 512499                                                      | 60 ans.                    | 416126                                                      |
|                                                                             | 1 an.                             | 56 —                                 | 46 —                       | 6 3940                                                      | 51 —                       | 5 2348                                                      | 56 —                       | 4 1530                                                      | 61 —                       | 3 1809                                                      |
|                                                                             | 2 ans.                            | 57 —                                 | 47 —                       | 5 7265                                                      | 52 —                       | 4 5998                                                      | 57 —                       | 3 5399                                                      | 62 —                       | 2 5978                                                      |
|                                                                             | 3 —                               | 58 —                                 | 48 —                       | 4 4154                                                      | 53 —                       | 4 2812                                                      | 58 —                       | 3 2376                                                      | 63 —                       | 2 3148                                                      |
|                                                                             | 4 —                               | 59 —                                 | 49 —                       | 5 2624                                                      | 54 —                       | 4 1211                                                      | 59 —                       | 3 0718                                                      | 64 —                       | 2 1549                                                      |
|                                                                             | 5 —                               | 60 —                                 | 50 —                       | 5 1849                                                      | 55 —                       | 4 0310                                                      | 60 —                       | 2 9703                                                      | 65 —                       | 2 0532                                                      |
|                                                                             | 6 —                               | 61 —                                 | 51 —                       | 5 1451                                                      | 56 —                       | 3 9748                                                      | 61 —                       | 2 9002                                                      | 66 —                       | 1 9806                                                      |
|                                                                             | 7 —                               | 62 —                                 | 52 —                       | 5 1242                                                      | 57 —                       | 3 9349                                                      | 62 —                       | 2 8454                                                      | 67 —                       | 1 9235                                                      |
|                                                                             | 8 —                               | 63 —                                 | 53 —                       | 5 1112                                                      | 58 —                       | 3 9014                                                      | 63 —                       | 2 7973                                                      | 68 —                       | 1 8740                                                      |
|                                                                             | 9 —                               | 64 —                                 | 54 —                       | 5 0994                                                      | 59 —                       | 3 8683                                                      | 64 —                       | 2 7508                                                      | 69 —                       | 1 8276                                                      |
| Tarif 3 1/4 p. 100<br>C. R.                                                 | 10 —                              | 65 —                                 | 55 —                       | 5 0846                                                      | 60 —                       | 3 8322                                                      | 65 —                       | 2 7031                                                      | 70 —                       | 1 7823                                                      |

Tableau IV (Suite).

|                                                                             |                            | AGE AU MOMENT DE L'ACCIDENT : 60 ANS |                              |                                                             |                            |                                                             |                            |                                                             |                            |                                                             |        |
|-----------------------------------------------------------------------------|----------------------------|--------------------------------------|------------------------------|-------------------------------------------------------------|----------------------------|-------------------------------------------------------------|----------------------------|-------------------------------------------------------------|----------------------------|-------------------------------------------------------------|--------|
|                                                                             |                            | TEMPS<br>écoulé depuis l'accident.   | AGE<br>actuel de l'invalidé. | DIFFÉRENCES D'AGES                                          |                            |                                                             |                            |                                                             |                            |                                                             |        |
| NATURE<br><br>des tarifs.                                                   | + 10 ans.                  |                                      |                              | + 5 ans.                                                    |                            | 0                                                           |                            | - 5 ans.                                                    |                            |                                                             |        |
|                                                                             | Age actuel<br>du conjoint. |                                      |                              | Complément du prix<br>d'une rente réversible<br>de 1 franc. | Age actuel<br>du conjoint. | Complément du prix<br>d'une rente réversible<br>de 1 franc. | Age actuel<br>du conjoint. | Complément du prix<br>d'une rente réversible<br>de 1 franc. | Age actuel<br>du conjoint. | Complément du prix<br>d'une rente réversible<br>de 1 franc. |        |
| Tarif applicable<br>pendant<br>les dix premières<br>années<br>d'invalidité. | 0                          | 60 ans.                              | 50 ans.                      | 713151                                                      | 55 ans.                    | 610237                                                      | 60 ans.                    | 417805                                                      | 65 ans.                    | 316256                                                      |        |
|                                                                             | 1 an.                      | 61 —                                 | 51 —                         | 6 2178                                                      | 56 —                       | 4 9703                                                      | 61 —                       | 3 8055                                                      | 66 —                       | 2 7616                                                      |        |
|                                                                             | 2 ans.                     | 62 —                                 | 52 —                         | 5 6297                                                      | 57 —                       | 4 4057                                                      | 62 —                       | 3 2688                                                      | 67 —                       | 2 2859                                                      |        |
|                                                                             | 3 —                        | 63 —                                 | 53 —                         | 5 3552                                                      | 58 —                       | 4 1282                                                      | 63 —                       | 3 0002                                                      | 68 —                       | 2 0466                                                      |        |
|                                                                             | 4 —                        | 64 —                                 | 54 —                         | 5 2156                                                      | 59 —                       | 3 9760                                                      | 64 —                       | 2 8468                                                      | 69 —                       | 1 9089                                                      |        |
|                                                                             | 5 —                        | 65 —                                 | 55 —                         | 5 1389                                                      | 60 —                       | 3 8806                                                      | 65 —                       | 2 7481                                                      | 70 —                       | 1 8186                                                      |        |
|                                                                             | 6 —                        | 66 —                                 | 56 —                         | 5 0851                                                      | 61 —                       | 3 8105                                                      | 66 —                       | 2 6702                                                      | 71 —                       | 1 7512                                                      |        |
|                                                                             | 7 —                        | 67 —                                 | 57 —                         | 5 0432                                                      | 62 —                       | 3 7503                                                      | 67 —                       | 2 6055                                                      | 72 —                       | 1 6950                                                      |        |
|                                                                             | 8 —                        | 68 —                                 | 58 —                         | 5 0022                                                      | 63 —                       | 3 6920                                                      | 68 —                       | 2 5450                                                      | 73 —                       | 1 6442                                                      |        |
|                                                                             | 9 —                        | 69 —                                 | 59 —                         | 4 9569                                                      | 64 —                       | 3 6315                                                      | 69 —                       | 2 4851                                                      | 74 —                       | 1 5900                                                      |        |
| Tarif 3 1/4 p. 100<br>C. R.                                                 |                            | 10 —                                 | 70 —                         | 60 —                                                        | 4 9042                     | 65 —                                                        | 3 5661                     | 70 —                                                        | 2 4236                     | 75 —                                                        | 1 5484 |

|                                                                             |                            | AGE AU MOMENT DE L'ACCIDENT : 65 ANS |                              |                                                             |                            |                                                             |                            |                                                             |                            |                                                             |        |
|-----------------------------------------------------------------------------|----------------------------|--------------------------------------|------------------------------|-------------------------------------------------------------|----------------------------|-------------------------------------------------------------|----------------------------|-------------------------------------------------------------|----------------------------|-------------------------------------------------------------|--------|
|                                                                             |                            | TEMPS<br>écoulé depuis l'accident.   | AGE<br>actuel de l'invalidé. | DIFFÉRENCES D'AGES                                          |                            |                                                             |                            |                                                             |                            |                                                             |        |
| NATURE<br><br>des tarifs.                                                   | + 10 ans.                  |                                      |                              | + 5 ans.                                                    |                            | 0                                                           |                            | - 5 ans.                                                    |                            |                                                             |        |
|                                                                             | Age actuel<br>du conjoint. |                                      |                              | Complément du prix<br>d'une rente réversible<br>de 1 franc. | Age actuel<br>du conjoint. | Complément du prix<br>d'une rente réversible<br>de 1 franc. | Age actuel<br>du conjoint. | Complément du prix<br>d'une rente réversible<br>de 1 franc. | Age actuel<br>du conjoint. | Complément du prix<br>d'une rente réversible<br>de 1 franc. |        |
| Tarif applicable<br>pendant<br>les dix premières<br>années<br>d'invalidité. | 0                          | 65 ans.                              | 55 ans.                      | 619448                                                      | 60 ans.                    | 515502                                                      | 65 ans.                    | 412249                                                      | 70 ans.                    | 310628                                                      |        |
|                                                                             | 1 an.                      | 66 —                                 | 56 —                         | 5 9762                                                      | 61 —                       | 4 6300                                                      | 66 —                       | 3 3913                                                      | 71 —                       | 2 3534                                                      |        |
|                                                                             | 2 ans.                     | 67 —                                 | 57 —                         | 5 4571                                                      | 62 —                       | 4 1292                                                      | 67 —                       | 2 9367                                                      | 72 —                       | 1 9094                                                      |        |
|                                                                             | 3 —                        | 68 —                                 | 58 —                         | 5 1999                                                      | 63 —                       | 3 8722                                                      | 68 —                       | 2 7016                                                      | 73 —                       | 1 7733                                                      |        |
|                                                                             | 4 —                        | 69 —                                 | 59 —                         | 5 0503                                                      | 64 —                       | 3 7163                                                      | 69 —                       | 2 5585                                                      | 74 —                       | 1 6563                                                      |        |
|                                                                             | 5 —                        | 70 —                                 | 60 —                         | 4 9460                                                      | 65 —                       | 3 6039                                                      | 70 —                       | 2 4563                                                      | 75 —                       | 1 5751                                                      |        |
|                                                                             | 6 —                        | 71 —                                 | 61 —                         | 4 8596                                                      | 66 —                       | 3 5106                                                      | 71 —                       | 2 3731                                                      | 76 —                       | 1 5117                                                      |        |
|                                                                             | 7 —                        | 72 —                                 | 62 —                         | 4 7780                                                      | 67 —                       | 3 4248                                                      | 72 —                       | 2 2987                                                      | 77 —                       | 1 4575                                                      |        |
|                                                                             | 8 —                        | 73 —                                 | 63 —                         | 4 6941                                                      | 68 —                       | 3 3402                                                      | 73 —                       | 2 2279                                                      | 78 —                       | 1 4078                                                      |        |
|                                                                             | 9 —                        | 74 —                                 | 64 —                         | 4 6039                                                      | 69 —                       | 2 2533                                                      | 74 —                       | 2 1578                                                      | 79 —                       | 1 3599                                                      |        |
| Tarif 3 1/4 p. 100<br>C. R.                                                 |                            | 10 —                                 | 75 —                         | 65 —                                                        | 4 5059                     | 70 —                                                        | 3 1629                     | 75 —                                                        | 2 0874                     | 80 —                                                        | 1 3130 |

Tableau IV (Suite).

|                                                                             |                                   | AGE AU MOMENT DE L'ACCIDENT : 70 ANS |                            |                                                             |                           |                                                             |                            |                                                             |                            |                                                             |  |
|-----------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|-------------------------------------------------------------|---------------------------|-------------------------------------------------------------|----------------------------|-------------------------------------------------------------|----------------------------|-------------------------------------------------------------|--|
|                                                                             |                                   | DIFFÉRENCES D'ÂGES                   |                            |                                                             |                           |                                                             |                            |                                                             |                            |                                                             |  |
| NATURE<br><br>des tarifs.                                                   | TEMPS<br>éoulé depuis l'accident. | AGE<br>actuel de l'invalidé          | + 10 ans                   |                                                             | + 5 ans                   |                                                             | 0                          |                                                             | - 5 ans.                   |                                                             |  |
|                                                                             |                                   |                                      | Age actuel<br>du conjoint. | Complément du prix<br>d'une rente réversible<br>de 1 franc. | Age actuel<br>du conjoint | Complément du prix<br>d'une rente réversible<br>de 1 franc. | Age actuel<br>du conjoint. | Complément du prix<br>d'une rente réversible<br>de 1 franc. | Age actuel<br>du conjoint. | Complément du prix<br>d'une rente réversible<br>de 1 franc. |  |
| Tarif applicable<br>pendant<br>les dix premières<br>années<br>d'invalidité. | 0                                 | 70 ans.                              | 60 ans.                    | 6 4201                                                      | 65 ans.                   | 4 0365                                                      | 70 ans.                    | 3 6042                                                      | 75 ans.                    | 2 5127                                                      |  |
|                                                                             | 1 an.                             | 71 —                                 | 61 —                       | 5 5099                                                      | 66 —                      | 4 1489                                                      | 71 —                       | 2 9192                                                      | 76 —                       | 1 9544                                                      |  |
|                                                                             | 2 ans                             | 72 —                                 | 62 —                       | 5 1025                                                      | 67 —                      | 3 7148                                                      | 72 —                       | 2 5450                                                      | 77 —                       | 1 6557                                                      |  |
|                                                                             | 3 —                               | 73 —                                 | 63 —                       | 4 8471                                                      | 68 —                      | 3 4763                                                      | 73 —                       | 2 3429                                                      | 78 —                       | 1 4099                                                      |  |
|                                                                             | 4 —                               | 74 —                                 | 64 —                       | 4 6756                                                      | 69 —                      | 3 3108                                                      | 74 —                       | 2 2113                                                      | 79 —                       | 1 4027                                                      |  |
|                                                                             | 5 —                               | 75 —                                 | 65 —                       | 4 5379                                                      | 70 —                      | 3 1911                                                      | 75 —                       | 2 1111                                                      | 80 —                       | 1 3319                                                      |  |
|                                                                             | 6 —                               | 76 —                                 | 66 —                       | 4 4129                                                      | 71 —                      | 3 0790                                                      | 76 —                       | 2 0256                                                      | 81 —                       | 1 2742                                                      |  |
|                                                                             | 7 —                               | 77 —                                 | 67 —                       | 4 2911                                                      | 72 —                      | 2 9744                                                      | 77 —                       | 1 9474                                                      | 82 —                       | 1 2236                                                      |  |
|                                                                             | 8 —                               | 78 —                                 | 68 —                       | 4 1679                                                      | 73 —                      | 2 8707                                                      | 78 —                       | 1 8728                                                      | 83 —                       | 1 1777                                                      |  |
|                                                                             | 9 —                               | 79 —                                 | 69 —                       | 4 0418                                                      | 74 —                      | 2 7680                                                      | 79 —                       | 1 8005                                                      | 84 —                       | 1 1369                                                      |  |
| Tarif 3 1/4 p. 100 C. R.                                                    | 10 —                              | 80 —                                 | 70 —                       | 3 9120                                                      | 75 —                      | 2 6650                                                      | 80 —                       | 1 7295                                                      | 85 —                       | 1 0085                                                      |  |

TABLEAU V. — Tarif auxiliaire pour l'évaluation d'une rente viagère au profit d'un pensionnaire valide, réversible sur la tête du conjoint (Table de mortalité C. R. — Taux 3 1/4 p. 100).

| AGE ACTUEL<br>du<br>pensionnaire. | DIFFÉRENCES D'ÂGES         |                                                                |                            |                                                                |                            |                                                                |                            |                                                                |
|-----------------------------------|----------------------------|----------------------------------------------------------------|----------------------------|----------------------------------------------------------------|----------------------------|----------------------------------------------------------------|----------------------------|----------------------------------------------------------------|
|                                   | + 10 ans.                  |                                                                | + 5 ans.                   |                                                                | 0                          |                                                                | - 5 ans                    |                                                                |
|                                   | Age actuel<br>du conjoint. | Complément<br>du prix d'une rente<br>réversible<br>de 1 franc. | Age actuel<br>du conjoint. | Complément<br>du prix d'une rente<br>réversible<br>de 1 franc. | Age actuel<br>du conjoint. | Complément<br>du prix d'une rente<br>réversible<br>de 1 franc. | Age actuel<br>du conjoint. | Complément<br>du prix d'une rente<br>réversible<br>de 1 franc. |
| 20 ans.                           | »                          | »                                                              | »                          | »                                                              | 20 ans.                    | 3 1728                                                         | 25 ans.                    | 2 6087                                                         |
| 25 —                              | »                          | »                                                              | »                          | 3 5238                                                         | 25 —                       | 3 1005                                                         | 30 —                       | 2 6655                                                         |
| 30 —                              | »                          | »                                                              | »                          | 3 5995                                                         | 30 —                       | 3 0670                                                         | 35 —                       | 2 5805                                                         |
| 35 —                              | »                          | »                                                              | »                          | 3 7086                                                         | 35 —                       | 3 1048                                                         | 40 —                       | 2 5820                                                         |
| 40 —                              | »                          | »                                                              | »                          | 3 8393                                                         | 40 —                       | 3 1382                                                         | 45 —                       | 2 4793                                                         |
| 45 —                              | »                          | »                                                              | »                          | 3 9630                                                         | 45 —                       | 3 1625                                                         | 50 —                       | 2 4206                                                         |
| 50 —                              | »                          | »                                                              | »                          | 4 0637                                                         | 50 —                       | 3 1835                                                         | 55 —                       | 2 3687                                                         |
| 55 —                              | »                          | »                                                              | »                          | 4 1458                                                         | 55 —                       | 3 0740                                                         | 60 —                       | 2 2163                                                         |
| 60 —                              | »                          | »                                                              | »                          | 3 9717                                                         | 60 —                       | 2 9161                                                         | 65 —                       | 2 0063                                                         |
| 65 —                              | »                          | »                                                              | »                          | 3 8322                                                         | 65 —                       | 2 7031                                                         | 70 —                       | 1 7829                                                         |
| 70 —                              | »                          | »                                                              | »                          | 3 5661                                                         | 70 —                       | 2 4236                                                         | 75 —                       | 1 5444                                                         |
| 75 —                              | »                          | »                                                              | »                          | 3 1629                                                         | 75 —                       | 2 0874                                                         | 80 —                       | 1 3130                                                         |
| 80 —                              | »                          | »                                                              | »                          | 2 6650                                                         | 80 —                       | 1 7295                                                         | 85 —                       | 1 0085                                                         |
| 85 —                              | »                          | »                                                              | »                          | 2 1512                                                         | 85 —                       | 1 4055                                                         | 90 —                       | 0 9553                                                         |
| 90 —                              | »                          | »                                                              | »                          | 1 6473                                                         | 90 —                       | 1 1418                                                         | 95 —                       | 0 7006                                                         |
| 95 —                              | »                          | »                                                              | »                          | 1 3282                                                         | 95 —                       | 0 8331                                                         | 100 —                      | 0 1643                                                         |
| 100 —                             | »                          | »                                                              | »                          | 1 2463                                                         | 100 —                      | 0 2019                                                         | »                          | »                                                              |

## II. — Notice sur l'application des tarifs établis par la Caisse nationale des retraites pour l'exécution de la loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail.

### CONJOINTS OU ASCENDANTS D'OUVRIERS TUÉS.

#### (Tableau I)

**1<sup>er</sup> problème.** — Évaluation du prix d'une rente viagère au profit du conjoint ou d'un ascendant de la victime d'un accident mortel.

**Solution.** — Déterminer, à un demi-trimestre près, l'âge trimestriel du titulaire de la rente à la date de l'évaluation; lire, dans le tarif I, le prix d'une rente viagère de 1 franc correspondant à l'âge déterminé, si cet âge est représenté par un nombre entier d'années, ou calculer par interpolation entre les prix qui correspondent aux deux âges annuels précédant et suivant l'âge trimestriel, s'il est représenté par un nombre fractionnaire d'années; multiplier par le prix, lu ou calculé, le montant annuel de la rente à évaluer; dans le produit, négliger les centimes, s'ils sont inférieurs à 50, ou augmenter d'une unité le chiffre des francs, si le produit présente 50 centimes ou plus.

**Exemple.** — Quel est le prix, à la date du 12 mars 1905, d'une rente viagère de 215 francs reposant sur la tête d'une personne née le 18 janvier 1867?

Le titulaire de la rente a atteint l'âge de trente-huit ans et un demi-trimestre le 3 mars 1905, et atteindra celui de trente-huit ans et un trimestre le 18 avril 1905.

Il doit être considéré, à la date du 12 mars 1905, comme âgé de trente-huit ans et un trimestre.

Le prix d'une rente viagère de 1 franc est :

|                            |         |
|----------------------------|---------|
| A trente-huit ans, de..... | 18 0684 |
| A trente-neuf ans, de..... | 17 7983 |

|                           |        |
|---------------------------|--------|
| La différence est de..... | 0 2701 |
|---------------------------|--------|

|                                                 |         |
|-------------------------------------------------|---------|
| En ajoutant au chiffre de.....                  | 17 7983 |
| les trois quarts de cette différence, soit..... | 0 2026  |

|                                                                  |         |
|------------------------------------------------------------------|---------|
| on a le prix d'une rente viagère de 1 franc à l'âge déterminé... | 18 0009 |
|------------------------------------------------------------------|---------|

|                                                               |       |
|---------------------------------------------------------------|-------|
| Le produit de ce chiffre par le montant annuel de la rente... | × 215 |
|---------------------------------------------------------------|-------|

|           |            |
|-----------|------------|
| soit..... | 3.870 1935 |
|-----------|------------|

ou, en chiffres ronds, 3.870 francs, représente le prix cherché.

### ENFANTS OU DESCENDANTS D'OUVRIERS TUÉS.

#### 1<sup>er</sup> cas. — Rentes individuelles.

##### (Tableau II)

Les rentes temporaires prévues aux paragraphes B et C de l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 sont nettement individuelles et s'éteignent entièrement en

cas de décès des titulaires ou d'accomplissement de leur seizième année, lorsqu'il s'agit :

D'un orphelin unique de père *ou* de mère (15 0/0 du salaire annuel de la victime) ;

D'un orphelin de père *et* de mère, dans une famille comptant trois orphelins au plus (20 0/0 du salaire annuel de la victime, par orphelin) ;

D'un descendant (40 0/0 du salaire annuel de la victime, sauf réduction proportionnelle lorsque le total des rentes prévues par le paragraphe C dépasse 30 0/0).

**2<sup>e</sup> problème.** — Évaluation du prix d'une rente temporaire au profit d'un orphelin unique de père *ou* de mère, d'un orphelin de père *et* de mère dans une famille comptant trois têtes au plus, ou d'un descendant.

**Solution.** — Comme dans le 1<sup>er</sup> problème, déterminer, à un demi-trimestre près, l'âge trimestriel du titulaire de la rente à la date de l'évaluation : lire, dans le tarif II, le prix d'une rente temporaire de 1 franc correspondant à l'âge déterminé, si cet âge est représenté par un nombre entier d'années, ou le calculer par interpolation entre les prix qui correspondent aux deux âges annuels précédant et suivant l'âge trimestriel, s'il est représenté par un nombre fractionnaire d'années ; multiplier par le prix, lu ou calculé, le montant annuel de la rente à évaluer ; dans le produit, négliger les centimes s'ils sont inférieurs à 50, ou augmenter d'une unité le chiffre des francs si le produit présente 50 centimes ou plus.

**Exemple.** — Quel est le prix, à la date du 23 avril 1905, d'une rente temporaire de 125 francs reposant sur la tête d'une personne née le 1<sup>er</sup> juillet 1898 ?

Le titulaire de la rente a atteint l'âge de six ans et trois trimestres le 1<sup>er</sup> avril 1905 et atteindra celui de six ans et trois trimestres et demi le 16 mai 1905 ; il doit être considéré, à la date du 23 avril 1905, comme âgé de six ans et trois trimestres.

|                                                                     |          |
|---------------------------------------------------------------------|----------|
| Le prix d'une rente temporaire de 1 franc est :                     |          |
| A six ans, de.....                                                  | 8 3816   |
| A sept ans, de.....                                                 | 7 6762   |
| La différence est.....                                              | 0 7054   |
| En retranchant du chiffre de.....                                   | 8 3816   |
| les trois quarts de cette différence, soit.....                     | 0 5291   |
| on a le prix d'une rente temporaire de 1 franc à l'âge déterminé... | 7 8525   |
| Le produit de ce chiffre par le montant annuel de la rente.....     | × 125    |
| soit.....                                                           | 981 5625 |

ou, en chiffres ronds, 982 francs, représente le prix cherché.

## 2<sup>e</sup> cas. — Rentes collectives.

Les rentes temporaires constituées au profit de plusieurs orphelins de père *ou* de mère sont collectives, en ce sens qu'elles restent égales à 40 0/0 du salaire annuel de la victime, tant que le nombre des orphelins âgés de moins

de seize ans est supérieur ou égal à quatre, et qu'elles se réduisent successivement à 35 0/0, à 25 0/0 et à 15 0/0 du salaire, lorsque le nombre des orphelins qui y ont droit se réduit à trois têtes, deux têtes ou une tête.

Lorsqu'il s'agit de familles d'orphelins de père *et* de mère comptant quatre têtes ou davantage, les rentes temporaires sont également collectives; elles ne sont réductibles de 60 0/0 du salaire annuel de la victime, à 40 0/0 et à 20 0/0, que lorsque le nombre des orphelins y ayant droit se réduit à deux têtes, puis à une tête.

**3<sup>e</sup> problème.** — Évaluation du prix d'une rente temporaire constituée au profit de plusieurs orphelins de père *ou* de mère, ou d'orphelins de père *et* de mère au nombre de quatre ou davantage, et réductible suivant les progressions indiquées à l'article 3, paragraphe B, de la loi du 9 avril 1898, au fur et à mesure de la diminution du nombre des orphelins ayant droit à la pension.

**Solution.** — Le nombre des combinaisons distinctes que l'on peut obtenir en faisant varier le nombre des enfants d'une même famille, âgés de seize ans au plus, et leurs âges respectifs, abstraction faite des combinaisons comprenant plusieurs enfants du même âge, dépasse 65.000. Le tarif nécessaire pour résoudre tous les problèmes particuliers correspondant à ces combinaisons devrait contenir plus de 65.000 termes. On ne saurait songer à publier, ni même à établir d'avance un tel tarif, et on ne peut que se borner à l'établir terme par terme, au fur et à mesure des cas nouveaux du 3<sup>e</sup> problème qui se présenteront.

Pour obtenir la solution de ce problème, il y aura lieu de s'adresser à l'administration de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse (Direction générale de la Caisse des dépôts et consignations, à Paris, rue de Lille, n° 56).

#### OUVRIERS FRAPPÉS D'INCAPACITÉ PERMANENTE DE TRAVAIL.

**4<sup>e</sup> problème.** — Évaluation du prix d'une rente viagère au profit de la victime d'un accident ayant entraîné une incapacité permanente de travail.

##### 1<sup>er</sup> cas. — Incapacité absolue.

(Tableau III).

**Solution.** — Déterminer, à une demi-année près, l'âge du pensionnaire au moment où il a été blessé et, à un demi-trimestre près, le temps écoulé depuis l'accident; lire, dans le tarif III, dans la colonne correspondant à l'âge, à l'époque de l'accident, le prix d'une rente viagère de 1 franc correspondant au temps écoulé depuis l'accident, si l'ancienneté de l'invalidité est représentée par un nombre entier d'années; ou le calculer par interpolation entre les deux prix correspondant aux deux anciennetés; en nombres entiers d'années entre lesquelles se trouve comprise l'ancienneté déterminée si elle est représentée par un nombre fractionnaire d'années; multiplier par le prix, lu ou calculé, le montant annuel de la rente à évaluer; dans le produit, négliger les centimes, s'ils sont inférieurs à 50, ou augmenter d'une unité le chiffre des francs, si le produit présente 50 centimes ou plus.

**Exemple.** — Un ouvrier, né le 22 janvier 1867, a été victime d'un accident, survenu le 12 juin 1904, ayant entraîné une incapacité absolue et permanente



de travail à la suite duquel il a obtenu une pension de 740 francs. Quel est, à la date du 4 novembre 1905, le prix de cette pension ?

La différence entre la date de l'accident, 12 juin 1904, et celle du trente-septième anniversaire de la naissance, 22 janvier 1904, étant inférieure à six mois, le blessé peut être considéré comme âgé de trente-sept ans à l'époque de l'accident. D'autre part, le temps écoulé depuis le 12 juin 1904, date de l'accident, jusqu'au 4 novembre 1905, date de l'évaluation de la pension, étant supérieur à un an et un trimestre et demi, délai qui a été atteint le 27 octobre 1905, et inférieur à un an et deux trimestres, délai qui sera atteint le 12 décembre 1905, peut être compté pour un an et deux trimestres.

Le prix d'une rente viagère de 1 franc sur la tête d'un invalide absolu, blessé à l'âge de trente-sept ans, est :

|                                                            |             |
|------------------------------------------------------------|-------------|
| Un an après l'accident, de.....                            | 16 0609     |
| Deux ans après l'accident, de.....                         | 16 8073     |
| La différence est.....                                     | 0 7466      |
| En ajoutant au chiffre de.....                             | 16 0609     |
| la moitié de cette différence.....                         | 0 3733      |
| on trouve.....                                             | 16 4342     |
| Le produit de ce chiffre par le montant de la pension..... | × 740       |
| soit.....                                                  | 12.161 3080 |

ou, en chiffres ronds, 12.161 francs, représente le prix cherché.

## 2<sup>e</sup> cas. — Incapacité partielle.

(Tableaux I et III combinés.)

*Solution.* — Déterminer d'abord, d'après le tarif III, comme si le pensionnaire était invalide absolu et soumis à la mortalité de la table C. R. I., le prix d'une rente viagère de 1 franc correspondant à son âge au moment où il a été blessé (calculé à une demi-année près), et au temps écoulé depuis ce moment (calculé à un demi-trimestre près); déterminer ensuite, d'après le tarif I, comme s'il était valide et soumis à la table C. R., le prix d'une rente viagère de 1 franc correspondant à l'âge de compte obtenu en ajoutant à son âge à l'époque de l'accident le temps écoulé depuis, âge et temps calculés comme il vient d'être dit; retrancher de ce prix une partie de son excédent sur le premier, proportionnellement à la réduction que l'accident a fait subir au salaire du blessé; multiplier ce reste par le montant annuel de la rente à évaluer; dans le produit, négliger les centimes ou augmenter d'une unité le chiffre des francs, suivant que le produit présente moins de 50 centimes ou 50 centimes au moins.

*Exemple.* — Un ouvrier, né le 22 janvier 1867, a été victime d'un accident survenu le 12 juin 1904, ayant entraîné une incapacité partielle et permanente de travail et à la suite duquel il a obtenu une pension de 245 francs représentant la moitié d'une réduction d'un quart sur un salaire annuel de 1.960 francs.

Quel est, à la date du 4 novembre 1905, le prix de cette pension ?

Les dates indiquées dans cet exemple étant les mêmes que celles de l'exemple donné sous le titre du 1<sup>er</sup> cas du 4<sup>e</sup> problème, le prix d'une rente via-

gère de 1 franc qu'il y aurait à appliquer si le pensionnaire en question était absolument invalide, est..... 16 4342

D'autre part, l'âge de compte de ce pensionnaire étant trente-huit ans et deux trimestres, le prix d'une rente viagère de 1 franc, obtenu par une interpolation, comme à l'exemple donné sous le titre du 1<sup>er</sup> problème, entre 18 fr. 0684 et 17 fr. 7983 (prix correspondant à 38 ans et à 39 ans, d'après le tarif I), et qu'il y aurait à appliquer si le pensionnaire était valide, est..... 17 9339

L'excédent de ce dernier prix sur le premier, est..... 1 4991

En retranchant du chiffre de..... 17 9339

le quart de cet excédent..... 0 3748

on trouve un reste de..... 17 5585

Le produit de ce reste par le montant de la pension..... X 245

soit..... 4.301 8325

ou, en chiffres ronds, 4.302 francs, représente le prix cherché.

#### RENTES RÉVERSIBLES.

**5<sup>e</sup> problème.** — Détermination du montant de la rente viagère qui peut être constituée sur la tête de la victime d'un accident ayant entraîné une incapacité permanente de travail, avec réversibilité de la moitié au plus sur la tête de son conjoint, pour un prix égal au capital représentant la pension entière du blessé, lors du règlement définitif de la pension ou à ce capital réduit de la somme attribuée en espèces au blessé, jusqu'à concurrence du quart au plus.

#### 1<sup>er</sup> cas. — Incapacité absolue.

(Tableaux III et IV combinés).

**Solution.** — Calculer le prix d'une rente viagère de 1 franc à raison de l'âge du pensionnaire au moment où il a été blessé, et du temps écoulé depuis ce moment, et le prix de sa pension entière, conformément à la solution donnée pour le problème concernant les rentes sur les têtes d'invalides absolus (1<sup>er</sup> cas du 4<sup>e</sup> problème); déterminer, à deux années et demie près, la différence existant entre l'âge du pensionnaire et celui du conjoint, en d'autres termes, considérer l'âge du pensionnaire et l'âge de son conjoint comme présentant un excédent conventionnel :

Du premier sur le second, de dix ans (+ 10 ans), lorsque l'excédent réel est inférieur à douze ans et demi et supérieur à sept ans et demi;

Du premier sur le second, de cinq ans (+ 5 ans), lorsque l'excédent réel est inférieur à sept ans et demi et supérieur à deux ans et demi;

Nul (0 an), lorsque la différence réelle d'âge, en plus ou en moins, ne dépasse pas deux ans et demi;

Du second sur le premier, de cinq ans (— 5 ans), lorsque l'excédent réel est compris entre deux ans et demi et sept ans et demi.

Lire, dans le tarif IV, sous le titre de l'âge à attribuer au blessé à l'époque de l'accident, dans la colonne afférente à la différence conventionnelle entre les

âges des deux époux, le complément de prix d'une rente viagère et réversible de 1 franc, correspondant au temps écoulé depuis l'accident, si l'ancienneté de l'invalidité est représentée par un nombre entier d'années, ou le calculer par interpolation entre les deux compléments de prix correspondant aux deux anciennetés, en nombres entiers d'années, entre lesquelles se trouve l'ancienneté déterminée, si elle est représentée par un nombre fractionnaire d'années; multiplier le complément, lu ou calculé, par la fraction exprimant la proportion dans laquelle la rente viagère à déterminer doit être réversible; former le total du produit ainsi obtenu et du prix d'une rente viagère de 1 franc calculé d'abord à raison de l'âge du pensionnaire au moment où il a été blessé, et du temps écoulé depuis; diviser par ce total le capital représentant la pension entière du blessé ou ce capital réduit de la somme qui est attribuée en espèces au blessé; dans le quotient, négliger les décimales ou augmenter d'une unité le chiffre des francs, suivant que le quotient présente moins de 50 centimes ou 50 centimes au moins.

*Exemple.* — L'ouvrier visé à l'exemple donné sous le titre du problème concernant les rentes sur les têtes d'invalides absolus (1<sup>er</sup> cas du 4<sup>e</sup> problème) a demandé et obtenu que le quart du capital de sa pension lui soit attribué en espèces et qu'il soit constitué sur sa tête une rente réversible pour moitié sur la tête de sa femme qui est née le 7 avril 1873. Quels sont, à la date du 20 septembre 1908, la somme à verser à cet ouvrier et le montant de la rente à constituer sur sa tête, avec réversion de moitié au profit de sa femme?

En se reportant au premier cas du quatrième problème, on constate qu'à la date du 20 septembre 1908 le prix d'une rente viagère de 1 franc, sur la tête seule du blessé, est de 46 fr. 9583, et que le capital de sa pension de 740 francs est..... 12.549

La somme qui peut lui être versée est le quart de ce capital, soit..... 3.137

Il reste pour constituer la pension réversible..... 9.412

La différence entre la date de naissance de l'invalidé, 22 janvier 1867, et celle de la naissance de son conjoint, 7 avril 1873, étant supérieure à cinq ans (22 janvier 1872) et inférieure à sept ans et demi (22 juillet 1874), on peut admettre un excédent conventionnel de l'âge du mari sur celui de la femme, de cinq ans.

D'après le tarif IV, pour un pensionnaire blessé à l'âge de trente-sept ans et pour un conjoint plus jeune de cinq ans, le complément de prix d'une rente de 1 franc, viagère et réversible en totalité, est :

Quatre ans après l'accident..... 4 0679

Cinq ans après l'accident..... 3 9820

La différence est..... 0 0859

En ajoutant au chiffre de..... 3 9820

les trois quarts de cette différence, soit..... 0 0644

on trouve..... 4 0464

complément de prix d'une rente de 1 franc viagère et réversible en totalité, lorsqu'il s'est écoulé quatre ans et un trimestre depuis l'accident, que le blessé

était âgé de trente-sept ans à l'époque de l'accident et marié à une personne ayant cinq ans de moins que lui.

La réversion ne devant, dans l'espèce, s'exercer que pour moitié, le complément du prix est égal à la moitié de 4,0464, soit..... 2 0232

Le total de ce prix et de celui d'une rente viagère de 1 franc reposant sur la seule tête de l'invalidé..... 16 9383

est..... 18 9815

Le quotient du capital restant applicable à la constitution de la rente viagère, 9.412 francs, par le chiffre de 18 fr. 9815, soit 495 fr. 8512 ou, en chiffres ronds 496 francs, représente le montant annuel de la rente viagère, et réversible pour moitié à déterminer.

## 2<sup>e</sup> cas. — Incapacité partielle.

(Tableaux I, III, IV et V combinés)

**Solution.** — Calculer le prix d'une rente viagère de 1 franc, à raison de l'âge du pensionnaire, au moment où il a été blessé, et du temps écoulé depuis ce moment, et le prix de sa pension entière, conformément à la solution donnée par le problème concernant les rentes sur les têtes d'invalides partiels (2<sup>e</sup> cas du 4<sup>e</sup> problème); calculer ensuite, d'après le tarif IV, comme si le pensionnaire était invalide absolu, le complément du prix d'une rente de 1 franc, viagère et réversible en totalité, ainsi qu'il a été indiqué pour le 1<sup>er</sup> cas du problème concernant les rentes réversibles; calculer enfin, d'après le tarif V, comme si le pensionnaire était valide, le complément de prix d'une rente de 1 franc viagère et réversible en totalité, correspondant à la différence conventionnelle entre les âges des conjoints et à l'âge obtenu, pour le blessé, en ajoutant à son âge à l'époque de l'accident (calculé à une demi-année près) le temps écoulé depuis (à un demi-trimestre près); ajouter à ce dernier complément une partie de la différence qu'il présente avec le premier, proportionnelle à la réduction que l'accident a fait subir au salaire du blessé; multiplier le complément du prix ainsi interpolé par la fraction exprimant la proportion dans laquelle la rente viagère à déterminer doit être réversible; former le total de ce produit et du prix d'une rente viagère de 1 franc calculé d'abord conformément à la solution du 2<sup>e</sup> cas du 4<sup>e</sup> problème; diviser par ce total le capital représentant la pension entière du blessé ou ce capital réduit de la somme qui lui est attribuée en espèces; dans le quotient, négliger les décimales ou augmenter d'une unité le chiffre des francs, suivant que le quotient présente moins de 50 centimes ou 50 centimes au moins.

**Exemple.** — L'ouvrier visé à l'exemple donné sous le titre du problème relatif aux rentes sur les têtes des invalides partiels (2<sup>e</sup> cas du 4<sup>e</sup> problème) a demandé et obtenu que le sixième du capital de sa pension lui soit attribué en espèces et qu'il soit constitué sur sa tête une rente réversible pour un tiers sur la tête de sa femme qui est née le 7 avril 1873. Quels sont, à la date du 20 septembre 1908, la somme à verser à cet ouvrier et le montant de la rente à constituer sur sa tête avec réversion du tiers au profit de sa femme ?

En se reportant au 2<sup>e</sup> cas du 4<sup>e</sup> problème précité, on constate qu'à la date du 20 septembre 1908, le prix d'une rente viagère de 1 franc, sur la tête seule

du blessé, est de 17 fr. 1153 et que le capital de sa pension de 245 francs est de..... 4.193

La somme qui peut lui être versée est égale au sixième de ce capital, soit..... 699

Il reste..... 3.494  
pour constituer la pension réversible.

D'ailleurs, si le pensionnaire était invalide absolu, le complément de prix d'une rente de 1 franc, viagère et réversible en totalité, serait 4 fr. 0464 d'après l'exemple du 1<sup>er</sup> cas du 3<sup>e</sup> problème.

D'autre part, si le pensionnaire était valide, la différence conventionnelle entre les âges des deux conjoints étant cinq ans et l'âge de compte du blessé étant quarante et un ans et un trimestre, le complément de prix d'une rente de 1 franc, viagère et réversible, serait, d'après le tarif V, égal à la différence entre..... 3 8878

complément du prix correspondant à la combinaison d'âges 42 ans-37 ans, et les trois quarts de son excédent sur 3 fr. 8637, complément correspondant à la combinaison d'âges 41 ans-36 ans..... 0 0181

soit..... 3 8697

la différence entre ce complément de prix et le premier..... 4 0464

est..... 0 1767

En ajoutant au chiffre de..... 3 8697

le quart de cette différence..... 0 0442

on trouve..... 3 9139

complément de prix d'une rente de 1 franc, viagère et réversible en totalité, lorsque l'accident a causé une réduction de salaire du quart, que l'âge du blessé à cette époque était de trente-sept ans, qu'il s'est écoulé depuis l'accident quatre ans et un trimestre, et que le conjoint du blessé est plus jeune que lui de cinq ans.

La réversion ne devant, dans l'espèce, s'exercer que pour un tiers, le complément du prix dont il y a lieu de tenir compte est égal au tiers de 3 fr. 9139, soit..... 1 3046

Le total de ce complément et du prix d'une rente viagère de 1 franc, reposant sur la seule tête du blessé..... 17 1153

est..... 18 4199

Le quotient du capital restant applicable à la constitution de la rente viagère 3.494 francs, par le chiffre de 18 fr. 4199, soit 189 fr. 68, ou, en chiffres ronds, 190 francs, représente le montant annuel de la rente viagère et réversible pour un tiers, à déterminer.

*Nota.* — L'application des tarifs IV et V aux problèmes de la nature des deux problèmes précédents ne conduit à une solution qui puisse être considérée comme suffisamment exacte que lorsque l'écart entre la différence réelle que présentent les âges des conjoints et la différence conventionnelle est inférieur à une demi-année. Lorsque cet écart dépasse cette limite et qu'il atteint deux

ans et demi, la solution obtenue à l'aide des tarifs en question ne doit être considérée que comme approximative.

Pour atteindre, dans tous les cas, le degré d'exactitude que comporte la détermination des différences d'âges à une demi-année près, il y aura lieu de s'adresser à l'administration de la Caisse nationale des retraites (Direction générale de la Caisse des dépôts et consignations, à Paris, rue de Lille, n° 56), pour obtenir la solution des problèmes dont il s'agit.

#### RENTES VIAGÈRES DIFFÉRÉES.

Lorsque le débiteur d'une rente due à une victime d'accident du travail est autorisé à établir une compensation temporaire entre les arrérages de la rente et des avances faites par lui, la Caisse nationale des retraites accepte le versement immédiat du capital équivalant à la rente ainsi différée.

Pour déterminer ce capital, on calcule séparément d'après le tarif 3 1/4 0/0 C. R. I., et d'après le tarif 3 1/4 0/0 C. R., la prime unique d'un capital différé égal au capital constitutif de la rente à l'époque de la jouissance. On fait ensuite, entre les deux primes ainsi calculées, une interpolation basée sur le rapport de la réduction de salaire au salaire.

Dans ces calculs, il est fait état :

De l'âge au moment de l'accident, compté à une demi-année près ;

De l'ancienneté d'invalidité, à la date de jouissance de la rente différée, comptée à un demi-trimestre près ;

Du délai à courir depuis la date du versement jusqu'à la date de jouissance de la rente différée, compté pour le nombre de jours compris entre ces deux dates, sur la base de 360 jours par an et de 30 jours par mois ;

De l'ancienneté d'invalidité à la date du versement, comptée pour la différence entre l'ancienneté d'invalidité au terme du différé et la durée du différé.

*Exemple.* — Un ouvrier, né le 5 juin 1866, a été victime d'un accident du travail survenu le 25 octobre 1903, ayant entraîné une incapacité permanente et partielle de travail, et à la suite duquel il a obtenu une pension de 210 francs représentant la moitié d'une réduction de 40 0/0 sur un salaire annuel de 1.050 francs. Le débiteur de cette rente ayant été autorisé, par la décision judiciaire qui l'a fixée, à établir une compensation temporaire entre les premiers arrérages et des avances faites par lui, l'entrée en jouissance de la rente se trouve ajournée au 28 août 1906. Quelle serait la somme à verser à la Caisse nationale des retraites, le 13 mars 1905, pour assurer cette rente différée ?

La différence entre la date de l'accident, 25 octobre 1903, et celle du 37<sup>e</sup> anniversaire de la naissance, 5 juin 1903, étant inférieure à six mois, le blessé peut être considéré comme âgé de trente-sept ans à l'époque de l'accident.

D'autre part, le délai à courir depuis le 25 octobre 1903, date de l'accident, jusqu'au 28 août 1906, date de jouissance de la rente différée, soit deux ans, dix mois et trois jours, étant supérieur à deux ans et trois trimestres, et inférieur à deux ans et trois trimestres et demi, l'ancienneté d'invalidité à la date de jouissance de la rente peut être comptée pour deux ans et trois trimestres.

Dans ces conditions, le capital à verser le 13 mars 1905 pour constituer la rente de 210 francs avec jouissance immédiate, serait, d'après le tarif 3 1/4 0/0 C. R. I., applicable aux invalides absolus :

$$[16,8075 + (17,0276 - 16,8075) \times \frac{3}{4}] \times 210 \\ = 16,9726 \times 210 = 3.564 \text{ francs.}$$

D'ailleurs, du 13 mars 1905, date du versement, au 28 août 1906, il doit s'écouler 1 an, 5 mois et 15 jours.

Or, d'après la table C. R. I., dans le cas de personnes frappées d'invalidité absolue à l'âge de 37 ans, le nombre des vivants est :

A 39 ans et 9 mois, âge à l'époque de jouissance de la rente considérée :

$$85.298 - (85.298 - 81.992) \frac{3}{4} = 82.818$$

et 1 an, 5 mois et 15 jours avant, à 38 ans, 3 mois et 15 jours, âge de compte à la date du versement :

$$91.825 - (91.825 - 85.298) \frac{105}{360} = 89.921.$$

La probabilité à 38 ans 3 mois et 15 jours de survivre à 39 ans et 9 mois est donc :

$$\frac{82.818}{89.921} = 0,921.008.$$

Enfin, le prix de 1 franc, payable dans 1 an, 5 mois et 15 jours, au taux de 0,008.125 0/0 par trimestre, est 0,953.893.

La prime unique à 38 ans, 3 mois et 15 jours, âge de compte à la date du versement, 13 mars 1905, d'une rente de 210 francs, différée à 39 ans et 9 mois, âge à la date de la jouissance, 28 août 1906, serait donc, si l'accident survenu à 37 ans avait entraîné l'invalidité absolue :

$$3.564 \times 0,921.008 \times 0,953.893 = 3.131 \text{ francs.}$$

En considérant le titulaire de la rente comme valide, on aurait, d'après le tarif 3 1/4 0/0 C. R. et la table C. R. :

Pour le prix de la rente viagère de 210 francs à 39 ans et 9 mois :

$$[17,7983 - (17,7983 - 17,5222) \times \frac{3}{4}] \times 210 \\ = 17,5912 \times 210 = 3.694 \text{ francs.}$$

Pour le nombre des vivants à 39 ans et 9 mois :

$$80.165 - (80.165 - 79.495) \frac{3}{4} = 79.662$$

Pour le nombre des vivants à 38 ans, 3 mois et 15 jours :

$$80.817 - (80.817 - 80.165) \frac{105}{360} = 80.627$$

Pour la probabilité de survie de 38 ans, 3 mois et 15 jours à 39 ans et 9 mois :

$$\frac{79.662}{80.627} = 0,988.031$$

Pour la prime unique de la rente de 240 francs, différée de 38 ans, 3 mois et 15 jours à 39 ans et 9 mois :

$$3.694 \times 0,988.031 \times 0,953.893 = 3.482 \text{ francs.}$$

La réduction de salaire, par suite de l'accident, étant de 40 0/0, la somme à verser, le 13 mars 1905, pour assurer la rente de 240 francs, différée au 28 août 1906, est :

$$3.482 - (3.482 - 3.131) \frac{40}{100} = 3.342 \text{ francs.}$$

*Nota.* — Lorsque la compensation entre les arrérages de la rente et les avances à recouvrer n'est que partielle, et que, par suite, il y a lieu de diviser la rente en deux parties, l'une immédiate, l'autre différée, l'interpolation entre les deux prix calculés respectivement pour chaque partie, d'après le tarif C. R. I. et d'après le tarif C. R., se fait toujours sur la base du rapport de la réduction de salaire ou du double de la rente totale, au salaire.

#### ASSURANCE TEMPORAIRE EN CAS DE DÉCÈS D'UN RENTIER INVALIDE AU COURS DU DÉLAI DE REVISION.

A quelque époque que décède un invalide titulaire d'une rente viagère constituée à la Caisse nationale des retraites, le débiteur de la rente ne peut prétendre à aucun remboursement sur le capital constitutif de cette rente, toutes les chances de mortalité de l'invalide étant entrées en ligne de compte dans la détermination de ce capital.

Au cas où le décès survient au cours du délai de revision prévu à l'art. 19 de la loi du 9 avril 1898, le débiteur de la rente est exposé au risque d'avoir à effectuer un nouveau versement à la Caisse nationale des retraites pour constituer des rentes au profit des ayants droit de l'invalide décédé. Pour permettre aux débiteurs de rentes de se garantir contre cette éventualité, la Caisse nationale des retraites accepte des contrats d'assurance temporaire de rentes de survie au profit des ayants-droit des invalides, en cas de décès de ceux-ci avant l'expiration du délai de revision, aux conditions suivantes :

1° Tout contrat de l'espèce doit être souscrit en même temps que le contrat de rente viagère au profit de l'invalide, dont le décès est susceptible d'entraîner par revision la constitution de rente au profit des ayants droit ;

2° Les débiteurs de rentes doivent déclarer, lors du premier versement de chaque année pour la constitution de rente au profit d'un invalide, qu'ils renoucent au bénéfice de l'assurance complémentaire proposée, ou qu'ils s'engagent à la contracter pour toutes les rentes à constituer par eux à la Caisse nationale des retraites jusqu'au 31 décembre de l'année, et la comportant ;

3° Si un débiteur de rente ne tient pas cet engagement, la Caisse nationale des retraites peut, à son choix, maintenir les contrats d'assurance complémentaire souscrits dans l'année ou les annuler et rembourser, sans intérêts, les primes versées, déduction faite des arrérages payés sur les rentes constituées en exécution de ces contrats ;

4° En cas de revision dans le sens d'une augmentation ou d'une diminution de rente ayant pour conséquence de modifier l'opinion de la Caisse nationale des retraites sur la mortalité de l'invalide titulaire de la rente, la Caisse demande



au débiteur de la rente de compléter la prime de l'assurance complémentaire ou lui en rembourse une partie.

La prime de l'assurance complémentaire dont il s'agit est égale à la prime unique d'une assurance en cas de décès d'un invalide pour le temps restant à courir jusqu'à l'expiration du délai de revision, garantissant le capital des rentes à constituer au profit des ayants droit s'ils sont vivants au milieu de la période d'assurance.

*Exemple.* — Un ouvrier, né le 12 mars 1864 et gagnant un salaire annuel de 1.000 francs, a été victime, le 20 avril 1904, d'un accident entraînant une incapacité permanente de travail. Le 9 juillet 1905, il a été statué sur la réduction que l'accident a fait subir à son salaire, — elle a été fixée à 45 0/0, — et sur l'importance de la pension à lui allouer, — elle a été fixée à 225 francs, — et la période de revision s'est ouverte.

On demande quelle est, à la date du 15 septembre 1905, la prime à verser à la Caisse nationale des retraites, outre le capital constitutif de la rente de 225 francs reposant sur la tête de l'invalide, pour assurer, s'il vient à mourir des suites de ses blessures, avant le 9 juillet 1908, terme du délai de revision, la constitution d'une rente viagère au profit de sa femme, née le 16 janvier 1874, et d'une rente temporaire au profit de ses trois enfants, nés le 27 octobre 1902, le 25 octobre 1900, le 22 juin 1896.

La date moyenne entre la constitution de la pension, 15 septembre 1905, et l'expiration du délai de revision, 9 juillet 1908, est le 12 février 1907.

A cette date, l'âge de la femme, née le 16 janvier 1874, étant exactement 33 ans 0 mois et 26 jours, et, à un demi-trimestre près 33 ans, le prix d'une rente viagère de 200 francs égale à 20 0/0 d'un salaire annuel de 1.000 francs sera :

$$200 \times 19.3128 = 3.862 \text{ fr. } 56,$$

soit, en chiffres ronds, 3.863 francs.

D'autre part, à la date de la constitution de la rente sur la tête de l'invalide, 15 septembre 1905, l'âge de la femme est exactement 31 ans, 7 mois et 29 jours.

Or, d'après la table C. R., le nombre des vivants est :

|                        |        |
|------------------------|--------|
| A l'âge de 31 ans..... | 85.165 |
| A l'âge de 32 ans..... | 84.551 |

Le nombre des décès, de 31 ans à 32 ans, en 360 jours, ressort donc à..... 614

Par suite, le nombre des décès, de 31 ans à 31 ans 7 mois et 29 jours, en 239 jours, est :

$$614 \times \frac{239}{360} = \dots\dots\dots 408$$

et, sur..... 85.165

vivants à 31 ans, il reste ..... 84.757

survivants à 31 ans 7 mois et 29 jours.

On trouve, au moyen d'un calcul semblable, que le nombre des survivants, à l'âge de 33 ans 0 mois et 26 jours d'après la table C. R., est :

$$83.935 - (83.935 - 83.319) \frac{26}{360} = 83.935 - 616 \times \frac{26}{360}$$

$$= 83.935 - 44 = 83.891.$$

La probabilité pour une personne âgée de 31 ans 7 mois et 29 jours d'atteindre l'âge de 33 ans 0 mois 26 jours est  $\frac{83.891}{84.757} = 0.989.783$

En multipliant cette probabilité par le prix de la pension éventuelle de la femme .....  $\times 3.863$   
on obtient la prime unique. .... 3.824

d'un capital de 3.863 francs différé de l'âge de 31 ans 7 mois et 29 jours à celui de 33 ans 0 mois 26 jours, abstraction faite de l'escompte au taux du tarif, pour la durée du différé.

A la date moyenne du 12 février 1907, les âges des enfants nés le 27 octobre 1902, le 25 octobre 1900 et le 22 juin 1896 seront :

Exactement :

Pour le plus jeune, 4 ans 3 mois 15 jours;

Pour le deuxième, 6 ans 3 mois 17 jours;

Pour l'aîné, 10 ans 7 mois 20 jours.

A un demi-trimestre près :

Pour le plus jeune, 4 ans et 1 trimestre;

Pour le deuxième, 6 ans et 1 trimestre;

Pour l'aîné, 10 ans et 3 trimestres.

Le montant de la rente temporaire à constituer éventuellement à leur profit sera :

1° S'ils sont tous les trois vivants :

$$0,35 \times 1.000 = 350;$$

2° S'il n'en reste que deux vivants :

$$0,25 \times 1.000 = 250;$$

3° Si un seul est vivant :

$$0,15 \times 1.000 = 150.$$

Dans le premier cas, le prix de la rente temporaire (1) ressort à :

$$350 \times 7,8113 = 2.734 \text{ francs.}$$

Pour le deuxième cas, le prix de la rente temporaire (1) sera, si le plus jeune des enfants et le deuxième sont vivants, et l'aîné mort :

$$250 \times 9,0302 = 2.258 \text{ francs.}$$

Si le plus jeune et l'aîné sont vivants, et le deuxième mort. (1) :

$$250 \times 7,6356 = 1.909 \text{ francs.}$$

(1) Voir observation faite d'autre part sous le titre : « Enfants ou ascendants d'ouvriers tués (2° cas. — Rentes collectives) ».

Si le deuxième et l'aîné sont vivants, et le plus jeune mort (1) :

$$250 \times 6,8361 = 1.709 \text{ francs.}$$

Dans le troisième cas (2), on aura, pour le prix de la rente à constituer éventuellement au profit du seul survivant, selon que ce sera :

Le plus jeune :

$$150 \times 9,5325 = 1.430 \text{ francs.}$$

Le deuxième :

$$150 \times 8,2052 = 1.231 \text{ francs.}$$

L'aîné :

$$150 \times 4,7637 = 715 \text{ francs.}$$

D'autre part, à la date de la constitution de la rente, le 15 septembre 1905, les âges des enfants sont exactement :

Pour le plus jeune, 2 ans 10 mois et 18 jours ;

Pour le deuxième, 4 ans 10 mois et 20 jours ;

Pour l'aîné, 9 ans 2 mois et 23 jours.

En opérant, pour chacun des enfants, à l'aide de la table C. R., à raison de leurs âges à la date de la constitution de la rente, 15 septembre 1905, et à la date du 12 février 1907, moyenne entre cette date et celle du terme du délai de révision, les mêmes calculs que ceux qui ont été indiqués ci-dessus pour la femme, on trouvera que la probabilité, à la date du 15 septembre 1905, d'être encore vivant à celle du 12 février 1907, est :

$$\text{Pour le plus jeune...} \quad \frac{99.117}{100.190} = 0,989.990.$$

$$\text{Pour le deuxième....} \quad \frac{98.133}{98.772} = 0,993.531.$$

$$\text{Pour l'aîné.....} \quad \frac{96.882}{97.237} = 0,996.349.$$

D'ailleurs, la probabilité de décéder entre les deux dates précitées est :

Pour le plus jeune des enfants :

$$1 - 0,989.290 = 0,010.710.$$

Pour le deuxième :

$$1 - 0,993.531 = 0,006.469.$$

Pour l'aîné :

$$1 - 0,996.349 = 0,003.651.$$

Les probabilités individuelles d'existence et de décès des trois enfants étant connues, les probabilités composées, correspondant aux différentes manières dont il est possible que leur groupe se trouve formé à la date moyenne s'en déduisent facilement.

La probabilité :

(1) Voir observation faite d'autre part sous le titre : « Enfants ou ascendants d'ouvriers tués (2<sup>e</sup> cas. — Rentes collectives) ».

(2) Voy. tableau II et 2<sup>e</sup> problème.

Que les trois enfants seront vivants à la date moyenne est :

$$0,989.290 \times 0,993.531 \times 0,996.349 = 0,979.302;$$

Que le plus jeune et le deuxième seront vivants, et l'ainé, mort :

$$0,989.290 \times 0,993.531 \times 0,003.651 = 0,003.589;$$

Que le plus jeune et l'ainé seront vivants, et le deuxième, mort :

$$0,989.290 \times 0,006.469 \times 0,996.349 = 0,006.376;$$

Que le deuxième et l'ainé seront vivants, et le plus jeune, mort :

$$0,010.710 \times 0,993.531 \times 0,996.349 = 0,010.602;$$

Que le plus jeune sera seul vivant :

$$0,989.290 \times 0,006.469 \times 0,003.651 = 0,000.023;$$

Que le deuxième sera seul vivant :

$$0,010.710 \times 0,993.531 \times 0,003.651 = 0,000.039;$$

Que l'ainé sera seul vivant :

$$0,010.710 \times 0,006.469 \times 0,996.349 = 0,000.069.$$

Les produits de ces probabilités par les prix de pension correspondants sont :

|                           |       |
|---------------------------|-------|
| 2.734 × 0,979.302 = ..... | 2 677 |
| 2.258 × 0,003.589 = ..... | 8     |
| 1.909 × 0,006.376 = ..... | 12    |
| 1.709 × 0,010.602 = ..... | 18    |
| 1.430 × 0,000.023 = ..... | »     |
| 1.231 × 0,000.039 = ..... | »     |
| 715 × 0,000.069 = .....   | »     |

Ensemble..... 2.715

En ajoutant le produit de même nature concernant la femme 3.824

on a un total de..... 6.539

A l'époque de l'accident, le 20 avril 1904, l'âge de la victime, née le 12 mars 1864, était de quarante ans, à une demi-année près. A la date de la constitution de la rente, le 15 septembre 1905, l'ancienneté de l'invalidité est de 1 an 4 mois et 25 jours, et l'âge conventionnel de l'invalidé de 41 ans 4 mois et 25 jours; à la date d'expiration du délai de révision, l'ancienneté d'invalidité sera de 4 ans 2 mois et 19 jours, et l'âge conventionnel de 44 ans 2 mois et 19 jours.

D'après la partie de la table C. R. I., applicable aux personnes frappées d'invalidité absolue à l'âge de 40 ans, le nombre des vivants est :

Après 1 an d'invalidité..... 89.798

Après 2 ans d'invalidité..... 83.198

Le nombre des décès pendant la 2<sup>e</sup> année d'invalidité,  
en 360 jours, est..... 6.600

Par suite, le nombre des décès en 4 mois et 25 jours, ou en 145 jours, est

$$6.600 \times \frac{145}{360} = 2.658$$

et le nombre des survivants après 1 an 4 mois et 25 jours d'invalidité est

$$89.798 - 2.658 = 87.140$$

On trouvera de même, d'après la même partie de la table C. R. I., que le nombre des survivants après 4 ans 2 mois 19 jours d'invalidité est :

$$\begin{aligned} & 77.836 - (77.836 - 76.439) \frac{79}{360} = \\ & 77.836 - 1.397 \times \frac{79}{360} = 77.836 - 307 = 77.529 \end{aligned}$$

De 1 an 4 mois et 25 jours d'ancienneté d'invalidité, à 4 ans 2 mois et 19 jours, le nombre des décès ressort à :

$$87.140 - 77.529 = 9.611$$

et la probabilité de décès à :

$$\frac{9.611}{87.140} = 0,110.294$$

pour un invalide absolu, blessé à l'âge de quarante ans.

En employant la table C. R. applicable aux personnes valides, on trouverait que la probabilité de décès, de 41 ans 4 mois et 25 jours, âge conventionnel de l'invalide en cause, à la date de la constitution de sa pension, à 44 ans 2 mois et 19 jours, âge conventionnel à la date d'expiration du délai de révision est :

$$\frac{78.523 - 76.481}{78.523} = 0,026.005$$

|                                                                               |           |
|-------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| La différence entre la probabilité de décès, en cas d'invalidité absolue..... | 0,110.294 |
| et celle qui concerne les personnes valides.....                              | 0,026.005 |
| est.....                                                                      | 0,084.289 |

On peut admettre que, pour la victime d'un accident ayant entraîné une réduction de salaire de 45 0/0, la probabilité de décès dont il y a lieu de tenir compte dans l'espèce sera :

$$\begin{aligned} & 0,026.005 + 0,45 \times 0,084.289 \\ & = 0,026.005 + 0,037.930 = 0,063.935 \end{aligned}$$

Le produit de 0,063.935 par le chiffre de 6.539 obtenu à la suite des calculs concernant la femme et les enfants de l'invalide, soit 418 fr. 07, représente la prime cherchée, abstraction faite de l'escompte, au taux du tarif, pour le temps à courir du 15 septembre 1905, date de la souscription de l'assurance, jusqu'au 12 février 1907, date moyenne entre cette date et celle du terme du délai de révision. La valeur actuelle, au taux de 0,008.125 0/0 par trimestre

de 1 fr. payable au bout de ce temps qui est 1 an 4 mois et 27 jours, ressort à 0,955.438. En multipliant ce chiffre par celui de 418 fr. 07, qui vient d'être calculé, on obtient le chiffre de 399 fr.

La somme de 399 fr. est la prime nécessaire pour assurer, si l'invalidé en cause venait à mourir avant le 9 juillet 1908, la constitution d'une rente viagère au profit de sa femme et d'une rente temporaire au profit de ses enfants.

Le prix de la pension reposant sur la tête de l'invalidé, étant de 3.699 fr., la somme à verser à la Caisse nationale des retraites, tant pour la constitution de la rente au profit de l'invalidé que pour l'assurance temporaire de rentes de survie au profit de ses ayants droit, est :

$$3.699 + 399 = 4.098 \text{ fr.}$$

---

## NOTE SOMMAIRE

De M. Ch. RENARD

**relative au Nouveau tarif de la Caisse nationale des Retraites**

*publié ci-dessus.*

---

On vient de lire ci-dessus le tarif nouveau que la Caisse nationale des retraites appliquera à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1905 aux rentes accordées en matière d'accidents du travail.

Les chefs d'industrie non assurés ou les sociétés d'assurance qui voudraient se décharger postérieurement au premier janvier 1905 des rentes, même dérivant d'accidents antérieurs à cette date, se le verraient donc opposer.

Pour les Sociétés qui ont dans leurs statuts accepté le principe du versement à la Caisse nationale des retraites des capitalisations des rentes, la brusque mise en vigueur d'un tarif majoré, apporte dans l'établissement des comptes de fin d'année des difficultés imprévues.

Les prévisions pour accidents en cours sont en effet dans la comptabilité régulière des Sociétés d'assurance un élément des plus importants et elles sont établies dans le cours de l'année sur les tarifs alors en vigueur.

On s'est demandé et nous signalons la question à titre simplement documentaire, si la Caisse nationale a pu valablement de sa propre autorité administrative modifier ce tarif, qui conformément à l'art. 28 de la loi de 1898 n'avait été établi par elle qu'en vertu d'une véritable délégation législative concédée pour une période de six mois.

Pouvait-elle aussi donner à ce tarif un caractère rétroactif, en l'appliquant même aux accidents antérieurs non réglables en 1904 mais qui dans la comptabilité des sociétés d'assurance sont d'ores et déjà capitalisés *en prévisions* sur les bases de l'ancien tarif? On prétend enfin que le régime nouveau de l'assurance, avec ingérence et contrôle de l'État, doit comporter, comme compensation des charges, un minimum de garanties auquel seul le législateur doit pouvoir toucher.

En sens adverse on objectera, avec quelque vraisemblance, que la mesure nouvelle est dictée sans doute par le fait économique de la baisse du taux de l'intérêt; que l'administration ne peut assumer la charge d'une capitalisation à un taux supérieur au taux vrai; que ses barèmes doivent donc être essentiellement mobiles, qu'enfin et surtout on ne lèse pas de véritables droits acquis; qu'on ne fait grief qu'à de simples intérêts qui s'étaient peut être trop insuffisamment sauvegardés.

Peut-on en effet reconnaître le caractère *de droits* à la faculté, toujours précaire d'après la loi initiale de 1898, laissée à l'assureur de capitaliser à la Caisse nationale?

Qui l'obligeait à opter pour ce régime? Et s'il l'a fait, n'a-t-il pas opté en connaissance de cause? ne peut-on lui objecter qu'il devait nécessairement prévoir que sous la pression économique de la baisse de l'intérêt des remaniements successifs de plus en plus défavorables étaient inévitables?

Il est donc probable que la controverse prendra fin.

Mais au surplus il y aurait un moyen de l'éteindre, il suffirait d'insérer les nouveaux tarifs dans la loi de finances.

On pourrait peut-être admettre aussi qu'ils ne régiraient qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1906 les accidents antérieurs à 1905.

De toute façon à l'avenir, il serait facile d'éviter tout malentendu en accordant avant tout remaniement de tarif, un délai de prévenance de quelques mois.

CH. RENARD.

---

## SOCIÉTÉS D'ASSURANCES

**admises à pratiquer en France l'assurance  
contre les accidents du travail.**

Par un arrêté du 27 novembre 1904, le ministre du Commerce a arrêté telle qu'elle figure ci-après la liste des sociétés d'assurances admises à pratiquer en France l'assurance contre les accidents du travail.

Par arrêtés du même jour <sup>(1)</sup> le ministre du Commerce a maintenu en application pour 1905 les arrêtés des 30 mars et 5 mai 1899 relatifs aux primes et barèmes établis en exécution de la loi du 9 avril 1898.

### *1° Sociétés françaises d'assurances mutuelles contre les accidents du travail.*

La Préservatrice, 18, rue de Londres, à Paris (*pour la liquidation des assurances souscrites jusqu'au 31 décembre 1904*).

La Mutuelle générale française, 19 et 21, rue Chanzy, au Mans (Sarthe).

La Caisse syndicale d'assurance mutuelle des industries textiles de France, 11, rue de Milan, à Paris.

La Caisse syndicale d'assurance mutuelle des Forges de France, 11, rue de Milan, à Paris.

L'Union industrielle, 4, rue Lanterne, à Lyon (Rhône).

Le Syndicat du Nord, 20, rue des Lignes, à Roubaix (Nord).

La Mutualité industrielle, 36, rue de Berlin, à Paris.

L'association industrielle des Travailleurs français, 16, boulevard Chasles, à Chartres (Eure-et-Loir).

La Participation, 92, rue de Richelieu, à Paris.

La Caisse syndicale d'assurance mutuelle des Agriculteurs de France, 3 bis, rue d'Athènes, à Paris.

L'Auxiliaire, 41, rue Mercière, à Lyon.

---

(1) Insérés au *Journal officiel* du 28 novembre 1904.



La Caisse des Entrepreneurs, 5 *bis*, rue Noël, à Reims (Marne).

La Caisse syndicale mutuelle, 94, rue Nationale, à Armentières (Nord).

La Caisse syndicale d'assurance mutuelle des industries sucrières de France, 11, rue de Milan, à Paris.

La Responsabilité agricole, 58, boulevard de Magenta, à Paris.

L'Alimentation, 24, rue de Richelieu, à Paris.

### *2° Sociétés françaises d'assurances à primes fixes contre les accidents du travail.*

L'Abeille, 57, rue Taitbout, à Paris.

Le Patrimoine, 59, rue Taitbout, à Paris.

La Préservatrice (compagnie anonyme), 18, rue de Londres, à Paris.

La Prévoyance, 23, rue de Londres, à Paris.

L'Urbaine et la Seine, 37, rue Le Peletier, à Paris.

Le Secours, 15 rue des Pyramides, à Paris.

La Foncière, 48, rue Notre-Dame-des-Victoires, à Paris.

Le Soleil-Sécurité générale, 23, rue de Mogador, à Paris.

La Providence, 12, rue de Grammont, à Paris.

La Paix, 4, rue de la Paix, à Paris.

La Flandre, 20, rue des Lignes, à Roubaix (Nord).

L'Union industrielle du Nord, 50, boulevard de la Liberté, à Lille (Nord).

La Compagnie générale d'assurances contre les accidents, 66, rue de la Chaussée-d'Antin, à Paris.

La Thémis, 59, rue Saint-Ferréol, à Marseille (Bouches-du-Rhône).

La Gauloise, 15, rue de Choiseul, à Paris (*pour la liquidation des assurances déjà souscrites*).

La Conservatrice, 3, rue Saint-Georges, à Paris (*pour la liquidation des assurances déjà souscrites*).

La Garantie, 49, rue Taitbout, à Paris.

### *3° Sociétés étrangères d'assurances contre les accidents du travail.*

La société suisse d'assurances contre les accidents à Winterthur (Suisse), ayant son siège, pour les assurances pratiquées en France, 15, rue de la Chaussée-d'Antin, à Paris.

La Zurich, compagnie générale d'assurances contre les accidents et la responsabilité civile à Zurich (Suisse), ayant son siège, pour les assurances pratiquées en France, 14, rue Favart, à Paris.

The Ocean accident and guarantee corporation, à Londres, ayant son siège, pour les assurances pratiquées en France, 28, rue du Rocher, à Paris.

La Union et le Phénix espagnol, à Madrid, ayant son siège, pour les assurances pratiquées en France, 66, rue de la Chaussée-d'Antin, à Paris.

La « Compagnie internationale d'assurances contre les accidents » à Vienne (Autriche), ayant son siège, pour les assurances pratiquées en France, 54, rue de Châteaudun, à Paris.

---

## FRANCE

# ACCIDENTS DU TRAVAIL

## PROPOSITION

tendant à modifier divers articles de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail adoptée par le Sénat en 2<sup>e</sup> délibération le 1<sup>er</sup> décembre 1904 (1).

Le Sénat vient d'adopter en deuxième délibération une série de modifications à la loi du 9 avril 1898. Nous les publions ci-après en imprimant en *italiques* les modifications apportées à la législation actuelle.

### ARTICLE PREMIER.

Les art. 3, 4, 10, 15, 16, 19, 21, 27 et 30 de la loi du 9 avril 1898 sont modifiés ainsi qu'il suit :

*Art. 3.* — Dans les cas prévus à l'article premier, l'ouvrier ou employé a droit :

Pour l'incapacité absolue et permanente, à une rente égale aux deux tiers de son salaire annuel ;

Pour l'incapacité partielle et permanente, à une rente égale à la moitié de la réduction que l'accident aura fait subir au salaire ;

Pour l'incapacité temporaire, si l'incapacité de travail a duré plus de quatre jours, à une indemnité journalière, *sans distinction entre les jours ouvrables et les dimanches et jours fériés*, égale à la moitié du salaire touché au moment de l'accident, *à moins que le salaire ne soit variable ; dans ce dernier cas, l'indemnité journalière est égale à la moitié du salaire moyen des journées de travail pendant le mois qui a précédé l'accident*. L'indemnité est due à partir du cinquième jour après celui de l'accident ; *toutefois elle est due à partir du premier jour si l'incapacité de travail a duré plus de dix jours*. L'indemnité journalière est payable aux époques et lieu de paye usités dans l'entreprise, sans que l'intervalle puisse excéder seize jours.

---

(1) Voir Bulletin, 1904, page 194.

Lorsque l'accident est suivi de mort, une pension est servie aux personnes ci-après désignées, à partir du décès, dans les conditions suivantes :

A. Une rente viagère égale à 20 0/0 du salaire annuel de la victime pour le conjoint survivant non divorcé ou séparé de corps, à la condition que le mariage ait été contracté antérieurement à l'accident.

En cas de nouveau mariage, le conjoint cesse d'avoir droit à la rente mentionnée ci-dessus ; il lui sera alloué, dans ce cas, le triple de cette rente à titre d'indemnité totale.

B. Pour les enfants, légitimes ou naturels, reconnus avant l'accident, orphelins de père ou de mère, âgés de moins de seize ans, une rente calculée sur le salaire annuel de la victime, à raison de 15 0/0 de ce salaire s'il n'y a qu'un enfant, de 25 0/0 s'il y en a deux, de 35 0/0 s'il y en a trois, et de 40 0/0 s'il y en a quatre ou un plus grand nombre.

Pour les enfants orphelins de père et de mère, la rente est portée pour chacun d'eux à 20 0/0 du salaire.

L'ensemble de ces rentes ne peut, dans le premier cas, dépasser 40 0/0 du salaire, ni 60 0/0 dans le second.

C. Si la victime n'a ni conjoint, ni enfant, dans les termes des paragraphes A et B, chacun des ascendants et descendants qui étaient à sa charge recevra une rente viagère pour les ascendants et payable jusqu'à seize ans pour les descendants. Cette rente sera égale à 10 0/0 du salaire annuel de la victime, sans que le montant total des rentes allouées puisse dépasser 30 0/0.

Chacune des rentes prévues par le paragraphe C est, le cas échéant, réduite proportionnellement.

*Les rentes constituées en vertu de la présente loi sont payables à la résidence du titulaire ou au chef-lieu de canton de cette résidence, et, si elles sont servies par la Caisse nationale des retraites, chez le préposé de cet établissement désigné par le titulaire.*

*Elles sont payables par trimestre et à terme échu ; toutefois le tribunal peut ordonner le paiement d'avance de la moitié du premier arrérage.*

Ces rentes sont incessibles et insaisissables.

Les ouvriers étrangers, victimes d'accidents, qui cesseraient de résider sur le territoire français, recevront, pour toute indemnité, un capital égal à trois fois la rente qui leur avait été allouée.

*Il en sera de même pour leurs ayants droit étrangers, cessant de résider sur le territoire français, sans que toutefois le capital puisse dépasser la valeur actuelle de la rente d'après le tarif visé à l'art. 28.*

Les représentants étrangers d'un ouvrier étranger ne recevront aucune indemnité, si, au moment de l'accident, ils ne résidaient pas sur le territoire français.

*Les dispositions des trois alinéas précédents pourront, toutefois, être modifiées par traités dans la limite des indemnités prévues au présent article, pour les étrangers dont les pays d'origine garantissaient à nos nationaux des avantages équivalents.*

**Art. 4.** — Le chef d'entreprise supporte en outre les frais médicaux et pharmaceutiques et les frais funéraires. Ces derniers sont évalués à la somme de cent francs (100 fr.) au maximum.

*La victime peut toujours faire choix elle-même de son médecin et de son pharmacien. Dans ce cas, le chef d'entreprise ne peut être tenu des frais médicaux et pharmaceutiques que jusqu'à concurrence de la somme fixée par le juge de paix du canton où est survenu l'accident, conformément à un tarif qui sera établi par arrêté du ministère du Commerce, après avis d'une commission spéciale comprenant des représentants de syndicats de médecins et de pharmaciens, de syndicats professionnels ouvriers et patronaux, de sociétés d'assurance contre les accidents du travail et de syndicats de garantie, et qui ne pourra être modifié qu'à intervalles de deux ans.*

*Le chef d'entreprise est seul tenu, dans tous les cas, en outre des obligations contenues en l'art. 3, des frais d'hospitalisation qui, tout compris, ne pourront dépasser le tarif établi pour l'application de l'art. 24 de la loi du 15 juillet 1893, majoré de 50 0/0, ni excéder jamais 4 francs par jour pour Paris, ou 3,50 partout ailleurs.*

*Les médecins et pharmaciens ou les établissements hospitaliers peuvent actionner directement le chef d'entreprise.*

*Au cours du traitement, le chef d'entreprise pourra désigner au juge de paix un médecin chargé de le renseigner sur l'état de la victime. Cette désignation, dûment visée par le juge de paix, donnera audit médecin accès hebdomadaire auprès de la victime, en présence du médecin traitant, prévenu deux jours à l'avance par lettre recommandée.*

*Faute par la victime de se prêter à cette visite, le paiement de l'indemnité journalière sera suspendu par décision du juge de paix, qui convoquera la victime par simple lettre recommandée.*

*Si le médecin certifie que la victime est en état de reprendre son travail et que celle-ci le conteste, le chef d'entreprise peut requérir du juge de paix une expertise médicale, qui devra avoir lieu dans les cinq jours.*

**Art. 10.** — Le salaire servant de base à la fixation des rentes s'entend pour l'ouvrier occupé dans l'entreprise pendant les douze mois écoulés avant l'accident, de la rémunération effective qui lui a été allouée pendant ce temps, soit en argent, soit en nature.

Pour les ouvriers occupés pendant moins de douze mois avant l'accident, il doit s'entendre de la rémunération effective qu'ils ont reçue depuis leur entrée dans l'entreprise, augmentée de la rémunération qu'ils auraient pu recevoir pendant la période de travail nécessaire pour compléter les douze mois, d'après la rémunération moyenne des ouvriers de la même catégorie pendant ladite période.

Si le travail n'est pas continu, le salaire annuel est calculé tant d'après la rémunération reçue pendant la période d'activité que d'après le gain de l'ouvrier pendant le reste de l'année.

*Si, pendant les périodes visées aux alinéas précédents, l'ouvrier a chômé exceptionnellement et pour des causes indépendantes de sa volonté, il est fait état du salaire moyen qui eût correspondu à ces chômages.*

**Art. 15.** — Sont jugées en dernier ressort par le juge de paix du canton où l'accident s'est produit, à quelque chiffre que la demande puisse s'élever et dans les quinze jours de la demande, les contestations relatives tant aux frais funéraires qu'aux indemnités temporaires, jusqu'au jour du décès ou jusqu'à la consolidation de la blessure, c'est-à-dire jusqu'au jour où la victime se trouve, soit complètement rétablie, soit définitivement atteinte d'une incapacité permanente, sans préjudice de l'action que la victime se croirait fondée à exercer conformément à l'art. 16.

*En cas de désaccord sur la consolidation de la blessure constatée par certificat médical, ou sur sa date, le juge de paix doit se déclarer incompétent et transmettre immédiatement expédition de sa décision au président du tribunal civil.*

*Le juge de paix connaît des demandes relatives au paiement des frais médicaux et pharmaceutiques jusqu'à 300 francs en*

*dernier ressort et à quelque chiffre que ces demandes s'élèvent, à charge d'appel dans la quinzaine de la décision.*

*Les décisions du juge de paix relatives à l'indemnité journalière sont exécutoires nonobstant opposition. Ces décisions sont susceptibles de recours en cassation pour violation de la loi.*

*Lorsque l'accident s'est produit en territoire étranger, le juge de paix compétent dans les termes de l'art. 12 et du présent article est celui du canton où est situé l'établissement ou le dépôt auquel est attachée la victime.*

*Lorsque l'accident s'est produit en territoire français, hors du canton où est situé l'établissement ou le dépôt auquel est attachée la victime, le juge de paix de ce dernier canton devient exceptionnellement compétent à la requête de la victime ou de ses ayants droit adressée sous forme de lettre recommandée au juge de paix du canton où l'accident s'est produit avant qu'il n'ait été saisi dans les termes du présent article ou bien qu'il n'ait clos l'enquête prévue à l'art. 13. Un récépissé est immédiatement envoyé au requérant, par le greffe qui avise, en même temps que le chef d'entreprise, le juge de paix devenu compétent et, s'il y a lieu, transmet à ce dernier le dossier de l'enquête, dès sa clôture, en avertissant les parties, conformément à l'art. 13.*

*Si, après transmission du dossier de l'enquête au président du tribunal du lieu de l'accident et avant convocation des parties, la victime ou ses ayants droit justifient qu'ils n'ont pu, avant la clôture de l'enquête, user de la faculté prévue à l'alinéa précédent, le président peut, les parties entendues, se dessaisir du dossier et le transmettre au président du tribunal de l'arrondissement où est situé l'établissement ou le dépôt auquel est attachée la victime.*

**Art. 16.** — *En ce qui touche les autres indemnités prévues par la présente loi, le président du tribunal de l'arrondissement dans les cinq jours de la transmission du dossier, si la victime est décédée avant la clôture de l'enquête ou, dans le cas contraire, dans les cinq jours de la production, par la partie la plus diligente, soit de l'acte de décès, soit d'un accord écrit des parties, soit de l'expédition de la décision du juge de paix visée à l'article précédent ou enfin, à défaut de cette production, dans les cinq jours précédant l'expiration du délai de prescription prévu à l'art. 18, lorsque la date de cette expiration lui est connue, convoque la victime ou ses ayants droit, le chef de l'entreprise ou son représentant, et, s'il y a assurance, l'assureur.*

En cas d'accord entre les parties, *conforme aux prescriptions de la présente loi*, l'indemnité est définitivement fixée par l'ordonnance du président qui en donne acte *en indiquant, sous peine de nullité, le salaire de base et la réduction que l'accident aura fait subir au salaire.*

En cas de désaccord, les parties sont renvoyées à se pourvoir devant le tribunal *qui est saisi par la partie la plus diligente*, et statue comme en matière sommaire conformément au titre XXIV du Livre II du Code de procédure civile. *Son jugement est exécutoire par provision.*

En ce cas, le président, par son ordonnance de renvoi et sans appel, peut substituer à l'indemnité journalière une provision inférieure au demi-salaire, ou, dans la même limite, allouer une provision aux ayants droit. Les provisions peuvent être allouées ou modifiées en cours d'instance par voie de référé, sans appel. Elles sont incessibles et insaisissables et payables dans les mêmes conditions que l'indemnité journalière.

Les arrérages des rentes courent à partir du jour du décès ou de la consolidation de la blessure, sans se cumuler avec l'indemnité journalière ou la provision.

Dans les cas où le montant de l'indemnité ou de la provision excède les arrérages dus jusqu'à la date de la fixation de la rente, le tribunal peut ordonner que le surplus sera précompté sur les arrérages ultérieurs dans la proportion qu'il détermine.

S'il y a assurance, l'ordonnance du président ou le jugement fixant la rente allouée, spécifie que l'assureur est substitué au chef d'entreprise dans les termes du titre IV, de façon à supprimer tout recours de la victime contre ledit chef d'entreprise.

Art. 19. — La demande en revision de l'indemnité fondée sur une aggravation ou une atténuation de l'infirmité de la victime, ou son décès par suite des conséquences de l'accident, est ouverte pendant trois ans à compter, soit de la date à laquelle cesse d'être due l'indemnité journalière, s'il n'y a point eu attribution de rente, soit de l'accord intervenu entre les parties ou de la décision judiciaire passée en force de chose jugée, même si la pension a été remplacée par un capital en conformité de l'art. 21.

Dans tous les cas, sont applicables à la revision les conditions de compétence et de procédure fixées par les art. 16, 17 et 22. Le président du tribunal est saisi par voie de simple déclaration au greffe.



*S'il y a accord entre les parties, conforme aux prescriptions de la présente loi, le chiffre de la rente révisée est fixé par ordonnance du président qui donne acte de cet accord en spécifiant, sous peine de nullité, l'aggravation ou l'atténuation de l'infirmité.*

*En cas de désaccord, l'affaire est renvoyée devant le tribunal qui est saisi par la partie la plus diligente et qui statue comme en matière sommaire et ainsi qu'il est dit à l'art. 16.*

*Au cours des trois années pendant lesquelles peut s'exercer l'action en révision, le chef d'entreprise pourra désigner au président du tribunal un médecin chargé de le renseigner sur l'état de la victime.*

*Cette désignation, dûment visée par le président, donnera audit médecin accès trimestriel auprès de la victime. Faute par la victime de se prêter à cette visite, tout paiement d'arrérages sera suspendu par décision du président, qui convoquera la victime par simple lettre recommandée.*

*Les demandes prévues par l'art. 9 doivent être portées devant le tribunal au plus tard dans le mois qui suit l'expiration du délai imparti pour l'action en révision.*

**Art. 21.** — Les parties peuvent toujours, après détermination du chiffre de l'indemnité due à la victime de l'accident, décider que le service de la pension sera suspendu et remplacé, tant que l'accord subsistera, par tout autre mode de réparation.

En dehors des cas prévus à l'art. 3, la pension ne pourra être remplacée par le paiement d'un capital que si elle n'est pas supérieure à 100 francs et si le titulaire est majeur. Ce rachat ne pourra être effectué que d'après le tarif spécifié à l'art. 28.

**Art. 27.** — Les compagnies d'assurances mutuelles ou à primes fixes contre les accidents, françaises ou étrangères, sont soumises à la surveillance et au contrôle de l'État et astreintes à constituer des réserves ou cautionnements dans des conditions déterminées par un règlement d'administration publique.

Le montant des réserves mathématiques et des cautionnements sera affecté par privilège au paiement des pensions et indemnités.

Les syndicats de garantie seront soumis à la même surveillance et un règlement d'administration publique déterminera les conditions de leur création et de leur fonctionnement.

*A toute époque, un arrêté du ministre du Commerce peut mettre fin aux opérations de l'assureur qui ne remplit pas les condi-*

tions prévues par la présente loi ou dont la situation financière ne donne pas les garanties suffisantes pour lui permettre de remplir ses engagements. Cet arrêté est pris après avis conforme du Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail, l'assureur ayant été mis en demeure de fournir ses observations par écrit dans un délai de quinzaine. Le Comité doit émettre son avis dans la quinzaine suivante.

Le dixième jour, à midi, à compter de la publication de l'arrêté au Journal officiel, tous les contrats contre les risques régis par la présente loi cessent de plein droit d'avoir effet, les primes restant à payer ou les primes payées d'avance n'étant acquises à l'assureur qu'en proportion de la période d'assurance réalisée, sauf stipulation contraire dans les polices.

Le Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail est composé de 24 membres, savoir : deux sénateurs et trois députés élus par leurs collègues ; le directeur de l'Assurance et de la Prévoyance sociales ; le directeur du travail ; le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations ; trois membres agrégés de l'Institut des actuaires français ; le président du tribunal de commerce de la Seine ou un président de section-délégué par lui ; le président de la Chambre de commerce de Paris ou un membre délégué par lui ; deux ouvriers membres du Conseil supérieur du travail ; un professeur de la Faculté de droit de Paris ; deux directeurs ou administrateurs de sociétés mutuelles d'assurances contre les accidents du travail ou de syndicats de garantie ; deux directeurs ou administrateurs de sociétés anonymes ou en commandite d'assurance contre les accidents du travail ; quatre personnes spécialement compétentes en matière d'assurances contre les accidents du travail. Un décret détermine le mode de nomination et de renouvellement des membres ainsi que la désignation du président, du vice-président et du secrétaire.

Les frais de toute nature résultant de la surveillance et du contrôle seront couverts au moyen de contributions proportionnelles au montant des réserves ou cautionnements et fixés annuellement pour chaque compagnie ou association par arrêté du ministre du Commerce.

**Art. 30.** — Toute convention contraire à la présente loi est nulle de plein droit. Cette nullité, comme la nullité prévue au 2<sup>e</sup> alinéa de l'art. 6 et au 3<sup>e</sup> alinéa de l'art. 19, peut être poursuivie par tout intéressé devant le tribunal visé auxdits articles.

*Toutefois, dans ce cas, l'assistance judiciaire n'est accordée que dans les conditions du droit commun.*

*La décision qui prononce la nullité fait courir à nouveau, du jour où elle devient définitive, les délais impartis soit pour la prescription soit pour la revision.*

*Sont nulles de plein droit et de nul effet, les obligations contractées pour rémunération de leurs services, envers les intermédiaires qui se chargent, moyennant émoluments convenus à l'avance, d'assurer aux victimes d'accidents ou à leurs ayants droit le bénéfice des instances ou des accords prévus aux art. 15, 16, 17 et 19.*

*Est passible d'une amende de 16 à 300 francs et, en cas de récidive dans l'année de la condamnation, d'une amende de 500 à 2.000 francs, sous réserve de l'application de l'art. 463 du Code pénal : 1° tout intermédiaire convaincu d'avoir offert les services spécifiés à l'alinéa précédent; 2° tout chef d'entreprise ayant opéré sur le salaire de ses ouvriers ou employés des retenues pour l'assurance des risques mis à sa charge par la présente loi; 3° toute personne qui, soit par menace de renvoi, soit par refus ou menace de refus des indemnités dues en vertu de la présente loi, aura porté atteinte ou tenté de porter atteinte au droit de la victime de choisir son médecin; 4° tout médecin ayant, dans des certificats délivrés pour l'application de la présente loi, sciemment dénaturé les conséquences des accidents.*

#### ART. 2.

*Le tarifvisé à l'art. 4 de la loi du 9 avril 1898, ci-dessus modifié, devra être établi dans un délai de six mois à compter de la promulgation de la présente loi et publié au Journal officiel. Il sera appliqué un mois après cette publication et, jusque-là, les tarifs d'assistance médicale gratuite resteront transitoirement applicables.*

#### ART. 3.

*La présente loi sera applicable aux accidents visés par la loi du 30 juin 1899.*

---

# RETRAITES OUVRIÈRES

---

## RAPPORT

FAIT

Au nom de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (1) chargée d'examiner les diverses propositions de loi (2) relatives aux Caisses de retraites ouvrières et portant création de retraites de vieillesse et d'invalidité.

Par M. Paul GUIEYSSE, Député (3).

---

MESSIEURS,

La nécessité d'assurer la sécurité des travailleurs, quand l'âge ou les infirmités les rendent incapables de subvenir aux nécessités

(1) Cette Commission est composée de MM. Millerand, *président*; Guieysse, Sarrien, *vice-présidents*; René Renoult, Clément Clément, Jules-Louis Breton, *secrétaires*; Dubuisson, Balitrand, Lafferre, Gauvin, Mirman, Delbet, Pams, Puech, Ferrier, Mercier, Pierre Baudin, Honoré Serres, Francis de Pressensé, Defontaine, Thivrier, Émile Chauvin, Pourteyron, Deshayes, Bienvenu Martin (Yonne), Émile Rey, Gentil, Balandreau, Albert-Poulain, Raiberti, Jaurès, Walter.

(2) Propositions de loi : 1<sup>o</sup> de MM. Lemire et Gayraud, tendant à organiser l'assurance obligatoire contre l'invalidité et la vieillesse (n<sup>o</sup> 17); 2<sup>o</sup> de M. Édouard Vaillant et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet d'assurer contre l'indigence, les vieillards, infirmes et incurables indigents, par l'institution d'une assurance complémentaire de l'assurance ouvrière encore à créer (n<sup>o</sup> 187); 3<sup>o</sup> de MM. Millerand et Guieysse, portant création d'une Caisse nationale des retraites ouvrières (n<sup>o</sup> 321); 4<sup>o</sup> de M. Édouard Vaillant et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet l'institution d'une assurance sociale (n<sup>o</sup> 418); 5<sup>o</sup> de M. Jules Coutant (Seine), ayant pour objet : a) la création d'une Caisse nationale de retraites pour la vieillesse, l'invalidité, l'assurance au décès au profit de tout Français de l'un ou l'autre sexe; b) l'assistance obligatoire aux infirmes et incurables par la participation de la commune, du département et de l'État (n<sup>o</sup> 457); 6<sup>o</sup> de M. Mirman, ayant pour objet d'organiser un service public et un budget spécial de solidarité sociale (n<sup>o</sup> 510); 7<sup>o</sup> de M. Achille Adam et plusieurs de ses collègues, sur les retraites ouvrières (n<sup>o</sup> 625); 8<sup>o</sup> de M. le marquis de Laurens-Castelet, sur les retraites ouvrières agricoles (n<sup>o</sup> 1068); 9<sup>o</sup> de M. Dubuisson, ayant pour objet la création d'une Caisse nationale de retraites d'invalidité et de vieillesse au profit des travailleurs (n<sup>o</sup> 1261); 10<sup>o</sup> de MM. Émile Rey et Lachize, ayant pour objet les retraites des travailleurs vieux ou infirmes (n<sup>o</sup> 1331); 11<sup>o</sup> de MM. Albert Dormoy, Charles Chaumet et Cazeaux-Cazalet, sur l'organisation des retraites pour la vieillesse ou l'invalidité (n<sup>o</sup> 1432); 12<sup>o</sup> de M. François Fournier, sur les retraites pour la vieillesse (n<sup>o</sup> 1636).

(3) *Documents parlementaires*; — Chambre des députés; — 8<sup>e</sup> législature, n<sup>o</sup> 2083. — Ce rapport a été déposé le 22 novembre 1904.

de la vie, s'impose tellement à tous qu'il est à peine besoin de s'étendre sur les considérations de principe qui font de la résolution pratique de cette question un de nos devoirs sociaux les plus impérieux. Le rapporteur actuel de la Commission de l'assurance et de la prévoyance a déjà eu par deux fois l'honneur de saisir la Chambre de rapports sur ce sujet, en 1893 et en 1900, et se contente aujourd'hui de quelques courtes citations tirées de ces documents, persuadé que ce serait une superfétation de chercher à démontrer la nécessité d'une loi sur les retraites ouvrières à une Chambre qui tout récemment encore et d'accord avec le Gouvernement, a manifesté sa volonté formelle de voter *cette loi le plus promptement possible* (1).

« Assurer la sécurité du travailleur pendant son âge mûr, lui garantir un avenir honorable pendant sa vieillesse sont des problèmes qu'une démocratie ne devrait plus avoir à se poser.

« La solution rapide de ces questions s'impose aux moins clairvoyants comme une nécessité inéluctable, d'autant que la France, le pays où les questions sociales ont été le plus anciennement soulevées, est plus en retard sur les améliorations pratiques promptement applicables à une situation douloureuse et pleine de danger pour la société. Il ne faut certainement pas dire que rien n'ait été fait en France dans cet ordre d'idées; mais nos réformes et nos lois, ne représentant aucun principe nettement défini, sont absolument insuffisantes.

« Tout être humain, faisant partie du corps social, a droit, dès sa venue au monde, à la conservation de son existence. Si c'est pour lui un devoir quand il en a l'âge de contribuer suivant ses facultés au développement de la société, c'est aussi pour celle-ci un égal devoir de le mettre en état d'exister librement suivant les conditions naturelles, c'est-à-dire de se créer une famille qu'il puisse faire vivre et prospérer par son travail » (2).

D'autre part, « l'homme, dès sa naissance, est à l'état de débiteur envers la société, chaque génération ayant contribué au per-

(1) Projet de résolution présenté par M. Lasies, député, et plusieurs de ses collègues et renvoyé le 17 mars 1904 à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales : « La Chambre invite le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour que le projet de loi sur les retraites ouvrières puisse être mis en discussion au cours de la session ordinaire. »

(2) Paul Guieysse. — Rapport fait au nom de la Commission du travail, proposant la création d'une Caisse nationale ouvrière de prévoyance, 1893 (Voir *Bulletin des accidents du travail et des assurances sociales*, 1893, p. 1).

fectionnement social, mais la société doit fournir à tout être le moyen de s'acquitter, et le seul est de lui garantir du travail (1) ».

« Le travail présent, nécessaire à l'homme, le travail qui représente son existence et celle de la famille ne peut être mis en œuvre que par le capital, c'est-à-dire par le travail économisé, accumulé par les générations précédentes. En produisant plus que ce qui leur était strictement indispensable, ces générations ont pu même suivre plus sûrement la voie du progrès, mais les nouvelles couches sociales, tout en reconnaissant les dettes antérieurement contractées, sont en droit de se demander si la répartition de l'héritage commun, actif et passif, a eu lieu avec justice et équité, et à cette question il est malheureusement trop évident que la réponse est négative (2). »

La constitution des retraites pour les travailleurs est loin d'être une solution complète du grand problème social, mais elle en est un élément préparatoire et essentiel. Il est des plus difficiles de transformer du jour au lendemain la situation économique d'une société et de changer subitement les rapports entre les travailleurs et les employeurs ; mais nous devons chercher à rendre l'évolution sociale la plus rapide possible, et le moyen le meilleur consiste à sérier les problèmes partiels et leurs solutions. Les travailleurs sont exposés dans leur existence active à des risques nombreux, dont quelques-uns sont déjà couverts par des lois ou des institutions : la maladie, par les sociétés de secours mutuels et l'assistance médicale ; les accidents, par l'organisation de l'assurance réglée par la législation sur le risque professionnel et dont le rayon d'action augmente continuellement.

Il reste encore à garantir contre le chômage et les maladies professionnelles auxquels sont exposés un trop grand nombre de travailleurs. Si l'on n'avait à tenir compte des idées les plus répandues et familières à tous, peut-être aurait-on dû commencer par la question du chômage, puisque l'existence du travailleur et de sa famille repose entièrement sur le salaire du travail, mais l'accord est complet pour aborder le problème des retraites dont la solution

---

(1) Voir à ce sujet : Léon Bourgeois. — *Solidarité*.

(2) Paul Guieysse. — Rapport fait au nom de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales, et proposant la création de *Caisses régionales de retraites, d'invalidité et d'assurances au décès au profit des travailleurs*, 1900 (Voir ce rapport dans le *Bulletin des accidents du travail et des assurances sociales*, 1900, p. 104).

doit être considérée comme une conséquence nécessaire, mais non unique, d'un acte de prévoyance sociale générale.

La discussion sur les retraites s'ouvrit à la Chambre des députés en juin 1901 ; toutes les questions de principe y furent largement discutées, mais elle fut interrompue au bout de seize séances après le vote de l'article premier <sup>(1)</sup>. En effet, une enquête sur les retraites ouvrières fut votée sur la proposition de M. de Gailhard-Bancel <sup>(2)</sup> malgré l'opposition des gauches qui regrettaient l'ajournement forcé de la solution. La consultation plébiscitaire demandée aux travailleurs portait sur un trop grand nombre de points pour pouvoir donner des résultats précis et servir à l'établissement d'un projet de loi. Votre Commission a cherché néanmoins à s'inspirer, dans la mesure du possible, des desiderata de ceux en faveur de qui est proposée la loi actuelle.

C'est en 1879 que, sur la proposition de Martin Nadaud, la question fut posée pour la première fois devant le Parlement, mais ce n'est guère qu'à la suite de l'exposition d'économie sociale à l'Exposition universelle de 1889 que la conscience publique s'éveilla à ce sujet.

Pendant les trois dernières législatures il n'y eut pas moins de trente-quatre propositions de loi, dont deux projets du Gouvernement, sur les retraites ouvrières.

Cette législature en a douze au moment où se fait le rapport actuel, dont la proposition Millerand-Guiéysse, dernier texte adopté par la Commission de prévoyance et d'assurance de la dernière législature, qui n'a été déposée que pour relier les travaux de la

---

(1) Cet article était ainsi conçu :

« Article premier. — Tout ouvrier ou employé, tout sociétaire ou auxiliaire employé par une association ouvrière a droit, s'il est de nationalité française et dans des conditions déterminées par la présente loi, à une retraite de vieillesse à 65 ans et, le cas échéant, à une retraite d'invalidité, payable mensuellement sur certificat de vie, sans frais, délivré par le maire de sa résidence.

« Ces retraites sont assurées par la Caisse nationale des retraites ouvrières, la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, les sociétés de secours mutuels et les caisses patronales ou syndicales, dans les conditions déterminées par les titres I à V de la présente loi ».

(2) La résolution votée le 2 juillet 1901 était ainsi conçue : « Le Gouvernement est invité à consulter les associations professionnelles patronales et ouvrières, industrielles, commerciales et agricoles légalement constituées et les Chambres de commerce, sur le projet de loi relatif aux retraites ouvrières ».

Voir aux Documents placés à la suite du rapport l'analyse résumée des résultats de l'enquête faite en conséquence de ce vote par M. Millerand, ministre du Commerce, le 9 juillet 1901.

dernière Commission à ceux de la Commission actuelle. Nous allons les analyser rapidement avant d'exposer les conclusions de la Commission, en nous contentant de rappeler les principes fondamentaux auxquels se ramènent toutes les lois de retraites :

Inscription facultative ou obligatoire des travailleurs ; corrélation des versements des travailleurs et des patrons ; subvention de l'État.

Répartition immédiate des sommes perçues entre les anciens travailleurs ou capitalisation de ces sommes pour garantir les retraites avec application de mesures transitoires.

### *Proposition Mirman.*

Au nom de *la solidarité sociale*, tout Français a droit à une pension alimentaire à partir d'un âge à déterminer, ou de seize ans, en cas d'invalidité. Cette pension est égale à la moitié du salaire moyen annuel de la localité où l'ouverture de la pension est fixée, sans pouvoir être inférieure à 180 francs ni supérieure à 360 francs ; dans certains cas, elle peut être remplacée par la simple hospitalisation.

Les dépenses sont supportées à raison de 5 0/0 par les communes, 15 0/0 par les départements, 80 0/0 par l'État et sont couvertes par un impôt spécial, dit *taxe de solidarité*.

Le texte de cette loi est surtout un exposé de principe, toutes les questions relatives à son fonctionnement étant renvoyées à une loi spéciale.

Cette proposition avait déjà été déposée dans la précédente législature.

### *Première proposition Vaillant, Allard, etc.*

Tout indigent incapable de travail et ne participant pas à l'assurance ouvrière contre les accidents, la vieillesse, la maladie, etc., est compris dans une assurance complémentaire de l'assurance ouvrière aux frais de l'État, des départements et des communes.

Cette loi est plutôt un complément de la loi sur l'assistance obligatoire, qui en remplit le but en grande partie.

Le texte de cette proposition a été déposé dans la dernière législature.

### *Deuxième proposition Vaillant, Allard, etc.*

Toute personne vivant de son travail et dépourvue de ressources, née en France et y résidant, est assurée par l'État contre tous



les risques sociaux, invalidité, vieillesse, maladie, accidents, etc.

Les services de l'Assurance sociale absorbent ceux de l'Assistance publique à quelque titre que ce soit ; une pension de 720 francs dans les villes, et fixée suivant le prix de la vie dans les autres communes, est accordée à tout invalide quel que soit l'âge, ou à tout travailleur, à partir de 60 ans.

Les petits patrons, etc., peuvent jouir du bénéfice de cette loi, moyennant un versement quotidien de 0 fr. 10.

Le montant des dépenses, en dehors du transfert à l'Assurance des biens de l'Assistance, est couvert par une contribution des employeurs et par une contribution de l'État, au moyen d'un impôt spécial.

Le texte de la proposition indique les conditions de fonctionnement de la loi ; il a été également déposé dans la dernière législature.

#### *Proposition Coutant.*

Tout Français a droit à une pension viagère de 400 francs, à partir de 60 ans, ou de 300 francs en cas d'invalidité avant cet âge, pensions réductibles au prorata des ressources propres à chacun.

Un versement obligatoire de 0 fr. 50 par mois est imposé à tout Français, et mis à la charge de la commune en cas d'indigence.

Le reste de la dépense est couvert par le monopole de l'alcool, un impôt sur le capital successoral, etc.

La loi n'est pas applicable aux travailleurs soumis à des lois spéciales de retraites. Les communes, les départements et l'État doivent l'assistance aux infirmes et aux incurables, point réglé par la loi sur l'assistance obligatoire.

Cette proposition remonte comme les précédentes à la dernière législature.

#### *Proposition de loi Émile Rey et Lachizé.*

Cette proposition n'est qu'une extension de la loi sur l'assistance obligatoire ; elle consiste essentiellement à accorder à tout Français âgé de 60 ans au moins et possédant un revenu inférieur à 360 francs, une subvention de l'État égale à la moitié de ce revenu quand il ne dépasse pas 180 francs, et égale à la moitié de la différence entre ce revenu et 360 francs, quand il est supérieur à 180 francs.

Aucune condition d'âge n'est exigée en cas d'invalidité. Une allocation de 50 francs est en outre accordée aux familles dans cer-

taines conditions pour tout enfant, au delà de deux, vivant ou ayant vécu au delà de 16 ans.

*Proposition de loi Fournier.*

Cette proposition est la reprise d'un contre-projet discuté dans la dernière législature. Elle établit pour tout Français ou étranger ayant trente années de résidence en France un droit à une pension à l'âge de 60 ans. Cette pension est de 400 francs pour ceux dont le revenu est inférieur à 300 francs ou nul. Tout possesseur d'un revenu compris entre 300 francs et 700 francs reçoit le complément nécessaire pour le porter à 700 francs.

L'État perçoit comme impôt le montant d'une journée de travail sur tous les citoyens; des ressources particulières assurent en outre le paiement des allocations.

L'invalidité a été laissée à part intentionnellement pour une loi spéciale.

En fait, ces six propositions ont un caractère commun : l'établissement du droit à une pension pour tout Français indigent ou n'ayant qu'un revenu insuffisant, qui devient invalide ou atteint un âge déterminé.

Les ressources sont fournies par le budget général, sans qu'il y ait lieu de se préoccuper de placements de fonds, — d'une façon absolue dans la proposition Mirman et Rey —, avec une certaine somme provenant des versements obligatoires des employeurs et facultatifs des petits patrons dans la proposition Vaillant, avec un versement obligatoire de 0 fr. 50 par mois de la part de tout Français, dans la proposition Coutant, ou du montant d'une journée de travail dans la proposition Fournier.

Les propositions suivantes supposent toutes, sous des formes variées, des versements simultanés des assurés, des employeurs et de l'État, avec ou sans le principe de l'obligation.

*Proposition Adam, Taillandier, etc. (1).*

La loi ne s'applique qu'aux seuls mutualistes, et ce titre donne, par lui-même, droit à une pension de 360 francs à partir de 55 ans (avec réduction au prorata des ressources personnelles). La Caisse

---

(1) Voir cette proposition dans le *Bulletin des accidents du travail et des assurances sociales*, 1903, p. 9.

des retraites est alimentée par des subventions de l'État, des départements et des communes et diverses contributions spéciales. La part de l'État est de la moitié du versement des mutualistes, sans pouvoir excéder 6 francs par tête. La pension est servie par anticipation aux invalides, pourvu qu'ils aient effectué au moins dix versements annuels.

Cette proposition est inspirée de la loi belge.

*Proposition Laurens-Castelet.*

Cette proposition ne s'applique qu'aux ouvriers agricoles, pour lesquels est créée dans chaque commune une société de secours mutuels.

Les ouvriers agricoles y sont inscrits d'office, quand ils sont attachés d'une manière régulière à une exploitation, facultativement dans le cas contraire. La cotisation annuelle est de 5 francs. Les patrons font un versement de même valeur pour les ouvriers occupés à titre permanent.

Ces deux dernières propositions n'abordent que par un petit côté la grande question des retraites; elles n'ont pas le caractère d'une loi générale.

*Proposition Lemire et Gayraud.*

Cette proposition de loi, reprise de la précédente législature, repose comme le projet de l'ancienne Commission sur l'obligation, sur la corrélation des versements des travailleurs et des patrons, et sur une subvention de l'État, ainsi que sur la capitalisation.

Il est vrai que les difficultés de placement sont diminuées dans la pensée des auteurs par la création de caisses régionales, mais l'atténuation de ces difficultés n'est qu'apparente.

L'obligation est absolue pour tous les salariés gagnant 2.400 francs au maximum, obligatoire ou facultative pour certaines autres catégories de travailleurs, les petits patrons, etc...

Les associés sont divisés en 5 catégories, suivant le salaire, et le paiement des cotisations est réglé par semaine, variant suivant les catégories.

L'assurance a pour but de constituer des retraites aux invalides du travail, quel que soit leur âge, ou aux vieillards de 65 ans. Le montant de ces pensions est fixé par semaine de cotisation.

Le droit à la pension s'éteint par insuffisance du nombre des versements et peut être repris.

Cette proposition est une application de la loi allemande.

*Proposition de loi Dubuisson.*

Tout travailleur a droit à l'âge de 65 ans à une retraite de 360 francs pourvu qu'il puisse justifier de 7.500 journées de travail, ou à une pension d'invalidité après au moins 2.000 journées de travail, variant avec le nombre de journées effectuées.

Les travailleurs sont soumis à une retenue de 2 0/0 sur leurs salaires, les employeurs font des versements égaux. Une Caisse centrale est chargée de la liquidation des pensions. Elle est alimentée par les contributions des travailleurs et des patrons versées à des caisses régionales, et par la subvention de l'État nécessaire au service des pensions.

Une loi spéciale déterminera les conditions dans lesquelles les artisans, les petits patrons, les fermiers, etc., seront admis à effectuer des versements pour se constituer des retraites.

Quoique le mode d'emploi des fonds soit la *répartition*, des dispositions transitoires sont prévues, qui fixent de 150 francs à 360 francs la pension normale pour les travailleurs dont l'âge varie de 65 ans à 37 ans au moment de l'application de la loi. Il peut ainsi rester des fonds disponibles, placés par les soins de la Caisse centrale.

*Proposition Millerand et Guieysse (1).*

Le texte de cette proposition n'est autre que celui qui avait été arrêté en 1902 après plusieurs modifications et en tenant compte dans une certaine mesure de l'enquête sur les retraites ordonnée par la Chambre, par la dernière Commission d'accord avec le Gouvernement.

Elle repose essentiellement sur l'obligation pour tous les salariés, la corrélation des versements des ouvriers et des patrons et la capitalisation réglée par une Caisse centrale.

L'âge de la retraite est de 65 ans, les cotisations de 2 0/0 des salaires; les ouvriers agricoles sont soumis à des règles spéciales à fixer.

Les difficultés de la capitalisation, fort grandes quand il s'agit de capitaux aussi considérables que ceux qui s'accumuleront dans la caisse, ont été réglées par une application de la dette pu-

---

(1) Voir cette proposition dans le *Bulletin des accidents du travail et des assurances sociales*, 1902, p. 453.

blique au service des retraites qui a paru offrir toute garantie et sécurité.

Les retraites d'invalidité sont à la charge de l'État pour 75 0/0, du département pour 15 0/0, et des communes pour 10 0/0 de leur montant.

On a tenu compte dans la plus large mesure pour le fonctionnement des retraites, des sociétés de secours mutuels, des caisses patronales ou syndicales, etc., pour laisser le plus de latitude possible à l'initiative privée.

Des dispositions transitoires à la charge de l'État assurent le service des pensions à tous les travailleurs dans des conditions diverses, pour rendre la loi immédiatement applicable dans une certaine mesure à tous les travailleurs.

Les bénéfices de la loi s'appliquent à de nombreuses catégories de travailleurs en dehors des salariés.

Le texte de cette proposition est celui qui a été le plus l'objet de travaux et d'études; c'est à peu près celui qui a été discuté à la Chambre en juin 1904. Assez éloigné du premier texte adopté par la Commission, qui se rapprochait essentiellement de la proposition Louis Ricard sauf l'obligation substituée à la liberté d'inscription, il contient des dispositions absolument insuffisantes pour les dispositions transitoires. C'est cette proposition, très améliorée surtout en ce qui concerne ces dernières dispositions, qui a servi de base aux discussions de la Commission actuelle.

#### *Proposition de loi Dormoy, Chaumet, Cazeaux-Cazalet.*

Cette proposition de loi, comme le disent eux-mêmes ses auteurs, reproduit un grand nombre des dispositions du projet précédent et même du texte arrêté par la Commission actuelle.

Son caractère bien spécial est de présenter les sociétés de secours mutuels comme l'organisme essentiel des retraites des travailleurs. Voici, d'ailleurs, les principes de cette proposition de loi d'après ses auteurs eux-mêmes :

1° Utilisation, pour le service des retraites, des organismes actuels : caisse nationale des retraites pour la vieillesse, sociétés de secours mutuels, syndicats de diverses natures, fonctionnant sous le contrôle de l'État sans aucune subvention directe, mais avec la majoration du taux de l'intérêt servie actuellement aux sociétés de secours mutuels limitée à une charge maxima pour l'avenir;

2° Versements obligatoires égaux pour les employeurs et les employés fixés à 2 0/0 du salaire;

3° Retraite liquidée normalement à 60 ans, ou à 55 ans à la demande de l'intéressé, s'il a 360 francs de retraite;

4° Taux des retraites basé sur l'effort de prévoyance qui aura été fait, et calculé d'après le barème de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse avec bonifications éventuelles (1);

5° Ressources financières demandées :

a) En période normale de fonctionnement du système, à la *répartition* des fonds recueillis l'année précédente, complétés, s'il y a lieu, par les revenus du fonds de réserve;

b) En période transitoire, à la *répartition* uniquement, l'excédent de recettes étant employé à constituer le fonds de réserve;

6° Emploi d'un livret de prévoyance individuel, d'un modèle uniforme, suivant partout le titulaire et toujours à sa disposition;

7° Faculté pour les domestiques, ouvriers isolés et petits patrons de profiter du bénéfice de la loi.

### *Contribution obligatoire des travailleurs.*

Les travailleurs doivent-ils contribuer à la formation de leurs retraites? Cette question est celle qui a été la plus agitée, et la réponse à y faire dépend essentiellement du point de vue où l'on se place.

Il y a lieu de distinguer entre l'assistance et la prévoyance. Si les retraites sont considérées simplement comme une œuvre d'assistance sociale, la contribution des travailleurs doit être écartée, celle de l'État seule doit être maintenue; mais il y a pourtant lieu de distinguer entre la situation des travailleurs qui peuvent envisager l'avenir quelque pénible qu'il soit, qui ont conscience de leurs charges de famille quelque lourdes qu'elles puissent être, et celle de gens qui n'ont du travailleur que le nom ou rougissent même de le porter et qui n'ont qu'une prétention, celle de vivre aux dépens de la société en l'exploitant.

A ceux-ci l'assistance, car il n'est pas permis à une société de laisser mourir de faim un de ses membres, si dégradé qu'il soit (2).

---

(1) La subvention de 60 millions demandée à l'État servirait pendant de longues années à conserver le taux de placement de 4 1/2 0/0 dont jouissent actuellement les sociétés de secours mutuels.

(2) Tout Français indigent, soit âgé de 70 ans, soit atteint d'une infirmité ou d'une

Au contraire, ont un droit absolu à toute coopération de la société les travailleurs qui font en quelque sorte prendre acte de leur qualité sociale en abandonnant une minime partie de leurs salaires en vue de la retraite. D'ailleurs, dans notre état social actuel, l'idée de la coopération des travailleurs à la formation de leurs retraites est tellement entrée dans les esprits qu'il y aurait une difficulté insurmontable à y renoncer, et que ce sacrifice demandé aux travailleurs est nécessaire pour la réussite de la loi. C'est en outre pour les travailleurs l'acquisition du droit de s'occuper directement des conséquences économiques de la loi proposée.

De plus, et pour les mêmes motifs, l'*obligation* de cette coopération est nécessaire. Cette question de l'*obligation* ou de la *faculté* a été, on peut l'affirmer, résolue à la dernière législature en faveur de l'obligation. Une loi générale des retraites n'est possible qu'à la condition d'y faire participer tous ceux qui peuvent en bénéficier. La prévoyance ou mieux l'assurance contre le risque de vieillesse et d'invalidité est obligatoire; c'est un devoir pour tous de contribuer à la cohésion du corps social, eu égard aux avantages particuliers ou généraux qu'ils en retirent.

C'est également pour tenir compte aux travailleurs des obligations qui leur sont imposées, que l'âge de la retraite, que la Commission précédente avait dû fixer à 65 ans pour des considérations financières, a été abaissé à 60 ans au moins en régime normal. La Commission actuelle a tenu essentiellement à cet âge, répondant ainsi aux vœux de l'enquête basés sur des considérations pleines de justesse.

En effet, d'après la table de mortalité C. R. (Caisse nationale des retraites) qui sert de base à tous les calculs subséquents, pour 100.000 têtes vivantes à 60 ans, il n'en reste que 85.858 vivantes à 65 ans, soit donc 14.142 décès, ou 14 0/0 des travailleurs qui décèdent de 60 ans à 65 ans, sans avoir pu bénéficier des sacrifices imposés.

De plus, l'enquête privée, si pleine de renseignements inédits sur les conditions du travail à un âge avancé, faite par M. Georges Coulon, vice-président du Conseil d'État (1), met bien en évidence

---

maladie reconnue incurable et qui le rend incapable de pourvoir à sa subsistance par le travail, reçoit l'assistance. — Art. 1<sup>er</sup> de la loi sur l'assistance obligatoire, votée par la Chambre en mai 1904.

(1) Rapport au Congrès d'assistance privée de Bordeaux de 1903.

que les travailleurs ne peuvent guère trouver de travail, surtout du travail permanent, que dans les établissements où ils sont entrés jeunes, mais qu'à partir de 55 ans, et surtout à partir de 60 ans, il leur est, le plus souvent, extrêmement difficile de gagner régulièrement de quoi subvenir à leur entretien.

L'âge de 60 ans doit donc être considéré par tous, comme il l'a été par la Commission, comme l'âge maximum de la retraite en période normale de la loi, et ce ne sont que des considérations financières malheureusement trop justifiées, qui ont dû amener la Commission à fixer provisoirement un âge supérieur de 65 ans, en période transitoire des premières années d'application de la loi, âge qui s'abaissera par étapes successives à 60 ans au bout de 30 années.

### *Contribution des patrons.*

« L'entrepreneur peut-il abandonner dans sa vieillesse celui qui, pendant son âge mûr, a été par son travail l'instrument de sa fortune, ou l'a aidé tout au moins à se maintenir, lui et les siens, à un degré plus élevé de l'échelle sociale ? Ne doit-il pas au travailleur une participation aux bénéfices de l'entreprise, pour la réussite de laquelle celui-ci a usé ses forces, et le salaire journalier, d'après sa base actuelle, peut-il être considéré comme suffisant à acquitter les devoirs de l'employeur envers ceux qu'il emploie ? La réponse à ces questions est dans l'étude de ces institutions patronales, qui montrent comment des chefs d'entreprise, soucieux à juste raison du sort de leurs ouvriers ont compris la nature et l'étendue de leurs devoirs sociaux. Ce que quelques-uns d'entre eux seulement ont accompli, la Société a le droit et le devoir de l'imposer à tous les autres <sup>(1)</sup>.

« Au point de vue brutal, économique, le chef d'entreprise qui prévoit les frais d'amortissements de son mécanisme et de ses outils, ne doit-il pas prévoir l'usure de son mécanisme humain ? Au point de vue moral, social, peut-il alors le jeter de côté, quand il ne peut plus servir ? <sup>(2)</sup> ».

Le versement aux institutions de retraite a été fixé à 20/0 des salaires, tant pour les travailleurs que pour les patrons, sauf une

---

(1) Paul Guieysse. — Rapport au nom de la Commission du travail, 1893 (Voir Bulletin des accidents du travail et des assurances sociales, 1893, p. 1).

(2) Paul Guieysse. — Rapport au nom de la Commission d'assurance et de prévoyance, 1900 (Voir Bulletin des accidents du travail et des assurances sociales, 1900, p. 104).



modification pour les ouvriers de l'agriculture dont les salaires sont inférieurs en général à ceux du commerce et de l'industrie. On a souvent objecté que ces charges pèseraient tout entières sur les ouvriers. C'est ce que l'on a déjà dit à propos de la loi des accidents, et cette crainte ne s'est pas réalisée. Il en sera de même pour la loi des retraites; une retenue de 20/0 sur un salaire quotidien de 5 francs représente 10 centimes. C'est une charge supportable par les travailleurs, et qui ne peut avoir de répercussion sur les salaires. Ceux-ci ont des fluctuations plus fortes, et en règle générale, les salaires ont une tendance à augmenter. Les craintes si souvent exprimées à cet égard, et notamment dans l'enquête parlementaire sur les retraites, ne paraissent pas sérieusement fondées.

Mais à côté des chefs d'entreprise qui représentent la grande industrie et des patrons qui occupent un nombre assez grand d'ouvriers, il y a une catégorie fort nombreuse de petits patrons, dont la situation précise est assez difficile à définir, travaillant le plus souvent avec leurs ouvriers et les considérant dans une certaine mesure comme des associés. Il y a également les artisans professionnels très nombreux dans la campagne, travaillant très souvent seuls; il y a la catégorie si importante des petits fermiers et cultivateurs travaillant seuls ou avec des membres de leurs familles. A tous ces travailleurs, assujettis à la loi en regard de leurs ouvriers, la Commission a accordé les avantages de cette loi, mais d'une façon facultative; et cela était d'autant plus nécessaire que tous ces petits patrons, artisans, cultivateurs, tout en retirant des satisfactions d'ordre moral de leur indépendance et de leur liberté, sont par cela même plus exposés à des aléas dangereux et à des vicissitudes qui peuvent les obliger à devenir à un moment donné des travailleurs salariés, auxquels la loi s'appliquera dès lors avec ses effets complets.

### *Contribution de l'État.*

« Quant à l'État, c'est-à-dire à la société tout entière, son intervention est indispensable si le maximum des efforts demandés aux ouvriers et aux patrons ne produit pas un résultat suffisant. Cette intervention est justifiée par l'inégale répartition des charges sociales entre les citoyens. Il est, en effet, indiscutable que les impôts, même directs, mais surtout les impôts indirects, sont relati-

vement d'autant plus lourds pour les contribuables que leurs ressources sont plus modestes; de plus, les avantages ou les jouissances que retirent les citoyens des grandes institutions qui sont nécessaires à la prospérité de la nation et en font la gloire, sont bien différents suivant leurs conditions sociales.

« La société peut donc, doit donc, en toute justice, faire une restitution à ceux de ces membres que sa mauvaise organisation a trop lésés dans la répartition des charges communes; cette restitution ne sera complète pour l'universalité des citoyens que par une réforme générale des impôts, et c'est vers ce but que doivent tendre les efforts de la démocratie; mais la réforme matérielle serait-elle complète que les avantages de toute nature dont jouissent les catégories aisées des citoyens justifieraient encore amplement cette sorte de participation aux bénéfices sociaux, réclamée par les travailleurs qui veulent faire acte de prévoyance. La société doit la leur accorder; c'est de plus son intérêt, car elle donne ainsi plus de consistance à des groupes familiaux manquant de cohésion et qui deviennent alors une force sociale au lieu d'être une cause d'affaiblissement (1) ».

L'on verra plus loin les conditions de la subvention de l'État adoptées par la Commission, d'accord avec le Gouvernement, ainsi que le montant des charges qui en découlent. Ce qu'il est bon de retenir pour le moment, c'est que cette subvention se présente essentiellement sous forme d'un complément des retraites acquises par les travailleurs de façon à garantir un minimum de 360 francs pour les travailleurs du commerce et de l'industrie et de 240 francs pour ceux de l'agriculture. Elle sert également à donner aux veuves ou aux orphelins un capital de 300 francs payable en six mensualités, et à assurer une certaine retraite aux travailleurs atteints prématurément d'invalidité.

### *Capitalisation ou répartition.*

La question de l'emploi des fonds versés au service des *retraites garanties*, que ces fonds proviennent des versements des travailleurs et des patrons ou de l'une de ces sources seules, est certainement l'une de celles qui ont soulevé le plus de controverses. *A priori*, il est certain que l'emploi de ces fonds au service immé-

---

(1) Paul Guieysse. — Rapport au nom de la Commission du travail, 1893 (Voir ce rapport dans le *Bulletin des accidents du travail et des assurances sociales*, 1893, p. 1).

diat des retraites, en totalité ou même en partie, paraît beaucoup plus simple que leur capitalisation, et même permet des allocations plus considérables dès la mise en application de la loi; mais dans des questions de cette importance il ne s'agit pas seulement du présent, il s'agit surtout de l'avenir, et il ne peut venir à l'esprit de personne que les engagements pris envers ceux qui font des versements pour des retraites garanties puissent ne pas être tenus à un moment donné.

Or avec la répartition le gage disparaît. Avec la capitalisation, au contraire, quelles que soient les difficultés que présente l'emploi des fonds et les dangers de la baisse du taux de l'intérêt, quand il s'agit de placer des milliards, le gage est toujours présent. Si à une époque donnée les travailleurs trouvent que leurs fonds peuvent être employés à un meilleur usage qu'à la retraite viagère, et avec le progrès des idées, avec une nouvelle conception sociale des conditions du travail, cette éventualité doit être considérée comme très possible, la capitalisation offre cet immense avantage de conserver comme gage intact la valeur rigoureuse des engagements pris envers les travailleurs correspondant aux versements opérés. Il ne s'agit pas moins d'une somme de plusieurs milliards que la société tout entière se trouverait devoir si le gage disparaissait. Ce serait une dette de plusieurs milliards qui se serait constituée et qu'il faudrait liquider dans une durée d'environ 60 à 70 ans, et avec quelles ressources?

Il est nécessaire pour apprécier complètement cette question capitale d'étudier le fonctionnement d'une Caisse de retraites, et nous reprendrons dans ce but simplement pour servir d'exemple les données de notre rapport précédent<sup>(1)</sup>.

#### *Fonctionnement d'une Caisse de retraites.*

« Pour constituer une rente viagère sur une tête d'âge donné, il faut déposer dans une caisse un capital tel, que si le bénéficiaire vit exactement la durée probable de son existence; ce capital y compris les intérêts de placements, doit servir intégralement à lui assurer la rente prévue jusqu'à la fin de sa vie ».

Ainsi, d'après la table de mortalité C. R. (Caisse nationale des retraites), le prix d'une rente viagère sur une tête de 65 ans est,

---

(1) Voir Tableaux 1, 2, 3 et 4.

au taux de 3 0/0, de 926 francs (1). A la fin de la première année, les intérêts de 3 0/0 sont de 27 fr. 78, le capital est devenu 953 fr. 78, mais au même moment la rente de 100 francs est servie au bénéficiaire et le capital est réduit à 853 fr. 78, et ainsi de suite, chaque année, d'après le tableau suivant :

Valeurs successives du capital initial de 926 francs.

|                                                |        |
|------------------------------------------------|--------|
| A la fin de la 1 <sup>re</sup> année . . . . . | 853 78 |
| — 2 <sup>e</sup> — . . . . .                   | 779 39 |
| — 3 <sup>e</sup> — . . . . .                   | 702 77 |
| — 4 <sup>e</sup> — . . . . .                   | 623 85 |
| — 5 <sup>e</sup> — . . . . .                   | 542 56 |
| — 6 <sup>e</sup> — . . . . .                   | 458 84 |
| — 7 <sup>e</sup> — . . . . .                   | 372 60 |
| — 8 <sup>e</sup> — . . . . .                   | 283 78 |
| — 9 <sup>e</sup> — . . . . .                   | 192 29 |
| — 10 <sup>e</sup> — . . . . .                  | 98 07  |
| — 11 <sup>e</sup> — . . . . .                  | 1 01   |

Le capital, avec ses intérêts, a servi pendant 11 ans à payer au bénéficiaire une rente de 100 francs à la fin de chaque année, et, en effet, la durée de la vie probable à 65 ans est à peu près de 11 ans.

Dans les Caisses de retraites, comprenant un assez grand nombre de rentiers pour que leurs décès se répartissent dans les années successives suivant les lois déduites d'observations antérieures, parmi les rentiers d'un même âge à l'entrée, les uns vivent plus, d'autres moins que ne l'indique la vie moyenne (moyenne des années d'existences vécues par chacun des rentiers), mais une compensation s'établit, et ce qui s'est passé pour un rentier de durée de vie normale se passe aussi pour l'ensemble.

Dans les Caisses de retraites, on peut ainsi verser le capital constitutif de la rente au moment de l'entrée en jouissance (rente dite immédiate), mais on procède très souvent par des versements annuels égaux (annuités) ou inégaux, chacun d'eux produisant, d'après le taux de placement qui peut être variable d'une année à l'autre, une valeur déterminée de rente viagère à l'âge fixé.

Les Compagnies d'assurances procèdent le plus généralement

(1) Voir Tableau 6.

par primes fixes, mais la Caisse nationale des retraites procède par séries de versements dits à primes uniques, c'est-à-dire considérés comme des capitaux indépendants produisant leurs effets simultanés à un âge déterminé pour la constitution de la rente. Il en sera de même pour les caisses constituées par la présente loi. Si ces versements sont égaux chaque année, c'est par la volonté du bénéficiaire, et non par suite d'engagement pris comme envers les compagnies d'assurances (1).

Mais supposons pour plus de simplicité que ces versements soient égaux, ils produisent par leur accumulation avec les intérêts de placement, et par la répartition sur chacun d'eux des versements abandonnés par suite de décès, les capitaux constitutifs des rentes prévues sur la tête de chacun des cobénéficiaires.

Dans les deux hypothèses précédentes, le capital constitutif de la rente est établi soit en une fois, soit par des versements annuels, et dans ces deux cas la rente viagère est gagée. Mais on peut concevoir qu'une rente ne soit établie que par un engagement moral d'en servir les arrérages. Quels seraient donc, au point de vue purement financier, les résultats de ces trois modes de procéder?

D'après le tarif 3 0/0 de la Caisse nationale des retraites, un versement annuel de 10 francs commencé à l'âge de 25 ans et continué jusqu'à 65 ans en cas de vie, c'est-à-dire pendant 40 ans, assure à cet âge une rente viagère de 129 fr. 90.

Concevons donc une personne ou mieux l'État voulant constituer à une personne âgée de 25 ans actuellement, une rente viagère de 129 fr. 90 à partir de 65 ans, si elle atteint cet âge. On peut procéder en faisant 40 versements de 10 francs, si le bénéficiaire est vivant, ce qui fait un total de 400 francs (sans les intérêts), mais ces versements sont perdus en cas de décès prématuré; ou bien on peut attendre l'âge de 65 ans, pour essayer de tirer avantage des prédécès possibles et verser un capital de 1.208 francs (le prix d'une rente viagère de 1 franc étant à 65 ans de 9 fr. 30); ou bien encore on peut se contenter de payer la rente viagère de 129 fr. 90 par arrérage annuel, en escomptant la chance de décès prématuré qui peut aussi, pour un cas particulier, être en sens inverse; mais en admettant que le rentier vive normalement, il y aura à lui payer de 11 à 12 arrérages de 129 fr. 90, qui au moment du décès représentent 1.620 francs ou 1.795 francs.

---

(1) Voir aux Renseignements techniques, statistiques et financiers la note sur les rentes différées.

On voit donc que le procédé de service de la rente par arrérages est beaucoup plus onéreux, quand le rentier a échappé au décès et a pu jouir de sa rente, et c'est ce qui arrivera forcément quand il s'agira d'un nombre assez considérable de personnes pour que la loi de leur décès soit celle qui résulte des observations de la statistique.

Supposons, par exemple, une caisse de retraites constituée par 100.000 adhérents entrant tous les ans à l'âge de 25 ans et dont les survivants âgés de 65 ans doivent jouir à partir de cet âge d'une rente de 129 fr. 90 (1).

La première année, ces 100.000 adhérents verseront 1.000.000 francs ; la deuxième année leur nombre sera réduit à 99.260, mais il y aura 100.000 entrants nouveaux, soit en total 199.260 adhérents versant 1.992.600 francs, et ainsi de suite (2). Au bout de 40 ans le nombre des adhérents sera constant et égal à 3.401.160, et le montant des versements sera de 34.011.600 francs.

Le nombre de têtes âgées de 65 ans qui auront droit chaque année à la pension sera constamment de 57.059, et le capital constitutif des 57.059 pensions de 129 fr. 90 sera de 68.931.000 francs.

Enfin si les rentes des pensions sont servies par arrérages, il faudra après 40 ans payer la première année 57.059 pensions de 129 fr. 90, soit 7.412.000 francs ; la deuxième année ces 57.059 pensions seront réduites à 54.929, et comme il y en a 57.059 nouvelles, ce sera 111.988 pensions à servir, soit 14.554.700 francs d'arrérages, et ainsi de suite en croissant, jusqu'à l'époque correspondant à la durée extrême de la vie humaine, c'est-à-dire 75 ans après le commencement des premières opérations ou 35 ans après le premier paiement d'arrérages. Le montant des arrérages atteindra à ce moment 90.168.000 francs, dette constante et perpétuelle, correspondant à un capital de plus de 3 milliards. Au bout de 5 ans, le service des arrérages atteint le montant du versement constant des primes ; au bout de 11 ans, il atteint la valeur constante des capitaux constitutifs.

Nous avons, dans les applications de la loi des accidents, des exemples de ces trois méthodes. Le service par primes est celui des compagnies à primes fixes qui font elles-mêmes le paiement des rentes viagères accordées aux victimes. Les primes ont servi à la formation des capitaux constitutifs des rentes.

---

(1) Voir Tableau 7.

(2) Voir Tableau 9.

En Autriche, on opère chaque année entre les industriels la répartition des capitaux constitutifs des rentes à servir; si le nombre des accidents était constant, le total des capitaux serait constant, lui-même.

Enfin, en Allemagne, on fait la répartition non des capitaux, mais des arrérages des pensions d'invalidité; l'on voit que la charge supportée par l'industrie, faible au commencement, finira par devenir très lourde.

Pour la loi, qui nous occupe, nous n'avons guère à comparer que le système de formation des capitaux de retraites au moyen des versements des ouvriers et des patrons ou des primes, et le système des arrérages.

Le système des arrérages est malheureusement suivi par l'État pour les pensions de ses fonctionnaires; on sait les lourdes charges qui en résultent pour le budget, et malheureusement on recule toujours devant la réforme, à cause d'une période de transition où les deux systèmes se superposeraient lourdement. Mais au moins, dans une création nouvelle, il n'y a pas à hésiter devant l'emploi de la seule méthode normale et rationnelle, celle de l'application des versements à la formation du capital constitutif des pensions, qui entraîne forcément la capitalisation <sup>(1)</sup>. »

Le projet de loi sur la réforme des pensions civiles déposé en juin 1904 par M. Caillaux, ministre des Finances, fait ressortir le grave danger qui pèse lourdement sur nos finances <sup>(2)</sup>. En 1904, le montant des pensions civiles et militaires est de plus de 226 millions. Si l'on ne prend de promptes mesures, on peut évaluer cette charge à 340 millions dans trente années. C'est au taux de 3 0/0 un capital engagé, une dette de plus de 10 milliards. Il est bon de faire ressortir ces chiffres en regard des sommes demandées à l'État pour les pensions ouvrières, qui, comme on le verra plus loin, seront d'environ 60 millions pour la première année, s'élèveront à environ 230 millions après trente ans, pour s'abaisser ensuite à une valeur constante d'environ 90 millions.

Il faut encore remarquer que, si la Caisse reçoit des versements et les applique à tout autre but, quelque louable qu'il puisse être,

---

(1) Paul Guieysse. — Rapport au nom de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales, 1900 (Voir *Bulletin des accidents du travail et des assurances sociales*, 1900, p. 104).

(2) État des pensions civiles et militaires, communiqué par le Ministre des Finances. Voir aux renseignements placés à la fin du rapport.

que celui de constituer des rentes correspondantes aux bénéficiaires, elle contracte envers ces derniers des engagements de paiement d'arrérages qui se traduiront pas un véritable emprunt à taux très onéreux <sup>(1)</sup>.

La Commission, après un examen approfondi, s'est ralliée au système de la capitalisation, en faveur duquel M. le Ministre des Finances s'est prononcé de son côté très nettement.

Ces exposés préliminaires nous permettent d'aborder maintenant l'examen détaillé des articles de la loi.

Le texte de la loi est divisé en huit titres distincts groupant les articles de même ordre.

Le titre I<sup>er</sup> comprend les principes fondamentaux, définition des catégories de travailleurs assujettis à la loi, et des organismes des retraites, contribution ouvrière et patronale, subvention de l'État, bases du fonctionnement de la Caisse nationale des retraites ouvrières.

Le titre II s'applique à la retraite anticipée d'invalidité et aux allocations en cas de décès.

Dans le titre III sont développées les conditions auxquelles seront tenues de se conformer les sociétés de secours mutuels, les caisses patronales ou syndicales, les diverses caisses ou sociétés dont pourront se servir à leur choix les intéressés pour le service de leurs retraites.

Le titre IV contient des dispositions d'ordre général relatives au fonctionnement de la loi, aux mesures d'ordre administratif et judiciaire.

Par les articles du titre V sont réglées les dispositions transitoires, applicables dès le premier jour de la mise en pratique de la loi à tous les travailleurs trop âgés pour en retirer des avantages complets.

Le titre VI comprend les modifications apportées aux articles généraux de la loi pour les ouvriers et employés de l'agriculture.

Au titre VII sont établies les conditions auxquelles pourront bénéficier des subventions de l'État les petits patrons, artisans, petits fermiers, etc.

Enfin le titre VIII comprend des articles relatifs aux *moyens financiers*, fonds de bonification, etc.

---

(1) Voir dans les documents placés à la fin du rapport, la lettre de M. Denis Cochin et la réponse du rapporteur.



## TITRE PREMIER

## De la retraite de vieillesse.

*Article premier.*

*Tout ouvrier ou employé, tout sociétaire ou auxiliaire employé par une Association ouvrière a droit, s'il est de nationalité française et dans des conditions déterminées par la présente loi, à une retraite de vieillesse à soixante ans et, le cas échéant, à une retraite d'invalidité payable mensuellement sur certificat de vie délivré sans frais par le maire de sa résidence.*

*Art. 2.*

*Ces retraites sont assurées soit par la Caisse nationale des retraites ouvrières, soit, sous la garantie de l'État, par les sociétés de secours mutuels, les caisses patronales ou syndicales, les caisses d'épargne, les sociétés d'assurances sur la vie, les syndicats de garantie solidaire ou les syndicats professionnels, dans les conditions déterminées par les titres I à IV de la présente loi.*

*Les ouvriers et employés intéressés ont toujours le droit, selon un mode déterminé par le règlement d'administration publique prévu à l'art. 41 ci-après, de choisir entre ces diverses caisses.*

L'article premier détermine le principe même de la loi applicable à une population ouvrière de près de 10 millions de travailleurs des deux sexes, soit ouvriers proprement dits, soit employés, et fixe l'âge de 60 ans pour la retraite normale; nous renvoyons pour cet âge aux considérations générales précédentes. Les travailleurs des deux sexes âgés de moins de 60 ans sont ainsi répartis :

|                                |                  |
|--------------------------------|------------------|
| Commerce et industrie. . . . . | 5.231.000        |
| Agriculture. . . . .           | 3.669.000        |
| TOTAL. . . . .                 | <u>8.900.000</u> |

soit environ 9 millions de travailleurs (1).

---

(1) Voir dans les renseignements placés à la fin du rapport le relevé général de la population professionnelle d'après le recensement de 1896, publié dans le n° de juin 1901, du *Bulletin de l'Office du travail*.

L'art. 2 laisse le choix le plus large aux intéressés entre les divers organismes pouvant assurer les retraites et qui seront étudiés plus loin avec plus de détail.

### *Art. 3.*

*Ces retraites sont constituées par un prélèvement sur le salaire des ouvriers et employés, par un versement égal des employeurs et par une subvention annuelle de l'État.*

*Le prélèvement sur le salaire des ouvriers et employés, comme le versement des employeurs, sera de 2 0/0 des salaires.*

La précédente Commission avait préféré, pensant rendre plus simple l'application de la loi, fixer la contribution ouvrière à 5, 10 ou 15 centimes, suivant que les salaires étaient inférieurs à 2 francs, compris entre 2 francs et 5 francs ou supérieurs à 5 francs; leur montant total était évalué à environ 140 millions de francs pour le commerce et l'industrie.

L'enquête a montré avec évidence que les travailleurs préféraient un prélèvement proportionnel déterminé et constant, que la Commission a fixé à 2 0/0 des salaires. L'inconvénient du premier système était que le taux de prélèvement était trop variable, et, pour la contribution de 10 centimes qui aurait été la plus générale, aurait passé de 2 0/0 pour un salaire de 5 francs à 5 0/0 pour un salaire de 2 francs. Une réserve est pourtant faite pour les travailleurs agricoles visés à l'art. 7 suivant.

L'enquête a également fait ressortir un inconvénient plus grave que le précédent, c'est la difficulté qu'auraient eue un grand nombre d'ouvriers de s'élever de la catégorie de salaires inférieurs à 2 francs à la catégorie supérieure; les employeurs auraient, en effet, un intérêt trop direct à maintenir leurs ouvriers dans la catégorie inférieure, leur contribution n'étant pour cette situation que de 5 centimes, comme celle des travailleurs.

Le montant des versements des ouvriers et des versements correspondants des employeurs est évalué à environ 100 millions par an, pour le commerce et l'industrie, à 50 millions pour l'agriculture, soit un versement total annuel de 300 millions (1).

---

(1) Voir dans les renseignements placés à la suite du rapport, la note actuarielle sur les conséquences financières de la loi.

*Art. 4.*

*Tout ouvrier ou employé visé par le présent titre et âgé de moins de 60 ans reçoit gratuitement, dans les conditions à déterminer par le règlement d'administration publique prévu à l'art. 41, une carte annuelle d'identité, sur laquelle doivent être apposés des timbres-retraite représentant les versements.*

*Lors de chaque paye, à intervalles qui ne peuvent excéder seize jours pour les ouvriers et un mois pour les employés, cette apposition doit être faite par les employeurs débiteurs du salaire, à moins qu'il n'y ait lieu à versement en numéraire dans les conditions prévues au titre III.*

*La présente loi ne s'applique aux employés recevant des émoluments supérieurs à 2.400 francs que jusqu'à concurrence de cette somme.*

Le principe de l'individualité, de la propriété personnelle du livret de retraites est ainsi nettement posé. La loi n'est obligatoire que pour les émoluments égaux ou inférieurs à 2.400 francs, chiffre déjà adopté dans la loi des accidents. La responsabilité des employeurs et le mode des versements sont également nettement définis; c'est le système qui a déjà reçu en Allemagne une consécration pratique et qui a été très généralement préconisé par les auteurs des lois sur les retraites.

*Art. 5.*

*La retraite produite par ces versements est liquidée à l'âge de soixante ans et la majoration de l'État est définitivement arrêtée à ce moment.*

*Néanmoins les ouvriers et employés ayant atteint l'âge de soixante ans, auront le droit de proroger l'entrée en jouissance de leur retraite d'année en année.*

*Les employeurs qui ont à leur service des ouvriers et employés ayant dépassé l'âge de soixante ans continuent à opérer le versement de 2 0/0 des salaires. Si ces ouvriers et employés veulent continuer à subir le prélèvement de 2 0/0 sur leurs salaires, le versement corrélatif de leurs employeurs est effectué à leur compte. Dans le cas contraire, la contribution des employeurs est versée au fonds de bonification prévu à l'article 55.*

*Exceptionnellement, la retraite peut être liquidée à partir de cin-*

*quante-cinq ans, à l'âge désigné par les intéressés, pour les ouvriers et employés actuellement régis par la loi du 29 juin 1894 et la même disposition pourra être étendue par décret rendu sur la proposition des ministres du Commerce, des Finances et des Travaux publics aux ouvriers et employés actuellement régis par l'art. 2 de la loi du 27 décembre 1890.*

*Des lois spéciales pourront étendre ultérieurement cette exception aux ouvriers et employés d'industries particulièrement insalubres dans lesquelles serait relevé un amoindrissement notable de longévité. Des statistiques spéciales devront être établies à ce point de vue par le ministre du Commerce.*

L'âge normal de la retraite étant fixé à 60 ans, il a paru pourtant impossible d'empêcher les rares travailleurs ayant dépassé cet âge de continuer à bénéficier des avantages de la loi.

D'autre part, s'il est indispensable de ne pas abaisser au-dessous de 60 ans l'âge normal d'entrée en jouissance de la retraite, il semble bien difficile de ne pas admettre à ce principe une exception au profit des ouvriers des exploitations minières, pour lesquels, en vertu de la loi du 29 juin 1894 (art. 3), l'entrée en jouissance est déjà fixée actuellement à 55 ans, et pour les ouvriers des Compagnies de chemins de fer qui bénéficient déjà en fait d'une entrée en jouissance de retraite avant 60 ans. Les marques exceptionnelles d'intérêt données aux ouvriers mineurs et aux ouvriers des chemins de fer, en ce qui concerne leur régime de retraite, se concilieraient peu avec une mesure législative nouvelle qui reculerait pour eux, en principe, l'âge d'entrée en jouissance précédemment admis.

Il est vrai que cette double exception entraîne en logique l'éventualité d'exceptions analogues pour certaines professions particulièrement insalubres où l'ouvrier, comme dans les mines, peut bien rarement prolonger son activité jusqu'à 65 et même 60 ans. Mais cette éventualité peut être reculée et restreinte par une disposition réservant au pouvoir législatif l'octroi ultérieur de ce régime exceptionnel et le subordonnant à l'établissement de statistiques de survie professionnelle, spécialisées et probantes.

En tout cas, il est rationnel et indispensable que les employeurs continuent à effectuer les versements normaux correspondant aux salaires des travailleurs; ces versements auront une affectation spéciale prévue à l'art. 55; c'est également ce principe que nous

retrouverons à l'art. 6 suivant pour les patrons occupant des ouvriers étrangers.

*Art. 6.*

*Les ouvriers et employés étrangers, immatriculés aux termes de la loi du 8 août 1893 et résidant en France, sont soumis au même régime que les ouvriers et employés français.*

*Toutefois ils ne peuvent bénéficier des versements patronaux ou des majorations budgétaires que si les dispositions de la présente loi leur sont rendues en tout ou partie applicables par des traités avec les pays d'origine garantissant à nos nationaux des avantages équivalents, ou bien s'il s'est écoulé plus de cinq ans depuis leur immatriculation. Dans ce dernier cas, la retraite éventuelle déjà acquise par l'intéressé pendant les cinq premières années est majorée d'une valeur égale par prélèvement sur le fonds de bonifications prévu à l'art. 55, et, s'il est invalide, application lui est faite des dispositions du second alinéa de l'art. 21.*

*Pour les ouvriers et employés étrangers qui, ne bénéficiant pas des dispositions du deuxième alinéa ci-dessus, sont immatriculés et résident en France, l'employeur est tenu, indépendamment de l'apposition de timbres correspondant à la retenue de 2 0/0 sur le salaire, de verser directement tous les mois, au compte du fonds de bonifications prévu à l'art. 55, une somme égale d'après des carnets de paye établis et contrôlés, en ce qui concerne ces salaires, dans les conditions déterminées par le règlement d'administration publique prévu à l'art. 41.*

*Si les mêmes ouvriers et employés ne sont point immatriculés ce versement est de 4 0/0.*

Le droit à la retraite pour les ouvriers étrangers remplissant certaines conditions rationnelles exigées par la loi, n'est plus en discussion. Il a été reconnu en France dans une loi du même ordre, celle des accidents du travail.

La loi allemande qui repose sur l'obligation le prévoit et l'applique<sup>(1)</sup>.

La loi du gouvernement de la Nouvelle-Zélande, qui donne des pensions simplement sur les ressources budgétaires, s'applique dans certaines conditions aux étrangers.

---

(1) Voir les articles de la loi allemande, dans le *Bulletin des accidents du travail et des assurances sociales*, 1899, p. 364.

Si la loi belge <sup>(1)</sup> (encouragement aux sociétés de secours mutuels) et la loi italienne <sup>(2)</sup> (majoration des versements pour les retraites) ne font pas mention des ouvriers étrangers, une convention spéciale avec l'Italie <sup>(3)</sup> ouvre aux ouvriers français et italiens l'accession réciproque aux caisses d'épargne, accorde aux ouvriers italiens le bénéfice de la loi des accidents et prévoit le moment où la loi française des retraites sera votée et applicable aux Italiens. Ce sentiment de la nécessité des droits réciproques internationaux vient encore de se manifester d'une façon éclatante au troisième congrès national de la Mutualité italienne, où une résolution importante a été votée relativement à la préparation d'une *Législation internationale du travail* et d'une *Fédération internationale de la Mutualité* <sup>(4)</sup>.

Enfin, à la fin de septembre 1904, le Congrès de l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs, réuni à Bâle, a adopté, à l'unanimité la motion suivante, dont l'importance est capitale :

« Pour les droits garantis à l'ouvrier et à ses ayants cause par les législations d'assurance et de responsabilité professionnelles, il n'y a lieu d'établir aucune différence entre les bénéficiaires d'après leur nationalité, leur domicile ou leur résidence. »

Pour ceux des ouvriers étrangers qui ne jouiront pas immédiatement des bénéfices de la loi, il est nécessaire que les employeurs fassent les mêmes versements que si ces ouvriers avaient été Français, soit 4 0/0 des salaires, mais ils ne peuvent recouvrer la moitié de ces versements sur les salaires de leurs ouvriers étrangers non assujettis à la loi, et ils font le versement intégral des 4 0/0 au fonds de bonification. C'est une mesure indispensable pour ne pas favoriser indûment l'emploi de la main-d'œuvre étrangère au détriment de la main-d'œuvre française.

#### Art. 7.

*Les ouvriers et employés des exploitations exclusivement agricoles sont régis par les dispositions spéciales du titre VI ci-après.*

(1) Voir la loi belge, dans le *Bulletin des accidents du travail et des assurances sociales*, 1903, p. 5.

(2) Voir la loi italienne, dans le même *Bulletin*, 1903, p. 571.

(3) Voir le texte de cette convention, dans le même *Bulletin*, 1904, p. 186.

(4) Motion de M. Mario Abbiati.

La modicité générale des salaires des ouvriers agricoles, la difficulté de la perception des retenues, le manque de permanence dans le travail, en un mot, les conditions spéciales de l'existence dans les campagnes ont amené la Commission à adopter des règles particulières pour ces ouvriers, qui seront exposées et discutées ultérieurement, les principes généraux étant, bien entendu, restés les mêmes.

**Art. 8.**

*Il est institué, sous la garantie de l'État, une Caisse nationale des retraites ouvrières, dont la gestion administrative est placée sous l'autorité du ministre du Commerce et dont la gestion financière est confiée à la Caisse des dépôts et consignations.*

**Art. 9.**

*Il est formé auprès du ministre du Commerce et sous sa présidence un Conseil supérieur des retraites ouvrières chargé de l'examen de toutes les questions concernant la Caisse nationale des retraites ouvrières et l'application de la présente loi. Il se réunit au moins une fois par semestre. Il élit ses deux vice-présidents.*

*Ce Conseil est composé de :*

*Trois sénateurs et cinq députés élus par leurs collègues;*

*Un conseiller d'État nommé par le Conseil d'État;*

*Trois délégués du Conseil supérieur des sociétés de secours mutuels;*

*Deux délégués patronaux et deux délégués ouvriers du Conseil supérieur du travail;*

*Quatre délégués des Chambres de commerce, six délégués de syndicats professionnels ouvriers et deux délégués des Bourses du travail, élus dans les conditions déterminées par le règlement d'administration publique prévu à l'art. 41;*

*Quatre représentants des exploitants agricoles et six représentants des ouvriers et employés de l'agriculture désignés dans les conditions déterminées par un règlement d'administration publique, rendu sur la proposition des ministres du Commerce et de l'Agriculture;*

*Quatre personnes connues par leurs travaux sur les institutions de prévoyance dont deux membres agrégés de l'Institut des actuaires, désignés par le ministre du Commerce;*

*Deux personnes désignées dans les mêmes conditions par le ministre des Finances ;*

*Le directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales au ministère du Commerce ;*

*Le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations ;*

*Le directeur du mouvement général des fonds au ministère des Finances.*

*Les membres autres que les membres de droit sont nommés pour trois ans.*

*Le Conseil supérieur des retraites ouvrières nomme une section permanente composée : 1° de dix membres pris dans son sein, dont deux employeurs et deux ouvriers ou employés de l'industrie et du commerce, un exploitant et un ouvrier agricoles, et un délégué du Conseil supérieur des sociétés de secours mutuels ; 2° du directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales et du directeur général de la Caisse des dépôts et consignations. La section permanente donne son avis sur toutes les questions qui lui sont renvoyées, soit par le Conseil supérieur, soit par le ministre du Commerce.*

L'art. 8 institue le principal organe du service des retraites ouvrières, relié à la Caisse des dépôts et consignations, comme l'est actuellement la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, mais dans des conditions différentes ; ces deux Caisses n'ont pu se fondre en une seule, notamment à cause du taux de placement des fonds qui est encore de 3 1/2 0/0 pour la Caisse nationale des retraites à cause des placements antérieurs, et ne pourra vraisemblablement dépasser le taux de 3 0/0 pour la nouvelle Caisse des retraites ouvrières, sans même que ce taux, certainement possible au début du fonctionnement dans les conditions actuelles du marché financier, puisse être garanti pour l'avenir.

La Caisse nationale des retraites ouvrières fonctionnera sous le contrôle d'un Conseil supérieur, dans lequel, en dehors des membres de droit représentant les ministres du Commerce et des Finances, et de ceux dont la spécialité nécessite la présence, une large part est faite aux représentants du travail, patrons et ouvriers, et aux délégués des sociétés de secours mutuels.

Ce Conseil supérieur de 47 membres, auquel seront renvoyées toutes les questions relatives aux retraites, nommera une section permanente de 12 membres chargée de l'étude des questions à lui soumettre dans ses sessions. C'est le pendant du Conseil supérieur



du travail et du Conseil supérieur des sociétés de secours mutuels.

*Art. 10.*

*Les versements et les paiements effectués pour le compte de la Caisse nationale des retraites ouvrières sont opérés, soit à la Caisse des dépôts et consignations ou aux Caisses de ses préposés, soit dans les conditions spécifiées au règlement d'administration publique prévu à l'art. 41.*

Le texte de la loi ne contient que des principes fondamentaux; tous les détails si multiples de l'organisation de la Caisse nationale des retraites ouvrières, de son fonctionnement, des autres organismes pouvant être utilisés pour les retraites, ne peuvent qu'être renvoyés à un règlement d'administration publique, plus facile à modifier ultérieurement, d'après l'expérience acquise par la mise en application de la loi, qu'un texte législatif.

*Art. 11.*

*La Caisse des dépôts et consignations est autorisée à employer le montant des timbres-retraites et des versements ainsi que les revenus du portefeuille excédant les fonds nécessaires au service des paiements :*

- 1° En valeurs de l'État ou jouissant d'une garantie de l'État;*
- 2° En prêts aux départements, communes, colonies, pays de protectorat, établissements publics, Chambres de commerce, et en obligations foncières ou communales du Crédit foncier;*
- 3° Jusqu'à concurrence du cinquième de ses fonds, en valeurs industrielles.*

*Les achats et les ventes de valeurs sont effectués avec publicité et concurrence, sur la désignation de la Commission de surveillance instituée par les lois des 28 avril 1816 et 6 avril 1876, et avec l'approbation du ministre des Finances. Les achats et ventes de valeurs autres que les rentes pourront être opérés sans publicité ni concurrence.*

*Les sommes non employées seront versées en compte courant au Trésor, dans les limites d'un maximum et à un taux annuellement fixé par la loi de finances.*

En dehors des valeurs d'État ou garanties par l'État, ou offrant une sécurité de placement du même ordre que les fonds d'État, la Commission a estimé que l'on pouvait, sans danger pour les Caisses

de retraites, placer dans l'industrie le cinquième, au maximum, des 300.000.000 de francs provenant chaque année des versements ouvriers et patronaux, soit environ 60.000.000 de francs. La dissémination de ces sommes sur un grand nombre de valeurs industrielles bien choisies viendrait ainsi donner un grand encouragement à l'industrie française, en associant plus étroitement les ouvriers aux entreprises qui ne subsistent et prospèrent que par leur travail, et comme le revenu obtenu est notablement supérieur à celui des valeurs d'État, le taux moyen des placements sera supérieur à 3 0/0, en admettant même quelques mauvais placements. La dissémination des fonds a pour effet de garantir un taux moyen. Nous devons ajouter que le ministre des Finances ne partage pas cette manière de voir et s'est exprimé très nettement à ce sujet devant la Commission, réclamant le placement des fonds en valeurs d'État ou en valeurs équivalentes.

Quand la loi sera en plein fonctionnement, les capitaux qui y seront engagés ne monteront pas à moins de 10 milliards après vingt-cinq ans et 20 milliards en période constante. La Commission précédente avait adopté à ce sujet des dispositions financières qui se résumaient en cette idée fondamentale d'exproprier en quelque sorte mécaniquement la dette publique au profit de la Caisse des retraites.

La Commission actuelle n'a rien voulu spécifier à cet égard pour laisser toute liberté au ministre des Finances, sauf l'emploi du cinquième des fonds en valeurs industrielles <sup>(1)</sup>.

Quelques-uns des membres de la Commission ont même pensé que les capitaux accumulés à la Caisse nationale des retraites ouvrières pourraient être en partie employés à de grands travaux d'économie publique et sociale.

#### Art. 12.

*L'État majorera d'une somme de 120 francs la retraite acquise en vertu du présent titre, pourvu que des versements aient été effectués au compte de l'intéressé pendant trente années au moins à raison de 20 francs au minimum par année, y compris les versements personnels complémentaires autorisés dans les condi-*

---

(1) Voir la marche progressive des capitaux représentatifs des retraites dans les renseignements placés à la suite du rapport.

tions prévues par le règlement d'administration publique prévu à l'art. 41.

*La retraite qui, calculée sur la base du capital aliéné avec entrée en jouissance à l'âge déterminé par la présente loi et ainsi majorée, n'atteindrait pas 360 francs fera l'objet d'une majoration complémentaire l'élevant à ce chiffre.*

*Inversement, la majoration de l'État ne s'appliquera que dans la mesure nécessaire pour porter à 360 francs la retraite calculée dans les conditions déterminées au précédent alinéa.*

Les articles précédents ont fixé les contributions des ouvriers et des employés et les bases du fonctionnement de la Caisse nationale des retraites ouvrières, principal organisme de l'emploi des sommes versées. L'article actuel détermine le mode de la participation de l'État prévu à l'art. 3.

La condition fondamentale imposée à un travailleur arrivé à l'âge fixé pour la retraite, pour bénéficier de la subvention de l'État, est qu'il fasse réellement preuve de cette qualité de travailleur. Comme, d'une part, il est nécessaire de tenir compte des périodes de chômage, quelles que soient les causes qui l'ont produit, comme, d'autre part, un certain nombre d'ouvriers ont pu travailler pendant plusieurs années sans être sous la direction d'un patron, il a été nécessaire d'établir à la fois une condition relative à la continuité des versements et une condition relative à la quotité de ces versements. Ce principe n'est pourtant pas d'une rigueur absolue : pour bien des causes variées, un travailleur aurait pu se trouver absolument empêché de faire des versements régulièrement chaque année ; il serait souverainement injuste de le priver du bénéfice de la loi. Quant au minimum des versements fixé à 10 francs, cette somme suppose un salaire annuel de 500 francs ; il est permis de penser que ce modique versement est à la portée de tous les travailleurs. Un règlement d'administration déterminera les détails relatifs à la reprise des versements interrompus ou insuffisants comme quotité.

La valeur de 120 francs attribuée à la contribution de l'État n'a pas été déterminée arbitrairement ; c'est le tiers de la pension de 360 francs déjà mentionnée dans plusieurs lois et représentant le revenu strictement nécessaire pour garantir l'existence. Cette pension s'obtiendra par un versement moyen de 24 francs, dont moitié au compte du travailleur et moitié au compte de l'employeur, qui produit une rente de 240 francs ; cette rente est complétée à la

valeur de 360 francs par les subventions de l'État. Le salaire moyen correspondant est de 600 francs ; si cette valeur des salaires est encore fréquente dans le commerce et l'industrie, il n'en est pas moins vrai qu'elle est notablement au-dessous de la moyenne.

C'est à garantir ce minimum de retraite que devra se borner la subvention de l'État dans cet ordre d'idées. Ainsi une pension acquise de 200 francs recevra une allocation de 160 francs, mais une pension acquise de 300 francs ne sera majorée que de 60 francs (1).

Il est bien entendu que le montant des pensions sera calculé comme si elles étaient faites à capital *aliéné* et non *réservé*. Les intéressés ont le choix entre ces deux formes de rente, dont la dernière est assez en faveur, parce qu'elle accorde le remboursement des sommes versées au décès du titulaire de la rente. Mais quand on examine de près ce mécanisme, il est facile de voir que les avantages qu'il présente sont bien moindres que ses inconvénients. Au point de vue assurance, nous avons, dans le capital réservé, une assurance temporaire croissante, dont le maximum d'effet se produit, si le décès a lieu au moment de l'entrée en jouissance de la rente. Or, c'est aussi le moment où la famille est établie, où la perte de son chef est le moins dommageable, pécuniairement parlant.

Une assurance moindre est plus utile à la famille, quand le père vient à décéder, les enfants étant encore jeunes. Nous verrons à l'art. 23, comment la loi a résolu la question (2).

La Commission aurait voulu pouvoir garantir le minimum de pension à 720 francs au lieu de 360 francs. Elle a dû y renoncer devant le poids des charges imposées dans cette hypothèse à l'État, qui s'élèveraient, en période de fonctionnement plein, à 266 millions pour les retraites, sans compter les charges provenant des allocations en cas de décès et des pensions d'invalidité, comme nous le verrons plus loin, ce qui élèverait les charges financières à près de 300 millions (3).

Or, l'un des principes directeurs de la Commission, principe que l'on retrouve dans un grand nombre de projets de loi, est que l'État doit intervenir pour un tiers dans la constitution des retraites ouvrières, les deux autres tiers étant par moitié à la charge des ouvriers et des patrons. Ce principe reçoit son application pour

---

(1) Voir note actuarielle dans les renseignements placés à la suite du rapport.

(2) Voir note sur les rentes à capital aliéné ou réservé dans les renseignements placés à la suite du rapport.

(3) Voir note actuarielle dans les renseignements placés à la suite du rapport.

toutes les pensions dont la valeur est d'environ 360 francs, et en période constante, la subvention de l'État est évaluée à 111 millions, pour les retraites seules du Commerce et de l'Industrie, tandis que les versements des travailleurs sont évalués à 100 millions.

### *Art. 13.*

*Le tarif des retraites assurées par la Caisse nationale des retraites ouvrières sera calculé à un taux annuellement fixé par un décret rendu sur la proposition des ministres du Commerce et des Finances, après avis de la section permanente du Conseil supérieur des retraites ouvrières et d'après la table de mortalité de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.*

*Des décrets rendus dans la même forme devront arrêter, dès que les statistiques établies par le ministre du Commerce le permettront, de nouvelles tables de mortalité pour les retraites de vieillesse régies par la présente loi, ainsi que des tables de mortalité spéciales pour la liquidation des retraites anticipées d'invalidité.*

*Le tarif ne comprendra que des âges entiers, les versements des intéressés étant considérés comme effectués par eux à l'âge qu'ils ont accompli au cours de l'année dans laquelle les versements ont eu lieu.*

Le taux du calcul des rentes sera fixé d'après les conditions présentes du marché financier et les achats de valeurs faits antérieurement. La Caisse nationale des retraites ouvrières fonctionnera, comme actuellement la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse. C'est la table de mortalité de cette dernière Caisse qui sera d'abord appliquée comme la plus conforme à la réalité, d'après le recrutement de ses pensionnaires. Mais il est certain qu'il sera de toute nécessité de dresser une table de mortalité, d'après l'expérience directe de la nouvelle Caisse des retraites, dès que cela sera possible, après quelques années d'observation.

Vu le grand nombre de têtes observées, il est vraisemblable que l'on pourra même avoir des tables distinctes pour les ouvriers de l'industrie et ceux de l'agriculture.

Quant à des tables spéciales pour les retraites d'invalidité, elles sont indispensables; nous y reviendrons plus loin.

*Art. 14.*

*Sans préjudice des dispositions des deux derniers alinéas de l'art. 5 ci-dessus et du titre II ci-après, tout ouvrier ou employé peut réclamer la liquidation de sa retraite à partir de l'âge de 50 ans; il n'a pas droit alors aux majorations de l'État.*

*S'il continue à travailler, les contributions de l'employeur sont versées au compte du fonds de bonification prévu à l'art. 55.*

*Art. 15.*

*La liquidation de la retraite s'opère d'après le montant des timbres apposés sur les cartes d'identité successives ou des versements effectués aux caisses régies par le titre III et à capital aliéné, à moins que la réserve du capital n'ait été spécifiée par le titulaire sur la première des cartes d'identité ou lors du premier versement dans une des caisses susvisées. Toutefois le montant de la contribution patronale est toujours liquidé à capital aliéné.*

*Le titulaire peut, à toute époque, transformer la retraite éventuelle à capital réservé en retraite à capital aliéné.*

*Les capitaux réservés sont acquis au fonds de bonifications prévu à l'art. 55 en cas de déshérence ou par l'effet de la prescription, s'ils n'ont pas été réclamés dans les trente années qui suivent le décès du titulaire de la retraite correspondante.*

*Art. 16.*

*Tout ouvrier ou employé peut se faire délivrer gratuitement, tant par la Caisse nationale des retraites ouvrières que par les caisses visées au titre III, dans le premier semestre de chaque année un bulletin indiquant le montant de la retraite éventuellement acquise au 31 décembre précédent, et, le cas échéant, du capital réservé.*

*Les dispositions prévues par ces articles permettent à tout travailleur de réclamer la liquidation de sa retraite avant l'âge normal de 60 ans, et fixent les bases rationnelles de cette liquidation.*

*Il ne paraît pas possible en effet de contraindre un travailleur qui trouve des avantages à opérer ainsi, pour quelque motif que ce soit, à continuer des versements dès qu'il a acquis une retraite jugée par lui suffisante. Il est à l'abri de la misère, c'est l'essentiel, seulement il est aussi naturel qu'il ne bénéficie pas des avantages*

accordés par l'État à ceux des ouvriers qui continuent jusqu'au terme fixé leur existence de labeur.

Le montant des capitaux réservés en cas de déshérence ou de prescription revient au fonds de bonification par une mesure analogue adoptée en pareil cas pour la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

Enfin, il est de toute nécessité que tout intéressé puisse se rendre compte des valeurs successives de la retraite acquise par les versements faits à son compte.

## TITRE II

### De la retraite anticipée d'invalidité et des allocations en cas de décès.

#### Art. 17.

*Lorsque les ouvriers et employés sont atteints d'invalidité permanente avant l'âge de 60 ans, en dehors des cas régis par la loi du 9 avril 1898 et à l'exclusion de toute faute intentionnelle, ils ont droit, à tout âge, à la liquidation anticipée de leur retraite, majorée dans les conditions indiquées à l'art. 21 ci-après, si les cartes d'identité centralisées à leur nom ou les versements faits à leur compte en conformité du titre III justifient d'au moins deux années consécutives de retenues pour la retraite correspondant, chaque année, à huit mois de travail au moins.*

En dehors de l'invalidité proprement dite réglée par la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, il n'y a que trop de causes multiples mettant le travailleur dans l'impossibilité de subvenir à son existence avant d'avoir atteint l'âge normal de la retraite. Cet état d'invalidité préoccupe depuis longtemps le législateur, et une loi est en préparation sur les maladies professionnelles assimilables dans une certaine mesure aux accidents proprement dits. Mais cette loi fût-elle votée, qu'il y aurait encore trop de causes rendant le travailleur incapable de continuer l'exercice de sa profession, comme les maladies ou des excès de fatigue résultant du travail et amenant une usure prématurée de l'organisme.

La seule condition imposée est qu'il s'agisse bien des travailleurs

ayant rempli les conditions générales de la loi des retraites en dehors, bien entendu, de toute faute intentionnelle.

*Art. 18.*

*Est réputé invalide, dans le sens de l'article précédent, l'ouvrier ou l'employé qui n'est plus en état de gagner un tiers de ce que les personnes appartenant à son ancienne profession gagnent d'ordinaire par leur travail dans la région, où il a travaillé le plus longtemps pendant les cinq dernières années.*

La définition légale de l'état d'invalidité est des plus délicates; l'ancienne Commission avait adopté la définition allemande de l'invalidité, qui comparait la situation d'un ouvrier invalide à celle d'un manœuvre, c'est-à-dire du travailleur ayant le salaire le plus bas. Cette comparaison n'est pas juste, car dans beaucoup de circonstances, le travailleur peut encore continuer l'exercice de sa profession quoiqu'avec beaucoup de difficultés, tandis qu'il serait absolument incapable d'exercer la profession de manœuvre qui exige généralement un grand déploiement de forces.

Le principe adopté est celui de la loi des accidents; c'est la diminution de capacité professionnelle qui est appréciée, ou tout au moins qui sert de terme de comparaison.

*Art. 19.*

*Cet état d'invalidité est établi sur la demande de l'intéressé, accompagnée d'un certificat médical, d'un certificat du maire et d'un avis du conseil municipal de sa résidence, par décision d'un Comité siégeant au moins une fois par trimestre au chef-lieu du département. L'intéressé peut être entendu par le Comité.*

*Ce Comité se compose du préfet, président, du trésorier général, du directeur de l'enregistrement, du directeur des contributions directes, de deux délégués du ministre du Commerce, de deux conseillers généraux, élus tous les trois ans par le Conseil général, d'un médecin assermenté désigné par le ministre du Commerce, de trois représentants des employeurs, de trois représentants des employés et de deux membres des sociétés de secours mutuels désignés dans les conditions déterminées par le ministre du Commerce.*

*Sont obligatoires pour le département, dans les termes des art. 60 et 61 de la loi du 10 août 1871, les dépenses de locaux,*



*d'imprimés et d'enquêtes nécessaires au fonctionnement du Comité.*

*Art. 20.*

*La décision du Comité, notifiée dans la huitaine par les soins du Préfet, à l'intéressé et au ministre du Commerce, peut être attaquée dans le délai d'un mois à compter de cette notification, par l'intéressé, par le préfet ou par le ministre du Commerce, devant la section permanente du Conseil supérieur des retraites ouvrières et, pour violation de la loi, devant le Conseil d'Etat.*

*Le pourvoi est suspensif; il est jugé sur pièces, d'urgence et sans frais.*

Ces dispositions sont analogues à celles qui sont déterminées par la loi sur l'assistance obligatoire; elles avaient été introduites dans le texte primitif, qui prévoyait la coopération des communes, des départements et de l'État. Quoique l'État ait seul, d'après le texte actuel, la charge des allocations d'invalidité, elles ont pourtant été maintenues, car en fait les communes et les départements sont toujours intéressés dans la question par les rapports qui existeront entre l'invalidité et l'assistance obligatoire.

L'art. 20 contient des garanties nécessaires tant pour les intéressés que pour l'État, et précise les détails nécessaires de la procédure.

*Art. 21.*

*Notification de la décision définitive est faite, dans le délai de huitaine, par les soins du ministre du Commerce à la caisse débitrice de la retraite, et, dans la quinzaine suivante, il est directement procédé par elle à la liquidation anticipée de la retraite.*

*Si la retraite ainsi liquidée n'atteint pas sur la base du capital aliéné deux cents francs (200 fr.) et si l'intéressé justifie qu'il ne jouit pas, y compris ladite retraite, d'un revenu personnel, indépendamment de tout salaire en argent ou en nature, égal à deux cents francs (200 fr.), cette retraite est majorée jusqu'à concurrence de ladite somme par le ministre du Commerce, sans que pourtant la majoration puisse dépasser ni le triple du produit de la liquidation, ni 10 francs pour chaque année au-dessus de deux ayant comporté au moins huit mois de travail, ni un maximum de 100 francs, et sans toutefois que la retraite soit inférieure à 50 francs.*

Les retraites acquises au moment où l'invalidité est reconnue varient naturellement avec l'âge de l'intéressé. La majoration de

l'État paraît soumise à des règles assez complexes, mais pourtant fort rationnelles quand on les étudie de près. Il a paru juste de tenir compte de la situation personnelle des travailleurs frappés d'invalidité, et de ne pas accorder cette majoration à ceux que leurs ressources personnelles, en dehors du travail qu'ils peuvent encore faire, mettent à l'abri des nécessités absolues de la vie.

Telle qu'elle est fixée, la majoration des pensions d'invalidité met à la charge de l'État, quand la loi aura son plein effet constant, une charge d'environ 14 millions pour les ouvriers du commerce et de l'industrie, et d'environ 8 millions pour ceux de l'agriculture ; c'est une charge totale de 22 millions <sup>(1)</sup>. Le montant des rentes acquises calculées quand le travailleur était en pleine santé, devra être majoré dans des conditions à déterminer par un règlement d'administration publique. Car il est bien certain que la mortalité des travailleurs devenus invalides, pour une cause autre que des accidents, sera bien plus rapide que celle des travailleurs normaux. Ce serait donc un véritable dol qui serait commis, si, dans l'ignorance où l'on est de la loi de mortalité des invalides, on ne corrigeait pas l'excès certain de la mortalité par une élévation du taux de placement à employer pour le calcul des pensions d'invalidité, ou si l'on ne modifiait la loi de mutualité, en conservant le taux annuel de placement, par un procédé empirique, en attendant une statistique raisonnée.

#### *Art. 22.*

*Si l'invalidité définie à l'art. 18 vient à cesser, cette cessation peut être constatée, à la requête soit du ministre du Commerce, soit du préfet, soit du maire, dans les formes prévues à l'art. 19 pour la déclaration d'invalidité.*

*Si le revenu personnel de l'invalidé vient à se modifier sans que l'invalidité cesse, la majoration de l'État est, le cas échéant, augmentée ou réduite en conformité des dispositions de l'article précédent.*

*Les pourvois prévus à l'art. 20 sont applicables aux cas visés par le présent article et par l'article précédent.*

*A compter de la décision définitive supprimant la majoration, l'intéressé ne reçoit plus que le montant de sa retraite liquidée par anticipation.*

*Peut obtenir une seconde retraite l'ancien invalide qui a repris*

---

(1) Voir note actuarielle, dans les renseignements placés à la suite du rapport.

*son travail et pour lequel il a été effectué, de ce chef, de nouveaux versements. Mais, dans ce cas, le capital représentant la valeur actuelle de la première retraite doit être appliqué à la constitution de la seconde.*

Il est rationnel que si l'invalidité vient à cesser et que le travailleur puisse reprendre l'exercice de sa profession, la majoration de la pension à la charge de l'État soit arrêtée, mais, par contre, le travailleur doit pouvoir se constituer une nouvelle retraite; il se retrouve dans les mêmes conditions que les autres travailleurs, à cette seule différence que sa nouvelle retraite sera augmentée d'une quotité correspondant au capital constitutif de l'ancienne.

### *Art. 23.*

*Si un ouvrier ou employé décède avant d'être pourvu d'une retraite de vieillesse, en laissant soit une veuve, soit un ou plusieurs orphelins de père et de mère âgés de moins de 16 ans, il est attribué par le ministre du Commerce, soit à la veuve, soit à l'ensemble des orphelins, une allocation mensuelle de 50 francs pendant six mois à compter du décès.*

Cette disposition est une des plus intéressantes de la loi. Elle existait dans le premier texte de la Commission précédente, sous forme d'un capital de 500 francs payable à la veuve du travailleur et d'un autre capital de 500 francs payable aux enfants mineurs ayant moins de 16 ans. La Commission n'avait renoncé qu'à grand peine à cette assurance contenue dans la proposition de loi de son président, M. Louis Ricard, quand elle avait vu modifier son texte au moment de la discussion de la Chambre en 1901.

La Commission actuelle a pu reprendre cette disposition, tout en la restreignant et la modifiant dans la forme. Elle a pensé que le petit capital ainsi mis à la disposition de la famille pourrait être imprudemment dissipé, et qu'il était préférable de donner à la veuve et aux orphelins la possibilité de trouver dans cette allocation mensuelle les moyens nécessaires pour s'organiser en vue des nouvelles conditions de leur existence.

Cette somme de 300 francs répartie, sur six mois, représente les 30 versements obligatoires de 10 francs par an imposés au travailleur, c'est-à-dire que, pour la pension gratuite de 360 francs, la famille rentre dans les versements effectués par le travailleur décédé à la veille d'entrer en jouissance de sa retraite. Pour tout

décès arrivant avant ce terme extrême, il y a un avantage pécuniaire.

Pour les versements annuels de 20 francs correspondant à un salaire de 1.000 francs, si le décès se produit avant la quinzième année, les six mensualités accordées à la famille sont supérieures aux versements effectués.

Les charges incombant ainsi à l'État s'élèvent à 6.500.000 francs pour les ouvriers du commerce et de l'industrie, à 4 millions pour ceux de l'agriculture, soit en tout 10.500.000 francs.

#### *Art. 24.*

*Le montant des majorations prévues aux art. 12, 21 et 45 ou des allocations prévues à l'article précédent qui resterait dû au décès des titulaires ne sera payé aux héritiers que s'ils justifient de leurs droits dans les délais d'un an à dater du décès; dans le cas contraire, il est versé au fonds de bonification prévu à l'art. 55.*

Le peu d'importance des sommes dont il peut s'agir dans les cas indiqués justifie les mesures adoptées et l'abréviation du délai accordé aux ayants-droit.

### TITRE III

**Des retraites assurées par les sociétés de secours mutuels, les caisses patronales ou syndicales, les caisses d'épargne, les sociétés d'assurances sur la vie, etc.**

La Commission a tenu à mettre en tête de la proposition de loi le principe de la liberté du choix des organismes pouvant garantir le service des retraites des travailleurs; il est indispensable de régler pour chacun d'eux les règles générales concernant leur fonctionnement au point de vue qui nous occupe et les garanties que l'on a le droit et le devoir d'en exiger.

#### § 1<sup>er</sup>. — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS.

#### *Art. 25.*

*Toute société ou union de sociétés de secours mutuels, préalablement agréée à cet effet par décret rendu sur la proposi-*

tion du ministre du Commerce, après avis du ministre de l'Intérieur, est admise à constituer, pour les travailleurs qui lui sont affiliés, les retraites prévues par la présente loi.

Cet agrément ne peut être refusé qu'aux sociétés ne remplissant pas les conditions déterminées par un règlement d'administration publique rendu sur la proposition des ministres du Commerce, de l'Intérieur et des Finances. En cas de refus d'agrément dans les trois mois de la demande, un recours peut être formé d'avant le Conseil d'État, sans ministère d'avocat et avec dispense de tout droit.

Lorsqu'il existe des sociétés de secours mutuels ainsi agréées dans le canton où sont payables les salaires, l'employeur est tenu de verser mensuellement à ces sociétés, les sommes spécifiées à l'art. 3, pour tous ceux de ses ouvriers et employés qui en font la demande, en désignant la société à laquelle ils sont affiliés.

Les cotisations des sociétés de secours mutuels affectées à un autre service que celui des retraites peuvent être prélevées à la demande des sociétaires, sur la retenue de 20/0 faite sur leurs salaires, sans toutefois que ce prélèvement puisse dépasser la moitié de cette retenue,

La majoration prévue à l'art. 12 sera calculée comme si la totalité des versements avait été effectuée en vue de la retraite.

Les sociétés de secours mutuels, par leur importance, le nombre de leurs membres, les services de toute nature qu'elles rendent pour les maladies et les secours viagers <sup>(1)</sup>, devaient naturellement

(1) Principales données sur les sociétés de secours mutuels, d'après le rapport sur les opérations de ces sociétés pendant l'année 1901, publié en 1904 par la Direction de la mutualité au ministère de l'Intérieur.

Sociétés approuvées ou reconnues d'utilité publique. Sur 11.719 sociétés existant le 31 décembre 1901, 11.258 ont fourni les renseignements suivants :

Ces sociétés comprenaient 1.994.206 membres participants et 323.969 membres honoraires.

Les recettes ont été de 39.277.878 francs et les dépenses de 30.280.850 francs.

|                                                   |                 |
|---------------------------------------------------|-----------------|
| Les fonds de réserve se sont élevés à .....       | 132.326.117 fr. |
| Les fonds disponibles à .....                     | 75.761.013 »    |
| Les fonds affectés au service des pensions à .... | 82.277.422 »    |

|            |                        |
|------------|------------------------|
| TOTAL..... | <u>290.364.552 fr.</u> |
|------------|------------------------|

Le taux d'intérêt servi pour le compte courant est de 4 fr. 50 0/0.

La subvention de l'État a été de 1.505.267 francs (2.000.000 de fr. pour 1904), les

être au premier rang des préoccupations du législateur, et, dès la dernière législature, en vue des progrès de la mutualité, les art. 25 et suivants faisaient partie du texte de loi. Depuis lors, une vive émotion s'est emparée des mutualistes qui ont craint que la loi des retraites ne vienne entraver le grand élan des sociétés de secours mutuels.

Une tendance s'est alors manifestée chez un grand nombre de mutualistes, l'absorption des retraites ouvrières au profit de la mutualité. Une proposition de loi présente nettement cette idée <sup>(1)</sup>, en restreignant, il est vrai, les charges de l'État, car si on accordait aux sociétés de secours mutuels les majorations nécessaires pour appliquer le taux de 4 1/2 0/0 à toutes les retraites ouvrières supposées faites par leur intermédiaire, l'État aurait à supporter une charge annuelle de 360 millions <sup>(2)</sup>.

La mutualité est une admirable institution, et c'est avec joie que nous assistons à ses progrès, mais il ne faut pas, sous prétexte qu'elle peut réaliser pour ses membres les solutions partielles de certains problèmes sociaux, qu'elle veuille absorber les services publics permettant d'en généraliser l'application à tous les citoyens.

On oublie trop que la *mutualité*, telle que la pratiquent les sociétés de secours mutuels, ne saurait se concilier avec un principe

---

subventions des départements et des communes se sont élevées respectivement à 187.320 francs et 493.641 francs.

Le nombre des malades a été de 336.743, représentant 5.440.762 journées de maladie et une dépense de 15.324.460 francs.

Les pensionnaires possédant des titres de rente sur la Caisse nationale des retraites sont au nombre de 46.077, le montant des arrérages correspondant s'est élevé à 2.935.445 francs, d'où valeur moyenne de la pension de 70 fr. 46, y compris la majoration de l'État.

6.203 pensionnaires ont reçu des suppléments de pension sur les fonds libres montant à 349.745 francs, ce qui a élevé la valeur moyenne de leurs pensions à 78 fr. 05.

34.484 pensions ont été servies directement sur les fonds libres; le montant de ces pensions a été de 2.935.449 francs donnant une valeur moyenne de 96 fr. 29.

#### *Sociétés libres.*

Sur 3.153 sociétés existant au 31 décembre 1901, 2.928 ont fourni les renseignements suivants :

Ces sociétés comprenaient 365.607 membres participants et 34.220 membres honoraires.

Les recettes se sont élevées à 10.160.525 francs et les dépenses à 7.896.257 francs. L'avoir total était de 48.516.802 francs.

21.490 pensions ont été servies; le montant de ces pensions a été de 48.516.802 francs, la valeur moyenne 66 fr. 77.

(1) Voir la proposition de loi Dormoy, Chaumet, etc.

(2) Voir aux renseignements placés à la suite du rapport.

d'*obligation* quelconque; il y a antinomie entre les idées qui s'y attachent. Une société de secours mutuels ne peut se recruter qu'au moyen de membres volontaires, ayant entre eux des affinités de situation, et la preuve en est qu'il faut le plus généralement être l'objet d'une présentation pour faire partie d'une société de secours mutuels; des conditions morales sont exigées du postulant, et cela est absolument logique, la confiance servant de base aux rapports qui doivent exister entre les mutualistes.

Beaucoup de mutualistes, et non des moindres, ne partagent pourtant pas ces idées absolues, et entrevoient le rôle utile que peuvent jouer les sociétés de secours mutuels pour les retraites ouvrières, à la condition que leur recrutement n'en soit pas altéré par des cotisations trop fortes demandées à leurs membres. Ils ont une crainte fort légitime, celle de voir les sociétés désertées par des membres qui ne pourraient supporter à la fois le paiement de leurs cotisations et la retenue de 2 0/0 sur leurs salaires.

Nous pensons qu'il est possible de concilier ces idées, de donner satisfaction aux mutualistes et aux intérêts des ouvriers, et de réaliser ainsi la pensée directrice de la belle lettre de Léon Bourgeois au président de la Fédération mutualiste <sup>(1)</sup>.

Les mêmes idées ont été développées devant le groupe de la mutualité de la Chambre des députés et exposées dans une proposition de loi de notre collègue, M. Jules Siegfried <sup>(2)</sup>.

La Commission a retenu l'idée maîtresse dominante de toutes ces communications, et a pensé qu'elle répondait aux vœux de tous en acceptant simplement que le prélèvement de 2 0/0 sur le salaire du travailleur pût servir, sur sa demande, au paiement de sa cotisation à une société de secours mutuels, ou plutôt de la portion de sa cotisation affectée principalement à la maladie et au chômage qui en résulte, en limitant toutefois ce prélèvement à la moitié de la retenue, c'est-à-dire au quart du versement total. La retraite légale sera ainsi moins forte; en tout cas, les travailleurs, qui useront de la faculté qui leur est offerte, participeront à tous les avantages des sociétés de secours mutuels, et nous estimons que la mutualité ouvrira ses rangs à un grand nombre de citoyens, qui avaient reculé jusqu'à ce jour leur adhésion par inconscience

---

(1) Voir la lettre de M. Léon Bourgeois dans les documents placés à la suite du rapport.

(2) Voir la proposition de M. Siegfried dans les documents placés à la suite du rapport.

ou insuffisance de ressources, et qui s'empresseront de devenir mutualistes dès qu'ils pourront utiliser pour une société de secours mutuels la cotisation obligatoire qu'ils doivent subir.

*Art. 26.*

*Au moyen de ces versements, la société assure aux intéressés, à l'âge prévu par la présente loi, des retraites de vieillesse garanties au moins égales à celles que produiraient lesdits versements d'après les tarifs en vigueur pour la Caisse nationale des retraites ouvrières au moment des versements, à charge de transférer la réserve mathématique calculée d'après les mêmes tarifs, de toute retraite en cours de constitution, dès que cette constitution devra être poursuivie soit par la Caisse nationale des retraites ouvrières, soit par une des caisses visées au présent titre.*

*Si ces versements sont opérés à la Caisse des dépôts et consignations, ils y reçoivent le taux annuel d'intérêt fixé par les tarifs de la Caisse nationale des retraites ouvrières.*

Il est de toute évidence qu'un travailleur qui aura choisi une société de secours mutuels comme organisme de sa retraite, ne peut en retirer d'avantages moindres que s'il s'était adressé simplement à la Caisse nationale des retraites ouvrières, et qu'à tout moment la société doit avoir en réserve la valeur représentative de la retraite, autrement elle n'offrirait aucune garantie; ce transfert de la réserve est exigible si le sociétaire veut à un moment donné, changer la société ou l'organisme assurant sa retraite, ainsi que dans le cas où il serait appelé à bénéficier d'une retraite d'invalidité.

Les sociétés de secours mutuels seront forcées de compléter ou de modifier leurs statuts en vue de satisfaire aux conditions exigées, qu'il leur est indispensable de remplir.

§ 2. — CAISSES PATRONALES OU SYNDICALES, CAISSES D'ÉPARGNE, SOCIÉTÉS D'ASSURANCES SUR LA VIE, ETC.

*Art. 27.*

*Sont dispensés d'effectuer les appositions de timbres visées à l'art. 4 ou les versements prévus à l'article précédent :*



1<sup>o</sup> *Les chefs d'entreprise qui ont organisé des Caisses patronales ou adhéré à des Caisses syndicales de retraites approuvées par arrêtés du ministre du Commerce, dans les conditions générales déterminées par un décret rendu sur la proposition des ministres du Commerce et des Finances, après avis du Conseil supérieur des retraites ouvrières. Les arrêtés relatifs aux Caisses patronales de retraites des chemins de fer sont pris d'accord avec le ministre des Travaux publics.*

*Chaque décret doit constater :*

a) *Que la Caisse approuvée est alimentée au moins jusqu'à concurrence de moitié par l'employeur, sans que les retenues obligatoires sur les salaires puissent excéder 2 0/0;*

b) *Qu'elle assure aux ouvriers des retraites de vieillesse au moins égales à celles de la Caisse nationale des retraites ouvrières.*

2<sup>o</sup> *Les chefs d'entreprise qui constituent entre eux, pour la retraite de leurs ouvriers ou employés, soit des sociétés d'assurances mutuelles, soit des syndicats de garantie liant solidaiement tous leurs adhérents, pourvu que les retenues exercées sur les salaires ne dépassent pas 2 0/0, que les retraites garanties soient au moins égales à celles de la Caisse nationale des retraites ouvrières et que, pour les sociétés d'assurances mutuelles, la moitié au moins des membres des Conseils d'administration ou, pour les syndicats de garantie solidaire, le quart au moins de ces membres, soit désigné par les ouvriers et employés intéressés.*

*Ces sociétés ou syndicats sont approuvés par arrêtés du ministre du Commerce, dans les conditions générales déterminées par un décret rendu sur la proposition des ministres du Commerce et des Finances, après avis du Conseil supérieur des retraites ouvrières. Ils sont soumis à la même surveillance que les sociétés d'assurances et les syndicats de garantie fonctionnant en conformité de l'art. 27 de la loi du 9 avril 1898.*

3<sup>o</sup> *Les établissements civils et militaires de l'État, les départements, les communes et les établissements publics qui organisent pour leurs ouvriers ou employés des retraites spéciales en vertu de décrets contenant les conditions spécifiées au paragraphe premier (a et b) du présent article et rendus sur la proposition du ministre du Commerce, du ministre des Finances et du ministre intéressé.*

*Dans les divers cas prévus au présent article, les retenues sur les salaires peuvent excéder 20/0, lorsque l'employeur verse au moins le double de la retenue complémentaire opérée sur le salaire.*

Ces dispositions ne constituent que des exceptions de pure forme et contiennent toutes les garanties indispensables pour assurer le payement des retraites aux ayants droit.

Le nombre des établissements où fonctionnent des Caisses patronales est malheureusement fort restreint; il suffit, pour s'en convaincre, de s'en rapporter aux résultats de l'enquête sur les Caisses patronales de retraites faite en 1896 et 1897 par les inspecteurs du travail, sur la demande de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales et dont les résultats ont été publiés par l'Office du travail<sup>(1)</sup>.

« Le personnel total employé dans l'ensemble de ces établissements s'élevait en 1896, d'après les rapports mêmes des inspecteurs du travail, à 2.673.000 ouvriers et ouvrières des deux sexes, répartis dans 296.797 établissements distincts. Sur cette population globale, l'enquête a révélé l'existence de 229 établissements possédant une Caisse de retraites avec 115.896 participants, ce qui représente une proportion de 0,80/00 des établissements, et de 4,350/0 de participants par rapport à l'effectif total. Encore faut-il observer que, dans le nombre de 2.673.000 personnes relevé par les inspecteurs figurent 17.240 ouvriers et ouvrières des manufactures de l'État, qui sont pourvus par les soins de l'Administration de livrets individuels à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, et qui, par suite, ont été comptés dans le chiffre de 115.896 participants, indiqué ci-dessus. Si l'on ne considère en définitive que les établissements privés, dont la population totale se montait en 1896 à 2.650.000 personnes, on voit que le chiffre absolu de participants à des Caisses de retraites se réduit à 98.656, et la proportion à 3,740/0 de l'effectif employé.

« Ainsi, dans l'industrie proprement dite (les mines, où la loi de 1894 a rendu obligatoire la constitution de retraites, étant mises à part), le nombre des participants ne paraît pas même atteindre 50/0 de la population ouvrière correspondante.

« Si toutefois l'on admet que cette évaluation soit trop faible de quelques milliers d'individus, car il est possible que plusieurs éta-

---

(1) Les Caisses patronales de retraites des établissements industriels, Ministère du Commerce, Office du travail, 1898.

blissements aient été omis, faute d'avoir été visités par les inspecteurs, il demeure néanmoins à peu près certain que la proportion des participants ne dépasse pas 6 0/0 de la population active, susceptible d'adhérer à des Caisses de retraites. Quelque louables et quelque intéressants que soient d'ailleurs, comme on le verra par ce qui suit, les résultats obtenus par l'initiative patronale, ces résultats sont donc, au point de vue des progrès de la prévoyance parmi les ouvriers de l'industrie, encore bien insuffisants à l'heure actuelle. Les institutions patronales se rencontrent presque exclusivement dans les établissements de première importance, lesquels sont relativement rares. La moyenne industrie, et, à plus forte raison, la petite industrie, en sont entièrement dépourvues. Il est vrai qu'en dehors des Caisses de retraites, ne formant qu'une faible minorité, on rencontre un grand nombre de caisses de secours contre la maladie, qui sans rentrer dans le cadre de cette étude, témoignent encore d'une réelle activité de l'initiative privée dans la grande industrie » (1).

En dehors de l'industrie des mines qui possédait depuis longtemps des Caisses de retraites, c'est dans l'industrie métallurgique que se trouve le plus grand nombre de ces Caisses. Mais exception faite de quelques établissements importants, les Caisses constituées, quoiqu'elles soient maintenant régies par la loi de garantie du 31 décembre 1895, n'offrent pas toujours une sécurité absolue, ou ne sont pas suffisamment étudiées.

« Que sont aujourd'hui les Caisses patronales de retraites? Il n'existe guère de caisses sérieusement organisées — comme le sont, depuis la loi du 27 décembre 1890, celles des Compagnies de chemin de fer — et qui assurent toutes garanties pour le paiement des pensions. Les chefs d'entreprises se sont bornés dans la plupart des cas à établir un règlement des retraites, en comptant sur la prospérité de l'entreprise pour assurer l'exécution future des engagements qu'ils assumaient de ce fait. La Caisse des retraites se réduit alors à une forme intéressante de la participation aux bénéfices, partageant ses avantages et ses inconvénients, présentant des dispositions variées, plus ou moins ingénieuses et équitables, mais dont les garanties deviennent illusoires dès que la prospérité de l'industrie vient à être compromise. Telle est la situation de la grande majorité des caisses autonomes.

---

(1) Les Caisses patronales, etc., Rapport introductif, page 1.

« A côté d'elles, un nombre toujours croissant d'entreprises, s'adressent à la Caisse nationale des retraites et font des versements sur livret individuel au nom de chaque ouvrier.

« En confiant leurs versements à la Caisse nationale, patrons et ouvriers obtiennent une sécurité absolue; les premiers se débarrassent d'une responsabilité parfois gênante et de tout souci de gestion; les seconds sont assurés de retirer tout le fruit équitable des sacrifices consentis par eux en actes de prévoyance.

« Aussi est-il à souhaiter que le système du livret individuel, universellement en usage aujourd'hui dans les mines et les manufactures de l'État, et répandu de plus en plus dans les chemins de fer se généralise également dans les autres industries privées » (1).

En dehors des ouvriers de l'industrie compris dans l'enquête, il faut encore compter :

|                                                                                                                                                   |                |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|
| 1° Participants appartenant à l'industrie privée (y compris les mines et les transports). . . . .                                                 | 461.000        |
| 2° Participants appartenant à des établissements de l'État (Établissements de la Guerre et manufactures de l'État, tabacs et allumettes). . . . . | 37.000         |
| 3° Cantonniers de l'État, des départements et des communes . . . . .                                                                              | 42.000         |
| 4° Marins du commerce et pêcheurs subissant des retenues versées à la Caisse des invalides de la marine (inscrits maritimes), environ . . . . .   | 120.000        |
| 5° Ouvriers des arsenaux de la marine (retraite à forme militaire), environ . . . . .                                                             | 30.000         |
| TOTAL. . . . .                                                                                                                                    | <u>690.000</u> |

Ce chiffre représente 18 0/0 des 3.900.000 travailleurs de ces catégories, relevés dans le recensement de 1891. Ces résultats encore trop faibles sont dus presque entièrement à l'action de

(1) Les Caisses patronales, etc., *loc. cit.*, page 9.

l'État. En groupant ces résultats avec ceux dus à l'initiative privée, on arrive à un total d'environ 760.000 participants aux retraites, sur un total de 6.560.000 travailleurs, soit à peine 11,6 0/0. Ces chiffres suffiraient à eux seuls pour montrer combien l'initiative individuelle a peu donné de résultats pour la constitution des retraites ouvrières.

Au point de vue du fonctionnement, les Caisses patronales peuvent se ramener aux types généraux suivants :

1° Entreprises ayant institué une société de secours mutuels (1) avec subventions ou alimentation sur ressources spéciales;

2° Entreprises ayant institué une société de secours mutuels alimentée par les seuls versements des membres participants et des membres honoraires (2);

3° Entreprises ayant établi des Caisses autonomes se gérant elles-mêmes (3);

4° Entreprises ayant institué des livrets individuels à la Caisse nationale des retraites, alimentée souvent par une participation aux bénéfices (4);

5° Entreprises prélevant une retenue sur les salaires avec livrets individuels sur la Caisse nationale, avec majoration des retraites par l'entreprise (5);

6° Entreprises ayant institué des livrets individuels avec retenue sur les salaires et versements corrélatifs, avec majoration de l'entreprise (6);

7° Entreprises avec versements corrélatifs sans majoration (7).

A ces différents types se rattachent des Caisses de retraites offrant de très nombreuses variétés et conditions à remplir.

Les mêmes divergences se retrouvent dans les retraites des Compagnies de chemins de fer, qui sont tenues depuis 1890 de soumettre à l'homologation du ministre des Travaux publics les règlements de retraites de leur personnel (8); en nous bornant aux grandes Compagnies, nous constatons que, pour les Compagnies de l'Est, du Midi et de l'État, le service des retraites est assuré

---

(1) Société de secours mutuels de la maison Leclair.

(2) Société de secours et de retraite des Forges d'Hennebont.

(3) Caisse patronale des Forges de France.

(4) Caisse de retraites de la maison Baille-Lemaire.

(5) Société anonyme de Saint-Gobain.

(6) Caisse de retraites de la maison Pétillat.

(7) Retraites des ouvriers mineurs.

(8) Voir la loi du 27 décembre 1890, art. 2

uniquement par une Caisse autonome; dans les Compagnies du Paris-Lyon-Méditerranée, du Nord, de l'Ouest, d'Orléans, la Caisse nationale des retraites intervient pour partie ou totalité du personnel, mais l'entreprise alloue directement des suppléments de pension ou possède une caisse particulière pour certaines catégories d'agents.

Quant à la retraite, sa base est partout le traitement moyen des six dernières années, mais son montant est extrêmement variable d'une Compagnie à une autre. Tous les règlements sont essentiellement différents <sup>(1)</sup>. Une proposition de loi votée par la Chambre est actuellement devant le Sénat; elle a pour effet d'unifier tous ces règlements <sup>(2)</sup>. Nous rappellerons que son adoption aura pour effet d'augmenter considérablement les dépenses des Compagnies. Une Commission, chargée de l'évaluation de ces dépenses, fonctionne activement au ministère des Travaux publics sous la présidence de votre rapporteur de la loi sur les *Retraites ouvrières*.

Nous trouvons des divergences du même genre dans le régime des retraites des ouvriers de l'État, et de certains employés auxquels n'est pas appliquée la loi de 1853 sur les retraites des fonctionnaires.

Nous ne nous occupons que de ces retraites spéciales, quoique la loi de 1853 ne soit pas appliquée intégralement, mais au contraire a été notablement améliorée pour les veuves et les orphelins, comme pour les douaniers, les gardes des eaux et forêts, les facteurs des postes, etc.

#### **Ministère des Finances.**

##### *Ouvriers des Manufactures de l'État (tabacs et allumettes).*

L'Administration constitue à ses ouvriers au moyen d'une majoration de 4 0/0 des salaires, des livrets individuels de retraite à la Caisse nationale, avec minimum de retraite garanti de 600 francs pour les hommes et de 400 francs pour les femmes. La pension du mari est réversible d'un tiers sur la veuve. L'âge minimum de la retraite est de cinquante-cinq ans pour les hommes et de cinquante ans pour les femmes <sup>(3)</sup>.

Pour les ouvriers de la Monnaie, le règlement est analogue <sup>(4)</sup>.

(1) Voir les règlements des Compagnies des chemins de fer de l'Ouest, du Nord, de l'Est, de Paris-Lyon-Méditerranée, du Midi, de l'État, d'Orléans.

(2) Proposition de loi Berteaux et Rabier sur la réglementation du travail et sur les retraites du personnel des Compagnies de chemins de fer.

(3) Règlement des retraites des ouvriers des manufactures de l'État.

(4) Règlement des retraites des ouvriers de la Monnaie.

### Ministère des Travaux publics.

Les *cantonniers* ont des livrets individuels de retraite à la Caisse nationale, alimentés par une retenue sur leurs salaires et majorés au moment de la liquidation de la pension d'une bonification de l'État.

L'âge normal de la retraite est soixante ans ; la retraite est réversible en partie sur la veuve <sup>(1)</sup>.

### Ministère du Commerce.

Les retraites du personnel *ouvrier des Postes et Télégraphes* reposent sur des livrets individuels à la Caisse nationale alimentés par une majoration des salaires, dont le montant est versé par les soins de l'Administration. Une majoration de ces retraites est faite actuellement directement par l'État <sup>(2)</sup>.

### Ministère de l'Agriculture.

*Brigadiers et gardes communaux des eaux et forêts.* — Ces employés, au nombre de 3.600, n'ont pas de retraites de l'État, n'en touchant aucun salaire ; mais ils sont tenus de faire des versements à la Caisse nationale des retraites, leur procurant des retraites moyennes de 360 francs à soixante ans. D'autre part, comme ils rendent des services à l'État pour l'observation de diverses lois de police de la pêche et pour certaines surveillances, le Parlement a voté des crédits, dont l'effet est de doubler les retraites dans l'avenir, et de majorer fortement les retraites en cours d'acquisition <sup>(3)</sup>.

### Ministère de la Guerre.

Les retraites des *ouvriers civils de la Guerre* sont régies par de nombreux décrets <sup>(4)</sup>. Elles ont pour bases les versements corrélatifs de l'État patron et des ouvriers, à raison de 4 0/0 des salaires, servant à constituer des livrets individuels à la Caisse nationale des

(1) Règlement des retraites des cantonniers de l'État.

(2) Règlement des retraites des ouvriers des Postes et Télégraphes.

(3) Voir les décrets sur les retraites des gardes communaux.

(4) Voir les décrets et règlements des retraites des ouvriers civils de la Guerre.

retraites. L'entrée normale de la pension est de soixante-cinq ans pour les hommes et de cinquante-cinq ans pour les femmes.

La retraite est garantie pour un minimum de 500 francs pour les hommes et de 360 francs pour les femmes. La pension des hommes est réversible pour un tiers sur la veuve, avec un minimum de 360 francs.

Des dispositions transitoires, plusieurs fois modifiées, ont été prises en faveur des ouvriers ne remplissant pas, vu leur âge, les conditions exigées par le règlement des retraites.

### Ministère de la Marine.

*Les ouvriers des arsenaux et établissements de la Marine* sont compris pour leurs retraites dans la loi du 8 août 1883, concernant les pensions du personnel non officier de la marine. Le droit à la retraite est acquis le plus souvent après 25 ans de service et à 50 ans d'âge; la durée du service militaire se cumule avec celle du service civil.

Les retraites sont de 600 francs pour les ouvriers, de 700 francs pour les chefs armuriers; elles augmentent de 7 fr. 50 ou de 10 francs par année de navigation, suivant le grade, jusqu'à un maximum de 750 francs ou de 900 francs. Les pensions sont réversibles respectivement pour des valeurs de 375 francs et 450 francs sur les veuves. Des tarifs spéciaux déterminent la valeur des pensions en cas de blessures ou infirmités contractées en service. Les ouvriers de la marine supportaient autrefois une retenue de 3 0/0 sur leurs salaires; depuis quelques années cette retenue n'est plus effectuée; le ministre de la Marine verse directement aux Finances une valeur de 3 0/0 sur le montant total des salaires.

Il existe dans la marine des anomalies qu'il serait urgent de faire disparaître. Des ouvriers en régie, attachés au service depuis de nombreuses années, n'ont pas de pensions, pas plus que les ouvrières des ateliers de la pyrotechnie, exposées pourtant à un travail dangereux.

Les *inscrits maritimes* ont droit après 25 ans de service ou de navigation à une pension servie par la *Caisse des invalides de la Marine* (1), moyennant une retenue de 3 0/0 de leur salaire versée à cette caisse.

---

(1) Loi sur les pensions des inscrits maritimes du 11 avril 1881.



Ces pensions dites *demi-soldes* sont allouées aux retraités par la Caisse des invalides ainsi qu'à des pensions aux veuves, des secours aux orphelins mineurs, et des suppléments accordés aux retraités pour chaque enfant âgé de moins de 10 ans.

La Caisse des invalides n'est pas organisée d'une manière rationnelle comme la Caisse nationale des retraites; elle perçoit une somme annuelle d'environ 1.900.000 francs pour servir 15 millions de pensions à environ 75.000 personnes. Ces versements ne sont nullement en rapport avec le taux des pensions; l'État est obligé de contribuer au paiement des retraites par une subvention de 11 millions par an, que l'on peut considérer comme représentant les ar-rérages des rentes des capitaux dont la Caisse des invalides a été plusieurs fois dépossédée (1).

L'on voit, par ce qui précède, les inégalités choquantes et l'absence de méthode qui se trouvent dans le régime des retraites des petits employés et ouvriers de l'État ou assimilés.

Une *Commission d'étude des revendications du personnel civil des établissements militaires* fonctionne au ministère de la Guerre, sous la présidence de M. Louis Ricard. Frappée des divergences entre tous les régimes des retraites des serviteurs de l'État, elle a conclu à l'unanimité qu'il y avait urgence à établir l'unification du régime de ces pensions et qu'il était du plus haut intérêt de provoquer le plus tôt possible une entente entre les divers départements ministériels en vue d'un examen d'ensemble du régime des retraites attribuées au personnel civil des établissements de l'État.

Le ministre de la Guerre a pressenti à ce sujet M. le ministre du Commerce, qui a dans ses attributions l'étude des projets concernant les retraites de vieillesse et d'invalidité. Celui-ci a fait connaître qu'il partageait cette manière de voir, et qu'il comptait saisir de la question les différents départements ministériels (2).

Il est vraiment à désirer que l'accord nécessaire ait lieu le plus rapidement possible.

#### Art. 28.

*Chacun des décrets ou arrêtés prévus à l'article précédent détermine le mode de liquidation des droits éventuels des bénéficiaires en vue du transfert de la valeur actuelle de ces droits, soit à la Caisse nationale des retraites ouvrières, soit à une des*

---

(1) Décret de réorganisation de la Caisse des invalides du 30 novembre 1897.

(2) Analyse d'une lettre du ministre de la Guerre.

*caisses visées au présent titre, dans les cas déterminés par le règlement d'administration publique prévu à l'art. 2, ou lorsque la caisse débitrice renonce à la constitution de la retraite.*

*Ce transfert est opéré d'après les tarifs de la Caisse nationale des retraites ouvrières.*

*En ce qui concerne les ouvriers et employés de l'État, régis au point de vue de la retraite par des lois spéciales et quittant le service avant liquidation de pensions, des règlements d'administration publique rendus sur le rapport des ministres du Commerce, des Finances et des ministres intéressés déterminent, sur des bases analogues, le mode de liquidation à la charge de l'État des droits éventuels des bénéficiaires, en vue du transfert de leur valeur actuelle soit à la Caisse nationale des retraites ouvrières, soit à une des Caisses visées au présent titre.*

Cet article contient des dispositions qui sont le pendant de celles déjà prévues pour les sociétés de secours mutuels. Un principe absolu doit dominer dans le fonctionnement de toutes les caisses et établissements de retraites, c'est que le travailleur puisse transférer ses droits acquis d'une caisse à une autre.

#### **Art. 29.**

*Les caisses d'épargne ordinaires et les sociétés d'assurances sur la vie, mutuelles ou à primes, sont admises à assumer la gestion des caisses visées au présent titre, à charge de se soumettre au préalable pour cette gestion à la surveillance prévue au dernier alinéa du § 2 de l'art. 27.*

*Elles peuvent, dans des conditions générales déterminées par un décret rendu sur la proposition des ministres du Commerce et des Finances, après avis du Conseil supérieur des retraites ouvrières, être agréées par le ministre du Commerce pour assurer directement les retraites prévues par la présente loi, à charge de se soumettre au préalable à la surveillance visée par le § 2 de l'art. 27 et de garantir des retraites de vieillesse au moins égales à celles de la Caisse nationale des retraites ouvrières. Les versements faits alors dans leurs caisses, du consentement des ouvriers et employés intéressés par les chefs d'entreprise, libèrent ces derniers des appositions de timbres-retraite visées à l'art. 4.*

La plus grande liberté règne pour le choix des organismes des retraites, mais à une condition essentielle, c'est que ces retraites soient absolument à l'abri de toute éventualité. Les Compagnies d'assurances sur la vie, en particulier, doivent donc remplir des conditions spéciales ; d'ailleurs, le texte qui les concerne sera modifié quand la loi sur le contrôle des Compagnies d'assurances sur la vie, déjà voté par la Chambre, le sera par le Sénat.

Quant aux caisses d'épargne, elles sont régies par une loi spéciale.

#### Art. 30.

*Les retraites des ouvriers et employés de l'agriculture régies par le titre VI ci-après peuvent être assurées, indépendamment de la Caisse nationale des retraites ouvrières et des caisses prévues au présent titre, par tout syndicat professionnel agricole constitué en conformité de la loi du 21 mars 1884, comportant un conseil d'administration composé pour moitié au moins de représentants des ouvriers et employés intéressés et agréé par le ministre du Commerce dans les conditions générales déterminées par un décret rendu sur la proposition des ministres du Commerce, des Finances et de l'Agriculture, après avis du Conseil supérieur des retraites ouvrières.*

Cet article ne fait que prévoir, pour les retraites des ouvriers et employés de l'agriculture, un organisme qui leur est propre, les syndicats professionnels agricoles, qui doivent nécessairement remplir les conditions énumérées précédemment, en dehors de conditions qui leur soient propres.

### § 3. — DISPOSITIONS COMMUNES.

#### Art. 31.

*Les versements à faire aux sociétés de secours mutuels ou aux autres caisses régies par le présent titre doivent être effectués par l'employeur en numéraire, aux époques fixées par les art. 4 et 48.*

*L'emploi de ces fonds est déterminé, pour les caisses prévues aux art. 27, 29 et 30, par un règlement d'administration publique rendu sur la proposition des ministres du Commerce et*

*des Finances, après avis du Conseil supérieur des retraites ouvrières.*

*Sur toutes les sommes reçues en conformité du présent titre, les sociétés ou caisses y mentionnées doivent, en vue des déficits qui pourraient survenir dans leur gestion, effectuer immédiatement un prélèvement pour la constitution d'un fonds spécial de garantie administré, sous l'autorité du ministre du Commerce, par la section permanente du Conseil supérieur des retraites ouvrières et géré par la Caisse des dépôts et consignations; la quotité de ce prélèvement est fixée tous les cinq ans par la loi de finances.*

Cette mesure est analogue à celle qui se trouve déjà appliquée dans la loi des accidents, et par laquelle les industriels passibles de la loi supportent une majoration de 4 0/0 sur leurs patentes, pour assurer la solvabilité des pensions des ouvriers victimes d'accidents.

Le fonds de garantie institué devra subvenir aux découverts éventuels de frais de gestion des caisses privées et aux frais de surveillance; cette double affectation est identique à celle que reçoit le fonds de réserve et de garantie des caisses d'épargne.

#### **Art. 32.**

*Sont applicables à toutes les retraites constituées en conformité du présent titre les dispositions du titre V ci-après.*

*Les caisses visées à l'art. 27 sont douées de la personnalité civile.*

Du moment que toutes les caisses privées font le service complet des retraites normales et de pensions d'invalidité, il était indispensable de leur donner la personnalité civile, pour éviter les difficultés d'interprétations ultérieures.

### **TITRE IV**

#### **Dispositions générales.**

#### **Art. 33.**

*Les retraites et allocations acquises en vertu de la présente loi sont incessibles et insaisissables. Toutefois l'incessibilité ne s'ap-*

*plique pas aux arrérages affectés à l'hospitalisation dans un établissement public.*

Les retraites, ayant un caractère absolu de prévoyance pour les bénéficiaires, doivent être à l'abri des manœuvres trop fréquentes d'hommes d'affaires véreux, et ne peuvent être détournées de leur objet. Elles doivent donc être incessibles et insaisissables. Cette mesure est d'ailleurs appliquée, en principe, aux pensions de l'État et aux pensions de la Caisse nationale de retraites pour la vieillesse jusqu'à concurrence de 360 francs.

Une exception fort naturelle a été faite pour le cas où des retraités voudraient consacrer le montant de leur pension à l'hospitalisation dans un établissement offrant toute garantie.

#### *Art. 34.*

*L'État, les départements, les communes et les établissements publics, pour tous ceux de leurs ouvriers et employés qui ne sont pas régis au point de vue de la retraite par des lois spéciales, sont soumis à la présente loi, sauf application du § 3 de l'art. 27.*

La présente loi est applicable à tous les ouvriers; ceux employés par l'État ne peuvent y faire exception, pas plus que ceux des organisations administratives considérées comme des employeurs. Quant à ceux qui sont régis par des lois spéciales, ils doivent avoir de ce fait des avantages au moins égaux à ceux de la loi actuelle, autrement il en résultera la nécessité de modifier convenablement ces lois.

Il est également nécessaire que les ouvriers de l'État ne perdent pas les avantages conférés par la présente loi, quand ils quittent le service avant la liquidation de leurs pensions, ce qui arrive encore assez fréquemment, notamment dans les arsenaux de la Marine. Il y a un principe dominant en matières de retraites, on l'a vu du reste lors de la liquidation des Caisses de retraites des ouvriers mineurs, c'est que tout travailleur, qui a fait des versements pour sa retraite, doit pouvoir conserver les droits à la quotité de pension qu'il s'est ainsi constituée. Il est déplorable de voir les employés de l'État perdre tous les droits acquis par les retenues obligatoires sur leurs traitements, quand ils quittent le service avant le moment fixé pour la retraite, ou les veuves privées de leurs droits à la pension, quand le décès a lieu avant cette époque.

Des règlements spéciaux détermineront les règles à suivre dans chaque circonstance.

*Art. 35.*

*Tout ouvrier ou employé soumis à la présente loi peut effectuer des versements personnels supplémentaires en vue de la retraite. Ces versements sont effectués soit aux caisses visées par le Titre III, soit à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse. Les versements effectués à cette dernière caisse sont régis par la loi du 20 juillet 1886.*

*La liquidation anticipée de cette retraite supplémentaire est obtenue de plein droit, lorsqu'il y a invalidité reconnue dans les termes du titre II ci-dessus.*

Il est naturel qu'en dehors de leurs versements obligatoires, des travailleurs puissent par des versements supplémentaires augmenter leur retraite future. La seule caisse qui leur soit actuellement avantageuse est la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse qui constitue encore les pensions au taux de 3 1/2 0/0, tandis que la Caisse nationale des retraites ouvrières ne pourra, comme on l'a vu, donner vraisemblablement que le taux de 3 0/0. Le versement supplémentaire à cette Caisse serait donc moins avantageux.

*Art. 36.*

*Tout ouvrier ou employé en jouissance de la retraite condamné à un emprisonnement de plus de 3 mois n'a plus droit, jusqu'à sa libération, aux majorations budgétaires prévues aux art. 12, 21 et 45.*

Le retraité qui se trouverait dans la situation prévue retrouverait tous ses droits à l'expiration de sa peine.

*Art. 37.*

*Les certificats, actes de notoriété et toutes autres pièces relatives à l'exécution de la présente loi sont délivrés gratuitement et dispensés des droits de timbre et d'enregistrement.*

*Un décret réglera le tarif postal réduit applicable aux objets de correspondance adressés ou reçus par la Caisse nationale des retraites ouvrières et les caisses assimilées pour l'exécution de la présente loi.*

*Le payement des majorations et allocations prévues aux art.*

*12, 21, 23 et 45 pourra être effectué gratuitement par l'entremise des bureaux de poste.*

Il y a le plus grand intérêt pour tous à ce que le service des pensions se fasse le plus économiquement possible pour les intéressés. Des exemptions fiscales de cette nature sont déjà faites pour les sociétés de secours mutuels. La loi en pose le principe; un décret réglera les conditions d'application d'un tarif postal réduit, ainsi que d'utilisation des bureaux de poste pour le paiement des pensions.

*Art. 38.*

*Est traduit devant le tribunal correctionnel et passible d'une amende de cinquante francs (50 fr.) à cinq cents francs (500 fr.) tout employeur ayant omis les appositions de timbres-retraite ou les versements prescrits par la présente loi.*

*En cas de récidive dans l'année qui suit une précédente infraction, le maximum est toujours appliqué.*

*Sont passibles d'une amende de cent à deux mille francs (100 à 2.000 fr.) et d'un emprisonnement de trois à quinze jours les administrateurs, directeurs ou gérants de toutes sociétés ou caisses recevant des versements pour les retraites visées par la présente loi sans s'être conformés aux dispositions du titre III.*

*L'art. 463 du Code pénal est applicable.*

Il est nécessaire d'établir des pénalités sérieuses pour toutes les infractions commises par les employeurs qui auront voulu se soustraire à la loi ou mettre obstacle à son application. Mais comme, surtout au début de son fonctionnement, des infractions peuvent être commises de bonne foi ou par ignorance, il a paru juste d'y pouvoir appliquer l'art. 463 du Code pénal.

*Art. 39.*

*Toutes les contestations relatives à la quotité des salaires servant de base à la retraite, aux appositions de timbres-retraite ou aux versements exigibles, sont jugées en dernier ressort par le juge de paix du canton où doit avoir lieu le paiement du salaire. Ces décisions peuvent être déférées à la Cour de cassation pour violation de la loi.*

*Les ouvriers et employés intéressés peuvent, devant la même juridiction et dans les mêmes conditions, répéter contre leurs employeurs, pendant un délai de trois ans, le montant des tim-*

*bres-retraite qui auraient dû être effectués à leur profit d'après la présente loi. Ils ont droit, à titre de dommages-intérêts, au double du montant desdites répétitions, sans pouvoir renoncer d'avance ni à ces répétitions, ni à ces dommages-intérêts. Le montant des répétitions doit faire immédiatement, par les soins de l'employeur, l'objet d'apposition des timbres-retraite sur la carte d'identité ou de versements aux caisses prévues par le titre III. Le montant des dommages-intérêts est directement remis aux intéressés.*

*Le délai de trois ans ci-dessus spécifié est réduit à six mois à l'égard des employeurs qui soumettent tous leurs carnets de paye au contrôle administratif déterminé par décret rendu sur la proposition du ministre du Commerce.*

#### *Art. 40.*

*Toutes les contestations relatives à la liquidation normale ou anticipée des retraites de vieillesse sont soumises aux tribunaux civils; elles sont jugées en dernier ressort comme affaires sommaires, au rapport d'un juge, le ministère public entendu; l'assistance de l'avoué n'est pas obligatoire.*

*L'assistance judiciaire est accordée de droit aux ouvriers ou employés dans toutes les instances ouvertes en application du présent article.*

Ces deux articles déterminent les juridictions devant lesquelles seront portées toutes les contestations relatives à la loi. Les formalités sont réduites à leur plus simple expression, les questions soulevées ne pouvant que bien rarement soulever de sérieuses difficultés. Ils fixent en outre les indemnités accordées aux travailleurs, pour les préjudices causés pour insuffisance de versements des employeurs; ceux-ci sont encouragés à tenir des carnets de paye qui seraient d'une grande utilité pour prévenir bien des contestations.

#### *Art. 41.*

*Un règlement d'administration publique rendu sur la proposition du ministre du Commerce, après avis du Conseil supérieur des retraites ouvrières, détermine les mesures d'exécution relatives à la gestion administrative de la Caisse nationale des retraites ouvrières ainsi qu'à l'application de la présente loi.*

*Il règle les conditions de distribution et de centralisation des cartes d'identité et les conditions de vente des timbres-retraite ainsi*



que le mode de justifications prévues aux art. 17, 18 et 45.

Il peut instituer des succursales régionales et organiser des modalités complémentaires de versements, ou de paiements, notamment par l'intermédiaire de sociétés de secours mutuels appelées à concourir aux encaissements et aux paiements de la Caisse nationale des retraites ouvrières par voie de compte courant spécial à la Caisse des dépôts et consignations.

Le ministre du Commerce établit la statistique de toutes les opérations effectuées en exécution de la présente loi et en résume les résultats dans un rapport annuel qui est adressé au Président de la République et qui rend compte de l'application générale de la loi. Ce rapport est publié au Journal officiel et distribué aux Chambres.

#### Art. 42.

Un règlement d'administration publique rendu sur la proposition du ministre des Finances, après avis de la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations, détermine les mesures d'exécution relatives à la gestion financière de la Caisse nationale des retraites ouvrières.

De nombreux et importants règlements d'administration publique, mentionnés dans plusieurs articles qui précèdent, sont nécessaires pour l'application des dispositions établies par le texte de la loi. Comme nous l'avons déjà dit, il est impossible et même dangereux de prévoir par la loi elle-même tous les détails d'exécution, d'autant plus que la pratique peut mettre en évidence certains inconvénients des mesures de détail adoptées, et qu'il sera toujours plus facile de modifier un décret qu'un texte de loi.

#### Art. 43.

A dater de l'entrée en vigueur de la présente loi, sont abrogées pour l'avenir toutes les dispositions contraires, notamment l'art. 3 de la loi du 27 décembre 1895, le titre II de la loi du 29 juin 1894, l'art. 2 de la loi du 27 décembre 1890, en ce qui touche les retraites, et, en ce qui concerne les bénéficiaires de la présente loi, les dispositions de la loi du 31 décembre 1895 sur les majorations de retraites, et du deuxième alinéa de l'art. 11 de la loi du 20 juillet 1886, sur la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

Il n'est rien innové à la législation en vigueur sur cette dernière

*Caisse et sur la Caisse nationale d'assurance en cas de décès.*

*Pour les retraites en cours d'acquisition dans les termes du titre II de la loi du 29 juin 1894 ou de l'art. 2 de la loi du 27 décembre 1890, un règlement d'administration publique, rendu sur la proposition des ministres du Commerce, des Travaux publics et des Finances, détermine les conditions dans lesquelles, pour les employés et ouvriers qui viendraient à quitter les mines ou les chemins de fer, la réserve mathématique peut être maintenue à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou bien transférée à la Caisse nationale des retraites ouvrières ou aux différentes Caisses visées au titre III.*

Il est de toute évidence que la loi actuelle ne peut altérer en rien la situation légale de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse à laquelle se sont adressées et continueront à s'adresser beaucoup de personnes auxquelles la présente loi n'est pas applicable.

Il est également évident que les majorations prévues par la loi sur la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse et par la loi du 31 décembre 1895 spéciales à cette Caisse, ne peuvent s'appliquer aux bénéficiaires de la Caisse nationale des retraites ouvrières qui jouissent de ces majorations spéciales.

Le second paragraphe de l'art. 43 contient pour les ouvriers des mines et des chemins de fer des dispositions analogues à celles prévues pour les ouvriers de l'État à l'art. 27; on remarquera que l'abaissement du taux de 3 1/2 0/0 de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse au taux probable de 3 0/0 de la Caisse nationale des retraites ouvrières aura pour résultat de diminuer le montant de la pension, ce qui est inadmissible, et par suite qu'une subvention spéciale sera à prévoir.

## TITRE V

### Dispositions transitoires.

#### Art. 44.

*La présente loi ne sera applicable qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier qui suivra la publication des règlements d'administration publique prévus pour son exécution.*

Cette disposition est évidemment obligatoire ; ce sera le rôle et le devoir du Gouvernement de hâter l'exécution des règlements d'administration publique nécessaires pour le fonctionnement de la loi.

*Art. 45.*

*Les ouvriers et employés et les anciens ouvriers et employés visés à l'article premier, ayant à cette date 65 ans au moins et depuis cinq ans au moins de nationalité française, recevront une allocation viagère annuelle s'ils justifient de trente années de travail, dans les conditions prévues par un règlement d'administration publique rendu sur le rapport des ministres du Commerce et des Finances. La durée du service militaire est réputée à cet égard équivalente à une même durée de travail.*

*Cette allocation sera de 50 francs la première année. Elle croîtra de 4 francs chaque année jusqu'à ce qu'elle atteigne le chiffre de 120 francs pour les ouvriers et employés de l'industrie et du commerce, et de 100 francs pour les ouvriers et employés de l'agriculture.*

Avec le système de la capitalisation, et même jusqu'à un certain point avec celui de la répartition, des dispositions transitoires sont nécessaires jusqu'au plein fonctionnement de la loi, car il y aura toujours lieu d'établir une différence entre les travailleurs qui auront supporté les versements intégraux obligatoires, et ceux qui, en raison de leur âge, n'en auront effectué qu'une partie.

Tout ce qui précède ne s'applique qu'au régime régulier et permanent de la loi, qui ne commencera à se produire que trente ans après la mise en application, sauf pour les pensions d'invalidité accordables au bout de deux ans et les allocations en cas de décès qui ont leur effet immédiat. Il est évident qu'une telle loi, si ses effets ne se produisaient que dans un avenir aussi éloigné, répondrait fort peu à ce qu'en attendent les travailleurs pour qui elle est faite. Il est donc indispensable que, par des dispositions transitoires, on assure des avantages sérieux aux travailleurs qui se sont trouvés dans l'impossibilité de remplir les conditions exigées pour bénéficier de la loi, soit en raison de leur âge, soit en raison de l'insuffisance de leurs versements.

« Les employeurs considérés comme une collectivité payent aujourd'hui la dette générale du travail, du commerce, de l'industrie envers tous les travailleurs actifs ; mais cette dette est due depuis

longtemps ; elle est en fait reconnue par la loi, et dès lors la société ne peut se dérober aux obligations qui en résultent. Seulement comme il est impossible de délimiter la part exacte de chacun, c'est la société tout entière, c'est l'État qui doit s'acquitter de ce règlement, en le fixant d'après cette seule considération, c'est qu'il ne soit pas trop lourd à supporter. En conséquence, les dispositions transitoires suivantes vont régler le montant des pensions de retraites, ou mieux des allocations viagères aux travailleurs qui ne rentrent pas dans le cadre régulier de la loi. Il n'y a pas à craindre de contradiction, malgré l'apparence première, entre le caractère des pensions de retraites, fruit de la prévoyance et celui des allocations, sacrifice volontaire de la société, car il n'a pas dépendu des travailleurs, qu'ils ne fussent plus tôt mis à même de faire les versements exigés, et ces allocations ne sont qu'une partie du remboursement d'une dette contractée par les générations antérieures<sup>(1)</sup>.

Pour la fixation de ces allocations la Commission a été limitée par des considérations purement financières ; ce n'est qu'après bien des hésitations qu'elle a adopté le chiffre de 50 francs pour la première année, ne voulant pas arrêter le premier fonctionnement de la loi à son début. Cette allocation minime représente pourtant une dépense qui peut être évaluée à 60 millions dès la première année. Cette allocation ira en grossissant de 4 francs chaque année jusqu'à ce qu'elle atteigne le montant des allocations attribuables en régime normal aux travailleurs du commerce, de l'industrie et de l'agriculture. Chaque année la nouvelle couche des travailleurs, qui bénéficieront des avantages de la loi, aura des retraites plus fortes comme provenant de versements plus nombreux avec des allocations croissantes, de telle sorte que les retraites des travailleurs iront en augmentant chaque année, le régime transitoire passant graduellement au régime normal et permanent. Les charges qui résulteront des allocations de l'État s'élèveront vraisemblablement à environ 230 millions au bout de trente ans et feront sentir encore leur effet pendant environ vingt ans jusqu'au moment où tous les titulaires de ces allocations ayant disparu, les charges de l'État seront demeurées celles du régime constant, environ 90 millions<sup>(2)</sup>.

---

(1) Voir Paul Guleysse. — Rapport de la Commission de prévoyance, etc., 1900 (*Bulletin des accidents du travail et des assurances sociales*, 1900, p. 104).

(2) Voir à ce sujet : Exposé des conséquences financières dans les documents placés à la suite du rapport.

*Art. 46.*

*L'âge de la jouissance de l'allocation prévue à l'article précédent sera successivement abaissé jusqu'à 61 ans dans les conditions suivantes pour les ouvriers et employés âgés au moment de la promulgation de la loi, savoir :*

|                                    |                  |
|------------------------------------|------------------|
| <i>De 47 ans à 54 ans. . . . .</i> | <i>à 64 ans.</i> |
| <i>De 44 ans à 46 ans. . . . .</i> | <i>à 63 ans.</i> |
| <i>De 36 ans à 40 ans. . . . .</i> | <i>à 62 ans.</i> |
| <i>De 31 ans à 35 ans. . . . .</i> | <i>à 61 ans.</i> |

Ce sont également des considérations financières qui ont forcé la Commission à partir de l'âge de 65 ans pour accorder les premières allocations. En adoptant dès le début l'âge de 60 ans, le budget aurait eu à supporter une charge initiale de plus de 100 millions, ce qui n'a pas paru possible dans l'état actuel de nos finances. Il a paru plus sage, malgré la légitimité des impatiences, de procéder par étapes, et en partant de l'âge de 65 ans de descendre progressivement à l'âge de 60 ans à la fin de la première période de trente ans, où commencera le fonctionnement normal de la loi.

*Art. 47.*

*Les versements prescrits par les art. 4 et 6 doivent, dès l'entrée en vigueur de la présente loi, être effectués par les ouvriers et employés visés à l'art. 45, jusqu'aux âges d'entrée en jouissance respectivement fixés par l'article précédent.*

*Est, pour les mêmes ouvriers et employés, reculé jusqu'auxdits âges, l'âge fixé par les art. 3 et 17.*

*Un règlement d'administration publique rendu sur la proposition des ministres du Commerce, des Finances et des Travaux publics détermine les conditions dans lesquelles les dispositions du titre IV de la loi du 29 juin 1894 et de la loi du 31 mars 1903 (art. 84 à 99) peuvent continuer à être appliquées aux ouvriers et employés des mines qui se trouvent régis par le présent titre.*

Par cet article sont mieux définies les situations des ouvriers et employés, pendant la période transitoire, au point de vue de leurs versements.

## TITRE VI

**Retraite des ouvriers et employés de l'agriculture.***Art. 48.*

*Pour les ouvriers et employés de l'agriculture, le versement pour la retraite est uniformément de cinq centimes par jour de travail salarié, dont moitié à fournir par l'exploitant lui-même et moitié à prélever par lui sur le salaire avant paiement.*

*Suivant que les travailleurs sont employés à titre permanent ou intermittent, les versements sont opérés sur déclarations trimestrielles de l'exploitant ou par voie d'apposition de timbres-retraites lors de chaque paye sur cartes d'identité et effectuées, soit à la Caisse nationale de retraites ouvrières, soit aux caisses visées au titre III.*

*Un règlement d'administration publique rendu sur la proposition des ministres du Commerce, des Finances et de l'Agriculture, détermine les conditions de ces divers versements.*

Nous avons vu la nécessité d'établir un régime spécial (art. 7), pour les ouvriers agricoles dont les conditions de travail sont trop différentes de celles des autres travailleurs pour pouvoir être soumis à des dispositions identiques. Les principes fondamentaux restent bien entendu les mêmes, les applications seules diffèrent quelque peu.

Dans la plus grande partie des exploitations agricoles, il n'y a pas de comptabilité régulière ou du moins comparable à celle que doivent tenir tout industriel ou commerçant. De plus, les salaires sont faibles, souvent difficilement appréciables, car une partie en est fréquemment payée en nature; c'est même une règle très suivie. Dans ces conditions, la Commission a préféré renoncer au prélèvement de 2 0/0 sur les salaires et adopter un versement uniforme de 5 centimes par jour, dont moitié à la charge de l'employeur et moitié à celle de l'ouvrier ou de l'employé. A raison de 300 jours de travail cela représente une charge de 7 fr. 50 facilement supportable en regard des avantages qui en ressortent. Ce versement correspond, dans l'hypothèse d'une retenue de 2 0/0 à un salaire moyen de 375 francs.

*Art. 49.*

*Les sommes versées au compte des ouvriers et employés agricoles sont capitalisées et les retraites de vieillesse sont liquidées dans les conditions prévues aux titres I, III et IV ci-dessus.*

*L'État majorera d'une somme de 100 francs la retraite acquise aux ouvriers et employés de l'agriculture, pourvu que des versements aient été effectués au compte de l'intéressé pendant trente années au moins, à raison de 6 francs au minimum par année, y compris les versements complémentaires autorisés dans les conditions fixées par le règlement d'administration publique prévu à l'art. 41.*

*La retraite qui, calculée sur la base du capital aliéné, avec entrée en jouissance à l'âge déterminé par la présente loi et ainsi majorée, n'atteindrait pas 240 francs, fera l'objet d'une majoration complémentaire l'élevant à ce chiffre.*

*Inversement, la majoration de l'État ne s'appliquera que dans la mesure nécessaire pour porter à 240 francs la retraite calculée dans les conditions déterminées au présent alinéa.*

Le nombre des versements annuels n'a pas changé, c'est ce qui définit la qualité du travailleur; mais la valeur minimum, eu égard à la modicité du versement, en a été abaissée à 6 francs, valeur qui, dans l'hypothèse d'une retenue de 2 0/0, ne correspond plus qu'à un salaire de 300 francs.

Par contre la majoration de l'État a été abaissée de 120 francs à 100 francs, de même que le minimum de retraite garanti a été réduit de 360 francs à 240 francs, en tenant aussi compte de ce fait, c'est que la vie est beaucoup moins chère à la campagne qu'à la ville et que le travailleur agricole a des facilités d'existence totalement inconnues à celui des villes. Il n'y a pas seulement à considérer une question de chiffres, mais aussi à apprécier les difficultés qui seront plus grandes pour les ouvriers des campagnes que pour ceux des villes. Moins groupés, moins au courant de leurs droits, se défiant des innovations, les ouvriers des campagnes auront à faire sur eux-mêmes de grands efforts au moins dans les premiers temps, sans compter la résistance qu'ils trouveront chez ceux qui les emploient.

*Art. 50.*

*Les retraites d'invalidité sont liquidées dans les conditions prévues au titre II. Toutefois la majoration spécifiée à l'art. 21*

*ne peut atteindre que 75 francs et dans la mesure nécessaire pour parfaire, y compris la retraite, un revenu personnel de 150 francs, indépendamment de tout salaire en argent ou en nature.*

C'est par suite des considérations qui précèdent que la majoration des retraites d'invalidité a été abaissée de 100 francs à 75 francs et le revenu personnel réduit de 200 francs à 150 francs, les autres conditions restent les mêmes.

#### *Art. 51.*

*Sont applicables aux ouvriers et employés de l'agriculture les dispositions de l'art. 23 et les dispositions transitoires du titre V.*

*Si leurs versements, en conformité de la présente loi, ont été effectués depuis au moins cinq années consécutives, ils ont droit aux majorations respectivement prévues aux articles 21 et 50. Toutefois, en cas d'invalidité reconnue dans les termes du titre II, la majoration est calculée à raison de 15 francs pour chaque année de versements au-dessus de cinq.*

Les dispositions transitoires sont appliquées dans leur intégralité aux ouvriers agricoles; il n'y avait pas lieu de modifier l'allocation de l'État, vu sa modicité surtout au début. Les ouvriers agricoles arriveront plus promptement que ceux de l'industrie à toucher leur allocation intégrale pour la retraite.

Sont également applicables aux ouvriers et employés de l'agriculture les allocations en cas de décès, ainsi que les mesures garantissant des retraites d'invalidité, mais dans des conditions légèrement différentes de celles appliquées pour le commerce et l'industrie, ce qui est justifié par la nature spéciale des travaux agricoles.

## TITRE VII

### **Des versements facultatifs pour la retraite.**

#### *Art. 52.*

*Les colons partiaires, métayers et bordiers, les domestiques attachés à la personne, les artisans faconniers, les commerçants ou cultivateurs travaillant habituellement seuls ou n'employant ha-*



*bituellement que des membres de leur famille, et généralement toutes personnes de nationalité française non visées par les articles précédents, qui ne sont pas imposés à la contribution personnelle-mobilière au-dessus d'une somme déterminée par règlement d'administration publique, rendu sur la proposition des ministres du Commerce et des Finances, sont admis ainsi que les femmes ou veuves des ouvriers et employés visés aux art. 1 et 44 ou des ouvriers et employés étrangers immatriculés depuis plus de cinq ans, à opérer trimestriellement des versements à la Caisse nationale des retraites ouvrières ou aux sociétés et caisses prévues au titre III pour se constituer ou constituer aux membres de leur famille travaillant habituellement avec eux des retraites de vieillesse. Ces versements ne peuvent être inférieurs à 3 francs par trimestre pour chaque compte, ni, s'ils sont effectués à la Caisse nationale des retraites ouvrières, excéder 500 francs par an.*

*Le règlement d'administration publique prévu à l'art. 41 déterminera les conditions dans lesquelles ils pourront être remplacés par apposition de timbres-retraite sur des cartes d'identité spéciales.*

*Les dispositions des deux paragraphes précédents sont applicables aux étrangers dans les conditions de l'art. 6.*

La qualité de travailleur n'est pas définie, comme nous l'avons déjà fait remarquer, par le fait de recevoir un salaire d'un employeur. L'énumération précédente ne contient et ne peut contenir toutes les catégories des travailleurs aussi intéressants que les salariés. C'est pourquoi la Commission a fait entrer d'une manière générale dans le cadre de la loi tous les travailleurs qui ne paraissent pas jouir d'une aisance suffisante pour leur permettre de prendre facilement sans encouragement des mesures de prévoyance pour l'avenir, mais toute liberté leur est laissée pour profiter, à leur convenance, des bénéfices de la loi.

La qualité de travailleur du père de famille est attachée à la femme et aux enfants. Pour la femme, elle ne peut être toujours salariée régulièrement, les soins du ménage et des enfants l'empêchant de faire un travail extérieur. Pour les enfants qui souvent travaillent avec le père, il ne faut pas les priver des avantages qu'ils retireraient en étant employés autrement. D'autre part, le père de famille ne peut être imposé d'office pour sa femme et ses enfants. Il est, avec eux, le meilleur juge des intérêts communs, aussi l'obligation n'était plus possible dans ces conditions.

Les versements de toutes ces catégories de travailleurs sont facultatifs; ils doivent avoir seulement un caractère sérieux, et leur valeur minimum a été en conséquence fixée à 3 francs par trimestre. Un maximum a dû être également fixé pour écarter toute idée de spéculation, comme pour la Caisse nationale de retraites pour la vieillesse.

Les dispositions de cet article sont également applicables aux étrangers.

*Art. 53.*

*L'État majorera d'une somme de 120 ou de 100 francs, selon le cas, toutes les pensions de retraites acquises en vertu de l'article précédent jusqu'à concurrence d'une valeur de 360 ou de 240 francs, pourvu que des versements aient été effectués au compte des intéressés pendant trente années au moins.*

*Art. 54.*

*Les titulaires de comptes régis par le présent titre ont droit à la liquidation anticipée de leur retraite dans les conditions prévues au titre II, quand ils ne sont plus en état de gagner le tiers du salaire courant des manœuvres dans la région où ils ont résidé le plus longtemps pendant les cinq dernières années.*

Ces deux articles rendent simplement applicables aux déposants facultatifs de l'article précédent toutes les dispositions relatives aux majorations de pensions normales et des retraites d'invalidité.

## TITRE VIII

### **Moyens financiers.**

*Art. 55.*

*Il sera pourvu aux différentes allocations prévues par la présente loi et aux frais de son application au moyen d'un crédit annuel ouvert à un budget annexe du budget du ministère du Commerce et d'un fonds de bonifications administré, sous l'autorité du ministre du Commerce, par la section permanente du*

*Conseil supérieur des retraites ouvrières et géré par la Caisse des dépôts et consignations.*

*Le fonds de bonifications est alimenté :*

- 1° Par les versements prévus aux art. 5, 6, 14 et 24;*
- 2° Par les capitaux prévus au dernier alinéa de l'art. 15;*
- 3° Par les sommes visées à l'art. 24;*
- 4° Par le montant des amendes prévues à l'article 38;*
- 5° Par les arrérages non perçus prescrits au bout de cinq ans, conformément à l'art. 2277 du Code civil;*
- 6° Par la portion non employée annuellement du revenu visé à l'art. 4 de la loi du 31 décembre 1895;*
- 7° Par le produit annuel des valeurs postales prescrites en exécution de l'art. 3 de la loi du 4 août 1898;*
- 8° Par le produit annuel des sommes atteintes par la déchéance spécifiée à l'art. 43 de la loi du 16 avril 1895;*
- 9° Par les dons et legs qui peuvent être faits à l'État, avec affectation audit fonds.*

*Il supporte le prélèvement des frais de gestion administrative et financière de la Caisse nationale des retraites ouvrières.*

*Il est placé dans les conditions prévues à l'article 11 et ses disponibilités sont comprises dans le maximum visé au dernier alinéa dudit article.*

*Cet article fixe le mécanisme financier de la loi, surtout dans ses conséquences budgétaires. Nous en avons vu l'importance.*

*Le fonds de bonification servira à la majoration spéciale des retraites des ouvriers étrangers prévue à l'art. 5, et supportera au moins en partie les frais de gestion de la Caisse nationale des retraites ouvrières. Quant à son alimentation, elle est rationnelle et ne donne lieu à aucune remarque particulière après tout ce qui a été dit à propos des articles précédents.*

#### *Art. 56.*

*En cas d'insuffisance des ressources budgétaires, les sommes nécessaires au service des dispositions transitoires pourront être fournies chaque année, dans une proportion déterminée par la loi de finances, par la Caisse nationale des retraites ouvrières au taux d'intérêt annuel fixé par les tarifs de cette Caisse.*

*Cette disposition a un double but, celui de donner au Gouvernement plus de latitude pour le règlement annuel des charges de la*

période transitoire lui incombant, qui peut être fait en partie au moyen des disponibilités budgétaires, et celui de ne pas recourir, dès le début de la loi, et avant même qu'elle ait commencé à fonctionner, à des majorations des impôts existants.

La Caisse nationale des retraites ouvrières recueillera la plus grosse part des 300 millions versés chaque année par les ouvriers et par les patrons. Le Gouvernement, d'accord avec le Parlement, aura la faculté d'emprunter une partie de ces capitaux, mais seulement pour la période transitoire. Cela n'a aucun rapport, même lointain, avec la *répartition*; c'est un emprunt bien déterminé fait à la Caisse nationale des retraites ouvrières et à un taux fixé à l'avance, précisément celui des tarifs de cette Caisse.

Après ces commentaires sur le texte des différents articles, il nous reste à examiner rapidement les conséquences financières de la loi.

Elles ont été l'objet d'un examen très approfondi de M. Weber, actuaire de la Direction de l'assurance et de la prévoyance sociales au ministère du Commerce, que nous ne saurions trop remercier de l'activité qu'il a mise à donner à la Commission les renseignements qui lui étaient nécessaires au fur et à mesure qu'elle apportait des modifications au texte de la loi.

Ce n'est pas en effet sans des études et des comparaisons approfondies que la Commission s'est arrêtée au principe d'un minimum de retraite garantie, 360 francs pour les travailleurs du commerce et de l'industrie et 240 francs pour ceux de l'agriculture. Ce sont des considérations purement financières qui l'ont fait renoncer au chiffre de 720 francs adopté primitivement pour ce minimum. Ce sont ces mêmes considérations qui lui ont fait adopter la valeur de 50 francs pour la première allocation de la période transitoire.

On trouvera dans les notes du ministère du Commerce tous les renseignements voulus sur ces questions (1).

La rente garantie (360 fr.) pour les ouvriers du commerce et de l'industrie correspond au salaire annuel de 900 francs. Tous les ouvriers ayant un salaire moindre recevront la subvention nécessaire pour porter à 360 francs la rente acquise par les versements faits en leur nom. Pour tous ceux qui ont des salaires supérieurs, la majoration de l'État sera inutile; la rente obligatoire la plus forte acquise par un travailleur ayant un salaire de 2.400 francs est de 960 francs environ.

---

(1) Voir les renseignements techniques, statistiques et financiers annexés au rapport.

Pour les ouvriers agricoles, la valeur minimum garantie (240 fr.) répond à un salaire annuel de 600 francs environ.

¶ La détermination approchée du nombre des pensionnaires était un problème fort délicat, à cause de l'insuffisance des données.

Cependant les résultats, d'après la discussion analytique à laquelle ils ont été soumis, peuvent être considérés comme étant très suffisamment exacts. Nous partons de 192.000 bénéficiaires pour l'industrie et le commerce, de 288.000 pour l'agriculture, soit au total 480.000 pensionnés. Après trente ans, au début de la période normale, nous en aurons 1.952.000 pour arriver à un total de 2.218.000 en période constante, dont 1.382.000 pour l'industrie et le commerce et 836.000 pour l'agriculture. De sérieuses observations sont à faire sur le nombre des bénéficiaires au début; en effet, ce nombre a été fourni par le dénombrement de la population de 1896, qui a laissé forcément de côté un nombre considérable de personnes qui ne faisaient plus partie de la partie active des travailleurs. Il n'en sera plus de même dans l'avenir; le nombre des bénéficiaires atteindra son plein, fourni par tous les travailleurs actifs au-dessus de 60 ans, et au moment de la mise en application de la loi, la partie inactive des travailleurs âgés de 60 ans viendra réclamer ses droits en justifiant d'une vie de labeur.

Les nombres du début doivent donc être considérablement augmentés; nous avons demandé qu'ils fussent doublés pour ne pas rester au-dessous d'une évaluation sérieuse. Nous partirons donc non de 480.000 bénéficiaires au début, mais de 960.000, ce qui double également les charges budgétaires, qui seraient ainsi au début de 48 millions pour les allocations de vieillesse; les allocations d'invalidité et de décès, fixées à 14,5 millions, n'augmenteront que fort peu dans cette nouvelle conception. Le chiffre de 70 millions pour la première année paraît alors des plus vraisemblable. Pendant les premières années, l'effet de ce doublement se fera sentir, pour diminuer rapidement et disparaître presque complètement vers la trentième année (1).

Il est certain que ces dépenses, qui s'élèveront théoriquement à 230 millions au bout de trente ans, ne peuvent entrer dans le cadre normal du budget. Aussi, comme nous l'avons déjà dit, M. Rouvier, ministre des Finances, a formellement déclaré à la

---

(1) Voir modification hypothétique du nombre des retraites dans les renseignements annexés au rapport.

Commission qu'il comptait s'adresser aux impôts existants en les frappant de décimes additionnels, avec affectation spéciale. Il faudrait choisir les impôts de telle sorte que ces décimes de solidarité sociale ou des retraites ouvrières, atteignent principalement ceux qui sont en possession de la richesse acquise.

Nous n'avons pas ici la prétention d'imposer un choix au ministre des Finances et au Parlement, mais il est intéressant de mettre en évidence les principales sources de nos impôts :

|                                                            |                                 |
|------------------------------------------------------------|---------------------------------|
| Contributions directes . . . . .                           | 472.185.000 fr.                 |
| Taxes assimilées (chevaux, voitures, etc.) . . . . .       | 36.365.000 —                    |
| Enregistrement, droit de mutation.                         | 526.905.000 —                   |
| Timbre. . . . .                                            | 179.220.000 —                   |
| Taxes diverses sur valeurs, opérations de bourse . . . . . | 77.605.000 —                    |
| <b>TOTAL. . . . .</b>                                      | <b><u>1.292.280.000 fr.</u></b> |

Soit environ 1.300 millions.

La valeur du décime sur ces impôts étant d'environ 130 millions, on voit, sans aller plus loin, que sans toucher aux impôts indirects sur les boissons, etc., il est facile, sans nuire aux intérêts économiques les plus sérieux, de trouver les sommes nécessaires pour assurer le service des retraites, au moins pour les années de début.

Il reste encore une question d'un grand intérêt, c'est de savoir comment utiliser les 300 millions provenant chaque année des versements ouvriers et patronaux.

Une dernière note du ministère du Commerce montre la marche croissante des capitaux à employer, défalcation faite des dépenses légales. Après dix ans, il aura fallu faire emploi de 3 milliards 356 millions, après vingt ans, de 7 milliards 212 millions, après trente ans, commencement de la période normale, de plus de 10 milliards; enfin, en période constante, le capital représentatif de la valeur des pensions de diverses natures ne s'élèvera pas à moins de 20 milliards <sup>(1)</sup>. Nous ne reviendrons pas sur ce que nous avons dit à ce sujet à l'art. 11.

---

(1) Voir accumulation des capitaux et mouvement annuel des recettes et des dépenses dans les renseignements annexés au rapport.

A la suite de cet exposé, votre rapporteur n'a plus qu'à rappeler une fois de plus l'accord complet qui existe entre la Commission et le Gouvernement sur le texte de la proposition de loi, qu'il a l'honneur de soumettre à l'approbation de la Chambre des députés, et que les travailleurs attendent avec une si légitime impatience

**NOTA.** — Nous publierons dans le premier numéro de 1905, les renseignements statistiques, techniques et financiers et les documents divers auxquels M. Guleysse renvoie au cours de son rapport.

# STATISTIQUE

## ALLEMAGNE

### STATISTIQUE DES SOCIÉTÉS DE SECOURS

#### Des ouvriers mineurs en Prusse (1).

#### 1° DONNÉES DÉMOGRAPHIQUES.

En 1903, il existait en Prusse 73 sociétés de secours mutuels d'ouvriers mineurs (*Knappschafts-vereine*).

Le nombre des membres a été pendant l'année de 627.506 en moyenne (contre 608.401 en 1902), soit une augmentation de 3,19 0/0. A la fin de l'exercice, le nombre a même atteint 663.468.

On distingue entre membres actifs ou stables et membres stagiaires ou instables. Il y a eu en moyenne, en 1903, 387.437 stables et 240.069 instables.

|                                  |        |            |       |            |
|----------------------------------|--------|------------|-------|------------|
| En 1903, sont devenus invalides. | 7.661  | membres ou | 12,21 | pour 1.000 |
| — ont démissionné.....           | 29.624 | —          | 47,21 | —          |
| — sont morts,.....               | 4.094  | —          | 6,52  | —          |
| — à savoir :                     |        |            |       |            |
| par accident du travail.         | 1.052  | —          | 1,67  | —          |
| — autres causes.                 | 3.042  | —          | 4,85  | —          |
| TOTAL.....                       | 41.379 |            | 65,94 | —          |

(1) Cf. *Bulletin* de 1904, p. 277, les statistiques des opérations de la Caisse de Westphalie (1860-1902); voir aussi même *Bulletin*, p. 286, la statistique des sociétés de secours des mineurs en France (1896-1902).



Il existait, au début de 1903, 64.961 invalides dont 2.350 « invalides partiels » et 62.611 entièrement invalides; le nombre de ces derniers s'est grossi en 1903 de 7.598 unités (dont 255 invalides partiels devenus totalement invalides); le nombre des invalides partiels s'est grossi de 397 unités (dont 45 qui étaient totalement invalides).

Ont été rayés : pour cause de mort 3.679 invalides totaux et 46 invalides partiels, pour cause de rentrée en activité 1.524 et 376. A la fin de l'année il restait 65.006 invalides totaux et 2.325 invalides partiels, soit ensemble 67.331.

L'âge moyen de liquidation de la pension a été pour les invalides totaux 46 ans 6/10; il était en 1902 de 48,2 et pendant les 10 dernières années, en moyenne, de 48,9 à savoir :

|           |          |           |      |
|-----------|----------|-----------|------|
| 1893..... | 49,9 ans | 1898..... | 49,4 |
| 1894..... | 48,3 —   | 1899..... | 48,5 |
| 1895..... | 49,1 —   | 1900..... | 48,9 |
| 1896..... | 49,2 —   | 1901..... | 48,1 |
| 1897..... | 49,3 —   | 1902..... | 48,2 |

La Caisse générale de secours du bassin rhénan-westphalien a pensionné déjà (en moyenne) à partir de 41,2 ans, et la petite Caisse de la mine Rheinpreussen à partir de 38 ans. Dans les mines de lignite, on constate des différences très sensibles (57,4 ans dans la Caisse de la Saal, 42,3 ans dans la Caisse de Cassel). La Caisse du Harz méridional (mines métalliques) n'a pensionné qu'à partir de 60,4 ans. Il n'est tenu compte, d'ailleurs, dans ces moyennes, que des Caisses qui ont invalidé en 1903 plus de 10 membres.

L'âge moyen d'entrée pour les invalides partiels a été de 47,8 ans (48,6 en 1902).

Les tableaux suivants donnent des renseignements sur la mortalité moyenne des invalides depuis 10 ans. Le coefficient (moyen annuel) de mortalité, pour les invalides totaux a été de 5,74 0/0, et pour les invalides partiels de 2,08 0/0.

**Mortalité des invalides.***a) Invalides totaux.*

| ANNÉES.                                  | NOMBRE<br>d'invalides<br>au<br>début<br>de l'année. | ENTRÉES<br><br>nouvelles. | RADIA-<br>TIONS<br>décès<br>non<br>compris. | TOTAL. | SUR CE NOMBRE<br>sont morts |              |
|------------------------------------------|-----------------------------------------------------|---------------------------|---------------------------------------------|--------|-----------------------------|--------------|
|                                          |                                                     |                           |                                             |        |                             | Soit<br>0/0. |
| 1894.....                                | 39.794                                              | 6.480                     | 1.004                                       | 45.270 | 2.919                       | 6,45         |
| 1895.....                                | 42.351                                              | 4.699                     | 592                                         | 46.458 | 2.767                       | 5,96         |
| 1896.....                                | 43.691                                              | 4.893                     | 362                                         | 48.222 | 2.650                       | 5,50         |
| 1897.....                                | 45.572                                              | 5.322                     | 436                                         | 50.458 | 2.950                       | 5,85         |
| 1898.....                                | 47.508                                              | 5.426                     | 538                                         | 52.396 | 2.974                       | 5,68         |
| 1899.....                                | 49.442                                              | 6.456                     | 577                                         | 55.321 | 3.330                       | 6,02         |
| 1900.....                                | 51.991                                              | 7.299                     | 443                                         | 58.847 | 3.386                       | 5,75         |
| 1901.....                                | 55.461                                              | 7.418                     | 556                                         | 62.323 | 3.383                       | 5,43         |
| 1902.....                                | 58.856                                              | 8.181                     | 849                                         | 66.188 | 3.577                       | 5,40         |
| 1903.....                                | 62.611                                              | 7.598                     | 1.524                                       | 68.685 | 3.679                       | 5,36         |
| MOYENNE des 10 années (1894 à 1903)..... |                                                     |                           |                                             |        |                             | 5,74         |

*b) Invalides partiels.*

| ANNÉES.                                   | NOMBRE<br>d'invalides<br>au<br>début<br>de l'année. | ENTRÉES<br><br>nouvelles. | RADIA-<br>TIONS<br>décès<br>non<br>compris. | TOTAL. | SUR CE NOMBRE<br>sont morts |              |
|-------------------------------------------|-----------------------------------------------------|---------------------------|---------------------------------------------|--------|-----------------------------|--------------|
|                                           |                                                     |                           |                                             |        |                             | Soit<br>0/0. |
| 1894.....                                 | 2.108                                               | 756                       | 356                                         | 2.505  | 88                          | 3,51         |
| 1895.....                                 | 2.420                                               | 699                       | 390                                         | 2.729  | 62                          | 2,27         |
| 1896.....                                 | 2.667                                               | 426                       | 324                                         | 2.769  | 43                          | 1,55         |
| 1897.....                                 | 2.726                                               | 505                       | 384                                         | 2.847  | 48                          | 1,69         |
| 1898.....                                 | 2.799                                               | 459                       | 389                                         | 2.869  | 55                          | 1,92         |
| 1899.....                                 | 2.814                                               | 377                       | 990                                         | 2.301  | 55                          | 2,80         |
| 1900.....                                 | 2.146                                               | 337                       | 300                                         | 2.183  | 39                          | 1,79         |
| 1901.....                                 | 2.144                                               | 382                       | 311                                         | 2.315  | 40                          | 1,81         |
| 1902.....                                 | 2.262                                               | 417                       | 296                                         | 2.393  | 43                          | 1,80         |
| 1903.....                                 | 2.350                                               | 397                       | 376                                         | 2.371  | 46                          | 1,94         |
| MOYENNE des dix années (1894 à 1903)..... |                                                     |                           |                                             |        |                             | 2,08         |

La durée de service des invalides entrés en 1903, était (en moyenne) de 23,8 années (contre 24,2 pour les invalides entrés en 1902).

La durée moyenne de jouissance de la pension, pour les invalides totaux rayés en 1903 avait été de 8 ans (8,3) pour les invalides rayés en 1902. Pour les invalides partiels, les chiffres correspondants étaient 23,4 (23,7) et 6 (6,4) années.

Les titulaires de secours y compris les personnes qui jouissaient de pensions d'invalidité ou d'accident du travail en vertu des lois d'Empire étaient au nombre de :

|                          | Invalides. | Veuves.  | Orphelins. | Total.   |
|--------------------------|------------|----------|------------|----------|
| Au début de l'année....  | 64.961     | 53.197   | 44.864     | 163.022  |
| A la fin de l'année..... | 67.331     | 55.088   | 46.392     | 168.811  |
| Augmentation....         | 2.370      | 1.891    | 1.528      | 5.789    |
| Ou.....                  | 3,65 0/0   | 3,55 0/0 | 3,41 0/0   | 3,55 0/0 |

Sur 1.000 « membres stables » (moyenne de l'année), il y a eu :

|                                | Au début de l'année. | A la fin de l'année. |
|--------------------------------|----------------------|----------------------|
| Invalides totaux.....          | 173,15               | 167,79               |
| Invalides partiels .....       | 6,50                 | 6,00                 |
| Veuves.....                    | 147,11               | 142,19               |
| Orphelins de père .....        | 115,07               | 111,58               |
| Orphelins de père et mère..... | 9,00                 | 8,16                 |

Sur les titulaires de secours, 8.900 invalides (soit 13,22 0/0), 5.491 veuves (9,97 0/0) et 11.479 orphelins (24,74 0/0), soit au total 25.870 (43,32 0/0), touchaient des pensions à la suite d'accidents du travail, payées par la corporation compétente.

La durée moyenne de service des maris des veuves entrées (en 1903) en jouissance d'une pension s'élevait à 21,6 (en 1902, 22) ans.

La durée moyenne de jouissance de la pension de veuve (pour les veuves rayées en 1903) s'élevait à 11,6 (12,5) ans.

Les Caisses ont payé en 1903 des secours dits secours scolaires pour 1.111 orphelins de père et 51.592 autres enfants.

En 1903, il est survenu 345.734 (contre 301.940 en 1902) cas de maladie ayant provoqué une incapacité de travail et le versement d'un secours ou l'allocation d'un traitement, — soit 551 malades

par 1.000 membres. Il faut ajouter à ce nombre 16.191 (en 1902, 15.024) membres tombés malades avant le 31 décembre de l'année précédente. Soit au total 361.925 malades (316.964 en 1902).

Le nombre des jours de maladie s'est élevé à 5.762.179 (en 1902 : 5.351.570), — soit, par cas de maladie, 15,9 jours (en 1902 : 16,9).

## 2° DONNÉES FINANCIÈRES.

La fortune des Caisses s'élevait fin 1903, à 123.044.501 marcs (fin 1902 : 114.836.134 m., soit une augmentation de 7,15 0/0). L'augmentation au bénéfice de chacune des années a été depuis 10 ans de :

|              |        |              |         |
|--------------|--------|--------------|---------|
| En 1894..... | 7,93 % | En 1899..... | 9,38 %  |
| — 1895.....  | 7,21 — | — 1900.....  | 12,49 — |
| — 1896.....  | 7,84 — | — 1901.....  | 12,10 — |
| — 1897.....  | 6,97 — | — 1902.....  | 10,43 — |
| — 1898.....  | 8,36 — | — 1903.....  | 7,15 —  |

Cette fortune représentait par membre stable 313 m.50 (fin 1902 : 304,65).

Les *recettes* se sont élevées à 58.287.025 marcs (en 1902 : 53.408.623 m.) soit une augmentation de 9,13 0/0 ; de 1901 à 1902 l'augmentation n'avait été que de 0,56 0/0).

Ces recettes ont consisté en :

|                                                       | Marcs.            |                |
|-------------------------------------------------------|-------------------|----------------|
|                                                       | —                 |                |
| Cotisations régulières des ouvriers.....              | 28.476.707        | = 48,85 %      |
| — des mines.....                                      | 23.644.922        | 40,57 —        |
| Droits d'entrée, cotisations en retard, amendes, etc. | 288.726           | 0,50 —         |
| Intérêts du capital.....                              | 3.738.773         | 6,41 —         |
| Loyers des immeubles.....                             | 38.444            | 0,07 —         |
| Divers.....                                           | 2.099.453         | 3,60 —         |
| <b>TOTAL.....</b>                                     | <b>58.287.025</b> | <b>= 100 %</b> |

Le tableau ci-après indique les données correspondantes pour les 10 dernières années.

| ANNÉES.   | RECETTES<br>totales.<br>—<br>Marcs. | COTISATIONS RÉGULIÈRES |       |            |       | INTÉRÊTS<br>des capitaux. |      | RECETTES DIVERSES<br>droits d'entrée,<br>amendes, etc. |      |
|-----------|-------------------------------------|------------------------|-------|------------|-------|---------------------------|------|--------------------------------------------------------|------|
|           |                                     | des ouvriers.          |       | des mines. |       | Marcs.                    | 0/0  | Marcs.                                                 | 0/0  |
|           |                                     | Marcs.                 | 0/0   | Marcs.     | 0/0   |                           |      |                                                        |      |
| 1894..... | 30.487.197                          | 15.504.391             | 50,91 | 12.762.335 | 41,90 | 1.675.064                 | 5,60 | 515.477                                                | 1,69 |
| 1895..... | 31.064.175                          | 15.781.803             | 50,80 | 12.999.641 | 41,86 | 1.781.874                 | 5,73 | 501.848                                                | 1,62 |
| 1896..... | 32.557.216                          | 16.532.099             | 50,78 | 13.614.582 | 41,82 | 1.901.038                 | 5,84 | 509.497                                                | 1,56 |
| 1897..... | 34.840.509                          | 17.771.694             | 50,84 | 14.596.356 | 41,89 | 2.004.405                 | 5,75 | 538.154                                                | 1,52 |
| 1898..... | 37.214.981                          | 18.986.818             | 50,88 | 15.691.573 | 41,96 | 2.078.738                 | 5,59 | 577.892                                                | 1,55 |
| 1899..... | 42.171.416                          | 21.603.207             | 51,23 | 17.691.590 | 41,95 | 2.390.468                 | 5,43 | 586.161                                                | 1,39 |
| 1900..... | 48.677.048                          | 24.960.105             | 51,28 | 20.620.356 | 42,86 | 2.557.532                 | 5,25 | 539.065                                                | 1,11 |
| 1901..... | 52.110.556                          | 27.090.166             | 50,99 | 22.473.435 | 42,81 | 2.996.740                 | 5,64 | 561.325                                                | 1,06 |
| 1902..... | 53.408.623                          | 27.087.518             | 50,68 | 22.487.644 | 42,11 | 3.377.859                 | 6,14 | 586.602                                                | 1,09 |
| 1903..... | 58.287.025                          | 28.476.707             | 48,85 | 23.644.922 | 40,87 | 3.738.773                 | 6,41 | 2.436.633                                              | 4,17 |

Les *dépenses* se sont élevées à 50.710.783 marcs (en 1902 : 43.434.920 m., soit une augmentation de 16,75 0/0). Si l'on en déduit les dépenses d'acquisition d'immeubles et d'inventaire (17.500.802 m.), on constate que les dépenses de 1903 dépassent les dépenses correspondantes de 1902 de 6.284.193 marcs.

L'excédent des recettes est de 7.576.243 marcs et en y ajoutant les dépenses extraordinaires pour acquisitions d'immeubles et d'inventaire, de 9.327.044 marcs (10.732.835 en 1902).

Les tableaux ci-après indiquent le détail des dépenses et leur importance proportionnelle depuis 10 ans, puis le montant des principaux éléments de recettes et des principaux éléments de dépenses par membre.



| ANNÉES.   | TOTAL<br>des dépenses.<br>—<br>Marcs. | FRAIS<br>de traitement. |       | SECOURS<br>(Pensions). |       | FRAIS<br>d'administration. |      | DÉPENSES<br>diverses<br>y compris les secours<br>de familles, scolaires, etc. |      |
|-----------|---------------------------------------|-------------------------|-------|------------------------|-------|----------------------------|------|-------------------------------------------------------------------------------|------|
|           |                                       | Marcs.                  | 0/0.  | Marcs.                 | 0/0.  | Marcs.                     | 0/0. | Marcs.                                                                        | 0/0. |
| 1894..... | 27.390.505                            | 8.584.725               | 31,34 | 16.407.495             | 59,90 | 647.433                    | 2,36 | 1.750.852                                                                     | 6,40 |
| 1895..... | 28.064.998                            | 8.992.088               | 32,05 | 16.876.431             | 60,13 | 868.496                    | 2,88 | 1.636.374                                                                     | 5,44 |
| 1896..... | 28.651.649                            | 8.982.071               | 31,37 | 17.337.008             | 60,51 | 881.008                    | 2,88 | 1.671.562                                                                     | 5,84 |
| 1897..... | 31.337.118                            | 9.930.015               | 31,69 | 18.888.403             | 60,27 | 709.612                    | 2,26 | 1.809.088                                                                     | 5,78 |
| 1898..... | 32.192.498                            | 10.709.639              | 33,27 | 18.998.344             | 59,01 | 783.776                    | 2,28 | 1.750.739                                                                     | 5,44 |
| 1899..... | 36.140.674                            | 12.715.039              | 35,18 | 20.639.419             | 57,08 | 885.637                    | 2,31 | 1.960.879                                                                     | 5,43 |
| 1900..... | 39.787.510                            | 14.687.672              | 36,83 | 23.331.710             | 58,96 | 1.030.784                  | 2,59 | 1.837.143                                                                     | 4,63 |
| 1901..... | 43.912.542                            | 16.980.137              | 39,52 | 23.136.067             | 52,89 | 1.149.177                  | 2,68 | 1.677.171                                                                     | 3,91 |
| 1902..... | 43.484.920                            | 15.519.498              | 35,73 | 24.635.299             | 56,69 | 1.479.887                  | 3,41 | 1.810.286                                                                     | 4,17 |
| 1903..... | 50.710.788                            | 18.403.864              | 36,29 | 27.352.664             | 53,94 | 1.856.713                  | 3,66 | 2.098.043                                                                     | 6,11 |



| ANNÉES.   | DÉPENSE<br>totale.<br>—<br>Marcs. | SECOURS (Pensions)        |                        |                           |                       |                              | AUGMENTATION<br>d'année en année |       |
|-----------|-----------------------------------|---------------------------|------------------------|---------------------------|-----------------------|------------------------------|----------------------------------|-------|
|           |                                   | Invalides.<br>—<br>Marcs. | Veuves.<br>—<br>Marcs. | Orphelins.<br>—<br>Marcs. | Total.<br>—<br>Marcs. | Soit 0/0<br>des<br>dépenses. | Marcs.                           | 0/0.  |
|           |                                   |                           |                        |                           |                       |                              |                                  |       |
| 1894..... | 27.390.505                        | 9.884.120                 | 4.502.946              | 2.020.429                 | 16.407.495            | 59,90                        | 798.648                          | 5,08  |
| 1895..... | 28.064.998                        | 10.199.686                | 4.646.887              | 2.029.858                 | 16.876.431            | 60,13                        | 468.936                          | 2,86  |
| 1896..... | 28.651.649                        | 10.471.042                | 4.793.020              | 2.072.946                 | 17.337.008            | 60,81                        | 460.577                          | 2,73  |
| 1897..... | 31.337.118                        | 10.892.863                | 5.032.101              | 2.963.949                 | 18.888.403            | 60,37                        | 1.551.395                        | 8,95  |
| 1898..... | 32.192.496                        | 11.264.026                | 5.222.679              | 2.511.639                 | 18.998.344            | 59,01                        | 109.841                          | 0,58  |
| 1899..... | 36.140.674                        | 12.588.038                | 5.529.946              | 2.516.435                 | 20.629.419            | 57,08                        | 1.631.076                        | 8,59  |
| 1900..... | 39.737.510                        | 13.740.355                | 5.870.090              | 2.621.865                 | 22.231.710            | 55,95                        | 1.602.291                        | 7,77  |
| 1901..... | 42.912.542                        | 14.277.867                | 6.110.060              | 2.736.120                 | 23.126.057            | 52,89                        | 894.347                          | 4,03  |
| 1902..... | 43.434.920                        | 15.440.662                | 6.490.488              | 2.694.149                 | 24.625.399            | 56,69                        | 1.499.342                        | 6,48  |
| 1903..... | 50.710.783                        | 16.816.114                | 7.115.852              | 3.422.198                 | 27.352.564            | 53,94                        | 2.727.865                        | 11,58 |

|                                                    | 1903.        | 1902.        | 1901.        | PAR RAPPORT<br>à 1902 |              | PAR RAPPORT<br>à 1901 |             |
|----------------------------------------------------|--------------|--------------|--------------|-----------------------|--------------|-----------------------|-------------|
|                                                    |              |              |              | augmentation.         |              | diminution.           |             |
|                                                    | m. pf.       | m. pf.       | m. pf.       | m. pf.                | m. pf.       | m. pf.                | m. pf.      |
| <b>I. — Recettes.</b>                              |              |              |              |                       |              |                       |             |
| 1. Cotisations régulières des ouvriers.....        | 45 38        | 44 60        | 44 17        | 0 88                  | 1 21         | » »                   | » »         |
| 2. Cotisations régulières des mines.....           | 37 68        | 36 98        | 36 65        | 0 70                  | 1 03         | » »                   | » »         |
| 3. Diverses.....                                   | 9 83         | 6 35         | 5 80         | 3 48                  | 4 03         | » »                   | » »         |
| <b>TOTAL.....</b>                                  | <b>92 89</b> | <b>87 93</b> | <b>86 63</b> | <b>5 06</b>           | <b>6 27</b>  | <b>» »</b>            | <b>» »</b>  |
| <b>II. — Dépenses.</b>                             |              |              |              |                       |              |                       |             |
| 1. Frais de traitement.....                        | 29 33        | 25 52        | 27 66        | 3 81                  | 1 67         | » »                   | » »         |
| 2. Secours (pensions).....                         | 43 59        | 40 50        | 37 73        | 3 09                  | 5 87         | » »                   | » »         |
| 3. Secours de funérailles.....                     | 0 91         | 0 87         | 0 83         | 0 04                  | 0 09         | » »                   | » »         |
| 4. Secours extraordinaires.....                    | 0 51         | 0 65         | 0 55         | » »                   | 0 14         | » »                   | 0 04        |
| 5. Secours scolaires.....                          | 0 11         | 0 11         | 0 10         | » »                   | 0 01         | » »                   | » »         |
| 6. Frais d'administration.....                     | 2 96         | 2 43         | 1 87         | 0 53                  | 1 09         | » »                   | » »         |
| 7. Divers.....                                     | 3 40         | 1 85         | 1 37         | 2 05                  | » »          | » »                   | » »         |
| <b>TOTAL.....</b>                                  | <b>80 81</b> | <b>71 43</b> | <b>69 99</b> | <b>9 52</b>           | <b>10 86</b> | <b>0 04</b>           | <b>0 04</b> |
| <b>Excédent des recettes sur les dépenses.....</b> | <b>12 08</b> | <b>16 40</b> | <b>16 63</b> | <b>9 38</b>           | <b>10 83</b> | <b>» »</b>            | <b>4 55</b> |

## BIBLIOGRAPHIE

**Publications de la Direction de l'assurance et de la prévoyance sociales.** — Dans un bulletin précédent, nous avons annoncé la publication par le ministère du Commerce (direction de l'assurance et de la prévoyance sociales), d'un certain nombre de brochures faisant partie du *Recueil de documents sur les accidents du travail* (1).

Depuis lors ce recueil s'est augmenté des brochures suivantes :

N° 8. — Jurisprudence. — Table analytique des décisions publiées dans les tomes I et II (fascicules n° 3 et 7).

N° 9. — Jurisprudence. — Tome III, novembre 1903.

N° 10. — Jurisprudence. — Table analytique des décisions publiées dans les tomes I, II et III (fascicules n° 3, 7 et 9).

N° 11. — Jurisprudence. — Tome IV (mars 1904).

N° 12. — Jurisprudence. — Table analytique des décisions publiées dans les tomes I, II, III et IV (fascicules n° 3, 7, 9 et 11).

N° 13. — Maladies professionnelles. — Rapport préparatoire au Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail.

Cette brochure donne le résumé de l'exposé oral présenté au comité consultatif des assurances contre les accidents du travail par M. Georges Paulet, Directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales, dans la séance du 12 mars 1904 et contient en annexes la jurisprudence française, les dispositions essentielles de la loi du 22 juin 1894 (mineurs) et de la loi du 21 avril 1898 (marins) en matière de maladies, la législation suisse, et une note statistique sur l'effectif des ouvriers employés dans les industries du plomb.

N° 14. — Législation sur les accidents, annotée des décisions de jurisprudence.

Ce volume renferme les lois du 9 avril 1898 et du 30 juin 1899, et les 3 décrets du 28 février 1899. A la suite de chaque article de loi sont mentionnées, avec numéros d'ordre, les décisions de jurisprudence qui l'ont interprété.

N° 15. — Répertoire bibliographique sur la législation relative aux accidents du travail, par A. Daguin (juin 1904).

---

(1) Édité par la Maison Berger-Levrault.



**Rapport sur la proposition de loi ayant pour objet d'étendre à toutes les *exploitations commerciales* les dispositions de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, par M. Jean CRUVEILHIER, chef du service des études juridiques de la Fédération des industriels et commerçants français<sup>(1)</sup>.**

La Fédération des industriels et commerçants français avait entrepris une enquête auprès des industries et commerces intéressés au sujet de la proposition de loi votée par la Chambre des députés sur l'initiative de M. Mirman. M. Cruveilhier vient de publier son rapport sur les résultats de cette enquête. Il y étudie successivement la théorie du risque professionnel et la loi du 9 avril 1898; l'objet de la proposition Mirman, la détermination des professions assujetties, la question du fonds de garantie et les contrats d'assurance. — La section française du comité permanent a consacré plusieurs séances<sup>(2)</sup> à l'examen de l'importante question du fonds de garantie. — M. Cruveilhier, membre de cette section, analyse avec beaucoup de soin les propositions de M. Mirman à ce sujet et les divers systèmes proposés pour remplacer le système actuel (systèmes de MM. Beaumont et Martin, Mayen, Beauregard, etc.).

---

(1) Au siège de la Fédération, 50, Boulevard Haussmann, Paris.

(2) Voir *Bulletin*, 1904, p. 470.

CONGRÈS INTERNATIONAL  
DES  
ACCIDENTS DU TRAVAIL ET DES ASSURANCES SOCIALES  
7<sup>e</sup> Session. — Vienne, 1905 (1).

---

I. — CIRCULAIRE DU COMITÉ D'ORGANISATION.

CONGRÈS INTERNATIONAL  
des  
ACCIDENTS DU TRAVAIL  
et des  
ASSURANCES SOCIALES.  
7<sup>e</sup> session. — Vienne, 1905)

VIENNE & PARIS,  
Janvier 1905.

MESSIEURS,

Ainsi qu'il y a été convié par le Gouvernement autrichien et par le bourgmestre de la ville de Vienne, le Congrès international des accidents du travail et des assurances sociales tiendra sa 7<sup>e</sup> session à Vienne, du 17 au 23 septembre 1905.

Les organisateurs de ces Congrès peuvent contempler avec satisfaction les travaux et les résultats des précédentes sessions. Dans un esprit rigoureusement scientifique, mais toujours attentif aux réalités économiques et appuyés sur des faits précis, ces congrès ont traité la question des accidents du travail et de l'assurance ouvrière, et indiqué les multiples liens qui rattachent ces problèmes aux autres phénomènes de la civilisation moderne. Un grand nombre d'excellents spécialistes se sont mis au service de nobles idées que les congrès ont pour but de vulgariser, et leurs contributions écrites ou verbales ont puissamment aidé au succès de ces réunions. Il n'est certes pas excessif d'attribuer à ces congrès une grande part dans les progrès que l'idée même de l'assurance ouvrière a faits depuis lors dans tous les États civilisés.

La prochaine session, celle de Vienne, n'offrira pas moins d'intérêt que les précédentes. Dans les 6 premiers congrès, la question des accidents du travail avait, avant toutes autres, attiré l'attention des congressistes. Divers indices donnent à penser que,

---

(1) On trouvera encarté dans le présent numéro un *Bulletin* d'adhésion à ce Congrès.

tout en continuant à résoudre cette question, la plupart des États mettent au premier plan de leurs préoccupations d'autres problèmes relatifs à l'assurance ouvrière, et avant tout l'assurance contre l'invalidité et la vieillesse (les *retraites ouvrières*). Le Congrès de Dusseldorf a été heureusement inspiré, lorsqu'il a chargé son comité permanent de mettre ce sujet en tête de l'ordre du jour du Congrès de Vienne.

Il doit être donné satisfaction à ce vœu. L'assurance contre l'invalidité et la vieillesse des ouvriers, sous toutes ses formes doit être le point essentiel de notre programme; il importe que l'occasion soit donnée à chacun de discuter les institutions existantes ou projetées, d'en examiner les bases économiques, techniques et statistiques et d'apprécier l'influence qu'elles sont en mesure d'exercer sur l'hygiène sociale et sur le bien-être général. Il va sans dire qu'en outre, on aura ménagé aux congressistes le moyen de traiter toutes les autres questions touchant à l'assurance ouvrière, qui viendraient en discussion. C'est ainsi que le Congrès a contracté une dette qu'il convient de payer, en examinant le mode d'établissement d'une statistique internationale des accidents.

Enfin il paraît utile de passer en revue tous les résultats obtenus, tous les efforts tentés depuis le premier congrès, celui de Paris en 1889. Le Comité soussigné est heureux de pouvoir vous annoncer qu'il a déjà trouvé, en recherchant des rapporteurs, le meilleur accueil auprès de spécialistes éminents de presque tous les états qui s'occupent d'assurance ouvrière.

Tous les rapports adressés au Congrès seront imprimés et distribués aux congressistes avant l'ouverture du Congrès.

Vous aurez certainement à cœur de témoigner par votre adhésion, de l'intérêt que vous portez à l'objet de ce Congrès, au but si noble qu'il s'est assigné, libre de toute arrière-pensée politique.

M. le Président du Conseil des ministres d'Autriche, son excellence le Dr ERNEST VON KÖRBER a bien voulu manifester l'intérêt qu'il porte au Congrès en acceptant la présidence d'honneur du Comité d'organisation.

Pour le *Comité permanent international*, à Paris :

*Le Président* : O. LINDER, inspecteur général des mines en retraite.

*Le Secrétaire général* : E. GRUNER, ingénieur civil des mines, secrétaire général du Comité central des houillères de France.

Pour le *Comité local d'organisation*, à Vienne :

*Les Présidents* : Chevalier JULIUS VON KINK, président de la Chambre viennoise du Commerce et de l'Industrie.

D<sup>r</sup> BÖDIKER, président d'honneur du Comité permanent international.

*Observations :*

1° Pour pouvoir inscrire votre nom dans les listes du Congrès, nous vous prions de remplir aussitôt que possible le bulletin ci-inclus et de l'envoyer au bureau du Comité d'organisation, à Vienne, I, Wipplingerstrasse, 34.

2° La cotisation des congressistes est, comme pour les précédents congrès, définitivement fixée à 10 couronnes (8 marcs, 10 francs).

3° A la suite de votre adhésion, il vous sera envoyé une carte de membre établie à votre nom, et qui vous donnera le droit de prendre part à toutes les séances ou manifestations diverses du Congrès.

4° Le programme définitif du Congrès, les rapports imprimés, ainsi que toutes autres communications utiles vous seront envoyées en temps voulu.

II. — EXTRAIT DES PROCÈS-VERBAUX DU COMITÉ LOCAL  
D'ORGANISATION A VIENNE.

Le 26 novembre 1904, a eu lieu à Vienne la constitution d'un comité d'organisation dont font partie des représentants de la science et de la pratique, savants, hommes politiques, spécialistes, industriels, représentants de la classe ouvrière.

Ainsi qu'il résulte de la circulaire qu'on vient de lire, son excellence le D<sup>r</sup> E. VON KOERBER, président du conseil des ministres à cette époque, a bien voulu accepter la présidence d'honneur et MM. le Chevalier VON KINK, président de la Chambre viennoise du commerce et de l'industrie ainsi que le D<sup>r</sup> BÖDIKER, président d'honneur de nos congrès — qui avait pris la peine d'aller à Vienne assister à cette séance, — ont été nommés présidents.

M. le D<sup>r</sup> MAX VON TAYENTHAL, vice-secrétaire de la Chambre de Commerce et de l'Industrie, a été nommé secrétaire du Comité d'organisation.

M. ÉDOUARD FUSTER a été prié d'accepter les fonctions de Secrétaire du Congrès et d'assurer la traduction des débats.

Parmi les membres du Comité d'organisation, a été choisi un *Comité exécutif* chargé des affaires courantes et comprenant, outre M. von Kintz et M. von Tayenthal :

M. le professeur CZUBER, conseiller aulique.

M. le D<sup>r</sup> KAAH, conseiller de Gouvernement.

M. le chevalier Paul VON SCHÖLLER, membre du Sénat.

M. le D<sup>r</sup> Eugène PHILIPPOVITCH DE PHILIPSBERG, professeur à l'université de Vienne et conseiller aulique.

M. HEINRICH VETTER, conseiller de commerce.

M. le D<sup>r</sup> WEISSKIRCHNER, directeur de l'Administration municipale de la ville de Vienne.

M. le D<sup>r</sup> FERDINAND ZEHETNER, chef de section et directeur du chemin de fer du Nord-Ouest.

Le Comité exécutif a tenu sa première séance le 7 décembre dernier.

Ainsi que l'indique la circulaire ci-dessus, les principaux sujets inscrits à l'ordre du jour du Congrès sont :

L'assurance contre l'invalidité et la vieillesse ;

La statistique internationale des accidents ;

Une revue des progrès accomplis par l'assurance ouvrière depuis 1889.

Les travaux présentés au Congrès se subdivisent en *rapports* relatifs à ces trois questions principales, et en *communications* traitant de questions connexes (par exemple à propos de la 1<sup>re</sup> question : résultats du traitement médical des assurés contre l'invalidité ; à propos de la 2<sup>e</sup> : prévention des accidents, maladies professionnelles ; à propos de la 3<sup>e</sup> : traités internationaux relatifs au travail et à l'assurance ouvrière, etc. ... Ces communications seront imprimées, mais ne seront pas lues.

Le Comité exécutif prévoit que les travaux du Congrès dureront cinq jours, du 18 septembre inclusivement au 23 septembre.

Les deux premiers jours seront consacrés à l'assurance contre l'invalidité et la vieillesse, ainsi qu'à l'assurance des veuves et des orphelins ; d'ailleurs, s'il reste du temps, quelques communications



relatives à ces questions, pourront être encore discutées par le Congrès.

Le troisième jour sera consacré à la question de la statistique internationale des accidents, et, à cette occasion, on pourra traiter de l'assurance contre les accidents, c'est-à-dire de l'assurance libre aussi bien que de l'assurance obligatoire.

Les quatrième et cinquième jours seraient consacrés à la revue des progrès accomplis depuis 1889.

M. le D<sup>r</sup> Bödiker a bien voulu se charger du rapport général qui constituera la préface et le résumé des rapports sur les différents pays.

M. le D<sup>r</sup> Bödiker accepte en outre de se charger des relations avec les rapporteurs allemands et italiens; M. le D<sup>r</sup> Kaan se charge des autres pays, à l'exception de la France, le Comité permanent étant tout désigné pour se charger des relations avec les collaborateurs français du Congrès.

Une série de réceptions et d'excursions seront organisées par le Comité.

°°

### III. — AVIS DU COMITÉ FRANÇAIS.

Le bureau du Comité permanent et la Section française adressent un pressant appel à leurs confrères français. Plus que jamais, il importe que les spécialistes, les industriels et commerçants, et tous ceux que préoccupent à un titre quelconque les multiples questions traitées par nos congrès, manifestent par leur souscription et leur présence même au Congrès l'intérêt qu'ils portent à ces études internationales. Nous avons lieu de croire, d'ores et déjà, que parmi les congressistes présents à Vienne, se trouveront plusieurs personnalités qui jouent un rôle considérable dans l'application ou l'élaboration de la législation française sur les accidents du travail et sur les retraites ouvrières. Nous espérons que le groupe français sera aussi important et actif que lors des précédents Congrès et, en outre, que des communications courtes mais nombreuses viendront, sur les questions proposées directement ou indirectement à l'examen du Congrès, rendre compte de la situation actuelle des institutions françaises.

---

# TRAVAUX DE LA SECTION FRANÇAISE

## RAPPORT

### sur un projet de statistique française des accidents du travail.

PRÉSENTÉ PAR M. EDOUARD FUSTER,

*Secrétaire général de la section française*(1).

MESSIEURS,

Est-il bien nécessaire de démontrer l'utilité d'une statistique des accidents du travail? Nous nous bornerions volontiers, comme les auteurs de la grande statistique allemande de 1897, à cette brève justification de recherches qui pourraient, au premier abord, paraître à la fois compliquées, oiseuses et indiscrètes :

« Une statistique des accidents du travail, c'est-à-dire des faits d'ordre humain, matériel ou financier qui les provoquent, les accompagnent et les suivent, est de nature à nous mieux éclairer sur l'objet même de l'assurance; mais elle nous fournit aussi, outre des points de départ pour des recherches scientifiques et un intérêt plus général, des indications, des avis dont s'inspireront le législateur ou les personnes chargées d'appliquer la loi, et dont bénéficiera surtout la prévention des accidents ».

*But et limitation de la statistique projetée.* — En effet, le résultat d'enquêtes périodiques sur l'application des lois relatives à la réparation des accidents du travail ne serait déjà pas négligable, si ces enquêtes ne faisaient que fournir à l'économie sociale des données nouvelles relatives à l'une des crises de la famille ouvrière, à l'extension du machinisme, au nombre, au sexe, peut-être à l'âge des ouvriers soumis au risque industriel, ou, enfin, à leurs salaires et à la durée de leur travail.

Pourtant nous ne nous sentirions pas libres de demander aux industriels, aux assureurs, à l'Administration, accablés par des tâches plus

---

(1) La Commission chargée de l'élaboration du projet a été présidée par M. Cheysson, président de la section. Une sous-commission, composée de MM. Barriol, Cohen, Deléarde, Fuster, Renard, avait été chargée d'établir un avant-projet et M. Renard avait présenté en son nom un excellent travail.

pressantes, de se livrer à des recherches nouvelles en vue de travaux académiques ou du moins de fins étrangères à ce qui est proprement l'accident du travail, — si la statistique demandée n'avait précisément pour intérêt principal, « en les éclairant mieux eux-mêmes sur l'objet de l'assurance », de les renseigner sur l'importance du risque subi et sur les dangers qui menacent, du fait de tel ou tel mode de travail, le budget des entreprises aussi bien que la vie des ouvriers.

L'importance du risque, voilà ce qu'il est essentiel de rechercher, si, répondant aux intentions du législateur, nous voulons savoir sur quels points porter nos efforts préventifs et, en même temps, si nous voulons connaître, pour améliorer le fonctionnement de l'assurance, la valeur exacte de la charge résultant des divers modes de l'activité humaine. Cela revient à poser cette question : *Combien d'accidents provoque tel ou tel mode de travail, et quels en sont les effets?* Les autres données démographiques ou industrielles ne sont donc que *l'accessoire*, un moyen et non plus une fin. Elles ne seront recherchées que *dans la mesure* où nous en aurons besoin pour dégager ou authentifier le renseignement essentiel.

Ainsi limitée, cette statistique ne saurait être accueillie comme une gêne par les industriels et les assureurs. Elle leur rendra service. Elle les aidera, d'une part, à diminuer leurs charges, d'autre part à les mieux connaître. Elle attirera leur attention sur les instruments de travail, les installations ou les opérations qui provoquent des accidents et que l'emploi de certains dispositifs protecteurs tendrait à rendre moins dangereux. Ils dégageront en outre de la statistique les données financières et commerciales qu'ils peuvent avoir intérêt à rechercher ; les indications si détaillées que publie l'Autriche sur l'importance du risque dans les diverses industries n'ont-elles pas servi aux intéressés de tous les pays à calculer leurs primes (1)?

*Concordance nécessaire avec les statistiques étrangères.* — Nous recommandons d'autant plus volontiers la limitation de ces enquêtes que nous espérons obtenir de la sorte des renseignements comparables avec ceux qui nous sont fournis par les nations étrangères. Sans doute, les organisateurs de la statistique française ne sont nullement liés par les vœux émis dans nos Congrès internationaux en faveur d'une statistique internationale. Ils n'en sont pas moins unanimes eux-mêmes à reconnaître qu'il y aurait intérêt à compléter ainsi les statistiques nationales. Les conditions d'établissement d'une statistique internationale seront sans doute examinées, au courant de l'année 1905, par le Congrès des assurances sociales de Vienne, et par l'Institut inter-

(1) Voir dans le *Bulletin du Comité permanent*, 1904, p. 126 et s. (ainsi que pages 412 et s.), nos indications sur l'importance du risque en Autriche.

national de statistique, à Londres. Mais il apparaît déjà que l'établissement de cette statistique se heurtera à une sérieuse difficulté, la différence des législations. Sur un grand nombre de points, les statistiques nationales ne seront pas comparables et plus les cadres de recensement seront compliqués, plus il sera malaisé d'aboutir à des données d'une valeur réellement universelle.

Ce nous est un motif de plus pour souhaiter que la statistique française vise à la simplicité et n'enregistre que des faits concrets ou nettement définis, d'accord si possible avec les définitions adoptées en pareil cas par les nations dont nous avons intérêt à connaître les expériences.

Nous nous appliquerons, au cours de ce rapport, à circonscrire de la sorte des notions aussi générales que celles-ci : l'ouvrier ou le salaire. Il en est une autre, qui est essentielle, mais qui semble échapper à toute définition serrée : la notion d'*accident du travail*. Il est impossible de passer au crible les accidents recensés comme accidents du travail, d'apprécier si ces faits constituaient vraiment des accidents et si le travail en était réellement l'occasion. Pas plus qu'en statistique criminaliste on ne soumet à une telle révision les délits ou les crimes qualifiés tels par les jugements ou arrêts, pas davantage il ne peut être question de nous écarter pour notre pays des données fournies par l'application de la loi du 9 avril 1898. Nous n'avons pas de choix à faire, de correctif à apporter : est accident du travail tout accident admis comme tel par les organes chargés d'appliquer la loi.

Il en sera de même en ce qui concerne les *causes* et les *conséquences* des accidents. Des causes, nous ne retiendrons que celles qui offrent un certain caractère de précision, les causes techniques, sans même essayer de rechercher ce qu'on peut nommer les causes « morales » (faute de l'ouvrier, faute du patron, force majeure), dans l'appréciation desquelles entrent trop d'éléments subjectifs, d'impressions personnelles incontrôlables. Des conséquences de l'accident, il suffit de dire qu'elles sont, comme l'accident lui-même, définies par la loi et seront recensées d'après les règlements de sinistres ; quant à la nature des lésions produites, elle ressortira elle aussi de constatations suffisamment précises.

On réduira ainsi au minimum les chances d'erreur, en même temps qu'on simplifiera et accélérera l'établissement de la statistique désirée.

Avant d'examiner plus en détail les recherches auxquelles il faudra procéder pour aboutir à ces données relativement simples, une observation s'impose, relative aux groupes sociaux dont nous voulons connaître le risque. Dans l'espèce, il s'agit des *diverses industries*. Ici encore, pour ne pas compliquer le problème, nous faisons état de la classification déjà adoptée par l'Administration en 1899, sauf

à y ajouter le commerce et l'agriculture, si la loi sur les accidents vient à leur être appliquée. Mais cette classification est évidemment trop sommaire. Chacun des 12 grands groupes doit être subdivisé en plusieurs sous-groupes, qui comportent à leur tour, dans bien des cas, des subdivisions. L'Administration estimera sans doute qu'il faudrait en ce cas se conformer, dans une certaine mesure, aux classifications qui ont fait leurs preuves à l'étranger, d'imbriquer en quelque sorte nos classifications dans celles de l'Allemagne (1), et surtout de l'Autriche qui a poussé cette subdivision jusqu'au détail. Il n'est pas d'un intérêt négligeable, en effet, de distinguer par exemple un tissage ordinaire, à métiers de type ancien, d'un tissage très moderne à métiers Northrop ; la substitution d'une machine à une autre peut majorer ou diminuer de 25 0/0 le risque d'un atelier.

Toutefois, un morcellement excessif ne serait pas sans danger. Il amènerait à recenser des chiffres trop faibles, sans valeur statistique. Et surtout, s'il convient de tenir compte de la division du travail, il ne faut pas non plus méconnaître une autre nécessité économique, la concentration en une seule usine de divers ateliers qui présentent des risques distincts ; or, qui ne sait l'influence que peut exercer, sur l'étendue du risque, la direction technique donnée à l'ensemble de l'entreprise ou le degré de discipline du personnel ou même la situation

---

(1) Voir les principaux éléments de la classification autrichienne dans l'article déjà cité du *Bulletin*, 1904.

L'Allemagne, à cet égard, n'a pas osé aller aussi loin que l'Autriche. La statistique allemande dans ses relevés annuels et surtout dans l'évaluation de la fréquence du risque par 1.000 *vollarbeiter* ne considère que les groupes administratifs représentés par ses corporations, ou, mieux encore, les grands groupes industriels résultant de la combinaison statistique de corporations groupant des industries comparables. Voici, depuis la grande statistique de 1897, quels sont ces groupes :

- 1° Mines.
- 2° Carrières.
- 3° Verre, poterie, briquetterie (3 corporations).
- 4° Fer et acier (les 3 corporations régionales de la grande métallurgie).
- 5° Métal, mécanique fine, instruments de musique (4 corporations).
- 6° Chimie.
- 7° Gaz et Eau.
- 8° Industrie textile (8 corporations).
- 9° Papeterie, imprimerie (3 corporations).
- 10° Cuir, vêtement (2 corporations).
- 11° Bois (4 corporations).
- 12° Alimentation, boucherie, tabac (3 corporations).
- 13° Meunerie, sucre, distillerie, brasserie-malterie (4 corporations).
- 14° Bâtiment (4 corporations et leurs institutions annexes d'assurance).
- 15° Chemins de fer privés (2 corporations).
- 16° Expédition et entrepôt, charroi (2 corporations).
- 17° Navigation intérieure (3 corporations).
- 18° Navigation maritime.

financière de l'affaire, éléments d'ailleurs impondérables et irréductibles en chiffres? En tout cas, la question de la statistique internationale des accidents du travail étant inscrite à l'ordre du jour du Congrès de Vienne, il y aurait lieu, à notre avis, d'attendre les résultats de cette consultation internationale avant de procéder à la fixation définitive de la classification française.

Quels sont donc les procédés les plus simples pour dégager le rapport que nous cherchons et qui nous donnera le coefficient de risque de chaque industrie?

Les deux termes de ce rapport sont :

1° Le personnel soumis au risque;

2° Les accidents survenus, classés d'après leurs causes ou leurs conséquences.

Il sera inutile d'insister longuement sur cette seconde catégorie de renseignements; la première, au contraire, appelle toute notre attention.

#### 1° Le personnel soumis au risque (tableau A).

*Nombre moyen d'ouvriers.* — La première indication qui semble nécessaire est celle du nombre d'ouvriers. Mais quels ouvriers? S'agit-il de tous les individus qui, au cours de l'exercice, ont été embauchés et qui ont passé quelques heures au moins au service de l'entreprise? Il faut reconnaître que ce chiffre offrirait l'avantage de pouvoir être indiqué avec précision; il est vrai également, que ce renseignement serait utile à qui voudrait être informé sur les grèves, le chômage, les fluctuations du personnel. Mais on objecte qu'il donnerait une idée inexacte du personnel employé dans l'industrie considérée, car le nombre obtenu serait supérieur au nombre maximum d'ouvriers occupés en même temps et comprendrait plusieurs fois les mêmes personnes. Nous n'avons donc pas hésité à l'écarter, pour rechercher de préférence le nombre moyen d'ouvriers.

Le nombre moyen d'ouvriers, a-t-on dit, c'est le nombre de personnes que l'entreprise occupait en temps d'activité normale. Chaque patron sait à peu près quelle est sa moyenne; l'étendue de l'atelier, le nombre de machines, etc., sont des points de repère. On ne peut ici prétendre qu'à une approximation (1).

---

(1) L'Allemagne même, malgré les critiques qu'elle adressait à ce procédé lors de la statistique des accidents de 1897, n'a pu aboutir à des précisions. Elle demande aujourd'hui à ses corporations de lui donner « une idée approximative du nombre d'assurés ».

« On n'exige pas, disent les dernières instructions, de recensement rigoureux; donnez le nombre de personnes que l'entreprise occupait en temps d'activité normale, pendant l'exercice. Une usine textile, par exemple, emploie en temps normal 200 ouvriers et em-

Il pourrait toutefois être recommandé aux intéressés de recourir le plus possible à l'évaluation du nombre total de journées ou même d'heures de travail effectuées dans leur entreprise. Non seulement la division de ce nombre par le nombre moyen de journées ou d'heures habituel (à leur avis) dans leur entreprise donnerait le nombre moyen d'ouvriers avec une approximation assez satisfaisante, mais encore la connaissance de la durée du travail faciliterait le recours au procédé dont il va être question.

D'ailleurs ce renseignement n'est pas essentiel; nous verrons qu'il n'intervient dans l'élaboration de cette statistique que comme un intermédiaire, un moyen détourné d'aboutir à l'évaluation des ouvriers-types.

*L'ouvrier-type.* — Une constatation s'impose en effet. Si nous voulons instituer des comparaisons entre industries, il est peu scientifique que nous nous bornions à considérer le nombre d'ouvriers qu'elles occupent en moyenne ou à une époque quelconque. A nombre égal d'accidents, telle industrie apparaîtra plus frappée que telle autre parce qu'elle occupe un nombre moindre d'ouvriers, — et pourtant son activité s'étant régulièrement développée pendant tout l'exercice, tandis que l'autre est une industrie saisonnière, l'exposition au risque a été au total plus forte dans la première que dans la seconde : en d'autres termes, la durée du travail ayant été supérieure, l'industrie en apparence la plus frappée se trouve être au contraire la moins dangereuse. Il n'importe donc pas tant de savoir combien d'individus différents ont été exposés au risque que de savoir *combien d'heures a duré l'exposition au risque*, il est dès lors possible de trouver une commune mesure aux diverses industries.

Cette commune mesure peut être le *Vollarbeiter*, l'unité ouvrière conventionnelle qu'ont admise les statisticiens austro-allemands, c'est-à-dire un nombre d'heures ou de jours de travail conventionnellement admis comme représentant la mesure du travail normal d'un ouvrier pendant une année (1).

---

ployés; c'est ce chiffre qu'on indiquera, sans tenir compte du fait que, en raison des changements et embauchages, il est passé peut-être 800 personnes sur les listes de salaires. On ne tiendra pas compte non plus des ouvriers embauchés à titre tout à fait temporaire (comme dans certains travaux agricoles). Il en résulte que, pour les industries saisonnières, il faut indiquer le nombre d'ouvriers que l'usine occupe parfois quand elle est en plein fonctionnement (pour le bâtiment, par exemple, en été).

« On peut aussi, ajoute ce texte, si l'on connaît le nombre total de jours de travail effectués, diviser ce nombre par le nombre de journées de travail habituel dans cette industrie, ce qui donnera le nombre moyen d'ouvriers ».

(1) Les auteurs de la grande statistique allemande des accidents industriels de 1897 considèrent qu'au point de vue méthodologique, ils ont réalisé un grand progrès. Tandis

## Comment donc obtenir le nombre de ces ouvriers-types?

que la statistique précédente (celle des accidents survenus en 1887) avait donné pour base aux calculs le nombre moyen d'assurés, la nouvelle statistique introduit un facteur nouveau : la durée du travail.

Le nombre de « personnes assurées en moyenne » ne représente pas une moyenne réelle établie au moyen de nombres effectifs et recensés par exemple mensuellement. Il représente conformément à l'expression usitée dans les milieux industriels, la nombre de personnes que l'entreprise avait l'habitude d'occuper au cours de l'exercice, lorsqu'elle était en pleine activité ou en activité courante (normale).

« Ce procédé offre un premier inconvénient : il ne peut être appliqué d'une façon suffisamment uniforme, et il en résulte des divergences très sensibles entre les corporations dans l'évaluation du nombre moyen de leurs assurés. Et, de plus, il offre l'inconvénient de ne tenir aucun compte de la durée du travail, pourtant si différente d'industrie à industrie. C'est ainsi que, à charge égale, le personnel d'une entreprise saisonnière apparaît comme équivalant au personnel d'une entreprise qui marche toute l'année, alors que le premier n'est exposé au risque que pendant une période beaucoup plus courte que le second.

« Pour donner une base certaine aux calculs sur la fréquence du risque, il est indispensable de tenir un compte aussi exact que possible de la durée du travail : ce qui revient à recenser combien d'heures de travail ont été fournies par la totalité des ouvriers dans les entreprises considérées.

« Malheureusement, quant à présent du moins, ce recensement est impraticable. Par contre on est arrivé au moins à connaître le nombre des journées de travail (ou postes). On a donc demandé aux corporations combien, pendant l'année considérée, les ouvriers de leurs entreprises avaient fourni de journées de travail.

« Puis, comme il fallait aboutir à une base uniforme, on a divisé le nombre ainsi obtenu par 300, ce qui a donné le nombre des unités ouvrières que l'on a dénommées *vollarbeiter* (ouvriers complets, ouvriers-types).

« Ce faisant, on négligeait un élément, les inégalités de durée subies au cours de l'exercice par les différentes entreprises composant chaque corporation : en effet, dans une même corporation, des entreprises ont pu travailler 365 jours, d'autres un nombre bien plus faible, 2 jours. Il devait en être ainsi. Le calcul auquel on procédait n'avait pas pour but de fixer aussi exactement que possible, pour chaque genre de travail ou catégorie d'entreprises, la valeur de l'unité ouvrière (*vollarbeiter*) : cela eût obligé à prendre pour mesure ou diviseur tantôt 365, tantôt des chiffres inférieurs, selon qu'il se serait agi de l'un ou l'autre genre de travail. Il fallait se contenter d'obtenir une commune mesure, applicable à l'ensemble des industries.

« Ainsi donc, la statistique doit permettre de répondre, en ce qui concerne la fréquence des accidents, à une question ainsi posée : « Combien d'accidents atteignent dans les différentes corporations (c'est-à-dire dans les grands groupes d'industries seules), un nombre égal d'ouvriers pendant un laps de temps égal ; ou bien combien d'accidents se produisent par 1.000 unités ouvrières de 300 jours chacune, c'est-à-dire se produisent au cours de 300.000 journées, quel que soit le nombre d'ouvriers appelés à fournir ces journées ?

« Encore faut-il remarquer que le nombre des *vollarbeiter* n'a pu être évalué pour toutes les corporations, du moins d'une façon uniforme. Quelques-unes, sur la foi des listes de salaires qu'elles ont mises en usage, ont pu sans peine relever le nombre de journées de travail (plusieurs allant même jusqu'à indiquer le nombre d'heures), mais d'autres n'avaient pas à leur disposition de telles listes pour toutes leurs entreprises. Elles ont donc été obligées de compléter par des évaluations les données incomplètes qu'elles possédaient. Enfin la corporation de la distillerie s'est déclarée hors d'état de fournir autre chose que le nombre moyen d'assurés : elle invoquait comme motif les



Deux procédés sont à notre disposition.

a) On recense le nombre total des *heures de travail* effectivement accomplies par l'ensemble des ouvriers assurés. On divise ensuite ce total par le nombre conventionnel d'heures de travail (par exemple 3.000 heures, c'est-à-dire 300 journées de 10 heures, comme en Allemagne et en Autriche) admis comme représentant la mesure du travail normal d'un ouvrier pendant une année ;

b) On part du chiffre total des *salaires* en espèces et en nature effectivement reçus par l'ensemble des ouvriers assurés. On divise ensuite ce total par le salaire moyen payé à l'heure dans chaque groupe d'industries. On obtient de la sorte un nombre d'heures de travail auquel on applique purement et simplement la première méthode pour aboutir à l'ouvrier-type.

En deux mots : nous pouvons commencer par recenser les heures, ou commencer par recenser les salaires. De l'une ou de l'autre façon, c'est *par une fiction*, en faisant passer la réalité à travers un moule qui en supprimera toutes les discordances, que nous arriverons à la commune mesure désirée. Mais on remarque aussitôt que le second procédé complique cette fiction d'une autre évaluation conventionnelle intermédiaire : celle du salaire moyen. De toute évidence, le premier procédé assurerait plus directement le résultat cherché et donnerait pleinement satisfaction.

*Les heures de travail.* — Comment méconnaître, cependant, que, pour certaines industries, il serait difficile d'obtenir le recensement des heures de travail ! Les statisticiens allemands ont dû se borner à demander le nombre de journées accomplies : quelques corporations étaient hors d'état de fournir exactement cette évaluation lorsqu'on procéda au grand recensement des accidents de 1897. L'instruction adressée aux corporations pour les diriger dans l'établissement des nouvelles statistiques se borne à dire : « Il faut s'efforcer de déterminer le nombre des *vollarbeiter* de la façon la plus simple possible, de façon que chacun représente 300 jours ou postes de travail ».

Les assureurs français, de leur côté, constatent qu'ils ont demandé au début l'indication du nombre des heures de travail ; leurs polices mentionnaient même des pénalités à l'encontre des assurés qui ne fournissaient pas cette indication. Il n'a pas été possible d'insister, soit que les industriels fussent hors d'état de fournir ces renseignements avec précision, soit qu'ils eussent peur de voir ces données utilisées abusivement pour d'autres fins, par exemple en vue d'une application

---

incessants changements de personnel, avec embauchage d'ouvriers agricoles, subis par ses adhérents. Il faut reconnaître que ces difficultés sont réelles, et la statistique ne mentionne, quant à cette corporation, que le nombre moyen d'assurés ».

plus sévère de la réglementation du travail. Les heures, ont ajouté les assureurs, seront toujours plus inexactement indiquées que les salaires.

Nous concluons de ces observations : d'abord que force serait sans doute, si l'on voulait exiger la durée du travail, de se borner au recensement, moins précis que celui des heures mais certainement moins malaisé, des journées de travail ; que le plus prudent serait d'ailleurs de ne pas exiger cette indication de durée et de lui laisser seulement un caractère facultatif, même pour les industries où elle serait facilement admise (comme les chemins de fer).

Mais, sous ces réserves importantes, il reste extrêmement désirable que, *au moins à titre de contrôle* des résultats donnés par le second procédé, on recherche la durée du travail là où l'on croira pouvoir l'obtenir. Et c'est pourquoi nous maintenons dans notre tableau récapitulatif une colonne destinée à recueillir ces données. Ces renseignements, comme des épreuves ou des témoins, éclaireraient assureurs et service de statistique sur l'exactitude du salaire moyen.

*Le salaire moyen.* — C'est en effet à la recherche du salaire que nous sommes ramenés ; le second procédé de recensement des *vollarbeiter* suppose que nous connaissions le salaire moyen. Et d'ailleurs, l'assurance reposant sur les salaires, il semble tout naturel que notre statistique prenne les salaires pour point de départ.

Mais possédons-nous une statistique exacte des salaires et en particulier du salaire moyen payé par les diverses industries ? Ce n'est pas le cas. La statistique allemande des salaires de base présente elle-même des lacunes, et l'Office impérial a dû mettre le public en garde contre les tentations de tirer de ces chiffres des conclusions trop affirmatives.

Deux méthodes, entre autres, s'offrent au statisticien.

En premier lieu, celle des *coups de sonde* : les indications fournies par quelques industriels considérés comme représentants caractéristiques d'une industrie, ou bien encore les renseignements déduits des règlements de sinistres, permettraient, dans beaucoup de cas, de conclure du particulier au général. Les fiches de règlement de sinistre, surtout, constitueraient des « témoins » très sûrs.

On peut aussi admettre que les assureurs, sur la foi des divers renseignements qu'ils peuvent se procurer, sont en mesure d'établir des *moyennes* satisfaisantes ; des exemples nous ont été cités d'estimations qui diffèrent de 1 0/0 seulement des chiffres donnés par les fiches de sinistres.

Il est désirable que, dans l'estimation de ces moyennes, il soit tenu compte des différences parfois importantes que l'on constate entre les salaires des diverses régions.

Supposons le salaire moyen ainsi évalué. En divisant alors, nous l'avons dit, le salaire total par le salaire moyen horaire ainsi obtenu, on

obtiendra le nombre d'heures et, après la division de celui-ci par 3.000, le nombre de vollarbeiter.

Il reste donc à obtenir le salaire total.

*Salaire total.* — En réalité, on n'a fait que reculer la difficulté. Si nous ne devons pas, dans la plupart des cas, compter qu'on nous donnera la durée du travail accompli, et s'il faut, pour aboutir au vollarbeiter, passer par l'intermédiaire du salaire, encore faut-il que nous ayons la certitude de pouvoir recenser exactement le chiffre de salaires.

Le moyen de l'obtenir à coup sûr ne serait-il pas l'institution du *registre de salaires* ?

Notre sous-commission, après un long examen à la question, avait déjà cru pouvoir émettre un « vœu de tendance » ainsi conçu : « Il nous paraît certain que, dans les pays où la loi oblige des industriels à faire sur des registres le relevé de leur personnel par catégorie et à mentionner leurs salaires, cette statistique est de beaucoup simplifiée (1).

---

(1) Note fournie par M. Deléatde sur les registres de salaires en Belgique et en Italie :

**BELGIQUE.** — En dehors du registre d'inscription et du livret individuel imposés pour les ouvriers protégés par la loi du 13 décembre 1889 concernant le travail des femmes, des adolescents et des enfants dans les établissements industriels, carnet et livret dont les modèles sont fournis par l'Administration, l'art. 12 de la loi du 15 juin 1896, relative aux règlements d'atelier, oblige les chefs d'entreprises soumis à cette loi, à tenir un état exact de leur personnel ouvrier. Le tracé de cet état a été arrêté par le ministre de l'Industrie et du Travail et porté à la connaissance des chefs d'entreprise par la circulaire du 20 août 1897 adressée aux Gouverneurs de provinces. — Toute infraction à cet article, constatée par les inspecteurs de travail est punie d'une amende de 26 à 200 francs.

Enfin, l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 11 avril 1896 autorise les délégués à l'inspection du travail à exiger la production des états de paiement des salaires des ouvriers sous peine d'une amende de 26 à 100 francs, sans préjudice, s'il y a lieu, de l'application des peines établies par les articles 269 à 274 du Code pénal.

**ITALIE.** — Le règlement pour l'exécution de la loi du 31 janvier 1904 (texte unique) sur les accidents du travail a prévu, dans son article 25, l'obligation pour le chef d'entreprise assujéti de tenir :

1<sup>o</sup> *Un livre matricule* sur lequel sont inscrits, dans l'ordre chronologique de leur admission, tous les ouvriers occupés dans l'entreprise avec indication de leurs nom, prénoms, paternité, date et lieu de naissance, date d'admission et celle du renvoi, la catégorie professionnelle de l'ouvrier, son occupation habituelle et le taux du salaire journalier. L'inscription sur le livre matricule doit être faite avant que l'ouvrier commence à travailler ;

2<sup>o</sup> *Un livre de paie* dans lequel, pour chaque ouvrier, seront indiqués : les nom, prénoms, numéro matricule ; le nombre des heures pendant lesquelles il a travaillé chaque jour avec indication distincte des heures de travail supplémentaire ; le salaire effectif payé en argent et la rémunération payée sous une autre forme.

Pour chacun des apprentis, outre le salaire effectif payé lorsqu'ils sont rétribués, il sera indiqué le salaire le plus bas perçu pour les ouvriers de la même catégorie.

Le livre de paie doit être tenu au courant par l'inscription, chaque jour, des heures de travail accomplies par chaque ouvrier durant la journée précédente. — Le montant

Si, en France, des prescriptions légales venaient imposer la tenue de livres analogues, il n'est pas douteux que le recensement des ouvriers, de leurs salaires et de leur durée de travail serait facilité ».

Devant la commission, les partisans du registre de salaires firent valoir que cette innovation serait favorable aux ouvriers assurés, car elle supprimerait nombre de contestations au moment du règlement des sinistres; dans beaucoup de cas, faute d'être en présence d'un livre de paie, les experts doivent recourir à des approximations. Ce registre pourrait être imposé comme le sont les Journal et Grand-Livre. Les assureurs, à qui il devrait être montré, sous des sanctions analogues à celles qui frappent l'omission de déclaration des accidents, pourraient alors fournir les salaires exacts demandés par l'état statistique n° 9 de l'Administration. Le représentant d'un syndicat de garantie, tout en reconnaissant l'insuffisance de la comptabilité des petits patrons, intéressa vivement la commission en lui montrant les livres de salaires que tiennent les 4/5 de ses confrères co-assurés; ces livres, fournis par le syndicat et paraphés par lui, contiennent en somme la simple copie des carnets de poche (nom de l'ouvrier, nombre d'heures, prix de l'heure, totaux à payer, acomptes); de même un carnet est établi pour les

total des salaires doit être inscrit dans le livre de paie dans les trois jours de l'échéance de leur paiement.

D'après l'art. 26 du même règlement, le livre matricule et le livre de paie doivent être paraphés et numérotés à chaque page, avant d'être mis en usage, et être présentés à l'établissement assureur qui les fera contresigner à chaque page par un de ses délégués, lequel déclarera en dernière page le nombre des feuillets qui composent le livre et apposera au bas de cette déclaration la date et sa signature.

Les deux livres dont il s'agit doivent être conservés pendant quatre années au moins à compter de la dernière passation des écritures.

Les ouvriers dont les heures de travail et les salaires ne seront pas portés sur le livre de paie dans les délais ci-dessus rappelés, prescrits par l'art. 25, seront considérés comme non compris dans l'assurance. — Cependant l'assureur devra payer les avances sur les indemnités tant que la contravention n'aura pas été judiciairement reconnue, sauf son droit de recours contre le chef d'entreprise.

Pour les travaux à forfait, doivent être indiquées sur le livre de paie les sommes payées à l'ouvrier tâcheron dans les trois jours de chaque liquidation.

Le livre de matricule et le livre de paie doivent, à chaque réquisition, être présentés aux délégués de l'inspection du travail et aux fonctionnaires des compagnies d'assurances. Ceux-ci devront dater, signer au jour de leur vérification et pourront prendre copie de ces livres.

3° En outre, d'après l'art. 31 du règlement, le chef d'entreprise doit délivrer, à ses frais, un *livret personnel* à chacun de ses ouvriers, conforme au modèle approuvé par le ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce.

Ce livret doit contenir tous les éléments nécessaires aux effets de la loi sur les accidents du travail et rester en la possession de l'ouvrier qui doit le présenter à l'occasion de la passation des écritures le concernant et pour les vérifications éventuelles de la part des fonctionnaires du Gouvernement ou des établissements d'assurances.

Toutes les infractions aux dispositions qui précèdent sont punies d'une amende de

tâcherons; dans certains cas, déjà, le syndicat en question a suspendu la garantie qui couvrait le patron dont les livres n'étaient pas tenus.

Un éminent représentant de l'Administration a fait toutefois remarquer que la question soumise à la commission était seulement un chapitre de la question, plus générale, du contrôle des conditions du travail par le registre de salaires. Résoudre cette question générale, c'était excéder notre mandat. La Commission, uniquement pour faciliter la tenue d'un tableau statistique par les assureurs, allait-elle demander au Conseil supérieur de statistique et, par son intermédiaire, au Gouvernement de résoudre la question générale? Il suffirait, pour éviter des précisions excessives, de se borner comme la sous-commission à indiquer aux autorités compétentes que, le jour où le législateur croirait devoir, pour des motifs plus généraux, imposer la tenue de ce registre, la statistique des accidents en profiterait. La Commission s'est ralliée à cette manière de voir.

Quoi qu'il en soit, le salaire total est actuellement connu avec une approximation assez sérieuse pour qu'on puisse instituer une statistique sans attendre l'intervention de la loi.

*Voies et moyens : a) Fiches individuelles ou tableaux collectifs? —* D'ailleurs, au cours de ces débats, la question du registre de salaires est apparue comme subordonnée à une question toute de pratique : les industriels seront-ils astreints à fournir à l'Administration et à son service de statistique, des fiches individuelles, auquel cas on peut demander au Gouvernement d'imposer les registres de salaires, ou bien suffira-t-il que les assureurs remplissent eux-mêmes la colonne des salaires dans un tableau résumant les données désirées, ce qui rend à la statistique des accidents un caractère moins administratif que privé et interdit de penser que le Gouvernement nous suive jusqu'à légiférer sur les registres de salaires?

Cette question est d'une importance capitale. Il faut la résoudre en tenant compte de l'état de choses existant et des dispositions de chacune des parties en présence. Nous sommes heureux de pouvoir constater qu'un sincère désir d'aboutir les inspire, et que la collaboration de tous à cette tentative d'établissement d'une statistique des accidents est assurée.

Les assureurs fourniraient-ils à l'Administration des fiches sur chaque industriel assuré, ou bien se borneraient-ils à établir le tableau récapitulatif (A)? Sans insister sur le travail énorme qui résulterait pour eux de l'adoption du premier système, les assureurs n'ont pas eu de peine à démontrer, sans être contredits par les représentants de l'indus-

---

20 à 300 lires, aux termes de l'art. 454 du Code pénal, sans préjudice des peines plus fortes prévues au même Code.

trie, que les renseignements fournis par les assurés (même sur les salaires) sont généralement imprécis, qu'ils doivent être redressés avec tact; les assureurs ne pourraient fournir à l'Administration que des résultats globaux.

Enfin et surtout le secret professionnel est un empêchement dirimant à la fourniture par les assureurs de renseignements individuels sur leurs assurés. Le ministère des Travaux publics demande-t-il lui-même autre chose à ses ingénieurs que des totaux, des renseignements globaux sur les usines? D'ailleurs, les approximations qui seraient fournies par les assureurs sous forme de tableau suffiraient. Nous avons dit que les fiches du règlement de sinistre serviraient de témoins. Or l'un des assureurs mutualistes présents fit la preuve que les évaluations des salaires faites par son syndicat se rapprochaient très sensiblement des salaires constatés par les fiches de sinistre (5 fr. 98 de salaire quotidien au lieu de 6 fr. 03).

En un mot, il apparut comme excessif et d'ailleurs inutile de mettre à la charge des assureurs la tenue de fiches individuelles: la statistique projetée n'en serait pas sensiblement améliorée, et des inconvénients très sérieux en résulteraient.

L'Administration, du reste, se montra toute disposée à ne pas imposer aux assureurs le renseignement par fiches individuelles, et les assureurs de leur côté se déclarèrent disposés à collaborer le plus efficacement possible à l'établissement de la statistique projetée, par la rédaction des tableaux récapitulatifs ci-après annexés.

b) *Industriels non assurés.* — Tout ce qui précède concerne plus particulièrement les industriels assurés. Quels renseignements peut-on obtenir au sujet des non-assurés?

Ceux-ci se répartissent en deux catégories. Sur les uns — Compagnies de chemins de fer, ou tramways, de mines, ou général industries concédées et contrôlées — l'État exerce une action directe. Il suffirait que les statistiques dressées au ministère des Travaux publics fussent harmonisées avec les principes résumés ci-dessous pour que le statisticien fût en mesure de recueillir pour ces industries des renseignements globaux correspondant à ceux que les assureurs sont disposés à fournir pour leurs assurés.

L'autre catégorie comprend les industriels ordinaires qui n'ont pas cru devoir recourir à l'assurance. Comment déterminer le nombre, relativement peu considérable, des ouvriers qu'ils occupent et comment apprécier le nombre d'accidents survenus dans leurs travaux?

La statistique du *recensement professionnel* pourrait être utilisée à cet effet; on pourrait lui demander le nombre total des ouvriers assujettis pour chaque groupe ou sous-groupe, la classification du recensement professionnel étant à cet effet harmonisée avec celle de la statis-

tique prévue ici. En déduisant de ce total le nombre des ouvriers occupés par les industriels assurés (et par les mines ou chemins de fer), on obtiendrait approximativement le nombre d'ouvriers occupés par les autres industriels non assurés.

D'autre part, la statistique des accidents du travail dressée par le *ministère de la Justice* pourrait être mise en harmonie avec la statistique projetée ici; on pourrait lui demander de fournir le nombre total des accidents (entraînant la mort ou l'incapacité permanente totale ou partielle) pour chaque groupe ou sous-groupe; en déduisant de ce total le nombre des accidents recensés par les assureurs (ou par les Travaux publics), on obtiendrait approximativement le nombre des accidents survenus dans les autres entreprises non assurées.

*En résumé*, la Commission propose de donner au tableau récapitulatif des diverses données concernant le personnel assuré la forme du tableau A ci-après, qui indique :

Colonne 1 : les groupes d'industrie considérés;

Colonne 2 : le nombre moyen d'ouvriers;

Colonne 3 : les salaires totaux (que nous supposons être le point de départ habituel des calculs effectués en vue d'évaluer le nombre de *vollarbeiter*);

Colonne 4 : le salaire moyen payé à l'heure;

Colonne 5 : le nombre total d'heures de travail, indication facultative, directement fournie ou évaluée en divisant le salaire total par le salaire moyen horaire;

Colonne 6 : le nombre des *vollarbeiter*, aboutissant nécessaire de ces évaluations.

## 2° Statistique des accidents, de leurs causes et de leurs conséquences

(tableaux B et C).

La Commission a été unanime à penser qu'il conviendrait de borner, pour le moment, les investigations aux accidents du travail entraînant la *mort* ou l'*incapacité permanente* totale ou partielle. La question reste entière en ce qui concerne les innombrables petits accidents sur lesquels les renseignements ne pourraient être recueillis qu'à grand-peine et à grands frais, sans offrir pour cela plus de garanties de précision.

Les tableaux B et C donnés ici à titre d'indication et de minimum, seraient beaucoup plus aisés à établir que le tableau A. On peut d'ores et déjà indiquer l'intérêt qu'il y aurait, en vue de détailler ces tableaux ou d'en établir de supplémentaires, à compléter par quelques *renseignements nouveaux* ceux qui sont fournis sur les fiches de règlements de sinistre; ces renseignements nouveaux concerneraient :

1) Le jour de la semaine et l'heure où est survenu l'accident;

2) La nature de la blessure (*organe atteint, lésion produite*), ces renseignements étant classés le plus possible en concordance avec les statistiques étrangères, sauf à détailler davantage que nous ne l'avons fait dans le tableau C.

De même, il y aurait peut-être lieu de préciser davantage les renseignements déjà réclamés sur la *cause de l'accident* (machines, outils, chutes, etc.), soit en retouchant le cadre des fiches de règlement de sinistre, soit en donnant des instructions en vue de la rédaction manuscrite des circonstances de l'accident. Là encore il y aurait lieu d'établir une classification concordant avec celle des statistiques étrangères, et de prévoir peut-être des subdivisions plus détaillées encore que celles du tableau B.

Enfin, au moyen des données sur les causes et sur les conséquences des accidents, on pourrait établir des *tableaux supplémentaires* analogues à ceux que contiennent les statistiques étrangères, et où les diverses catégories d'accidents seraient classées d'après leurs causes. On voit sans peine l'intérêt que ces rapprochements présenteraient pour la prévention des accidents.

La Commission fait enfin remarquer qu'il y a lieu d'encourager les assureurs à faire relever toutes ces données, par leurs agents, selon un questionnaire aussi complet que possible, et exprime le vœu que les juges de paix conduisent l'enquête selon un cadre uniforme.



La Commission rappelle, d'autre part, qu'il y a lieu de prévoir des *subdivisions plus détaillées des groupes d'industries* que dans les trois tableaux-types. Elle considère comme ayant le plus grand intérêt une subdivision des groupes en sous-groupes, étant entendu qu'on s'attacherait à ne conserver que des industries homogènes, au point de vue des risques et comprenant un nombre important d'ouvriers. Elle ajoute que cette subdivision résulterait utilement d'une entente internationale.

Elle rappelle aussi qu'il serait bon d'harmoniser avec la statistique projetée ici, les statistiques du ministère des Travaux publics, du Recensement professionnel et de la Justice.



TABLEAU A  
Personnel assuré (1).

| PROFESIONS<br>OU INDUSTRIES.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | NOMBRE<br>MOYEN<br>d'ouvriers. | SALAIRES<br>TOTAUX. | SALAIRE<br>MOYEN PAYÉ<br>à l'heure. | NOMBRE<br>TOTAL D'HEURES<br>de travail. | NOMBRE<br>D'OUVRIERS TYPES<br>(colonne 5<br>$\frac{3000}{6}$ ) |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------|---------------------|-------------------------------------|-----------------------------------------|----------------------------------------------------------------|
| 1<br>1 <sup>er</sup> groupe. — Mines. carrières souterraines. Carrières à ciel ouvert. Meunerie Sucrière. Distillerie. Industries se rapportant à l'alimentation. Brasserie. Hauts-fourneaux. Forges. Acieries. Chaudronnerie. Fonderie. Ferronnerie. Maréchalerie. Petite mécanique. Produits chimiques et dérivés. Usines d'éclairage et d'électricité. Cuir et peaux. Papier et industries de transformation d'imprimerie. Entreprises de travaux publics. Construction. Maçonnerie Charpente en bois et en fer. Serrurerie. Menuiserie. Peinture. Plomberie. Canalisation. Travail du bois. Ebénisterie. Tanneries. Articles de Paris. Poterie. Céramique. Verrerie. Industries textiles. Habillement. Transports par terre et par eau. Entreprises de chargement et déchargement. Commerce. Agriculture. | 3                              | 3                   | 4                                   | 5                                       | 6                                                              |
| 2 <sup>e</sup> — — — — —<br>3 <sup>e</sup> — — — — —<br>4 <sup>e</sup> — — — — —<br>5 <sup>e</sup> — — — — —<br>6 <sup>e</sup> — — — — —<br>7 <sup>e</sup> — — — — —<br>8 <sup>e</sup> — — — — —<br>9 <sup>e</sup> — — — — —<br>10 <sup>e</sup> — — — — —<br>11 <sup>e</sup> — — — — —<br>12 <sup>e</sup> — — — — —                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |                                |                     |                                     |                                         |                                                                |

(1) On retrouvera dans le texte du rapport des observations sur l'indrégité qu'il y aurait à subdiviser davantage chaque groupe en sous-groupes et chaque sous-groupe éventuellement en classes distinctes. Pour ne pas fatiguer à l'excès nos tableaux, nous nous bornons à reproduire, sous la rubrique "Personnel assuré", les divisions et subdivisions, peut-être insuffisamment détaillées, de décret de 1930. Une révision de cette classification, poursoignée si possible en concordance avec les expériences étrangères (Autriche notamment) restera délicate.

Causes des accidents (2).

| PROFESIONS<br>OU INDUSTRIES (1).                                                                                                                                                                   | NOMBRE TOTAL<br>DES ACCIDENTS<br>entraînant la mort ou<br>une incapacité<br>permanente.                              |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|
|                                                                                                                                                                                                    | DIVERS.                                                                                                              |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|                                                                                                                                                                                                    | USAGE D'OUTILS<br>A MAIN<br>et d'instruments d'un<br>genre simple. Mar-<br>teaux, haches, pio-<br>ches, bûches, etc. |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|                                                                                                                                                                                                    | NAVIGATION<br>ET TRANSPORT<br>par canaux (chute par<br>dessus bord, etc.).                                           |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|                                                                                                                                                                                                    | EXPLOITATION<br>DES CHEMINS DE FER.<br>Écrasement, etc.                                                              |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|                                                                                                                                                                                                    | VOYAGES EN<br>VOITURE ET A CHEVAL.<br>Écrasement, chocs,<br>morsure d'animaux.                                       |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|                                                                                                                                                                                                    | CHARGEMENT<br>ET DÉCHARGEMENT<br>enlèvement & partage.                                                               |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|                                                                                                                                                                                                    | CHUTE<br>DU HAUT D'ÉCHELLES,<br>d'échafauds, d'esca-<br>liers, dans des exca-<br>vations, etc.                       |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|                                                                                                                                                                                                    | EFFONDREMENT,<br>CHUTE ET<br>renversement d'objet.                                                                   |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|                                                                                                                                                                                                    | SUBSTANCES<br>COMBUSTIBLES<br>toxiques, brûlantes et<br>corrosives, etc. Gaz<br>et vapeurs, etc.                     |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|                                                                                                                                                                                                    | EXPLOSION<br>DE MATIÈRES<br>fulminantes (poudre,<br>dynamites, etc.).                                                |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|                                                                                                                                                                                                    | CHAUDIÈRES<br>A VAPEUR.<br>Conduite de vapeur et<br>chaudières à compen-<br>sation (par explosion<br>ou autrement).  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|                                                                                                                                                                                                    | ASCENSEURS<br>MONTES - CHARGES<br>Grues, Treuils.                                                                    |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|                                                                                                                                                                                                    | MACHINES-OUTILS<br>SANS MOTEURS.                                                                                     |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|                                                                                                                                                                                                    | MACHINES-OUTILS<br>mues par des moteurs.                                                                             |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|                                                                                                                                                                                                    | TRANSMISSIONS.                                                                                                       |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|                                                                                                                                                                                                    | MOTEURS.                                                                                                             |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 1 <sup>re</sup> Groupe. — Mines, Minières, Carri-<br>ères souterraines, Car-<br>rières à ciel ouvert.                                                                                              |                                                                                                                      |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 2 <sup>e</sup> — — — Monnerie, Sucrerie,<br>Distillerie, Industr.<br>se rapportant à l'al-<br>imentation. Bras.                                                                                    |                                                                                                                      |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 3 <sup>e</sup> — — — Hauts - fourneaux,<br>Forges, Acieries.<br>Chaudronnerie, Fon-<br>deries, Ferronnerie,<br>Marchanderie, Fe-<br>rité mécanique.                                                |                                                                                                                      |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 4 <sup>e</sup> — — — Produits chimiques et<br>dérivés. Vaines d'é-<br>clairage et d'électri-<br>cité. Cuirs et peaux.                                                                              |                                                                                                                      |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 5 <sup>e</sup> — — — Papier et Industries<br>de transformation.<br>Imprimerie.                                                                                                                     |                                                                                                                      |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 6 <sup>e</sup> — — — Entreprises de tra-<br>vaux publics Cons-<br>truction, Maçonne-<br>rie, Charpente en<br>bois et en fer, Ser-<br>rurerie, Menuiserie,<br>Peinture, Plomberie,<br>Canalisation. |                                                                                                                      |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 7 <sup>e</sup> — — — Travail du bois. Ébé-<br>nisterie, Tâblerie,<br>Brosserie, Vannerie,<br>Articles de Paris,<br>Poterie, Céramique<br>Verrerie.                                                 |                                                                                                                      |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 8 <sup>e</sup> — — — Industries textiles.<br>Habillage.                                                                                                                                            |                                                                                                                      |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 9 <sup>e</sup> — — — Transport par terre<br>et par eau. Entre-<br>prise de chargement<br>et déchargement.                                                                                          |                                                                                                                      |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 10 <sup>e</sup> — — — Commerce.                                                                                                                                                                    |                                                                                                                      |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 11 <sup>e</sup> — — — Agriculture.                                                                                                                                                                 |                                                                                                                      |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 12 <sup>e</sup> — — —                                                                                                                                                                              |                                                                                                                      |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |

(1) Pour la subdivision des groupes d'industries, voir la note du tableau précédent.

(2) La nomenclature des causes (circonstances) des accidents est empruntée à la statistique autrichienne et donnée ici à titre provisoire. Certaines rubriques (par exemple, Chargements, etc., et Ascenseurs, etc.,) prêtent peut-être à des confusions. Chacune des colonnes pourrait être subdivisée en trois, pour permettre d'indiquer au-dessous de chaque cause d'accident, le nombre d'incapacités partielles, d'incapacités totales et de morts résultant de cette cause; on bien encore on peut supposer 3 tableaux différents.

TABLEAU C  
Conséquences des accidents.

| PROFESSIONS OU INDUSTRIES (1).                                                                                                                                              | selon la nature de la blessure (2). |                                      |                                          |                                                         |                          |              |                       |                       |                                              |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------------|------------------------------------------|---------------------------------------------------------|--------------------------|--------------|-----------------------|-----------------------|----------------------------------------------|
|                                                                                                                                                                             | Total.                              | Selon la conséquence de la blessure. |                                          |                                                         |                          |              |                       |                       |                                              |
|                                                                                                                                                                             |                                     | Mort.                                | Incapacité de travail permanente absolue | Incapacité de travail permanente partielle.             | Autres blessures.        |              |                       |                       |                                              |
|                                                                                                                                                                             |                                     |                                      |                                          |                                                         | Noyade.                  | Etouffement. | Blessures internes.   |                       |                                              |
|                                                                                                                                                                             |                                     |                                      |                                          |                                                         |                          |              |                       | Blessures intéressant |                                              |
|                                                                                                                                                                             |                                     |                                      |                                          | d'autres parties du corps ou plusieurs concurrentement. | les jambes et les pieds. | les doigts.  | les bras et les mains | les yeux.             | la tête et le visage à l'exclusion des yeux. |
| 1 <sup>er</sup> Groupe. — Mines. Minères. Carrières souterraines. Carrières à ciel ouvert.                                                                                  |                                     |                                      |                                          |                                                         |                          |              |                       |                       |                                              |
| 2 <sup>e</sup> — — — — — Menuiserie. Sucrerie. Distillerie. Industries se rapportant à l'alimentation. Brasserie.                                                           |                                     |                                      |                                          |                                                         |                          |              |                       |                       |                                              |
| 3 <sup>e</sup> — — — — — Hauts-fourneaux. Forges. Acieries. Chandronnerie. Fonderie. Ferronnerie. Marchanderie. Petite mécanique.                                           |                                     |                                      |                                          |                                                         |                          |              |                       |                       |                                              |
| 4 <sup>e</sup> — — — — — Produits chimiques et dérivés. Usines d'éclairage et d'électricité. Cuir et peaux.                                                                 |                                     |                                      |                                          |                                                         |                          |              |                       |                       |                                              |
| 5 <sup>e</sup> — — — — — Papier et industries de transformation. Imprimerie.                                                                                                |                                     |                                      |                                          |                                                         |                          |              |                       |                       |                                              |
| 6 <sup>e</sup> — — — — — Entreprises de travaux publics. Construction. Maçonnerie. Charpentes en bois et en fer. Serrurerie. Menuiserie. Peinture. Plomberie. Canalisation. |                                     |                                      |                                          |                                                         |                          |              |                       |                       |                                              |
| 7 <sup>e</sup> — — — — — Travail du bois. Ebénisterie. Tabletterie. Brosserie. Vannerie. Articles de Paris.                                                                 |                                     |                                      |                                          |                                                         |                          |              |                       |                       |                                              |
| 8 <sup>e</sup> — — — — — Poterie. Céramique. Verrerie.                                                                                                                      |                                     |                                      |                                          |                                                         |                          |              |                       |                       |                                              |
| 9 <sup>e</sup> — — — — — Industries textiles. Habillement.                                                                                                                  |                                     |                                      |                                          |                                                         |                          |              |                       |                       |                                              |
| 10 <sup>e</sup> — — — — — Transport par eau et par terre. Entrepôt de chargement et déchargement.                                                                           |                                     |                                      |                                          |                                                         |                          |              |                       |                       |                                              |
| 11 <sup>e</sup> — — — — — Commerce.                                                                                                                                         |                                     |                                      |                                          |                                                         |                          |              |                       |                       |                                              |
| 12 <sup>e</sup> — — — — — Agriculture.                                                                                                                                      |                                     |                                      |                                          |                                                         |                          |              |                       |                       |                                              |

(1) Pour la subdivision des groupes d'industries, voir le note du tableau A.

(2) Ici encore, la subdivision des blessures, selon leur nature, est indiquée à titre préliminaire et empruntée à la statistique autrichienne.

(1) Pour la subdivision des groupes d'industries, voir le note du tableau A.

(2) Ici encore, la subdivision des blessures, selon leur nature, est donnée à titre provisoire et empruntée à la statistique autrichienne.

# TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

DE

## TOME XV

1904

---

### 1° PAR MATIÈRES.

#### A

#### Accidents du travail (réparation des... et assurance contre les).

Loi *italienne* du 29 juin 1903, p. 5; — Instruction pour l'application de la loi *russe* du 2 juin 1903 sur la réparation des accidents, p. 31; — Étude sur la loi *espagnole* du 30 janvier 1900, p. 56; — Note de M. Stoff sur l'assurance des ouvriers en *Russie*, p. 95; — Observations de M. Stoff sur la traduction de la loi *russe* du 2 juin 1903, p. 97; — L'assurance des gens de mer contre les accidents du travail en *France*, p. 100; — L'assurance des gens de mer contre les accidents du travail en *Allemagne*, p. 113; — Résultats sommaires de l'assurance-accidents *allemande* en 1902, p. 122; — Nouveau tarif de primes et charges effectives des diverses industries en *Autriche*, p. 126; — Loi *hollandaise* du 8 décembre 1902 concernant l'exécution de l'art. 75 de la loi du 2 janvier 1901, p. 145; — Loi *néo-zélandaise* du 18 octobre 1900, sur la réparation des suites dommageables des accidents du travail, p. 175; — Loi *néo-zélandaise* du 3 octobre 1902 modifiant la loi du 18 octobre 1900, p. 184; — État des travaux législatifs *français* relatifs aux accidents du travail, p. 194; — Règlement pour l'exécution de la loi *italienne* du 31 janvier 1904, p. 230; — Décret *italien* du 13 décembre 1903 pour la répartition des indemnités dues aux descendants des ouvriers tués, p. 273; — Statistique *française* des accidents du travail en 1903, p. 310; — Nouvelles tables *autrichiennes* de calcul des capitaux représentatifs, p. 312; — Première statistique *luxembourgeoise* de l'assurance contre les accidents (1903), p. 321; — Définition mathématique de la cotisation dans les mutualités-accidents, p. 326; — La loi *belge* sur les accidents du travail et le dictionnaire de l'Académie, p. 327; — Arrêté *belge* du 29 août 1904 portant règlement général de l'assurance contre les accidents, p. 337; — Arrêté *belge* du 30 août 1904 relatif aux frais médicaux

et pharmaceutiques, p. 351; — Circulaire *belge* du 31 août 1904, p. 355; — Décrets *espagnols* relatifs aux accidents du travail (suite), p. 379; — Loi *italienne* du 11 juillet 1904, p. 407; — Nomination en *France* d'une commission relative aux accidents agricoles, p. 410; — Les causes des accidents du travail d'après la statistique *autrichienne* de 1897-1904, p. 412; — Précis des accidents du travail de MM. Ollive et le Meignen, p. 463; — L'extension de la loi *française* du 9 avril 1898 aux entreprises commerciales, p. 465; — Étude sur les projets de modification de la loi *française* du 9 avril 1898, p. 473; — Arrêté *luxembourgeois* du 12 août 1903 concernant la comptabilité de l'association d'assurance contre les accidents, p. 490; — Nouveaux tarifs de la Caisse nationale *française* des retraites pour l'application de la loi du 9 avril 1898, p. 504; — Sociétés admises à pratiquer en *France* l'assurance contre les accidents du travail, p. 531; — Proposition modifiant la loi *française* du 9 avril 1898, p. 534; — Projet de statistique *française*, p. 637.

### Agriculture.

Arrêtés du 25 octobre 1904 instituant une commission relative à l'extension des lois sur les accidents du travail aux ouvriers agricoles, p. 410.

### Assurances ouvrières.

Ouvrages relatifs à l'assurance ouvrière allemande et destinés à l'exposition de Saint-Louis, p. 142; — L'assurance ouvrière allemande et sa place dans l'armement antituberculeux, p. 450.

(Voir : *Accidents du travail, Invalidité, Retraites ouvrières, Vieillesse*).

## B

### Bibliographie.

Étude médico-légale sur les traumatismes de l'œil et de ses annexes, par S. Baudry, p. 140; — Commentaire de la loi allemande sur l'assurance contre l'invalidité, par MM. Isenbart et Spielhagen, p. 140; — Ouvrages relatifs à l'assurance ouvrière allemande et destinés à l'exposition de Saint-Louis, p. 142; — Précis des accidents du travail de MM. G. Ollive et Le Meignen, p. 463; — Publications du ministère du Commerce (division de l'assurance et de la prévoyance sociales), p. 630; — Rapport de M. Cruveilhier sur l'extension de la législation des accidents du travail aux entreprises commerciales, p. 631.

## C

### Caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs.

Opérations de la Caisse générale minière de secours et de pensions de la Westphalie (1860-1902), p. 277; — Les sociétés de secours *françaises* des ouvriers et employés des mines de 1896 à 1902, p. 286; — Statistique des sociétés de secours des ouvriers mineurs en *Prusse*, p. 619.

**Caisse nationale des retraites.**

Nouveaux tarifs pour l'exécution des lois sur les accidents du travail, p. 504;  
— Note de M. Ch. Renard sur ces nouveaux tarifs, p. 529.

**Comité permanent.**

Séance du 28 mars 1904 : statistique internationale des accidents. — Création d'une section *française*, p. 143; — Constitution de la section *française*, p. 329.

**Commerce.**

L'extension de la loi *française* du 9 avril 1898 aux entreprises commerciales, p. 465; — Vœux émis par la fédération des industriels et commerçants français relativement à la proposition de loi étendant la loi du 9 avril 1898 aux entreprises commerciales, p. 487.

**Congrès.**

Congrès médical international des accidents du travail, Liège, 1905, p. 144;  
— Le congrès de Vienne de 1905, p. 336 et p. 632; — Congrès des assurances sociales tenu à Bilbao (Espagne), les 27, 28 et 29 octobre 1902, p. 419.

**H****Hygiène et sécurité.**

Loi *luxembourgeoise* du 15 juin 1903 concernant la sécurité et la santé des ouvriers employés dans les entreprises industrielles et commerciales, p. 489; — Loi *française* du 11 juillet 1903 portant modification à la loi du 12 juin 1893, p. 494; — Décret *français* du 29 novembre 1904, p. 496.

**I****Invalidité.**

Commentaire de la loi allemande sur l'assurance contre l'invalidité, par MM. Isenbart et Spielhagen, p. 140.  
(Voir : *Retraites ouvrières, Vieillesse*).

**L****Législation ouvrière.**

Convention *franco-italienne* du 15 avril 1904, p. 186.

**M****Marins.**

L'assurance des gens de mer contre les accidents du travail en *France*, p. 100;  
— L'assurance des gens de mer contre les accidents du travail en *Allemagne*, p. 113.

**Médecine.**

Étude médico-légale sur les traumatismes de l'œil et de ses annexes, par S. Baudry, p. 140; — Médecine légale des accidents du travail, par Ollive et Le Meignen, p. 463.

**Mines.**

Opérations de la Caisse générale minière de secours et de pensions de la *Westphalie* (1860-1902), p. 277; — Les caisses de secours des ouvriers et employés des mines *françaises* de 1893 à 1902, p. 286; — Loi du 11 juillet 1904 en faveur du syndicat obligatoire d'assurance mutuelle contre les accidents du travail entre les exploitants des mines de soufre de la *Sicile*, p. 407; — Statistique des sociétés de secours des ouvriers mineurs en *Prusse* (1903), p. 619.

**R****Retraites ouvrières.**

Rapport de M. P. Guieysse au nom de la commission d'assurance et de prévoyance sociales de la Chambre des députés, sur les propositions relatives aux caisses de retraites ouvrières et portant création de retraites de vieillesse et d'invalidité, p. 543.

(Voir : *Invalidité, Vieillesse*).

**S****Section française.**

Création, p. 143; — Constitution : séance du 28 mars 1904, p. 329; — Séance du comité directeur du 21 avril 1904, p. 330; — Séance du comité directeur du 21 avril 1904, p. 332.

**Section française (Travaux de la).**

L'extension de la loi du 9 avril 1898 aux entreprises commerciales, p. 465; — Résumé et commentaire des travaux de la commission chargée d'étudier le projet de loi portant modification sur certains points à la loi du 9 avril 1898, p. 473; — Rapport sur un projet de statistique française des accidents du travail, p. 637.

**Sécurité.**

(Voir : *Hygiène*).

**Sociétés d'assurances.**

Sociétés admises à pratiquer en *France* l'assurance contre les accidents du travail, p. 531.

**Statistique.**

Statistique internationale des accidents, p. 143; — Statistique *française* des accidents du travail en 1903, p. 310; — Première statistique *luxembourgeoise* de l'assurance contre les accidents (1903), p. 321; — Statistique

des sociétés de secours des ouvriers mineurs en *Prusse*, 1903, p. 619; — Rapport sur un projet de statistique française des accidents du travail, p. 637.

## T

### Tuberculose.

L'assurance ouvrière *allemande* et sa place dans l'armement antituberculeux, p. 450.

## V

### Vieillesse.

Loi *belge* du 20 août 1903 modifiant la loi du 10 mai 1900 sur les pensions de vieillesse, p. 378.

(Voir : *Invalidité, Retraites ouvrières*).

---

## 2° PAR PAYS

### Allemagne.

L'assurance des gens de mer contre les accidents du travail, p. 113; — Résultats sommaires de l'assurance-accidents en 1902, p. 122; — Opérations de la Caisse générale minière de secours et de pensions de la *Westphalie* (1860-1902), p. 277; — L'assurance ouvrière *allemande* et sa place dans l'armement antituberculeux, p. 450; — Statistique des sociétés de secours des ouvriers mineurs en *Prusse* (1903), p. 619.

### Autriche.

Assurance contre les accidents : nouveau tarif de primes et charges effectives de diverses industries, p. 126; — Nouvelles tables de calcul des capitaux représentatifs, p. 312; — Les causes des accidents du travail d'après la statistique de 1897-1901, p. 412; — Congrès de Vienne, 1905, p. 336 et 632.

### Belgique.

La loi belge sur les accidents du travail et le dictionnaire de l'Académie, p. 327; — Arrêté du 29 août 1904 portant règlement général de l'assurance contre les accidents, p. 337; — arrêté du 30 août 1904 fixant le tarif prévu par l'article 5 de la loi du 24 décembre 1903, p. 351; — Circulaire du 31 août 1904 aux gouverneurs relative à la loi sur les accidents du travail, p. 355; — Loi du 20 août 1903 modifiant la loi du 10 mai 1900 sur les pensions de vieillesse, p. 378.

### Espagne.

Étude sur la loi du 30 janvier 1900 sur les accidents du travail par M. De-léarde, p. 56; — Suite des décrets et règlements pris en exécution de la loi du 30 janvier 1900 sur les accidents du travail : XXII, décret du 15 août 1903 approuvant le règlement de l'institut des réformes sociales, p. 379;



— XXIII : Analyse de documents officiels relatifs aux compagnies d'assurances contre les accidents, p. 400; — Congrès des assurances sociales tenu à Bilbao en 1902, p. 419.

### France.

L'assurance des gens de mer contre les accidents du travail, p. 100; — Convention franco-italienne du 15 avril 1904 sur la législation ouvrière, p. 186; — État des travaux législatifs relatifs aux accidents du travail, p. 194; — Les caisses de secours des ouvriers et employés des mines de 1896 à 1902, p. 286; — Statistique des accidents en 1903, p. 310; — Arrêtés du 25 octobre 1904 instituant une commission relative à l'extension des lois sur les accidents du travail aux ouvriers agricoles, p. 410; — l'extension de la loi du 9 avril 1898 aux entreprises commerciales, p. 465; — étude sur les projets de modification de la loi du 9 avril 1898, p. 473; — Vœux émis par la fédération des industriels et commerçants français relativement à la proposition de loi étendant la loi du 9 avril 1898 aux entreprises commerciales, p. 487; — loi du 11 juillet 1903 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs, p. 494; — décret du 29 novembre 1904 relatif à l'hygiène et la sécurité des travailleurs, p. 496; — nouveaux tarifs de la Caisse nationale des retraites pour l'exécution de la loi du 9 avril 1898, p. 504; — Sociétés d'assurances autorisées à pratiquer l'assurance contre les accidents du travail, p. 534; — Proposition votée par le Sénat le 1<sup>er</sup> décembre 1904 et modifiant la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, p. 534; — Rapport de M. Guieysse sur les retraites ouvrières, p. 543; — Rapport sur le projet de statistique française des accidents, p. 637.

### Hollande.

Loi du 8 décembre 1902 concernant l'exécution de l'article 75 de la loi du 2 janvier 1901 sur les accidents du travail, p. 145.

### Italie.

Loi du 29 juin 1903 sur les accidents du travail, p. 15; — Rapport de M. Ferrero di Cambiano sur le projet de cette loi, p. 5; — Convention franco-italienne du 15 avril 1904 sur la législation ouvrière, p. 186; — Règlement pour l'exécution de la loi du 31 janvier 1904 sur les accidents arrivés aux ouvriers dans leur travail, p. 230; — Décret du 13 décembre 1903 pour la répartition des indemnités dues aux descendants des ouvriers décédés par suite d'accidents du travail, p. 273; — Loi du 11 juillet 1904 en faveur du syndicat obligatoire d'assurance mutuelle contre les accidents du travail entre les exploitants de mines de soufre de la Sicile, p. 407.

### Luxembourg (Grand-Duché de).

Première statistique de l'assurance contre les accidents (1903), p. 324; — Loi du 15 juin 1903 concernant la sécurité et la santé des ouvriers employés dans les entreprises industrielles et commerciales, p. 489; — Arrêté du 12 août 1903 concernant la comptabilité de l'association d'assurance contre les accidents, p. 490.

**Nouvelle-Zélande.**

Loi du 18 octobre 1900 sur la réparation des suites dommageables des accidents du travail, p. 175; — Loi du 3 octobre 1902 modifiant la loi du 18 octobre 1900, p. 184.

**Russie.**

Instruction donnée aux bureaux de l'inspection des fabriques pour l'application de la loi du 2 juin 1903 sur la réparation des accidents, p. 31; — Note de M. Stoff sur l'assurance des ouvriers contre les accidents, p. 95; — Observations de M. Stoff sur la traduction de la loi du 2 juin 1903, p. 97.

---

## TABLE ALPHABÉTIQUE DES NOMS D'AUTEURS

---

### B

#### **Baudry.**

Étude médico-légale sur les traumatismes de l'œil et de ses annexes, p. 140.

### C

#### **Cauville.**

État des travaux législatifs relatifs aux accidents du travail, p. 194; — Les caisses de secours des ouvriers et employés des mines *françaises* de 1896 à 1902, p. 286.

#### **Cazavan.**

Étude sur le projet de loi portant modification à la loi *française* du 9 avril 1898, p. 473.

#### **Cruveilhier.**

Rapport sur l'extension aux entreprises commerciales de la législation sur les accidents du travail, p. 631.

### D

#### **Deléarde.**

Étude sur la loi *espagnole* du 30 janvier 1900 sur les accidents du travail, p. 56; — L'assurance des gens de mer contre les accidents du travail, p. 100; — Analyse et traduction des décrets relatifs à la loi *espagnole* sur les accidents, p. 379; — Compte rendu du Congrès des assurances sociales tenu à *Bilbao* en 1902, p. 419.

### F

#### **Ferrero di Cambiano.**

Rapport présenté le 25 juin 1903 à la Chambre des députés *italienne* sur le projet de loi modifiant la loi du 17 mars 1898 sur les accidents du travail, p. 5.

#### **Fuster (Édouard).**

L'assurance des gens de mer contre les accidents du travail en *Allemagne*, p. 113; — Résultats sommaires de l'assurance-accidents en 1902 en *Allemagne*, p. 122; — Analyse du nouveau tarif de primes de l'assurance-

accidents et des charges effectives des diverses industries en *Autriche*, p. 126; — Analyse des opérations de la caisse générale minière de secours et de pensions de la *Westphalie* (1860-1902), p. 277; — Analyse des nouvelles tables *autrichiennes* de calcul des capitaux représentatifs, p. 312; — Analyse de la première statistique *luxembourgeoise* de l'assurance contre les accidents (1903), p. 321; — Traduction d'une note sur les causes des accidents du travail d'après la statistique *autrichienne* de 1897-1901, p. 412; — L'assurance ouvrière *allemande* et sa place dans l'armement antituberculeux, p. 480; — Rapport sur le projet de statistique française des accidents du travail, p. 637.

## G

### Guéysse.

Rapport fait au nom de la commission d'assurance et de prévoyance sociales de la Chambre des députés sur les diverses propositions de loi relatives aux caisses de retraites ouvrières et portant création de retraites de vieillesse et d'invalidité, p. 543.

## H

### Hamelin.

L'extension de la loi *française* du 9 avril 1898 aux entreprises commerciales, p. 465.

## I

### Isenbart.

Commentaire de la loi *allemande* sur l'assurance contre l'invalidité, p. 140.

## K

### Kœgler.

Les causes des accidents du travail d'après la statistique *autrichienne* de 1897-1901, p. 412.

## L

### Leblanc.

Traduction de l'instruction pour l'application de la loi *russe* du 2 juin 1903 sur la réparation des accidents, p. 31.

### Le Meignan.

Précis des accidents du travail, p. 463.

## O

### Office impérial des assurances (Allemagne).

Ouvrages relatifs à l'assurance ouvrière allemande et destinés à l'exposition de *Saint-Louis*, p. 142.

**Ollive.**

Précis des accidents du travail, p. 463.

**R****Renaud (Ch.).**

L'assurance des gens de mer contre les accidents du travail, p. 400; — Définition mathématique de la cotisation dans les mutualités-accidents, p. 326; — Note sur les nouveaux tarifs de la Caisse nationale des retraites pour l'exécution des lois sur les accidents du travail, p. 529.

**S****Salomon.**

Traduction de l'instruction pour l'application de la loi *russe* du 2 juin 1903 sur la réparation des accidents, p. 31.

**Spielhagen.**

Commentaire de la loi *allemande* sur l'assurance contre l'invalidité, p. 140.

**Stoff.**

Note sur l'assurance des ouvriers contre les accidents du travail, en *Russie*, p. 93; — Observations sur la traduction de la loi *russe* du 2 juin 1903, p. 97.

---

# TABLE CHRONOLOGIQUE

1<sup>er</sup> N<sup>o</sup>. — JANVIER-FÉVRIER-MARS-AVRIL 1904

## LÉGISLATION

|                                                                                                                                                           | Pages. |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| ITALIE. — Accidents du travail : loi du 29 juin 1903 modifiant la loi du 17 mars 1898, et rapport de M. FERRERO DI CAMBIANO à la Chambre des députés..... | 5      |
| RUSSIE. — Instruction donnée aux bureaux des fabriques pour l'application de la loi du 2 juin 1903 sur la réparation des accidents.....                   | 31     |
| ESPAGNE. — Étude sur la loi du 30 janvier 1900 sur les accidents du travail, par M. DELÉARDE.....                                                         | 56     |
| RUSSIE. — Note de M. STOFF sur l'assurance des ouvriers contre les accidents.                                                                             | 95     |
| RUSSIE. — Observations sur la traduction de la loi sur les accidents du travail et de l'instruction relative à l'exécution de cette loi.....              | 97     |

## VARIÉTÉS

|                                                                                                                           |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| FRANCE. — L'assurance des gens de mer contre les accidents du travail, par MM. DELÉARDE et RENARD.....                    | 100 |
| ALLEMAGNE. — L'assurance des gens de mer contre les accidents du travail; analyse de la loi de 1900 par M. E. FUSTER..... | 113 |

## STATISTIQUE

|                                                                                                                                               |     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| ALLEMAGNE. — Résultats sommaires de l'assurance-accidents en 1902...                                                                          | 122 |
| AUTRICHE. — Assurance contre les accidents : nouveau tarif de primes et charges effectives des diverses industries, analyse par E. FUSTER.... | 126 |

## BIBLIOGRAPHIE

|                                                                                                          |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Les traumatismes de l'œil, par S. BAUDRY.....                                                            | 140 |
| Commentaire de la loi allemande sur l'assurance contre l'invalidité, par MM. ISENBART et SPIELHAGEN..... | 140 |
| Publications sur l'assurance allemande éditées à l'occasion de l'exposition de Saint-Louis.....          | 142 |

## TRAVAUX DU COMITÉ PERMANENT

|                                                                    |     |
|--------------------------------------------------------------------|-----|
| Séance du 28 mars 1904.....                                        | 143 |
| Avis : Congrès médical international des accidents du travail..... | 144 |

2<sup>e</sup> N<sup>o</sup>. — MAI-JUIN 1904.

## LÉGISLATION

|                                                                                                              | Page. |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| HOLLANDE. — Accidents du travail : Loi du 8 décembre 1902.....                                               | 145   |
| NOUVELLE-ZÉLANDE. — Accidents du travail : 1 <sup>re</sup> Loi du 18 octobre 1900.                           | 173   |
| 2 <sup>e</sup> Loi du 3 octobre 1902.....                                                                    | 184   |
| FRANCE-ITALIE. — Convention du 15 avril 1904 sur la législation ouvrière.                                    | 186   |
| FRANCE. — État des travaux législatifs relatifs aux accidents du travail..                                   | 194   |
| ITALIE. — Accidents du travail : Règlement du 13 mars 1904 sur l'exécution de la loi du 31 janvier 1904..... | 230   |

## STATISTIQUE

|                                                                                                                                          |     |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| ALLEMAGNE. — Opérations de la caisse générale minière de secours et de pensions de la Westphalie (1880-1902), analyse par E. FUSTER..... | 277 |
| FRANCE. — Les sociétés de secours des ouvriers et employés des mines de 1896 à 1902, analyse par E. CAUVILLE.....                        | 286 |
| FRANCE. — Statistique des accidents du travail en 1903.....                                                                              | 310 |
| AUTRICHE. — Assurance contre les accidents : nouvelles tables de calcul des capitaux représentatifs : analyse par E. FUSTER.....         | 312 |
| LUXEMBOURG. — Première statistique contre les accidents du travail (1903).....                                                           | 321 |

## CHRONIQUE

|                                                                                                            |     |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 1 <sup>re</sup> Définition mathématique de la cotisation dans les mutualités-accidents par Ch. RENARD..... | 326 |
| 2 <sup>e</sup> La loi belge sur les accidents du travail et le dictionnaire de l'Académie.....             | 327 |

## TRAVAUX DU COMITÉ PERMANENT

|                                           |     |
|-------------------------------------------|-----|
| Constitution d'une section française..... | 329 |
| Réunions de cette section.....            | 330 |
| Le congrès de Vienne 1905.....            | 336 |

3<sup>e</sup> N<sup>o</sup>. — JUILLET-AOÛT-SEPTEMBRE-OCTOBRE 1904

## LÉGISLATION

|                                                                                                    |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| BELGIQUE. — Arrêté portant règlement général de l'assurance contre les accidents du travail.....   | 337 |
| BELGIQUE. — Arrêté fixant le tarif prévu par l'art. 5, alinéa 3 de la loi du 21 décembre 1903..... | 351 |

|                                                                                                                                                                   | Pages. |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| BELGIQUE. — Circulaire du 31 août 1904 du ministre de l'Industrie et du Travail aux gouverneurs sur l'application de la loi des <i>accidents du travail</i> ..... | 355    |
| BELGIQUE. — Loi du 20 août 1903 modifiant la loi du 10 mai 1900 sur les <i>pensions de vieillesse</i> .....                                                       | 378    |
| ESPAGNE. — Documents officiels relatifs à l'application de la loi sur les <i>accidents du travail (suite)</i> . Analyse et traduction par M. DELÉARDE.            | 379    |
| XXII. — Décret approuvant le règlement de l'institut des réformes sociales.                                                                                       | 379    |
| XXIII. — Analyse de documents relatifs aux compagnies d'assurances contre les accidents.....                                                                      | 400    |
| ITALIE. — Loi du 11 juillet 1904 relative au syndicat obligatoire d'assurance mutuelle des mines de soufre de Sicile.....                                         | 407    |
| FRANCE. — Commission relative à l'extension de la loi sur les accidents du travail aux ouvriers agricoles.....                                                    | 410    |

### STATISTIQUE

|                                                                                                                           |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| AUTRICHE. — Les causes des accidents du travail d'après la statistique autrichienne de 1897-1901 (note de M. KÖGLER)..... | 412 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|

### VARIÉTÉS

|                                                                                                                           |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| ESPAGNE. — Congrès des assurances sociales tenu à Bilbao les 27, 28 et 29 octobre 1902; compte rendu par M. DELÉARDE..... | 419 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|

### CHRONIQUE

|                                                                                                             |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| ALLEMAGNE. — L'assurance ouvrière allemande et sa place dans l'armement antituberculeux, par M. FUSTER..... | 450 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|

### BIBLIOGRAPHIE

|                                                                                                   |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Précis des accidents du travail (médecine légale, jurisprudence) de MM. OLLIVE et LE MEIGNEN..... | 463 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|

### TRAVAUX DE LA SECTION FRANÇAISE

|                                                                                                   |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| I. — L'extension de la loi du 9 avril 1898 aux entreprises commerciales (note de M. HAMÉLIN)..... | 465 |
| II. — La revision de la loi du 9 avril 1898 (note de M. CAZAVAN).....                             | 473 |
| Documents divers : Vœux émis par la fédération des commerçants et industriels de France.....      | 487 |

4<sup>e</sup> N<sup>o</sup>. — NOVEMBRE-DÉCEMBRE 1904

### LÉGISLATION

|                                                                                                                                                    |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| LUXEMBOURG. — Loi du 15 juin 1903 concernant la sécurité et la santé des ouvriers employés dans les entreprises industrielles et commerciales..... | 489 |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|



|                                                                                                                                                                        | Page. |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| LUXEMBOURG. — Arrêté du 12 août 1903 concernant la comptabilité de l'association d'assurance contre les accidents.....                                                 | 490   |
| FRANCE. — Loi du 11 juillet 1903 portant modification de la loi du 12 juin 1893 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs.....                                     | 494   |
| FRANCE. — Décret du 29 novembre 1904 relatif à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.....                                                                        | 496   |
| FRANCE. — Nouveaux tarifs de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse établis pour l'exécution de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail..... | 504   |
| FRANCE. — Note sommaire de M. Ch. RENARD relative à ces nouveaux tarifs.....                                                                                           | 529   |
| FRANCE. — Sociétés d'assurance admises à pratiquer l'assurance contre les accidents.....                                                                               | 531   |
| FRANCE. — Proposition tendant à modifier la législation sur les accidents du travail votée par le Sénat le 1 <sup>er</sup> décembre 1904.....                          | 534   |
| FRANCE. — Rapport de M. Guieysse sur les retraites ouvrières.....                                                                                                      | 543   |

### STATISTIQUE

|                                                                                             |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| ALLEMAGNE. — Statistique des sociétés de secours des ouvriers mineurs en Prusse (1903)..... | 619 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|-----|

### BIBLIOGRAPHIE

|                                                                                                                            |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| FRANCE. — Publications de la Direction de l'assurance et de la prévoyance sociales du ministère du Commerce.....           | 630 |
| Rapport de M. Cruveilhier sur l'extension aux entreprises commerciales de la législation sur les accidents du travail..... | 631 |

### CONGRÈS

|                               |     |
|-------------------------------|-----|
| Congrès de Vienne (1905)..... | 632 |
|-------------------------------|-----|

### TRAVAUX DE LA SECTION FRANÇAISE

|                                                                                                |     |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Rapport sur le projet de statistique française des accidents du travail, par M. E. FUSTER..... | 637 |
| TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES.....                                                             | 655 |
| TABLE ALPHABÉTIQUE DES AUTEURS.....                                                            | 662 |
| TABLE CHRONOLOGIQUE.....                                                                       | 665 |

*Suite de la liste des Membres du Comité.*

**France.** — MM. **Cheysson**, Membre de l'Institut, Inspecteur général des Ponts et Chaussées.  
**De Coëne**, Président de l'Assoc. pour prévenir les accidents de fabrique, à Rouen.  
**Fernand Daquin**, Secrétaire général de la Société de Législation comparée.  
**Delatour**, Directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.  
**F. Dujardin-Beaumetz**, Membre du Comité central des Houillères de France.  
**Dumont**, Président de l'Association des Industriels de France contre les accidents du travail.

**Arthur Fontaine**, Directeur du travail au Ministère du commerce.  
**Édouard Fuster**, attaché au Musée social et au Comité central des Houillères.  
**Albert Gigot**, Directeur de la Caisse syndicale d'Assurances des Forges.  
**Griolet**, Vice-Président du Cons. d'admin. de la C<sup>ie</sup> des Chemins de fer du Nord.  
**Guieysse**, Député, ancien ministre, Président de l'Institut des Actuares.  
**Jouanny**, Vice-Président et Délégué du Comité central des Chambres syndicales.  
**Octave Keller**, Inspecteur général des Mines en retraite.  
**Liébaut**, Président honoraire de la Chambre syndicale des Mécaniciens, etc.  
**Lyon-Caen**, Membre de l'Institut, Professeur à l'École de Droit.  
**Marestaing**, Directeur de la Société d'assurances *La Prévoyance*.  
**Léon Marie**, Secrétaire général de l'Institut des Actuares.  
**Mayen**, Directeur de la C<sup>ie</sup> d'assurances *La Prévoyance*.

**Olry**, Ingénieur en chef des Mines.  
**G. Paulet**, Professeur à l'École des sciences politiques, Directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales au Ministère du Commerce.

**G. Picot**, Secrétaire perpétuel de l'Institut.

**Pinget**, Secrétaire du Comité des Forges.

**Reymond** (Francisque), Sénateur, ancien Président de la S<sup>te</sup> des Ingén<sup>rs</sup> civils.  
**Eugène Rostand**, Membre de l'Institut, Président de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance des Bouches-du-Rhône.

**E. Vermot**, Secrétaire général du Syndicat des C<sup>ies</sup> d'assurances-accidents.

**Villemin**, Président du Syndicat de garantie du Bâtiment et des Travaux publics.

**Hollande.** — **M. Snyder van Wissenkerke**, Directeur au Ministère de la Justice.

**M. A. van Løben Sels**, membre de la 2<sup>e</sup> Chambre des États généraux.

**Hongrie.** — **M. Joseph Körösi**, D<sup>r</sup> du Bureau de Statistique de la ville de Budapest.

**Italie.** — **M. Ernesto de Angeli**, Sénateur, Président de l'Ass. pour prévenir les accidents.

**M. Luigi Bodio**, Sénateur, Président du Conseil supérieur de Statistique.

**M. B. Chimirri**, Député, ancien Ministre.

**M. le D<sup>r</sup> V. Magaldi**, Directeur au Ministère du Commerce.

**M. N. Pellati**, Inspecteur général des Mines.

**Luxembourg (Grand-Duché de).** — **M. Brasseur**, Député, Bâtonnier de l'Ordre des Avocats.

**M. le D<sup>r</sup> Neumann**, Conseiller d'État.

**Norvège.** — **M. O. Schjoell**, Directeur de l'Office royal des Assurances.

**République Argentine.** — **M. François Latzina**, Directeur du Bureau de la Statistique de la République Argentine, membre de l'Institut international de Statistique.

**Russie.** — MM. **Arthur Raffalovich**, Agent du Ministère des Finances de Russie à Paris.

**Comte Louis Skarzynski**, Employé pour Missions extraordinaires du Ministère des Finances de Russie, Secrétaire général de la Commission des Assurances ouvrières à Saint-Petersbourg.

**Suède.** — **M. le Professeur Lindstedt**.

**M. J. May**, Chef de l'Office royal des Assurances.

**M. le D<sup>r</sup> Elis Sidenbladh**, Directeur du Bureau central de Statistique, membre de l'Institut international de Statistique.

**Suisse.** — MM. **le D<sup>r</sup> Guillaume**, Directeur du Bureau fédéral de Statistique.

**le D<sup>r</sup> Kummer**, ancien Directeur du Bureau fédéral des Assurances.

# SOMMAIRE DU NUMÉRO.

## LÉGISLATION

|                                                                                                                                                                        | Pages. |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| LUXEMBOURG. — Loi du 15 juin 1903 concernant la sécurité et la santé des ouvriers employés dans les entreprises industrielles et commerciales.....                     | 489    |
| LUXEMBOURG. — Arrêté du 12 août 1903 concernant la comptabilité de l'association d'assurance contre les accidents.....                                                 | 490    |
| FRANCE. — Loi du 11 juillet 1903 portant modification de la loi du 12 juin 1893 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs.....                                     | 494    |
| FRANCE. — Décret du 29 novembre 1904 relatif à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.....                                                                        | 496    |
| FRANCE. — Nouveaux tarifs de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse établis pour l'exécution de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail..... | 504    |
| FRANCE. — Note sommaire de M. Ch. RENARD relative à ces nouveaux tarifs.....                                                                                           | 529    |
| FRANCE. — Sociétés d'assurance admises à pratiquer l'assurance contre les accidents....                                                                                | 531    |
| FRANCE. — Proposition tendant à modifier la législation sur les accidents du travail votée par le Sénat le 1 <sup>er</sup> décembre 1904....                           | 534    |
| FRANCE. — Rapport de M. Guieysse sur les retraites ouvrières.....                                                                                                      | 543    |

## STATISTIQUE

|                                                                                         |     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| ALLEMAGNE. — Statistique des sociétés de secours des ouvriers mineurs en Prusse (1903). | 619 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------|-----|

## BIBLIOGRAPHIE

|                                                                                                                            |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| FRANCE. — Publications de la Direction de l'assurance et de la prévoyance sociales du ministère du Commerce.....           | 630 |
| Rapport de M. Cruveilhier sur l'extension aux entreprises commerciales de la législation sur les accidents du travail..... | 631 |

## CONGRÈS

|                               |     |
|-------------------------------|-----|
| Congrès de Vienne (1905)..... | 632 |
|-------------------------------|-----|

## TRAVAUX DE LA SECTION FRANÇAISE

|                                                                              |     |
|------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Rapport sur le projet de statistique française des accidents du travail..... | 637 |
| TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES.....                                           | 635 |
| TABLE ALPHABÉTIQUE DES AUTEURS.....                                          | 662 |
| TABLE CHRONOLOGIQUE.....                                                     | 665 |

## CONDITIONS DE SOUSCRIPTION.

On obtient le titre de *Membre adhérent du Congrès des Accidents et des Assurances sociales* par le versement d'une cotisation annuelle de **10 francs**, en échange de laquelle seront envoyés le *Bulletin* et les autres publications du Comité permanent;

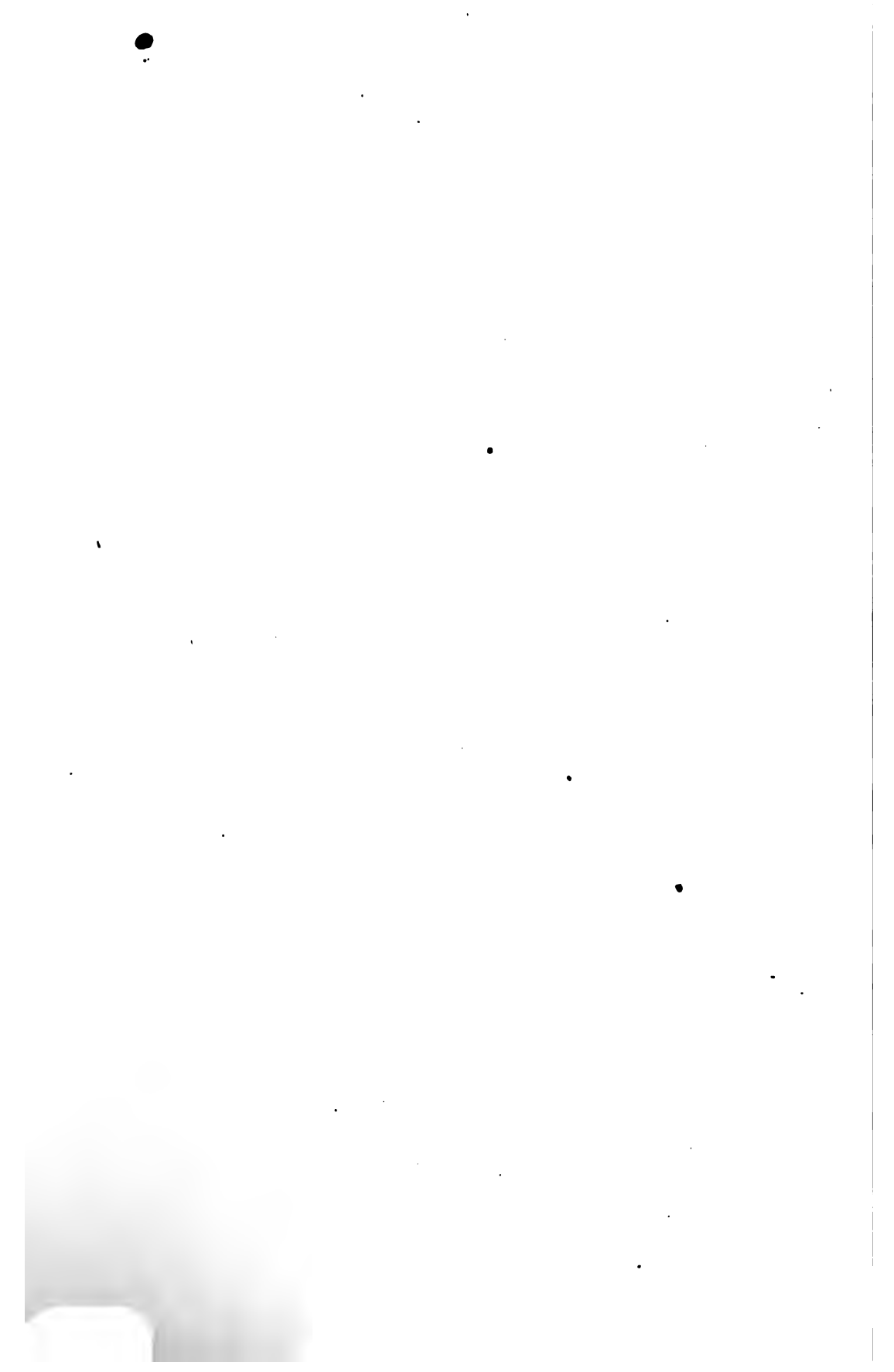
On obtient le titre de *Membre donateur* par le versement, en sus de sa cotisation, d'un don annuel d'au moins **cinquante francs**.

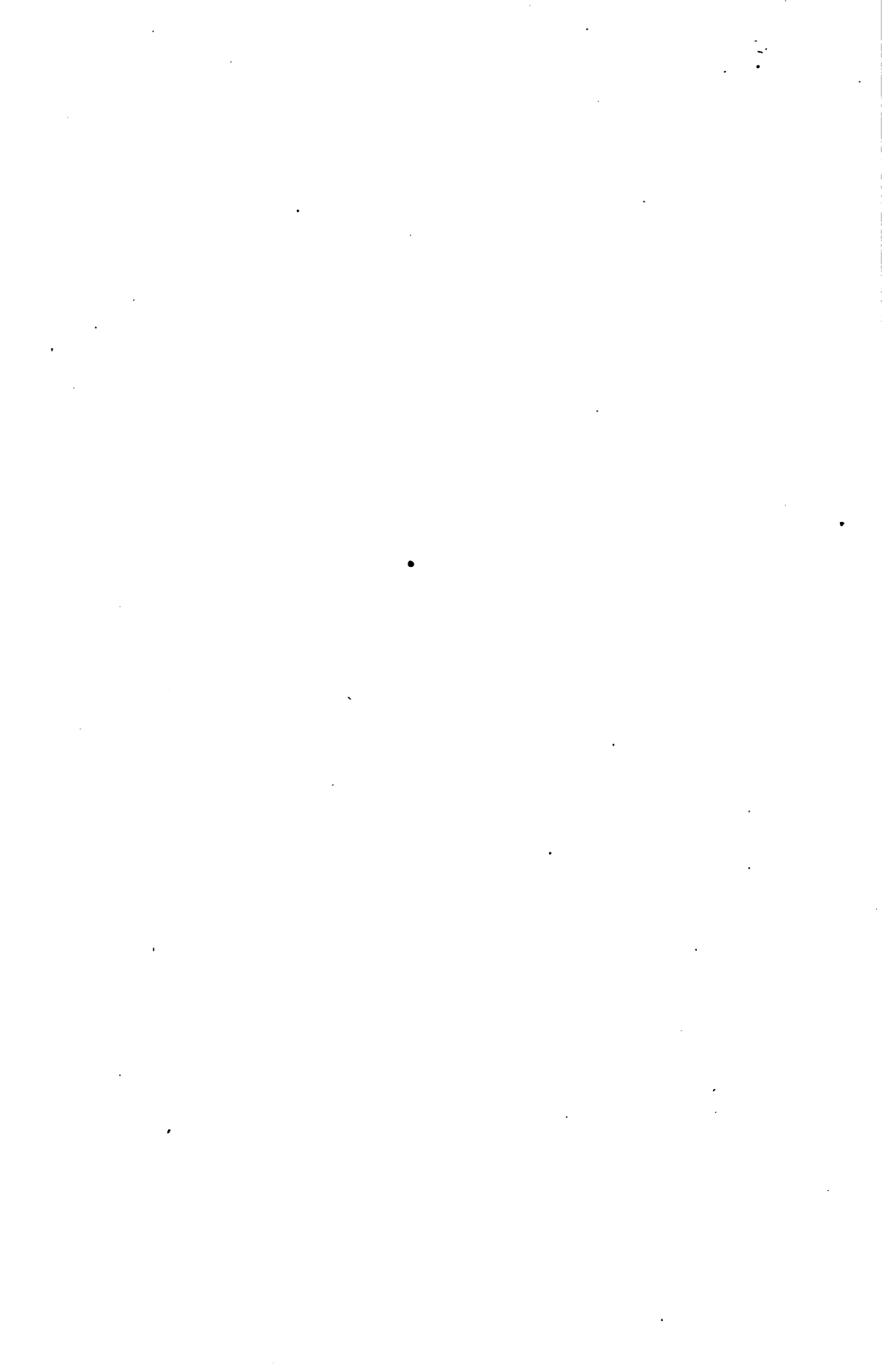
Les adhésions et versements doivent être adressés à  
M. GRUNER, Secrétaire général et Trésorier du Comité permanent,  
20, Rue Louis-le-Grand, PARIS, 2<sup>e</sup>.

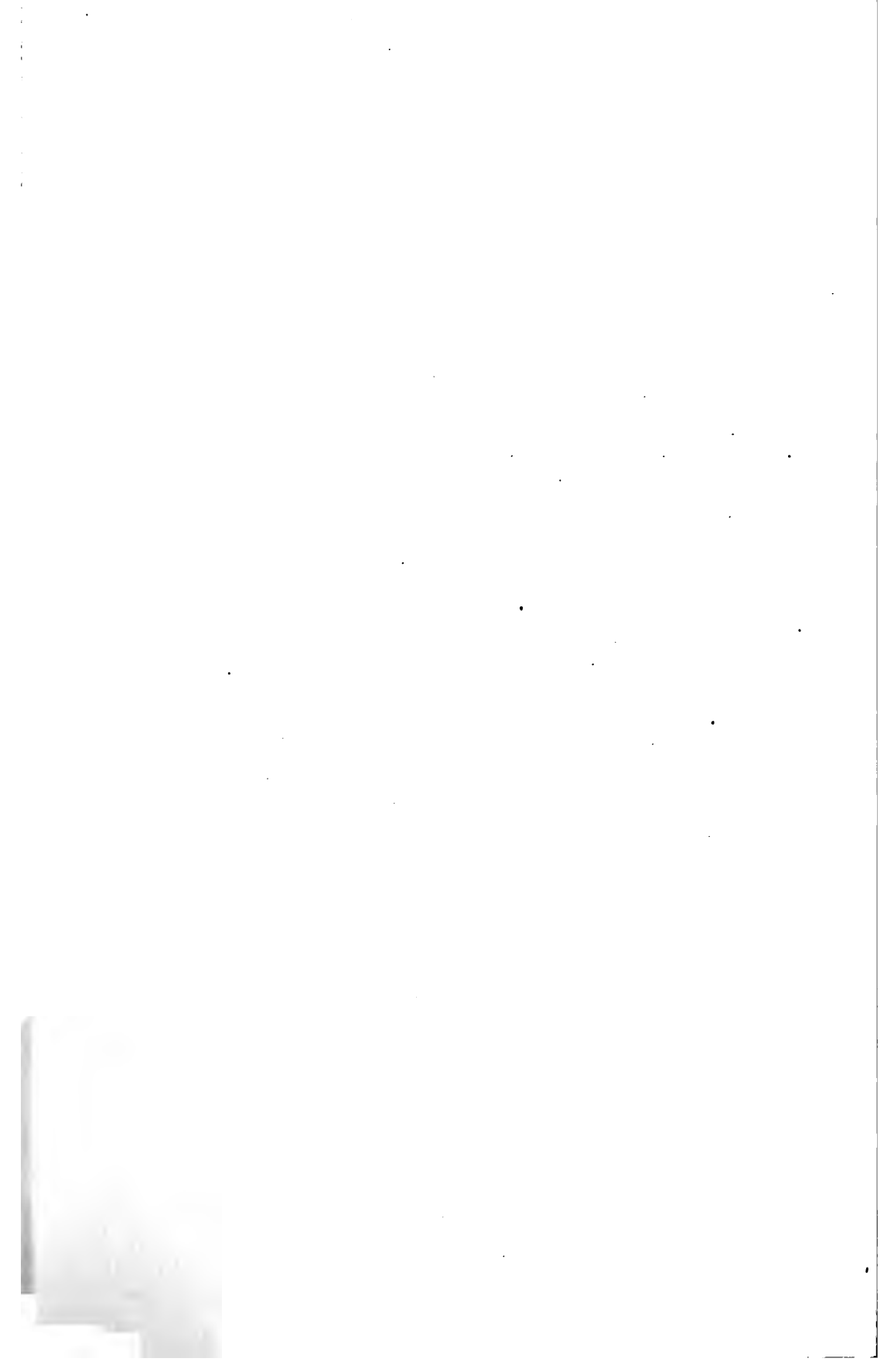
**Prix d'un numéro : 3 francs.**

*Le Bulletin paraît tous les trimestres et plus souvent s'il y a lieu.*











3 2044 014 792 501

FEB 26 1998





